153405

50377
2001
7

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LILLE

N° attribué par la bibliothèque
3021 SO

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE 1

Discipline : Sociologie

Présentée et soutenue publiquement

Par

Mademoiselle Stéphanie ALENDA
Le 14 décembre 2001

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN. BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE LILLE

Titre :

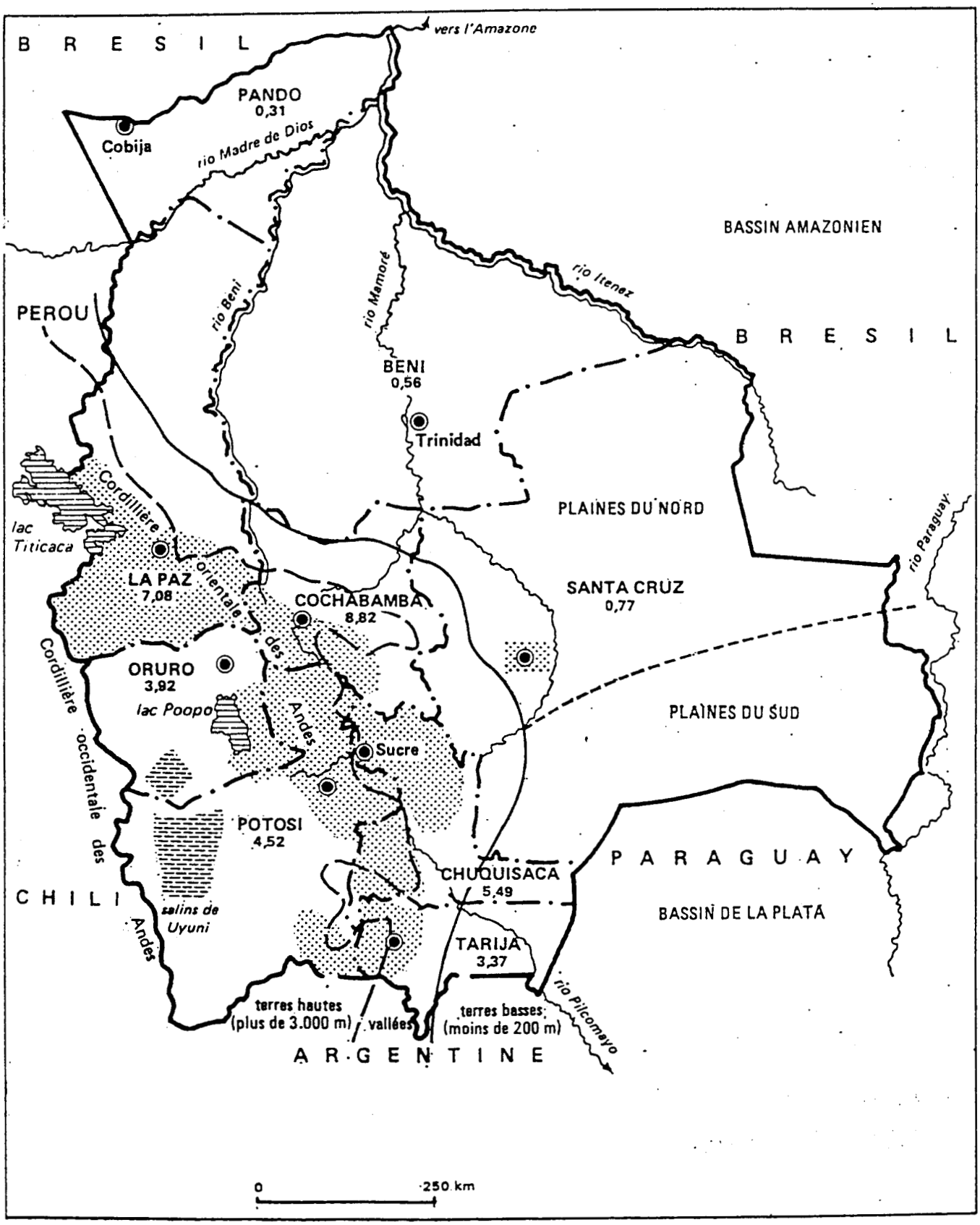
SOCIOLOGIE DE L'ÉLECTORAT DU PARTI POPULISTE BOLIVIEN *CONCIENCIA DE PATRIA*

Directeur de thèse :
J.-P. LAVAUD

JURY

CHAZEL F. – Professeur – Univ. De Paris IV
MAYER N. – Directrice de recherche CNRS (CEVIPOF)
PECAUT D. – Professeur – EHESS Paris

BOLIVIE : RELIEF ET POPULATION



Introduction

Le 21 septembre 1988, un nouveau mouvement politique voit le jour en Bolivie. Son nom, *Conciencia de Patria*[1] (CONDEPA) s'inspire de celui d'une loge militaire fondée environ un demi-siècle plus tôt : *Razón de Patria*[2] (RADEPA). La naissance de ce parti succède à d'importantes mobilisations causées par plusieurs suspensions des médias dont Carlos Palenque Avilés est le propriétaire : *Radio Televisión Popular* (RTP). Les différentes fermetures de RTP par le gouvernement de Paz Estenssoro, alors au pouvoir, ont pour effet d'amplifier la protestation.

L'animateur est déjà populaire lorsque survient la première fermeture. Bien avant son incursion en politique, Palenque acquiert une certaine renommée, d'abord comme folkloriste et chanteur de folklore, puis grâce à son écoute et à sa valorisation des plus démunis auxquels il offre quotidiennement, depuis la fin des années soixante, la possibilité de s'exprimer en direct au cours d'une émission qui recueille dans la région de La Paz un large taux d'audience : la *Tribuna Libre del Pueblo*[3]. L'aide sociale que dispensent ses deux médias organisés en un « Système »[4] (el *Sistema Radio Televisión Popular)* est modeste mais non moins réelle. Elle prend un relief particulier dans un contexte de précarisation de l'emploi et d'accroissement de la pauvreté urbaine.

Un certain nombre de personnages s'élèvent dans le sillage du leader. Ils contribuent au succès croissant de RTP, puis à l'émergence et à la consolidation de CONDEPA. La première, Remedios Loza, connue sur les ondes sous le nom de *Comadre* Remedios, est issue des couches populaires et porte le vêtement caractéristique des femmes métisses urbaines. Elle accompagne Carlos Palenque dès ses premiers pas dans le monde de la radiodiffusion. La seconde, Mónica Medina, familièrement appelée *Comadre* Mónica, épouse le leader en 1985, un an avant la naissance du Système RTP. Elle est, quant à elle, habillée à la mode occidentale et elle provient des couches moyennes métisses de La Paz, tout comme son époux[5]. Dès la fondation de CONDEPA, ces deux femmes se convertissent en « symboles » du parti, avec chacune un rôle : la première relie *symboliquement* les petites gens qu'elle représente et le monde d'en haut

---

[1] Conscience de la patrie.

[2] Raison de la patrie.

[3] La Tribune Libre du Peuple.

[4] Terme que nous reprendrons pour désigner *Radio Televisión Popular.*

[5] Bien que la mère de Carlos Palenque provienne d'une famille relativement aisée de Tarija, il semble que la situation de la famille Palenque-Avilés ne soit guère florissante, puisque à peine âgé de onze ans, Carlos Palenque est contraint de travailler comme étiqueteur dans une fabrique de boissons gazeuses.

en contribuant à la consolidation d'un lien principalement affectif entre Carlos Palenque et les femmes de sa condition sociale, dénommées femmes *de pollera*[6] ou *cholas*. La seconde participe d'un schéma non moins symbolique qui fonctionne comme la clé de voûte du parti : le couple idéal, métonymie de l'harmonie familiale. Palenque, qui distribue les rôles, tient lieu de « symbole » numéro un et de principe unificateur de cette triade.

Ce schème unitaire et protecteur s'offre aussi comme un projet de société cimenté par l'institution du compérage (puisque les trois « symboles » sont aussi trois *Compadre* et *Comadres*[7]). Mais celle-ci ne conserve que très peu de ses attributs ruraux. Le parrainage qu'elle implique n'est en général pas formalisé. Il fonctionne plutôt comme un lien, qui se veut égalitaire, entre les membres de la « famille » condépiste. Ceux-ci demandent des conseils ou une aide morale ou matérielle au *Compadre* Palenque, qui leur répond comme à des égaux. Cependant, un article paru à quelques mois de la fondation du parti inscrit l'institution au sein de relations d'un pouvoir à la fois social et politique[8], susceptible de jouer un rôle dans la constitution d'une clientèle.

Dès sa fondation, le mouvement politique suscite des réticences. La presse le baptise ironiquement le « parti des *compadres* »[9]. Mais lors des premières élections nationales auxquelles il participe en 1989[10], CONDEPA remporte la majorité des suffrages dans le département de La Paz, et plus particulièrement au sein de deux des principales villes boliviennes en termes de démographie : La Paz, sa capitale administrative, et El Alto, satellite de cette ville. Ces résultats, auxquels personne ne s'attendait, donnent lieu aux premières analyses. Une floraison d'articles d'opinion paraît sur le sujet et trois ouvrages sont publiés la même année[11]. L'un de ces articles mentionne le « trinôme »[12] qui, pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, « fait l'élection » en fournissant aux masses « un modèle féminin d'identification » d'ordre familial. Si le mouvement, organisé autour d'un caudillo, apparaît pour certains comme un retour en arrière par rapport au rétablissement d'un régime démocratique (1982) en quête

---

[6] Par opposition aux femmes *de vestido* vêtues à la mode occidentale, voire d'un pantalon.

[7] Compère et Commère.

[8] "Una candidatura de compadres ", *Los Tiempos*, 24/11/1988.

[9] " Fundarán hoy en Tiwanaco el partido de los " compadres " ", *El Mundo*, 21/9/1988.

[10] Les élections présidentielles sont couplées avec les élections législatives. L'élection des députés dépend du nombre de voix obtenues par chaque candidat dans chacun des départements. Le président de la République est ultérieurement élu au suffrage indirect par les parlementaires des deux Chambres réunies.

[11] Rafael Archondo qui consacre à RTP un ouvrage paru en 1991 mentionne 48 articles d'opinion, cf. Rafael Archondo, " CONDEPA, de la catacumba al cisma ", *Cuarto intermedio n°30*, Cochabamba, Compañía de Jesús, février 1994.

[12] Carolina Virreira C., " El fenómeno CONDEPA ", *Presencia*, 12/5/1989.

de consolidation, d'autres textes perçoivent le condépisme comme l'affirmation d'un sujet culturel, inscrit dans un processus de renouveau démocratique[13].

Les résultats électoraux de CONDEPA demeurent à quelques points près équivalents entre 1989 et 1997 et circonscrits au département de La Paz. Le 8 mars 1997, le *Compadre* décède. Remedios Loza est immédiatement placée à la tête du parti afin d'éviter que le pouvoir demeure vacant à trois mois environ de l'élection présidentielle. Elle est aussi le seul « symbole » qu'il reste à CONDEPA, exception faite de son fondateur hissé au rang de « symbole éternel » à la suite de son décès. Mónica Medina, à laquelle aurait dû revenir le leadership en même temps que le contrôle de RTP, avait quitté CONDEPA à la suite d'une mésentente avec son époux. Bien que Verónica Palenque, l'une des filles du *Compadre*, entre en scène au moment où la rupture politico-conjugale du couple est consommée, elle n'accède pas au statut de « symbole ». Tout au plus sert-elle, aux côtés de son père, à recomposer l'image de la famille unie dans l'adversité.

C'est par ce concours de circonstances que Remedios Loza devient l'héritière politique de CONDEPA qu'elle dirige un temps avec Verónica Palenque, promue au poste de *sub-jefa*[14]. Loza conduit la liste électorale lors de l'élection nationale du 1er juin 1997, à l'occasion de laquelle CONDEPA demande à la Cour Nationale Électorale que la photographie de Carlos Palenque figure sur le bulletin de vote, en signe d'hommage posthume. La requête, illégale, est rejetée[15]. Lors de ce scrutin présidentiel, CONDEPA obtient un score inédit (16%). La presse émet l'idée d'un " vote posthume "[16].

Les dirigeants condépistes choisissent de s'intégrer à la coalition gouvernementale qui donne le pouvoir au candidat de l'*Acción Democrática Nacionalista* (ADN), Hugo Banzer. Mais au terme d'un an de co-gouvernement, CONDEPA est invité à abandonner ses alliés, lassés de la rivalité entre Remedios Loza et Verónica Palenque pour le contrôle du parti. CONDEPA finit par se diviser à l'avantage des partisans de Remedios Loza qui demeurent propriétaires du sigle. Lorsque, au terme d'une bataille légale, Mónica Medina récupère les médias dont elle est héritière, les deux dirigeantes de CONDEPA sont contraintes de se retirer de RTP. Remedios Loza devient alors propriétaire d'une radio d'où elle conduit un temps une émission similaire à la *Tribuna Libre del Pueblo*, en duo avec Verónica Palenque, jusqu'à leur séparation. La *Tribuna* d'origine est quant à elle

---

[13] Sonia Montaño Virreira, " El Compadre : Democracia o totalitarismo ", *Presencia*, 17/5/1989.

[14] Sous-chef.

[15] " La foto de Palenque no estará en la papeleta ", *Hoy*, 5/4/1997.

[16] Voir notamment Marianela Mercado, " Consolidar CONDEPA sin la simbología de la chola ni el voto póstumo del Compadre ", *El Diario*, 23/3/1997 ou encore " Hasta cuándo vivir de un muerto ? ", *Última Hora*, 25/3/1997.

reprise par Mónica Medina. Mais aucune de ces émissions ne réussit à atteindre le taux d'audience que l'émission recueillait du vivant de Carlos Palenque. Au contraire, le nombre des petites gens qui viennent rendre visite au leader montre que l'émission semble désormais avoir pour cadre principal le cimetière de La Paz[17]. Très rapidement, Remedios Loza démontre son incapacité à s'imposer comme leader : entre les mois d'août 1997 et mai 1999, sa cote de popularité chute de 42,2% à 15,1%[18]. CONDEPA, divisée, s'enlise dans la corruption.

Vers une grille explicative du vote

Si rien ne laisse augurer le succès d'un mouvement créé quelques mois avant l'échéance électorale de juin 1989, son développement semble encore plus compromis, qui plus est dans un pays où il est fréquent de voir émerger des partis politiques qui ne tardent pas à disparaître, à la suite de rivalités internes ou faute de répondant électoral[19]. C'est cette première constatation qui nous a conduite à envisager séparément l'épisode de la naissance de CONDEPA et ses neuf années de vie politique. Afin de traiter de la façon la plus complète ce premier point, il nous a non seulement fallu examiner les *conditions structurelles* de son émergence mais également le *contexte politique* favorable à celle-ci, voire plus précisément dans quelle mesure un certain environnement influence activement son apparition. Si la naissance de CONDEPA bénéficie d'un certain état des partis politiques, elle tire également profit d'une relation dynamique avec un environnement singulier ainsi que de l'habileté manœuvrière de son leader. Cependant, cet assemblage d'éléments susceptibles d'éclairer les premiers résultats électoraux du parti demeure insuffisant. En effet, il ne prend pas en compte les logiques affectives des premiers militants d'un mouvement politique, curieusement perçu comme un prolongement des médias du *Compadre.* Il élude également la question du lien se construisant entre le leader et les foules. Pourtant, ce lien n'a-t-il pas déjà une incidence sur les premières mobilisations, au même titre que la relation à *Radio Televisión Popular* ?

Le développement effectif du parti, en soulevant un certain nombre de paradoxes, rend impérative la prise en compte des effets d'un discours tenu par une triade politique.

---

[17] Arturo Choque, "La verdadera Tribuna está en el Cementerio" (*Hobby*, edición especial), *Hoy*, La Paz, dimanche 8 mars 1998, p.4.

[18] Cf. Control, Encuesta 01/97 y Encuesta 03/99 citée par Salvador Romero Ballivián, *Reformas, conflictos y consensos*, La Paz, Fundemos, 1999, p.127.

[19] C'est notamment le cas de la majorité des partis indianistes, cf. Diego Pacheco, *El indianismo y los Indios contemporáneos en Bolivia*, La Paz, HISBOL/MUSEF, 1992.

Le fait que l'effervescence des mobilisations en faveur de la réouverture de RTP puisse aboutir en 1989 à une mobilisation électorale conséquente était prévisible. Mais une fois l'émotion passée, pour quelles raisons le parti conserve-t-il son emprise sur un même territoire (le département de La Paz) ? Pourquoi, inversement, ne remporte-t-il guère de succès en dehors du département de La Paz ? Comment expliquer la quasi-insensibilité de l'électorat condépiste à la conjoncture (si nous prenons en compte les résultats de CONDEPA à l'échelon national) ?

Nous avons tâché d'aborder la première question en partant du contexte spécifique de la ville d'El Alto dans laquelle s'illustre avec le plus d'acuité l'emprise de CONDEPA sur son électorat. Depuis l'élection municipale de 1989, les maires condépistes s'y succèdent en étant l'un après l'autre accusés de corruption. Le taux de pauvreté de cette ville, dans laquelle les conditions de vie sont dans l'ensemble infiniment plus précaires qu'à La Paz, demeure en outre invariable entre 1992 et 1999. Or, paradoxalement, les quartiers les plus laissés à l'abandon par le gouvernement municipal s'avèrent être les plus fidèles au *Compadre*. Le lien à Carlos Palenque contribue-t-il à éclairer ce paradoxe ? À moins que celui-ci ne trouve également une explication dans l'organisation d'un appareil local et la consolidation de réseaux clientélaires. L'une et l'autre hypothèse peuvent-elles se renforcer ?

L'audience pratiquement inexistante de CONDEPA en dehors du département de La Paz – qui fait l'objet de notre seconde question de départ – nous a semblé refléter l'organisation inégale d'un appareil dont il s'est agi de rendre compte. Mais cette première hypothèse n'est-elle pas invalidée par la nature caudilliste du mouvement dont la structure est réputée ne jouer qu'un rôle secondaire, voire superflu, dans la mobilisation[20]. Dans quelle mesure cet impact variable pourrait, au moins en partie, constituer un effet pervers du caudillisme ?

Avant de dégager les trois axes autour desquels nous organiserons notre réflexion, il convient de préciser les modèles à partir desquels nous la construirons.

Les modèles explicatifs du vote

Notre étude du condépisme puise à la source de deux modèles explicatifs du vote *a priori* contradictoires, mais que nous intégrerons dans une même grille d'analyse. Le premier, que l'on doit à l'équipe de l'université du Michigan animée par Angus Campbell,

---

[20] C'est non seulement ce que nous avaient signalé certains dirigeants, mais ce que mettent en avant certains travaux sur le condépisme. D'après Rafael Archondo, " Palenque communique avec ses militants à travers les médias, il n'a pas besoin pour cela de structure partisane ", cf. " Palenque el aniquilador ", *Presencia*, 15/9/1996.

pose l'identification partisane comme variable explicative du comportement politique. Même si ce paradigme défend l'idée d'un vote attaché à une famille politique et suscité par cette appartenance, le fait qu'il soit explicatif de la *stabilité* du comportement électoral nous semble justifier l'application du modèle au cas condépiste, malgré la courte vie de ce parti qui décline lorsque disparaît son fondateur. La fidélité des électeurs condépistes à leur parti démontrant une relative insensibilité à la conjoncture (ainsi qu'à l'identité des différents candidats aux élections municipales, ce qui tendrait à prouver que l'électorat vote avant tout pour une étiquette), est relativement atypique dans le contexte latino-américain, qui voit à la fin des années quatre-vingt l'émergence de mouvements dits néopopulistes. La même année que CONDEPA, un autre parti populiste voit le jour : celui du patron de la plus grande brasserie bolivienne, la *Cervecería Nacional Boliviana*, Max Fernández. L'électorat populaire de M. Fernández, contrairement à l'électorat condépiste dont il partage pourtant le profil, se caractérise par sa volatilité, un trait par ailleurs mis en évidence par d'autres études sur l'électorat des mouvements « néopopulistes »[21] de la région. Cette spécificité de l'électorat condépiste nous invite à nous pencher sur la construction du lien à CONDEPA, à son leader et au dispositif qu'il met en place afin d'éclairer certaines logiques électorales.

Les chercheurs du Michigan montrent que l'identification à un parti joue non seulement un rôle dans la socialisation politique des acteurs, mais qu'elle exerce aussi une influence sur les comportements[22]. Le vote pour CONDEPA laisse apparaître deux grandes logiques identificatoires qui reflètent un discours à cheval entre une filiation populiste (en référence aux mouvements qui étaient apparus en Amérique latine entre 1930 et 1950) et l'inscription dans un État moderne, de plus en plus ouvert à la reconnaissance des particularismes sociaux. Aussi, s'agira-t-il d'examiner dans quelle mesure RTP d'abord, puis CONDEPA, par le biais du message quotidien du *Compadre* à la *Tribuna Libre* peuvent offrir certains repères à un électorat peu politisé, en étudiant l'effet sur la mobilisation d'une certaine vision du monde suscitée par le parti. La pertinence de cette idéologie qu'il nous faudra préciser peut-elle être renforcée par le fait d'être *symbolisée*, au sens fort, notamment par Remedios Loza ? De quelle façon des logiques affectives du vote s'articulent-elles à des intérêts de groupes ou de classe ?

---

[21] Voir à ce sujet l'article de Salvador Romero Ballivián : " CONDEPA y UCS: evolución de una generación partidaria en Bolivia ", in *Reformas, conflictos y consensos*, La Paz, Fundemos, 1999, pp.87-129. Certaines études ont montré que l'adhésion au péruvien Alberto Fujimori s'expliquait notamment par le nombre de migrants travailleurs informels. La relation que ceux-ci entretiennent avec les partis populistes est présentée comme strictement instrumentale, cf. Franco (1990) cité par Carlos Iván Degregori et Romeo Grompone, *Elecciones 1990, Demonios y redentores en el Nuevo Perú*, Lima, IEP éditions, mars 1991, p.46. Il convient de souligner que les auteurs de cet ouvrage attribuent également le succès du leader de *Cambio 90* à l'élection présidentielle de 1990 à un " principe d'identification ", *ibid.*, p.43.

[22] Angus Campbell et al., *The American Voter*, Survey Research Center, University of Michigan, 1960, p.137.

C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans la seconde partie de cette thèse consacrée à la dimension *psychosociale* du vote et aux mécanismes d'identification qui s'y trouvent impliqués. L'objectif de cette partie sera de voir dans quelle mesure certains mécanismes de l'identification partisane peuvent apporter des éléments explicatifs à la stabilité du lien partisan qui demeure difficilement compréhensible sans cet éclairage. Ceci implique que nous examinions la façon dont le public utilise les médias (et non l'inverse).

Cette stabilité dépend d'une variable mise en évidence par l'équipe de A. Campbell : l'*intensité* du lien partisan. Au sein de CONDEPA, différents mécanismes sont à l'origine de ce *renforcement* de l'identification partisane : l'effet de l'image, la pertinence de « symboles » aux yeux d'un groupe en particulier, un discours d'opposition aux effets cohésifs ou encore le recours au prophétisme politique. Ils gagnent en visibilité à l'occasion des crises internes qui jalonnent l'histoire de CONDEPA et en fonction de la gravité de celles-ci, l'émotion des foules se trouvant exaltée. Mais cette exaltation dépend aussi d'un gestionnaire de crises : Carlos Palenque. Pour rendre compte de ces mécanismes traités comme un thème transversal à notre thèse, l'étude de la perception des acteurs, comme le préconise l'équipe de Campbell, devra être complétée par la prise en compte d'une dimension tactique de la mobilisation.

L'influence sur le vote de mécanismes identificatoires n'exclut pas l'effet sur celui-ci de déterminants sociaux, comme le soutient l'équipe de l'université de Columbia, animée par Paul Lazarsfeld. Bien que l'angle de vue de ces chercheurs soit *a priori* l'inverse de celui de l'équipe du Michigan (puisqu'il ne s'agit plus d'étudier les effets d'un parti politique sur le comportement électoral mais de montrer que ces effets sont avant tout subordonnés à des caractéristiques sociales ou encore qu'ils n'opèrent que grâce à des intermédiaires), notre grille d'analyse du vote pour CONDEPA conjugue ces deux approches. La conclusion centrale à laquelle arrive cette équipe dans l'ouvrage *The People's Choice*, à savoir que les médias ne font que renforcer les opinions[23], trouve une application quelque peu biaisée dans le cas de CONDEPA dont les électeurs entretiennent avec *leurs* médias (perçus comme tels) une relation exclusive. La propagande politique se joue au quotidien, durant les 27 ans de travail journalistique du *Compadre*, mais sans en avoir l'air. On comprend aussi que le lien d'identification semble à première vue l'emporter sur tout autre facteur explicatif du vote. Mais, comme nous le verrons, celui-ci est à son tour déterminé par certaines variables lourdes. En outre, le lien

---

[23] " In short, political propaganda in the media of communication, by providing them with good partisan arguments, at the same time provided orientation, reassurance, integration, for the already partisan (...) To a large extent, stability of political opinion is a function to reinforcing communication ", Paul Lazarsfeld et al., *The People's Choice*, New-York, Columbia University Press, 1944, p.89.

d'identification entre les foules et Carlos Palenque ne saurait être conçu comme direct. Il dépend dans une certaine mesure de l'impact de « leaders d'opinion », interlocuteurs crédibles du fait de leur statut au sein des groupes primaires. Nous nous demanderons qui sont ces pourvoyeurs de conseils[24] et jusqu'à quel point ils sont susceptibles d'influencer les opinions politiques. Nous verrons enfin, en inscrivant toujours cette réflexion dans le cadre d'une approche sociologique du vote, si une structure sociale inégalitaire, dont la visibilité est accrue dans le cadre de rapports concurrentiels en milieu urbain, peut, elle aussi, contribuer à expliquer le vote pour CONDEPA. Certains rapports de pouvoir reflètent cette structure et pourraient conduire les acteurs sociaux (certains plus que d'autres) à adhérer à un ordre social inégalitaire. Ces points seront abordés dans la troisième partie de notre thèse.

Méthodologie

Ce travail de recherche a nécessité le cumul des méthodes d'enquête quantitative (enquêtes par questionnaire) et qualitative (entretiens semi-directifs, travail ethnographique) qui sont venues compléter un corpus d'une quarantaine d'entretiens réalisés en 1995, lors du travail de terrain précédant notre DEA, avec des militants, mais également avec les principaux dirigeants de CONDEPA. Grâce à une allocation de recherche doctorale de l'Institut Français d'Études Andines (IFEA), entre 1996 et 1998, s'est ajoutée à ce corpus d'entretiens une vingtaine d'interviews avec des militants et des militantes de CONDEPA à El Alto. En outre, deux enquêtes par questionnaire ont été administrées, l'une à La Paz sur un échantillon d'environ 1000 personnes, l'autre à El Alto auprès de 700 individus environ. Nous nous référons dans cette thèse presque exclusivement aux résultats concernant El Alto, ville dans laquelle nous avons effectué notre terrain principal. Cette enquête comportait une quarantaine de questions ouvertes (sur quatre-vingt) qui sont venues s'ajouter au matériau qualitatif recueilli. Nous avons tâché de voir dans quelle mesure ces résultats validaient ou non certaines de nos hypothèses construites à partir des entretiens, ou en suggéraient de nouvelles.

Afin de reconstruire une certaine histoire de CONDEPA, nous avons en plus procédé à un dépouillement systématique de la presse entre 1988 (date de fondation du parti) et 1997, date des dernières élections présidentielles auxquelles il participe et autour desquelles nous avons réalisé nos deux enquêtes par questionnaire. Les journaux que nous avons consultés sont les suivants : *Hoy*, *La Razón*, *Última Hora*, *Presencia*, *Opinión*,

---

[24] Paul Lazarsfeld et al., *ibid.*, p.49.

El Deber, *El Diario*, *El Mundo*, *El Nuevo Día*, *Los Tiempos*, *Presencia*, *Primera Plana*, ainsi que l'hebdomadaire de CONDEPA : *El Patriota*. S'est agrégée à ces données une série de cas et de discours transcrits par Rafael Archondo, qui publie en 1991 l'une des premières études sur le Système RTP et CONDEPA. Ces transcriptions que R. Archondo a aimablement mises à notre disposition sont notamment relatives aux émissions de la *Tribuna Libre* qui eurent lieu entre 1988 et 1989, tout au long des suspensions et ouvertures successives des médias. Elles nous ont à la fois permis d'éclairer les logiques des premières mobilisations en faveur de Carlos Palenque mais également de disposer des premiers discours politiques de ce dernier ainsi que des premières interventions de Remedios Loza et Mónica Medina. Grâce à ces transcriptions, mais aussi au travail d'Archondo sur RTP[25], nous avons pu rendre compte de la transformation d'un mouvement social en un mouvement politique.

Enfin, des données d'observation participante sont venues compléter ce matériau à la fois qualitatif et quantitatif tant au sein de l'élite condépiste qu'à la mairie d'El Alto ou dans les quartiers de cette ville.

Trois axes explicatifs du vote

Trois axes se détachent de nos questions de départ. Nous tâcherons de montrer que certains *facteurs tactiques*, en plus de *facteurs politiques* et *structurels* contribuent à expliquer non seulement l'émergence de CONDEPA mais sa consolidation. La question revêt une importance pour notre étude en soulevant un dernier paradoxe. CONDEPA émerge, se développe, mais il présente également une grande capacité de résistance aux crises internes. En l'espace de neuf ans, le parti en connaît cinq qui rendent sa division, voire sa disparition, d'autant plus inéluctable que la dernière, la plus grave, met en péril la clé de voûte du mouvement. Or, ce n'est pas la défection que l'on retient de ces crises mais leurs effets cohésifs, dus en partie à l'habileté manœuvrière de Carlos Palenque.

Dans un premier temps, il s'agira d'étudier l'émergence de CONDEPA, la mise en place d'un discours politique et d'un dispositif de mobilisation (chapitre I). Nous nous intéresserons dans un second temps à l'idéologie de CONDEPA, et plus qu'à ses effets en tant que produit des idéologues, à l'impact d'un discours d'opposition tenu par le *Compadre* (chapitre II). Nous montrerons enfin l'implantation inégale du parti en nuançant l'idée d'une insensibilité de l'électorat condépiste à la conjoncture (chapitre III). Cette première partie, en mettant l'accent sur l'habileté manœuvrière de Carlos Palenque, pose la question du lien se construisant avec ce dernier. Dans une seconde partie, il ne s'agira

---

[25] Rafael Archondo, *Compadres al micrófono: la Resurrección Metropolitana del ayllu*, Hisbol, 1991.

plus seulement de retracer l'histoire de sa construction mais d'en analyser la nature en partant de la perception des acteurs.

Ce sont aussi les *facteurs psychoaffectifs* qui constitueront notre second axe explicatif du vote. L'intensité de ce lien dépend avant tout de l'action de *Radio Televisión Popular* et d'effets proprement médiatiques (chapitre IV) mais également de mécanismes identificatoires où entrent en jeu à la fois une identification de groupe (chapitre V) et l'identification à un collectif abstrait dont nous étudierons les représentations (chapitre VI). Au terme de cette seconde partie, il nous restera à examiner si le dispositif mis en place par le *Compadre* exerce sur le vote une influence réellement supérieure aux réseaux formels du parti.

Cette question implique que nous examinions l'impact sur le vote pour CONDEPA de certains *facteurs organisationnels*, c'est-à-dire relevant à la fois du fonctionnement interne du parti et de son organisation locale (chapitre VII). Ce chapitre met en évidence une certaine culture politique. Le suivant s'attachera à montrer l'effet sur le vote de certains imaginaires politiques, en plus d'examiner l'impact sur celui-ci de l'institution du compérage, instrumentalisée par le *Compadre* (chapitre VIII). Nous verrons enfin comment une structure sociale inégalitaire est à son tour susceptible d'éclairer le vote pour CONDEPA (chapitre IX) en se révélant explicative des mécanismes identificatoires.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : La construction du lien partisan

CHAPITRE I : *Conciencia de Patria*, du mouvement social au mouvement politique

CHAPITRE II : Une idéologie égalitaire ambivalente

CHAPITRE III : L'ancrage territorial

DEUXIÈME PARTIE : Les mécanismes de l'identification partisane

CHAPITRE IV : *Radio Televisión Popular* : l'identification à une néo-communauté forgée par les médias

CHAPITRE V : Le vote pour *Conciencia de Patria* : une affaire de femmes

CHAPITRE VI : L'identification à une néo-communauté populaire

TROISIÈME PARTIE : La consolidation d'une clientèle politique

CHAPITRE VII : Le fonctionnement interne de *Conciencia de Patria* : du centre à la périphérie

CHAPITRE VIII : Le *compadrazgo* : un lien de clientèle

CHAPITRE IX : Un vote de « frustration relative »

PREMIERE PARTIE

La construction du lien partisan

« Il est vraiment difficile de comprendre CONDEPA sans RTP. En réalité, CONDEPA naît de la suspension abusive de RTP et c'est ce qui définit en grande partie son essence. Avec CONDEPA est mis en pratique ce que RTP prône depuis plus de 25 ans » (Carlos Palenque, *Hoy*, 2 mai 1995).

Dans cette première partie, il s'agira de réfléchir sur la construction du lien partisan en faisant dépendre celui-ci d'une corrélation de facteurs : un contexte politique spécifique, des éléments d'ordre structurel mais également d'ordre personnel (la constitution d'une équipe qui entoure le *Compadre* ou encore le parcours propre à ce dernier). C'est l'histoire de la mise en place d'un dispositif susceptible de mobiliser les foules en ayant recours aux moyens de communication de masse que nous présenterons dans un premier chapitre. Nous insisterons également sur l'*émergence* d'un mouvement en interaction avec un contexte principalement politique, relation dans laquelle s'illustre le sens tactique de Carlos Palenque. Le second chapitre tâchera d'appréhender CONDEPA dans sa durée en dégageant certains facteurs explicatifs de celle-ci. Certains mécanismes dont nous aurons observé l'apparition au moment où les mobilisations prennent une tournure politique (chapitre I) sont fondamentaux pour éclairer cette fois le *développement* du mouvement. Mis à profit par le *Compadre*, ils présentent ponctuellement des effets cohésifs. Il s'agira également de situer CONDEPA sur l'échiquier politique en nous interrogeant sur l'impact d'une idéologie égalitaire ambivalente (chapitre II). Dans le chapitre III, nous mettrons enfin en évidence l'audience inégale du parti sur le territoire bolivien. L'électorat se caractérise à la fois par sa « captivité » sans être pour autant insensible à certaines conjonctures électorales.

Chapitre premier

Conciencia de Patria
Du mouvement social au mouvement politique

Certains facteurs structurels influencent l'émergence de *Conciencia de Patria* de même qu'un contexte politique singulier. Mais c'est l'habileté manœuvrière de Carlos Palenque et de son entourage qui contribue principalement à expliquer le succès des mobilisations en faveur de la réouverture définitive de *Radio Televisión Popular* (RTP) et l'émergence d'un parti politique dont l'électorat est d'abord le public de RTP. C'est ce glissement d'un mouvement social à un mouvement politique que nous tâcherons d'appréhender dans ce chapitre. Les balbutiements d'une organisation politique, dont il sera également question, fournissent en outre des éléments fondamentaux pour comprendre le fonctionnement interne du parti, sur lequel nous reviendrons ailleurs. Il s'agira donc de mettre en évidence non seulement les facteurs concourant à l'éclosion d'un mouvement social mais aussi la façon dont s'agencent divers éléments qui permettront la consolidation de CONDEPA : une rhétorique, un certain jeu politique, la mise en place d'un dispositif efficace qui contraste avec la structuration laborieuse d'un véritable appareil partisan.

1. Contexte économique et opportunités politiques

1.1. La transformation du contexte socio-économique : la crise de l'État social

Entre 1930 et 1950, les stratégies nationales-populaires ou populistes constituent une forme d'organisation politique courante en Amérique Latine. En Bolivie, la Révolution de 1952 menée par le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR)[1] conduit à l'adoption d'une série de mesures sociales (réforme agraire, suffrage universel, nationalisation des mines ou encore organisation de syndicats paysans) qui s'inscrivent dans un projet étatique d'incorporation à la nation de différents secteurs sociaux. Cette orientation politique se maintient durant les gouvernements militaires qui succèdent au MNR à partir de 1964, même si la Bolivie s'oriente vers une modernisation centralisée[2].

---

[1] Mouvement Nationaliste Révolutionnaire.

[2] Salvador Romero Ballivián, *Reformas, conflictos y consensos*, La Paz, Fundemos, 1999, p.89.

Les années quatre-vingt modifient ce cadre général. Le retour à un régime démocratique en 1982 coïncide en effet avec une intensification de la crise sociale, de surcroît aggravée par la crise financière et économique que les différents États latino-américains entendent juguler par l'adoption d'une politique économique libérale. La *Nueva Política Económica* (NPE)[3] contribue aussi à redéfinir les contours de la nation bolivienne présentée à cette date par la *Confederación de Empresarios Privados de Bolivia* (CEPB)[4] comme « une conjonction de la démocratie représentative et d'une modernisation de type néolibéral »[5]. L'État, au bord de la banqueroute, abjure ainsi le populisme, renonçant à son modèle d'industrialisation substitutive d'importations et il se soumet aux lois du marché en accroissant sa dépendance vis-à-vis des organismes internationaux de crédit tels que le Fonds monétaire international (F.M.I.). Bien qu'elle obtienne des résultats macro-économiques spectaculaires, la politique d'ajustement structurel qui s'ensuit creuse davantage les inégalités. De façon emblématique, le même homme et le même parti qui avaient édifié l'État populiste en 1952 procèdent en 1985 à son démantèlement[6], dans un contexte où le modèle de développement épuisé des années 30-50 laisse place à une politique de déconcentration et de dénationalisation. Cette politique trouve enfin dans la reconnaissance de la diversité culturelle une idéologie plus fonctionnelle que l'indigénisme post-révolutionnaire. Selon Henri Favre : « L'État néolibéral rencontre dans l'indianisme l'idéologie que l'État populiste trouvait dans l'indigénisme. Il en dérive une politique qui lui assure à moindre coût un contrôle indirect sur des populations et des territoires qu'il n'est plus en mesure d'administrer directement »[7].

C'est dans ce contexte de crise que réapparaissent dans différents pays latino-américains des mouvements dits « néopopulistes », préfixe marquant une différence entre les nouveaux États néolibéraux (et néo-populistes) et les politiques nationalistes étatistes caractéristiques du populisme[8].

1.2. Le vide sur le marché protestataire

Dans les années quatre-vingt, la démocratie s'éloigne de plus en plus de la forme autoritaire mise en place par le MNR à la fin de la période de dictature où elle était

---

[3] Nouvelle Politique Économique.

[4] Confédération des chefs d'entreprise privée de Bolivie.

[5] H.C.F. Mansilla, « La influencia de la empresa privada sobre las políticas públicas en Bolivia », *Opiniones y Análisis*, La Paz, Fundemos, 1995, p.165.

[6] Henri Favre, *L'indigénisme*, Paris, PUF, 1996, pp.120-121.

[7] Henri Favre, *ibid.*, p.123.

[8] Pierre-André Taguieff, « Political Science Confronts Populism: From a Conceptual Mirage to a Real Problem », *Telos*, n°103, 1995, pp.9-43.

notamment édifiée sur la base du rapport de forces entre la *Central Obrera Boliviana* (COB)[9] et les forces armées[10]. Elle tend aussi de façon croissante à s'appuyer sur des pactes entre les partis auxquels la Constitution politique de l'État[11] assigne le monopole de la représentation, le pluralisme émergeant alors comme une condition *sine qua non* de la gouvernabilité[12]. Mais la crise des années quatre-vingt surprend les élites politiques et tout particulièrement la coalition de gauche qui gouverne le pays, l'*Unión Democrática Popular* (UDP)[13] qui est amenée à revoir ses thèses redistributives, héritées du modèle en vigueur depuis 1952, dans le sens d'un réalignement sur un jeu plus libre du marché. Cette conjoncture de récession est en effet on ne peut plus défavorable à l'UDP, dont les mesures de rigueur anti-populaires se heurtent à des demandes sociales croissantes de la part de la COB[14], mais également de la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos* (CSUTCB)[15] qui avait soutenu la coalition. L'UDP doit, en outre, faire face à une crise interne et à une incapacité à gouverner face à la majorité parlementaire que représentent l'*Acción Democrática Nacionalista* (ADN)[16] et le MNR[17]. L'inflation galopante que connaît la Bolivie à partir de 1984, imputée au parti au pouvoir, accentue le discrédit de la gauche en laquelle les couches populaires – les plus touchées par la récession – avaient placé leurs espoirs. L'opposition finit par exiger la démission de Siles et la convocation d'élections anticipées, ce à quoi se résout le gouvernement sous la pression non seulement de ses opposants politiques mais des syndicats.

L'élection de 1985 se caractérise aussi par un déplacement des suffrages vers la droite et par un pourcentage inédit de votes blancs et nuls (12,9%) qui traduit, comme l'écrit Salvador Romero Ballivián, l'« incertitude permanente, la frustration collective et la

---

[9] La Centrale ouvrière bolivienne. Cf. Salvador Romero Ballivián, *Geografia electoral de Bolivia*, La Paz, Caraspas-Fundemos, 1998, p.26.

[10] Carlos I. Blanco Cazas et Godofredo Sandoval, *La alcaldía de La Paz: 1985-1993*, La Paz, ILDIS, 1993.

[11] La Constitution politique de l'État stipule dans son article 223 que « la représentation populaire s'exerce par l'intermédiaire des partis politiques, des fronts ou des coalitions formés par ceux-ci... ».

[12] Cf. René Antonio Mayorga, « Tendencias y problemas de la consolidación de la democracia en Bolivia » in *Síntesis* (14), mayo-agosto de 1991, p.155-170. La démocratie bolivienne est aussi une démocratie construite sur le pacte puisque, au cas où aucun des candidats n'obtient la majorité absolue, c'est le Congrès ou les Conseils municipaux qui élisent le Président de la République ou le maire. Ce système rend les alliances incontournables.

[13] L'Union Démocratique et Populaire. Cette coalition réunit le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire de Gauche (MNRI) du candidat à la Présidence Siles, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), du candidat à la vice-présidence, Jaime Paz Zamora, le Parti Communiste Bolivien (PCB) et d'autres formations minoritaires.

[14] Salvador Romero Ballivián, *Geografia electoral de Bolivia*, La Paz, Caraspas-Fundemos, 1998, p.26.

[15] La Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans.

[16] L'Action Démocratique Nationaliste.

[17] *Ibid.*, p.27.

désorientation généralisée » suscitées par le gouvernement de Siles[18]. Le MNR arrive au pouvoir en 1985[19]. Il entérine l'abandon du modèle étatiste et s'attaque à l'inflation en adoptant le décret 21060, pour lequel il bénéficie d'une large majorité parlementaire ainsi que du soutien de l'ADN avec lequel est conclu le « pacte pour la démocratie » en octobre 1985[20]. Bien que ces mesures, prises dans un contexte où il s'agit avant tout de recouvrer une stabilité économique, soient efficaces, leur coût social est élevé. Certes, elles permettent de relancer une croissance soutenue qui demeure néanmoins modérée et assez fragile (moins de 1% en 1999) en freinant l'hyperinflation qui passe de 23500% en 1985 à 3,1% en 1999[21]. Cependant, entre 1985 et 1989, le décret 21060 multiplie par deux le taux de sous-emploi et conduit à une croissance effrénée du secteur informel[22]. Ces mesures donnent également lieu à une protestation syndicale massive de la COB, néanmoins incapable d'empêcher la fermeture de nombreuses mines et la « relocalisation » d'un contingent important de mineurs – 23000 – licenciés par la Compagnie Minière Bolivienne (COMIBOL). Les mineurs, nerf du syndicalisme bolivien, se détournent aussi de la COB[23], la mise en place de l'économie de marché ayant pour corollaire l'affaiblissement du syndicalisme.

Ces mesures sont néanmoins bien accueillies par la majorité des Boliviens, dans un contexte où le débat économique prend le pas sur le débat idéologique en raison des demandes de réponses concrètes à la crise. Ceci contribue à expliquer le déclin de la gauche et l'échec de l'opposition à l'économie de marché menée par une extrême gauche minoritaire qui cherche à redonner à l'État un rôle de premier plan.

1.3. La reconnaissance de la diversité culturelle

Ce déclin contribue à faire de la défense du multiculturalisme l'objet d'un débat d'ampleur nationale, plus seulement réservé à une couleur politique en particulier ou au syndicat, la *Central Sindical Única de Trabajadores Campesinos Bolivianos* (CSUTCB), qui avait été son principal organe de diffusion. Si l'extrême gauche enrichit dans les années quatre-vingt son discours par la découverte des spécificités culturelles des

---

[18] *Ibid.*, p.30.

[19] *Ibid.*, p.31.

[20] Cf. Salvador Romero Ballivián, *Geografía electoral de Bolivia*, *op. cit.*, p.32. Avec ce pacte est aussi amorcée une décentralisation du pouvoir. Les différentes forces politiques reprochent notamment au type d'État centralisateur que mit en place la Révolution de 1952 d'avoir encouragé les pratiques clientélaires, rendues responsables de la dictature. C. I. Blanco Cazas et Godofredo Sandóval, *La alcaldía de La Paz: 1985-1993*, La Paz, ILDIS, 1993.

[21] *Le Monde*, « La Bolivie, terrain d'expérimentation d'une approche globale du développement », 19/9/2000.

[22] Carlos Mesa, "Sobre el gonismo", *Los nuevos actores políticos en Bolivia*, La Paz, ILDIS, 1992, pp.78-80.

ethnies, en même temps que s'essouffle l'idéologie marxiste[24], c'est à une coalition poursuivant les changements économiques amorcés en 1985, l'*Acuerdo Patriótico* (AP)[25], que la conception d'une nation multiculturelle et pluriethnique doit ses premiers pas. L'intérêt croissant pour ces thèses dépend d'une corrélation de facteurs, tant nationaux (comme par exemple les conséquences de la Révolution de 1952[26]) qu'internationaux (la célébration des 500 ans de la découverte de l'Amérique, le succès des thèses culturalistes en sciences sociales ou encore l'avènement d'un État néolibéral). Ce contexte va d'ailleurs accroître les opportunités politiques de certains secteurs sociaux auxquels va se lier le futur leader de CONDEPA en commençant par être un important promoteur du folklore national. Une fois de plus, cette place grandissante accordée à la culture n'est que le résultat de la brèche ouverte par la Révolution de 1952. Seul différera le traitement politique de la question culturelle.

2. De *Radio Televisión Popular* à *Conciencia de Patria*[27]

2.1. Du folkloriste au personnage médiatique

La genèse de CONDEPA se situe en dehors des sentiers politiques. Carlos Palenque, qui deviendra à partir de 1988 le leader du mouvement, fait ses débuts comme chanteur et joueur de *charango,* avant de devenir animateur d'émissions destinées à un public populaire, d'abord à la radio dès 1968 (*radio Chuquisaca*), puis à la télévision à partir de 1973 sur la première chaîne publique : la 7ème chaîne. Son intérêt pour la culture bolivienne s'épanouit dans les années soixante au cours desquelles le folklore latino-américain est en plein essor. La Bolivie des années soixante voit en effet l'apparition de nombreux groupes promouvant la musique populaire parmi lesquels figure *Los Caminantes*, que Palenque fonde avec Pepe Murillo et Tito Peñarrieta à la suite de sa participation au festival latino-américain de folklore de Salta (Argentine) en 1965. Il a alors 21 ans. Julio Mantilla, l'un des anciens maires condépistes de La Paz, résume en ces

---

[23] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, p. 32.

[24] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, p.109.

[25] L'Accord Patriotique.

[26] Notons que la classification des indiens suivant des critères culturels remonte au recensement de 1950 (critère de la langue parlée et du vêtement), cf. Jean-Pierre Lavaud, *Qu'est-ce qu'un indien des Andes*, Université des Sciences et technologies de Lille, p.31. C'est aussi après la Révolution que les femmes boliviennes de la haute société commencent à s'habiller à la mode indienne, à adopter certains traits d'indianité, il va de soi, revus et corrigés, cf. Lavaud, *Identité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie*, Centre National de la Recherche Scientifique (CREDAL), Document de travail n°24, 1982.

[27] Pour un exposé détaillé de l'histoire de la fondation de CONDEPA, nous renvoyons au travail minutieux de Rafael Archondo, *Compadres al micrófono: la Resurrección Metropolitana del ayllu*, La Paz, Hisbol, 1991, pp.149-229.

termes la diffusion grandissante de cette future culture de masse dans la Bolivie des années soixante :

« Palenque est un produit de la masse et, plus précisément, d'une rupture de la culture ou plutôt de l'"anti-culture" prédominante dans les médias au cours des années 70. Dans les années 60, 65, 70, il fait son apparition avec tout un courant qui revendique les valeurs du folklore en revalorisant l'Aymara (...) »[28].

C'est grâce à son groupe folklorique que Palenque acquiert une certaine notoriété en se produisant dans différentes tavernes pacéniennes, et en remportant de nombreux prix nationaux et internationaux lors de festivals. En 1968[29], *Los Caminantes* se lancent dans la radiodiffusion, après une expérience fructueuse sur les ondes argentines, et animent en Bolivie leur première émission : *La Hora del Chairo*[30] (rebaptisée en 1970 *Sabor a Tierra*). Elle consiste à accompagner les familles à l'heure du déjeuner en offrant à la fois de la musique, des informations et des commentaires sur la vie quotidienne et en recevant parfois des auditeurs[31]. C'est dans cette émission que commence à être utilisé le terme de *compadre*[32] pour s'adresser au public.

En 1973, *Sabor a Tierra* devient télévisée et prend le nom de *Hipershow* qui apparaît comme un condensé de la future production de *Radio Televisión Popular*. Sa caractéristique principale réside dans les campagnes quotidiennes d'aide sociale[33] qu'elle organise, durant lesquelles est forgé le label de *corazones de oro* (littéralement : les cœurs en or). L'expression désigne les personnes qui répondent à l'appel du *Compadre* en apportant généreusement une aide aux plus nécessiteux, que Palenque reçoit déjà en direct. Selon ce dernier, l'émission offre une combinaison de « spectacle, d'opinion et de solidarité »[34] avec notamment l'existence d'une section intitulée « Les travailleurs ont la parole »[35] où sont débattus leurs problèmes. L'émission se caractérise par l'emploi d'un vocabulaire simple qui n'hésite pas à recourir à des expressions en aymara ou en

---

[28] Julio Mantilla cité par José Huidobro Bellido in « Qué es CONDEPA ? », *Opinión*, 4/3/1993.

[29] « Palenque: de las cuerdas del charango a la Tribuna Libre », *La Razón*, 6/6/1993.

[30] Plat typique de La Paz.

[31] Cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.153.

[32] Cette dénomination, utilisée dès les débuts de la carrière médiatique de C. Palenque, favorisera la consolidation du lien avec les électeurs d'origine modeste. Cette dénomination s'étendra indistinctement à tous les condépistes, renforçant la sensation égalitaire d'appartenir à une même « famille ».

[33] Ces campagnes en faveur des mineurs relocalisés ou contre le viol des enfants seront reprises à La *Tribune Libre du Peuple*. Notons que à la *Tribune*, la campagne visant à fournir une paire de lunettes aux plus nécessiteux aurait bénéficié à environ 20000 individus, d'après les estimations de Joaquín Saravia et Godofredo Sandoval, in *Jach'a uru: ¿la esperanza de un pueblo?*, La Paz, ILDIS, 1991.

[34] Julio C. Peñaloza Bretel, « El modelo de desarrollo endógeno esta expresado en la estructura programática de RTP », entretien avec Carlos Palenque, *Última Hora*, 4-11/5/1991, pp.18-19.

[35] *Ibidem.*

quechua, « pour une meilleure compréhension du message »[36], ce qui contribue à créer une plus grande proximité avec l'auditeur. Ce type de communication contraste nettement avec le ton guindé des présentateurs d'alors. L'émission accorde enfin une place importante à la culture nationale qui s'exprime, par exemple, par la campagne radiophonique organisée en 1973 pour que la fête du *Gran Poder*[37] ait pour scène principale le centre de La Paz. On peut déjà noter, avec Rafael Archondo, que les interventions populaires prennent rapidement une tournure de protestation : le *Compadre*[38] Carlos recueille aussi les plaintes du public dont il commence à prendre la défense.

Cette « communication alternative et participative », baptisée ainsi par Palenque[39], a d'autant plus d'impact que s'intègre à l'équipe de *Los Caminantes* en 1969 une jeune femme *de pollera*[40] artisan, née à La Paz et grande admiratrice du groupe qu'elle « ne cessait d'écouter » sur les ondes de *radio Illimani*. « Je voulais les connaître, les voir, leur parler... » relate Remedios Loza lors d'une interview au journal *Los Tiempos*[41] « et un jour je me suis décidée, je me suis rendue à la radio et j'ai réalisé mon désir, un désir qui est allé beaucoup plus loin en devenant déterminant pour ma vie à partir de ce moment-là ». Quelques années plus tard, c'est à peu près dans les mêmes termes que Remedios Loza faisait allusion à son « changement de vie », présentant celui-ci comme un événement incroyable compte tenu de sa condition sociale[42].

La *chola*, âgée de 18 ans, débute ainsi une carrière médiatique aux côtés de *Los Caminantes* dans l'émission *La Hora del Chairo*, où elle répond aux appels téléphoniques des auditeurs, fait des commentaires ou donne des recettes typiques de plats pacéniens. Elle lit également en direct ses poèmes. Comme l'écrit Rafael Archondo, Remedios Loza

---

[36] *Ibidem*, p.19.

[37] Fête folklorique célébrée annuellement dans la ville de La Paz qui constitue l'une des principales expressions de la religiosité populaire urbaine. Nous renvoyons à l'ouvrage de Xavier Albó et Matías Preiswerk, *Los Señores del Gran Poder*, La Paz, Centro de teología popular, 1986.

[38] « Luces y Sombras en la vida del "compadre" Carlos Palenque, como folklorista, comunicador social y político », *revista Alarma*, Año XV, n°127, 1997, p.19.

[39] Cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.162.

[40] Nous prenons comme élément distinctif entre la *chola* (ou femme *de pollera* étant donné que porter " la *pollera* " équivaut à être " *chola* ") et la non-*chola* (« femme de *vestido* ») le vêtement qui se caractérise en général par la superposition d'une ou plusieurs jupes (*las polleras*), par le port du chapeau et du châle. Ceci posé, la *chola* (ou femme *de pollera*), au même titre que la non-*chola* (femme *de vestido*) habillée à la mode occidentale sont métisses. Actuellement en Bolivie, ce sont certains éléments socioculturels tels que le vêtement qui séparent ces deux groupes de femmes plutôt que la couleur de la peau. Le vêtement agit en effet comme marqueur d'une identité sociale plus ou moins sujette à la discrimination.

[41] Gabriela Ovando de Barrero, entretien avec Remedios Loza, « Las mujeres debemos preparamos y vivir el cambio », *Los Tiempos*, 22/6/1991.

[42] « C'est à ce moment que ma vie allait changer, sans que je le sache, elle était en train de changer. J'ai commencé à fréquenter l'émission et beaucoup, beaucoup de gens alors ne croyaient pas qu'une femme de ma condition sociale parle, (...) », Entretien avec Remedios Loza, La Paz, 1995.

« fut le lien dont avait besoin *Los Caminantes* pour toucher le public aymara de la ville de La Paz » puisque grâce à sa présence, l'émission réussit à concurrencer les radios en langue aymara[43]. Cette carrière se poursuit aux côtés de Palenque dans l'*Hipershow*, faisant d'elle la première femme de sa condition à avoir accès à un studio de télévision en 1974[44].

En 1975, un autre grand admirateur de *Los Caminantes* et auditeur assidu de *Sabor a Tierra*[45], également issu de la culture *chola*, contrairement au futur leader de CONDEPA, rejoint Carlos Palenque et Remedios Loza. Ancien membre du groupe folklorique *Los Yayas*, Adolfo Paco avait accompagné Palenque à la guitare dans sa courte carrière de soliste succédant à la rupture avec *Los Caminantes*. Paco fait profiter l'équipe de son expérience d'organisateur de divers festivals de musique dans le quartier populaire pacénien d'*El Tejar*[46]. Même s'il fait une brève incursion en politique lors de l'élection présidentielle de 1997[47], son nom demeure indissociablement lié au Système RTP dont il est jusqu'en 1997 le directeur des programmes. Adolfo Paco est aussi responsable de l'émission populaire de divertissement qui recueille à La Paz le taux d'audience le plus élevé : *Sábados Populares*[48]. Grâce à cette émission qu'il anime avec un autre chanteur et ami d'enfance de Palenque, Edgar Patiño[49], Paco conserve pendant longtemps le monopole de la promotion de divers groupes de musique « tropicale » particulièrement prisée par le monde *cholo*. Edgar Patiño est, quant à lui, l'instigateur d'une autre émission dont dépend aussi le succès de RTP : Le *Metropolicial* diffusé sur les ondes en 1980 (l'émission devient télévisée en 1985), souvent présenté comme l'antithèse de *Sábados Populares* puisqu'il s'agit d'une chronique de faits dramatiques (meurtres, suicides, viols de mineurs[50]) dont les détails les plus sordides sont livrés au public.

---

[43] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.154.

[44] Rafael Archondo, *op. cit.*, pp.153-155.

[45] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, 1995.

[46] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.154.

[47] L'animateur est en effet candidat à une députation uninominale.

[48] Rafael Archondo, *op.cit.*, p.154

[49] Membre du groupe *Los Caballeros del folklore*, Rafael Archondo, *op. cit.*, p.16.

2.2. Vers l'affirmation d'un rôle de victime

Si ces émissions contribuent à ancrer durablement RTP au cœur des préférences populaires, cela est dû principalement aux prises de position tranchées de Palenque, parmi lesquelles il convient de mentionner l'exposé du cas d'une employée domestique abusée par son employeur, qui suscite la première mobilisation populaire en faveur de l'animateur. Celle-ci résulte de la suspension par le gouvernement de l'*Hipershow* en 1979 (rappelons que Palenque est alors employé par la seule chaîne publique).

La jeune femme avait eu un enfant de son employeur. Mais la famille de ce dernier, profitant de son statut et de ses contacts, enleva le bébé à la mère qui eut recours au *Compadre* afin qu'il l'aide à retrouver son enfant. Palenque ne se contenta pas de condamner l'abus de pouvoir de cette famille ; il attaqua aussi les autorités qui avaient étouffé l'affaire au bénéfice de l'employeur. Il fut par conséquent incarcéré pour « offense aux autorités de la protection nationale des mineurs ». Mais, contre toute attente, une foule de commerçants et de chauffeurs descendirent des marchés et des quartiers populaires en témoignage de solidarité et contraignirent les policiers à le libérer[51].

C'est également en 1979 que Palenque figure sur les listes du MNR comme candidat au poste de député, candidature malencontreuse dont le choix peut s'expliquer, comme le suggère Archondo, par l'engagement politique de son père dont il entendit beaucoup parler comme d'un bon orateur et ardent *movimientista*[52].

Deux ans avant l'apparition de *radio Metropolitana* que Palenque achète en 1980, une enquête montre qu'il est devenu « le personnage radiophonique le plus connu des migrants, dont 90% déclarent l'avoir écouté »[53]. Cette radio possède un programme phare : la *Tribuna Libre del Pueblo*[54] où les individus d'origine modeste viennent exprimer leurs problèmes et inquiétudes quotidiennes, solliciter une aide ou dénoncer des injustices. Le *Compadre* écoute, prend position, réconforte et sanctionne l'insensibilité du gouvernement. Il apporte principalement un soutien moral en prêtant une oreille attentive à la détresse humaine, en prodiguant des conseils ou en tenant un discours moralisateur.

---

[50] Il existe au sein du *Metropolicial* une section entièrement consacrée à ce sujet qui prend la tournure de véritables campagnes en faveur de la peine de mort, cf. cas de l'enfant Carlos Tavera relaté par Archondo, *op. cit.*, p. 168.

[51] « CONDEPA, por segunda vez. Palenque: de las cuerdas del charango a la Tribuna Libre », *La Razón*, 6/6/1993.

[52] Du MNR. Cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.162.

[53] R. Archondo, *ibid.*, p.87.

[54] Cette émission est diffusée du lundi au samedi en direct sur les ondes de *radio Metropolitana* entre 11h30 et 13h et sur la quatrième chaîne en trois fois : entre 17h30 et 18h, entre 18h40 et 19h, enfin entre 20h40 et 21h, *ibid*, pp.252-253.

Le 24 janvier 1984, Palenque obtient aux États-Unis le titre de Master en Sciences de la Communication en soutenant une thèse qui envisageait « la thérapie d'un grand groupe humain par le biais de la radiodiffusion »[55]. L'intérêt de cette déclaration est qu'en 1989, ce même sujet fournit matière à la définition du travail de RTP : « Tout ceci, en plus d'être une thérapie d'épanchement pour les gens, était également une occasion d'analyser les problèmes quotidiens qui se présentaient »[56].

La même année, il épouse Mónica Medina dont le point commun avec les autres personnages de RTP est d'être elle aussi issue du monde du spectacle, puisqu'elle se produit en diverses occasions comme danseuse de flamenco, un art qu'elle apprend professionnellement en Espagne grâce à l'obtention d'une bourse. Le rôle de Mónica Medina est décisif puisque dès 1986, elle vient compléter l'équipe de RTP en étant chargée d'administrer l'aide sociale au sein du Système[57], un service dont celui-ci s'était doté dès sa création en 1985. Ce « bras social » est composé de deux dispensaires, médical et juridique[58]. Ils traitent certains cas présentés à la *Tribuna Libre del Pueblo*, entre-temps devenue la colonne vertébrale de la quatrième chaîne.

Les deux médias prennent de l'ampleur grâce à la publicité, pour un taux d'audience qui demeure de nombreuses années le plus élevé à La Paz[59]. Cela permet à Palenque d'étendre la portée de ses campagnes d'aide sociale. Des collectes d'aliments et de vêtements sont, par exemple, réalisées au profit des sinistrés du fleuve Piraí de Santa Cruz – elles sont redistribuées par le *Compadre* en personne –, de même qu'une campagne pour la remise de lunettes, qui consiste en un don de montures et de verres aux personnes les plus démunies en échange d'un *peso*[60] symbolique. Cette aide est apportée grâce à un contrat passé entre RTP et un opticien de La Paz que RTP rétribue en termes de publicité[61]. Au cours de ces années, Palenque soutient également les

---

[55] Rafael Archondo, *ibid.*, p.164.

[56] Carlos Palenque, « Carlos Palenque Avilés, El carisma, la magia, la política y la comunicación », *Los Tiempos*, 26/3/1989.

[57] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.164.

[58] J. Saravia y G. Sandoval, *Jach'a uru: ¿La esperanza de un pueblo?,* La Paz, ILDIS, 1991, p.48.

[59] Une seconde de publicité durant l'une des quatre émissions les plus lucratives de la quatrième chaîne (la *Tribuna Libre del Pueblo*, le *Telepolicial*, le *Teleteatro Nacional* et *Sábados Populares*) coûte entre 5 et 7,50 dollars. 30 secondes de publicité (qui correspond à la durée moyenne d'un spot publicitaire), à raison de deux fois par semaine, revient à environ 2000 dollars, cf. « Sábados Populares en cifras. El tesoro que perdió RTP », *Presencia*, 19/4/1997.

[60] Monnaie bolivienne.

[61] Il existe d'autres initiatives du même type que nous ne détaillons pas.

« *compadres* des mines relocalisés » en leur distribuant des vivres, de la coca ou des cigarettes[62].

En 1987, RTP subit un attentat à l'explosif dont les responsables et les mobiles demeurent inconnus. Mais il n'entraîne que la suspension des émissions durant 8 minutes[63]. Cet épisode n'empêche pas le futur leader de CONDEPA de multiplier les joutes verbales avec différentes personnalités de médias rivaux, lors desquelles s'illustrent certains mécanismes qui contribuent à expliquer le succès durable du mouvement, selon l'hypothèse de Rafael Archondo. C. Palenque s'aperçoit en effet que son arme la plus redoutable est la menace de mobiliser des troupes inconditionnelles – ce que démontrent les réactions populaires à ces différentes frictions – contre un ennemi exogène, imaginaire ou non. Le mécanisme central de cohésion des troupes qui est déjà à l'œuvre dans ce type de duels verbaux, repose souvent sur une polarisation que Palenque provoque en suscitant le conflit et en amenant très tôt son public à prendre parti pour son *Compadre* (dont l'attitude chaleureuse à l'égard des « siens » est l'envers du tempérament belliqueux s'illustrant contre « les autres »). Archondo écrit : « En engendrant de la tension et du conflit, c'est lui qui joue le rôle de victime de cet ennemi »[64]. Ce sont le gouvernement, les parlementaires, le pouvoir judiciaire et la presse en général qui attestent ce rôle de victime à l'occasion des différentes suspensions des médias.

2.3. La polarisation à l'œuvre

Ces suspensions sont fondamentales pour comprendre l'émergence et la consolidation d'un mouvement social dont l'enjeu est à la fois la réouverture des médias et la reconquête d'un droit à la parole, la protestation permettant un resserrement du lien entre RTP et les foules, mais également entre Palenque et celles-ci. L'un comme l'autre subit en effet les sanctions du gouvernement. Mais l'intensité d'une identification à peine balbutiante dépend surtout de la façon dont les deux pôles en interaction dans ce conflit se meuvent. Le gouvernement multiplie en effet les erreurs tactiques, habilement mises à profit par le *Compadre* et son entourage.

Remedios Loza, à laquelle nous avions demandé lors d'un entretien si elle ne craignait pas de nouvelles attaques de la part du gouvernement, revient à l'exemple des suspensions de RTP en considérant comme acquis le lien d'identification entre le

---

[62] Pour le détail des campagnes de solidarité menées par RTP, nous renvoyons à l'ouvrage de Rafael Archondo, *op. cit.*, pp.165-167.

[63] Rafael Archondo, *ibid.*, p.167.

[64] R. Archondo, *ibid.*, p.171.

« peuple » et ces médias sous l'effet d'une menace extérieure, en l'occurrence celle du MNR de Paz Estenssoro :

« Ce fut une lutte permanente, des persécutions, tout cela, et pour peu que quiconque essaie de *toucher au peuple*, celui-ci devient plus fort, il lève encore plus la tête et il dit qu'on ne peut plus le toucher, et il grandit encore plus. C'est pourquoi, cela ne leur [le pouvoir officiel] convient pas de nous attaquer, parce qu'imaginez que la fermeture du Système RTP n'ait pas eu lieu... Le mouvement n'aurait jamais pris une tournure politique »[65].

La fermeture la plus grave de RTP succède à la diffusion d'une émission, *Debate Nacional*, à laquelle participe le 9 juin 1988 par téléphone un célèbre narcotrafiquant, Roberto Suárez qui déclare notamment que « Le Roi de la cocaïne est l'actuel président des États-Unis et le vice-roi le président de notre pays »[66]. Dès la fin de l'émission, la direction générale des télécommunications annonce l'application de sanctions contre RTP dont le retrait temporaire, voire définitif de sa licence. Le monde de la politique et de la presse approuve à l'unanimité cette mesure[67]. Ce que l'on reproche principalement à Palenque, c'est d'avoir « servi de pont pour que le narcotrafiquant Roberto Suárez émette des accusations à l'encontre du gouvernement et de la dignité nationale »[68], et de faire par conséquent « l'apologie du délit »[69]. D'autres voix parleront de l'existence d'un lien entre RTP et le trafic de drogue. Au total, l'Assemblée avalise dans sa majorité une résolution administrative qui suspend pour un an la licence des deux médias. Une longue file de *compadres* émus se presse à la *Tribuna* afin de contester la mesure, l'un d'entre eux allant même jusqu'à proclamer Palenque candidat à la Présidence[70]. Bien que le *Compadre* accepte publiquement la nomination, il va dans un premier temps se consacrer à obtenir la réouverture des médias par divers moyens de pression, dont une grève de la faim observée par 195 personnes : majoritairement des employés du Système RTP, dont leur président, bientôt suivis par un groupe d'auditeurs et de téléspectateurs d'origine modeste.

Palenque tâche d'obtenir la retrait de la mesure par différents recours légaux et par un travail acharné de sensibilisation à l'endroit d'un certain nombre de personnalités

---

[65] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, 1995.

[66] Il est en outre question d'une cassette vidéo [*el narcovideo*] où Suárez s'entretient avec des personnalités influentes du monde politique bolivien, cf. « Comité de Defensa de RTP pide a la Iglesia medie ante el gobierno », *Hoy*, 28/6/88.

[67] Voir pour le détail des institutions ou personnalités d'accord avec la DGT, Rafael Archondo, *op. cit*, p.173.

[68] « Se cometieron flagrantes delitos en programa de RTP », *Hoy*, 15/6/1988.

[69] « Exigen severas sanciones contra RTP en Cochabamba », *Hoy*, 6/6/1988.

[70] Il s'agit d'Antonio Rojas, l'un des premiers organisateurs du comité de défense des médias, cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.175.

publiques ou d'institutions[71] nationales. Un document émis par le comité de défense va jusqu'à exhorter l'Archevêque de La Paz d'intercéder en faveur du peuple bolivien en comparant la vocation de service de RTP au travail de l'Église[72].

Une fois la fermeture confirmée, la majorité des organisations populaires (organisations de voisinage, associations de commerçants, *gremiales*[73] ou encore syndicats) se solidarisent avec Palenque. Même si elles n'approuvent pas la publicité faite à Roberto Suárez (considérant parfois celle-ci, au même titre que d'autres médias, comme un manquement à l'éthique professionnelle[74]), la COB ou encore la confédération et fédération de radio et télévision expriment leur soutien aux travailleurs du Système menacés de licenciement. Le 19 juin 1988, RTP publie une liste des organisations civiques solidaires : 44 en tout d'après Rafael Archondo[75]. Le titre en est : « Le peuple et ses institutions aux côtés de RTP », « seuls ceux qui ont d'autres intérêts [que celui du peuple] n'apportent pas leur soutien [à RTP] »[76]. On retrouve à l'œuvre la polarisation entre les défenseurs du peuple et les « autres » (les politiques traditionnels relayés par les médias qui portent atteinte à sa dignité par des mesures injustes), une polarisation cette fois suscitée par le gouvernement de Paz Estenssoro.

Les premières manifestations en faveur de la réouverture des médias sont spontanément organisées par ceux qui deviendront les premiers militants de CONDEPA. Il s'agit d'un groupe d'hommes et de femmes d'origine modeste dont certains prennent part à la grève de la faim, parmi lesquels figurent des dirigeants d'associations de voisinage. D'après le dirigeant syndical, Genaro Torres[77], les premières mobilisations n'excèdent pas 300 à 400 personnes. Ce chiffre augmente rapidement grâce au travail

---

[71] « Une fois le comité constitué, nous avons commencé à nous mobiliser, nous avons parlé avec l'Église, nous avons parlé avec le ministre des transports, nous avons parlé avec Mario Rueda Peña, nous avons utilisé tous les canaux possibles afin d'obtenir la réouverture de ces médias » cf. témoignage de Genaro Torres recueilli par Rafael Archondo, La Paz, 1989.

[72] « Le travail social réalisé depuis le départ par la radio et la télévision du "Système RTP", en apportant de l'aide à tous les dépossédés et à tous ceux qui sont livrés à leur sort, ayant trouvé dans ces médias une consolation, s'identifie au travail de notre Église dont l'intervention dans divers problèmes a su éviter des jours de deuil et de violence », document produit par le comité de défense de RTP, *Hoy*, 28/06/1988.

[73] Association d'artisans organisés en corps de métiers.

[74] Cf. la déclaration du secrétaire de la Centrale ouvrière départementale (COD), Jesús Yavarí, in « Cierre de medios de comunicación debe hacerse de acuerdo a las leyes », *Presencia*, 19/6/1988.

[75] Rafael Archondo, *op. cit.*, pp.177-178.

[76] Cf. *Hoy*, 19/6/1988, *Hoy*, 23/6/1988.

[77] Genaro Torres est, d'après Rafael Archondo, le principal organisateur de cette manifestation, cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.179. Le comité de défense de RTP, lié au syndicat de la radio et de la chaîne, est créé à la suite de celles-ci, avec le concours de dirigeants de la fédération des organisations de voisinage (FEJUVE) et de la Centrale ouvrière bolivienne.

« de fourmi »[78] auquel se consacrent les ardents défenseurs du Système qui parcourent les quartiers périphériques afin, écrit Archondo, « de recréer le lien perdu avec RTP »[79].

Remedios Loza prend part à ce premier exercice de prosélytisme accompagnée d'une locutrice en langue aymara, la *comadre* Alicia. Tous les organisateurs de la défense du Système font état de leur enthousiasme à mobiliser les foules et des témoignages de solidarité qu'ils reçoivent des couches défavorisées, notamment des *comideras*[80] du marché Bolívar[81]. L'argument avec lequel Torres dit susciter l'adhésion populaire est simple : l'aide sociale exempte de discrimination apportée par RTP. Le dirigeant de quartier explique l'impact de son discours parce que « Palenque était connu, qu'il avait aidé les plus démunis et qu'il avait fait un travail humanitaire et social »[82] sans avoir de concurrents – il convient de le souligner – sur ce terrain.

Une manifestation organisée le 22 juin 1988, avec à sa tête Carlos Palenque qui interrompt sa grève de la faim pour haranguer le peuple depuis les balcons de la fédération des ouvriers[83], démontre l'efficacité des premiers militants de RTP. Le défi, écrit Archondo, consistait à remplir pour la première fois la place San Francisco de La Paz. Il semble aussi qu'il se soit agi de démentir les rumeurs concernant la détention ou la fuite de Palenque qui menaçaient de démoraliser les troupes[84], ce qui tendrait à renforcer l'idée que le prosélytisme n'est efficace que dans la mesure où Palenque est déjà crédible.

Là encore, tous les témoignages concordent sur la planification de l'événement qui suit, d'après Torres, un parcours stratégique, préférant aux artères centrales de la ville, traditionnellement empruntées par les manifestants de la COB ou les partis politiques, les zones périphériques de La Paz afin que les plus défavorisés viennent grossir la foule des protestataires. Le nombre de manifestants participant au cortège montre que le calcul de Torres s'avère concluant. Marcela Machaca, l'une des organisatrices du mouvement, relate que la majorité d'entre eux étaient des femmes commerçantes au détail (majoritairement *cholas*) provenant aussi en grand nombre de la populeuse ville d'El Alto, satellite de la capitale administrative bolivienne.

Malgré leur envergure, ces manifestations n'entraînent qu'une réduction de la sanction contre RTP d'un an à six mois. Il semble alors que le gouvernement ait eu

---

[78] L'expression est d'Antonio Rojas cité par Rafael Archondo, *op. cit.*, p.181.

[79] Rafael Archondo, *ibid.*, p.181.

[80] Cuisinières des marchés.

[81] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.182.

[82] Torres cité par Rafael Archondo, *ibid.*, p.183.

[83] « Se realizó concentración de apoyo al sistema RTP », *Presencia*, 23/06/1988.

l'intention de neutraliser Palenque en profitant de la démobilisation des foules[85]. Le leader est en effet victime en juillet d'une infructueuse tentative de détention qu'il attribue au ministère de l'Intérieur[86]. Son épouse, alors enceinte, est aussi agressée. Pour Archondo, l'épisode reflète l'isolement de C. Palenque dont les chances d'obtenir la réouverture de RTP s'amenuisent de jour en jour. Mais cette tentative avortée ne fait plus seulement de lui la victime d'une mesure injuste. Elle en fait aussi un homme physiquement menacé au même titre que sa famille. L'agression qu'il dénonce confère aussi à Mónica Medina une dimension nouvelle : celle de protectrice de son époux coûte que coûte, ce qui produit un impact durable sur les militantes qui associeront souvent, lors de nos entretiens de 1995, la *Comadre* à cet épisode marquant son entrée en politique. Cet impact durable s'explique, en outre, par le fait que l'incident est immédiatement récupéré par le comité de défense des médias et relaté comme suit dans l'un des premiers discours politiques du *Compadre* :

« L'anniversaire [de RTP] est passé, puis la *Comadre* Mónica et moi avons été agressés, on nous a frappés, on nous a griffés, on voulait nous séquestrer et très probablement nous tuer [le mot employé en espagnol est *victimarnos*], parce que cela est difficile de lutter pour le peuple et la patrie mais pas impossible. Et nous lutterons pour la famille, pour notre peuple et pour la patrie. Nous continuerons le combat »[87].

Après de nouvelles protestations et des démarches visant à obtenir la révision du jugement, la réouverture de RTP est obtenue en août grâce au concours du député du MNR, Reynaldo Venegas, qui deviendra, avec le père de la *Comadre* Mónica et ancien ministre de l'Agriculture de l'UDP, Jorge Medina[88], l'un des principaux instigateurs de la carrière politique du *Compadre*.

Lors du grand rassemblement populaire organisé sur la place San Francisco pour fêter le retour de RTP dans les foyers, une messe est célébrée (cérémonie à laquelle Palenque invite sporadiquement le public, notamment à l'occasion de l'anniversaire de

---

[84] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.185.

[85] Cf. Rafael Archondo, *ibid.*, p.191.

[86] Les raisons exactes de cette tentative de détention sont confuses. Archondo fait état d'un mandat d'arrêt contre Palenque qui pourrait l'expliquer (R. Archondo, *ibid.*, p.188) mais il mentionne également un différend qu'avait eu le *Compadre* avec Javier Zuazo, président de la banque *Mercantil* et représentant de la 6ème chaîne. À cette époque, le procès que Palenque a en cours avec Zuazo se réactive, cf. pour plus de détails Rafael Archondo, *ibid.*, pp.169 et 191. Nous renvoyons également au quotidien *Presencia* du 23/7/1988 pour les déclarations de Palenque à ce sujet. Il convient de souligner que le communiqué émis par le comité de défense de *radio Metropolitana* dénonce d'une part cet « attentat criminel » en demandant : « (...) sécurité et protection pour la vie de nos chers *compadres* Carlos et Mónica, et toute leur famille », et il insiste sur une supposée indignation du peuple informé de l'incident : « Cela a eu de l'impact et a traumatisé non seulement sa famille [du *Compadre*] mais également notre humble peuple, les milliers de *compadres* et *comadres* qui reçurent la nouvelle avec indignation et stupeur (...) », « Atentado y confabulación criminal contra el compadre Carlos Palenque y su esposa embarazada », *Hoy*, 24/7/1988.

[87] Carlos Palenque, discours du 1/9/1988.

radio Metropolitana) au cours de laquelle le prêtre – et ami personnel du *Compadre* – exalte la religiosité populaire. David Maldonado présente en effet Palenque comme le « père des pauvres » et il poursuit : « Nous nous sommes rendus compte, mes chers frères, que le *Compadre* est la voix du peuple et les ecclésiastiques disaient déjà : "La voix du peuple est la voix de Dieu" (...) La tempête est passée, *Compadre*, la lumière est revenue, nous pouvons à nouveau écouter les voix de *Metropolitana* et de la quatrième chaîne »[89].

Au cours de ce même rassemblement, on note qu'un glissement s'est effectué de l'univers médiatique au politique puisque les manifestants ne scandent plus « Vive RTP » mais « Palenque, futur Président » ou encore « *Compadre* Palenque, le peuple est avec toi »[90]. Torres relate à ce propos qu'il fut convoqué par le *Compadre* qui lui demanda de transmettre à ses bases non plus des slogans favorables aux médias mais à sa propre candidature à l'élection présidentielle[91], en échange d'une députation. Cependant, c'est le mythe d'un parti politique issu spontanément du peuple qui s'impose sur la place San Francisco où C. Palenque déclare :

« J'accepte la volonté de mon peuple et je me proclame candidat... mes chers *compadres*, j'ai, en ce qui me concerne, toujours écouté votre volonté. Je n'ai jamais agi seul dans ma vie, je vous ai toujours demandé conseil par téléphone parce que le peuple est sage. Cela fait vingt ans que j'apprends ce qu'est la sagesse populaire, que j'ai voulu servir mon peuple à partir de *radio Metropolitana* et à partir de cette chaîne de télévision »[92].

Ces propos valorisants forgent l'image d'un leader pétri de sagesse populaire et incarnant l'instrument de ce peuple au nom duquel il promet qu'il gouvernera. En faisant preuve d'une grande habileté, le *Compadre* invite les foules à choisir le nom du parti en gestation, comme le montre un discours prononcé à l'occasion de la fondation de CONDEPA. C'est ainsi que naît le mythe d'un parti issu de la volonté du peuple[93] :

« La souveraineté réside dans le peuple et le peuple a choisi son candidat ce jour-là [allusion à la proclamation du mois d'août]. Et c'est sur la place San Francisco même que vous et moi nous avons pleuré, nous avons fait la fête parce que, d'une part, nous avions un candidat qui devait accomplir une mission, d'autre part, le peuple avait récupéré ses

---

[88] Jorge Medina est élu au poste de député pour La Paz en 1989 et en 1993.

[89] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.167.

[90] Elsa Alcazar, propos recueillis par Rafael Archondo, La Paz, 1989.

[91] Genaro Torres cité par Rafael Archondo, *ibid.*, pp.196-197.

[92] Carlos Palenque, discours du 13/8/1988.

[93] Ce mythe semble en outre remplir sa fonction de véhicule des émotions populaires, selon l'expression de l'historien espagnol José Alvarez Junco, cf. J. Alvarez Junco, "El populismo como problema", in J. Alvarez Junco y R. Gonzalez Leandri compiladores, *El populismo en España y América*, Madrid, Editorial Catriel, 1994, p.222.

médias et il fallait danser, il fallait chanter, il fallait faire la fête. Et il en fut ainsi. Nous avons fait la fête ensemble au cours d'un rassemblement historique incroyable et à l'heure où je vous parle, la tâche de mobilisation du peuple continue, bien que ce parti politique ou mouvement politique, comme il convient davantage de l'appeler, *n'ait pas de nom. Il a cependant un capital merveilleux qui est son peuple* »[94].

Malgré les nombreuses lettres et propositions orales que reçoit le *Compadre*[95], on doit aux idéologues qui vont progressivement s'intégrer au mouvement l'idée de baptiser le parti *Conciencia de Patria*. CONDEPA est ainsi fondée le 21 septembre 1988 dans la localité de *Tiwanacu* qui abrite les fameuses ruines de la ville impériale pré-incaïque. La fondation du parti est donc à la fois placée sous le signe du symbolisme andin, à la manière des partis indianistes, et d'une sorte de promesse messianique de renouveau puisque cette date correspond à l'Equinoxe du Printemps « annonçant, d'après Palenque, que la nation bolivienne entre dans un temps prolongé de rénovation et de progrès »[96].

2.4. La mise en place d'une structure partisane

L'institutionnalisation de CONDEPA pose un premier problème : l'absence de cadres susceptibles d'élaborer un programme politique lui permettant de participer aux élections de 1989 (présidentielle et municipale). Sa résolution suscite un conflit suivi d'une première division, processus qui se reproduira sous diverses formes tout au long de l'histoire du parti. Tous les groupes faisant dissidence tiendront en effet le même discours de remise en cause d'une élite composée d'intellectuels, illégitime aux yeux des militants et de certains dirigeants parce que son pouvoir au sein du parti ne résulte pas d'une élection démocratique mais du choix de Palenque. Voyons pour commencer la façon dont CONDEPA tâche de se doter d'un appareil.

En 1996, lorsque nous débutons notre travail de thèse, il ne reste des membres du comité de défense de RTP que le pittoresque et très dévoué Estanislao Chambilla, ancien dirigeant mineur, qui accompagne encore le *Compadre* lorsqu'il visite les provinces du département de La Paz. Palenque s'amuse des manies du vieil homme qui, une fois muni de son mégaphone pour lequel il ne cesse de demander des piles, devient la terreur de tous les supposés « traîtres » à la cause du peuple[97]. En 1997, Palenque accepte d'être le parrain de promotion du fils de Chambilla mais il refusera de lui accorder une députation. En termes anecdotiques, le problème est à nouveau posé : le lien au

---

[94] Carlos Palenque, discours du 1/9/1988.

[95] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.200.

[96] « Fundarán Hoy en Tiwanaco el partido de los "compadres" », *El Mundo*, 21/09/88.

leader ne suffit pas pour construire une organisation politique. CONDEPA a besoin de cadres partisans suffisamment crédibles pour figurer sur les listes électorales, voire exercer des responsabilités au sein d'un gouvernement.

On comprend aussi que l'officialisation de la participation du parti aux élections de 1989 ait pu apparaître comme une aubaine aux yeux de certains intellectuels nourrissant des ambitions politiques. Les premiers à se rapprocher de CONDEPA sont aussi quelques-uns des membres les plus importants du *Grupo Revolucionario Octubre* (GRO)[98], en référence à la Révolution d'Octobre, qui s'organise en 1971 à la suite de la chute du Général Torres[99]. Le groupe est dirigé par Andrés Soliz Rada, alors secrétaire de la fédération des travailleurs de la presse de Bolivie[100]. Sans prétendre analyser ici dans le détail l'idéologie du GRO, il convient de souligner avec Archondo que ce groupe à gauche de l'échiquier politique avait dans le passé conseillé divers gouvernements de militaires dans le but d'en faire des caudillos sur le modèle des grands leaders populaires de l'histoire bolivienne tels que Belzu ou Villaroel[101]. Leur rôle avait toujours été circonscrit à celui d'idéologues politiques, coupés des bases et opportunistes, un opportunisme s'illustrant notamment dans le fait que Soliz fut dans un premier temps partisan des sanctions prises contre RTP du côté duquel il finira par se ranger, motivé semble-t-il par l'enthousiasme de l'un des membres fondateurs du GRO, Gonzalo Ruiz[102]. Peut-être aussi – voire surtout –, ce choix fut-il motivé parce que la crise de la gauche bolivienne limitait fortement les possibilités pour ce groupe de réaliser ses ambitions politiques[103].

Ces idéologues, à peine incorporés au mouvement, en obtiennent les postes clés et les premières tensions surgissent entre les fondateurs issus des couches populaires et la nouvelle élite. Genaro Torres est au sein du premier comité exécutif national le seul représentant des fondateurs du mouvement (il y figure comme secrétaire chargé de l'organisation). La majorité des fonctions restantes est occupée par les nouveaux venus : Reynaldo Venegas qui avait œuvré en faveur de la réouverture de RTP occupe le poste de sous-chef de CONDEPA, Jorge Escobari (ancien ministre des Relations Étrangères sous le gouvernement *de facto* du général Padilla) est secrétaire des Affaires Internationales, Andrés Soliz secrétaire chargé du programme politique et de presse et

---

[97] Seul un ordre du *Compadre* pouvait en effet déloger Chambilla de l'entrée de la mairie de la Paz où il vociférait contre les représentants du parti qu'il jugeait corrompus.

[98] Groupe Révolutionnaire Octobre.

[99] « Dirigente de CONDEPA llegó a Cochabamba », *Los Tiempos*, 04/11/1988.

[100] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.198.

[101] *Ibidem.*

[102] C'est l'hypothèse, qui nous semble plausible, à laquelle arrive Archondo.

[103] « Dirigente de CONDEPA llegó a Cochabamba », *Los Tiempos*, 04/11/1988.

Gonzalo Ruiz secrétaire de l'organisation territoriale[104]. Au sein de la direction départementale exclusivement tournée vers La Paz, étant donné l'audience locale du mouvement, les fondateurs sont soit déplacés, soit remplacés par de nouvelles têtes pour des raisons tenant, d'après leurs propres témoignages, à leur incompétence politique[105]. Mais comme un certain nombre d'entre eux figurent malgré tout dans la direction départementale, ils s'en accommodent dans un premier temps.

Survient alors la seconde fermeture de RTP que l'on doit à une manœuvre du gouvernement qui, en agissant par le biais de la direction générale des télécommunications, réussit à faire annuler le verdict de La Paz. La finalité de cette tactique semble être de rendre le candidat condépiste inéligible[106]. Elle marque aussi le début d'une série d'erreurs qui vont avoir pour effet le renforcement de la cohésion populaire autour de C. Palenque en alimentant la thèse de l'ennemi extérieur.

Tant la radio que la quatrième chaîne exhortent le peuple de La Paz à se mobiliser. Le *Compadre* fait également une apparition sur les écrans un jour avant la nouvelle fermeture temporaire pour dénoncer le chantage dont il est victime de la part du MNR qui lui avait proposé de lever la sanction contre RTP, en échange de sa candidature au poste de vice-président aux côtés de Gonzalo Sánchez de Lozada[107]. Lors d'un échange téléphonique avec le ministre de l'Intérieur, dont un extrait est publié dans le journal *Hoy* afin de mettre en évidence ce chantage, le futur leader de CONDEPA a quelques mots aux accents prophétiques : « Tu sais que sous l'effet des injustices grandissent les leaders »[108].

Face aux caméras, il présente aussi pour la première fois le comité exécutif de CONDEPA où se manifeste le décalage entre les deux groupes présents au sein du parti[109]. Celui-ci est tout d'abord perceptible à travers le langage employé, plus ou moins soutenu selon que Palenque s'adresse aux intellectuels du parti ou à Torres qui est le seul à être appelé *compadre*. D'autre part, tandis que les intellectuels du parti se cantonnent dans des thèmes strictement politiques, Torres répète que Palenque est

---

[104] Mentionnons par souci d'exhaustivité la présence de Eduardo Lavadenz, tout à fait ponctuelle, celui-ci ayant, d'après Rafael Archondo, contribué au développement du mouvement en prêtant ses radiotaxis, *op. cit.*, p.204.

[105] *Ibidem.*

[106] Archondo écrit à ce sujet : "Malgré l'apparition légale du nouveau parti, Palenque continue d'être victime de répression. Il est le 27 janvier assigné à résidence et menacé de détention [orden de apremio] », *op. cit.*, p.215.

[107] Rafael Archondo, *op. cit*, p.205. Notons que le MNR n'est pas le seul parti à être intéressé par la côte de popularité montante du *Compadre*. D'après Archondo, le MIR propose aussi à l'ancien *charanguista* de figurer sur ses listes comme premier député pour la Paz, *op. cit.*, p.215.

[108] « Diálogo del ministro J. C. Durán con Carlos Palenque », *Hoy*, 10/11/1988.

[109] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.206.

l'homme qui a lutté pour les couches populaires sous forme d'une aide sociale dispensée par RTP, discours qui, d'après Archondo, est bien le seul à avoir un effet mobilisateur, d'autant plus qu'il capitalise les faux pas du gouvernement.

Alors que la suspension des médias est une fois de plus imminente, le Ministère de l'Intérieur envoie des agents saccager les installations de l'une des antennes de RTP située dans une zone périphérique de La Paz. Archondo écrit que les habitants de la zone défendirent l'antenne de manière héroïque, allant jusqu'à hisser sur les lieux un drapeau bolivien en signe de protection[110] et à monter la garde afin de parer à toute agression. Les erreurs de calcul du pouvoir officiel (parmi lesquelles figure le fait d'annoncer la fermeture des médias sans appliquer immédiatement la mesure, ce qui permet au *Compadre* et à son équipe d'exploiter émotionnellement l'attente[111]) vont ainsi accroître la portée de l'intense campagne de mobilisation réalisée par RTP et expliquent ses résultats spectaculaires observables sur la place San Francisco le 8 novembre 1988 (Archondo parle à ce propos de « l'une des concentrations humaines les plus massives de la décennie »[112]). Un chroniqueur du journal *Los Tiempos* mentionne qu'un fait politique et social inédit se produit alors à La Paz : face à une foule de plus de 100000 personnes apparaît au balcon du siège social des travailleurs manufacturiers une *chola* pacénienne au côté de Carlos Palenque et d'un intellectuel de gauche, Soliz Rada, qui compare son chef au leader aymara Tupac Katari et à Belzu et augure l'avènement du « plus grand caudillo populaire »[113] de Bolivie. Le chroniqueur clôt son article en prévoyant l'éclosion d'un nouveau phénomène socio-politique autour de Remedios Loza[114].

Le 23 janvier 1989, le parti est enregistré par la Cour électorale en totalisant 27000 signatures et il annonce qu'il ne fera alliance avec aucune autre force politique. Jusqu'à la veille du meeting de fin de campagne, le pouvoir officiel se retranche derrière son attitude répressive à l'égard de Palenque menacé d'incarcération et d'une inéligibilité imminente[115] face à quoi le leader brandit la menace d'une protestation sociale.

---

[110] Rafael Archondo, *ibid.*, p.208.

[111] Cet argument est présenté par le journal *Los Tiempos* comme la troisième erreur tactique commise par le gouvernement, la première ayant été le fait de fermer les médias et la seconde d'offrir à Palenque d'être candidat à la Vice-présidence au côté de Sánchez de Lozada, cf. « Las perspectivas del compadre », *Los Tiempos*, 10/11/1988.

[112] Rafael Archondo, *op. cit.*, p.208.

[113] « CONDEPA inició ayer su campaña electoral », *Presencia*, 9/11/1988. Prennent également la parole à cette occasion le dirigeant ouvrier Daniel Santalla, Reynaldo Venegas et Mónica Medina.

[114] Urbano Campos, « La Comadre Remedios », *Los Tiempos*, 19/11/1988.

[115] Nous n'entrons pas dans les détails juridiques de ces différentes poursuites et menaces d'inéligibilité pesant sur le leader, mais renvoyons pour plus de détails à l'ouvrage de référence sur la question de Rafael Archondo (*op. cit.*, pp.215 et 219) ainsi qu'à différents articles de presse : *Los Tiempos*, 21/1/1989, *Última Hora*, 24/1/1989, *El Diario*, 29/1/1989.

Le chef de la première campagne électorale de CONDEPA est Julio Mantilla, alors Doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université de La Paz. Il s'intègre à CONDEPA après dix ans de militantisme au sein du *Partido Comunista Boliviano* (PCB)[116]. C'est sous l'influence de cet économiste aymarophone, dont l'ascension est également fulgurante, que le parti systématise le recours au symbolisme andin. L'un de ses principaux slogans est emprunté à un populaire *huayño*[117] : « Le grand jour va arriver » [*Uca jacha uru justa jutasq'uiwa*] et il côtoie sur des tracts d'autres formules telles que « la conscience des pauvres est plus puissante que l'argent des riches ». En plus de cette stratégie de campagne, le parti utilise massivement les spots télévisés retransmettant l'auto-proclamation de Carlos Palenque comme candidat à la présidence. Afin de compenser ses faibles ressources économiques, la propagande politique passe également par la communication orale et dépend donc de l'action des militants de base qui parcourent les quartiers en expliquant le programme de leur candidat. Sont également organisées, dans les zones populaires, des Tribunes du peuple calquées sur la *Tribuna Libre*, qui permettent d'établir un contact direct avec les habitants. Malgré la suspension de RTP, les consignes réussissent à être transmises sur d'autres ondes (notamment sur *radio Continental*) ou encore, d'après Mantilla[118], grâce à *El Patriota*, l'hebdomadaire produit par les membres du GRO[119] qui devient l'un des instruments de propagande du parti. Palenque visite aussi de plus en plus assidûment les quartiers périphériques de La Paz en présentant le combat mené par CONDEPA comme « une croisade pour défendre la dignité de tous les Boliviens face à l'agression et à la discrimination raciale et vestimentaire »[120]. Le discours du leader demeure en effet principalement anti-discriminatoire.

Le meeting du 5 mai 1989 qui clôt la campagne électorale (annoncé comme un *Condepazo*, le suffixe laissant augurer une participation massive) donne définitivement le ton des rassemblements ultérieurs. Le *Compadre* apparaît vêtu des traditionnels attributs de la plus haute autorité des communautés paysannes : poncho, *lluchu*[121], bâton de

---

[116] Parti Communiste Bolivien.

[117] Composition folklorique que Palenque avait contribué à diffuser avec *Los Caminantes*.

[118] Pour tous les détails relatifs à cette première campagne, voir l'entretien avec Julio Mantilla paru dans *Presencia*, « Condepa : « "Uca jacha uru jutasq'uiwa" », 16/4/1989.

[119] L'hebdomadaire *El Patriota*, édité à La Paz et produit par le GRO, réapparaît quelques mois après la fondation de CONDEPA, d'après le journal *Los Tiempos*, 20/11/1988. Notons que le journal, habituellement très peu diffusé (sauf lorsqu'il est distribué parmi les militants), atteignit des records de vente durant l'étape préélectorale de 1989, même parmi les analphabètes, in Rafael Archondo, « CONDEPA, de la catacumba al cisma », *Cuarto intermedio n°30*, febrero 1994, Cochabamba, Compañía de Jesús, p.7.

[120] « Palenque anticipa éxito de *Condepazo* en La Paz », *Opinión*, 25/4/1989.

[121] Bonnet andin.

commandement et fouet[122] et il annonce que « le grand jour » du gouvernement « des *cholos*, des Indiens, des humbles et des dépossédés »[123] va arriver. En fustigeant les candidats qui ont enseigné au peuple bolivien à avoir honte de la femme *de pollera*[124], il ajoute que : « (...) Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, une *chola* arrivera à l'Assemblée et qu'ils [les candidats des autres partis traditionnels] seront obligés de l'appeler "Madame la députée". Elle bénéficiera de tous les privilèges qui furent dans le passé uniquement réservés à la même minorité, et cela signifie que nous sommes en train d'avancer »[125].

Une fois de plus est confirmée la popularité de Carlos Palenque, qui se construit – répétons-le – sur une forte polarisation. Elle contribue à créer la surprise à l'élection présidentielle de 1989 où CONDEPA obtient la quatrième place au plan national en totalisant 173549 voix (11%) presque exclusivement concentrées au sein du département de La Paz. Le parti remporte deux sièges au Sénat et neuf à la Chambre des Députés, résultats qui permettent à Palenque d'espérer gagner à La Paz les élections municipales du mois de décembre.

2.5. Les premières rivalités

Les dissensions se sont progressivement accentuées entre les nouveaux dirigeants et les organisateurs des premières mobilisations. Elles vont se cristalliser lors de la constitution des premières listes électorales.

Alors que Genaro Torres s'attend à faire partie des candidats à la députation, Palenque ne lui promet plus qu'un poste de conseiller municipal en justifiant ce choix par le fait que le leader syndical « connaît bien les quartiers mais ignore tout de l'administration du pays »[126]. À l'argument de l'incompétence politique des dirigeants de base était venu s'ajouter une certaine méfiance liée à leur origine sociale, laissant supposer que les individus les plus démunis sont également les plus corruptibles et sujets au transfuge. D'après Archondo, l'argument constitua l'un des recours stratégiques de la nouvelle élite condépiste contre le groupe des fondateurs avec lequel elle se trouvait en concurrence, ne serait-ce que pour l'obtention de postes à l'Assemblée (la situation économique de certains membres de l'élite, d'après certains témoignages que nous

---

[122] « Condepa espera acrecentar sus fuerzas en las municipales », *Los Tiempos*, 17/5/1989.

[123] Voir aussi la déclaration du *Compadre* : « La Bolivie doit être gouvernée par des métis, des *cholos* et des indiens », 3/4/1989, *Última Hora*.

[124] « Palenque anuncia campaña nacional de moralización », *Opinión*, 5/5/1989.

[125] « Palenque ratifica capacidad de convocatoria en La Paz », *Los Tiempos*, 5/5/1989.

[126] Genaro Torres cité par Rafael Archondo, *op. cit.*, p.216.

avions pu recueillir, n'étant guère plus florissante que celle des premiers militants). Cette première division met en lumière l'apparition rapide de clans rivaux qui cherchent soit à conserver, soit à accroître leur influence au sein de l'organisation, celle-ci impliquant le contrôle de ressources sélectives ou individuelles[127] allant d'un certain pouvoir symbolique, exercé au sein du parti, à l'accaparement de postes couramment présentés sous une forme strictement utilitariste par le mot de *pega* [littéralement : une paie], ou au cumul des deux.

Nous verrons que ce type de lutte pour le pouvoir se reproduira tout au long de l'histoire de CONDEPA sur le même mode : alors que certains acteurs penseront avoir à leur actif des ressources leur permettant de remettre en cause la direction verticale du parti, d'autres ne pourront compter que sur le bon vouloir de Carlos Palenque pour durer au sein de CONDEPA. Les seconds tendront davantage que les premiers à entrer en dissidence. Inversement, ce sont les premiers qui tâcheront à tout prix de demeurer dans les bonnes grâces du chef, les stratégies adoptées à cet effet pouvant être la servilité, la discipline ou encore le « complot ». L'interaction entre différents clans ou individus au sein du parti (notamment le chef) conduit ainsi chaque acteur à réajuster son comportement en fonction des attentes probables d'autres acteurs, influençant par là-même le comportement de ces derniers. Les uns et les autres agissent en fonction de règles faisant sens au sein du parti, même si l'interprétation de ce sens varie selon les intérêts et les goûts. L'obséquiosité, par exemple, tout en s'adaptant à un autoritarisme qu'elle n'approuvera pas forcément, le nourrira malgré tout[128].

Revenons à cette première division. Les dissidents[129] progressivement évincés des postes importants estiment leurs appuis suffisants pour créer leur propre mouvement, le 22 avril 1989, baptisé « CONDEPA nationaliste ». Ils entendent ainsi s'opposer à « l'infiltration de l'extrême gauche »[130] au sein de CONDEPA. Mais leur parti périclite, bien qu'il soit fondé par les principaux organisateurs des mobilisations en faveur de la réouverture de RTP. Ces hommes de terrain ne réussissent pas non plus à diviser l'électorat.

Même si dans ce cas précis, on peut observer que, par une ironie du sort ou simplement par un effet de reproduction inévitable des schémas de domination,

---

[127] Daniel Gaxie, « Economie et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, n°1, février 1977, vol. 27, pp.123-154.

[128] Cf. chapitre VII.

[129] Notons que cette dissidence n'exclut pas l'existence de différends entre frondeurs, cf. Rafael Archondo, *op. cit.*, p.211.

[130] Rafael Archondo, *ibid.*, p. 219.

l'argument des intellectuels ne diffère pas des préjugés des dominants[131] qui s'illustrent lors de la première élection de Remedios Loza à l'Assemblée, la thèse d'une mise à l'écart des fondateurs eu égard à leur origine sociale ne résiste pas à la position de Remedios Loza en tête de liste des députés pacéniens. De surcroît, cette postulation est défavorable à l'un des premiers intégrants de l'élite condépiste, Reynaldo Venegas, avocat diplômé de Science-Po Paris, comme il nous l'avait signalé dès le début d'un entretien. Celui-ci jugeait en effet que la place lui revenait de par son statut de sous-chef et d'idéologue du mouvement. Venegas n'avait guère apprécié de figurer derrière une femme, qui plus est *chola*. Or la décision de Palenque fut irrévocable et confirmée en ces termes à la presse :

« La démission de Venegas à cause de désaccords au sujet du choix des noms figurant sur les listes parlementaires est véridique puisqu'il prétendait être en première position. Or cette place fut attribuée à une femme représentante de la *chola* pacénienne, Remedios Loza (connue sous le nom de "*Comadre* Remedios" sur les ondes) »[132].

Comme nous l'avons écrit, l'organisation de CONDEPA requiert un discours qui ne soit plus seulement crédible aux yeux du public de RTP, ce qui peut expliquer la place accordée aux intellectuels dans la mesure où ils ne discutent pas les décisions du chef. Leur influence peut également découler d'une raison moins pragmatique, à savoir la rencontre opportune entre un leader se sentant investi d'une mission (le *Compadre* se perçoit effectivement comme un Élu)[133] et un groupe d'idéologues désireux de forger le caudillo de l'unité nationale.

En conclusion, CONDEPA apparaît dans un contexte de retour à la démocratie, mais également de récession économique, de précarisation de l'emploi et d'accroissement de la pauvreté urbaine. À ces conditions structurelles, qui contribuent à expliquer l'émergence du mouvement, s'ajoutent certaines opportunités politiques mais surtout un rapport dynamique d'opposition entre Palenque et un environnement principalement politique. C'est en partie cette interaction qui explique l'émergence de *Conciencia de Patria*. Elle contribuera de la même manière à expliquer sa consolidation.

---

[131] Le journal *Presencia* rapporte en effet que certains cercles pensaient que Remedios Loza se laisserait facilement corrompre, Remedios Loza : « Los políticos creen que el pueblo es mercancía fácil », *Presencia*, 10/5/1989.

[132] Carlos Palenque, in « A causa de comadre Remedios renunció subjefe de CONDEPA », *Hoy*, 22/2/1989.

[133] Cf. l'article de Wilson Garcia Mérida, « Carlos Palenque Avilés, El carisma, la magia, la política y la comunicación », *Los Tiempos*, 26/3/1989.

Chapitre II

Une idéologie égalitaire ambivalente

L'idéologie condépiste se caractérise par son ambivalence. Elle fait à la fois appel à un collectif abstrait : le peuple dans un projet intégrationniste inspiré du populisme des années 30-50, tout en valorisant les particularismes sociaux. Elle prône l'unité nationale, mais Palenque adopte surtout un discours d'opposition, voire une tactique d'opposition déjà éprouvée au cours des différents épisodes conduisant à la réouverture définitive de RTP. C'est cette même tactique qui constitue l'un des facteurs explicatifs de la consolidation du mouvement. Certes, CONDEPA continue de bénéficier d'un contexte politique favorable à son développement, mais seule la dynamique du discours d'opposition de C. Palenque, ainsi que sa capacité à faire tourner à son avantage les nombreuses crises qui ponctuent l'histoire du parti (nous nous arrêterons dans ce chapitre sur la plus importante) sont en mesure de susciter la cohésion des électeurs.

1. L'idéologie populiste de l'unité nationale

1.1. Faire la patrie : l'héritage du MNR

1.1.1. L'apport de Reynaldo Venegas

Le 8 octobre 1988, les deux hommes forts de CONDEPA, l'ex membre du MNR Reynaldo Venegas et l'un des fondateurs du *Grupo Revolucionario Octubre* (GRO), Andrés Soliz Rada, déclarent que le parti naissant ne s'identifie « ni à la gauche extrémiste et aliénante, ni à la droite dépendante, mais au véritable nationalisme révolutionnaire »[1]. CONDEPA revendique donc l'héritage idéologique du MNR qui, comme le déclare Carlos Palenque, voit en 1985 ses principes « trahis par les autres partis »[2]. Ce choix idéologique qui rejoint la sensibilité politique du Compadre[3], semble plus inspiré par Venegas que par Soliz Rada auquel est davantage associé le courant de

---

1 « Partido del "compadre" Palenque presentó a su comité ejecutivo », *El Mundo*, 8/10/1988.

2 Urbano Campos, Entretien avec C. Palenque, « Habla el "compadre" Palenque », Los Tiempos, 24/11/1988. Voir également « CONDEPA propone un "modelo de desarrollo endógeno", *El Diario*, 19/3/1989. Dans l'un des gros titres d'*El Patriota*, on peut également lire : « Arrachons à l'oubli le Nationalisme Révolutionnaire », *El Patriota*, semaine du 27 janvier au 2 février 1989, n°10. On retrouve dans cette perception de la révolution trahie l'influence de Sergio Almaraz Paz, cf. *Requiem para una República*, Los amigos del libro, La Paz-Cochabamba, 1988.

3 Cf. sa candidature à une députation pour ce parti en 1979.

la « gauche nationale » ou encore du « marxisme national »[4]. Celui-ci, sur lequel nous reviendrons plus longuement, a pour objectif « la défense des ressources humaines et naturelles et de la souveraineté nationale »[5].

Comme nous l'avons vu, Venegas est député du MNR, mais il appartient plus exactement à une loge civique-militaire créée en 1931 : la loge *Bolivia*. D'après Soliz Rada, cette loge perpétue encore en 1995 la doctrine d'une autre loge militaire dont les idéologues condépistes revendiquent la filiation (même après le départ de Venegas[6]) : *Razón de Patria* (RADEPA)[7]. Fondée en mai 1934[8] et bien que dénuée d'un programme politique défini, RADEPA entend œuvrer à « la nécessaire moralisation du pays, dans un esprit de stricte discipline et en faisant respecter l'ordre »[9]. Elle se présente comme :

« (...) La plus haute expression de l'idéal bolivianiste... qui possède un contenu profondément philosophique et n'admet aucune personnification caudilliste parce qu'elle est mue par une puissante force spirituelle visant à *faire la patrie* quel qu'en soit le prix (...) »[10].

C'est en effet avant tout un « robuste esprit de nationalité »[11] que tient à forger la loge. Entre septembre et décembre 1943, elle conclut un accord tacite avec le MNR de Paz Estenssoro (certaines de ses idées nationalistes ayant séduit l'aile fasciste du mouvement)[12] grâce auquel le MNR entre au gouvernement pour la première fois dans l'histoire bolivienne par un coup d'État[13].

À l'origine, CONDEPA se situe donc à la croisée de ces deux idéologies apparentées par une même « mystique » nationaliste. R. Venegas influence cette orientation idéologique de même que le choix de baptiser le mouvement naissant du nom de CONDEPA. C'est également Venegas qui établit les premiers contacts avec les

---

4 Entretien avec Andrés Soliz Rada, la Paz, 1995.

5 Pavel Alarcón Aguirre, « CONDEPA-Palenque, con las mismas incógnitas de 1988 », *La Razón*, 22/9/1991.

6 Le parti se place ici dans la lignée des grands patriotes tels que « Bolívar, Murillo (...) » en étant « ni de gauche, ni de droite mais simplement patriotes », cf. Gonzalo Ruiz in « CONDEPA busca convertirse en un movimiento patriótico », *Opinión*, 13/11/1988.

7 Entretien avec Andrés Soliz Rada, la Paz, 1995.

8 Carmen Johnson, « Creación y estatutos de RADEPA », in « Villarroel y la emergencia nacionalista », fascículo 3, Coordinadora de Historia, *La Razón*, La Paz, 5 novembre 1999, pp.4-6.

9 José de Mesa, Teresa Gisbert, Carlos Mesa, *Historia de Bolivia*, La Paz, Ed. Gisbert, 1997, pp.558-559.

10 Carmen Johnson, « Creación y estatutos de RADEPA », *op. cit.*, p.5

11 *Ibid.*, p.6.

12 José de Mesa et al., *op. cit.*, pp.558-559.

13 Herbert S. Klein, *Historia de Bolivia*, La Paz, Ed. Juventud, 1994, p.224.

membres du GRO[14]. C'est également lui qui aurait suggéré comme premier candidat à la vice-présidence l'ancien Chancelier Jorge Escobari Cusicanqui[15]. Ce qui encourage l'avocat à plaider en faveur de la réouverture de RTP semble être la ressemblance qu'il voit entre les démonstrations de soutien populaire à Carlos Palenque et les mobilisations populaires de 1952 :

« J'avais vu un éveil du peuple, de ce bas peuple, pauvre, inculte, ignorant, j'avais vu un éveil semblable en 1952, le 9 avril 1952, date à laquelle s'est produite une révolution très importante en Bolivie qui a été stoppée dans son élan. Mais alors, il y eut un éveil du peuple et une espèce de fanatisme qui par la suite s'est perdu. Celui-ci a disparu pendant longtemps jusqu'en 1988 où j'ai vu resurgir la foi en une personne : Carlos Palenque. Cette foi était assimilable, je tiens à le répéter, à du fanatisme. Palenque n'avait pas conscience du pouvoir que pouvait signifier ce fanatisme. Je ne vous parle pas de quelques-uns, mais de milliers de gens. Il n'avait pas exactement conscience de ce que cela pouvait signifier. Donc une fois résolu le problème après quatre mois environ de travail juridique [Venegas fait ici référence à l'épisode de la réouverture des médias] (...), j'ai dit à Palenque que cette foi venait du peuple et qu'il fallait la canaliser dans l'organisation d'un parti politique »[16].

1.1.2. Une idéologie dans le prolongement du MNR de 1952 : analogies et différences

Il arrive au *Compadre* de reprendre de façon quelque peu anachronique le discours du MNR de 1952 en fustigeant une « oligarchie minière (...) en train de brader la patrie »[17]. Mais ce que le condépisme retient principalement de l'idéologie de 1952, c'est son projet d'unification nationale d'inspiration également populiste. « La patrie doit symboliser l'unité[18]» titre l'un des numéros de journal *El Patriota* dans lequel on trouve également l'expression « mystique de la Patrie » (qui rappelle la « force spirituelle » à laquelle se réfèrent les radépistes) pour désigner la dynamique à l'origine d'une union plurielle : celle des classes, des régions, mais aussi des cultures[19]. Ce projet d'unification nationale est empreint de mysticisme dès 1988, date à laquelle le *Compadre* fait allusion à « la foi, à la mystique » du peuple bolivien[20]. Il partage cette caractéristique avec l'idéologie de la Révolution.

---

14 En cela, les témoignages de Soliz Rada et Venegas sont concordants.

15 Entretien avec Andrés Soliz Rada, la Paz, 1995.

16 Entretien avec Reynaldo Venegas, La Paz, 1995.

17 « (...) Nous sommes conscients que le gouvernement de l'oligarchie minière est en train de brader notre patrie », Carlos Palenque, discours du 29/9/1995 (inédit).

18 *El Patriota*, n°40.

19 Cf. *El Patriota*, semaine du 27 janvier au 2 février 1989, n°10 : « Une politique culturelle doit rechercher par tous les moyens l'union et non la division ».

20 Discours de Carlos Palenque, 1988.

En 1952, c'est en effet par la notion de « mystique de la bolivianité »[21] que les idéologues de la Révolution expriment le sentiment national, sous l'influence de la pensée indigéniste (plus exactement le courant de pensée telluriste[22] datant de la fin du XIXème siècle). L'Indien figure dans leurs écrits comme le représentant le plus authentique de la « bolivianité », comme le dépositaire de l'énergie nationale[23], et il est investi d'une fonction nationalisante. Cette « mystique » est également présentée comme un principe de cohésion populaire supérieur (et antérieur) à la classe sociale, dans la mesure où elle est perçue comme le moteur de l'union des classes pour la Révolution et la construction nationale.

Les idéologues condépistes complètent ce projet d'intégration nationale par la reconnaissance de la pluralité des cultures, ce qui constitue une nuance par rapport à la thèse MNRiste de l'intégration culturelle ou du modelage de la culture bolivienne grâce à la récupération des traditions autochtones[24].

« Le terme de mystique implique un processus religieux relié à la force spirituelle. Politiquement, il agit sur un plan collectif en tant que déclencheur de processus qui transforment les structures économiques. Il agit également en faveur de la récupération des identités culturelles mises à l'écart »[25].

Cette thèse ne s'affirme en Bolivie qu'à partir de l'émergence de l'indianisme, notamment dans le « Manifeste de *Tiwanacu* » paru en 1973. Présentée sous la plume de l'un des idéologues de la Révolution comme « l'esprit de la Bolivie éternel et immortel »[26], cette identité essentielle se caractérise en outre par sa pérennité. Sous l'influence de l'indigénisme, les écrits du leader de la Révolution, Víctor Paz Estenssoro, font remonter cette lutte contre le colonialisme externe à l'époque mythifiée des Incas :

« Sous une longue attente qui ressemblait à de la résignation, palpitait cette foi qui éleva le grand empire ordonné du *Tahuantinsuyo* : cet amour de la liberté de ceux qui furent les premiers, sur le continent, à s'élever contre la domination étrangère (...) »[27].

---

21 G. Bedregal, in *Orígen, Fundación y Futuro del M.N.R*, la Paz, Ed. « Abril », 1992, p.47.

22 S'illustrant très précisément dans la charte fondatrice du parti dans la phrase : « CONDEPA (...) cultive la mystique de la terre », « Declaración de principios », *Hoy*, 9/10/1988,

23 Cf. notamment F. Tamayo, *Creación de una pedagogía nacional* (1910), La Paz, Ed. Puerta del Sol, 1990.

24 « Fundación del Movimiento Nacionalista Revolucionario », in « Villarroel y la emergencia nacionalista », fascículo 3, Coordinadora de Historia, *La Razón*, La Paz, 5 de noviembre de 1999, pp.7-10, p.9.

25 *El Patriota*, semaine du 3 au 9 mai 1993, n°64.

26 Carlos Montenegro, in *Orígen, Fundación y Futuro del M.N.R.*, *op cit.*, p.9.

27 Víctor Paz Estenssoro, *Discursos y Mensajes*, Argentine, Ed. Meridiano, 1953, p.36.

Cependant, bien que l'on retrouve dans les écrits des idéologues condépistes une influence du courant de pensée indigéniste émaillé, comme nous l'avons vu, d'un discours de « l'unité dans la diversité »[28], il convient de distinguer l'emploi qu'en font l'un et l'autre mouvement. Pour les *movimientistas*, l'idéologie indigéniste inspire une politique d'incorporation des masses indiennes et paysannes à la nation dans le cadre d'un État populiste. Dans le cas condépiste, cette même idéologie se veut restauratrice d'un passé mythique :

« Face à un présent d'opprobre... se dresse le passé du règne inca où il existait un équilibre entre l'homme, la nature et le bonheur de la communauté. CONDEPA annonce un futur plein de promesses grâce au "modèle endogène" de développement qui récupérera la tradition andine »[29].

Cet « esprit de la Bolivie », cette « bolivianité » se caractérise enfin par son haut degré de conscience qui conduit au renversement de l'« oligarchie ». Víctor Paz mentionne la « *conscience* de la libération nationale » [30] du peuple bolivien. Il poursuit :

« Lorsqu'un pays possède un état de conscience, il est inutile d'avoir recours à la force. Le peuple a pu vaincre l'oligarchie, précisément parce qu'il y avait cet état de conscience sociale »[31].

L'ennemi est simplement déplacé : après la défaite du colonialisme externe, l'objectif est de renverser le colonialisme interne, ce qui ne peut avoir lieu, dans l'un comme dans l'autre cas, que grâce à un « grand niveau de conscience »[32], selon, cette fois, l'expression du *Compadre*. Pour les condépistes aussi, seule la vitalité nationale consciente d'elle-même est douée de spontanéité créatrice puisque le parti aspire à « créer une mystique de la patrie grâce à laquelle le peuple mobilisé sera en mesure de conquérir des objectifs encore insoupçonnés »[33] en œuvrant notamment à la conversion des récalcitrants et à l'union nationale. La possibilité qui est donnée à ceux-ci d'être à leur

---

28 C'est en ces termes que Palenque justifie le succès électoral remporté par CONDEPA à El Alto : « Si nous ne réussissons pas à comprendre la diversité à El Alto, nous aurons des problèmes. Le postulat fondamental de CONDEPA est l'unité dans la diversité », in Carlos Mesa Gisbert, *De Cerca*, entretien avec Carlos Palenque Avilés, 13/5/1993, PAT-BBA, p.34. En Bolivie, ce discours s'affirme à partir de la célébration des 500 ans de la découverte de l'Amérique, notamment à travers la parution d'une série d'ouvrages : Coll., CIPCA, *Por una Bolivia Diferente: Aportes para un proyecto Histórico Popular*, La Paz, 1991 ; coll., *Lo Pluri-Multi*, La Paz, ILDIS, 1993; coll., *Diversidad étnica y cultural*, La Paz, ILDIS, 1992; coll., *Territorio y Dignidad, Pueblos indígenas y medio ambiente en Bolivia*, La Paz, ILDIS, 1992.

29 *El Patriota*, semaine du 21 au 27 avril 1989, n°22.

30 Víctor Paz Estenssoro, *Discursos y Mensajes*, *op. cit.*, p.15.

31 *Ibidem.*

32 « (...) Nous devons parcourir le chemin vers le bonheur de notre peuple avec un grand niveau de conscience », Carlos Palenque, discours du 29/09/1995 (inédit).

33 *El Patriota*, semaine du 24 au 30 mars 1989, n°18.

tour sensibilisés au « message libérateur »[34] participe à l'évidence d'un certain pragmatisme politique, sur lequel nous reviendrons, en permettant aux condépistes de justifier les alliances les plus surprenantes avec l'argument de l'union autour d'un principe patriotique. C'est cette place ambiguë sur l'échiquier politique que l'on reprochera souvent à CONDEPA.

On voit donc que le parti reprend à son compte presque mot pour mot le discours forgé lors de la Révolution de 1952. Il s'en distingue en raison de la conjoncture singulière dans laquelle il voit le jour : l'État n'a plus les caractéristiques de l'État populiste de 1952. Il est conçu de façon croissante comme pluriculturel, une reconnaissance des particularismes à laquelle le parti contribuera d'ailleurs activement en donnant à ceux-ci une visibilité inédite[35]. CONDEPA ne réussit qu'à être un mouvement populiste régional[36] construit sur la promesse de l'unité nationale, ce qui peut contribuer à expliquer les accents millénaristes de son discours. CONDEPA promet la révolution. Il ne la réalise pas.

L'idéologie condépiste reçoit enfin l'influence du marxisme national qui s'ajoute à celle du MNR de 1952.

1.2. Le marxisme national du GRO

1.2.1. Le parti pris caudilliste

La nuance que CONDEPA entend apporter au projet politique du MNR de 1952 est résumée en ces termes par Carlos Palenque lors d'un entretien avec le journal *Presencia* :

Q. : Votre nationalisme révolutionnaire est celui que prônait le MNR en 1952 ?

R. : « Non. Je dirais qu'il ressemble davantage à celui des guérilleros de l'indépendance qui, avant 1825, luttèrent pour la libération du pays (...) nous nous reconnaissons davantage dans le nationalisme révolutionnaire de Belzu, de Villarroel et

---

34 « Les quelque 1 400 candidats condépistes inscrits sur les listes de la Cour Électorale ressemblent aux apôtres d'il y a 2000 ans, dont le feu intérieur a été recueilli par des hommes et des femmes prêts à diffuser le message libérateur jusqu'aux confins de la République », *El Patriota*, semaine du 15 au 24 novembre 1991, n°47.

35 Archondo écrit à ce sujet : « Palenque a contraint tout le monde à repenser la Bolivie. Ce n'est ni avec l'irruption précoce du katarisme [l'un des courants de l'indianisme] dans les années 70, ni avec la commémoration des 500 ans que l'on a commencé à parler de diversité et de pluralité aux quatre points cardinaux du pays. C'est l'irruption de CONDEPA qui attise la perception massive de cette idée qui était jusqu'à récemment le patrimoine d'une poignée marginale d'intellectuels », in « El reto de Mantilla : un condepismo sin Palenque ? », *Última Hora*, 11/9/1993. Rappelons que cette prise de conscience nationale est avant tout le fruit d'un processus amorcé avec la Révolution de 1952.

36 Voir à ce propos l'article de Mario Rueda Peña « Regionalización del neopopulismo », *El Diario*, 5/12/1989.

de Busch, dans le nationalisme révolutionnaire du peuple qui s'est soulevé en 1952. C'est ce même peuple qui a décidé de rejoindre les rangs de CONDEPA »[37].

C'est en effet un héritage ouvertement caudilliste que revendiquent les idéologues condépistes, s'inscrivant au terme d'une filiation que l'on pourrait dire syncrétique puisqu'elle reprend également les symboles chers aux indianistes pourvu qu'ils mettent en avant un caudillo ayant fait l'histoire :

« Tupaj Katari fut le "caudillo" indigène le plus célèbre du XVIIIè siècle. Cette place fut occupée par le Général Manuel Isidoro Belzu au XIXè siècle. Il revient maintenant à Carlos Palenque Avilés, en cette fin de siècle, d'occuper cette fonction Ainsi, se trouvent entrelacées les rébellions de Tupaj Katari et Zárate Willca, et les guérillas de l'indépendance, le belcisme, le MNR et CONDEPA »[38].

Dans un entretien, Soliz Rada fait allusion à l'importance de transformer CONDEPA en une « confédération de caudillos » en « recherchant des leaders qui représentent le peuple dans d'autres zones de Bolivie », ce afin d'accroître l'audience du mouvement. Pour Soliz, cette stratégie est par ailleurs indissociable d'une action préalable de RTP dans des régions telles qu'Oruro et Potosí où il semble avoir démontré son impact. L'ambition de forger un caudillo que nourrissent les idéologues condépistes semble ici coïncider avec le sentiment du leader d'être prédestiné à entreprendre une « croisade de salut national »[39], expression qui caractérise le projet condépiste dès ses premiers pas.

Ricardo Paz Ballivián, enseignant en sociologie de l'université San Andrés de La Paz (UMSA) et ancien dirigeant universitaire, venu s'intégrer au groupe Octobre après avoir été impressionné par l'envergure des manifestations de soutien à RTP[40], partage le point de vue de Soliz quant au caractère caudilliste du parti. Il déclare plusieurs fois à la presse, en citant Zavaleta Mercado, que c'est à travers le caudillo que les masses s'organisent en Bolivie et que celles-ci se sont organisées sous l'impulsion de Palenque, ce qu'il nous répètera lors d'un entretien[41]. C'est ce qui explique, d'après Paz, la durée de vie du mouvement malgré l'échec de sa structuration en tant que parti :

---

37 « Populismo de Palenque tiende a modelo endógeno de desarrollo », *Presencia*, 9/4/1989.

38 *El Patriota*, semaine du 25 novembre au 1er décembre 1988, n°1.

39 *El Diario*, 8/10/1988.

40 Entretien avec Ricardo Paz Ballivián, La Paz, 1995.

41 « Je crois que cela s'explique par une donnée structurelle propre à la société bolivienne. Nous avons un grand penseur bolivien qui s'appelle René Zavaleta Mercado qui disait qu'en Bolivie, la forme d'organisation des masses est le caudillo. Cela expliquerait que les gens préfèrent avoir leur référent symbolique dans le caudillo plutôt que de s'organiser », Entretien avec Ricardo Paz Ballivián, La Paz, 1995.

« En réalité, CONDEPA n'a jamais été un parti politique au sens traditionnel du mot, c'est un mouvement parce qu'il se caractérise par une relation spéciale entre le caudillo et les masses avec un poids très relatif de ses dirigeants intermédiaires »[42].

1.2.2. Les inspirateurs du « modèle endogène »

Ce caudillisme reçoit l'influence de divers intellectuels latino-américains, chantres de l'anti-impérialisme, dont le dénominateur commun est de promouvoir l'intégration bolivarienne de l'Amérique latine. C'est aussi en ce sens que les idéologues condépistes renouent avec toute une tradition de pensée populiste – dont se réclame explicitement le leader de CONDEPA[43] – en s'interrogeant sur un modèle de développement qui cesserait d'être importé[44].

Ces intellectuels sont principalement Argentins et leurs idées sont diffusées par des exilés de ce pays en Bolivie. Il arrive également qu'ils rencontrent des membres du GRO durant les années d'exil de ces derniers – Soliz Rada est notamment exilé en Argentine en 1972[45]. On compte parmi eux deux influences majeures, comme nous le confiait Soliz : Jorge Abelardo Ramos qui, dans les années 50, propose d'adapter les thèses marxistes au contexte latino-américain en prônant l'adoption d'un « marxisme bolivarien »[46] et Juan Ramón Peñaloza dont l'ouvrage, également paru dans les années 50, se présente comme une biographie politique de Trotski et comme un exposé de sa réflexion sur la situation latino-américaine, fruit de son exil au Mexique[47]. Ces deux ouvrages ont en commun une thèse centrale : la condamnation de l'impérialisme (nord-américain principalement) dont seule l'union des États latino-américains en une puissante fédération pourrait venir à bout. Le projet est celui d'une révolution socialiste, mais dont la particularité serait d'être avant tout *latino-américaine* (c'est Peñaloza qui souligne), Trotski ayant, en plus, été partisan de « l'incorporation de l'Indien à la civilisation latino-américaine à égalité de droits »[48]. Palenque reprendra cette thèse lors d'un entretien :

---

42 Entretien avec Ricardo Paz Ballivián, La Paz, 1995.

43 Ricardo Sanjinés Avila, entretien avec Carlos Palenque, « El Jach'a Uru no llegará aún para CONDEPA el próximo 6 de Agosto », *Última Hora*, 9/5/1993.

44 Citons parmi ces penseurs du populisme Víctor Raúl Haya de la Torre, cf. coll., *Vida y obra de Víctor Raúl Haya de la Torre*, Lima, Instituto Víctor Raúl Haya de la Torre, juillet 1997.

45 « Curriculum de Andrés Soliz Rada », *Última Hora*, 12/3/1995. Lors d'un entretien, Soliz comparait le péronisme à « une sorte de marxisme latino-américain s'inspirant de Trotski », entretien avec Andrés Soliz Rada, La Paz, 1995.

46 Jorge Abelardo Ramos, *Historia de la Nación Latinoamericana, Tomo II : La Patria dividida*, Argentine, A. Peña Lillo Editor SRL, 1973 (seconde édition), p.310. Voir également le Tome I : *A paso de vencedores.*

47 J.-R. Peñaloza, *Trotski ante la revolución nacional latinoamericana, une biografía política*, Buenos Aires, Editorial indoamérica, 1953.

48 J.-R. Peñaloza, *op. cit.*, p.136.

« La Patrie latino-américaine de Bolívar, en tant qu'union des différents États, aurait été l'idéal »[49].

Abelardo Ramos confère, quant à lui, un rôle central au caudillo dans ce processus révolutionnaire en écrivant que « l'Amérique latine ne manque pas de martyrs mais de politiques révolutionnaires et de révolutions triomphantes »[50]. Mais il exerce surtout une influence sur les idéologues du GRO en faisant de la Bolivie l'une des rares nations susceptibles de survivre sans aide extérieure, en consommant ses propres produits (un argument qui doit être replacé dans son contexte d'énonciation : les années 50)[51]. C'est cette thèse qui va inspirer le vague « modèle endogène » au cœur de l'idéologie condépiste, doctrine qui prétend à la fois être en phase avec la modernité et récupérer « ce que nous ont laissé nos ancêtres »[52]. Ce modèle oppose curieusement à la société moderne conditionnée par l'économie de marché une société de producteurs, que le leader de CONDEPA distingue du néolibéralisme. Il se réfère aussi au modèle d'industrialisation par substitution d'importations caractéristique du populisme des années 30-50 en mettant en avant un protectionnisme économique visant à rendre le pays autosuffisant (une autosuffisance prenant pour modèle, d'après le *Compadre*[53], celle des ancêtres indigènes).

CONDEPA reprend aussi la thématique populiste d'un combat mené contre le modèle économique libéral accusé d'être oligarchique, antinational ou encore néocolonial. Or, paradoxalement, c'est à ce même modèle économique que le parti sera forcé de faire des concessions pour une raison principale : la dépendance accrue de la Bolivie à l'égard des organismes internationaux tels que le F.M.I. ou la Banque interaméricaine de développement (B.I.D.) dictant des règles du jeu plus ou moins flexibles. Aussi, la « réactivation de l'appareil productif » que prône CONDEPA s'inscrit avant tout dans un contexte peu propice au protectionnisme ou aux politiques étatistes, comme le souligne à juste titre un article paru dans *La Razón*[54]. Interrogé à ce sujet, Palenque est d'ailleurs

---

49 Ricardo Sanjinés Avila, entretien avec Carlos Palenque, « El Jach'a Uru no llegará aún para CONDEPA el próximo 6 de Agosto », *Última Hora*, 9/5/1993.

50 J. Abelardo Ramos, *op.cit., Tomo II*, p.311.

51 D'après Ted Córdova Claure, l'influence de Ramos sur les idéologues de CONDEPA aurait transité par un idéologue argentin en exil à La Paz, lecteur assidu de ses thèses, cf. Ted Córdova-Claure, « Temor mundial al integrismo: CONDEPA es la versión boliviana », *Última Hora*, 4/7/1993.

52 Julio C. Peñaloza Bretel, Entretien avec Carlos Palenque, « Carlos Palenque: El modelo de desarrollo endógeno está expresado en la estructura programática de RTP », *Última Hora*, 4-11/5/1991.

53 Ricardo Sanjinés Avila, entretien avec Carlos Palenque, « El Jach'a Uru no llegará aún para CONDEPA el próximo 6 de Agosto », *Última Hora*, 9/5/1993.

54 « CONDEPA: más peligrosa, por contradictoria », *La Razón*, 10/9/1995.

forcément ambigu. Il défend l'idée d'un État « chef d'orchestre »[55] de la nation tout en s'engageant auprès des chefs d'entreprise boliviens au maintien des réformes structurelles adoptées dans les années 80. Lors d'un entretien avec le leader de CONDEPA, le journaliste Carlos Mesa relève l'incohérence des prises de position du parti, oscillant entre protectionnisme économique et libéralisme, ce à quoi Palenque répond que la « Bolivie ne peut se fermer aux investissements étrangers »[56]. Un mois auparavant, le leader s'était néanmoins déclaré « contre le modèle néolibéral qui aliène l'économie de notre pays »[57]. Il répète en 1996 que « la Bolivie ne peut pas être opposée au FMI dont elle fait partie »[58]. Comme dans le cas d'autres partis de la région dits « néopopulistes », Palenque n'ignore pas que sa marge de manœuvre est faible, voire inexistante, pour modifier en profondeur certaines données macro-économiques étant donné les compromis successifs signés par la Bolivie avec des financiers étrangers. Malgré un discours contradictoire et adapté à différents publics, c'est l'image d'un parti d'opposition anti-néolibéral qui l'emportera.

Ce qui fut présenté comme un « cocktail idéologique »[59] de nationalisme, marxisme et indigénisme s'inscrit dans une tradition de pensée populiste qui articule ces différents concepts dans le but de produire un corpus idéologique avant tout adapté à la réalité latino-américaine et foncièrement unificateur. Comme le déclare le *Compadre* : « Nous ne pouvons pas scinder le pays en de petites nations. La Bolivie est une seule patrie (...) »[60]. Cependant, le jeu politique amènera forcément CONDEPA à revoir certaines de ses positions du fait de son interaction avec une majorité d'acteurs partisans de l'idéologie néolibérale. L'intérêt politique (nous entendons simplement par-là le fait de vouloir durer et d'accroître son audience) finira donc par l'emporter sur l'idéologie de départ, et tandis que certains reprocheront à CONDEPA sa démagogie[61], le projet d'unification nationale servira de justification aux alliances les plus éloignées des thèses du « modèle endogène ».

---

55 Voir *El Diario* du 7/9/1995, « Palenque no modificará la política económica del país si llega al gobierno el 97' » et Carlos Mesa Gisbert, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, PAT/BBA, 13/5/1993, p.38.

56 Carlos Mesa Gisbert, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, PAT-BBA, 13/5/1993, p.34.

57 « Palenque acusó a Banzer y Goni de plagiar su programa endógeno », *Opinión*, 14/4/1993.

58 « Palenque: el FMI comparte preocupaciones de CONDEPA », *Opinión*, 11/8/1996.

59 « CONDEPA, algo más que folklore », *El Mundo*, 9/5/1989.

60 Carlos Mesa Gisbert, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, PAT-BBA, 13/5/1993, p.50.

61 « Los muchos discursos de Carlos Palenque », *Hoy*, 9/9/1995.

1.3. Les entorses à l'idéologie

On peut retenir de la politique d'alliances de CONDEPA deux éléments : elle n'hésite pas à entrer en contradiction avec les principes du « modèle endogène », tout en demeurant fidèle au projet d'unification nationale du parti. Le premier point relève du calcul politique précédemment mentionné, tandis que le second, même s'il respecte l'idéologie de départ, fait de l'argument unificateur un principe au service des intérêts de CONDEPA en justifiant n'importe quel type d'alliance ou encore l'incorporation par le parti de groupes dissidents issus d'autres forces politiques.

1.3.1. Les prises de position contradictoires à l'égard du néolibéralisme

L'alliance avec le chef d'entreprise crucénien, Ivo Kuljis, ancien partisan du décret néolibéral 21060, constitue l'exemple le plus notoire du rapprochement entre « endogénisme » (expression dérivée du « modèle endogène ») et néolibéralisme à des fins électorales. Le *Movimiento Patriótico* (MP)[62] créé en 1993 réunit CONDEPA et le parti d'un ancien maire de Cochabamba et député dissident de l'ADN, Humberto Coronel Rivas : *Comunidad, Cambio e Integración* (CCI)[63]. Cette alliance a pour objectif de conquérir les électorats des deux départements dont sont issus Rivas et Kuljis dans lesquels l'audience de CONDEPA est pratiquement inexistante. Le binôme Palenque/Kuljis figure aussi avec force théâtralité « l'unité de l'orient et de l'occident »[64]. L'épouse du candidat, la blonde Marylin de Kuljis, apparaît photographiée dans *El Patriota* vêtue d'une *pollera* tandis que la *chola* Remedios Loza déclare au sujet d'Ivo Kuljis : « c'est un *camba*[65] qui aime la Patrie ». Et le *camba* de répondre : « J'aime qu'on m'appelle 'Compadre' »[66]. Lors d'un entretien avec Carlos Mesa, C. Palenque justifie cette union de courte durée (puisqu'elle prend fin après l'élection[67]) par le « désenchantement » du chef d'entreprise crucénien vis-à-vis du modèle néolibéral[68].

---

62 Mouvement patriotique.

63 Communauté, Changement et Intégration.

64 *El Patriota*, semaine du 26 avril au 2 mai 1993, n°63.

65 Personne originaire de l'Orient bolivien (notamment de la région de Santa Cruz).

66 *El Patriota*, semaine du 1 au 7 mars 1993, n°55.

67 Kuljis quitte CONDEPA quelques mois après l'élection nationale de 1993 et rejoint le MNR, cf. « Ivo Kuljis apoya a Goni. Estabilidad requisito para capitalización », *El Mundo*, 13/11/1993. Il justifie son transfuge par le caractère « familial, personnaliste et sans démocratie participative » de CONDEPA en reprochant à Palenque « de s'opposer gratuitement », « Dejé CONDEPA porque es un partido familiar y sin democracia », *El Mundo*, 13/5/1994.

68 Carlos Mesa Gisbert, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, PAT-BBA, 13/5/1993, pp. 34-56.

C'est le même discours de l'unité nationale qui justifie au contraire en 1995, alors que CONDEPA durcit sa politique d'opposition au gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, la création d'un front anti-néolibéral[69] ayant pour objectif de conquérir le pouvoir lors des élections municipales de 1995 et présidentielles de 1997. La conjoncture est particulièrement favorable à CONDEPA étant donné le nombre croissant des désabusés du modèle néolibéral en quête d'une autre voie, ce qui convertit le mouvement du *Compadre* en fer de lance de l'opposition. Palenque reprend la rhétorique forgée dès la naissance du parti : « CONDEPA veut être ce facteur d'unité nationale. C'est pourquoi nous invitons tous les Boliviens à cette grande croisade de salut national »[70].

Ce front intègre des groupes politiques de divers horizons, avec l'argument populiste d'un clivage passant non pas entre la droite et la gauche mais entre la « nation » et « l'anti-nation », ce qui laisse la porte ouverte aux repentis du modèle. Palenque insiste sur cette polarisation en assimilant le MNR à « un cauchemar » ou encore à une « nuit noire »[71] tandis que la « nation » se situe du côté de la lumière. L'alliance est formalisée à Santa Cruz où un « pacte de sang » est scellé entre *collas*[72] et *cambas* (dépassant ainsi les clivages régionaux), donnant naissance au *Movimiento de Unidad Nacional* (MUN)[73]. Celui-ci réunit deux tendances traditionnellement opposées, toutes deux implantées dans l'Orient bolivien : *Vanguardia Socialista* de Jerjes Justiniano et *Falange Socialista Boliviana* (FSB)[74] de José Mario Serrate Paz[75]. Viennent s'agréger au mouvement différentes personnalités politiques telles que le maire de Sucre ou encore le recteur de l'Université de La Paz (UMSA) ainsi que le leader paysan du parti *Eje Pachacuti*, Félix Cárdenas[76].

---

69 La création de ce front n'empêche pas Mónica Medina, durant son mandat de maire, d'entretenir d'excellentes relations avec les organismes financiers internationaux, d'après Soliz Rada (entretien à La Paz, 1995). Des propos de Mónica Medina parus dans la presse confirment ceux de Soliz, cf. « La continuidad fue una premisa de la ex-alcaldesa de La Paz », *El Deber*, 12/10/1995.

70 « Palenque convoca a todos al movimiento de unidad nacional », *La Razón*, 8/7/1995.

71 Voir notamment le discours prononcé à El Alto par Carlos Palenque le 22/9/1994, *Discursos 94', La Paz* Ediciones P.P., pp.21-26.

72 Contrairement aux *cambas*, il s'agit des personnes originaires de la partie occidentale et andine de la Bolivie (notamment la région de La Paz).

73 Mouvement d'Unité Nationale.

74 Phalange Socialiste Bolivienne.

75 *El Patriota*, semaine du 29 novembre au 5 décembre 1993, n°74.

1.3.2. L'incorporation des dissidents exogènes

Le principe d'union nationale constitue enfin l'une des justifications à l'incorporation de groupes ou personnalités dissidents issus d'autres forces politiques. CONDEPA apparaît pour certains à sa naissance comme un regroupement d'hommes politiques « provenant de presque tous les partis existants à ce moment et formés aux idéologies les plus diverses »[77], ce que reflète la composition de son premier groupe parlementaire. Celui-ci comprend des anciens militants du MNR, de la Gauche radicale (GRO), ou encore du *Movimiento Bolivia Libre* (MBL)[78]. Malgré cet éclectisme, il s'avère qu'une majorité de ses dirigeants provient de la gauche (plus ou moins radicale) : du GRO, d'une aile social-démocrate du *Movimiento de la Izquierda Revolucionaria* (MIR)[79], du MBL ou du PCB[80]. Soulignons qu'aucun d'entre eux ne fait ses premières armes au sein du parti. Ces différents transfuges politiques commencent à affluer à la suite du score de CONDEPA à l'élection présidentielle de 1989[81] qui laisse augurer l'élection de Carlos Palenque au poste de maire de La Paz en décembre de la même année. Ce résultat permet en outre de supposer que le parti aura besoin de cadres compétents. En général, ceux-ci rejoignent CONDEPA, désabusés par l'alliance de leurs partis respectifs avec le gouvernement et ils viennent se greffer sur la faible organisation partisane monopolisée par le GRO.

Au moment où nous nous rendons sur notre terrain, nous pouvons donc distinguer trois groupes principaux au sein de CONDEPA : les premiers idéologues qui proviennent essentiellement de l'entourage de Soliz Rada, les proches de Carlos Palenque (dont la majorité travaille également à RTP), enfin des transfuges ayant moins d'ancienneté que les membres du GRO, majoritairement issus de partis situés à gauche sur l'échiquier politique. Si l'on veut avoir une représentation plus exacte de l'appareil partisan, il faut

---

76 « CONDEPA logra importantes alianzas en todo el país », *Última Hora*, 12/8/1995. Voir aussi « CONDEPA fue el único ganador », *El Mundo*, 13/8/1995.

77 Ramiro Asturizaga, Antonio Bilbao la Vieja, Ernesto Pérez, « Qué es CONDEPA ? » in CIDES-PNUD, *Gobernabilidad y partidos políticos*, La Paz, CIDES-PNUD, 1997, p.78, cité par Salvador Romero Ballivián, in *Reformas, conflictos y consensos*, *op.cit.*

78 Mouvement Bolivie Libre.

79 Mouvement de la Gauche Révolutionnaire.

80 Citons parmi eux Daniel Santalla, ancien militant du *MIR-masas* dont est issu le MIR et du MBL ; Antonio Bilbao (MBL), Ismael Montes (MBL), Germán Monroy (MBL), Aldo Michel (MBL), Jorge Dockweiler (MIR) ou encore Julio Mantilla (PCB) Cf. notamment pour une liste non exhaustive et parfois discutée par certains dirigeants condépistes tels que Ricardo Paz qui nie sa première appartenance au MIR, « Palenque acepta debate, pero con Goni, no con otro », *La Razón*, 17/5/1994.

81 D'après Rafael Archondo il ne faut pas moins de 8 jours de militantisme à ces nouveaux intégrants pour se convertir en dirigeants nationaux, Rafael Archondo, *Compadres al micrófono*, *op. cit.*, p.224.

insister sur son caractère dynamique, CONDEPA fonctionnant sur le mode de l'intégration/exclusion.

Dans les pages suivantes, nous verrons comment se décline ce principe d'exclusion, élément clé du discours populiste qui oppose de façon abstraite la patrie et l'anti-patrie, Palenque réussissant toujours à susciter la polarisation de la société pacénienne. L'exclusion est également un principe qui régit la vie interne du parti et s'illustre à travers l'expulsion des « traîtres » à la cause condépiste. Notons que ceux-ci peuvent néanmoins se racheter aux yeux du *Compadre* et être réhabilités comme dans le cas de Reynaldo Venegas (de même qu'est laissée aux ennemis néolibéraux la possibilité de se convertir). Venegas quitte en effet le parti à quelque temps de sa fondation pour le réintégrer en 1996 en redevenant l'avocat de Palenque au moment de son divorce[82]. Il arrive aussi que les « dissidents » soient amnistiés en période préélectorale, à l'heure où CONDEPA cherche à rassembler ses troupes coûte que coûte[83]. Nous tâcherons enfin de montrer que plus le parti est menacé de division, plus la cohésion du « Nous » tend à augmenter.

2. Un discours construit sur un principe d'exclusion

2.1. Un discours polarisé

Si le principe fondamental de l'idéologie condépiste est bien l'unité nationale, l'identité condépiste est aussi celle d'un contre-pouvoir, à la fois fortement intégratrice et fondée sur l'exclusion. On retrouve la dichotomie caractéristique des partis populistes qui font de tous les gouvernements traditionnels et oligarchiques autant d'antithèses du peuple[84]. Vient s'ajouter à ce trait du populisme classique un nouvel élément : ce n'est pas seulement au « peuple » que s'adresse le *Compadre* mais à des identités culturelles et de genre.

---

82 « El consejero de Palenque cuenta su historia », *La Razón* (recta final), 11/4/1997.

83 D'après le sénateur condépiste, Carlos García, il existe en 1994 120 demandes d'anciens militants désireux de réintégrer le parti à un moment où la conjoncture lui est favorable et que les élections municipales approchent, cf. « CONDEPA logra recuperar a sus hijos con amnistía », *La Razón*, 30/12/1994. Notons qu'à cette occasion, Palenque a recours à la métaphore familiale de la maison retrouvant ses « fils prodigues » qui « prirent un mauvais chemin », cf. « CONDEPA volverá a recibir a tránsfugas de su partido », *Presencia*, 11/11/1994.

84 Voir notamment Ernesto Laclau, *Politics and Ideology in marxist theory. Capitalism, Fascism, Populism*, Atlantic Highlands, Londres, NJ, Humanities Press, 1977.

L'objectif n'est pas de présenter dans le détail les différentes guerres personnelles auxquelles se livre C. Palenque tout au long de l'histoire de CONDEPA[85], mais de mettre au jour certains mécanismes découlant d'une idéologie égalitaire foncièrement ambivalente et polarisée où se côtoient des principes dichotomiques : l'intégration et l'exclusion, mais également l'amour des siens et la haine des autres (la frontière entre les deux pôles, fixée par Palenque, n'étant pas forcément définitive). En se plaçant du point de vue des électeurs de CONDEPA, ces mécanismes contribuent à renforcer la cohésion autour de Palenque en ravivant son identité de victime qu'avait cristallisée la fermeture de RTP, dans l'éventualité d'une riposte de ses adversaires[86]. Cela assoit également son image de leader de l'opposition. Au contraire, c'est l'image d'un caudillo refusant le dialogue et dictatorial que reflète la presse officielle lorsque les attaques du *Compadre* se durcissent en visant surtout les dirigeants du MNR, bien qu'elles puissent s'adresser à d'autres adversaires politiques[87] ou à des personnalités ayant permis que l'on critique CONDEPA[88]. Le conflit qui sépare les époux Palenque en septembre 1996 accentue encore les traits négatifs de cette image, tout en polarisant les Pacéniens. Nous en verrons les effets.

Comme le montre le tableau suivant où nous avons classé les différentes occurrences du « Nous » et du « Eux » à partir d'un discours prononcé par le *Compadre* dans la ville d'El Alto, cette polarisation a recours à une dialectique aux connotations religieuses de la souillure et de la pureté, des ténèbres et de la lumière ou encore du Bien et du Mal qu'incarnent, selon le *Compadre*, « le néolibéralisme, l'injustice et la discrimination »[89] (tableau n°1).

Dans d'autres discours, et comme le montre déjà ce tableau, le « peuple » auquel se réfère le *Compadre* est celui des *cholos*, des Indiens, de ceux qui « comprennent

---

85 Pour une liste de celles-ci, nous renvoyons notamment à R. Archondo, « La herencia del Compadre », *La Razón*, 10/3/1997.

86 Ce qui est le cas du ministre du Gouvernement du MNR, Carlos Sánchez Berzaín, *Hoy*, 21/4/1995.

87 Tels que l'UCS de Max Fernández, parti auquel CONDEPA dispute un même électorat. Max Fernández est accusé par les condépistes d'être impliqué dans le trafic de drogue. Ces accusations se font plus nombreuses à quelque temps des élections nationales de 1993, cf. « CONDEPA busca desplazar a UCS del tercer puesto », *Última Hora*, 26/5/1993. CONDEPA ira même jusqu'à demander l'inéligibilité de Fernández pour ses liens présumés avec le narcotrafic (*La Razón*, 2/3/1993). En guise de riposte, l'entreprise de Fernández, la *Cervecería Bolivana Nacional*, intente un procès à Palenque en 1992 (*Hoy*, 25/10/1992).

88 C'est notamment le cas du conflit avec l'animateur de radio Eduardo Pérez faisant suite à un programme de *radio Fides* dans lequel de nombreux auditeurs invités à décliner le nom des personnalités qui mentent le plus au pays citent Carlos et Mónica Palenque, « Piden a Asociación de Perdiodistas intervenga en caso Palenque-Fides », *Última Hora*, 19/3/1994. Palenque riposta depuis les micros de la *Tribuna Libre*.

89 *El Patriota,* semaine du 22 au 28 mars 1993, n°58.

l'aymara et le quechua »[90] par opposition aux « gringos » [« qui nous gouvernent sans nous comprendre »[91]], claire allusion à l'ex président Sánchez de Lozada (MNR) au fort accent nord-américain.

2.2. *L'appel aux particularismes sociaux*

Le « Nous » auquel se réfère le *Compadre* renvoie à la fois à une identité culturelle et une identité de genre toutes deux objets de discrimination. Ce qui renforce ici la crédibilité de ce discours, c'est la présence aux côtés de Palenque de deux femmes, Remedios Loza et Mónica Medina, qui deviennent deux « symboles » – le mot est utilisé par les condépistes – intouchables au sein du parti.

Lors du meeting du 5 mai 1989 qui clôt la campagne électorale, Remedios Loza déclare :

« Les femmes *de pollera* ont une voix et un vote et c'est grâce à votre voix que je siégerai au Parlement, mais pas pour me remplir les poches, ni pour fermer des radios, persécuter et torturer, j'y serai afin de vous défendre tous »[92].

Mónica Medina intervient également en exhortant le peuple à « défendre ses valeurs culturelles, économiques et sociales en rejetant tout ce qui est étranger à notre pays »[93].

Remedios Loza est élue au poste de députée et elle devient la première femme *de pollera* qui accède à ce rang. Son discours est nouveau pour la Bolivie. Elle parle non seulement au nom des femmes[94] mais aussi de celles qui souffrent le plus de discrimination dans le domaine professionnel ou qui sont exposées aux mauvais traitements au sein de leur foyer. Elle s'engage à lutter pour la protection de la mère célibataire (ce qu'elle est elle-même), de la femme abandonnée, pour une plus ample participation sociale et politique[95], contre l'exploitation de la femme mais aussi pour que celle-ci se « dépasse » [*autosuperación*] en ayant accès au système scolaire[96].

---

90 Carlos Palenque, discours du 4/9/1994, in *Discursos 94'* , La Paz, Ed. P.P., p.18.

91 *Ibidem.*

92 « Con dura crítica a candidatos Palenque finalizó su campaña », *Hoy*, 5/5/1989.

93 *Ibidem..*

94 « Remedios Loza se propone luchar contra el machismo », *Hoy*, 2/6/1989.

95 « Los políticos creen que el pueblo es mercancía fácil », Presencia, 10/5/1989. Voir également « Candidata a diputada por CONDEPA, cholita Remedios Loza, disertará hoy », *Los Tiempos*, 27/4/1989.

Tableau II-1

Discours prononcé à El Alto par Carlos Palenque le 29 septembre 1995

NOUS	EUX
« Nous ne sommes pas impliqués dans l'écœurant trafic de drogue et encore moins dans la corruption ».	« Oligarchie minière ».
« Mes mains sont propres, je ne vais pas les salir ».	« Modèle néolibéral ».
« Nous, les condépistes, nous ne sommes pas contaminés ».	« *Q'aras* » [traduction de l'aymara : non-indien]
« Nous sommes des gens décents, nous ne sommes pas des *k'ari luntatas* [traduction de l'aymara : voleurs menteurs] comme eux qui parlent et mentent comme ils l'ont toujours fait ».	« Gouvernement embourbé dans la corruption du trafic de drogue ».
« Bons Boliviens ».	« Ce gouvernement est un cauchemar »[97].
L'avancée du peuple est comparée aux « eaux cristallines qui descendent des cordillères, claires, propres ».	« Égoïsme terrible de l'actuel gouvernement ».
	« Néolibéralisme injuste et inhumain ».
	« Gouvernement qui met en péril le peuple ».
	« Ils rient de voir l'amertume de ma famille, de mon peuple ».
	« Ils sont impliqués dans les affaires les plus infâmes ».
	« Ils trompent le peuple ».
	Insultes en aymara : *lapararas* [pouilleux], *asno pekes* [oreilles d'âne] [98]

Le message de Remedios Loza est des plus encourageants pour les femmes de sa condition, comme le montre sa réponse à la question d'un journaliste sur les éventuels inconvénients liés à *la pollera* :

---

96 « Los políticos creen que el pueblo es mercancía fácil », *Presencia*, 10/5/1989.

97 On retrouve la métaphore du cauchemar dans deux autres discours : « Le peuple bolivien est en train de vivre un cauchemar à cause de l'actuel gouvernement », El Alto, le 7/10/1994, in *Discursos 94'*, *op. cit.*, p.28. Cf. également : « *Compadres*, je vous laisse mes mots, mon message de foi et d'espoir, ce mauvais rêve va passer, ce cauchemar *movimientista* [du MNR] va passer », El Alto, le 22/9/1994, *ibid.*, p.25.

98 Notons que Julio Mantilla a également recours aux insultes en aymara durant sa campagne municipale, « Julio Mantilla en cierre de la campaña condepista : "MacLean [son plus sérieux rival de l'ADN] es un *gringo luntata* [voleur] », *La Razón*, 27/11/1991.

« Être une femme *de pollera* a signifié une rupture avec beaucoup de choses dans notre pays. Je me suis imposée, pour commencer, dans les médias et maintenant comme parlementaire. Je me sens pionnière parmi les femmes de ma condition. Actuellement, nous sommes deux [elle fait allusion à une *chola* parlementaire du MIR] mais peu à peu nous serons 10, 15... »[99].

Une fois élue députée, la *Comadre*, indépendamment de sa présence quotidienne aux côtés de Carlos Palenque à la *Tribuna Libre del Pueblo*, reçoit chaque jour en moyenne 40 à 50 femmes en détresse dans l'enceinte de l'Assemblée où elle préside la Commission de la femme. Son travail est une sorte de réplique de celui qu'elle effectue à la *Tribuna*, la Commission disposant également d'avocats et de psychologues vers lesquels elle oriente les plaignantes.

Le rôle du second symbole féminin de CONDEPA, la *Comadre* Mónica, s'affirme quant à lui progressivement à partir de la campagne électorale de 1989 où celle-ci apparaît aux côtés de son époux en s'occupant avec Remedios Loza de la valorisation de la femme et de la défense de ses droits. Lorsque CONDEPA obtient l'administration départementale de la *Corporación de Desarrollo Regional de La Paz* (CORDEPAZ)[100], un bureau d'action sociale [*Desarrollo Social*] principalement orienté vers des projets de développement destinés aux femmes[101] est créé au sein de la Corporation. Mónica Medina en a la responsabilité. C'est aussi une carrière politique fulgurante qui l'attend. En 1991, elle est directrice de campagne – première femme bolivienne à se voir attribuer ce titre. En décembre 1993, elle est élue à 29 ans maire de La Paz et devient la première femme à occuper ces fonctions (elle réservera aux femmes une forte participation au sein de son équipe[102]).

C'est en ces termes que le *Compadre* fait la promotion de son épouse de même qu'il avait fait celle de Remedios Loza à l'occasion de sa première candidature :

« Durant des siècles, la femme a été opprimée et ce sont les chaînes de cette oppression qui sont en train de se rompre. À partir de maintenant, elle peut participer activement à n'importe quelle activité, car elle a les mêmes droits et les mêmes obligations que l'homme »[103].

---

99 Tita Sáez, entretien avec Remedios Loza Alvarado, « Pediré la pena de muerte para los violadores », *Los Tiempos*, 20/8/1989.

100 Corporation pour le développement régional de La Paz.

101 « Quién es quién: Mónica Medina de Palenque », *Última Hora*, 1/6/1993.

102 « Un tercio de los cargos serán controlados por mujeres », *Última Hora*, 18/11/1993.

103 « Mónica Medina Palenque dejó su elección en manos de Dios », *La Razón*, 6/12/1993.

En 1995, Mónica Medina est distinguée par l'*Express*[104] et la revue américaine *Time*[105] parmi les 100 femmes dans le monde à l'avenir le plus prometteur.

Le discours qui unit le couple Palenque dès la fondation du parti met l'accent sur la notion de complémentarité, le couple fonctionnant à lui tout seul comme un symbole et comme la clef de voûte de CONDEPA. Mónica Palenque figure sur les premières affiches électorales aux côtés de son époux. Le slogan évoque un duo de prédicateurs : « Deux vies au service de la communauté ». Cette conception des époux complémentaires puise d'une part à la source du péronisme avec pour référence Eva Perón quand elle écrit *La Razón de mi vida*[106]. Le parallèle est des plus sérieux : comme Juan Domingo Perón, Carlos Palenque appelle affectueusement Mónica Medina *Chinita*[107] tandis que cette dernière déclare dès 1989 au sujet de son époux : « C'est l'homme qui m'a ouvert toutes les portes et l'espace nécessaire que j'ai pu mettre à profit (...) »[108]. D'autre part, cette notion de complémentarité conjugale est alimentée par certaines références à la cosmovision andine que systématise Julio Mantilla. D'après ce dernier, le couple – principe de dualité – exercerait un impact sur des foules aymaras du fait même de la dualité du système de pensée andin[109].

En 1991, C. Palenque déclare que sa course à la présidence sera aussi celle de sa compagne et « bras droit »[110], Mónica Medina de Palenque, indépendamment du candidat à la vice-présidence[111]. Dès lors, le symbole du couple fait figure de modèle au sein du parti. Edith de Mantilla déclare à son tour accompagner son époux en période préélectorale dans les quartiers populaires afin de connaître les besoins de la population[112] et le candidat à la vice-présidence, Ivo Kuljis, est systématiquement accompagné de son épouse. S'agit-il d'une stratégie démagogique ? Ce jugement nous semble invalidé par le fait que la promotion d'une participation féminine en politique ainsi que le lien avec les coutumes populaires exprimé par Remedios Loza s'inscrivent parfaitement dans le programme de lutte contre la discrimination de CONDEPA.

---

104 « La Alcaldesa, entre las mujeres más influyentes del mundo », *Última Hora*, 24/8/1995.

105 « Mónica Medina nunca olvidará el '94 », *Hoy*, 28/12/1994.

106 Eva Perón, *La razón de mi vida*, Buenos Aires, Ediciones Peuser, décembre 1951.

107 Carlos Mesa, « Carlos y Mónica Medina: Algo más que un melodrama político », *La Razón*, 15/9/1996.

108 *El Diario*, 4/12/1989.

109 Julio Mantilla nous avait déclaré lors d'un entretien : « (...) la cosmovision de mon peuple est une cosmovision qui part du dualisme femelle-mâle », *La Paz*, 1995.

110 « Palenque explica crisis interna de su organización partidaria », *Los Tiempos*, 21/5/1992.

111 « Carlos Palenque no postulará como candidato a la Alcaldía de la Paz », *El Mundo*, 23/5/1991.

112 « Esposas de Palenque y Mantilla acompañaron a ambos políticos », *El Diario*, 2/12/1991.

C'est donc aux femmes que s'adresse le discours du *Compadre* et surtout aux femmes d'origine indienne dont Remedios Loza est le porte-parole. Le « Nous » des discours condépistes ne renvoie donc pas uniquement à la notion abstraite de « peuple » mais à une *identité métisse* (principalement représentée par Remedios Loza), qu'il convient de distinguer, d'une part, des références idéologiques du parti (récupération d'un passé mythique remontant au passé inca ou encore revendication du respect de la diversité qui oblige les condépistes à repenser la notion d'unité nationale) ; d'autre part, de ses références « mythologiques ». Nous entendons par ces dernières le fait de voir derrière cette identité l'émergence, voire la réémergence d'une culture indienne supposée inaltérée et réfractaire à la modernité (CONDEPA apparaissant aussi comme le parti qui réveille la tradition[113]). Enfin, cette identité mérite d'être distinguée des symptômes de cette mythologie, c'est-à-dire des éléments de folklore, partie intégrante de la mise en scène de CONDEPA. Cependant, le mouvement n'a pas l'exclusivité de ces mises en scène qui caractérisent la majeure partie des formations politiques en période pré-électorale. Dans le cas de CONDEPA, l'un des évènements les plus spectaculaires avait été la clôture de la campagne de 1993 présentée à juste titre dans le journal *Presencia* comme « un *show* politico-folklorique ». Le public avait assisté à une reconstitution de l'assassinat du leader indigène, Tupac Katari. Puis le *Compadre* était apparu sur une grue, habillé en paysan aymara, aux côtés d'un candidat à la vice-présidence guère rassuré, vêtu pour sa part comme un *camba* (Kuljis est originaire de Santa Cruz) tandis que la *Comadre* Mónica portait également un costume traditionnel[114]. Enfin, le célèbre animateur de *Sábados Populares*, Adolfo Paco, s'était chargé de l'animation musicale du rassemblement politique.

Une autre manifestation de la polarisation que nous avons précédemment mentionnée est la politique d'opposition souvent agressive menée par le parti.

---

113 Julio Mantilla semble être à l'origine de cette idée. Il soutient que le néo-libéralisme est par définition contraire à la culture andine que l'on peut observer dans les marchés, cf. « En 1993 se impondrá la nación a la antinación », entretien avec Julio Mantilla Cuéllar, *Hoy*, 8/12/1991. Son idée de « récupération culturelle », de « retrouvailles avec les racines » est, en outre, empreinte de millénarisme, une idéologie que développe le parti, notamment à travers son slogan central *Uca jacha uru*. En effet, d'après l'idéologue, le premier *Pachacuti* (notion qui implique un retournement négatif de l'ordre des choses) eut lieu avec l'arrivée des Espagnols. Le nouveau *Pachacuti* qui s'annonce amènera quant à lui un changement positif que le dirigeant fait coïncider avec la récupération de la culture andine. Nous renvoyons également à l'entretien de Jaime Iturri Salmón avec Mantilla, « Lo aymara y mestizo en la alcaldía de La Paz », *Última Hora*, 10/12/1991. Parmi les analystes s'inspirant des idées de Mantilla, on peut citer Rafael Archondo dont nous discuterons la thèse ainsi que José Huidobro Bellido. Ce dernier écrit que « le peuple voit dans son dirigeant suprême le nouveau *Pachacutek* [celui qui incarne le *Pachacuti*] », in « Una visión sociológica: Ideología y cultura en Conciencia de Patria » (Parte 1), *El Nuevo Día*, 3/3/1994.

114 Julio Pemintel A., « Carlos Palenque cerró campaña atacando a todos sus rivales », *Presencia*, 4/6/1993.

2.3. *La politique d'opposition*

Au lendemain de l'élection présidentielle de 1989, malgré leur refus radical de toute négociation avec d'autres forces politiques et les promesses de consultation populaire au cas où un quelconque accord serait envisagé, les parlementaires de CONDEPA finissent par céder leurs voix à l'AP (ADN-MIR) amenant Jaime Paz Zamora au pouvoir[115]. Deux raisons peuvent expliquer ce choix : la stratégie d'expansion de CONDEPA rend opportun l'exercice de responsabilités dans l'administration et Palenque n'entend pas soutenir le MNR, vainqueur des élections. En effet, Sánchez de Lozada est encore perçu comme l'homme qui a fermé RTP. En échange de son soutien, CONDEPA obtient le contrôle de l'administration départementale de CORDEPAZ et de la direction des télécommunications. Malgré ces négociations, les dirigeants du parti nient catégoriquement participer au gouvernement en justifiant leur compromis par la majorité électorale obtenue au sein du département de La Paz[116]. Le *Compadre*, interrogé en 1991 par Carlos Mesa, qui souligne la position commode de CONDEPA, s'opposant quand bon lui semble aux décisions de l'exécutif, répond dans les mêmes termes qu'en 1989[117] : « Nous avons bien insisté sur le fait que nous ne faisions pas partie du gouvernement et que s'ils nous avaient invités à former une alliance gouvernementale, nous aurions refusé »[118]. En février 1991, l'alliance avec l'Accord Patriotique est rompue à cause du décalage entre les attentes du gouvernement central et la politique ambiguë menée par CONDEPA[119] qui doit abandonner l'administration de CORDEPAZ. Palenque commence alors à revendiquer le titre de chef de file de l'opposition.

Cependant en 1993, ce sont avant tout les échecs des négociations avec le MNR qui conduisent CONDEPA à rester dans l'opposition[120]. Le MNR choisit de gouverner en coalition avec l'*Unidad Cívica Solidaridad*[121] et le MBL. Entre 1993 et 1997, est redéfinie l'architecture de l'État. Ceci conduit à la « décentralisation du pouvoir et des

---

115 Rafael Archondo, *Compadres al micrófono*, *op. cit.*, p.222.

116 Cf. les propos de Carlos Palenque dans « CONDEPA quiere CORDEPAZ y otras entidades paceñas », *Hoy*, 12/7/1989.

117 « Palenque : ADN-MIR-Condepa eje para solución politica », *Presencia*, 20/7/1989.

118 Carlos Mesa, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, BBA/PAT, La Paz, 1991, pp.31-36.

119 Voir « Futuro de Cordepaz será discutido por dirigentes políticos », *Última Hora*, 29/12/1990. Il semble que la coalition craigne également que CONDEPA utilise CORDEPAZ à des fins de prosélytisme, compte tenu de l'échéance municipale, cf. « En reunión con ADN-MIR se decidirá si CONDEPA continúa en CORDEPAZ », *Presencia*, 29/12/1990.

120 Voir « Acuerdo MNR-UCS daña gravemente la imagen internacional del país », La Razón, 2/7/1993. Voir aussi, « CONDEPA hará oposición implacable », *Presencia*, 2/7/1993.

121 Unité Civique et Solidarité.

ressources »[122] qui implique un renforcement à la fois économique et institutionnel des municipalités (à travers la Loi de Participation Populaire promulguée en 1994). À ces réformes s'ajoute la Loi de « capitalisation » par laquelle le secteur privé en vient à occuper le rôle de premier plan que lui réservait le décret 21060[123]. Le mandat du MNR s'inscrit donc dans la continuité des réformes adoptées en 1985.

En 1993, CONDEPA gagne deux places par rapport à la première élection nationale en arrivant en seconde position lors de l'élection municipale de 1993, derrière le MNR. Mónica Medina est élue maire de La Paz à la place du condépiste, Julio Mantilla, auquel le parti ne redonne pas l'investiture. Mais Mantilla entendait briguer un second mandat. Il quitte aussi CONDEPA et rejoint le MNR. Bien qu'il gagne l'élection, il n'est pas élu contre Mónica Medina, soutenue par les deux autres partis de l'opposition : l'ADN et le MIR.

Lors de cette élection, certaines « opportunités politiques »[124] favorisent la capacité du parti à négocier (et donc à se consolider). C'est non seulement le fait d'être devenu la seconde force au plan national en termes de suffrages obtenus[125] qui confère à CONDEPA un avantage sur ses adversaires, mais également, et corrélativement, la faible compétitivité de ces derniers. D'une part, l'ADN se trouve structurellement affaibli, le général Banzer ayant décidé de se retirer de la vie politique à la suite de sa défaite électorale de 1993. Or l'expérience désastreuse des élections municipales de la même année finit de miner la structure du parti qui décide de rappeler son chef et fondateur, lequel entendait donner, par son éloignement, une image plus modérée et convaincante de l'ADN. D'autre part, le MIR – et son chef et ex Président Jaime Paz Zamora – est entaché par des accusations de corruption et de compromission dans le trafic de drogue. La crise interne provoquée par les « narco-liens » [*narcovínculos*] permet, d'après María Teresa Zegada[126], l'amorce d'une réflexion sur l'institutionnalisation de ce parti qui entre dans un processus de refondation en cherchant à renouer avec sa position originellement proche de la social-démocratie. Enfin, les forces politiques situées à gauche de l'échiquier ont, pour leur part, déclaré majoritairement s'identifier au « modèle endogène ». Il semble donc que CONDEPA bénéficie d'une conjoncture favorable qui contribue à expliquer sa

---

122 Gonzalo Sánchez de Lozada cité par Salvador Romero Ballivián, Geografía electoral de Bolivia, *op.cit.*, p.38.

123 *Ibid.*, p.40.

124 Doug Mac Adam cité par François Chazel, « La place du politique dans les mobilisations contestataires », in François Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993, p.151.

125 Hugo Moldíz Mercado, « Palenque, por acción u omisión, el polo de atracción opositor », *Última Hora*, 24/1/1994. Voir également l'article de Carlos Mesa, « Palenque y la nueva oposición », *Los Tiempos*, 10/9/1995.

126 Maria Teresa Zegada C., *Democratización interna de los partidos políticos en Bolivia*, La Paz, décembre 1996, Debate Político 3, Friedrich Ebert Stiftung/ILDIS.

croissance électorale (néanmoins toujours circonscrite au département de La Paz) et qu'il ait de nombreuses chances de réussir à prendre la tête d'un bloc anti-gouvernemental pouvant aspirer à jouer un rôle politique déterminant.

C'est ce que confirment certains sondages dont la presse se fait l'écho en 1994. Dans l'une des enquêtes réalisées par l'Université Catholique de La Paz en janvier de cette même année, 72,2% des sondés reconnaissent Palenque comme le leader de l'opposition, un chiffre ne devant être considéré qu'à titre indicatif étant donné les fluctuations de l'opinion que fait apparaître une autre enquête réalisée par la même institution quelques mois plus tard[127]. Ces résultats n'en mettent pas moins en évidence la vraie crise de l'ADN et du MIR en faisant de CONDEPA la seule autre voie possible face au néolibéralisme.

Cette conjoncture est d'autant plus mise à profit que Palenque durcit alors son discours d'opposition au modèle néolibéral et à ses représentants, aidé en cela par le discrédit dont souffre le gouvernement de Sánchez de Lozada. Une enquête réalisée par l'Université Catholique Bolivienne en novembre 1996 (à quelques mois des élections nationales) dans les villes de La Paz, El Alto, Cochabamba et Santa Cruz[128] montre en effet que le MNR arrive en tête des partis ayant perdu le soutien de la population[129]. La cote de popularité du président est la plus faible au sein des départements de La Paz, Potosí et Oruro[130]. Dans les villes de La Paz et d'El Alto, c'est aussi Palenque qui apparaît comme le leader le plus crédible de l'opposition[131].

C'est en effet durant le mandat de Sánchez de Lozada que le discours du *Compadre* est aussi le plus virulent, ce qui coûtera au parti la réélection de Mónica Medina à la mairie de La Paz. En s'attribuant un rôle de censeur, C. Palenque envoie notamment au président de la République, depuis RTP, un message lui demandant « très fraternellement » et au nom du pays des comptes au sujet de son offre de création de

---

127 Quelques mois plus tard, il semble en effet que plus que 13,3% des sondés considèrent Palenque comme le leader de l'opposition et que la confiance en l'ADN et le MIR remonte, « CONDEPA pierde terreno según encuesta de la UCB », *Opinión*, 19/10/1994.

128 « Encuesta de Percepción Política XV », La Paz-El Alto-Cochabamba-Santa Cruz, Universidad Católica Boliviana, Instituto de Encuestas, noviembre/96, Fundación Hanns-Seidel, pp.72. Cette enquête fut réalisée le 26 octobre 1996 dans les quatre villes citées auprès d'un échantillon de 400 personnes dans chaque ville.

129 Les résultats à la question : « Pour quel parti ne voteriez-vous en aucun cas ? » sont les suivants : 50% pour le MNR à La Paz, 47% à El Alto et Cochabamba et 33% à Santa Cruz, *ibid.*, p.58.

130 Selon l'enquête réalisée par *Encuestas y Estudios* en novembre 1996, *Informe Final. Así piensan los Bolivianos 21*. Enquête réalisée au sein des neuf départements et 83 *poblaciones*, en zone rurale et urbaine auprès d'un échantillon de 2619 personnes, p.15.

131 Les résultats à la question : « Qui vous semble incarner la personnalité la plus emblématique de l'opposition cette année ? » sont les suivants : 39% pour Palenque à La Paz, 32% à El Alto. Le leader ne recueille en revanche que des résultats extrêmement faibles à Cochabamba (8%) et Santa Cruz (4%). Les Crucéniens préfèrent le général Banzer et la majorité des Cochabambins est sans opinion (43%), *ibid.*, p.62.

100000 emplois en 1995[132]. Aux yeux de son public (étant donné qu'en général ces déclarations sont faites à la *Tribuna Libre*), son attitude provocatrice le place sur un pied d'égalité avec le chef de l'État auquel il demande quelques mois plus tard de présenter sa démission, ce que le MNR qualifie de politique de « mesquinerie et de haine »[133]. Commence aussi une guerre d'insultes avec le ministre du Gouvernement Carlos Sánchez Berzaín qui répond aux attaques de Palenque. Ce dernier adresse alors un message au peuple bolivien dans lequel il se dit prêt à débattre et à ne pas céder « aux menaces en tout genre et aux défis d'entrer dans une spirale de confrontation qui affaiblirait le système démocratique (...) »[134]. Le *Compadre* a ici recours à des mécanismes éprouvés bien avant la fermeture de RTP.

Un dialogue s'instaure avec Sánchez de Lozada dont la cote de popularité est en baisse, qui démontre le pouvoir de Palenque dans un contexte de mécontentement social. Le président lui demande en effet de ne pas exalter les esprits[135] avec ses médias et d'utiliser plutôt ces derniers pour demander aux enseignants en grève de mettre un terme à leur protestation, ce qui n'empêche pas CONDEPA, à travers son secrétaire exécutif Ricardo Paz, d'exiger la destitution du ministre du Gouvernement pour sa mauvaise gestion de l'état de siège et sa transgression des droits de l'Homme[136]. Andrés Soliz, pour sa part, n'a de cesse d'accuser de trafic d'influence les frères Sánchez de Lozada[137]. En somme, la campagne contre le gouvernement est massive et d'autant plus efficace qu'elle a comme scène principale la *Tribuna Libre* et que, donnée non négligeable, le MNR est dépourvu d'un leadership alternatif à celui de Sánchez de Lozada. Carlos Mesa écrit aussi que, pour la première fois, C. Palenque se profile comme un rival des plus sérieux pour les élections de 1997 en soulignant que sa politique d'alliances avec des forces politiques certes peu influentes, n'en donne pas moins de CONDEPA une image expansive dans un contexte de crise du triangle qui contrôlait la politique bolivienne depuis 1985 (ADN-MIR-MNR)[138].

À quelques mois de l'élection municipale de 1995, l'agressivité de Palenque est à son comble, ce qui accroît l'image négative du parti aux yeux des autres forces politiques (principalement le MNR). Dans une lettre parue dans le journal *La Razón*, le ministre de la

---

132 « CONDEPA : Gobierno no podrá crear empleos por su política recesiva », *Presencia*, 17/1/1995.

133 « El gobierno está molesto con Palenque », *La Razón*, 9/4/1995.

134 « Mensaje al pueblo de Bolivia del Lic. Carlos Palenque Avilés, Jefe Nacional de Conciencia de Patria », *Hoy*, 22/4/1995.

135 « Sánchez de Lozada y Palenque quieren la pacificación del país », *Presencia*, 24/4/1995.

136 « CONDEPA enjuiciará al Ministro de Gobierno », *El Diario*, 3/5/1995.

137 Voir notamment dès 1994 « Una denuncia de alto vuelo », *Hoy*, 19/3/1994.

Communication Sociale invite Palenque à « élever le niveau du débat politique » en lui reprochant de « promouvoir la haine et la division parmi les Boliviens ». D'autres déclarations présentent le chef de CONDEPA comme un péril pour la démocratie[139].

Lors de l'inauguration d'une artère centrale de la ville construite durant le mandat de Mónica Medina, à laquelle assiste le couple Palenque, la candidate à la mairie de La Paz pour un second mandat est éclipsée par son époux que l'on dirait être le candidat[140], ce qui ne laisse aucun doute sur la personne qui commande au sein du parti. Cette campagne agressive fait aussi craindre une gestion municipale sur le même ton malgré des réticences de Mónica Medina, puisque le message semble clair : Palenque exerce sur son parti un contrôle absolu[141]. Un journaliste de *Presencia* s'étonne :

« Palenque ne semble pas avoir assimilé les leçons du passé, l'une d'entre elles étant que la dispute pour le pouvoir ne se résout pas dans les urnes mais après, dans des alliances post-électorales. C'est pourquoi la règle de mise est qu'aucun adversaire ne peut blesser ou être blessé au point de se disqualifier pour tout éventuel accord »[142].

L'apparente erreur tactique de son époux finit par coûter à la candidate condépiste sa réélection.

Dans une enquête préélectorale réalisée en novembre 1995, Mónica Medina est pourtant créditée de 30,4% des préférences électorales des Pacéniens contre un candidat de l'ADN largement devancé (16,1%). Julio Mantilla, autrefois populaire, ne recueille que 4% des préférences. Seuls 12,3% considèrent la gestion de Mónica Medina « très mauvaise » (3,8%) ou « mauvaise » (8,5%), la majorité la trouvant « moyenne » (33,8%) et « bonne » (30,8%)[143]. Le gouvernement municipal pacénien semble, en outre, crédible puisque 63,4% des personnes interrogées pensent que ce qui est important pour eux l'est aussi pour la mairie[144]. Enfin, le charisme de la candidate ne fait aucun doute puisque

---

138 Carlos Mesa, « Palenque y la nueva oposición », *Los Tiempos*, 10/9/1995.

139 « Carta abierta a Carlos Palenque Avilés », *La Razón*, 10/10/1995. Voir également Carlos Valdez Mattos « Problemas de la democracia. El discurso de Carlos Palenque y la política como espacio de guerra », *Presencia*, 14/11/1995.

140 « CONDEPA: ¿Quién es el candidato ? », *La Razón*, 11/10/1995.

141 « CONDEPA: ¿Quién es el candidato ? », *La Razón*, 11/10/1995 ou encore « CONDEPA: el estilo se confirma », *La Razón*, 20/10/1995.

142 Carlos Valdez Mattos, « Problemas de la democracia El discurso de Carlos Palenque y la política como espacio de guerra », *Presencia*, 14/11/1995.

143 « Encuesta de Percepción Política XII Ciudad de La Paz », Universidad Católica Boliviana/Instituto de Encuestas, novembre 1995, Fundación Hanns-Seidel, p.27. Cette enquête a été administrée le 4/11/1995 un mois avant les élections municipales du 3/12/1995 auprès d'un échantillon de 400 personnes. Une autre enquête réalisée dans 21 zones de La Paz attribue à la candidate 62% des voix, « Centro de Investigación y Estudios Bolivianos », La Paz, 31/10/1995, cf. *La Razón*, 5/11/1995.

144 *Ibid.*, p.28.

c'est encore M. Medina qui arrive en tête des candidats ayant un « charme personnel »[145]. Elle arrive également en tête des candidats ayant suffisamment d'autorité pour faire face aux problèmes (24,1% contre 18,8% pour la candidate du MNR)[146], et encore plus largement en tête des candidats se préoccupant des problèmes individuels (29,1% contre 16,3% pour le candidat du MBL)[147].

Même si la campagne de 1995 voit s'affirmer deux leaderships, ceux-ci continuent de fonctionner en duo, notamment à l'occasion de la présentation de la candidature de Mónica Medina par son époux. Palenque n'abandonne pas son agressivité tandis que Mónica Medina reprend le message de concertation et de dialogue qui avaient été les maîtres mots de son discours d'investiture[148] : « Il ne s'agit pas de s'affronter à un autre candidat, il ne s'agit même pas d'une confrontation entre partis politiques »[149]. La presse fait état d'une nette polarisation : le discours de Palenque éveille les anciens démons de la dictature (notamment à travers la rhétorique de la patrie *vs.* l'anti-patrie), il alimente les passions extrêmes. Au contraire, Mónica Medina est débordante de sympathie, « elle additionne, elle ne retranche pas » [*suma, no resta*]. Un journaliste s'interroge : « Que ferait Palenque si Mónica Medina le détrônait ? L'éloignerait-il comme dans le cas de Julio Mantilla ? »[150]. C'est durant cette période que CONDEPA apparaît aussi comme un parti dont le projet est la division et non l'union[151].

Malgré la rumeur que CONDEPA n'abandonnerait pas la mairie[152] afin que ne soient pas révélés au grand jour certains faits de corruption[153], la candidate de CONDEPA remporte largement l'élection. Cependant, la mise en place d'un front

---

145 « Un atractivo como persona », *ibid.*, p.29

146 *Ibid.*, p.30.

147 *Ibid.*, p.31.

148 Mónica Medina avait annoncé qu'elle « ouvrirait les portes du dialogue et de la concertation et fermerait celles de la confrontation et de l'affrontement ». Mais Palenque avait repris à cette même occasion ses attaques, notamment contre Mantilla, « Las "puertas de la concertación y del enfrentamiento" », *La Razón*, 8/1/1994.

149 « CONDEPA proclamó a Mónica Medina », *La Razón*, 21/10/1995.

150 Carlos Valdez Mattos, « Problemas de la democracia El discurso de Carlos Palenque y la política como espacio de guerra », *Presencia*, 14/11/1995.

151 Voir par exemple : « C'est à Palenque que nous, Pacéniens, devons de vivre dans l'affrontement et la confrontation permanentes. Ici comme dans aucun autre endroit du pays, les élections ont une nuance de classe dangeureusement polarisée », Carlos Valdez Mattos, « Problemas de la democracia El discurso de Carlos Palenque y la política como espacio de guerra », *Presencia*, 14/11/1995.

152 Les militants, quelle que soit leur couleur politique, n'hésitent pas à prendre d'assaut les mairies lorsque leur candidat est destitué par le Conseil municipal. Pour l'ADN, voir par exemple « Luis Alberto Valle tomó posesión de Alcaldía paceña », *Primera Plana*, 25/10/1995. Pour le MNR, voir par exemple « Portando ganchos y vidrios, barras oficialistas agredieron a concejales », *Última Hora*, 5/2/1997. Nous reviendrons sur ce type d'affrontements entre militants dans le chapitre VII.

officialiste anti-CONDEPA donne l'avantage au candidat de l'ADN, Ronald MacLean. Comme l'écrit Julio C. Peñaloza Bretel, la ligue contre Mónica Medina n'est que le résultat de la politique d'exclusion du parti : à « CONDEPA contre le monde » a répondu un « Tous contre Mónica » qui finit par disqualifier la candidate[154]. Pour le journaliste, CONDEPA ne fait que payer le prix de son auto-marginalisation[155].

Même si les négociations sont encore à venir, le *Compadre* ne les facilite pas. Il profère un certain nombre de menaces dans l'éventualité où la victoire de Mónica Medina ne serait pas reconnue, parmi lesquelles : « CONDEPA cessera d'endiguer [les frustrations] et le terrorisme s'imposera »[156], qui laisse entendre que le parti s'emparera de la mairie par la force. On retrouve ici la menace déjà éprouvée de la révolte du peuple en colère. Mónica Medina finit par opter pour un signe de protestation pacifique contre les mêmes règles du jeu qui avaient coûté l'élection à Julio Mantilla en 1993 : une grève de la faim de courte durée[157].

L'expulsion du secrétaire exécutif du parti en septembre 1996, considéré à l'unanimité comme l'homme le plus influent de CONDEPA, principal conseiller de Palenque et homme de confiance de Mónica Medina, donne une visibilité au conflit entre les époux. *A posteriori*, le politologue Carlos Toranzo déclare métaphoriquement : « Tout ce que faisait la *Comadre* le matin, le *Compadre* le défaisait dans la soirée durant la *Tribuna Libre* de RTP »[158]. L'agressivité du caudillo finit aussi par s'imposer comme la seule image possible de CONDEPA puisque c'est celle que transmet son chef, malgré les efforts conciliateurs de Mónica Medina. Apparemment, deux conceptions distinctes de la politique se font face : l'une rétrograde et contraire à la démocratie, l'autre progressiste et ayant pour principe la consolidation de celle-ci.

2.4. L'exclusion des « traîtres » endogènes

Au-delà du fait que la « trahison » puisse être définie comme une déviance par rapport aux règles fixées par le parti, il convient, comme le suggère Alain Garrigou pour le

---

153 « El concejo hierve en acusaciones contra Mónica Medina », *Última Hora*, 9/11/1995.

154 Julio Peñaloza Bretel, « El « (auto) aislamiento de CONDEPA », *Última Hora*, 6/12/1995.

155 *Ibidem.*

156 Samuel Mendoza, « La amenaza de "El Compadre" », *Los Tiempos*, 30/12/1995.

157 « Mónica Medina suspendió su huelga proclamándose ganadora », *Presencia*, 5/1/1996.

158 « Lleva las de ganar quien mantenga el control de RTP », *La Razón*, 12/9/1996.

concept de « scandalisation », « de s'attacher non à la question de la déviance mais aux actions menées à son propos et qui visent à l'établir ou à la démentir »[159].

La « trahison » fait appel au même type de référence binaire prenant la forme de Nous (la famille condépiste) *vs.* Eux (les « traîtres » au projet condépiste) qui rejoint l'une des formulations de la dichotomie patrie vs. anti-patrie. Mais en menaçant le parti de division, la « trahison » donne lieu à des mesures drastiques (l'expulsion) et tend à renforcer la cohésion des bases condépistes. Ceci se trouve amplifié quand la menace de division est plus forte. C'est-à-dire que la « trahison » de Julio Mantilla[160], par exemple, plonge le *Compadre* et le parti dans un désarroi moins sévère que celle de l'un de ses « symboles », Mónica Medina[161].

De façon générale, chaque dissidence (en neuf ans d'existence, CONDEPA en connaît cinq majeures) pose le problème de l'absence de démocratie interne. Cette remise en cause de l'autoritarisme du *Compadre* prend dans tous les cas la forme d'une opposition à la mainmise que certains clans exerceraient sur le parti. Ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer comment une division en particulier réussit à accentuer la polarisation des Pacéniens et à avoir des effets sur la mobilisation, ce que montre un cas extrême de crise tel que l'effondrement de la clef de voûte qui maintenait, en théorie du moins, l'édifice. Une telle crise présente, de surcroît, l'intérêt de dévoiler le jeu de certains acteurs ainsi que les ressorts les plus efficaces du discours du *Compadre*. Elle bénéficiera au parti au lieu de le pénaliser en renforçant la cohésion des troupes contre un ennemi cette fois endogène.

2.4.1. L'impact d'une crise politico-conjugale

La crise couvait depuis 1993 pour plusieurs raisons : la défaite à l'élection présidentielle de 1993 dans le département de La Paz face à au MNR qui réussit à concurrencer CONDEPA sur son propre terrain, l'échec des négociations à cette même élection où CONDEPA n'arrive, de surcroît, qu'en troisième position et le désaveu de Mónica Medina à l'élection municipale de 1995. Enfin, la proximité de l'échéance présidentielle de 1997 rend indispensable un débat interne sur la stratégie à adopter.

La faible percée du parti à l'extérieur du département de La Paz et son impact très limité sur des secteurs sociaux non populaires amènent l'élite de CONDEPA à envisager

---

159 Alain Garrigou, « Le scandale politique comme mobilisation », in François Chazel, *op. cit.*, p.185.

160 Nous revenons sur cet épisode de l'histoire de CONDEPA ainsi que sur d'autres « trahisons » dans le chapitre VII.

161 Notons qu'au sujet du « symbole » Mónica Medina, le terme de « trahison » n'est pas prononcé. Il l'est en revanche dans le cas de Ricardo Paz, accusé de « manipuler » Mónica Medina.

une rénovation du discours, voire des cadres qui en sont responsables. Pour Ricardo Paz, le problème n'est pas tant socioculturel que stratégique. À la question que lui pose un journaliste : « Que pensez-vous du dilemme : "Avec Palenque, CONDEPA ne grandit pas, sans Palenque, CONDEPA disparaît" ? » (ce que nous avait, par ailleurs, affirmé Andrés Soliz Rada lors d'un entretien), le secrétaire exécutif répond :

« Ce sont des bêtises. Voir CONDEPA sous cet angle revient à ne pas savoir ce que signifie cette organisation. CONDEPA va grandir avec Palenque dans la mesure où nous aurons un projet politique cohérent. Cette explication est très élémentaire. Ce n'est pas vrai que les *cambas* ne votent pas pour CONDEPA parce qu'ils n'aiment pas Palenque. Si on leur propose quelque chose qui les intéresse vraiment, ils vont voter pour Palenque. C'est cela qui est vrai »[162].

Vient s'ajouter à ce questionnement relatif à la stratégie à adopter le fait que les militants réclament de plus en plus l'élection démocratique de leurs représentants. En 1995, la nouveauté semble quand même être que certains d'entre eux demandent au *Compadre* un discours plus pondéré afin de ne pas compromettre l'expansion politique du parti[163]. C'est le même argument que donneront les jeunes dirigeants qui quittent CONDEPA à la suite de la séparation du couple-symbole[164], avec l'idée, comme le dit leur chef de file, Mónica Medina, « de cesser de n'être qu'un simple parti d'opposition pour se constituer en une alternative de plus pour les gens »[165].

L'organisation du parti est aussi plus que jamais[166] à l'ordre du jour puisque le premier Congrès national est prévu à cet effet à la fin du mois de septembre, laissant ouverte la possibilité d'une recomposition interne avant que le parti ne s'engage dans la campagne électorale de 1997[167]. Mais ne nous y trompons pas. S'il est question d'une élection visant à rénover les « cadres moyens » (ceci implique, selon le député Eduardo Paz, l'éventuelle promotion de nouveaux membres du *Consejo Nacional Patriótico*[168] qui figure dans les statuts du parti comme l'instance de décision la plus importante après le

---

162 Wálter Chávez, entretien avec Ricardo Paz, « CONDEPA quiere superar la barrera populista », *Hoy*, 22/4/1996.

163 « Compadres piden que CONDEPA sea democratizada », *Última Hora*, 18/1/1996.

164 « La emergencia de una fuerza joven a punto de dividir a CONDEPA en dos », *La Razón*, 10/9/1996.

165 Javier Medrano, « Mónica Medina confiesa su soledad », *La Razón*, 22/11/1996.

166 Dès 1992, CONDEPA semble engagé dans un processus de démocratisation interne au même titre que les autres partis politiques boliviens. Mais dès cette date aussi, certaines déclarations font état qu'il n'est pas question de toucher aux trois symboles de celui-ci, « CONDEPA anuncia también proceso de cambios orgánicos », Presencia, 29/2/1992. Voir aussi « Empezó la institucionalización democrática en Conciencia de Patria », *Hoy*, 31/10/1992.

167 Ricardo Paz, « CONDEPA se embarca hacia su institucionalización democrática », *Última Hora*, 25/2/1996.

168 Conseil national patriotique.

Chef [*la Jefatura*][169]), en sont exemptés les trois « symboles » du parti : Carlos Palenque, Remedios Loza et Mónica Medina. Cette dernière justifie ce traitement de faveur par le fait que CONDEPA n'est pas une organisation née du haut vers le bas mais dont les « [symboles] furent poussés [*empujados*] par les bases afin de créer un instrument politique »[170]. Palenque précise cette définition du « symbole » lors d'un entretien en remontant à la fermeture de RTP, qui conduit à « son élection et transmission d'un mandat par le peuple afin de réorganiser un instrument politique. C'est alors qu'ont surgi des symboles »[171]. Le Congrès est néanmoins censé engager le parti sur la voie d'une démocratisation interne, certes *sui generis*, mais convenant à l'ensemble de l'élite, d'après les déclarations officielles[172].

Cependant, dès le début du mois d'août 1996, Palenque déplore que son épouse fasse de la politique de son côté. D'après la presse, l'origine de la discorde entre le couple semble être le fait que Mónica Medina ait été « courtisée » par l'ADN en vue d'un accord préélectoral qui permettrait à cette dernière de reconquérir la mairie[173]. L'ancien maire fait seulement état de certaines divergences politiques avec son époux[174]. Le président du Conseil municipal de La Paz, Daniel Quevedo, démissionne alors en révélant l'existence au sein du parti de deux courants, les « palenquistes » et les « moniquistes ». Quevedo s'inscrit dans le groupe des « palenquistes » (beaucoup moins nettement défini que celui des « moniquistes »). Il déclare aux médias que le projet de démocratisation interne de ces derniers n'est qu'une couverture visant à accroître leur influence politique[175]. L'ancien président du Conseil municipal rectifie ses propos quelques jours plus tard dans une lettre adressée au journal *Última Hora* dans lequel on peut lire : « Nous, condépistes, pensons au contraire que le couple Palenque est un facteur d'unité et une nouvelle façon de faire de la politique »[176]. L'une des règles de CONDEPA est en effet de ne pas remettre en cause le couple-symbole.

---

169 « CONDEPA se embarca hacia su institucionalización democrática », *Última Hora*, 25/2/1996.

170 « CONDEPA confirma democratización sin tocar la cúpula », *Hoy*, 20/8/1996.

171 Jaime E. Buitrago, « Sólo 200 mil personas podrían quitarle a Palenque el liderazgo », *Presencia*, 13/9/1996.

172 « Primer congreso nacional de CONDEPA será el día 19 », *El Deber*, 30/8/1996.

173 « ADN sería la manzana de la discordia entre los Palenque », *Hoy*, 12/8/1996. Un autre article fait état qu'en contrepartie, CONDEPA céderait ses voix à ADN lors de l'élection nationale de 1997, « Seducción a Mónica Medina », *La Razón*, 13/8/1996.

174 « Mónica Medina confirma diferencias políticas con el Compadre », *Última Hora*, 13/8/1996.

175 « Condepistas se dividen entre Palenque y Mónica Medina », *Última Hora*, 31/8/1996.

176 Daniel Quevedo, « Los Palenque, factor de unidad », *Última Hora*, 6/9/1996.

À la suite des déclarations de Quevedo, Mónica Medina dénonce à son tour la résistance à la démocratisation de certains dirigeants, expliquant ainsi l'origine des conflits internes[177]. Le Conseil National Patriotique décide alors l'expulsion du secrétaire exécutif et homme influent de CONDEPA, Ricardo Paz, accusé de diviser le parti en fomentant la création d'un « mouvement générationnel » qui regroupe un certain nombre de leaders régionaux, jeunes et charismatiques, ayant pour objectif l'union des différentes régions boliviennes afin de remporter les élections nationales par l'agrégation des voix de chaque personnalité politique incluse dans le projet (la Loi de Participation Populaire ayant eu notamment pour effet de favoriser l'émergence de leaders locaux[178]). Selon l'un des rares députés condépistes à faire des déclarations à la presse expliquant cette décision, Ricardo Paz se serait converti depuis longtemps en une sorte de « second chef » grâce au soutien d'un entourage ayant réussi à accaparer salaires et autres « postes »[179].

Tandis que le groupe de Paz qualifie l'expulsion de « caudilliste, dictatoriale et anti-démocratique » et pronostique qu'elle accentuera la division interne et le discrédit du parti[180], Mónica Medina défie son époux d'appliquer à son égard la même sanction en déclarant être l'instigatrice du projet « générationnel ». Elle réitère en même temps sa « loyauté » au chef tout comme le fait Ricardo Paz dans ses propres déclarations. Mónica Medina semble penser que son époux reviendra sur sa décision[181], mais il n'en est rien.

S'ensuit au contraire un mélodrame télévisé où les époux mettent en scène, tour à tour, leurs sentiments. Le *Compadre* fait une première apparition devant les caméras dans le rôle du mari blessé. Lors d'une conférence de presse dans les locaux de la *Casa del Pueblo*[182], il déclare de façon énigmatique, en retenant ses larmes : « Je voudrais vous demander, et surtout je voudrais m'adresser à ceux qui ont déjà aimé ou qui sont amoureux : comment croyez-vous que je me sente ? »[183]. Aucun journaliste n'ose réagir[184]. Palenque rompt une seconde fois le silence : « Il s'agit de la mère de mes

---

177 « Mónica Medina admite pugna interna », *Última Hora*, 4/9/1996.

178 Maria Teresa Zegada C., *op. cit.*, p.26. Figurent parmi eux le maire de Cochabamba, Manfred Reyes, ou encore le maire de Santa Cruz, Johnny Fernández, qui hérite du leadership de son père, Max Fernández.

179 Daniel Santalla, « Crisis coloca a CONDEPA al borde de una nueva escisión », *Última Hora*, 10/9/1996.

180 « Ricardo Paz expulsado de ese partido », *El Deber*, 10/9/1996.

181 « Mónica Medina se rebela y pide su expulsión de CONDEPA », *Primera Plana*, 11/9/1996. Pour ce qui est de la discipline de Paz, cf. « Ricardo Paz: Estoy pagando el precio de buscar democracia », *Hoy*, 11/9/1996.

182 La « Maison du Peuple » qui est le siège du parti.

183 « Se derrumba la pareja que dio a luz a CONDEPA », *Hoy*, 12/9/1996.

184 *Ibidem.*

enfants, de celle qui fut ma compagne jusqu'à hier. Comment croyez-vous que je me sente ? »[185]. Puis il met un terme à la conférence de presse avec des mots que l'on dirait empruntés à un vieux tango[186] : « Ne me parlez pas d'elle, je vous en prie, ne le faites pas / Parce que vous heurtez mes sentiments les plus profonds ». Il regagne enfin son bureau sous les vivats de ses sympathisants et leurs cris de « Mort aux traîtres ! »[187].

La réplique de Mónica Medina ne se fait pas attendre. Elle se présente devant les caméras de noir vêtue, à peine maquillée[188] et en sanglots, contrite après avoir été rebelle : « Je veux vous dire que je suis au plus haut point consternée par ce qui arrive... Je suis à tel point blessée que je ne me suis même pas demandé ce que j'allais faire »[189]. Mónica Medina conjure son époux de revenir sur sa décision et de sauver le projet politique de CONDEPA, par amour. Elle demande aussi aux familles boliviennes de la comprendre en supposant que certaines doivent penser qu'elle aurait mieux fait de demeurer au côté de son conjoint. Les époux savent que leur image est en jeu.

Ce drame familial et politique permet à certains acteurs de se révéler. En effet, dès les premières déclarations du *Compadre* déplorant l'indépendance politique de son épouse, la mère de Mónica Medina avait déclaré à la presse que sa fille n'accompagnait pas son époux à Cochabamba « parce qu'elle fait de la politique pour le parti en d'autres lieux »[190], ce qu'avait confirmé le père de Mónica Medina quelques jours après : « Mónica travaille pour le parti et pour le projet de CONDEPA »[191]. Au lendemain du show télévisé auquel se livrent les époux, le père de Mónica Medina et député condépiste intervient à nouveau. De même que son épouse, il se range du côté de son gendre en exhortant sa fille à « retourner auprès de son mari, de son foyer et de sa famille », à « reprendre ses esprits ». « Mónica a 32 ans et elle doit jouer un rôle historique à l'intérieur ou à l'extérieur du parti, c'est incontestable »[192], déclare-t-il. La mère de Mónica Medina accuse à son tour Ricardo Paz d'être à l'origine de la crise entre les époux en lançant au couple un message aussi désespéré que politique :

---

185 *Ibidem.*

186 Nous renvoyons aux articles de presse « No me hablen de ella », *Hoy*, 15/9/1996 et « Nuestro Carlos y Nuestra Lady Di », *Última Hora*, 19/9/1996.

187 « Se derrumba la pareja que dio a luz a CONDEPA », *Hoy*, 12/9/1996.

188 « Crisis de partido populista, CONDEPA desencadena posible ruptura conyugal », *Los Tiempos*, 13/9/1996.

189 « Se derrumba la pareja que dio a luz a CONDEPA », *Hoy*, 12/9/1996.

190 « Palenque se queja por "desmarque" político de su esposa Mónica Medina », *Última Hora*, 11/8/1996.

191 « Creen que la oligarquía busca dividir a CONDEPA », *La Rázon*, 13/8/1996.

192 « Su padre le pide que reflexione », *Última Hora*, 11/9/1996.

« C'est pourquoi je demande à Carlos et Mónica qu'ils pensent à ce peuple qui avait de l'espoir en CONDEPA et en ce qu'ils faisaient, parce qu'elle [Mónica Medina] est complètement prise dans le clan Paz, et je ne sais pas si ce sera facile de se libérer de ce piège » [193].

Jorge Medina tient des propos virulents contre l'homme avec lequel il avait dirigé le parti alors que Palenque était soigné aux États-Unis en 1992 pour un pré-infarctus[194] :

« Ricardo Paz est le coupable, un nain coupable dans un jeu de géants, Mónica et Carlos. La crise doit être dépassée et ils doivent réfléchir un peu, non seulement au couple dont ils ont fait un symbole de couple historique, mais à leur famille qui est un exemple d'amour et de fidélité »[195].

Confirmant l'influence de Paz, il déclare : « en réalité, Ricardo Paz était partout » et il poursuit qu'une personne avec de tels privilèges aurait pu s'ériger en champion de l'institutionnalisation. Cependant : « Combien de fois Ricardo Paz a-t-il évité subtilement et intelligemment que le parti se démocratise ? »[196]. C'est enfin Jorge Medina qui présente à la presse la « preuve » de la « trahison » de Paz : une feuille sur laquelle le député a griffonné les différentes étapes du projet « générationnel » dans lequel il semble se projeter comme candidat à la vice-présidence de la République aux côtés du maire de Cochabamba, Manfred Reyes[197].

L'opposition des deux camps s'affirme sans impliquer une vision foncièrement différente du pouvoir. Paz défie notamment Palenque d'être non plus un « caudillo du passé, symbole de l'exclusion, autoritaire, intolérant, agressif mais un caudillo du futur, synthèse de l'intégration, démocratique, tolérant et moderne »[198], courant du caudillisme rénové que semble représenter Mónica Medina. Ce n'est pas le caudillisme en soi qui est remis en cause puisque Paz est, comme nous l'avons vu, convaincu qu'en Bolivie, les masses s'organisent sous l'impulsion de tels hommes.

Ricardo Paz fait, en outre, allusion à l'existence d'un complot contre la démocratie et la tolérance au sein de CONDEPA, tandis que Mónica Medina mentionne une conspiration contre son couple qui aurait été orchestrée par le GRO craignant que le Congrès interne en finisse avec les « structures caduques caudillistes et autoritaires »[199].

---

193 « Su padre le pide que reflexione », *Última Hora*, 11/9/1996.

194 Cf. « Dieron de alta a Palenque », *Última Hora*, 4/8/1992 et « Palenque tiene el apoyo de sus suegros que quieren una reconciliación », *Última Hora*, 12/9/1996.

195 « Medina revela que Paz quería ser vicepresidente en 1997 », *Presencia*, 12/9/1996.

196 « Su padre le pide que reflexione », *Última Hora*, 11/9/1996.

197 « Jorge Medina entrega la prueba de la traición de Ricardo Paz », *Presencia*, 13/9/1996.

198 « 11 días de una novela política », *La Razón*, 20/9/1996.

199 *Ibidem*.

Notons que Palenque n'est pas directement mis en cause contrairement à son entourage politique. Une fois de plus sont opposées deux visions du parti dont se fait l'écho la presse officielle, l'une jeune, tolérante et sympathique, ayant Mónica Medina pour porte-parole, l'autre incarnée dans la vieille garde autoritaire. Mónica Medina déclare :

« Il faut que la tolérance se substitue à l'intolérance, que la démocratie se substitue à l'autoritarisme ainsi que les ponts aux murs... autrement, CONDEPA s'éteindra comme une bougie »[200].

Dans ce moment de crise, le discours que prononce Palenque lors de l'inauguration de la Conférence des dirigeants de CONDEPA tenue à La Paz présente trois caractéristiques tout à fait significatives. On y trouve une personnification amplifiée du parti à travers une formule employée quelques jours auparavant à la *Tribuna Libre* en réponse à un témoignage de solidarité d'un homme d'origine modeste[201] : « CONDEPA ne se divisera que si l'on me coupe en deux, et pour cela il faudra me couper avec une scie » ainsi qu'un argument énonçant un lien d'équivalence entre, cette fois, CONDEPA et le peuple : « Ne craignez pas les divisions, il n'y a pas de divisions au sein de CONDEPA qui est composé du peuple lui-même (...) »[202]. Enfin, est exploitée l'image de victime forgée lors de la fermeture de RTP, plus proche, dans ce contexte extrême de « trahison », du martyr :

« On nous a fermés, on nous a poursuivis, on nous a mis en accusation, on nous a mis en prison, on nous a frappés : autant de nouvelles épreuves envoyées par le Seigneur »[203].

Notons que la rupture de Julio Mantilla avec CONDEPA en 1993 avait déjà donné lieu à une instrumentalisation du symbole religieux. À la fin de l'une des *Tribuna Libre*, les images du Christ et de Palenque, trahi lui aussi par un « Judas », s'étaient superposées dans un effet de fondu enchaîné. Cette crise-là réveille également la piété du *Compadre* qui s'en remet à Dieu lors de la célébration du huitième anniversaire du parti à *Tiwanacu* à laquelle participent annuellement les condépistes. Durant la messe, convaincu qu'il sera le prochain président de la République malgré cette crise qu'il met en parallèle avec la fermeture de RTP, il s'adresse au Christ en s'engageant, s'il arrivait au pouvoir, à gouverner « au nom du Messie et de sa mère, la Vierge Marie ». Comme en 1988 –

---

200 *Ibidem.*

201 « Mónica Medina exige que la expulsen como a Paz, pero ella es un símbolo que no se toca », *La Razón*, 11/9/1996.

202 « Para dividir CONDEPA, hay que dividir al compadre en dos », *Opinión*, 16/9/1996.

203 « Palenque: CONDEPA no se divide, es más democrática que cualquiera », *Presencia*, 16/9/1996.

poursuit-il –, « le soleil est apparu sans être masqué par aucun nuage. C'est le meilleur signe de succès de notre organisation politique »[204].

Le message que délivre Palenque lors de l'inauguration de la Conférence des dirigeants de CONDEPA est enfin un message véhément d'unité[205], le leader n'hésitant pas à avoir recours à une imagerie violente qui aura de l'effet sur les militants[206] :

« Vous êtes le corps de CONDEPA, conservez-le en bon état, et s'il y a qui que ce soit qui prétend déranger au sein du grand corps de CONDEPA, cela peut être un pou, arrachez-le, *compadres*, avec vos ongles. Qu'il fasse du bruit, qu'il éclate. C'est à vous d'accomplir cette tâche, *compadres*, avec votre force de toujours et en pensant que je vous aime et que je suis prêt à donner jusqu'à ma vie »[207].

Tout au long de cette crise, Palenque force donc les traits habituels de son discours tandis que l'on ne distingue guère ce qui oppose véritablement les deux camps mises à part les accusations mutuelles de « trahison » de la part des « palenquistes » et de résistance au changement de la part des « moniquistes ». Le débat télévisé au cours duquel sont confrontés Andrés Soliz Rada et Ricardo Paz n'est guère plus éclairant. On y distingue une divergence idéologique entre, d'un côté, les opposants au néolibéralisme (dont on sait que les plus radicaux sont les idéologues du GRO et non Palenque), de l'autre ses partisans (le groupe de Mónica Medina)[208]. Mais c'est surtout le poids accordé aux deux leaders dans l'organisation qui sépare ces dirigeants. Pour Soliz :

« Si Mónica Medina n'accepte pas la démocratie de CONDEPA, elle cessera simplement d'être un symbole, non pas à cause d'une expulsion mais parce qu'elle cessera d'avoir la reconnaissance de son peuple, ce qui est déjà en train de se produire »[209].

En d'autres termes, son groupe ne pense pas Mónica Medina aussi indispensable que Palenque au sein de CONDEPA. Même si son statut de symbole, comme de

---

204 « Palenque: Quiénes no están con la Patria se han ido de CONDEPA », *Presencia*, 22/9/1996.

205 Le thème de l'unité est en effet récurrent dans les discours du *Compadre* comme en témoignent ces différents exemples : « Avant de nous séparer, je tiens à vous dire qu'alors que d'autres se disputent, se divisent, ont de petits problèmes, qu'ils sont mesquins, égoïstes, nous jurons sur la patrie de travailler, de l'agrandir, de nous unir chaque fois davantage, sans nous diviser, *compadres* », discours du 24/10/1994, in *Discursos 94'*, La Paz, Ediciones P.P., 1995, p.33 ; « Il faut que le peuple ne soit pas divisé, parce qu'en cas de division, nous sommes perdus, *compadres*. Si nous sommes divisés, ils vont en profiter [*huayquear* en aymara], si nous sommes unis, c'est nous qui allons avoir raison d'eux », Carlos Palenque, discours du 13/11/1994, *ibid.* p.42 ; « Nous ne permettrons pas qu'ils viennent diviser l'unité du peuple et en particulier l'unité des habitants du quartier d'Alto Chijini », *ibid.*, p.47. Enfin : « Lorsque le peuple n'est pas uni, il est facile de le soumettre. Le dicton est bien clair : diviser pour mieux régner », discours prononcé dans le quartier de *El Carmen Fabril*, La Paz, *ibid.*, p.60.

206 « 11 días de una novela política », *La Razón*, 20/9/1996.

207 « Palenque: CONDEPA no se divide, es más democrática que cualquiera », *Presencia*, 16/9/1996.

208 Voir notamment « Crisis coloca a CONDEPA al borde de una nueva escisión », *Última Hora*, 10/9/1996.

209 « Una cosa está clara : Mónica Medina pierde peso en CONDEPA », *Última Hora*, 17/9/1996.

nombreux dirigeants s'évertuent à le rappeler, la met à l'abri d'une expulsion, elle n'échappera pas à la déchéance si elle quitte le parti. Bref, si pour le sénateur Soliz, CONDEPA peut se passer de Mónica Medina, il ne fait aucun doute que « CONDEPA est impensable sans Palenque ». Au contraire, les « moniquistes » semblent convaincus que l'avenir de CONDEPA repose en grande partie sur Mónica Medina. L'une des preuves de la « trahison » qu'avance Soliz lors du débat est, d'ailleurs, une déclaration du porte-parole de Paz envisageant que l'épouse du *Compadre* développe « son propre leadership »[210].

Ce calcul favorable à Mónica Medina répond à la croyance en sa capacité à capter les voix de la classe moyenne ou encore des femmes alors que le vote de son époux demeure circonscrit aux quartiers pauvres. Comme nous le déclarait en 1995 le chef départemental du parti à La Paz et conseiller municipal, Rolando Enríquez, qui finira par s'inscrire dans le camp des « moniquistes » lors de la scission :

« Il y a un vote qui est palenquiste et il y a un vote qui est politique, de CONDEPA, de ces secteurs moyens qui croient au progrès social (...) le vote pour Mónica Medina n'est pas le reflet du vote contre le néolibéralisme. Il y va de la sympathie, de la joie, c'est le vote politique de CONDEPA, et à partir de cela peuvent se former des alliances, des fronts, à partir de l'instrument politique »[211].

Enríquez nous disait aussi que les habitants de Santa Cruz préféraient Mónica Medina au *Compadre* en raison de ce même « facteur charme ». Ces déclarations pourraient en outre expliquer la plus grande sympathie de ce groupe pour le néolibéralisme que Mónica Medina défendrait mieux que son époux. Selon cette fois les mots de Ricardo Paz que nous avions interrogé au sujet d'une éventuelle différence entre l'électorat de Palenque et celui son épouse :

« Les électeurs ne sont pas les mêmes. Avec Mónica Medina, ils augmentent. Carlos Palenque a une image beaucoup plus dure, plus radicale, moins perméable à la classe moyenne. En revanche, Mónica Medina est plus tendre, plus sympathique, c'est pourquoi elle inspire davantage confiance. C'est ce qui explique qu'une partie de la classe moyenne vote pour elle »[212].

Le 13 août 1996, la *Comadre* Mónica avait déclaré qu'elle ne cesserait pas d'appartenir à CONDEPA, en filant la métaphore du « foyer politique » : « CONDEPA est mon foyer, je suis née au sein de CONDEPA et je suis sûre et consciente que je mourrai au sein de CONDEPA qui est mon foyer. Abandonner mon foyer politique reviendrait à

---

210 Carlos Cordero, *La Razón*, 11/9/1996

211 Entretien avec Rolando Enríquez, *La Paz*, 1995.

212 Entretien avec Ricardo Paz Ballivián, *la Paz*, 1995.

trahir mes parents et je ne le ferai jamais »[213]. Mais le 20 septembre 1996, elle quitte le parti, suivie par quatre conseillers municipaux dont Enríquez, une députée qui est aussi la sœur de Ricardo Paz[214] et ce dernier, en annonçant la division du parti[215].

Le Congrès National de CONDEPA s'ouvre finalement le 26 septembre 1996 dans la ville d'El Alto sans que les militants semblent se souvenir de l'existence de Mónica Medina ni de l'ancien secrétaire exécutif[216]. Palenque, soutenu par ses beaux-parents et accompagné de l'une de ses filles, Verónica Palenque, dont il nie qu'elle puisse se convertir en « symbole », y réaffirme que son leadership « ne se discute pas malgré la démocratisation »[217]. Face à la demande de démocratie d'une partie de l'auditoire protestant contre la désignation de certains de leurs représentants au sein du Conseil National Patriotique, le *Compadre* rappelle que « CONDEPA est une organisation quasi militaire » dans laquelle il n'y a pas de « consultations mais des instructions »[218]. Il reprend également son discours d'opposition au gouvernement de Sánchez de Lozada. L'unique modification significative des statuts concerne la création de nouveaux secrétariats au plan national (ils passent de 17 à 40 dans la nouvelle version des statuts) dont l'objectif est d'accroître la représentation de différents secteurs sociaux non pris en compte dans leur version antérieure. Est limité le pouvoir du secrétaire exécutif comme pour se prémunir contre l'émergence de nouveaux facteurs de discorde[219]. Si l'élection des membres du Conseil National Patriotique est également prévue, le chef national demeure intouchable, conservant ses pleins pouvoirs dont celui de révoquer en dernière instance le choix des candidats aux postes de députés et de sénateurs[220]. En somme, ce premier et dernier Congrès national que connaît le parti n'entraîne aucune modification significative de sa structure interne.

---

213 « Mónica Medina dice que morirá en CONDEPA », *Hoy*, 13/8/1996.

214 Rolando Enríquez, Gloria Aguilar, Mario Tapia, Silvia Loayza (conseillers municipaux), Rosario Paz (députée), Carlos Cordero (député), « La mala hora de CONDEPA « , *Última Hora*, 15/9/1996.

215 « Mónica Medina le dijo adiós a CONDEPA y cree que puede dividirse », *Presencia*, 20/9/1996.

216 Selon la presse officielle, cf. « El 'Compadre' ratificó su liderazgo en el primer congreso de CONDEPA », *Los Tiempos*, 27/9/1996. Et « Comienza congreso de CONDEPA, sin Mónica Medina y con Palenque fortalecido », *Última Hora*, 26/9/1996.

217 « Palenque : Este liderazgo no se discute compatriotas », *Hoy*, 27/9/1996.

218 « "Democracia!", exigen a Palenque ; él, furioso: "No quiero anarquía!" », *Presencia*, 29/9/1996.

219 « No se eliminará la Secretaría Ejecutiva, pero será una más », *La Razón*, 25/9/1996.

220 « CONDEPA quiere un estatuto adecuado para un movimiento », *La Razón*, 26/9/1996.

2.4.2. *La polarisation des Pacéniens*

Si pendant un mois, La Paz toute entière vibre au rythme des rebondissements du drame fortement médiatisé, elle ne vibre pas à l'unisson. Mónica Medina apparaît comme une victime aux yeux des opposants à une société machiste, hommes et femmes. La majorité des féministes réagit en défendant la lutte des femmes pour l'égalité politique et leur pleine participation à la sphère du pouvoir[221], Mónica Medina apparaissant comme la rebelle contre un époux machiste et autoritaire. Amalia Decker écrit, notamment, que Mónica Medina « a grandi » et qu'elle « revendique le droit de n'être pas d'accord au sein de son parti, de son foyer et de la société » en saluant son « rejet d'une politique patriarcale déguisée »[222]. L'ancien maire de La Paz reçoit également le soutien des dirigeantes des principaux partis politiques[223] ainsi que de quelques hommes la félicitant pour « son courage et sa passion pour le changement »[224]. Elle-même développera l'image de la femme utilisée, considérée « comme un objet »[225]. Enfin, la presse ne donne pas cher de l'avenir de CONDEPA[226], de même que Mónica Medina et Ricardo Paz qui fondent le 7 novembre 1996, leur parti : *Bolivia Insurgente*[227].

Si la presse est toujours aussi défavorable à Palenque, celui-ci recueille le soutien d'une société andine dont la *Comadre* Remedios Loza résume la pensée par une formule : « Pour moi au-dessus de tout, et même au-dessus de ce qui pourrait être un parti politique, il y aurait mon mari et ma famille »[228]. Pour cette société, c'est Palenque qui est victime d'une épouse déloyale, voire infidèle, puisqu'elle choisit de suivre un autre homme[229]. Nombreuses sont les anecdotes démontrant la réprobation morale que subit Mónica Medina, depuis les témoignages de soutien à Palenque de la part de femmes *de pollera* se présentant à la *Tribuna Libre*, à la suppression de son portrait aux côtés de son époux dans la ville d'El Alto[230]. Remedios Loza nous rapportera enfin que la permissivité

---

221 Voir notamment Carlos F. Toranzos « Qué se puede ya esperar », *Los Tiempos*, 20/9/1996.

222 Amalia Decker, « La arañita, de tanto tejer, casi, casi llega al poder », *La Razón*, 20/9/1996. Voir également Susana Escóbar, « No me hablen de él », *Hoy*, 19/9/1996.

223 *La Razón*, 13/9/1996.

224 Luis Gonzalez Quintanilla, « Ojalá no sea un culebrón », *Los Tiempos*, 16/9/1996.

225 « Mónica Medina confiesa su soledad », *La Razón*, 22/11/1996.

226 Voir notamment Juan Javier Zeballos, « Incierto futuro de CONDEPA », *El Mundo*, 12/9/1996.

227 Bolivie insurgée.

228 Eduardo Salcedo Vargas, « Para mí, por encima de todo estaría el esposo y mi familia », *Última Hora*, 15/12/1996.

229 Carlos Mesa, « Carlos y Mónica Medina: Algo más que un melodrama político », *La Rázon*, 15/9/1996

230 Clovis Díaz, « El modelo económico contra Carlos Palenque », *Primera Plana*, 15/9/1996.

des époux à l'égard de leur femme aurait diminué depuis la rupture des Palenque, d'après les témoignages recueillis au sein de la Commission de la femme, certains époux ayant perdu confiance en leur compagne.

Les politologues sont partagés sur cette crise. René Antonio Mayorga pense que le leadership du *Compadre* ne pourra que s'affaiblir sans la *Comadre*, ce qui n'empêchera pas celui-ci de personnifier son parti[231]. Pour Raúl Prada, si Mónica Medina quitte le parti, elle cessera peu à peu d'être la *Comadre* et par-là même, une expression politique. Elle perdra « sa référence dans le *Compadre* ». En revanche, « comme c'est Palenque qui a tissé tous ces liens, même si une séparation avait lieu, il continuerait d'être le parti »[232]. Remedios Loza semble confirmer cette hypothèse en répondant à un journaliste qui lui demande si son travail s'est trouvé affecté par l'éloignement de Mónica Medina : « Non. Parce que le travail social ne naît pas avec Mónica Medina mais avec Carlos Palenque de même que les médias »[233].

Comme l'explique enfin Rafael Archondo, même si Palenque et Mónica Medina ont tous deux pleuré en se montrant comme des victimes, l'avantage est du côté de Palenque qui donne l'image du « père exemplaire abandonné »[234], une image d'homme souffrant dont il ne se départira plus et qui contribuera à forger son mythe à la suite de son décès le 8 mars 1997, d'un arrêt cardiaque.

Les chiffres semblent non seulement confirmer l'avantage de Palenque mais montrer également que CONDEPA sort indemne de cette crise malgré une presse, toutes tendances politiques confondues, lui étant entièrement défavorable. D'après les résultats d'une enquête réalisée par l'Université Catholique Bolivienne le 26 octobre 1996, soit un mois environ après le départ de Mónica Medina, 31% des individus interrogés à La Paz disent s'identifier davantage à Palenque qu'à cette dernière (16%) dans ce conflit, les résultats étant à quelques points près équivalents à El Alto[235]. Selon la même enquête, 55% des Pacéniens ne voient plus d'un aussi bon œil leur ancien maire contre 36% d'opinions favorables (les résultats à El Alto sont à peine plus élevés qu'à La Paz), tandis

---

231 René Antonio Mayorga, La hora de los politólogos, « Si Mónica se va, Remedios Loza puede ocupar el vacío que deje », *Presencia*, 15/9/1996.

232 Raúl Prada, La hora de los politólogos, « Si Mónica se va, Remedios Loza puede ocupar el vacío que deje », *Presencia*, 15/9/1996.

233 Eduardo Salcedo Vargas, « Para mí, por encima de todo estaría el esposo y mi familia », *Última Hora*, 15/12/1996.

234 Rafael Archondo, « Palenque el aniquilador », *Presencia*, 15/9/1996.

235 « Encuesta de Percepción Política XV », La Paz-El Alto-Cochabamba-Santa Cruz, Universidad Católica Boliviana, Instituto de Encuestas, noviembre/96, Fundación Hanns-Seidel, p.35. Cette enquête fut réalisée le 26 octobre 1996 dans les quatre villes mentionnées auprès d'un échantillon de 400 personnes dans chaque ville.

qu'à La Paz, 46% des individus interrogés se prononcent en faveur du *Compadre* (51% à El Alto) contre respectivement 48% (LP) et 47% (EA) de jugements négatifs[236]. Enfin, CONDEPA continue d'être en tête des préférences électorales tant à La Paz (28%) où il est talonné par l'ADN (21%), qu'à El Alto (32%) où il distance largement ses concurrents[237]. Alors que certains continuent de prédire sa débâcle, signe de l'échec d'un leadership caudilliste[238], le parti ne souffre pas de cette division majeure. Cette crise semble au contraire renforcer la cohésion de la « famille condépiste » contre un ennemi endogène, ce qui se traduit par des témoignages de solidarité mais prend également une tournure extrême lorsque le rassemblement prévu par les fondateurs de *Bolivia Insurgente* le 6 décembre 1996 se termine en champ de bataille. Mónica Medina accuse son époux d'avoir donné l'ordre à ses troupes d'empêcher à tout prix la manifestation, ce qui semble ne faire aucun doute pour la presse. Mais un communiqué paru le 21 août 1996 (au tout début de la crise), qui est signé par le maire condépiste d'Achacachi et par un groupe de dirigeants, donne un autre éclairage à l'évènement. On peut y lire que les habitants d'Achacachi condamnent « ceux qui osent désavouer le leadership de Palenque ». « À tout moment, les condépistes de la province d'Omasuyos marcheront sur la Paz afin d'arracher la mauvaise herbe infiltrée dans les rangs de CONDEPA ». Les habitants de cette province s'engagent aussi à châtier ceux qui voudront « provoquer divisions et affrontements à quelque temps des élections générales »[239]. Ajoutons à cela le fait que, lors de la conférence départementale de CONDEPA, certains militants demandent la mort de Ricardo Paz, qualifié de « démon » qui a dominé Mónica Medina (un mot que reprendra le père de celle-ci dans une déclaration)[240]. À la suite du décès du *Compadre*, les murs de La Paz se couvrent enfin de l'inscription « Mónica meurtrière ».

Comme l'écrit Archondo après le décès du leader :

« Palenque fut toujours un brillant gestionnaire de crise. Habitué à lutter depuis son jeune âge, il a toujours su tirer parti des moments de haute confrontation. De façon récurrente, il n'a pas seulement fait front lors de litiges personnels d'envergure, mais les a approfondis jusqu'à porter à leur paroxysme les démonstrations de solidarité envers sa personne »[241].

Ce sont en partie ces mêmes mécanismes de cohésion qui expliqueront le vote pour CONDEPA à la dernière élection nationale de juin 1997.

---

236 *Ibid.*, p.50.

237 *Ibid.*, p.57.

238 « Según analista, CONDEPA comienza a extinguirse », *Presencia*, 28/12/1996.

239 « A los traidores, a punta de latigazos », *La Razón*, 21/8/1996.

240 « El debate ahondó la crisis en CONDEPA », *Hoy*, 17/9/1996.

En conclusion, l'idéologie de CONDEPA reprend les grandes lignes du populisme classique qui ne résistent cependant pas à une conjoncture ne laissant guère de marge de manœuvre à un discours d'opposition au néolibéralisme. Cette idéologie, même si elle est contredite dès que le parti exerce des responsabilités dans l'administration publique, offre un avantage : elle permet à CONDEPA d'incarner la seule porte de sortie face aux politiques néolibérales (un privilège qu'il disputera à l'UCS), d'autant plus crédible que le mouvement bénéficie d'opportunités politiques : les partis traditionnels qui occupaient le devant de la scène politique depuis le retour à la démocratie ont perdu leur prééminence et ils sont gagnés au modèle néolibéral. Ces opportunités ne contribuent donc plus seulement à l'émergence du mouvement mais à sa durée, à sa consolidation.

Cette idéologie n'est mobilisatrice – et c'est là son ambivalence – que lorsqu'elle passe par un discours contestataire tenu par Palenque. C'est-à-dire que les différents idéologues responsables de son élaboration, parmi lesquels on peut distinguer trois influences majeures (Venegas, les membres du GRO et Mantilla qui n'ont cependant aucun effet direct sur les foules en tant qu'idéologues). Ce qui en revanche semble avoir plus de succès, c'est la synthèse opérée par le leader entre les thèses souvent anachroniques du GRO et la reconnaissance de la diversité/refus de la discrimination au fondement de l'État néolibéral latino-américain. Si ce discours, comme tout discours populiste, s'adresse au peuple, il présente la nouveauté d'être également particulariste en impliquant la valorisation réelle de certains groupes, notamment les femmes *de pollera*. Cette valorisation s'appuie en effet sur des « symboles » : Remedios Loza et Mónica Medina.

Contestataire sans être technique, invariablement simple, ce discours oppose surtout à l'insensibilité des différents gouvernements néolibéraux la convivialité de la *Tribuna Libre* ainsi que des références personnelles et familiales. Il est à ce propos emblématique qu'avant l'élection présidentielle de 1993, Palenque ait préféré se présenter sur le plateau de *Sábados Populares* avec son *charango* et interpréter une partie du répertoire l'ayant rendu célèbre à l'époque des *Caminantes*, plutôt que de participer à un débat avec les autres candidats qui avait lieu au même moment[242]. Si ce discours s'appuie sur des symboles, il s'appuie également sur l'effet médiatique, la mise en scène.

Ce succès, qui contribue aussi à expliquer la durée du mouvement, dépend néanmoins, dans une large mesure, d'une relation d'interaction avec, d'une part, ceux que l'on peut appeler les dominants (les partis politiques traditionnels ou encore la presse

---

241 Rafael Archondo, « La herencia del Compadre », *La Razón*, 10/3/1997.

242 « Palenque, cuando un micrófono vale más que un libro », *Opinión*, 30/5/1993.

officielle qui forge/représente une certaine opinion publique en contribuant à donner une image négative du leader[243]) ; d'autre part, certains individus ou groupes appartenant à un environnement politique beaucoup plus restreint : celui de CONDEPA. Comme l'écrit Archondo, Palenque réussit toujours « à polariser la population pacénienne en deux camps nettement opposés »[244], ce qui accroît la cohésion de ses troupes d'autant plus qu'il se trouve directement touché (notamment par les « traîtres » endogènes et plus encore lorsque l'un d'entre eux n'est autre que son épouse). C'est l'une des hypothèses que nous tâcherons de fonder en nous penchant sur les logiques du vote pour CONDEPA à l'élection nationale de 1997, fortement influencées par le décès du leader quelques mois auparavant. Nous verrons comment se recomposent les mécanismes mis au jour lors des deux crises majeures : la fermeture de RTP et la séparation du couple-symbole.

Avant cela, il convient de voir si cette polarisation est validée par la géographie électorale du parti.

---

243 En ce sens, la production d'une contre-identité sert Palenque au lieu de le desservir, ceci étant d'autant plus vrai dans le cas où celle-ci est connue par le public de RTP qui ne lit en général pas la presse officielle.

244 Rafael Archondo, « La herencia del Compadre », *La Razón*, 10/3/1997.

Chapitre III

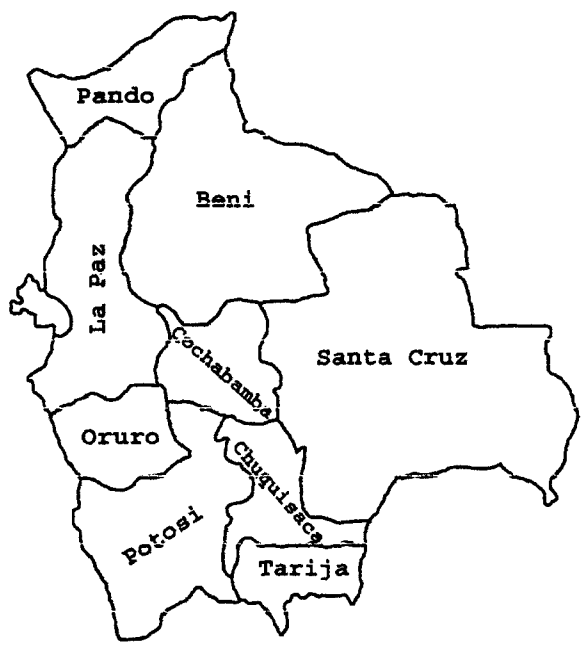
L'ancrage territorial

Entre 1989 et 1997, le vote pour CONDEPA a pour bastion le département bolivien le plus important du point de vue démographique : celui de La Paz[1]. Il a aussi comme place-forte une ville située à la périphérie de la capitale administrative bolivienne, qui fut son satellite : El Alto. Bien que l'électorat de CONDEPA demeure attaché à un territoire, il n'en est pas moins sensible à certains effets conjoncturels, comme nous tâcherons de le montrer dans ce chapitre. Nous présenterons également le profil de son électorat le plus fidèle (l'électorat alténien) en mettant en évidence les variables sociales qui influencent le soutien à ce parti.

1. L'évolution du vote (1989-1997)

CARTE III-1

Départements boliviens

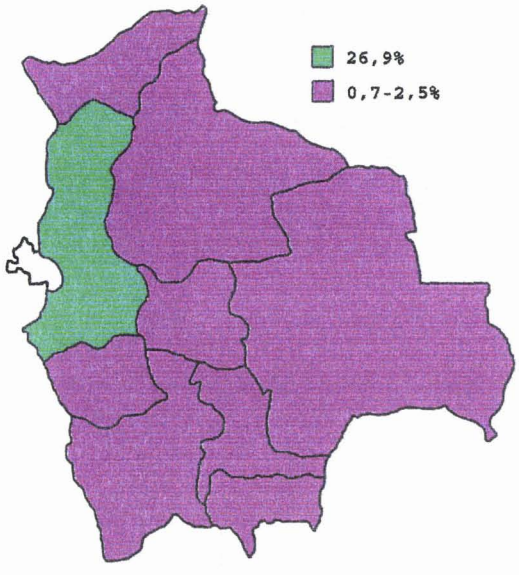


[1] 1 900 786 habitants d'après le dernier recensement contre 1 364 389 à Santa Cruz, cf. Institut National de la Statistique (INE), 1992.

Lors de l'élection présidentielle de 1989, CONDEPA crée la surprise en remportant 11% des suffrages exprimés et la quatrième place au plan national. Son émergence est favorisée par une certaine conjoncture : l'érosion des partis situés à droite sur l'échiquier politique, ce qui n'empêche cependant pas la victoire du MNR, talonné par l'ADN. D'un côté, l'élection démontre que, malgré le coût social de la Nouvelle Politique Économique, en vigueur depuis 1985, les Boliviens l'approuvent toujours dans leur majorité. De l'autre, le vote condépiste apparaît comme l'expression des désabusés d'une modernisation dont les répercussions sont à la fois sociales et économiques : migrations forcées (dans le cadre de la « relocalisation » des mineurs), précarisation de l'emploi qui se traduit par un développement sans précédent du secteur informel[2], enfin accroissement de la pauvreté. Ajoutons à ces facteurs le lien qui se forge peu à peu avec un leader dont l'électorat commence par être le public de *radio Metropolitana*.

CARTE III-2

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1989



Le vote de 1989 reflète la popularité régionale de Carlos Palenque. Les électeurs sont presque exclusivement concentrés au sein du département de La Paz et de deux

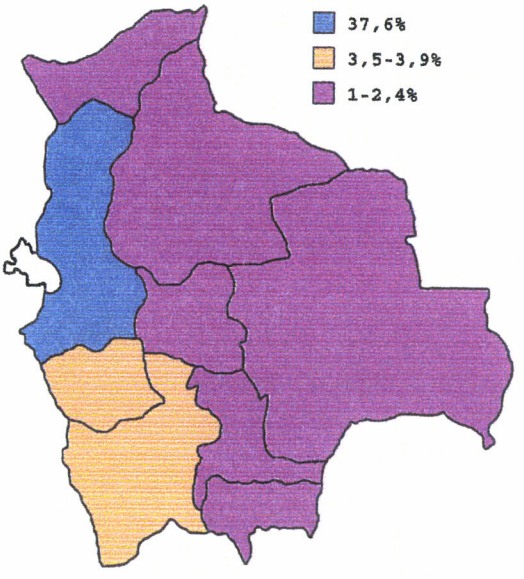
[2] Il n'existe pas de consensus autour de ce mot. Au contraire, comme l'écrit Didier Fassin, le débat sur le secteur informel connaît deux périodes : « De sa création en 1972 jusqu'au milieu des années quatre-vingt, il est vu, par les institutions internationales notamment, comme la partie non structurée de l'économie des pays du Tiers-monde, correspondant à une étape dans leur processus de modernisation. À partir de 1986 (...) il apparaît comme une solution à la crise économique et idéologique qui remet en cause les modèles de développement admis jusqu'alors. Les petits métiers deviennent l'expression de la créativité populaire (...) ». Cette seconde étape fonctionne, d'après Didier Fassin, sur un registre populiste visant à réhabiliter l'esprit d'initiative du peuple, Didier Fassin, « Exclusion, underclass, marginalidad », *Revue Française de Sociologie*, XXXVII, 1996, p.60.

villes en particulier : El Alto (41,8%) et La Paz (28%). CONDEPA l'emporte également dans un certain nombre de provinces du département[3] (carte n°2)[4].

Lors de l'élection municipale de la même année, CONDEPA obtient au plan national 16,7% des suffrages exprimés. En tant que candidat à la mairie de La Paz, Carlos Palenque recueille 37,3% des voix (le score le plus élevé obtenu par un candidat condépiste dans cette ville), soit 9,3 points de plus que lors de l'élection nationale. Cependant, il ne réussit pas à se faire élire par le Conseil municipal. Le parti consolide également sa présence à El Alto (57%) ainsi que dans certaines provinces du département. Enfin, si ces résultats confirment une audience essentiellement régionale (carte n°3), ils montrent également que certains départements semblent plus perméables que d'autres au message du *Compadre*. Même si cette différence n'est encore guère significative, elle s'affirmera progressivement.

CARTE III-3

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1989



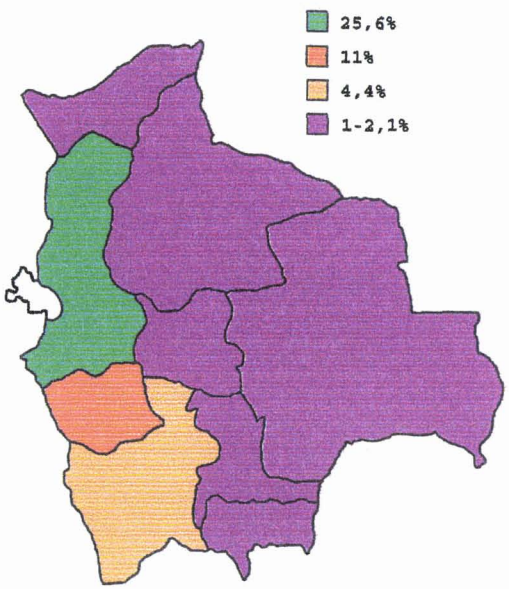
[3] Il s'agit des provinces de Manco Kapac (21,8%), Nor Yungas (30,9%), Murillo (32,1%) et Sud Yungas (33,9%), in Salvador Romero Ballivián, *op.cit.*, 1998, p.231.

[4] Toutes les cartes qui montrent l'évolution départementale du vote pour CONDEPA ont été élaborées à partir des résultats électoraux publiés dans les deux tomes de *Opiniones y Análisis*, "Datos Estadísticos Elecciones generales 1987-1997", La Paz, Fundación Hanns-Seidel/Fundemos, Tome I, février 1998 et "Datos Estadísticos Elecciones municipales 1987-1995", La Paz, Fundación Hanns-Seidel/Fundemos, Tome II, mars 1998. Étant donné que nous entendons seulement, dans un premier temps, dégager certaines grandes lignes de l'évolution du vote pour CONDEPA, nous avons choisi comme échelle le département plutôt qu'une unité plus petite telle que la province. À El Alto, les échelles que nous avons retenues sont en revanche la circonscription et le quartier.

Le scrutin municipal de 1991 est moins favorable au parti qui regagne la quatrième place au plan national (11,6%). Dans la ville de La Paz, CONDEPA perd 11,3 points (26%) mais ce score n'est qu'à peine inférieur aux 28% obtenus lors de l'élection nationale de 1989. En revanche, c'est dans la ville d'El Alto que le parti enregistre une baisse considérable (32,9%), soit un écart de - 24% par rapport à l'élection municipale de 1989. Cette perte de terrain significative et unique dans l'histoire de CONDEPA à El Alto s'explique essentiellement par la crise dans laquelle la dissidence du maire de cette ville, Mario Aparicio, plonge le parti à quelques mois des élections municipales. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans les détails de cette crise sur laquelle nous reviendrons ailleurs[5] mais de la considérer comme un indicateur d'un vote manifestement sensible à la conjoncture.

CARTE III-4

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1991



Même si le score obtenu dans le département de La Paz est médiocre comparé à celui de l'élection précédente, CONDEPA réussit cette fois à faire valoir la victoire de Julio Mantilla à La Paz, ce qui lui permet de contrôler deux des mairies les plus importantes en termes de ressources attribuées par l'État en fonction du nombre d'habitants (La Paz et El Alto). De plus, même si sa présence demeure insignifiante au sein de la majorité des autres départements (carte n°4), le parti progresse dans le département d'Oruro (+7,1%) et conserve ses acquis dans celui de Potosí.

Lors de l'élection nationale de 1993, CONDEPA regagne la troisième place au plan national avec 13,5% des suffrages exprimés mais, en raison d'infructueuses

[5] Cf. le chapitre VII.

négociations avec le MNR, il demeure dans l'opposition. Le score obtenu dans le département de La Paz est à quelques points près le même que celui de l'élection nationale de 1989 (carte n°1), mais à la différence de ce scrutin, le parti répète le pourcentage enregistré dans le département d'Oruro en 1991 (carte n°4). En l'espace de quatre ans, CONDEPA progresse aussi dans le département de Potosí de 1,4% en 1989 à 5,8%. Les résultats affichent une légère hausse dans le département de Santa Cruz, essentiellement due au binôme Palenque-Kuljis ainsi que dans le département de Cochabamba où la stratégie d'expansion passe également par l'alliance avec une personnalité politique locale, l'ancien maire Humberto Coronel Rivas[6].

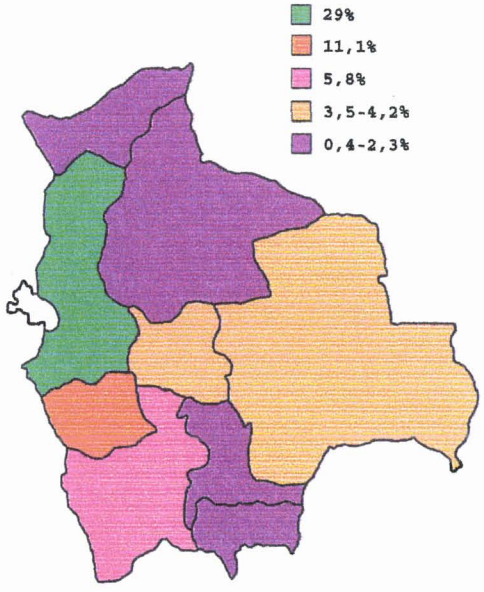
Les résultats à Santa Cruz, certes modestes, n'en demeurent pas moins significatifs si l'on considère que les voix recueillies dans le second département le plus important du point de vue démographique n'excédent pas en général 2%. A cette élection, CONDEPA totalise 4,2% des voix contre à peine 0,9% en 1989 (carte n°2). On peut néanmoins observer que l'alliance avec Kuljis n'a qu'un impact limité. La campagne aux côtés de Carlos Palenque d'un chef d'entreprise connu, qui possède des contacts au sein des strates moyennes et supérieures, ne suffit pas à garantir au parti une nette expansion dans ce département. Kuljis permet seulement à CONDEPA de poser un pied dans la ville de Santa Cruz (5%) et dans quelques provinces du département, même si le soutien qu'il recueille est surtout dû aux migrants d'origine aymara[7]. Ces résultats suggèrent que l'incursion dans l'Orient bolivien est possible dans la mesure où CONDEPA adopte une stratégie efficace, ce qui ne fut pas forcément le cas de cette alliance électoraliste avec un homme par ailleurs inconnu en dehors de la ville de Santa Cruz et qui ne disposait d'aucun appareil partisan.

[6] Au sujet de la création du *Movimiento Patriótico* avant l'élection présidentielle de 1993, cf. le chapitre II.

[7] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, 1998, p.241.

CARTE III-5

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1993



C'est lors de l'élection municipale de 1993 que CONDEPA atteint son plafond électoral (18,4%) en arrivant en seconde position derrière le MNR. La représentation cartographique des suffrages obtenus met à nouveau en évidence la concentration du vote au sein du département de La Paz, sa présence plus faible dans le département d'Oruro où CONDEPA progresse néanmoins de quelques points et un score médiocre, voire insignifiant, dans les autres départements. Mais en y regardant de plus près, l'écart continue de se creuser entre les départements où l'expansion de CONDEPA, certes modeste, demeure ascendante tels que Potosí (7,1%) ou Chuquisaca (4,4%) et les autres où il stagne (Beni, Pando, Tarija) ou régresse comme Santa Cruz qui revient à un résultat plus proche de son pourcentage initial de 0,9% en 1989 (contre 4,2% à l'élection générale de 1993).

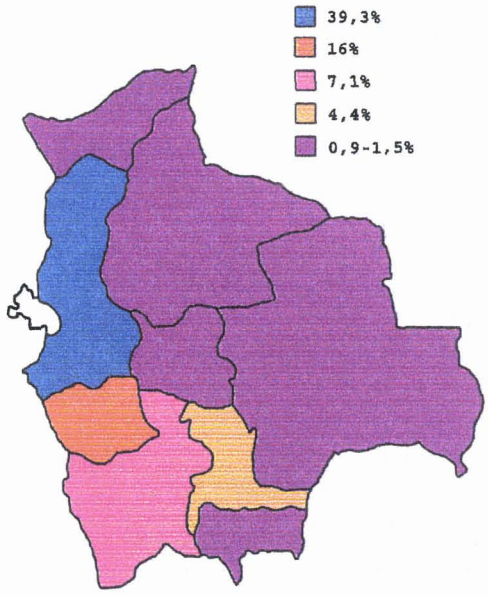
Ces résultats suggèrent que certains enjeux locaux ou encore la mise en place d'un appareil sont susceptibles d'influencer le vote pour CONDEPA. Lors des élections municipales de 1993, le candidat condépiste, Flavio Clavijo, obtient 57,7% des suffrages à El Alto, soit 24,8% de plus que son prédécesseur Jaime Reyes, « placé » *in extremis* en tête de liste des conseillers municipaux. Flavio Clavijo reprend les rênes de la mairie après un putsch contre Jaime Reyes qui finit par être destitué[8]. Il réussit également à

[8] Nous revenons sur ce point dans le chapitre VII de même que sur le succès de longue durée remporté par Flavio Clavijo à El Alto.

répéter le score que CONDEPA avait obtenu à l'élection municipale de 1989, à la faveur des fermetures de RTP. Enfin, dans la ville de La Paz, la candidate Mónica Medina obtient à peu près le même pourcentage de voix que son époux en 1989. Bien que devancée de quelques points par l'ex condépiste, Julio Mantilla (38,2%), c'est néanmoins Mónica Medina qui remporte la mairie.

CARTE III-6

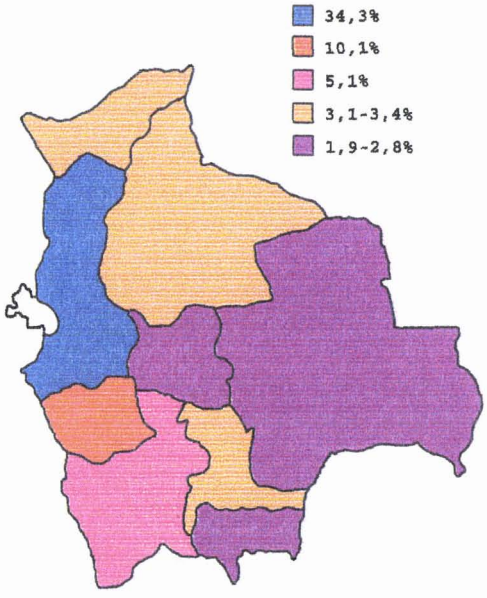
Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1993



Bien que Mónica Medina totalise en 1995 le même nombre de voix que lors de l'élection municipale de 1993, en devançant cette fois largement ses concurrents, Flavio Clavijo, accusé de corruption, n'est réélu à El Alto qu'avec 46,5% des suffrages. Au plan national, le parti revient à la troisième place (14,7%) en enregistrant partout une légère baisse sauf dans deux nouveaux départements (Pando, Beni), probablement sous l'effet d'enjeux locaux et ponctuels puisque cette augmentation timide ne se reproduit pas en 1997. CONDEPA conserve malgré tout ses deux bastions, même si Mónica Medina perd la mairie de La Paz. Il maintient aussi un résultat d'environ 34% dans le département de La Paz.

CARTE III-7

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1995



Lors de la dernière élection générale de juin 1997, c'est Remedios Loza qui représente CONDEPA à la suite du décès de Carlos Palenque. Les résultats obtenus montrent que le département de La Paz semble avoir atteint un plafond frisant les 40%. En revanche, le nombre d'électeurs augmente de façon significative dans les départements où le parti a pu mettre en place un appareil (Oruro, Chuquisaca et Potosí), comme nous avions pu l'observer lors de la pré-campagne de 1997. Alors que CONDEPA avait recueilli dans le département de Chuquisaca 0,8% des voix lors de l'élection nationale de 1989, ce chiffre atteint 8,6% en 1997. Le département d'Oruro gagne 8 points environ par rapport à cette même élection tandis que le département de Potosí double son score grâce aux voix obtenues dans la région de Villazón que CONDEPA doit au travail de prosélytisme d'un dirigeant local, le député Johnny Plata. Le parti consolide certains de ses bastions du département de La Paz : les provinces de Pacajes, Inquisivi, Sud Yungas et Camacho et s'enracine plus largement au sein des terres andines, ce que peut éclairer une campagne ciblée sur l'Occident bolivien de même que l'origine ethnique de la candidate.

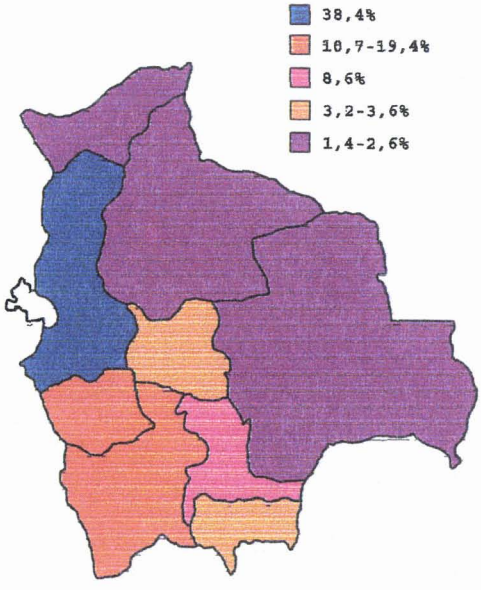
Au final, seuls 3,8% séparent l'ADN victorieux du MNR qui enregistre une baisse historique[9] après cinq ans de gouvernement. Il ne recueille que 17% des suffrages exprimés contre 16% pour CONDEPA. La grande dispersion des votes ainsi que l'intérêt

[9] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, 1998, p.41

des condépistes de participer au gouvernement les amènent à soutenir la candidature du général Banzer à la présidence de la République et à intégrer la coalition ADN-MIR-UCS. Cependant, cette alliance est interrompue au terme d'un an en raison des rivalités entre Remedios Loza et Verónica Palenque qui conduisent à la division du parti. Les condépistes sont forcés de regagner l'opposition.

CARTE III-8

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1997



En résumé, la géographie électorale de CONDEPA semble accréditer l'hypothèse d'un vote essentiellement circonscrit à un département : La Paz, où le parti ne descend pas en deçà d'une base électorale de 25,6%. Bien que le nombre limité d'élections auxquelles participe CONDEPA (et le nombre encore plus restreint de consultations présidentielles auxquelles il prend part) rende non seulement impossible une comparaison entre les deux modes de scrutin mais aussi peu fiable l'énonciation de règles générales d'évolution du vote condépiste, il convient néanmoins de souligner que les élections municipales sont globalement plus favorables au parti que les présidentielles (cf. les cartes n°3, n°6 et n°7) à l'exception de l'élection de 1991 et du dernier scrutin national où le parti enregistre dans le département de La Paz un score inédit (pour ce type de scrutin).

Si le vote est constant, il ne semble aussi l'être que jusqu'à un certain seuil à partir duquel il peut progresser, d'une part, grâce à la plus ou moins grande légitimité des

candidats locaux et à leur plus ou moins grande habileté, d'autre part, grâce à l'organisation progressive, voire laborieuse[10], d'un appareil local. Celui-ci implique le développement de réseaux à partir des municipalités que contrôle CONDEPA (nous étudierons le cas d'El Alto), mais il peut également dépendre de l'influence locale des médias. Ainsi, les résultats obtenus par CONDEPA dans le département de Potosí pourraient résulter, en partie, de l'aide sociale apportée par le député Johnny Plata et par son épouse dans une émission calquée sur la *Tribuna Libre del Pueblo* de La Paz[11]. L'hypothèse d'un effet des médias sur l'expansion du parti au plan national semble en effet confirmée par certaines enquêtes administrées dans les provinces du département de La Paz, qui font état d'une forte corrélation entre le vote pour CONDEPA en 1989 et la possession d'un poste de radio. Indépendamment des villes de La Paz et El Alto, les régions qui votent le plus pour le parti lors de cette élection semblent aussi être celles où Carlos Palenque possède des auditeurs[12]. Il est par ailleurs significatif que le *Compadre* conçoive l'expansion territoriale de CONDEPA comme le résultat de l'extension du réseau RTP au plan national[13].

[10] C'est au contraire la difficulté, voire l'incapacité à organiser une structure partisane locale (notamment à cause des rivalités entre dirigeants, comme cela semblait être le cas à Cochabamba en 1996-1997) qui explique, selon nous, le faible impact du parti dans certains départements.

[11] "La 'reencamación de Palenque' candidatea para uni por CONDEPA », *La Razón*, 21/5/1997.

[12] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, 1998, p.238.

[13] Bien que nous ignorions exactement quand RTP devient accessible dans d'autres départements que celui de La Paz, nous savons que la radio est d'abord captée dans le département d'Oruro, ce qui pourrait contribuer à expliquer l'impact du parti dans cette région.

Tableau III - 1

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis entre 1989 et 1997 par CONDEPA en Bolivie, à La Paz et à El Alto

Lieu	Présid.1989	Munic.1989	Munic.1991	Présid.1993	Munic.1993	Munic.1995	Présid.1997
Voix de CONDEPA à La Paz	73046	81000	73381	80541	93700	114910	105061
Pourcentage de CONDEPA à La Paz	*28*	*37,3*	*26*	*26,5*	*36,4*	*36,8*	*30,3*
Voix de CONDEPA à El Alto	44732	48663	42929	68865	70370	71220	100603
Pourcentage de CONDEPA à El Alto	*41,8*	*57*	*32,9*	*45,7*	*57,7*	*46,5*	*52,8*
Voix de CONDEPA en Bolivie	173549	168038	163533	235427	219303	265533	373528
Pourcentage de CONDEPA en Bolivie	*11*	*16,7*	*11,6*	*13,5*	*18,4*	*14,7*	*16*

Salvador Romero Ballivián met en évidence un dernier facteur pouvant contribuer à expliquer l'influence de CONDEPA dans la région de La Paz : la culture politique protestataire de ce département qui le distingue d'autres régions plus constantes dans leur choix électoral, fidèles à un même parti ou oscillant éventuellement entre deux forces politiques. Selon Romero, étant donné que La Paz est le centre de la vie politique, elle vit de près tout faux pas du gouvernement, ce qui accroît sa tendance à la protestation. L'originalité du comportement électoral du département et principalement de ses centres urbains se traduit aussi par « des changements constants de majorité au détriment du gouvernement, et par de nettes victoires pour les opposants. Le déclin brutal de partis acclamés lors de l'élection précédente constitue le revers de la médaille »[14]. En somme, la volatilité de cet électorat constitue un indicateur de sa tendance à la protestation.

L'hypothèse de Salvador Romero mérite d'être nuancée. Si elle fonctionne en effet au plan départemental, elle est contredite au plan local par la relative stabilité des votes pacéniens et alténiens, mais surtout parce que CONDEPA remporte systématiquement les élections à El Alto, même à la suite de la dissidence de Mario Aparicio en 1991. Il ne perd aussi qu'à deux reprises à La Paz face au MNR, lors des élections présidentielle et municipale de 1993[15]. Ceci dit, cette relative stabilité semble influencée par le mode de scrutin si l'on considère que le score électoral du parti varie surtout lors des élections municipales, notamment à El Alto (tableau 1). Nous avancerons aussi l'hypothèse que les candidats aux élections municipales expliquent en partie les résultats obtenus par CONDEPA. Sans entrer dans une argumentation détaillée, étant donné que nous reviendrons plus précisément sur les crises qui ponctuent l'histoire du parti, comparons les effets produits par deux dissidences, l'une ayant eu lieu à La Paz, l'autre à El Alto.

En 1991, Jaime Reyes ne réussit manifestement pas à redonner confiance à l'électorat alténien. Le vote pour CONDEPA demeure important à El Alto, mais très inférieur à l'élection précédente, également municipale. Peu avant les élections municipales de 1993, c'est au tour de Julio Mantilla de quitter le parti. CONDEPA donne alors l'investiture à Mónica Medina, qui dispose d'un charisme personnel et d'une clientèle, contrairement à Jaime Reyes. La candidate réussit à neutraliser les effets du départ brutal de Mantilla, contrairement à Reyes à El Alto. L'identité du candidat à une élection locale semble donc bien avoir un effet sur l'élection mais il n'en demeure pas moins vrai que l'appel à un vote sanction lancé par les partisans de Mario Aparicio n'obtint pas l'effet escompté. Il n'entraîna qu'une baisse des suffrages et un report de voix sur un

[14] Salvador Romero Ballivián, *op.cit.*, 1998, p.234.

[15] Lors de l'élection municipale de 1993, J. Mantilla et M. Medina obtiennent pratiquement le même nombre de voix. On ne peut donc pas dire que le MNR l'emporte largement sur CONDEPA.

autre parti populiste : l'UCS (25% contre 32,9% pour Jaime Reyes qui remporte quand même l'élection)[16]. En clair, le vote pour CONDEPA demeure stable jusqu'à un certain seuil à partir duquel le candidat local peut ou non améliorer le score qu'obtient de toute façon le parti à El Alto *quel que soit le candidat* à l'élection municipale[17].

L'hypothèse soutenue par Salvador Romero d'un vote protestataire favorable à CONDEPA est néanmoins tout à fait pertinente pour comprendre la stabilité du comportement électoral des Alténiens.

2. Un vote polarisé

2.1. El Alto, ville protestataire

La ville d'El Alto est située à l'ouest de La Paz, à la frontière entre la capitale bolivienne et le monde rural, à 4000 mètres d'altitude environ. Son peuplement anarchique s'effectue par vagues successives depuis l'époque pré-révolutionnaire des grands propriétaires fonciers qui commencent à mettre en vente certains de leurs terrains à partir des années quarante. Ces différents flux migratoires proviennent essentiellement du haut plateau pacénien et résultent des conséquences sociales de la Révolution de 1952[18], à un exode rural accru entre 1970 et 1985, enfin à l'ajustement structurel engagé en 1985. C'est dans le cadre de cette nouvelle politique économique qu'est promulgué le décret 21060 qui conduit, notamment, à la « relocalisation » d'un contingent important de mineurs. Cette mesure entraîne une augmentation sans précédent du taux de migration vers El Alto[19].

Pendant longtemps pèse l'ambiguïté d'un espace alténien entre deux mondes, néanmoins plus proche de la campagne que de la ville puisque les premières propriétés privées jouxtent quelques entreprises et institutions publiques (telles l'école d'aviation fondée en 1923 ou encore les bureaux de la compagnie aérienne bolivienne Lloyd), mais également des communautés andines ou *ayllus*. Jusqu'en 1952, les différents lotissements sont considérés comme un simple appendice des provinces rurales malgré leur affiliation à la Fédération des organisations de voisinage (FEJUVE) de La Paz. C'est

[16] « Queremos una directiva del Concejo multipartidista », *La Razón*, 5/12/1991.

[17] Le fait d'entretenir une clientèle pourra aussi augmenter le score de CONDEPA, notamment à El Alto, comme nous le verrons dans le chapitre VII.

[18] Antonio Edgar Moreno Vadivia, "El Alto, la ciudad del futuro incierto", *Presencia*, 5/3/1991.

[19] 8.4% d'après Mauricio Antezana Villegas, *El Alto desde El Alto II*, La Paz, UNITAS, 1993, p.321.

aussi à cette date qu'El Alto devient le satellite de la capitale bolivienne. Le MNR, alors au pouvoir, met en place des « commandos de quartiers » [*comandos zonales*] chargés d'administrer des syndicats de locataires qui sont les premiers bénéficiaires de la politique de revente officielle des nouveaux lotissements. Cependant, cette politique étalée sur les douze ans de gouvernement du MNR n'est accompagnée d'aucun plan d'urbanisation. L'agglomération pousse comme un champignon autour des artères centrales – routes et voies ferrées à proximité desquelles apparaissent de petites et moyennes entreprises industrielles et des ateliers artisanaux –, de l'aéroport ou encore de la douane nationale.

Les litiges attachés à la propriété du sol sont nombreux. Les revendeurs illégaux[20] prolifèrent et font valoir de prétendus titres de propriété que leur achètent de grands contingents humains pris dans une course effrénée au logement. Or ceux-ci ne peuvent pas être reconnus par le Service du cadastre, ce qui condamne certains quartiers, du fait de leur invisibilité, à n'avoir aucune chance de bénéficier de l'infrastructure de base, dont seul dispose en l'an 2000, le tiers de la population alténienne[21]. L'abandon des terrains par des migrants spoliés, sans aucun recours légal, est lui aussi courant.

La population alténienne croît, de fait, à un rythme annuel vertigineux de 9%[22] : elle passe de 11000 habitants en 1950 à 30000 en 1960, compte 405492 habitants lors du dernier recensement (1992)[23] et 568922 habitants[24] en l'an 2000, d'après les estimations les moins généreuses qui font cependant d'El Alto la quatrième ville de Bolivie (derrière Santa Cruz, La Paz et Cochabamba à laquelle El Alto dispute la troisième place[25]).

---

[20] Dès 1988, ces exactions (qui impliquent parfois des fonctionnaires municipaux) viennent s'ajouter aux multiples problèmes qu'il revient à la mairie de régler. À cette fin est créée dès 1988 la Commission de démocratisation de l'utilisation du sol qui réunit un représentant de la mairie, un de la FEJUVE et un représentant du Collège d'architectes d'El Alto. Cette commission a pour but d'enquêter sur ce type de litige, cf. « Fueron expropiados terrenos de urbanización *Cosmos 79* », *Presencia*, 31/3/1988. Malgré cela, les différends liés à la propriété du sol alténien demeurent d'actualité, les revendeurs illégaux profitant de l'imprécision des limites entre la municipalité d'El Alto et les municipalités adjacentes (en l'occurrence Achocalla, Laja et Viacha), cf. *La Razón*, 1/5/2000. Au sujet de la délimitation problématique d'El Alto depuis 1985, voir notamment un article paru quatre ans après la naissance officielle de cette ville : « El Alto, un municipio que ignora hasta dónde gobierna y decide », *Presencia*, 3/5/1992.

[21] Nicole Bonnet, « La Bolivie, terrain d'expérimentation d'une approche globale du développement », *Le Monde*, 19/9/2000.

[22] À titre indicatif, la croissance annuelle de La Paz n'est que de 2%, cf. C. Tancara, « Ingresos de El Alto crecieron 571% », *Presencia*, 20/11/1992.

[23] Institut National de la Statistique, La Paz, 1992.

[24] *Los Tiempos*, 6/3/1999.

[25] Rafael Archondo, « El Alto desplazó a Cochabamba : es la 3ra ciudad más poblada del país », *Presencia*, 6/3/1993.

C'est en 1957 que débute le combat pour l'autonomie de cette ville, avec la création d'un Conseil central des résidents [*Concejo Central de Vecinos*] sous l'impulsion des organisations de voisinage qui canalisent très tôt les revendications des premiers habitants (électricité, eau potable, tout-à-l'égout)[26]. Le 8 décembre 1966 est créée une sous-fédération des Organisations de Voisinage qui s'émancipe de la tutelle pacénienne[27], démarche qui reflète le pouvoir grandissant de la FEJUVE locale et que contribue à expliquer l'apparition de quartiers chaque fois plus nombreux et laissés à l'abandon par les autorités[28]. L'agglomération accède officiellement au rang de ville le 20 septembre 1988[29]. Il s'agit toutefois d'une autonomie fictive puisqu'elle n'est pas financière et que les forces vives de la ville ainsi que ses différents maires doivent faire pression sur le gouvernement central afin d'obtenir une répartition équitable des ressources de la municipalité voisine à laquelle ils continuent de verser leurs impôts sans contrepartie. Leur pression ne peut être qu'efficace puisque la ville occupe une position stratégique entre La Paz et les autres départements. Sa paralysie implique aussi celle du transport terrestre local, interdépartemental et international[30].

En 1988, il semble que derrière la demande d'autonomie se cache celle d'une plus grande « justice économique »[31] qui donne lieu aux premières grandes manifestations auxquelles participent toutes les organisations civiques et syndicales (les *gremiales*[32], la FEJUVE mais aussi la *Central Obrera Regional*[33]). Comme le montrent les propos de l'un

---

[26] Au départ, le développement de chaque zone (création d'une école, d'un marché, etc.) repose en effet entièrement sur l'efficacité et l'intérêt des dirigeants des organisations de voisinage locales, cf. « "16 de julio" donde se concentra la mayor cantidad de comerciantes », *El Diario*, 9/10/1988.

[27] Cette sous-fédération n'est reconnue comme Fédération qu'en 1979, cf. Julio Mamani C., « Organizaciones de El Alto avalan a candidatos », *Presencia*, 6/3/1991.

[28] « La senda imponente de una ciudad obstinada », *La Razón*, 7/3/1993.

[29] *El Alto desde El Alto*, Estudio elaborado por el Programa del Sector Urbano Popular de Unitas (SURPO) , La Paz, Unitas, 1988, p.31.

[30] Julio Mamani C., « El Alto : Síntesis de la realidad de una década agitada », *Presencia*, 6/3/1991.

[31] « Alcalde Vásquez Villamor: El Alto no necesita etiquetas de ciudad sino una justa distribución de tributos », *Ultima Hora*, 8/3/1988. Voir également « Alcalde ratifica que municipio de La Paz debe a El Alto Bs 6.793.125,31 », *Presencia*, 30/11/1988.

[32] La fédération de travailleurs *gremialistas*, artisans et commerçants au détail d'El Alto devient le 4 mars 1971 une sous-fédération. En 1985, lors de son premier congrès, elle se constitue en fédération, Julio Mamani C., « Organizaciones de El Alto avalan a candidatos », *Presencia*, 6/3/1991.

[33] La Centrale ouvrière régionale est une organisation alténienne qui naît de la CUTAL (*Central Única de Trabajadores de El Alto*) elle-même créée pour prendre la défense des petits commerçants, anciens travailleurs des mines ou autres ouvriers venus grossir le secteur informel d'El Alto, auxquels la mairie ne permettait pas de vendre dans la rue. Lors du premier congrès des travailleurs *gremialistas* du 20 au 23 décembre 1987 la COR remplaça la CUTAL, devenue trop étroite pour canaliser les revendications populaires. Lors du huitième congrès de la COB réalisé dans la ville de Santa Cruz en 1989, la COR-El Alto est reconnue comme la première organisation de défense des travailleurs alténiens, d'après les propos

des anciens présidents de la FEJUVE, les revendications sont, dès cette année, tant économiques que sociales :

BU LILLE 1

« Tant que le gouvernement ne prendra pas en compte les demandes de justice de la ville d'El Alto, nous, ses enfants, continuerons le combat, parce que nous désirons vivre dans cette partie de la patrie comme de véritables êtres humains. Et nous continuerons de manifester tant que cela sera nécessaire face au siège du gouvernement. Nous continuerons de lutter contre ceux qui, depuis le gouvernement central et communal de La Paz, usurpent nos droits qui sont justes, parce que dans notre combat, tout ce que nous avons à perdre sont nos chaînes d'exclusion, de faim et de misère »[34].

La politique de mobilisations, grèves de la faim et menaces de paralysie des organisations vives d'El Alto et du gouvernement municipal débouche sur l'obtention de plus de 30% des revenus de La Paz en 1992, année où est promulguée la loi de co-participation. Elle dote du même coup le gouvernement municipal d'un budget près de six fois supérieur[35] à celui dont il disposait. Avec l'arrivée au pouvoir du MNR en 1993, les ressources des municipalités sont calculées en fonction de leur nombre d'habitants (loi de Participation populaire), ce qui place définitivement El Alto sur un pied d'égalité avec les autres centres urbains.

Donc, plus encore que dans le cas de La Paz, El Alto se définit longtemps par son obstination à se faire entendre par le gouvernement central auquel il arrache certains droits, grâce à la mobilisation des organisations populaires, dont la FEJUVE. C'est d'elles que dépendra la stabilité du gouvernement municipal. Mais au-delà des manifestations ponctuelles autour d'enjeux concrets, il convient de souligner que la protestation des Alténiens est dans une large mesure dirigée contre une politique économique néolibérale rejetée par la totalité des organisations civiques et syndicales, comme en témoigne un article paru dans le quotidien *Presencia*[36].

Voyons dans les pages suivantes si le profil de l'électorat condépiste d'El Alto reflète ce caractère contestataire.

Nous avons retenu deux des trois variables socio-économiques dont nous disposions par quartier pour cette ville après avoir observé une forte corrélation avec le vote condépiste : l'indice de pauvreté par foyer et le taux d'analphabétisme. Nous avons

---

recueillis auprès de l'un de ses anciens dirigeants par le journal *Presencia*, Cándido Tancara Castillo, « COR-El Alto: 7 años de lucha con los trabajadores alteños », 24/5/1992.

[34] Pablo Ticona, président de la FEJUVE cité par Julio Mamani C., « Dos décadas de movilizaciones », *Presencia*, 6/3/1990.

[35] C. Tancara, « Ingresos de El Alto crecieron 571% », *Presencia*, 20/11/1992.

[36] « Alteños bajarán hoy al cementerio para "enterrar" al neoliberalismo », *Presencia*, 8/4/1992. Est également enterré à cette occasion le drapeau des États-Unis par la COR et autres organisations sur des rythmes traditionnels.

laissé de côté le taux de chômage qui n'a guère de sens appliqué au contexte alténien. En effet, cette variable ne rend que très imparfaitement compte de l'exclusion du jeu économique moderne des travailleurs informels notamment, contrairement à ce que pourrait éventuellement révéler leur distribution spatiale.

Nous avons élaboré nos cartes en prenant en compte deux unités de mesure distinctes : l'unité administrative la plus petite (le quartier)[37] et l'unité la plus grande (la circonscription) pour appréhender certains résultats de façon plus globale (carte n°9). Les quatre circonscriptions que compte El Alto ont été délimitées par la Cour Nationale Electorale, à partir de la cartographie établie lors du dernier recensement, pour l'élection présidentielle de 1997, année où est appliqué le mode de scrutin uninominal. Le choix de cette seconde échelle, plutôt que celui d'un découpage d'El Alto, soit par districts, selon la classification de la mairie de cette ville, reproduite en 1993 dans l'ouvrage de Mauricio Antezana[38], soit par secteurs, dont l'inconvénient est qu'ils diffèrent selon les sources[39], a ainsi facilité la comparaison entre les résultats électoraux de CONDEPA et certaines données socio-économiques de la population d'El Alto provenant de l'Institut National de la Statistique (INE).

[37] Nous ferons à nouveau référence à cette carte dans un autre chapitre pour donner des précisions sur les logiques électorales de différents quartiers au comportement atypique.

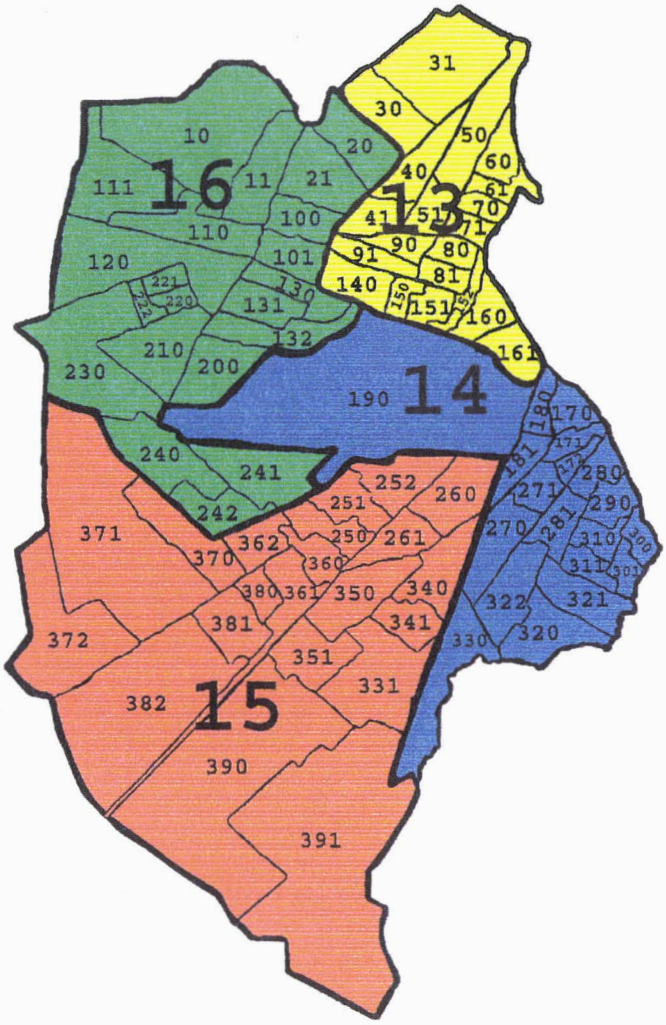
[38] Mauricio Antezana Villegas, *El Alto desde El Alto II*, La Paz, Unitas, 1993, pp.78-107.

[39] L'ouvrage de M. Antezana fait état de deux secteurs sud et nord en retenant la liste officielle fournie par le Département des Ressources Humaines de la mairie de El Alto (1990), tandis que la classification de la FEJUVE (1987) à laquelle se réfèrent Godofredo Sandoval et Fernanda Sostres mentionnent trois secteurs : sud/central et nord, cf. *La ciudad prometida*, La Paz, ILDIS, 1989, pp.105-108.

2.2. Géographie électorale de CONDEPA

CARTE III-9[40]

Quartiers[41] et circonscriptions uninominales de la ville d'El Alto



2.2.1. Les indices de pauvreté et d'analphabétisme : variables explicatives du vote

La densité démographique d'El Alto est principalement due, plus que dans n'importe quelle autre ville bolivienne, au contre-coup de l'ajustement structurel qui, s'il est d'un côté approuvé par les strates moyennes et élevées – comme en témoigne la

[40] Carte réélaborée à partir du document de la Cour Nationale Electorale.

[41] Pour le détail des différents quartiers, voir ANNEXE I.

succession au pouvoir de partis politiques qui poursuivent les réformes amorcées en 1985 – accroît, d'autre part, les inégalités pour les populations déjà situées en bas de l'échelle de stratification sociale, plus vulnérables face à la crise.

Le recensement de 1992 fait état pour El Alto d'un indice de pauvreté de 72,9% des foyers en 1992 (pourcentage qui demeure identique en 1999) contre 44,4% à La Paz[42]. Nous avons pu comparer cet indice par quartier[43] avec les résultats obtenus par CONDEPA à El Alto lors de l'élection la plus proche du recensement de 1992 : l'élection présidentielle de 1993. Les quartiers qui présentent le taux de pauvreté le plus élevé (+ de 70%, voir carte n°10) ont de fortes chances de voter massivement pour le *Compadre* (carte n°11). Inversement, les quartiers les moins pauvres sont aussi, en général, les moins portés à soutenir ce leader. La représentation cartographique met également en évidence l'existence d'une corrélation forte entre le taux d'analphabétisme[44] et le vote pour CONDEPA (carte n°12).

Ces deux indices permettent d'éclairer le comportement électoral quelque peu atypique de certains quartiers situés au sud de la 14ème circonscription, traditionnellement la moins encline à voter pour CONDEPA. Or, depuis la première élection à laquelle participe le parti, certains quartiers figurent parmi les plus condépistes[45] malgré leur contiguïté avec la zone dite « centrale » d'El Alto[46] où vit la population la plus aisée. Celle-ci provient en général de La Paz ou d'autres départements du pays, principalement Potosí et Oruro.

---

[42] Ministerio de desarrollo humano, *Mapa de pobreza, una guía para la acción social*, La Paz, UDAPSO/INE/UPP/UDAPE, décembre 1993.

[43] Ministerio de Desarrollo humano, *op.cit.*, "cuadro 2.4. Ciudad de El Alto: Indices de pobreza e Inadecuación en la Satisfacción de las Necesidades Básicas de los Hogares Particulares según Zonas Censales jerarquizadas por Magnitud de Pobreza – 1992".

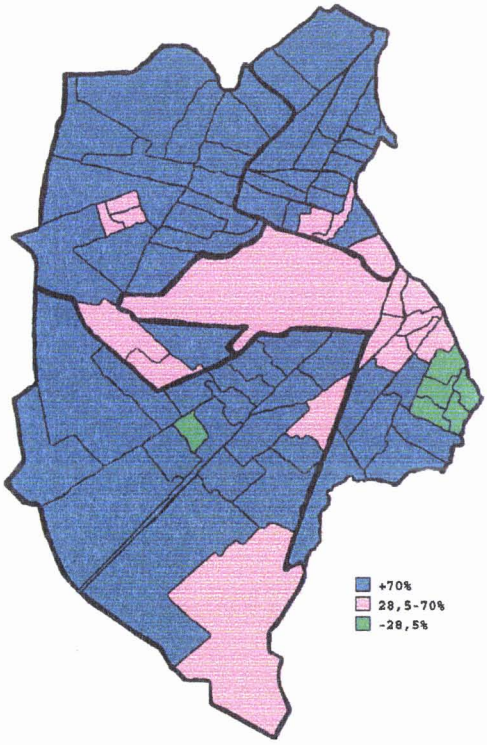
[44] Celui-ci s'élève à 10,4% à El Alto contre 7,1% à La Paz (INE, 1992).

[45] Il s'agit de *Villa Exaltación* (320), *Santa Rosa* (321), *Villa Exaltación, Santa Rosa* (322), et *Rosas Pampa, villa Pucarani* (330) où CONDEPA obtient entre 40% et 60% des voix à l'élection présidentielle de 1989, entre 40% et 50% en 1991, entre 60% et 70% à l'élection municipale de 1993. Nous ne disposons pas de données aussi détaillées pour l'élection municipale de 1995, ni pour celle de 1997.

[46] D'après le découpage par zone que l'INE utilise pour le recensement de 1976, cette zone comprendrait *Ciudad Satélite* et toutes ses subdivisions (290, 300, 301, 310, 311, *cf.* la carte n°9), mais également les quartiers de *Villa Bolívar* (251, 252, 260, 261), *Villa 12 de Octubre* (180, 181) et une partie de *Villa Dolores* (170, 171, 172), *cf. La ciudad prometida, op. cit.*, p.33.

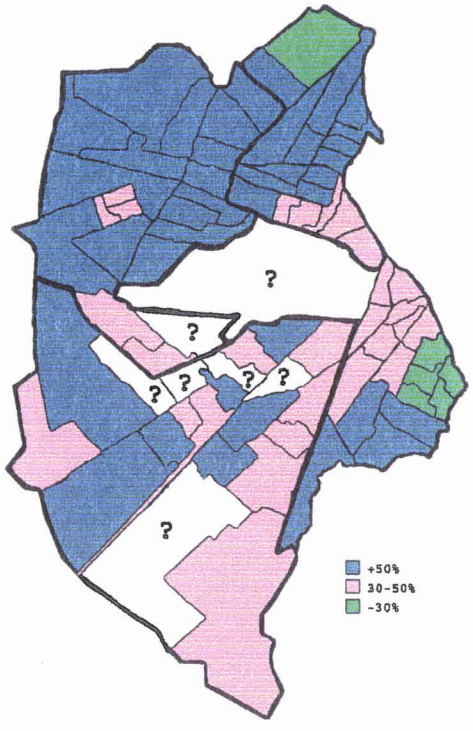
CARTE III-10

Indices de pauvreté des différents quartiers d'El Alto (INE-1992)



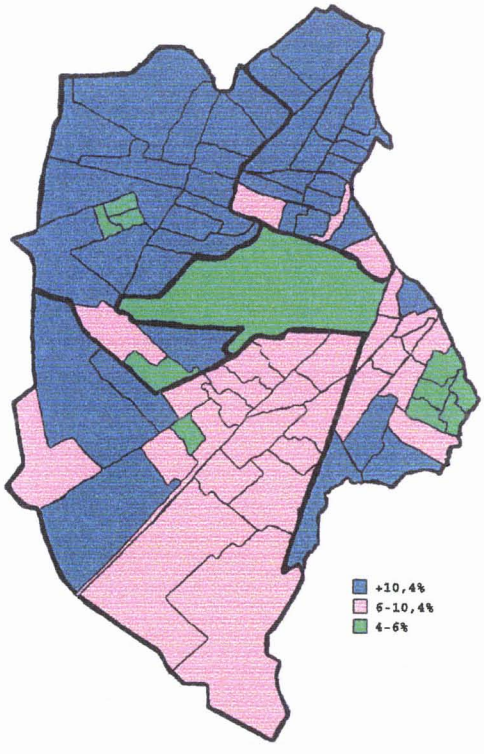
CARTE III-11

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque quartier par CONDEPA dans la ville d'El Alto à l'élection nationale de 1993



CARTE III-12

Taux d'analphabétisme calculé pour El Alto par quartier à partir des données de l'INE (1992)



En réalité, seules les sections de *Ciudad Satélite* (290, 300, 301, 310, 311) se distinguent par leur profil du reste d'El Alto. Ces cinq quartiers présentent en effet le taux de pauvreté le plus faible en 1992 et sont aussi les moins perméables au discours condépiste en 1993 (carte n°11), ce qui est, ici encore, une constante de leur comportement électoral[47]. La population de ces quartiers travaille souvent à La Paz et tend à considérer El Alto comme une ville dortoir aux loyers plus abordables qu' « en-bas », même s'ils demeurent les plus élevés de la ville étant donné que cette zone est la moins défavorisée en terme d'infrastructure ou de services de base. Sa population entend aussi se démarquer d'un électorat condépiste majoritaire dont elle souligne le faible niveau culturel en l'assimilant aux « zones populaires de la ville », « aux gens qui ne pensent pas » ou encore aux migrants des campagnes [*gente campesina*], d'après des

[47] Aux élections présidentielles de 1989 et de 1993 de même qu'en 1991, CONDEPA recueille dans ces quartiers moins de 20% des suffrages. Lors de l'élection municipale de 1993, il obtient en revanche entre 30% et 40% des voix, un progrès considérable que n'explique plus, à l'évidence, le niveau socio-économique ou culturel de la population concernée. Le détail de ces résultats électoraux a été obtenu auprès de la *Corte Electoral Departamental* de La Paz.

propos recueillis à El Alto[48]. De fait, c'est au sein de cette zone que le taux d'analphabétisme est le plus faible (4% en moyenne). Ces cinq quartiers sont néanmoins entourés d'habitants d'origine paysanne[49] qui figurent parmi les plus pauvres de la ville et les plus fidèles historiquement à CONDEPA. Donc, le comportement électoral de ces quartiers situés au sud de la zone « résidentielle » d'El Alto, à première vue atypique, peut à la fois être éclairé par l'indice de pauvreté (carte n°10) et le taux d'analphabétisme supérieur à la moyenne alténienne[50].

La seconde place-forte de CONDEPA correspond aux circonscriptions n°13 et n°16[51] situées au nord d'El Alto. Ces deux circonscriptions reçoivent des migrants aymaras qui proviennent du haut-plateau du département de La Paz. Néanmoins, la première abrite des quartiers plus anciens que la seconde, des migrants anciens (à l'inverse de la circonscription n°16 majoritairement peuplée de migrants récents), voire une majorité d'individus nés à El Alto, d'origine aymara. Le nord d'El Alto abrite aussi les quartiers les plus aymarophones.

Bien que dans ces quartiers, le taux de pauvreté dépasse les 90% (comme par exemple dans le quartier d'*Alto Lima* [52]), la circonscription n°13 est également le cœur économique de la ville. S'y trouve le grand marché du quartier ancien *16 de Julio* où s'est peu à peu développée une classe moyenne aymara urbaine. Tandis que les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus fidèles à CONDEPA depuis 1989[53], la zone *16 de julio*, où les indices de pauvreté sont moins forts, soutient plus modérément le parti (cf. carte n°11). Ce d'autant plus que le taux d'analphabétisme est de quelques points inférieur aux chiffres des quartiers nords de la circonscription où il frôle parfois les 20%[54].

---

[48] D'après un proche collaborateur de l'un des maires de El Alto, Alberto Jiménez : « Ces gens qui vivent dans ces endroits croient avoir un certain niveau. Ils imaginent avoir un certain statut. Alors ils se disent : « pourquoi allons-nous nous mélanger avec ces paysans, avec ces ouvriers, avec ces... », entretien avec Luciano, El Alto, 1996.

[49] *La ciudad prometida, op. cit.*, p.33.

[50] 13,6% pour *Santa Rosa* ou encore 12% pour *Villa Exaltación Santa Rosa*. L'écart est d'environ 9% avec les cinq sections de *Ciudad Satélite*.

[51] Cette circonscription est un bastion condépiste beaucoup moins ancien comme en témoigne les résultats électoraux de ses différents quartiers (cf. carte n°9) qui ne sont accessibles dans leur totalité qu'à partir de l'élection présidentielle de 1993.

[52] Précisément au sein des subdivisions 40 et 50 d'*Alto Lima*. Notons que l'on trouve des taux aussi élevés au sud de *Ciudad Satélite*, à *Santa Rosa* et *Rosas Pampa, Villa Pucarani* (321, 330).

[53] Dans toutes les sections d'*Alto Lima* comme dans celles de *Villa Ballivián* (80, 81, 90, 91) et *Villa Los Andes* (140), CONDEPA obtient entre 40 et 50% des suffrages en 1991 ; entre 50 et 60% des suffrages lors de l'élection présidentielle de 1989 et entre 60% et 70% lors de l'élection municipale de 1993, cf. les résultats de la *Corte Electoral Departamental* de La Paz.

[54] Notamment dans le quartier *G. Busch-Villa Ingavi* (30). Dans la zone *16 de julio* (150, 151, 152, 160), le taux d'analphabétisme est en moyenne de 11%.

La même observation vaut pour trois quartiers de la circonscription n°16 (*Viviendas Río Seco* : 220, 221, 222) qui présentent des indices de pauvreté moyens (entre 32% et 48%)[55] et qui ne votent que modérément pour CONDEPA. Le taux d'analphabétisme de ces trois quartiers, inférieur à 6%, contraste également avec les taux des quartiers alentour.

Enfin, la faiblesse atypique du vote pour CONDEPA du quartier *Villa G. Busch-Mercurio-Villa Remedios-V. Ingavi* (31), situé à l'extrême nord d'El Alto, relèverait, d'après un ancien dirigeant local de la FEJUVE et proche collaborateur du maire d'El Alto en 1996-1997, non plus seulement de l'explication sociologique mais également politique. En 1993, CONDEPA n'avait pas le contrôle de l'association de quartier de cette zone, contrairement aux quartiers environnants. En outre, le quartier, au peuplement encore récent en 1993[56], comprenait une majorité d'individus qui travaillaient à La Paz et « étaient en contact avec d'autres partis »[57], d'après cet ancien dirigeant. Ces migrants se seraient installés dans ce quartier faute de place, probablement aussi, compte tenu de l'indice de pauvreté de la *villa*, en raison d'un revenu insuffisant pour prétendre à mieux. Leur vote traduirait, comme dans le cas de *Ciudad Satélite*, une façon de se distinguer de leurs voisins. Étant donné le taux d'analphabétisme de la *villa* (18,9%) et son taux de pauvreté supérieur à 90%, l'argument de rivalités avec d'autres partis pour le contrôle de l'organisation de voisinage locale nous semble le plus congruent[58].

La circonscription n°15 comprend, quant à elle, les quartiers les plus récents et possède la densité de population la plus faible. Elle est constituée d'un nombre important d'anciens mineurs et de couches moyennes appauvries[59], voire très pauvres, d'après les chiffres de l'INE. Dans ce cas encore, on observe que les quartiers dont le taux de pauvreté est le plus fort, sont aussi les plus condépistes tels *Romero Pampa, San Luis Charapaqui* (382) ou encore *Cosmos 79 'A' y 'B', San Luis* (371). Les deux derniers présentent par ailleurs un taux d'analphabétisme figurant parmi les plus élevés de cette circonscription (respectivement 11,3% et 12,7%).

En résumé, cette première approche de l'électorat alténien montre que l'appui à CONDEPA provient des secteurs sociaux frappés par la crise. Il tend aussi à augmenter

---

[55] D'après le détail des résultats de l'INE (1992).

[56] En effet, le quartier de *Villa G. Busch-Mercurio-Villa Remedios-V. Ingavi* ne figure sur les résultats de la Cour Nationale Départementale qu'à partir de l'élection présidentielle de 1993. CONDEPA n'y remporte que 24% des suffrages à l'élection présidentielle et 33% à l'élection municipale de la même année, des résultats très proches de ceux de *ciudad Satélite* (31%).

[57] Entretien avec un proche collaborateur du maire d'El Alto, décembre 1996.

[58] Nous revenons dans le chapitre VII sur les réseaux clientélaires de la mairie d'El Alto.

[59] *La ciudad Prometida*, *op. cit.*, p.34.

proportionnellement au taux de pauvreté. Comme l'écrit Salvador Romero : « Peu d'hommes politiques comme ceux de CONDEPA réussissent à polariser de façon si tranchée la population bolivienne »[60]. Pour Joaquín Saravia et Godofredo Sandoval, en effet, les premiers destinataires du travail social de RTP sont les exclus, les sans-emploi, les individus sans aucune formation technique, sans revenu fixe, et parlant mal l'espagnol[61].

D'autres auteurs, en insistant davantage sur l'aspect culturel du vote pour CONDEPA, suggèrent que le système de valeurs ou culture des grandes majorités migrantes favoriserait leur résistance à un changement, synonyme d'une métamorphose des croyances et des orientations vitales. D'où s'ensuivrait l'adhésion à un mouvement susceptible de réveiller en milieu urbain une culture andine d'origine rurale. En effet, bien que l'opposition fondamentale entre les liens communautaires traditionnels que raviverait CONDEPA et la modernité (illustrée par les valeurs compétitives du marché[62]) ne résume pas la thèse[63] de J. Saravia et G. Sandoval[64], elle figure néanmoins dans le prologue de leur ouvrage où H.C.F. Mansilla fait allusion à « la réapparition de visions du monde simplifiées»[65], caractéristiques, selon lui, des zones rurales andines. Ce sont ces représentations « prémodernes »[66], qu'on dirait ataviques, parmi lesquelles l'auteur du prologue cite la valeur accordée au « collectif » *vs.* « l'individuel », qui, instrumentalisées par le parti, contribueraient à expliquer son succès. Hugo San Martin évoque, pour sa part, l'expression dans les urnes d'une « contre-culture » dominée, « non intégrée », constituée de « migrants des campagnes provenant de communautés paysannes »[67]. Enfin, Rafael Archondo[68] défend pleinement la thèse culturaliste. Pour lui, l'électorat condépiste d'origine paysanne et indienne conserverait de puissants liens avec le monde rural que Carlos Palenque aurait su réveiller. Son ouvrage, proche des thèses de Julio Mantilla, porte le sous-titre évocateur de « la renaissance métropolitaine de l'*ayllu* ».

---

[60] Salvador Romero Ballivián, *op. cit.*, 1999, p.117.

[61] J.Saravia et G.Sandoval, *ibid.*, p.34.

[62] *Ibid.*, p 127.

[63] J. Saravia, G. Sandoval, *Jach'a Uru : la esperanza de un pueblo ?,* La Paz, ILDIS-CEP, 1991, p.71.

[64] J.Saravia et G.Sandoval opposent quand même « société capitaliste de consommation » et « conglomérat populaire », *ibid.*, p.31.

[65] *Ibid.*, pp.12-13.

[66] *Ibid.*, p.13.

[67] Hugo San Martin, *El palenquismo*, La Paz, Los Amigos del Libro, 1991, p.58

[68] Rafael Archondo, *Compadres al micrófono*, La Paz, HISBOL, 1991, p.148.

Il nous semble que l'idée d'une revitalisation des liens communautaires par CONDEPA mérite d'être nuancée par quelques chiffres concernant son bastion urbain[69] d'El Alto. En 1992, seuls 7,6% des Alténiens parlaient uniquement l'aymara contre 92% l'espagnol. Le taux de bilinguisme s'élevait en outre à 62%. Ces pourcentages font d'El Alto une ville bilingue et métisse.

Voyons enfin dans quelle mesure l'enquête par questionnaire que nous avons réalisée à quelques jours des élections nationales de 1997, valide ces différentes hypothèses.

2.2.2. Profil sociologique des électeurs condépistes

Cette enquête[70] a été administrée dans la ville d'El Alto entre le 22 mai et le 3 juin 1997 en face à face auprès d'un échantillon local de 717 personnes en âge de voter. Cet échantillon a été stratifié par quartier en accordant autant que possible une représentation égale aux populations féminine et masculine. Au cours du mois de mai, la même enquête a été réalisée à La Paz auprès d'un second échantillon local de 1000 individus. Comme nous avons essentiellement effectué notre travail de terrain sur l'électorat condépiste d'El Alto en complétant ces données quantitatives par une série d'entretiens non directifs avec des militants, nous ne nous référerons qu'exceptionnellement à certains résultats pacéniens.

Force est de constater la sur-représentation au sein du mouvement des individus d'origine rurale (tableau n°2)[71]. 66,7% des Alténiens nés dans les provinces du département de La Paz déclarent en effet qu'ils voteront pour CONDEPA à l'élection du 1er juin 1997, contre 43,3% des personnes interrogées nées à El Alto ou à La Paz. Inversement, les électeurs nés hors du département de La Paz, c'est-à-dire au sein d'une zone géographique plus favorisée qu'El Alto – étant donné que ces électeurs proviennent principalement des grandes villes –, s'avèrent plus enclins à soutenir les autres partis.

---

[69] La caractéristique de ce vote est son caractère nettement urbain. D'après Salvador Romero, les centres urbains recueillent en effet un nombre de voix systématiquement supérieur à la moyenne du département, *ibid.*, p.76.

[70] Cf. questionnaire en ANNEXE II.

[71] Parmi les individus de 5 ans et plus qui résident à El Alto au moment du recensement de 1992, 93,3% se trouvaient déjà en zone urbaine en 1987 et 86% étaient déjà à El Alto. Parmi ceux qui résident dans cette ville en 1992, 75,4% sont nés en zone urbaine contre 22,3% en zone rurale. 59% sont nés à El Alto, 11,7% dans un autre centre urbain et 20% dans les provinces du département de La Paz. Ces chiffres démontrent le caractère urbain (et non plus majoritairement rural) des habitants de El Alto.

Tableau III-2

Intentions de vote pour CONDEPA lors de l'élection présidentielle de 1997 en fonction de variables socio-économiques

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
SEXE			
Hommes	42,7	57,3	100 (330)
Femmes	55	45	100 (387)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)
AGE			
18-25 ans	37,8	62,2	100 (196)
26-41 ans	53,9	46,1	100 (343)
+ de 41 ans	53,4	46,6	100 (178)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)
NIVEAU D'INSTRUCTION			
Primaire	68,7	31,3	100 (211)
Secondaire	50,4	49,6	100 (272)
Technique et universitaire	27,2	72,8	100 (169)
Total (effectifs)	50,3 (328)	49,7 (324)	100 (652)[72]
LIEU DE NAISSANCE			
El Alto	43,3	56,7	100 (402)
Provinces du département de La Paz	66,7	33,3	100 (210)
Hors du département de La Paz	37,9	62,1	100 (103)
Total (effectifs)	49,4 (353)	50,6 (362)	100 (715)
REVENU MENSUEL INDIVIDUEL			
Moins de 240 bs	58,4	41,6	100 (154)
240-459 bs	57,1	42,9	100 (156)
460 bs et plus	46,9	53,1	100 (258)
Total (effectifs)	52,8 (300)	47,2 (268)	100 (568)[73]

En outre, le soutien au parti tend à décroître à la fois pour les individus dont le revenu est le plus élevé[74] (supérieur au salaire moyen bolivien), et pour ceux qui ont un

[72] Nous n'avons pas pris en compte dans ces résultats la catégorie « autre » (cf. notre questionnaire en ANNEXE II).

[73] Nous n'avons pas pris en compte les sans-réponse afin de simplifier nos résultats.

[74] Nous avons rangé ceux-ci de façon aléatoire en fonction de trois critères : le salaire minimum fixé à 240bs par le ministère de l'Intérieur pour l'année 1997, les salaires situés au-dessous du salaire moyen que nous avons calculé, pour la même année, en faisant une moyenne des salaires des secteurs privé et public (tranche de « 241bs à 459bs »), enfin les revenus situés au-dessus du salaire moyen, c'est-à-dire supérieurs à 460bs. Il convient néanmoins de souligner que les réponses de notre échantillon à la question sur le revenu, guère fiables, ne deviennent significatives que dans l'appréciation des écarts les séparant. Nous renvoyons, pour ces calculs, aux chiffres fournis par l'Institut National de la Statistique (INE), *Salario medio real del sector publico y privado no financiero por categoría ocupacional según periodo*, 1992.

niveau d'instruction également supérieur[75]. Le vote pour CONDEPA provient bien des couches les plus défavorisées, et il semble être plus féminin que masculin, ce que soulignaient déjà J. Saravia et G. Sandoval[76]. C'est auprès des électeurs les plus jeunes (tranche d'âge 18-25 ans) que nous avons enfin recueilli les plus faibles intentions de vote pour CONDEPA.

Cependant, l'examen du profil des électeurs les plus fidèles nous amène à nuancer ces résultats. Nous désignons ainsi les personnes nous ayant déclaré avoir voté pour le parti aux élections présidentielles de 1989 et de 1993, à l'élection municipale de 1995 et nous ayant également confié leur intention de soutenir Remedios Loza en 1997. D'après notre enquête, le pourcentage de cette catégorie d'électeurs s'élèverait à 20,2%.

Cette catégorie comprend plus de femmes que d'hommes (52,4% contre 47,6%). La scolarisation de ces électeurs demeure faible ou inexistante[77], ils semblent aussi beaucoup mieux intégrés à l'univers urbain que ne le laissait supposer leur profil sociologique au moment de l'élection de 1997 : 51% d'entre eux sont nés à El Alto contre 47% dans les provinces du département de La Paz (graphique 1). En outre, bien que 33% de ces électeurs les plus fidèles aient un revenu inférieur au salaire minimum, 39% gagnent également plus de 460bs (graphique 2). Ces deux variations par rapport aux grandes tendances précédemment observées pourraient suggérer l'existence, parmi les condépistes, d'une classe moyenne urbaine relativement aisée et bien intégrée à l'univers urbain. C'est en tout cas ce que semble confirmer leur lieu de résidence, c'est-à-dire la treizième circonscription qui est aussi la plus traditionnellement fidèle à CONDEPA, comme nous l'avons vu (graphique 3). La validation de cette hypothèse ne contredirait pas la corrélation entre le taux de pauvreté et le vote pour CONDEPA. Elle nous amènerait seulement à revoir le sens de l'insatisfaction motivant le vote pour ce parti, au moins pour un pan de l'électorat.

---

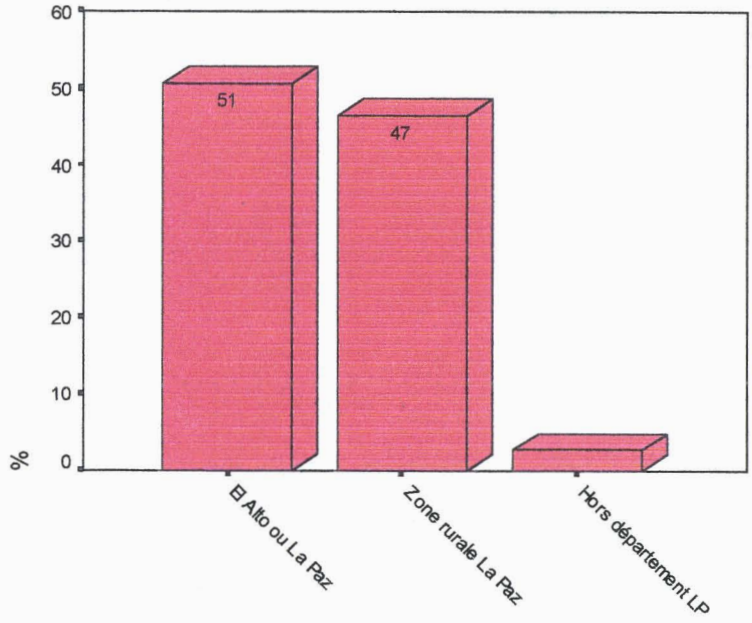
[75] Le niveau d'instruction « primaire » regroupe les individus nous ayant déclaré n'avoir jamais été scolarisés et ceux l'ayant été jusqu'au niveau *básico* ou *intermedio* (l'école primaire comprend en Bolivie ces deux niveaux d'études jusqu'à la réforme de 1994). Nous avons réuni les modalités « technique » (tout ce qui n'entre pas dans le cadre de la formation générale de l'école secondaire) et « universitaire », étant donné la proximité des pourcentages d'électeurs que recueillaient indépendamment les deux catégories et afin d'obtenir des effectifs plus significatifs.

[76] J. Saravia, G. Sandoval, *op. cit.*, p.71.

[77] Parmi les électeurs les plus fidèles, 51% ont un niveau d'études inférieur contre 7,6% pour le niveau d'études supérieur. Ceci confirme, par ailleurs, la corrélation mise en évidence entre le vote pour CONDEPA et le taux d'analphabétisme par quartier.

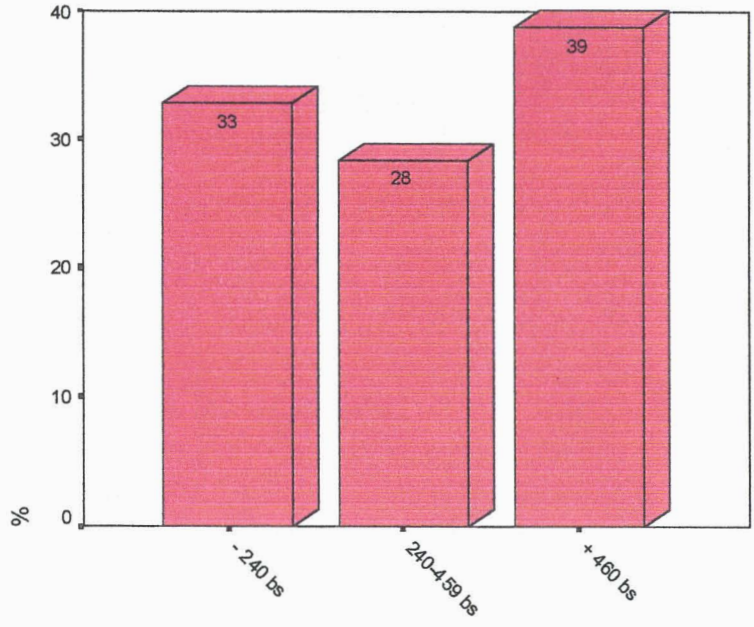
Graphique III-1

Lieu de naissance des électeurs de CONDEPA les plus fidèles
(effectifs : 145 personnes)



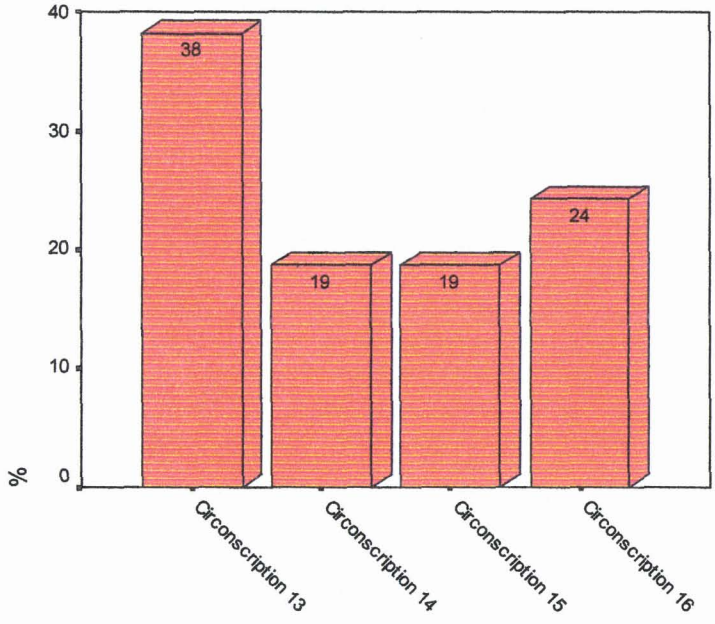
Graphique III-2

Revenu mensuel individuel des électeurs de CONDEPA les plus fidèles
(effectifs : 145 personnes)



Graphique III-3

Circonscription d'appartenance des électeurs de CONDEPA les plus fidèles
(effectifs : 145 personnes)



2.2.3. La conjoncture singulière de l'élection de 1997

Nous avons jusqu'ici tâché d'articuler les effets de certaines variables sur le vote et ceux de différentes données d'ordre conjoncturel ou contextuel susceptibles de le faire fluctuer. Le contexte singulier de l'élection présidentielle de 1997, qui se déroule à quelques mois du décès du *Compadre*, entraîne aussi une mobilisation massive des Alténiens en faveur de Remedios Loza, qui se traduit par l'obtention de 52,8% des suffrages exprimés. La presse fera allusion à un « vote posthume » tandis que la campagne de Remedios Loza exploitera, semble-t-il avec succès, l'image de Carlos Palenque, comme le montrent certaines affiches pré-électorales. Le message de l'une d'entre elles que nous reproduisons en annexe inscrit la candidate dans la continuité du leadership du chef de parti qu'elle représente au sens fort derrière la formule « Palenque est vivant ! Remedios présidente » [78].

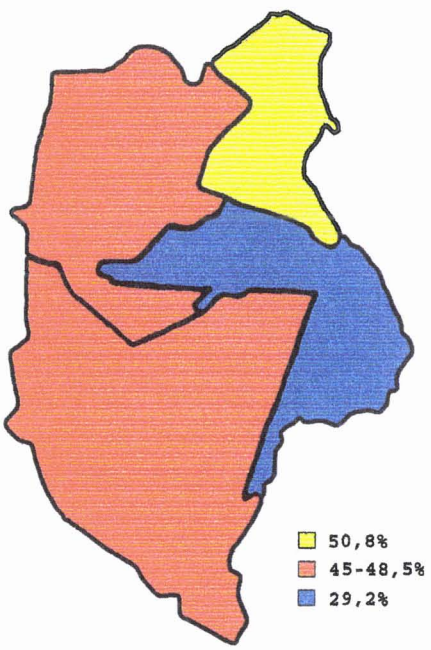
Le résultat obtenu est le plus élevé que recueille CONDEPA à El Alto pour ce mode de scrutin. Les chiffres électoraux obtenus dans chaque circonscription (et pour

[78] Cf. ANNEXE III, affiche de campagne n°1 : « Palenque est vivant, Remedios présidente ».

chaque candidat uninominal)[79] montrent que la circonscription n°13 demeure le bastion indiscutable du parti[80], que l'écart qui la sépare de la seconde place-forte de CONDEPA (la circonscription n°16) est désormais infime (2,3%), enfin que la zone sud (circonscription n°15) est également conquise par le parti (carte n°13).

CARTE III-13

Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque circonscription d'El Alto par CONDEPA à l'élection nationale de 1997[81]



[79] Nous considérons ces résultats comme représentatifs du score réalisé par Remedios Loza dans chaque circonscription, indépendamment de l'élection uninominale, pour avoir comparé les intentions de vote pour la candidate à la présidence en reprenant le découpage d'El Alto par circonscription et les intentions de vote pour chaque candidat uninominal de CONDEPA. Les écarts que nous obtenons d'un mode de scrutin à l'autre sont en général faiblement significatifs (52,4% pour Remedios Loza contre 50,8% pour Eduardo Paz élu dans la circonscription 13 ; 34,6% pour Remedios Loza contre 29,2% pour Braulio Quino qui ne fut pas élu dans la circonscription 14 ; 43,2% pour Remedios Loza contre 45% pour son frère Claudio Loza élu dans la circonsciption 15 et 65,7% pour Remedios Loza contre 48,5% pour Daniel Santalla élu dans la circonscription 16). Il tendent à montrer que, de façon générale, les Alténiens n'ont pas différencié les enjeux et que la personnalité des candidats qui aurait pu influencer positivement ou négativement le vote (comme dans le cas d'Eduardo Paz, guère apprécié des militants) ne fut pas déterminante. Ceci peut s'expliquer par la nouveauté du mode de scrutin qui, pour la majorité des Alténiens, n'eut guère plus de sens que le fait de rajouter une croix supplémentaire sur un bulletin de vote, mais également par la conjoncture de ces élections qui font suite au décès du *Compadre*. Le caractère sentimental de l'adhésion s'en trouve aussi renforcé. Notons que cela n'exclut pas un « vote croisé » dans la circonscription 14 qui préféra à un candidat condépiste inconnu des bases le candidat uninominal du MIR et actuel maire de El Alto : José Luis Paredes, tout en donnant environ 40% des suffrages à Remedios Loza, cf. « Pepelucho Paredes tiene la receta para ganar a CONDEPA en su cancha », *La Razón*, 4/6/1997.

[80] Le caractère traditionnellement captif de cette zone continuait de ne faire aucun doute pour certains dirigeants condépistes connaisseurs d'El Alto tels qu'Eduardo Paz Rada, alors même qu'il était difficile de prévoir comment l'électorat réagirait à la désignation de Remedios Loza comme successeur du *Compadre*. Eduardo Paz, qui avait exercé certaines responsabilités à El Alto et qui n'était guère aimé des militants obtint de figurer sur les listes des députés uninominaux pour la 13ème circonscription en sachant son élection assurée. Il fut effectivement élu avec 50,8% des suffrages exprimés.

[81] Nous devons ces données recueillies auprès de la *Corte Departamental Electoral* de La Paz à Salvador Romero Ballivián.

En conclusion, le vote pour CONDEPA est avant tout attaché à un territoire (le département de La Paz) pour des raisons tenant moins à une incapacité endémique à s'étendre au-delà de la région andine qu'à des difficultés à organiser un appareil local efficace. Nous avons également vu que l'accès inégal de RTP aux différents départements pouvait contribuer à expliquer le faible impact de CONDEPA dans certains d'entre eux. Si cette influence demeure régionale, la fidélité de l'électorat n'entre pas en contradiction avec le fait qu'un scrutin local puisse faire varier les résultats. Il semble en effet que lorsque Carlos Palenque n'est pas le candidat (lors des élections municipales), les électeurs se révèlent, de façon générale, beaucoup plus sensibles à la conjoncture, ce que démontrent certaines fluctuations des pourcentages obtenus par CONDEPA à El Alto. Néanmoins, l'examen du comportement électoral des Alténiens à une échelle plus réduite nous conduit à relativiser la portée de cette hypothèse. En effet, certaines zones d'El Alto (notamment les quartiers de la circonscription n°13) s'avèrent plus indifférentes que d'autres à la conjoncture ou à certaines candidatures. Y résident aussi les condépistes les plus captifs qui ne sont pas uniquement les plus pauvres, ni même exclusivement d'origine rurale. Dans les chapitres suivants, nous tâcherons d'éclairer cette « captivité » du vote par l'analyse du lien se construisant avec le *Compadre.*

Même si le caractère sentimental du vote pour CONDEPA se trouve amplifié lors des dernières élections présidentielles, le décès du *Compadre* fait affleurer, en portant à son paroxysme l'émotion des électeurs, un certain rapport au leader qui possède rétrospectivement une valeur explicative du lien à CONDEPA. Si, comme nous l'avons vu, de nombreux facteurs économiques, politiques et sociaux concourent à la naissance et à la consolidation de ce lien, le condépisme apparaît aussi comme l'affirmation d'une néo-communauté populaire, d'abord forgée par RTP.

DEUXIEME PARTIE

Les mécanismes de l'identification partisane

« La relation entre le *Compadre* Palenque et le peuple bolivien est étroite et c'est une relation d'identité » (Carlos Palenque, 13/5/1993, in Carlos Mesa Gisbert, *De Cerca*, PAT-BBA, p.34).

Chapitre IV

Radio Televisión Popular : L'identification à une néo-communauté forgée par les médias

> « Ce que nous avons jusqu'ici prôné à propos de l'égalité, nous l'obtenons grâce à nos médias (...) »[1].

Le fait de poser que CONDEPA établit, puis consolide son lien avec les bases par le truchement d'une action radiophonique et télévisuelle pourrait suggérer la validation des travaux qui décrivent des auditeurs passifs, d'autant plus manipulables[2] par une sorte de démiurge médiatique[3] qu'ils se trouvent désarmés face à un certain type d'information du fait de leur faible capital scolaire, allant de pair avec une origine rurale. Bien que cette thèse ait été invalidée dès les années quarante, notamment par les recherches de Paul Lazarsfeld[4] qui étudie l'effet de la propagande médiatique sur l'électorat nord-américain, certains auteurs mettent encore en garde contre le « télépopulisme », « degré zéro de la communication », véritable péril pour une démocratie aux mains d'une opinion « formée par les émissions de variété »[5] et modelée par celles-ci. Pour ces auteurs, le fait que culture médiatique rime avec culture du divertissement contribuerait à la dépolitisation des foules en entretenant l'apathie des gouvernés. Celle-ci serait produite par l'identification au « sauveur » médiatique, ce qui suppose des citoyens réduits au rôle de spectateurs[6]. Les médias verseraient de surcroît – autant dire par définition puisqu'ils désignent bien une culture de masse – dans l'uniformisation et le conformisme le plus absolu, niant la diversité des groupes sociaux, et entraînant, de surcroît, la rupture des liens traditionnels.

---

[1] Entretien avec Carlos Palenque réalisé par R. Archondo, septembre 1988.

[2] Pour ce qui est des auteurs qui défendent la thèse de la « manipulation », de l' « aliénation » ou de la « répression » par les médias, voir notamment Charles Wright Mills qui tente de montrer dans son ouvrage, *L'élite au pouvoir* (1969) la puissance qu'exerce une certaine élite sur une masse apathique et atomisée.

[3] Cf. par exemple les thèses simplistes de Serge Tchakotine, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1939.

[4] Paul Lazarsfeld et al., *The People's Choice*, New-York, Columbia University Press, 1944.

[5] En l'occurrence celles que propose Silvio Berlusconi auquel se réfère Pierre-André Taguieff dans son article « Political Science Confronts Populism: From a Conceptual Mirage to a Real Problem », *op.cit.* Voir également l'ouvrage de Patrick Champagne qui fait allusion à la démagogie savante et menaçante " d'autant plus dangereuse qu'elle a formellement toutes les apparences de la démocratie ", in *Faire l'opinion*, Paris, Les éditions de minuit, 1990.

[6] P.-A. Taguieff, *op. cit.*

Aussi, la démagogie de ces politiciens consisterait à réaliser symboliquement le rêve de démocratie directe en se nourrissant des défaillances de la démocratie représentative et en donnant l'illusion d'une plus grande participation populaire aux affaires de la nation.

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons non seulement aux effets des médias sur le public, mais aussi à la manière dont celui-ci « utilise » les moyens de communication de masse[7]. RTP colore en effet la perception qu'ont les acteurs de la réalité socio-politique et affecte certains comportements. Leur impact semble lié à la confiance qu'ils inspirent en tant qu'institution, comme le montre une enquête réalisée en 1992 dans les villes de La Paz et El Alto[8]. C'est ce même critère de confiance qui explique le soutien à CONDEPA lors de l'élection nationale de 1989[9]. Nous partirons aussi de l'hypothèse que ce sentiment positif à l'égard des médias favorise l'identification aux personnages de RTP en définissant ce processus, également à la base du lien à CONDEPA, comme le transfert d'une valeur affective sur un objet permettant de donner une cohérence à la réalité perçue par les acteurs, en répondant à certaines attentes.

1. La médiatisation du lien social

1.1. L'égalité par les médias

Radio Metropolitana devient « la radio du peuple »[10] dès sa mise en service en 1980, ce que Remedios Loza explique par le fait que «des secteurs si importants de la population n'avaient pas de média »[11]. Presque dans les mêmes termes, Adolfo Paco reconnaît que « l'une des vertus du Système fut de donner le micro aux gens qui jusqu'ici avaient un accès limité aux médias »[12].

Cette démarche semble exercer un impact psychologique sur les couches populaires qu'elle encourage à prendre la parole, qu'elle valorise, ce que C. Palenque exprime de la manière suivante :

---

[7] Wilbur Lang Schramm, *Mass Media and National Development. The Role of Information in the Developing Countries*, Stanford University Press, 1964.

[8] D'après les résultats d'une enquête réalisée par l'*Instituto Latinoamericano para el Desarrollo y la Investigación Social* (ILDIS) et citée par Salvador Romero, *op. cit.*, p.235.

[9] Renata Hofmann, *Apuntes sobre la democracia desde una óptica cotidiana*, La Paz, ILDIS, 1989, p.105.

[10] J. Saravia et G. Sandoval mentionnent la circulation de ce slogan sur la radio, *op. cit.*, p.54.

[11] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, octobre 1995.

[12] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, octobre 1995.

« L'expérience de la *Tribuna* a permis aux individus issus des couches les plus défavorisées d'*oser*[13] se trouver face une caméra de télévision et prendre le micro »[14].

Non seulement RTP ouvre les portes de ses studios à un public jusqu'alors exclu mais il offre à celui-ci une nouvelle forme de communication caractérisée, d'après Adolfo Paco et Remedios Loza, par le contact direct [*de piel a piel*] avec les petites gens et un langage « simple » [*de tú a tú*] qu'Adolfo Paco considère comme « le secret du succès »[15].

« On a aussi commencé à donner le micro aux gens, au citoyen, au peuple. On ne lui demandait pas qu'il ait un langage académique pour s'exprimer mais qu'il parle comme il sait parler »[16].

1.1.1. Le public émetteur...

Pourtant, *radio Metropolitana* n'est pas pionnière dans la diffusion d'émissions en langue aymara[17], ni dans le fait de donner un droit de cité à la musique nationale interprétée par des orchestres ou des groupes folkloriques, ni même enfin, selon C. Palenque, dans sa présentation d'une chronique de faits divers dramatiques (le *Metropolicial*). Elle s'inscrit au contraire dans une tradition héritée de la fin des années cinquante qui prend de l'importance dans les années soixante[18], en informant sur la vie quotidienne des plus démunis par la diffusion de messages en tout genre : dates de célébration de messes, rendez-vous pour des défilés populaires, réunions des organisations de voisinage, petites annonces, dédicaces et messages de félicitations[19]. Ce qui démontre aussi que le leader de CONDEPA reprend à son compte une tradition médiatique, c'est le fait qu'il réussit à conquérir un public populaire vingt ans après l'un des pionniers de ce qui fut baptisé le « populisme communicationnel » : le populaire Raúl Salmón, directeur de la radio *Nueva América*. On doit à Salmón les premiers feuilletons radiodiffusés, qui connurent immédiatement un grand succès[20], le théâtre radiodiffusé et

---

[13] C'est nous qui soulignons. Comme nous le verrons, c'est le même terme qui est utilisé dans certains entretiens avec des militantes.

[14] Entretien avec Carlos Palenque réalisé par R. Archondo, septembre 1988.

[15] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, 1995.

[16] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, octobre 1995.

[17] Notons cependant que, d'après Archondo, *radio Metropolitana* accorde une plus grande importance à ces émissions, cf. R. Archondo, *op. cit.*, p.88.

[18] Cf. aussi la tradition des émissions syndicales des mineurs, in R. Archondo, *op.cit.*, p.83.

[19] R. Archondo, *ibid.*, p.85.

[20] Selon une enquête réalisée auprès des migrants par Javier Albó, Tomás Greaves et Godofredo Sandoval citée par R. Archondo, *ibid.*, p.86.

enfin l'équivalent du *Metropolicial*, trois types d'émissions que RTP intègre à sa programmation[21]. Comment donc expliquer l'accueil que reçut le Système de la part des petites gens, un accueil allant jusqu'à détrôner Salmón des préférences populaires ?

Archondo écrit à ce sujet que, d'une part, RTP se distingue des autres médias par l'aide sociale qu'il apporte à la population[22]. Il indique, d'autre part, que « globalement, la distinction la plus notable [du Système comparé aux autres médias] est le fort taux de participation du public, pas seulement à la *Tribuna*, mais au cours d'un grand nombre d'espaces radiophoniques ». Ceci confirme les déclarations de Remedios Loza, Adolfo Paco et C. Palenque lui-même. Archondo poursuit : « D'après nos calculs, 43% de la programmation générale, du lundi au dimanche, a sa raison d'être dans l'accès du public au micro, soit par téléphone, par courrier ou par une présence directe »[23]. Mais tout en présentant l'aide sociale comme une nouveauté du Système, l'auteur révèle qu'elle est secondaire par rapport à d'autres services. Son analyse morphologique de la *Tribuna Libre del Pueblo* montre que l' « aide » représente seulement 21,7% de l'émission, contre 42% du temps consacré aux « plaintes », c'est-à-dire à l'écoute par C. Palenque des problèmes exposés en direct et à leur résolution symbolique par la prise de parole[24]. Enfin, ce qu'Archondo appelle le « Lien », catégorie qui englobe la recréation d'un lien social (grâce à des campagnes de solidarité lancées par RTP qui s'adressent à la société bolivienne dans son ensemble[25]) et néo-communautaire (notamment grâce à la recomposition des familles populaires passant par les retrouvailles entre proches), correspond à 36,1% du temps d'antenne[26]. Les actions de solidarité sociale sont effectivement modestes en regard de ce qui relève d'une aide symbolique : la conversion du spectateur en acteur.

---

[21] R. Archondo signale aussi que R. Salmón avait mis en place un service social de chaises roulantes, également caractéristique du type d'aide offerte par RTP, cf. R. Archondo, *ibid.*

[22] R. Archondo, *ibid.*, p.104.

[23] R. Archondo, *ibid.*, p.98.

[24] La *Tribuna Libre*, présentée par le parti comme l'émission où " la parole est la thérapie des opprimés ", est également baptisée " la voix des sans voix " (cf. *El Patriota*, semaine du 6 au 12 janvier 1989, n°7), une terminologie qui reprend le nom d'une radio promue, entre autres, par l'Église catholique (cf. J. Hurtado, *El Katarismo,* La Paz, Hisbol, 1986, p.254).

[25] Cf. l'appel lancé aux " cœurs en or ", dont il a été question dans le premier chapitre de cette thèse, qui peuvent contribuer par leurs dons à la prise en charge d'opérations coûteuses ou qui peuvent offrir un toit aux personnes en détresse, comme par exemple un père de famille qui s'était retrouvé à la rue avec ses huit enfants (cf. la *Tribuna* du 7/3/1988).

[26] Dans le détail, le temps d'antenne est réparti de la manière suivante : 26,5% de " Plainte ", 22,8% de " Lien ", 19,2% de " Commentaire ", 17,6% de " Publicité " et 13,7% d' " Aide ", cf. R. Archondo, *op. cit.*, p.122.

Du point de vue de la communication de masse, l'innovation de C. Palenque réside donc dans le fait d'étendre la participation[27] des secteurs traditionnellement marginalisés en rendant les médias, selon le mot d'un téléspectateur, « interactifs »[28]. À croire que ce succès s'échafaude sur l'illusion d'une démocratie participative. C'est ce que laisse supposer l'extrait d'un entretien que nous avons eu avec le *Compadre* et dans lequel il inscrit CONDEPA, le « parti à l'écoute du peuple », dans le prolongement de RTP :

Q. : Dans quel contexte naît CONDEPA ?

R. : «CONDEPA est une force créée il y a de nombreuses années par la nécessité de faire participer le public aux grandes décisions. Je suis communicateur social depuis 27 ans. J'ai choisi de produire un programme radiophonique dans lequel l'auditeur est le véritable protagoniste, dans lequel l'auditeur qui est le récepteur se convertit en émetteur, où il raconte ses problèmes, où il fait part de ses besoins, où il raconte ce qui lui arrive au travail comme chez lui ou encore dans la rue »[29].

Aux yeux de Remedios Loza, le succès de RTP repose également sur l'apport d'une aide symbolique grâce à un type de communication « alternative ». Néanmoins, on s'étonnera que Remedios Loza mette ce succès, de façon presque accessoire, sur le compte d'une plus grande participation des couches populaires:

Q. : Diriez-vous que ce succès repose sur une aide concrète de RTP ou sur le fait de donner la parole aux gens ?

R. : «Ces secteurs [populaires] ne sont que l'un des secteurs de RTP. C'est l'une de ses caractéristiques, ce n'est pas exactement ce qui intéresse, qui a du succès. Je crois que c'est, j'en suis sûre, la manière d'imposer ce type de communication alternative, parce qu'à RTP ne vont pas seulement les malades ou ceux qui ont besoin d'une orientation juridique, mais aussi les gens, par exemple les hommes politiques qui vont exprimer et exposer leur point de vue, leur idéologie ou encore l'artiste qui veut démontrer son talent. Donc je crois que c'est cette manière de faire de la communication, de donner une voix à ceux qui n'en ont pas »[30].

Alors que la députée n'ignore pas que les personnes dans le besoin constituent la majorité des cas de la *Tribuna*, contrairement aux individus qui ne viennent que pour donner libre cours à une inspiration poétique ou pour délivrer un message politique, il est significatif que son discours privilégie l'idée d'une participation à l'émission de la *société bolivienne dans son ensemble*, voire d'une mise en scène médiatique de la société

---

[27] Comme le montre R. Archondo, sur radio Metropolitana, les émissions qui dépendent de la participation du public sont majoritaires : *Festival de Felicitaciones*, *Discoteca abierta*, *Cambalache*, *Buenos Días*, *Buen trabajo*, *Páginas del recuerdo*, *Especial para Románticos* et bien entendu, la *Tribuna Libre del Pueblo*, in R. Archondo, *ibid.*, p.98.

[28] Un téléspectateur interrogé dans le cadre de notre enquête sur les raisons de sa fidélité à RTP après le décès du *Compadre* nous avait répondu : " Parce que c'est interactif, joli et qu'on entend parler aymara ".

[29] Entretien avec Carlos Palenque, La Paz, octobre 1995.

[30] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, octobre 1995.

bolivienne dans son unité. Celle-ci va dépendre en partie de la députée qui crée le lien [*nexo*] entre les couches les plus défavorisées dont elle est la représentante la plus authentique[31], et les « autres » :

Q. : Comment définiriez-vous votre rôle à la Tribuna Libre del Pueblo *?*

R. : « (...) Mon rôle à la *Tribuna* est de montrer la liaison[32] [*conjunción*] de la société bolivienne. On y voit *don* Carlos, un chef d'entreprise, directeur de la radio, président du Système, puis *doña* Mónica, une femme également de classe moyenne qui porte d'autres vêtements, et moi qui représente les femmes du peuple, la *chola*. On y voit aussi Adolfo Paco, un autre homme de classe moyenne, également d'origine populaire. C'est donc le fait de montrer une liaison du pays, mais dans son unité, et faire comme si la liaison de ces personnes pouvait s'unir pour arriver à faire des choses importantes, *comme faire passer le système de communication d'un système élitiste à un autre participatif et populaire qu'ont aujourd'hui adopté tous les médias* »[33].

En réalité, la « liaison » doit être comprise comme la mise en relation, symbolisée par Remedios Loza, du monde d'en bas avec celui d'en haut, comme une abolition des distances sociales. À ce niveau, il s'agit de bien distinguer le discours des représentants politiques (un discours de l'unité et de l'intégration nationale[34], c'est-à-dire la représentation de la totalité de la société bolivienne par RTP), de certains de ses effets (la consolidation, voire la recréation d'un lien communautaire sur lequel nous reviendrons tout au long de ce chapitre). Si cette « liaison » se donne pour objectif l'image idyllique d'une réconciliation de la société bolivienne puisque les micros sont, de fait, ouverts à tous, elle a pour fondement l'intégration symbolique (au sens où elle vaut par ce qu'elle représente) d'une femme *de pollera* à la société. C'est ainsi qu'il faut comprendre la polarisation peuple/élite qui caractérise le discours de Remedios Loza, femme du peuple. Le lien qui s'établit entre ces deux pôles fonctionne principalement à RTP, pour les plus défavorisés, sur le mode de l'exutoire. À défaut d'un véritable lien social, ceux-ci entrevoient l'existence d'une passerelle entre les mondes d'en bas et d'en haut en laissant libre cours à leur *besoin de reconnaissance*, ce dont fait état Remedios Loza :

« Si avant les gens ne pouvaient pas réclamer, si avant ils se demandaient "qui donc va m'écouter si je proteste, personne ne va m'écouter", ils vont au contraire à la *Tribuna* afin de protester contre ce qu'ils voient ou venir témoigner leur reconnaissance parce qu'ils obtiennent ce qu'ils demandent. C'est un *lien* [*nexo*] pour que les autorités puissent

---

[31] Dès la première fermeture de RTP, certaines interventions présentent la femme *de pollera* comme le substrat du " peuple ". Un homme d'origine populaire, qui se présente à la *Tribuna*, a cette formule : " Nous sommes issus de *la pollera* " [*hemos venido de la pollera*] (*Tribuna Libre del Pueblo*, 1988).

[32] Nous avons tenu à donner la traduction la plus fidèle possible du terme employé par Remedios Loza.

[33] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, octobre 1995.

[34] Déclaration de Carlos Palenque, *radio Continental*, 8/5/1989.

écouter leurs revendications ou pour que toute autre institution entende leurs plaintes, ou enfin pour qu'ils puissent remercier la société ou les autorités pour certaines actions »[35].

Les femmes *de pollera* sont au premier chef animées par ce besoin de reconnaissance. Voyons aussi comment l'image télévisuelle, plus encore que la radio, pourvoit à ce besoin à travers l'étude d'un cas présenté à la *Tribuna* en 1987, à une date où il n'est pas encore question de CONDEPA.

Dès la mise en service de la quatrième chaîne, les interventions des *cholas* ne sont plus seulement radiodiffusées. Comme sur les ondes de *Metropolitana*, le *Compadre* leur donne un droit de parole à la *Tribuna* mais également un espace télévisé. Certaines d'entre elles font de la publicité. Plus que la radio, l'image confère à la valorisation des femmes *de pollera* un caractère spectaculaire, notamment lors de la visite à la *Tribuna* de l'une des premières *cholas* conductrices officielles de bus, munie de son permis de conduire, comme le souligne son accompagnateur Hugo Apaza, secrétaire du syndicat de l'association de Transport Libre de La Paz. L'un et l'autre viennent inviter le *Compadre*, la *Comadre* Remedios et les caméras de RTP à l'inauguration d'une nouvelle ligne de bus dans un des quartiers situé à la périphérie de La Paz, le quartier populaire de Pampahasi[36].

La *comadre* est filmée de même que son bus et son permis. Le *Compadre* se réjouit en soulignant l'importance de l'incursion des femmes dans des activités typiquement masculines, leur « émancipation » car « elles ont les mêmes droits et les mêmes obligations que nous [les hommes] », ce que confirme Remedios Loza en défendant le rôle qui échoit désormais à la femme *de pollera*, dans des propos succédant à ceux de Carlos Palenque :

C.P. : « C'est merveilleux, *comadre* [à la *chola* conductrice de bus], justement aujourd'hui, en venant ici à *radio Metropolitana*, nous avons vu une femme avec son véhicule, qui conduisait, heureuse, et elles conduisent mieux, elles font plus attention, n'est-ce pas Remedios ? »[37].

R.L. : « Tout à fait, *Compadre*. Nous pensons que les femmes *de pollera*, *de vestido*, quel que soit leur vêtement doivent être en mesure d'avoir une influence dans la société, d'essayer d'avoir une profession afin de servir au mieux l'intérêt général [en rendant un service public] qui est celui de la société toute entière. Si les choses évoluent en ce sens, le monde ira beaucoup mieux »[38].

---

[35] Entretien avec Remedios Loza, La Paz, octobre 1995.

[36] On peut supposer que le secrétaire du syndicat n'ignore pas que la diffusion des images de la nouvelle ligne dont l'ambassadrice est en plus une femme *de pollera*, ajoutée au parrainage de celle-ci par le *Compadre* a de fortes chances de lui faire de la publicité. L'argument du secrétaire est le suivant : étant donné que la ligne est celle du peuple, RTP se doit de la filmer et le *Compadre* de la parrainer.

[37] Carlos Palenque, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

[38] Remedios Loza, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

La *chola* au parcours exemplaire (parce qu'elle rétablit en quelque sorte les principes égalitaires défendus à RTP) en est bien convaincue. Elle ne désire que « servir le peuple » avec son autobus en faisant preuve, notamment, de solidarité envers les autres femmes *de pollera* qu'il arrive aux chauffeurs de rudoyer lorsqu'elles prennent l'autobus chargées de leurs enfants. Il est aussi intéressant de voir qu'il lui importe, par son travail, de prouver au *Compadre* qu'il fait bien de croire en la capacité des *cholas* (« nous pouvons ainsi vous montrer, *Compadre*, combien nous nous sacrifions »), parce qu'il ne fait aucun doute que celles-ci veulent « travailler », « apprendre », elles « ne veulent pas rester en arrière [*quedamos atrás*] » , « pendues à un mari, ni avec les mains croisées »[39].

L'entrevue pourrait en rester à une simple valorisation du statut de la femme *de pollera* à travers un cas précis. Or elle prend la tournure surréaliste d'une croisade en faveur de ce même statut lorsque la *chola*, présente sur le plateau, se plaint du traitement qu'elle reçoit de la part des agents de la circulation qui, lorsqu'ils l'arrêtent, lui reprochent de ne pas enlever son chapeau pour conduire (fait qui, pour Remedios Loza, ne semble pas constituer une offense à l'identité de la femme *de pollera* jusqu'à ce que le *Compadre* y voie une forme de discrimination).

C.P. : « Non, non, non, *comadre*, les messieurs de la circulation se trompent, *comadre*, vous pouvez conduire avec votre casquette, vous pouvez conduire avec votre chapeau, vous pouvez conduire... eux, n'ont-ils donc pas leur casque, *comadre* ? (...) tout ceci ne figure pas dans le Code de la Route »[40].

L'argument convainc on ne peut mieux la *chola*. Elle déclare aussi que lorsqu'on l'arrête, c'est justement pour lui dire qu'une femme doit conduire sans chapeau. Après que le secrétaire du syndicat de l'association de transport libre de La Paz eut réitéré sa demande de parrainage de la nouvelle ligne, appuyée cette fois par la *comadre* chauffeur, et qu'un représentant des organisations de voisinage en eut profité pour tâcher de persuader les autorités communales de réparer la voirie mal entretenue, le *Compadre* revient sur les écrans à la suite d'une page de publicité. Entre alors en scène le colonel Jorge Espejo, fonctionnaire de la police nationale (présenté comme « la plus haute autorité ») supervisant « l'unité opérationnelle de la circulation routière ». Le *Compadre* l'interroge par téléphone sur l'interdiction faite aux *cholas* de garder leur chapeau en exerçant leur métier :

---

[39] Discours de la *chola* conductrice de bus.

[40] Carlos Palenque, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

Le colonel : « A ce sujet, je vais faire le nécessaire auprès du bataillon pour que ceci ne se reproduise plus, considérant bien que ni le chapeau, ni la *pollera* ne dénigre quiconque. Nos grands-parents et nos ancêtres ont également porté cette *pollera*, ce chapeau. C'est pourquoi nous allons interdire totalement qu'on empêche de travailler ces femmes avec le vêtement qu'elles ont toujours porté »[41].

Ce cas, au-delà de montrer le besoin de reconnaissance qui caractérise tout particulièrement la population *de pollera,* est représentatif de l'aide apportée par C. Palenque aux intervenants de la *Tribuna*. Celui-ci focalise sa plaidoirie sur l'interdiction pour les femmes de porter leur chapeau, détail qui vulgarise mieux que n'importe quelle argumentation le fait que les *cholas* subissent une réelle discrimination devant l'emploi. Le chapeau fonctionne ici en quelque sorte comme une métonymie du signe pour la chose désignée. On voit bien à travers cet exemple le décalage entre le discours du *Compadre* sur le chapeau « garant des traditions sur tout le territoire national », au fondement de l'identité de la femme *de pollera* (l'habit fait le moine puisque l'on part du principe qu'une *chola* devant enlever son chapeau pour travailler se sent obligée de renoncer à son identité, ce qui est inadmissible) et la valeur que la femme chauffeur accepte de voir attribuée au chapeau, mis par le *Compadre* et par Remedios Loza sur le même plan – somme toute guère traditionnel – qu'un casque ou qu'une casquette. Cela ne signifie bien évidemment pas que le chapeau ou la *pollera* n'aient aucune valeur identitaire pour les principales intéressées, mais plutôt que cette valeur puisse, suivant les circonstances, être perçue comme une ressource et donc instrumentalisée.

Ce cas, comme beaucoup d'autres cas présentés à la *Tribuna*, possède un dénouement heureux : RTP a entendu la plainte (public émetteur) de l'une des représentantes de la population bolivienne souffrant le plus de discrimination, suite à quoi le *Compadre* a agi en s'arrogeant le droit de demander des comptes aux « plus hautes autorités » (il s'érige ainsi en protecteur des faibles et se place symboliquement au-dessus de celles-ci), et en résolvant concrètement le problème face aux caméras. La conclusion du *Compadre* est convaincante : désormais, « les femmes *de pollera* peuvent conduire n'importe quel type de véhicule ».

1.1.2. ... mais aussi récepteur

Si le Système RTP donne accès au micro, il rend aussi intelligible la réalité bolivienne. Cet argument apparaît, en effet, comme une constante du discours des militants condépistes depuis la première fermeture de RTP. En juin 1988, un manifestant avait déclaré : « Nous voulons que le gouvernement nous rende notre radio parce que

---

[41] Discours du colonel Jorge Espejo, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

c'est la seule où nous voyons que le *Compadre* dit clairement les choses »[42]. Après le décès de C. Palenque, la fidélité à RTP demeure justifiée parce que le Système « donne [continue de donner] des nouvelles aux pauvres qu'il aide en rendant l'information compréhensible ». De la même façon, l'hebdomadaire *El Patriota* « fait connaître la réalité de ce qui se passe en Bolivie »[43] en prenant comme objet la vie des petites gens. C'est une caractéristique que le journal semble partager avec le peuple, comme le laisse entendre l'un des premiers manifestants : « Nous [le peuple] exprimons la réalité de ce qui se passe dans notre pays »[44].

Si la réalité des acteurs devient plus significative, c'est d'une part parce que le langage qu'utilise le *Compadre* est simple, concret, et qu'il dénonce les injustices dont sont victimes au quotidien les plus démunis. C. Palenque, en ingénieux vulgarisateur d'idées, n'hésite d'ailleurs pas à traduire le discours parfois trop compliqué de certains hommes politiques qui se présentent à la *Tribuna*. Il interrompt notamment en 1987 l'intervention télévisée de Luis Vásquez, alors maire d'El Alto et membre du MIR, qui expliquait à grand renfort de chiffres que les recettes de la mairie avaient augmenté grâce à la moralisation de l'exercice du pouvoir :

C.P. : « Soyons clairs, parce que notre peuple a besoin qu'on lui explique les choses comme il faut, ce qui se passait, c'était que lorsque quelqu'un allait payer ses impôts, la moitié terminait dans les poches de quelque mauvais fonctionnaire ? »[45].

D'autre part, le leader reprend à son compte, tant à RTP que dans ses discours politiques, certaines expressions en aymara caractéristiques des quartiers populaires métis de La Paz-El Alto, ce qui rompt avec le caractère élitiste de la communication traditionnelle. Ces expressions utilisées à la *Tribuna* participent d'un certain art qui consiste à placer l'interlocuteur sur un pied d'égalité en utilisant son langage. Elles contribuent surtout à faire de la *Tribuna* un espace médiatique convivial et chaleureux[46] en démontrant l'intérêt que C. Palenque porte à son peuple, même si ces références relèvent d'un vernis de culture populaire[47]. Lorsqu'elles sont utilisées pour stigmatiser le clan adverse des politiciens traditionnels, elles vont jusqu'à créer une certaine complicité

---

[42] Entretien avec un manifestant, enquête réalisée à La Paz par J. Saravia, 22/6/1988. Un militant interviewé en 1995 nous dira également " avoir entendu parler de la réalité bolivienne par l'intermédiaire du *Lic.* Palenque qui la rend compréhensible par son vocabulaire ".

[43] Entretien avec un militant, El Alto, 1995.

[44] *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

[45] Intervention de Luis Vázquez, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1987.

[46] Un journaliste du quotidien *Hoy* mentionne cette chaleur humaine " que cela plaise ou non " aux détracteurs du *Compadre*, cf. César Armando Rojas Ríos, " La caverna mesiánica Palenque RTP ", *Hoy*, 16/4/1989.

[47] Il nous semble important de ne pas sous-estimer l'effet de ce vernis de culture populaire qui participe de la valorisation des plus démunis.

entre le leader et la foule, comme lorsque C. Palenque contrefait l'accent nord-américain de Gonzalo Sánchez de Lozada.

Enfin, ces éléments formels de la communication sont relayés par un discours qui informe sur les problèmes de la « société », c'est-à-dire, selon l'électorat condépiste, du « peuple », en commentant les décisions prises par le gouvernement, en les réprouvant ou en apportant par contraste certaines solutions à ces problèmes sous les yeux des téléspectateurs. De fait, RTP ne permet pas seulement au peuple d'être émetteur. Il convertit celui-ci en récepteur d'une certaine forme de réalité présentée par le *Compadre* comme une sorte de matériau brut, ce qui évacue toute idée de cadrage médiatique[48].

La crédibilité de ces médias est, en premier lieu, due à l'effet de réalisme de l'image : la représentation du réel est prise au pied de la lettre (les téléspectateurs tendent, selon leurs propres mots, à « croire ce qu'ils voient »), ce que traduit la perception de la radio comme « la radio de la vérité » [*nos informa con la verdad*], parce qu'elle parle au nom des pauvres et n'est pas « en faveur de l'État »[49]. Mais le message est avant tout crédible parce que cette réalité médiatisée répond justement à une quête de sens : le besoin d'être reconnu, de se sentir intégré, un sens transmis par un discours sur les pauvres, pour les pauvres, ayant des effets structurants. Avant d'être valable pour CONDEPA, la formule suivante des chercheurs de l'université du Michigan peut s'appliquer à RTP : « The political parties provide one organizing dimension that seems accessible to persons of very impoverished political understanding »[50]. C'est pourquoi on n'observe aucun phénomène de sélectivité portant sur le choix des messages, qui ne sauraient être en désaccord manifeste avec les valeurs et les normes des plus défavorisés quelles qu'elles soient puisque les médias s'adressent à des secteurs sociaux qui aspirent à être intégrés, dont ils font, de surcroît, les véritables protagonistes du changement (notamment en développant leur estime de soi). Les valeurs diffusées (la solidarité, la réciprocité ou encore la persévérance dans l'effort), ainsi que les croyances (principalement celle d'un renversement de l'ordre social au bénéfice des pauvres), parce qu'elles émanent de représentants crédibles pour le peuple, sont susceptibles d'influencer les comportements et de modeler les identités[51], notamment par le biais d'un discours moralisateur, une « éducation morale », notion que Durkheim présente comme la

---

48 " Le peuple, parce que nous avons travaillé pour lui durant 20 ans, a confiance en RTP. Il sait que nous n'allons en aucun cas manipuler l'information. Ce qu'il dit à *radio Metropolitana* est diffusé dans son intégralité ", discours de Carlos Palenque, septembre 1988.

49 D'après certaines réponses positives recueillies à la question suivante : " Depuis le décès de Carlos Palenque, pourquoi êtes-vous (ou non) demeuré fidèle à RTP ? ", cf. questionnaire en annexe (ANNEXE II).

50 Angus Campbell et al., *The American Voter*, Survey Research Center, University of Michigan, 1960, p.253.

51 Sur ce point, voir principalement le chapitre V.

contrainte la plus subtile et efficace dont dispose la société pour ses membres[52]. Cette éducation vise principalement à la préservation de l'harmonie familiale suivant un certain nombre de règles prescrites (condamnation de toute forme de violence conjugale et familiale), dont il est difficile de mesurer exactement l'impact, mais qui semblent plutôt bien accueillies par les foules. Les personnes qui viennent témoigner à la *Tribuna* prennent acte des réprimandes que leur adresse le *Compadre*[53] sans se sentir agressées ; la relation n'est donc pas désavantageuse pour l'une des parties.

Pour le directeur des programmes de RTP, Adolfo Paco, l'activité médiatique doit effectivement remplir une fonction socialisatrice : « informer, *orienter* et distraire »[54]. C'est aussi le rôle du *Telepolicial* (la version télévisée du *Metropolicial*) qui vient compléter l'orientation que donne C. Palenque à la *Tribuna*[55] :

« Le *Telepolicial* naît avec *radio Metropolitana*. Auparavant, c'était le *Metropolicial*. Il y a donc eu une sorte de transfert de ce programme à la télévision. Le *Telepolicial* a pour objectif d'orienter les gens parce que cela ne plaît à personne d'y être cité. Nous avons donc fait le calcul que les gens, pour éviter d'y apparaître, évitaient aussi de commettre des délits. Nous avons pu influencer la population, mais enfin, vous savez bien que dans le monde moderne, les mauvaises choses augmentent, d'où le fait que la délinquance continue de sévir dans notre pays. Même la police est complètement désarmée face à cela. On tue même les policiers. Donc le *Telepolicial*, en plus d'informer, oriente aussi »[56].

Bien que le caractère dissuasif du *Telepolicial* ne soit pas garanti par le populaire animateur, qui souligne que même la police est la cible de la délinquance, il entre dans les objectifs de la quatrième chaîne au même titre que l'éducation des exclus. Celle-ci est annoncée par le président de RTP dès la première fermeture des médias :

« Dès que nous aurons récupéré *radio Metropolitana* et la quatrième chaîne, nous ferons de ces médias des médias éducatifs, formateurs, des médias qui pourront contribuer au dépassement [*superación*]. Ces médias seront destinés aux personnes marginalisées

---

[52] Cf. R. Boudon et F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p.121.

[53] Citons par exemple le cas d'un homme auquel la famille était venue reprocher à la *Tribuna*, entre autres, le fait qu'il ne veuille pas prendre en charge sa mère âgée. Quelques jours plus tard, l'individu rappelé à l'ordre par le *Compadre* se présentait à la *Tribuna* afin de démentir d'autres accusations portées à son encontre de la part de sa famille. Le *Compadre* l'écouta puis lui fit la morale avec un discours tombant sous le sens : votre mère vous a protégé. Aussi, vous vous devez réciproquement de lui apporter aide et soutien et de ne pas la laisser à la rue. L'homme revint à son démenti tout en reconnaissant ses torts : " Très bien, *Compadre*, je reçois toutes les recommandations que vous me faites, *Compadre*, merci ", *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

[54] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, octobre 1995.

[55] Ce lien s'illustre notamment à travers la mise en garde de C. Palenque contre la conduite en état d'ivresse (le *Telepolicial* se fait alors l'écho des propos tenus par le leader : " Nous l'avons dit et redit des milliers de fois et nous en parlons toujours dans le *Telepolicial* [allusion aux cas de personnes renversées par des conducteurs ivres]... il s'agit d'une personne sur dix... vous connaissez le slogan "boire ou conduire, il faut choisir " *Tribuna Libre del Pueblo*, 1988.

[56] Entretien avec A. Paco, La Paz, octobre 1995.

[*postergada*], à ceux que l'on oublie, en l'occurrence aux exclus, à ces *compadres* qui souffrent tant »[57].

Si pour les masses, le *contrôle social* exercé par RTP résonne spécifiquement comme une « éducation morale » en reposant sur des rapports de solidarité et de réciprocité, ce n'est pas le cas du contrôle social qui s'exerce sur la société bolivienne dans son ensemble (« les autres » extérieurs à la néo-communauté populaire), nettement coercitif, comme le souligne l'une des organisatrices du comité de défense de RTP :

« (...) Les gens ont un peu peur, parfois même la police, parfois même les députés, lorsque les gens se présentent à *radio Metropolitana*, tout le peuple écoute la quatrième chaîne, tout le peuple sait lorsqu'une personne fait du mal ou fait quoi que ce soit »[58].

Tandis qu'à RTP, la famille est orientée (*Tribuna Libre del Pueblo*, *Telepolicial*), réconfortée ou réprimandée (*Tribuna Libre del Pueblo*) ou encore récompensée (*Tribuna Libre del Pueblo*, *Sábados Populares*), les « autres » sont souvent fustigés. C. Palenque a en effet le pouvoir de demander des comptes aux plus hautes autorités[59] au point de s'ériger, à l'occasion de l'élection municipale de 1988, en « maire parallèle »[60] de La Paz-El Alto, selon l'expression de Julio Peñaloza. Le *Compadre* convoque en effet tous les candidats à des débats publics télévisés. Il est, à cette occasion, un arbitre soucieux d'insister sur le clivage entre quelques privilégiés et une majorité de petites gens. C. Palenque a enfin le pouvoir de mettre au ban de la société certains individus en les marquant de son opprobre, lorsqu'il juge que leurs actes font du tort aux plus démunis. Le ton du leader cesse alors d'être paternaliste et devient dénonciateur[61].

---

[57] Déclaration de Carlos Palenque, *radio Continental*, 8/5/1989.

[58] Entretien avec Marcela Machaca réalisé par Rafael Archondo, 1989.

[59] Les exemples qui font apparaître le *Compadre* comme un véritable contre-pouvoir ne manquent pas. On se souvient de ses attaques contre le président de la République, Gonzalo Sánchez de Lozada, au-dessus duquel il se place symboliquement (cf. le chapitre II) de même qu'il demande des comptes au colonel Jorge Espejo dans le cas de la *chola* chauffeur de bus. Dans l'une des *Tribuna Libre* de 1987, C. Palenque déplore aussi le manque de sévérité des sanctions prises à l'égard des violeurs : " Ce type d'obligations revient au congrès national, nous le disons avec emphase à RTP ".

[60] Julio C. Peñaloza Bretel, " El marketing cholo (II), De la peña a la tele... de la tele al poder ? ", *Última Hora*, 28/10/1990.

[61] Notons que ces prises de position sont parfois strictement mises au service des intérêts prosélytistes de CONDEPA, cf. José Luis Roca, " La estrategia de CONDEPA ", *Los Tiempos*, 17/3/1991. Les médias (la *Tribuna Libre* mais aussi le *Telepolicial*) sont également utilisés pour stigmatiser les " traîtres " à la cause condépiste, cf. "Alcalde y concejales denuncian que el sistema RTP vulnera la Ley de Imprenta", *Hoy*, 5/11/1991.

Si l'opposition à un groupe (« les Purs » vs. « les Impurs ») possède une « action unificatrice »[62], elle offre aussi une vision du monde simplifiée tout à l'avantage des couches populaires auxquelles est promis le triomphe.

On ne saurait donc considérer les médias du peuple comme un facteur de simple « conservation »[63] ou de « renforcement »[64] des conditions sociales existantes. Bien avant de susciter une mobilisation politique et donc d'avoir un effet indéniable sur les foules, RTP structure les opinions, énonce certaines valeurs (la solidarité, la persévérance dans l'effort) qui ne sont suivies que parce qu'elles ont comme fondement la reconnaissance du peuple, sa valorisation. En établissant un lien social (en permettant une communication imaginaire entre ceux d'en bas et ceux d'en haut), la valorisation joue un rôle intégrateur, ce qui transparaît à travers les propos d'un condépiste d'origine rurale :

« Auparavant, aucune sorte de travailleur, ni même le plus humble, le paysan, ne pouvait avoir ce privilège de parler dans ce micro. Aujourd'hui, grâce à vous *Compadre*, et c'est ce que je veux que sache toute la population bolivienne en général, nationale, grâce à votre initiative, nous pouvons tous utiliser ce micro, peut-être que notre voix peut se faire entendre, que cela soit bien ou mal interprété »[65].

Si les médias ont la possibilité d'influencer les conduites et donc de modeler dans une certaine mesure un public, c'est avant tout parce que le *Compadre* répond à des attentes de reconnaissance sociale tout en donnant aux foules des preuves tangibles de changement (le droit à la parole ou encore l'ascension sociale de Remedios Loza).

Dans les pages suivantes, nous nous intéresserons plus précisément au processus d'identification aux médias en étudiant l'effet sur le vote d'un « sentiment communautaire » qu'il reste à définir.

2. L'identification à une néo-communauté : la famille populaire

Pour appréhender le lien entre les couches populaires et les médias, il faut faire appel aux notions de projection et d'identification qui commandent la vie psychoaffective. Nous pourrons ainsi comprendre la façon dont s'opère une symbiose entre les personnages qui vivent sur l'écran et les téléspectateurs, puis par analogie entre ces mêmes médias et le peuple.

---

[62] Sigmund Freud, « Psychologie des foules et analyse du moi », in *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1981, p.162.

[63] Marshall MacLuhan, *Pour comprendre les médias, Les prolongements technologiques de l'homme*, Paris, Seuil, 1968.

[64] Joseph T. Klapper, *The effects of Mass communication*, Illinois, The Free Press of Glencoe, 1960.

2.1. La relation métonymique entre le peuple et RTP

2.1.1. L'analogie entre la famille du Compadre *et la famille populaire*

Ce qui garantit la permanence de ce lien avec le *Compadre* et ses médias, c'est sa reconstruction quotidienne tout au long de la carrière médiatique de C. Palenque (soit 27 ans). Cette reconstruction s'effectue lors de la *Tribuna* par le biais d'une mise en scène de l'émotion suscitée par les enjeux les plus familiers, les plus quotidiens, qui ont justement le pouvoir d'évoquer les sentiments les plus forts, comme le signalait déjà Angus Campbell : « We do find that the most familiar issues are also the issues that evoke most strong feeling »[66]. Chaque individu se reconnaît dans les problèmes des autres et peut profiter directement des conseils du *Compadre*. En ce sens, « la *Tribuna Libre del Pueblo* en partant de faits locaux, familiaux et individuels extrapole des conclusions d'intérêt général »[67] et l'aide apportée par RTP à certaines personnes renforce jour après jour le lien communautaire : la *Tribuna* est le lieu où le visiteur est à la fois individu et représentant d'une collectivité dont il partage les conditions de vie.

La déclaration suivante montre comment une auditrice se reconnaît dans les mots d'une femme s'étant présentée à cette émission :

« L'an passé je me suis séparée de mon époux. J'écoutais la radio et le *Compadre* s'adressait à une autre femme, venue à la radio, dont l'époux l'avait quittée et qui pleurait. Il disait '*comadre*, lutte pour tes enfants, élève-les correctement'. C'est pourquoi, lorsque je le [Palenque] vois en personne, je suis émue et je me mets à pleurer »[68].

Les médias deviennent en outre le lieu de la communion entre les membres de la communauté et l'équipe de RTP. L'émotion ressentie par les proches de C. Palenque à l'écoute des problèmes des petites gens favorise en retour l'identification avec la famille du leader – notamment la *Comadre* Mónica et sa mère, Beatriz Téllez – et fonctionne comme un gage d'honnêteté des sentiments du *Compadre* :

« Une fois, j'ai vu pleurer à la *Tribuna* Mónica et sa mère. Moi aussi, j'ai pleuré parce que j'avais pris connaissance en même temps qu'elles des mauvais traitements infligés à une femme par son époux. C'était lamentable. Nous avons vu cela à la télévision, et je suis depuis lors convaincue que le *Compadre* ressent quelque chose, que ce n'est pas superficiel pour nous amadouer. Il ne peut que ressentir la souffrance du peuple, c'est pourquoi parfois il fait preuve de solidarité. C'est aussi la raison pour laquelle j'ai choisi de

---

[65] Déclaration d'un manifestant à la *Tribuna Libre del Pueblo*, 16/8/1988.

[66] Angus Campbell et al., *op. cit.* , p.176.

[67] R. Archondo, *op.cit.*, p.125

[68] Entretien avec une militante, El Alto, septembre 1995.

travailler pour le parti et de les aider, pour que le *Compadre* soit président de la République de Bolivie, pour que la pauvreté cesse d'exister »[69].

L'exaltation émotionnelle que suscite la fermeture des médias renforce l'identification du peuple au leader converti en victime d'un gouvernement anti-populaire. Un nous collectif voit le jour, défini par C. Palenque comme « la famille » populaire :

« Vous avez pleuré, et moi aussi j'ai pleuré, j'ai pleuré d'impuissance, vous aussi vous avez pleuré d'impuissance en raison de l'injustice. Moi aussi, devant l'injustice... Nous avons pleuré ensemble sur la place San Francisco lorsqu'il n'y avait plus aucune chance d'obtenir la réouverture du Système RTP, plus aucune chance... Nous avions observé une grève de la faim que nous avons seulement interrompue pour nous rendre sur la place San Francisco et dire quelques phrases à *la famille* pour ensuite poursuivre notre grève de la faim »[70].

Dès lors, C. Palenque a recours à l'analogie entre sa famille et la famille populaire. Archondo écrit à ce sujet : « la relation métonymique entre le peuple et RTP se produit par la médiation de la famille. Tous les deux forment une communauté dont les membres s'aident en permanence. Dans certains cas, RTP assume la paternité du peuple, tandis que dans d'autres, il [le Système] lui doit son existence »[71]. Dans l'un des discours qui succède à la fermeture des médias, C. Palenque met en parallèle sa relation conjugale et le lien qui existe entre RTP et le peuple[72]. Il se présente aussi métaphoriquement comme « le fils amené à partir [à abandonner RTP] à cause des circonstances, obligé de partir, poussé à se séparer de son peuple, poussé à abandonner le foyer [le " foyer ", la " maison "[73] sont deux métaphores couramment employées pour désigner RTP] dont il s'est toujours senti fier, le foyer du peuple bolivien »[74]. Un lien de réciprocité voit le jour, au sein duquel C. Palenque occupe accessoirement la place du fils de la communauté dont il est également et principalement le père. Tout comme RTP, il incarne à la fois une chose et son contraire. Cette interchangeabilité masque en fait une relation inégale tout en posant une équivalence entre C. Palenque, ses médias et le peuple.

---

[69] Entretien avec une militante, El Alto, septembre 1995.

[70] Discours de Carlos Palenque, 1/9/1988.

[71] R. Archondo, *op.cit.*, p.137.

[72] Cf. pour plus de détails l'ouvrage de R. Archondo, *ibid.*, pp.137-144.

[73] Voir par exemple le discours de Carlos Palenque : " Merci pour ces baisers, pour ces accolades, merci de nous souhaiter la bienvenue, merci, famille condépiste, nous sommes de retour à la maison pour continuer le combat... ", Discours prononcé par le chef national de CONDEPA, Carlos Palenque Avilés, El Alto, 7/10/1994, in *Discursos 94'*, Ediciones P.P., La Paz, 1995, p. 27. Voir aussi " Ce sont comme l'a dit la *comadre* Mónica nos quartiers, la ville dans laquelle nous sommes nés, la grande maison où vivent nos frères, où vivent nos parents, où vivent nos amis, où vivent des gens comme nous, nés sous un même toit ", Discours prononcé par le chef national de CONDEPA, Carlos Palenque Avilés, Santa Cruz, 24/10/1994, *ibid.*, pp.31-32.

[74] Intervention de Carlos Palenque à RTP, août 1988.

Comme nous l'avons vu, cette identification se cristallise sous l'effet des fermetures successives de RTP qui placent ces médias (et par extension C. Palenque) du côté des victimes. Nous avons montré que la situation était mise à profit par le leader. Le licenciement du groupe de travailleurs du Système à la suite de la première fermeture[75] est aussi comparé aux mesures anti-populaires de « relocalisation » des mineurs que l'on doit également au gouvernement de Víctor Paz Estenssoro. Les employés de RTP sont présentés comme des victimes, « relocalisées » par un gouvernement insensible[76]. C'est ce même recours à l'analogie qui ponctuera les discours politiques de C. Palenque à une nuance près : lorsqu'à la suite des premiers résultats de 1989, il se réfère à la « famille agrandie », mobilisée contre ceux qui avaient voulu « passer sous silence la voix du peuple », l'analogie s'applique au peuple et à la « nation » ou « patrie ».

Les interventions populaires à la *Tribuna* qui succèdent à la fermeture du Système démontrent l'impact du discours. Un manifestant déclare notamment : « Nous devons défendre le peuple et nous appartenons précisément à cette *famille*... »[77]. Le processus d'identification des masses à RTP va dès lors se construire autour d'une relation symbiotique famille populaire/médias, ayant C. Palenque pour principe cohésif. Dans ce contexte, on peut déjà émettre l'hypothèse que c'est la relation au Système et à son fondateur qui prime sur le lien des téléspectateurs avec les autres personnages de RTP[78].

La relation métonymique entre le peuple et RTP atteint son paroxysme lors de la rupture entre les époux. C'est alors le *Compadre* qui, compte tenu du lien de réciprocité précédemment mis au jour, va éveiller la solidarité de ses partisans en devenant l'acteur de son propre mélodrame.

2.1.2. « Le drame de la politique populaire »[79] ou la telenovela condépiste

Remedios Loza, dans son désir de montrer « la liaison du pays », avait mentionné l'origine sociale des différents membres de l'équipe de RTP, mettant ainsi en évidence la relation entre plusieurs groupes sociaux parmi lesquels elle avait conscience de représenter les femmes du peuple, voire l'expression la plus authentique du peuple. En

---

[75] Cf. le chapitre I de cette thèse.

[76] " Aujourd'hui, le gouvernement met à la rue 150 travailleurs ainsi qu'un groupe de cadres du Système RTP ", Intervention de Carlos Palenque, RTP, 7/11/1988.

[77] *Tribuna Libre del Pueblo*, 7/11/1988.

[78] Nous y revenons dans le chapitre VII.

[79] Expression empruntée aux chercheurs de l'Université du Michigan, " The drama of popular politics ", *op. cit.*, p.176.

homme d'affaires avisé, Adolfo Paco nous livre une vision du Système qui permet de mieux cerner les mécanismes de fidélisation de sa clientèle :

Q. : Que pensez-vous que RTP représente pour les gens ?

R. : « Une des choses positives de RTP est qu'il [le Système] a des symboles qui sont les caractéristiques de la chaîne, pas comme sur d'autres chaînes, par exemple, qui ont un programme dont le cycle se termine, qui n'existe plus ou un feuilleton qui a un succès ponctuel. Dans notre cas, c'est totalement différent. RTP a des symboles, à commencer par Carlos Palenque, *doña* Mónica, la *Comadre* Remedios, Edgar Patiño, Verónica qui sont ceux qui parlent. Ils sont devenus comme une sorte de label de chaque produit de RTP »[80].

Contrairement aux autres médias, RTP offre des produits de consommation qui durent dans le temps, vivent sous les yeux des téléspectateurs, souffrent avec le peuple. Ceci tend à faciliter l'identification totale des foules, car alors que celle-ci est forcément recréée lors de chaque série télévisée, elle dure 27 ans à la *Tribuna* avec certes comme personnages principaux les membres de la famille du *Compadre* mais également tous les personnages issus du peuple qui défilent jour après jour. Pour ces derniers, le scénario est sensiblement le même. Il est fait d'abus en tout genre et de détresse humaine qui ressemble parfois à s'y méprendre aux *telenovelas* que diffuse la chaîne[81]. La ressemblance des témoignages tend même à donner la sensation de personnages-types. Les amours tourmentées de jeunes gens que sépare leur origine sociale sont l'un des thèmes de prédilection de ces feuilletons, le tout étant filmé dans un décor plus amène que les rues d'El Alto.

En 1986, C. Palenque présente à nouveau le cas d'une employée domestique[82] qui eut un enfant du fils de ses patrons. La famille de celui-ci lui enleva le bébé. Le *Compadre* relate les faits en mettant en parallèle le cas de la jeune fille avec un feuilleton que diffuse au même moment la quatrième chaîne. La jeune fille est présente sur le plateau de la *Tribuna* alors que C. Palenque introduit le drame :

« En me souvenant de la programmation de la chaîne qui inclut le feuilleton "Le Droit de Naître", je me permets de montrer à l'opinion publique nationale un fait comparable, voire similaire : celui d'une mère qui peut avoir sa vie détruite à cause de l'absence de son enfant chéri »[83].

---

[80] Entretien avec A. Paco, La Paz, octobre 1995.

[81] D'après Rafael Archondo, ces feuilletons occupent la majeure partie du temps d'antenne, *op. cit.*, p.99. Ils recueillent aussi un large succès auprès des couches populaires.

[82] C'est en prenant la défense d'une employée domestique que C. Palenque avait été incarcéré en 1979.

[83] Cas de Celia Pinto retranscrit par Rafael Archondo, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1986.

C. Palenque cite la famille ayant fait l'objet d'une dénonciation publique de la part de la jeune fille, et il se pose en intermédiaire entre les autorités susceptibles de résoudre juridiquement le litige et la jeune mère. Au cours des différents épisodes de la même histoire entrent en scène tout d'abord deux personnages sur lesquelles Celia Pinto, qui provient d'une communauté rurale, semble pouvoir compter à La Paz, puis des paysans de la communauté de Charazani[84] d'où elle provient, manifestement sensibilisés par le drame. L'un d'entre eux déclare :

« Je demande au père de l'enfant de se présenter, à cette canaille qui a abusé de cette enfant, cela ne devrait pas arriver car nous ne sommes plus au temps de l'esclavage. C'est pourquoi, *Compadre*, nous demandons à cet homme de se présenter à RTP pour que tout le peuple le voie. S'il ne vient pas, c'est nous qui irons le chercher (...) »[85].

Ce cas apparaît comme un condensé de divers éléments dont il a été question dans les pages précédentes : il montre une fois de plus comment RTP recrée du lien communautaire, il met en scène la façon dont le *Compadre* stigmatise certains « coupables » auxquels il demande de répondre « devant la justice d'un acte inqualifiable en plein XXème siècle ». Mais surtout – et c'est ce que nous retiendrons ici –, il suggère l'idée d'une analogie entre les produits de la chaîne (ses symboles, mais aussi ses *telenovelas*) et la vie des petites gens qui se présentent à la *Tribuna*, auquel RTP doit son taux d'audience record à La Paz-El Alto.

Nous avons vu que les téléspectateurs de la quatrième chaîne se sont peu à peu familiarisés avec les proches du *Compadre* et qu'il est arrivé à ceux-ci de démontrer, notamment par leurs larmes, qu'ils partageaient la souffrance du peuple. À l'occasion de la rupture des époux, c'est la *Tribuna Libre* qui est transposée dans le foyer des Palenque, comme l'écrit un chroniqueur du journal *Última Hora*[86]. La presse parle à l'unanimité de *telenovela*[87]. Le journaliste Carlos Mesa rappelle que C. Palenque avait souvent déclaré que Mónica et lui-même étaient plus vrais que n'importe quels autres politiciens, parce qu'ils se montraient dans leur vie quotidienne. Il s'interroge aussi sur le succès du mélodrame qui éclipse tout éventuel débat politique autour des thèmes de la démocratisation interne ou du « mouvement générationnel », en expliquant celui-ci par le

---

[84] Une communauté située dans le département de La Paz.

[85] Cas de Celia Pinto retranscrit par Rafael Archondo, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1986.

[86] Edgar Ramos, " La *Tribuna del Pueblo* en el hogar de los Palenque ", *Última Hora*, 15/9/1996.

[87] Juan de Recacoechea, "Con ritmo propio. Los de arriba también lloran ", *Última Hora*, 15/9/1996, Carlos Mesa, " Carlos y Mónica: Algo más que un melodrama político ", *La Razón*, 15/9/1996.

fait que le parti a pour moteur les sentiments les plus profonds des *compadres*[88]. C'est effectivement ce que reflète cet extrait d'entretien avec une militante condépiste d'El Alto :

« Ce matin-là, nous avons appris que la *Comadre* Mónica avait trahi le parti, un matin, aux informations. Et cela nous a fait mal. Dans nos maisons mêmes, nos enfants ressentent la douleur. Sa trahison, nous la ressentons en tant que femme [*en pleurs*]. Du coup, on a l'air de quoi, toutes les femmes, parce qu'il [le *Compadre*] lui a donné une place de choix, elle a été maire grâce au chef, personne ne l'aurait connue autrement. C'est le chef qu'on connaît et c'est pour le chef que tout le monde a travaillé. C'est pourquoi une trahison fait mal à tout le monde, à n'importe quelle militante. Nous allons continuer à suivre le chef et à le soutenir jusqu'à ce qu'il soit président (...) »[89].

Au-delà de mettre en évidence la place que les militantes *de pollera* accordent en général au chef dans l'organisation, ces propos montrent que l'identification au parti (et en l'occurrence à Mónica Medina) se trouve intensifiée sous l'effet de la « trahison ». Mónica Medina subit la réprobation morale dont il a déjà été question en décevant les militantes. Mais cette identification amplifiée laisse entrevoir un signe d'inquiétude quant à l'avenir du parti (étant donné que les bases condépistes voient leur leader souffrir). La peine, souvent ressentie en famille, provient aussi du fait de trouver C. Palenque amaigri lors de la célébration annuelle de l'anniversaire du parti en septembre 1996, comme nous l'avaient rapporté un certain nombre de militantes, alors que le couple Medina-Palenque est en pleine crise. On peut dire avec les chercheurs de l'université du Michigan que « a fact like divorce is, for most people, a concrete and familiar part of social experience. It can have full meaning for the person who knows nothing whatever of politics »[90] en ajoutant que, dans le cas de CONDEPA, le divorce n'acquiert une signification politique que parce que l'on craint qu'il affaiblisse le leader, que ses troupes (principalement féminines) viennent à leur tour réconforter à la *Tribuna*. La cohésion autour de C. Palenque peut être mise sur le même plan que les témoignages de solidarité auxquels donnent lieu les différentes fermetures de RTP. C'est d'ailleurs la seconde fois que les bases condépistes voient leur chef pleurer.

En somme, la relation métonymique entre le peuple et RTP prend des proportions inédites lors du conflit politico-conjugal des époux, en montrant que l'intensité de l'identification partisane varie en fonction de l'intensité du drame. Elle s'explique également par le fait que RTP a su forger des « symboles ».

---

[88] Carlos Mesa, " Carlos y Mónica: Algo más que un melodrama político ", *La Razón*, 15/9/1996.

[89] Entretien avec Nilda, employée municipale à El Alto, 1997.

2.1.3. L'identification à des symboles

Au cours du même entretien, Adolfo Paco nous livre une seconde clé importante pour comprendre le processus d'identification des foules : chaque « symbole » ne vaut que parce qu'il incarne le message du Système, qu'en tant qu'instrument des médias populaires[91] :

Q. : Et que symbolisent exactement Carlos Palenque, la Comadre Remedios... ?

R. : « Tout est fonction du thème social. Le thème social englobe tout ce sentiment que le peuple a envers eux, et dans mon cas, dans celui du *Patito* [surnom de Edgar Patiño], les gens voient simplement que nous faisons de la télévision, comme dans n'importe quelle télévision du monde, on devient populaire. C'est donc ce qui se passe pour nous »[92].

Q. : Cela signifie que vous ne symbolisez rien ?

R. : « Voir Adolfo Paco, Edgar Patiño, c'est voir en eux RTP. Cela pourrait fonctionner pour n'importe qui d'autre. Cela dépend aussi de la manière dont nous réussissons à cadrer [*encajar*] avec ce que signifie le travail du Système »[93].

Adolfo Paco tout comme Edgar Patiño incarnent « le thème social » du seul fait de leur appartenance à RTP, bien qu'ils soient principalement connus comme animateurs de *Sábados Populares* et qu'ils aient infiniment moins d'impact sur les foules[94] que la *Comadre* Remedios ou que la *Comadre* Mónica. L'une et l'autre suscitent en effet davantage l'émotion, la première en tant que représentante des femmes du peuple, la seconde de par son statut de compagne et étroite collaboratrice du *Compadre*. Tous les « symboles » sont donc plus ou moins remplaçables (ce que confirmeront les remaniements au sein du parti) tant que demeure en place le principe cohésif de la « famille » auquel chacun doit son existence, son ascension sociale... ou sa déchéance. Ceci n'échappe pas au public qui s'identifie, toujours selon Paco, à la personne qui « a lutté pour la justice de ce peuple et a toujours tâché d'améliorer le sort des habitants de ce pays » : Carlos Palenque. D'après l'animateur, la création de CONDEPA résulterait

---

[90] A. Campbell et al., *op.cit.* , p.254.

[91] Le même phénomène est dans une certaine mesure observable pour CONDEPA dont les candidats tirent une partie de leur légitimité (voire leur entière légitimité) du fait d'être choisis par le *Compadre* ou de l'accompagner.

[92] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, octobre 1995.

[93] Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, octobre 1995.

[94] Même si Adolfo Paco conduit la *Tribuna* aux côtés de C. Palenque, on ne lui reconnaît pas la chaleur humaine du *Compadre*. Certains auditeurs nous avaient confié écouter de façon plus " distraite " l'émission lorsque Paco en était l'unique présentateur (lors des déplacements du *Compadre*) pour les raisons suivantes : l'animateur " ne sait pas parler aux gens ", il " ne les laisse pas parler " ou encore il " ne s'adresse pas aux gens comme il faut " [*No trata bien*].

aussi de deux facteurs[95] : la fermeture des médias (identification peuple/médias) et le fait d'éteindre la voix de C. Palenque (identification plus directement personnalisée à un leader à la fois crédible et charismatique parce qu'il se situe du côté des plus défavorisés). Voici comment un homme qui se présente à la *Tribuna* lors de la réouverture d'août 1988 rend cette symbiose manifeste :

« Cette radio est notre bouche à nous, celle de la population majoritaire, ce n'est pas *radio Metropolitana* qui est fermée, ni la quatrième chaîne, mais nous-mêmes. Nous-mêmes, la population en général qui sommes l'État, la Patrie, le drapeau national, nous sommes là [*nosotros estantes*], nous sommes des habitants. C'est cela que l'on ferme, ce n'est pas vous, *Compadre*. Parce que vous avez fait et faites partie de nous, Dieu en a voulu ainsi »[96].

Les mesures prises contre RTP portent donc atteinte au droit du peuple à l'expression et elles sont mises à profit par le futur leader de CONDEPA qui devient le porte-parole des exclus en leur fournissant « les instruments de la réappropriation de leur propre expérience »[97]. Or il ne suffit pas de permettre aux acteurs d'identifier la source des maux dont ils souffrent pour susciter la protestation. Il faut aussi que C. Palenque fasse lui-même l'expérience de l'exclusion en occupant la position dominée de victime d'un gouvernement anti-populaire pour que l'ordre social cesse d'apparaître comme immuable. En effet, la crédibilité du leader comme représentant des intérêts des dominés *vs.* ceux des dominants se construit par projection, dans le partage d'une expérience commune qui renforce l'identification des foules, révélant à elle-même la famille populaire, la « réveillant », lui « ouvrant les yeux »[98].

2.2. RTP ou la réinvention de la communauté

Dans son ouvrage sur CONDEPA, Rafael Archondo entend montrer que C. Palenque réussit à « soulever les démons intérieurs des Aymaras » en revitalisant la

---

[95] " CONDEPA naît dans le climat d'ébullition de la fermeture de RTP qui était un peu aussi la voix des sans voix, et bien entendu cela revenait aussi un peu à fermer la voix de Carlos Palenque qui est la personne qui a lutté pour la justice de ce peuple et a toujours tâché d'améliorer le sort des habitants de ce pays ", Entretien avec Adolfo Paco, La Paz, octobre 1995.

[96] *Tribuna Libre del Pueblo*, août 1988.

[97] Pierre Bourdieu, *La distinction*, Paris, Les Editions de minuit, 1979, p. 538. Ceci dit, il serait faux de ne voir en Palenque qu'un " producteur professionnel de discours " dont les dominés seraient " à la merci " car le leader fait *objectivement* partie de ceux dont il devient le porte-parole au même titre que chaque militant de CONDEPA investi du rôle de porte-parole de la cause populaire.

[98] Selon deux militants encore sous l'émotion de la réouverture de RTP, *Tribuna Libre del Pueblo*, août 1988.

communauté andine en milieu urbain[99], une thèse qui va dans le sens de certaines théories du populisme[100].

Pour Archondo, le public de RTP – et par extension les bases condépistes – serait constitué de déracinés d'origine rurale, nostalgiques d'anciennes formes d'organisation indienne. Ceci expliquerait le lien inconditionnel au leader – garant de la pérennité d'une culture – et à ses médias, que les migrants sont aussi « les premiers à choisir »[101]. Archondo nuance toutefois certaines de ses conclusions en citant les résultats d'une enquête qui montre que « la préférence urbaine se rapproche des émissions bilingues en espagnol et en aymara et s'éloigne de ceux qui n'utilisent que l'une de ces deux langues ». « Tandis que 72% des paysans écoutent des radios qui n'utilisent que l'aymara, 67% des migrants urbains sondés optent pour un contenu bilingue (...) » [102].

À l'inverse de la thèse d'Archondo, d'autres travaux font apparaître les mass-médias comme un ferment d'acculturation très actif parce que les messages qu'ils véhiculent, auxquels les formes culturelles traditionnelles résistent d'ailleurs mal, sont en grande partie élaborés dans les sociétés industrielles avancées[103]. Ces études insistent sur le fait que les médias provoquent un intérêt pour des aspects de la vie sociale jusqu'alors totalement ignorés, favorisant l'intégration, et par conséquent l'atténuation des spécificités culturelles, en un mot l'uniformisation.

Dans notre enquête, même si l'écart entre les pourcentages demeure modeste, il apparaît que *Metropolitana* et la quatrième chaîne tendent à être plus appréciées des migrants nés dans les zones rurales du département de La Paz, en général aymaras, que des individus originaires d'El Alto[104]. Ces chiffres sembleraient donc, à première vue, valider la thèse d'Archondo, d'autant plus que les intentions de vote pour CONDEPA confirment cette tendance[105].

---

[99] L'auteur justifie sa thèse en se référant à certaines déclarations du leader de CONDEPA suggérant l'idée d'une résurrection métropolitaine de l'*ayllu, ibid.*, pp.72-73.

[100] Les théoriciens du " populisme agraire " partent de la constatation que les mouvements populistes émergent dans des périodes de transformations, ce qui les amène à diviser la société en deux : ceux qui désirent le changement et ceux qui, en étant réfractaires à la modernisation, préfèrent le retour en arrière. Cf. notamment Margaret Canovan, *Populism*, Londres, Junction Books Ltd., 1981, pp. 98-135.

[101] R. Archondo, *op. cit.*, p.89.

[102] CIPCA (1976-1977). Cf. R. Archondo, *ibid.*, p.79. Rappelons que les émissions de RTP les plus suivies ne sont justement pas celles qui font un usage exclusif de l'aymara.

[103] Wilbur Lang Schramm, *op. cit.*, 1964.

[104] Nous obtenons à la question portant sur les préférences radiophoniques 32,4% d'auditeurs d'origine rurale contre 20,4% d'origine urbaine. L'écart se resserre dès lors qu'il s'agit des goûts télévisuels (29% contre 22,9%), ce qui pourrait refléter la moindre importance des émissions en langue aymara sur les écrans.

[105] Cf. le chapitre III de cette thèse.

Pourtant, l'explication du vote pour CONDEPA par l'origine rurale du public de RTP est loin d'être évidente : notre enquête montre en effet que les effets du lieu de naissance sont soit annulés par le fait de préférer la quatrième chaîne (tableau 1), soit atténués par le fait d'écouter de préférence *radio Metropolitana* (tableau 2).

Tableau IV - 1

Intentions de vote de la population d'El Alto lors de l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du lieu de naissance et de la chaîne de télévision préférée

Population 1 : La chaîne de télévision préférée est la quatrième chaîne (Système RTP)

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
El Alto	83,7	16,3	100 (92)
Département de La Paz (zone rurale)	82	18	100 (61)
Hors du département de La Paz	85	15	100 (20)
Total (effectifs)	83,2 (144)	16,8 (29)	100 (173)

Population 2 : La chaîne de télévision préférée est n'importe quelle autre chaîne

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
El Alto	30,7	69,3	100 (277)
Département de La Paz (zone rurale)	59,4	40,6	100 (128)
Hors du département de La Paz	24,3	75,7	100 (74)
Sans-réponse	100	-	100 (1)
Total (effectifs)	37,5 (180)	62,5 (300)	100 (480)

Tableau IV - 2

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du lieu de naissance et des préférences radiophoniques

Population 1 : La radio préférée est *radio Metropolitana*

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
El Alto	89	11	100 (82)
Département de La Paz (zone rurale)	83,8	16,2	100 (68)
Hors du département de La Paz	73,7	26,3	100 (19)
Total (effectifs)	85,2 (144)	14,8 (25)	100 (169)

Population 2 : La radio préférée est n'importe quelle autre radio

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
El Alto	29,8	70,2	100 (262)
Département de La Paz (zone rurale)	55,8	44,2	100 (113)
Hors du département de La Paz	30,6	69,4	100 (72)
Sans-réponse	100	-	100 (1)
Total (effectifs)	36,6 (164)	63,4 (284)	100 (448)

Ces résultats suggèrent l'hypothèse d'une influence socialisatrice des médias auxquels l'électorat de CONDEPA s'identifie, quel que soit son lieu de naissance, sans que cette socialisation politique puisse être tenue pour un simple ferment d'acculturation, à moins de considérer cette dernière comme un effet inhérent aux règles commerciales de l'activité médiatique. Même si l'on peut supposer que les téléspectateurs de RTP sont « acculturés » parce qu'ils suivent des émissions qui prétendent à l'évidence être vues et écoutées par un large public dont les spécificités culturelles importent peu, comment expliquer qu'ils préfèrent les émissions de la quatrième chaîne (notamment ses feuilletons télévisés) à des produits au moins équivalents sur d'autres chaînes ? L'argument d'une « étiquette »[106] attachée à ces émissions (celle de médias qui « appartiennent au peuple, aux pauvres »[107]) nous semble éclairer ici de manière convaincante l'identification à une néo-communauté qui réussit à fidéliser le public.

Les condépistes définissent cette néo-communauté comme un espace local, urbain plutôt que rural, dans lequel se trouvent concentrés les votants. D'après une électrice interviewée en 1995 : « la majorité des gens de la *hoyada* [La Paz], d'ici, de la ville de La Paz vote pour CONDEPA »[108]. Il serait donc tout aussi inexact de dire que RTP atténue les spécificités culturelles que de défendre l'idée d'une revitalisation de celles-ci. Il semble que les médias recréent plutôt un sentiment d'appartenance à un monde ayant cessé d'être rural[109] en renforçant les liens de ce qui se présente, à travers les propos d'une militante alténienne, comme une communauté urbaine :

« J'écoute *radio policial* [la version radiodiffusée du *Telepolicial*] parce que je vois directement les images. Parfois, nous ne pouvons pas nous rendre en ville pour des

---

[106] Nous reprenons le mot d'Adolfo Paco.

[107] " Nous demandons qu'on nous rende la radio parce que la radio est au peuple, elle est aux pauvres ", réponse d'un manifestant interrogé par J. Saravia sur l'enjeu des mobilisations le 22/6/1988.

[108] Entretien avec une électrice condépiste, El Alto, 1995. Notons que même après le décès du *Compadre*, certaines personnes interviewées dans le cadre de notre enquête justifiaient encore leur fidélité au Système parce qu' " on y voit des choses de El Alto et de la ville ".

[109] Il n'en demeure pas moins possible que ce type d'identification à une communauté territoriale puisse dans une certaine mesure refléter un sentiment d'appartenance caractéristique d'une culture paysanne, cf. Cf. Marie-Danièle Demélas, *L'Invention Politique*, Paris, Editions Recherche sur les Civilisations, 1992, p.249. Pour Favre, " le sentiment d'appartenance des Indiens se réduit traditionnellement à la communauté locale ", in Henri Favre, " Pour un modèle alternatif de la société andine ", *INSERM*, août 1976, vol.63. pp. 73-86.

raisons économiques. Mais la télévision et la radio nous informent dans le détail, sans mentir, contrairement aux autres radios qui mentent, qui n'informent pas bien. Grâce à *radio Metropolitana* et au *Telepolicial* que nous regardons le soir, nous pouvons voir qui est mort, de quelle manière, parfois nous retrouvons nos proches en regardant la télévision »[110].

Les téléspectateurs attendent principalement de RTP qu'il informe sur le devenir d'une néo-communauté circonscrite aux villes de La Paz-El Alto. Lors de la réouverture des médias en août 1988, une femme se présente à la *Tribuna* en se déclarant heureuse de « savoir enfin [à nouveau] tout ce qui se passe ici ». La réouverture opère comme une restitution de la parole à la famille, d'où l'intensification de l'émotion populaire : « *Compadre* – déclare une autre femme *de pollera* – je me réjouis [elle pleure]. Nous n'avions plus de communication, *Compadre*, nous sommes restées comme orphelines, *Compadre*... »[111]. Un homme ajoute : « Enfin notre maison ne ressemble plus à une veillée funèbre, il y a de la joie, il ne fait plus sombre, il y a une lumière »[112]. Enfin, Genaro Torres rapporte les paroles suivantes de manifestants pacéniens qui se présentent à la radio : « Beaucoup de choses ont eu lieu alors que vous [Palenque/RTP] n'étiez pas avec nous. Nous n'avons pas pu être informés »[113].

Donc, même si les médias informent sur des événements extérieurs à la communauté (C. Palenque ouvre en général la *Tribuna* en donnant son opinion sur un sujet d'actualité), ce n'est que pour mieux revenir à celle-ci, à laquelle est consacrée l'émission. Comme les exclus ont la sensation de peser dans la société (ce que leur confère le droit à la parole), on comprend qu'ils soient « intéressés »[114] au fonctionnement des médias et à la transformation d'un mouvement social en mouvement politique. Carlos Palenque donne ainsi lieu à la structuration d'une identité intégratrice (« Nous » = les exclus) de l'ordre d'un néo-communautarisme qui passe par l'identification des plus démunis à RTP.

Enfin, la survie du lien entre le peuple et RTP au décès de Carlos Palenque démontre une fois de plus sa prégnance. En effet, si en 1988, dans un contexte d'intensification des émotions, « faire taire RTP, c'est faire taire le peuple »[115], notre enquête montre que le même type d'argument sert à expliquer la fidélité populaire au

---

[110] Entretien avec une militante, El Alto, 1995.

[111] Manifestante, *Tribuna Libre del Pueblo*, août 1988.

[112] Manifestant, *Tribuna Libre del Pueblo*, août 1988.

[113] Entretien avec Genaro Torres réalisé par Rafael Archondo, 1989.

[114] La notion est empruntée à Pierre Bourdieu, *op. cit.*, p.480-481. Notons cependant que dans notre cas, la sensation de légitimité (la propension à prendre la parole) n'est pas tant liée au capital scolaire qu'à la crédibilité de ce qui apparaît comme un combat avant tout médiatique pour que les dominés aient droit à ce qu'on leur reconnaisse des droits.

[115] Selon les mots d'un commerçant, *Tribuna Libre del Pueblo*, 22/6/1988.

Système en 1997. Les condépistes se perçoivent comme les propriétaires des médias (un électeur déclare : « c'est comme si cette chaîne de télévision m'appartenait »), parce que, selon eux, « ils n'ont pas perdu leur simplicité ». Dans certaines réponses, la fidélité à RTP est synonyme de fidélité au *Compadre* (« Comment ne regarderions-nous pas sa radio et sa chaîne de télévision puisqu'il nous a dit qu'elles étaient à nous, au peuple ? »).

Nos résultats confirment ceux d'une enquête réalisée en 1988 sur la perception de *radio Metropolitana* qui mettent en évidence l'intérêt « néo-communautaire » du public : 32% des auditeurs y déclarent écouter cette radio parce qu'elle « est populaire et représente le peuple »[116] et seuls 17% donnent à leur préférence des justifications plus concrètes en affirmant qu'elle « aide les pauvres »[117].

Avant les élections nationales de juin 1997, les Alténiens qui se déclarent fidèles à RTP[118] se répartissent en deux groupes principaux : ceux qui affirment leur appartenance à une famille populaire (+ : « parce que RTP est le peuple » = 37%) et ceux qui entendent témoigner leur reconnaissance au chef défunt de la communauté (+ : « en remerciement à Carlos Palenque » = 24%). En 1997, l'identification à RTP semble donc bien survivre à la disparition du *Compadre*.

---

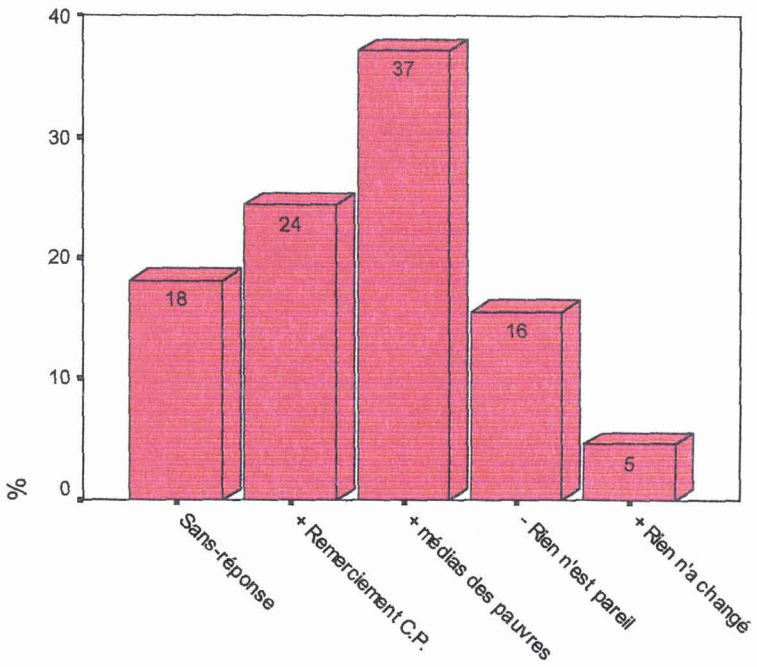
[116] Nous avons additionné les modalités "Elle est populaire" (12%) et "elle représente le peuple" (20%), cf. J. Saravia y G. Sandoval, *op. cit.*, p.54.

[117] Les autres pourcentages sont inférieurs aux deux chiffres cités (exception faite de la modalité "autres" non spécifiée = 26%).

[118] Le détail des résultats est le suivant : 37,8% de réponses positives contre 8,1% de réponses négatives et 7,7% de sans-réponse (pour cette question, seuls 384 individus ont été retenus sur un échantillon de 717 personnes).

Graphique IV - 1

Pourquoi (oui ou non) demeurez-vous fidèles à RTP depuis le décès de Carlos Palenque ? (question posée aux seuls auditeurs et téléspectateurs de RTP dans la ville d'El Alto)



2.3. *Le Compadre, principe cohésif de la néo-communauté*

Bien que nous ayons établi une distinction entre les arguments qui relèvent strictement du sentiment néo-communautaire et ceux qui font avant tout référence au *Compadre* pour justifier la fidélité à RTP, ces deux catégories n'en demeurent pas moins liées. C. Palenque est en effet présenté comme un membre de la famille populaire dont il s'est fait le défenseur, tour à tour en tant que père et frère : « C'était mon père, il a aidé les pauvres » / « C'est un membre de la famille » / « C'est un ami, un frère et un père »[119]. La relation mentionnée est tantôt inégalitaire (c'est bien le *Compadre* qui, compte tenu de son statut au sein de la communauté, est à même de prendre la défense des plus démunis), tantôt égalitaire. Les personnes interrogées assimilent alors le peuple et son défenseur (« le *Compadre* s'identifiait à nous » ou encore « c'est la radio du *Compadre* »), ce qui revient à justifier sa fidélité à RTP par l'argument que l'entreprise appartient au peuple. Il leur arrive également de confondre le peuple et des médias qui perpétuent le

[119] D'après les propos recueillis lors de notre enquête.

souvenir du leader : « Cela appartient au *Compadre*. Bien qu'il ne soit plus là, il nous laisse la radio »[120].

D'autres arguments insistent davantage sur l'idée d'un vote de réciprocité, « de fidélité, de loyauté au *Compadre* » parce que lui-même a été « conséquent » avec les pauvres. Ce vote entend rendre hommage au leader qui « vit dans les cœurs populaires »[121]. Certaines des réponses qui témoignent de la croyance en ce dernier peuvent être interprétées comme une façon de nier la rupture causée par son décès[122]. En effet, certaines personnes ne justifient leur fidélité au Système que parce qu' « avant la *Tribuna Libre del Pueblo*, on entend le *Compadre* et on continue de le voir, même un court instant »[123]. Le lien avec les pauvres n'est en général pas perçu comme rompu, ce qui peut expliquer que seuls 16% des individus demeurés fidèles à RTP avouent que « rien n'est pareil » depuis la mort du *Compadre*. Il est aussi symptomatique qu'un nombre encore plus faible d'Alténiens (5%) tende à reconnaître que « rien n'a changé ». La fidélité à C. Palenque relève bien d'un désir de croire en la continuité du projet.

Non pas que les signes de « dislocation » de la communauté (pour reprendre le mot d'un Alténien : « tout est sens dessus dessous »), ne soient pas présents dans les esprits. Certains téléspectateurs constatent en effet que Verónica Palenque « n'a pas les mêmes mots que son père », « qu'il n'y a plus de conseils », « qu'il n'y a plus cette étincelle », ou encore que le *Compadre* « recevait avec plus d'affection ». Mais seule une minorité des personnes interrogées avant les élections nationales de 1997 démontre avoir perdu l'espoir et confesse sa peine.

Seule une différence de degrés nous semble séparer le choc émotionnel dû au décès de C. Palenque du trouble provoqué par les fermetures de RTP (lors de la première fermeture, une femme se présente à la télévision et déclare « c'est un deuil pour nous tous »[124]). Ces chocs affectifs entraînent, à des degrés différents, une « intensification de l'affectivité »[125] et un renforcement du soutien au parti. C'est ce qui pourrait expliquer que la référence à Carlos Palenque, représentant de la néo-communauté, tende à être plus explicative du vote que la seule allusion aux médias (tableau 3) :

---

120 *Ibidem*.

121 Cf. photo n°3, ANNEXE III.

122 Nous développons ce point dans le chapitre VI.

123 En effet, même après son décès, c'est encore l'image et les paroles du leader qui ouvrent et ferment la *Tribuna Libre del Pueblo*, encadrant ses deux héritières politiques qui conduisent l'émission : Remedios Loza et Verónica Palenque.

124 Intervention d'une auditrice et téléspectatrice, 5/6/1988.

125 S. Freud, *op.cit.*, p.143.

Tableau IV - 3

Intentions de vote de la population d'El Alto lors de l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des motifs de la fidélité à RTP

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Remerciement à Carlos Palenque	89,4	10,6	100 (94)
Médias des pauvres	77,6	22,4	100 (143)
Rien n'a changé	66,7	33,3	100 (18)
Rien n'est pareil	56,7	43,3	100 (60)
Sans-réponse	38,6	61,4	100 (70)
Total (effectifs)	69,6 (268)	30,4 (117)	100 (385)

En conclusion, les différentes fermetures de RTP donnent lieu à l'émergence d'un sujet politique, à la revendication publique de nouvelles appartenances qui se forgent et se consolident dans l'opposition aux ennemis du peuple. Un antagonisme de classe voit le jour dans lequel le sentiment du « Nous » (la famille populaire ou néo-communauté) se trouve renforcé par rapport à « Eux » (tous les gouvernements anti-populaires). Mais ces nouvelles appartenances sont avant tout suscitées par un personnage médiatique auquel les pauvres s'identifient parce qu'il apparaît comme une victime de mesures anti-populaires. En ce sens, le fait d'éteindre la voix de C. Palenque renforce l'identification à celui-ci et contribue à expliquer l'intensité de l'engagement. C. Palenque incarne en quelque sorte un « mythe nouveau »[126]. Il acquiert la légitimité suffisante pour organiser politiquement certains groupes, parmi lesquels les électeurs non politisés sont nombreux. Cette légitimité dépend certes du lien qu'il construit entre lui et les foules grâce à ses médias mais également de l'un des « symboles » qui l'entoure auquel s'identifie un groupe d'électrices.

[126] « Pour qu'il y ait une action politique organisée, il ne suffit pas que la structure sociale ne paraisse plus légitime, il faut que la légitimité soit transférée à de nouveaux groupes entraînés par un mythe nouveau », cf. Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel, les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°5, octobre 1996, p.185.

Chapitre V

Le vote pour *Conciencia de Patria* : une affaire de femmes

> « Remedios Loza représente quelque chose de très significatif. D'abord, c'est la première femme *de pollera* qui est arrivée à l'Assemblée, et de ce fait il y a beaucoup de femmes *de pollera* qui se préparent. Il y en a quelques-unes à l'université, elles prennent des cours d'informatique. Son arrivée à l'Assemblée a eu un effet psychologique sur les femmes *de pollera*. Elle les a motivées parce qu'avant elles étaient frustrées, elles étaient un peu pessimistes, peut-être parce qu'il n'y avait pas de femme qui les représentait à l'Assemblée. Cela a encouragé les femmes *de pollera*. Maintenant, même au sein de la Centrale ouvrière bolivienne, il y a des femmes *de pollera* dirigeantes »[1].

L'entrée en politique de l'un des « symboles » de CONDEPA, Remedios Loza, a un impact social décisif, étant donné la discrimination dont sont l'objet les femmes, d'autant plus forte qu'elles portent la *pollera*. C'est pourquoi l'investiture de Remedios Loza est aussi doublement revendicatrice pour le sexe féminin, comme l'écrivent Joaquín Saravia et Godofredo Sandoval. Au cours de la première campagne électorale à laquelle participe CONDEPA, la présence d'une *chola* au sommet de ce parti politique renverse en quelque sorte la dimension ethnico-culturelle de la discrimination féminine, en contribuant à la « revalorisation » des femmes *de pollera* qui s'identifient au mouvement[2].

Dans ce chapitre, nous tâcherons de montrer que la variable genre a sur le vote un effet en tant que telle[3], et qu'elle est, de surcroît, la variable lourde par excellence explicative du vote pour CONDEPA. Nous préférerons aussi la notion de genre à celle de sexe en utilisant comme point de départ la distinction que les féministes anglo-saxonnes établissent entre les deux[4]. Il s'agira en effet de pouvoir rendre compte de la différence

---

[1] Entretien avec un militant, El Alto, 1995.

[2] J. Saravia, G. Sandoval, *op. cit.*, p.173.

[3] Nous entendons par là que le vote ne procède ni de la situation économique et sociale des femmes, ni de l'appartenance politique de leur conjoint (ou des deux à la fois) mais bien du genre, contrairement à ce qu'ont pu montrer dans le cadre d'études portant sur la France certains politologues. Nous renvoyons aux ouvrages suivants : Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Les comportements politiques,* Paris, Armand Colin, 1992, p. 81, Mattei Dogan et Jacques Narbonne, *Les Françaises face à la politique. Comportement politique et condition sociale*, Paris, Armand Colin, 1955, Maurice Duverger, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, UNESCO, 1955.

[4] Comme l'écrit Janine Mossuz-Lavau, " les féministes anglo-saxonnes ont distingué entre le sexe qui désignerait ce qui est biologique et le genre qui concernerait le social, ce qui relève de la culture ", " l'Indicateur sexe : histoire et actualité ", communication présentée au colloque « Les indicateurs socio-

d'ordre culturel que nous avons voulu marquer dans notre enquête entre les femmes portant le vêtement fait d'une superposition de jupons, *la(s) pollera(s)*, signe de leur métissage, et les autres femmes dites *de vestido*, également métisses mais habillées à la mode occidentale[5]. Bien que ces identités ne soient pas nécessairement figées (il arrive que les femmes *de pollera* adoptent ou, plus couramment à El Alto, empruntent *le vestido*, l'inverse étant par ailleurs historiquement attesté[6]), l'identité *chola* fait figure, pour les femmes condépistes, de condition indépassable dont elles dénoncent le caractère discriminatoire.

Nous verrons comment l'identification à un ou plusieurs acteurs politiques est susceptible de donner lieu à la fois à une *réappropriation identitaire* et à une *recomposition identitaire*. Ces processus impliquent que nous considérions l'identité comme se construisant – et se renouvelant – à travers certains mécanismes identificatoires dont un en particulier retiendra ici notre attention : l'identification à Remedios Loza, qui permet aux femmes de *pollera* d'exister positivement aux yeux d'autrui, ce que ne leur permettait pas en tant que telle leur identité, entendue comme ce par quoi l'on se sent accepté et reconnu par des tiers. Selon notre hypothèse, l'identification aurait des propriétés cohésives en produisant un *sentiment* d'identité qui transparaît à travers l'objectivation de l'appartenance à un groupe désormais valorisé. CONDEPA aurait aussi une fonction socialisatrice et intégratrice en suscitant la manifestation d'une identité collective.

1. Le développement de l'estime de soi

1.1. La « réappropriation identitaire » de Remedios Loza

Pour Remedios Loza, comme cela sera le cas pour toutes les femmes de sa condition, cette « réappropriation » dépend entièrement de Carlos Palenque qui déclare dans ses premiers discours politiques :

« Pour la première fois depuis tant d'années, *compadres*, une femme *de pollera* va siéger à l'Assemblée. Quel bonheur pour les femmes *de pollera* d'être enfin représentées, quel

---

politiques aujourd'hui » organisé par l'Association Française de Science Politique et l'Observatoire Interrégional du Politique, du 17 au 19 janvier 1996.

[5] Cette opposition vestimentaire exprime en fait une réalité beaucoup plus complexe dans laquelle la distinction entre " *cholas* " et " non *cholas* " revêt, historiquement, une dimension raciale – et raciste – qui ne se pose plus aujourd'hui qu'en termes socioculturels, non moins discriminatoires.

[6] Antonio Paredes-Candia, *La chola boliviana*, La Paz, ISLA, 1992, p.26.

bonheur pour les enfants des femmes *de pollera*... Finie la honte, finis les complexes, finie la discrimination, finie la ségrégation ! »[7].

Remedios Loza apparaît comme le principal argument électoral de la campagne de 1989 du fait qu' « elle, mieux que quiconque, peut amener à la femme *de pollera* et aux *cholas* le message de salut de CONDEPA »[8]. Au cours du même rassemblement, la *Comadre* Mónica reprend le message politique de son époux en faisant à son auditoire le récit d'un rêve :

« (...) Je voyais les *comadres de pollera*, des milliers, un très grand nombre de femmes *de pollera*, elles ne faisaient pas que siéger à l'Assemblée. Certaines étaient ministres, professeurs, institutrices, universitaires, elles se dépassaient [*superaban*], *compadres* »"[9].

L'élection de Remedios Loza en 1989 apparaît en effet comme le couronnement d'une entreprise de valorisation des couches populaires – et des femmes *de pollera* en particulier. À travers la *chola*, un groupe entier se sent représenté et tendra à nourrir à l'égard du bienfaiteur-Palenque les mêmes sentiments que la députée qui lui reconnaît un statut d'homme providentiel.

Q : Pensez-vous que Carlos Palenque soit le sauveur du peuple[10] ?

R. L. : « Bien sûr. Parce qu'il a exprimé, il a dit... parce que : qui en finit avec la marginalisation de la femme de ma condition sociale si ce n'est Carlos Palenque lorsqu'il décide de faire de la politique ? Parce qu'en 1989, c'est la première fois dans l'histoire de mon pays qu'une femme de ma condition sociale entre par la grande porte grâce au vote majoritaire du département de La Paz, en tant que représentante de ce département. Depuis lors, la femme *de pollera* commence aussi à dire "je vaux quelque chose", à ne pas enlever sa tenue, mais au contraire à entrer dans les universités, à dire : "qu'importe ma tenue, je dois faire la fierté de ma classe". Donc, c'est une façon de relever la tête. Lorsque cette classe est à genoux, lorsque cette classe croit qu'elle ne vaut plus rien, qu'elle ne sert à rien, c'est comment dire... c'est une classe au rabais[11]. Alors il [le *Compadre*] vient et il leur dit : "non, vous valez quelque chose, vous êtes comme eux, et vous pouvez, et voyez donc [à entendre : voyez donc Remedios Loza]". Alors ils se lèvent et ils disent... C'est pourquoi ils pensent que Carlos Palenque est la solution et le salut (...) »[12].

---

[7] Discours de Carlos Palenque, La Paz, 4/5/1989.

[8] *El Patriota*, semaine du vendredi 10 au jeudi 16 mars 1989, n°16.

[9] Discours de Mónica Medina, 4/5/1989.

[10] Nous avions posé cette question à Remedios Loza afin de comprendre certaines de ses déclarations dans lesquelles elle assimilait C. Palenque au Christ.

[11] En 1989, Remedios tenait déjà les mêmes propos : " Nous qui portons la *pollera* (...) et je le dis avec une grande fierté, nous ne baissons pas la tête. Je la lève parce que je suis la digne représentante de mon pays ", ou encore " (...) nous ne sommes ni des citoyens de deuxième classe, ni des citoyens de troisième classe ", cf. *El Patriota*, semaine du 10 au 16 novembre 1989, n°35.

[12] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

Cette entreprise de valorisation est également le fait des idéologues de CONDEPA qui jouent un rôle non négligeable dans le façonnement de l'actrice politique Remedios Loza en mettant l'accent sur ses capacités innées, ou en faisant de la députée l'héritière de toute une tradition de lutte *chola*[13] (de même qu'ils inscrivent Carlos Palenque au terme d'une filiation).

Si le rôle qui échoit à Remedios Loza au sein du parti est bien d'ordre symbolique – au sens fort –, la *chola* possède une autonomie relative au sein de la Chambre des Députés où elle met en pratique ce qu'elle a appris aux côtés de Carlos Palenque :

Q. : En quoi consiste exactement votre travail ?

R. L. : « Je veille à ce que les instances créées pour la défense de la femme, de l'enfant, du citoyen fassent leur travail. Je crois que dans mon pays, dans tous les pays les pots-de-vin existent, la corruption, une série de maux qui font de la justice une justice à deux vitesses. Les problèmes des citoyens ne sont pas non plus toujours pris en compte. Imaginons par exemple qu'une femme aymara aille à la police, personne ne l'écoutera, personne ne fera attention à elle[14]. Parfois, il y a la barrière de la langue ou simplement du mépris. Les gens regardent de haut. C'est pourquoi, pour ces petites gens, il n'y a pas de justice, personne ne les écoute, personne ne les prend en compte, ils demeurent marginalisés et leur problème grandit. La Commission de la femme recueille aussi les plaintes. Nous disposons d'avocats, de psychologues. C'est aussi de cette manière que nous apportons de l'aide. Les femmes qui viennent se disent que Remedios Loza est là, elle est de notre monde, c'est une femme de notre condition, elle est là, donc nous savons où aller et nous savons ce que nous allons faire »[15].

Dans l'enceinte de l'Assemblée, Remedios Loza n'entend pas servir de « décoration », selon ses propres termes, quoi qu'en disent les représentants des partis politiques adverses. Au sein de la Commission de la femme qu'elle préside, elle œuvre en faveur de la justice, en offrant entre autres aux plus démunies un accès à un service juridique. L'aide qu'elle apporte est de même nature que celle prodiguée par RTP. Elle passe par l'écoute des problèmes de ces femmes et par leur orientation vers une équipe de professionnels dont elle a redéfini le rôle, de même que celui du parlementaire. Ce dernier doit être « accessible au peuple parce qu'il dit représenter ce peuple, et il doit

---

[13] En témoignent ces divers extraits du journal *El Patriota* : " Ils furent surpris d'entendre avec quelle fluidité et quelle prestance Remedios Loza pouvait expliquer un projet de restructuration de l'État bolivien ", *El Patriota*, n°17 (17-23/3/1989). Pour ce qui est de l'inscription de Remedios dans une tradition de lutte *chola*, voir par exemple le n°35 (4-10/8/1989) : " les *cholas* ont su lutter pour la libération nationale ". Enfin, pour les positions anti-intellectuelles qui mettent en avant la sagesse populaire, voir le n°77 (6-12/5/1995) : " Bien que Remedios dispose d'une équipe d'experts qui l'aident dans son travail, les gens préfèrent converser avec la "comadre" pour lui faire part de leurs préoccupations ". La valorisation passe enfin par le fait de dénoncer la discrimination comme un " obstacle " au " dépassement " [*superación*] des *cholas, cf.* Andrés Soliz Rada, *El Patriota*, semaine du 7 au 13 juillet 1989, n°31.

14 Remedios Loza dénonce le fait que la police elle-même abuse physiquement et psychologiquement des femmes qui viennent demander une aide " Policía posterga y abusa de la mujer que pide ayuda ", *La Razón*, 12/3/1992.

15 Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

écouter ce peuple même pour de petits problèmes »[16]. Elle tient aussi à ce que les conseillers qui l'entourent se rapprochent des couches populaires en ne faisant pas qu'« étudier les lois ». Sous les ordres de la députée, ils acquièrent une sensibilité sociale, « ils développent leur capacité d'écoute et apprennent à donner une orientation »[17]. L'Assemblée perd aussi son caractère élitiste : les femmes *de pollera* osent y entrer (et ne sauraient désormais s'en voir refuser l'accès) et les foules se pressent devant le bureau de la *Comadre* comme à la *Tribuna Libre*.

Même si Remedios Loza agit au sein de l'Assemblée comme un relais de Carlos Palenque, elle prend de façon autonome des décisions et entend aussi défendre la spécificité de son rôle et le pouvoir qu'il lui confère. Le contrôle social[18] qu'elle exerce est néanmoins calqué sur l'action du *Compadre* qu'elle continue d'accompagner à l'heure de la *Tribuna*.

Q. : Vous avez donc une équipe d'avocats comme à RTP ?

R. L. : « Bien sûr. Mais RTP n'est qu'un média. Ici, c'est le premier pouvoir de l'État. Je peux appeler le ministre, je peux appeler n'importe quel commandant de la police pour qu'il rende compte de son comportement et ils sont dans l'obligation de le faire, que cela leur plaise ou non, ils doivent faire leur devoir, parce que j'exige l'application de la loi, rien de plus, rien de plus. Donc ils doivent s'exécuter. Je peux ainsi utiliser ce petit pouvoir, cet instrument qui m'est donné par le vote, pour le bien public en remerciant les électeurs pour la confiance qu'ils ont déposée en moi »[19].

L'autorité ostentatoire dont fait preuve Remedios Loza tranche avec la discrétion traditionnellement de rigueur pour les femmes *de pollera*. La « fierté de classe » à laquelle fait allusion la députée s'exprime à travers une certaine coquetterie caractéristique de la femme *de pollera* condépiste urbaine. Non pas que cette coquetterie ait attendu l'apparition de CONDEPA pour se manifester, mais comme nous le déclare une militante *de pollera*, elle ne semblait simplement pas reconnue malgré le pouvoir économique de certaines femmes (dont les châles, les chapeaux ou encore les bijoux peuvent engager des sommes relativement importantes). Avec CONDEPA, il semble que cette « coquetterie » change d' « état d'esprit » : elle se montre au sein d'univers inhabituels (l'Assemblée ou encore le bureau de vote). Remedios Loza arrivait ainsi à l'Assemblée accompagnée de deux femmes tout à fait représentatives de ce mouvement : son garde du corps *de pollera* et son chauffeur, l'une des premières femme *de pollera* à passer son

---

[16] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

[17] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

[18] La députée nous avait déclaré à ce sujet : " c'est comme ça que le travail est efficace de même que le rôle d'avoir du pouvoir ", Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

[19] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

permis de conduire à El Alto, qui s'enorgueillissait d'avoir remporté une série de trophées lors de courses d'automobiles disputées entre *cholas*. Cette dernière tâchait toujours de faire parvenir les albums de photos de ses exploits au *Compadre* en espérant un mot de félicitations. C'est avec la même « fierté de classe » que les électrices de CONDEPA se rendent au bureau de vote et déposent leur bulletin dans l'urne « en se représentant à elles-mêmes comme membres à part entière de la communauté nationale et en étant à cette occasion reconnues implicitement comme telles »[20].

On peut donc émettre l'hypothèse que l'identification à Remedios Loza s'explique par l'ascension spectaculaire d'une femme *de pollera*, d'autant plus inespérée et intensément ressentie par les foules qu'elle « rehausse » [*levanta*] le groupe souffrant le plus de discrimination. Participe de cette valorisation le fait que Remedios Loza ait « osé » abandonner la « discrétion » caractéristique des femmes de sa condition en ayant accès au pouvoir et en étant forcément reconnue.

C'est à Carlos Palenque que Remedios Loza estime devoir son ascension sociale et c'est grâce à lui qu'elle peut « appliquer [au sein de la Commission de la femme] ce qu'elle a appris avec la communication sociale »[21]. Curieusement, cet apprentissage correspond à ses yeux à la « connaissance du peuple » comme le confirme cette déclaration :

« La *Tribuna* a été mon université parce qu'auparavant je ne connaissais pas la réalité dans laquelle se débattait le peuple dont je fais partie. Être sans le peuple, c'est comme être dans une pièce isolée. *Je ne connaissais même pas ma propre identité*. Mais quand je suis arrivée à la *Tribuna*, j'ai commencé à *me réapproprier ma propre identité* et à savoir ce qui se passait réellement dans mon pays »[22].

La formule de Remedios Loza pourrait être interprétée comme une réappropriation identitaire accompagnée d'une certaine forme de reconstruction identitaire. Grâce au *Compadre*, la *chola* aurait expérimenté le passage d'une absence de statut à l'acquisition d'un statut lui révélant l'identité populaire comme une identité positive (dont elle peut être fière). Elle aurait pris conscience du fait qu'elle peut jouer un rôle en tant que *chola*, tout en acquérant certaines valeurs et en apprenant le métier de journaliste [*comunicadora social*]. Ce processus de socialisation, bien qu'il concerne un acteur social en particulier, présente un intérêt sociologique parce que cet acteur tient lieu d'archétype qui contribue à la redéfinition (et à la mobilisation) d'un groupe d'électrices. Nous verrons si cette

---

[20] H. Thomas, " Hypercivisme apolitique des exclus ", in N. Mayer (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.278. Sa contribution propose " d'envisager le vote non comme variable expliquée mais comme variable explicative d'intégration à l'espace socio-public démocratique ", p.269.

[21] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, octobre 1995.

[22] Remedios Loza, *Hoy*, 10 juillet 1995.

hypothèse est corroborée par l'étude des logiques électorales de la population féminine *de pollera*, après avoir mis en évidence la caractéristique explicative centrale du vote pour CONDEPA.

1.2. La « re-socialisation »[23] des militantes de pollera

Les militantes *de pollera* d'El Alto perçoivent de façon générale l'élection de Remedios Loza comme un événement entraînant l' « oubli » du stigmate traditionnellement associé à la condition de *chola*, parce que « la *Comadre*, une femme *de pollera*, a été la première femme dont le *Compadre* a fait une députée », contrairement à la tendance discriminatoire des autres partis[24] :

« Même moi, j'avais peur d'aller travailler au bureau *de vestido*. J'aurais dû étudier, j'ai étudié mais jusqu'au niveau primaire, à partir de là seulement grâce au parti, à notre *Compadre* aussi, c'est grâce à lui que nous travaillons, que nous orientons les gens, que nous "conscientisons" les gens. Avant, nous ne travaillions pas comme cela, nous entrions dans un bureau pour solliciter quoi que ce soit en enlevant notre chapeau à cause de la peur. Maintenant – tu as d'ailleurs dû t'en rendre compte –, nous entrons sans baisser notre chapeau. Avant personne n'entrait, j'avais même peur d'entrer parce qu'on nous insultait toujours, on disait "ces *cholas*", "ces Indiennes". C'est comme cela qu'on nous traitait, et maintenant ils ne disent plus cela, *ils sont en train d'oublier*, parce qu'ils savent qu'une femme *de pollera* peut aussi être leader, peut avoir une députation. Nous sommes fières d'être *de pollera*, nous n'avons pas honte de parler aymara, j'apprécie beaucoup la *Comadre* Remedios pour avoir relevé les femmes *de pollera*, parce que les femmes *de pollera, nous avons plus de valeur avec notre chapeau, notre châle, tout est notre propre valeur, de ce fait avant, même bien habillée, une femme de pollera était tout le temps vue en bas, jamais on la voyait au-dessus* »[25].

Il semble que cette fonctionnaire municipale décrive à sa manière le processus de *réappropriation identitaire* que laissaient entrevoir les propos de Remedios Loza. Le port de la *pollera* à la place du *vestido* qui, même s'il peut multiplier les chances d'accès à certains emplois n'entraîne pas pour autant une plus grande estime de soi – étant donné que la *chola* ne cesse pas, en changeant d'habit, de percevoir son appartenance au groupe le plus exposé à la discrimination[26] – est devenu source de fierté grâce à CONDEPA. Il en est de même d'un autre trait identitaire surtout caractéristique des femmes originaires des provinces pacéniennes (ce qui est le cas de notre interviewée) : le fait de parler aymara. Avant, les *cholas* étaient exclues (« elles n'entraient pas »). Or

---

[23] Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989.

[24] Entretien avec Eulogia, employée municipale à El Alto, 1997.

[25] Entretien avec Eulogia, employée municipale à El Alto, 1997.

[26] C'est de cette manière que le passage de la *pollera* au *vestido* peut revêtir un caractère strictement instrumental.

grâce à Remedios Loza, leur valeur est reconnue ; elles sont en quelque sorte montées dans la hiérarchie. Ce qui importe ici, c'est que la hiérarchie en question ne caractérise pas leur « en-groupe » mais bien le « hors-groupe » formé par les « autres » [« on » ; « ils »] (à entendre, la société nationale) qui semblent avoir « oublié » de mépriser les *cholas.* Comble de l'injustice, cette attitude discriminatoire n'épargnait même pas les femmes *de pollera* ayant réussi au sein de leur groupe (et vêtues en conséquence), ce qui montre qu'un certain pouvoir économique ne suffit pas pour effacer le stigmate lié à cette condition sociale.

En revanche, l'engagement politique semble avoir des propriétés intégratrices parce qu'il permet d'acquérir une formation [*capacitarse*] dont dépend le sentiment de valorisation. Ce sentiment émane à la fois de la reconnaissance par Remedios Loza des capacités propres au groupe des femmes *de pollera* et de son encouragement à les mettre à profit pour une raison simple : il est devenu *possible* de le faire. C'est en ce sens que le message de la députée tend à faire croire à un effacement possible des barrières sociales qui prévalaient dans un passé antérieur à CONDEPA, et qui confinaient les *cholas* aux rangs les plus bas (au sein de la société nationale) :

« Je désire que la femme bolivienne se dépasse et qu'elle lutte pour se dépasser, puisque nous sommes la force active qui doit aider à changer notre société. Je transmets mon affection en particulier aux femmes *de pollera*, comme moi, qui en faisant des études peuvent aussi être médecins, avocates ou ingénieurs, étant donné que nous ne manquons pas de capacité »[27].

Remedios Loza donne à ses *comadres* non seulement le sentiment qu'il est possible d'accéder au système éducatif, mais encore aux plus hauts niveaux de celui-ci (généralement réservés aux Boliviens les plus favorisés). Or les couches populaires assignent une grande importance à la scolarisation comme facteur de réussite. En conséquence, ceci revient à placer les *cholas* sur un pied d'égalité avec les « autres » face à la possibilité d'une élévation sociale.

C'est cependant CONDEPA, et non pas un système *a priori* ouvert, qui va se charger de socialiser les militantes, c'est-à-dire se substituer à la fois à l'école et à la famille en leur transmettant d'une part un enseignement, d'autre part certaines valeurs – même si la finalité de cet apprentissage demeure principalement subordonnée à l'intérêt de prosélytisme du parti, qui passe notamment par la formation de femmes leaders. L'accès à une formation est salué par les militantes pour des raisons pratiques : leur âge souvent avancé et leur niveau d'instruction médiocre, voire inexistant, rendant peu réalistes un retour sur les bancs de l'école ou l'ambition, si caractéristique des couches

---

[27] Déclaration de Remedios, *El Patriota*, semaine du vendredi 2 au jeudi 8 décembre 1988, n°2.

populaires, d'obtenir un emploi reconnu... autre que celui de femme politique. Voyons comment dans cet extrait d'entretien, la formation (« savoir » et être de ce fait en mesure de s'exprimer) est exclusivement associée aux droits que donne CONDEPA :

« Je suis reconnaissante au *Compadre* parce que c'est en partie grâce à lui qu'une femme peut recevoir une formation. Auparavant, il n'y avait pas de femme qui *fasse un parti, parce que cela a été interdit,* mais en revanche avec le *Compadre* Carlos Palenque, une femme *sait*, celle qui n'avait pas de voix en a une aujourd'hui. C'est pourquoi je ne le remercierai jamais assez. Grâce au *Compadre* Palenque je suis devenue ce que je suis [*me he formado lo que soy yo*] parce qu'auparavant il n'en était pas ainsi »[28].

Ce second extrait d'entretien avec une employée née dans une province du département de La Paz et parlant un espagnol rudimentaire montre à quel point le parti est susceptible de remplir le vide laissé par une quasi-absence de scolarisation et de référents familiaux :

« Avant, *je n'avais pas ma capacité*, je n'ai pas non plus fait d'études. Je suis orpheline de mère. A deux ans, je me suis retrouvée sans ma mère, mais mon père, plus ou moins, m'a scolarisée jusqu'au niveau primaire. Mais c'est seulement en entrant dans ce parti que j'ai acquis des connaissances et que je me suis formée. *J'ai même travaillé comme dirigeante.* Depuis 1993, je suis dirigeante (...) j'ai travaillé à El Alto au sein du comité électoral régional. J'ai travaillé avec 15 secteurs. *Maintenant je sais qui sont les traîtres.* C'est pourquoi je dis qu'aujourd'hui, je suis représentée [*tengo voz y voto*]. Bien que je n'aie pas de diplôme, je sais des choses. Grâce à ce parti, je me suis un peu formée (...) »[29].

Même les *cholas* dont le capital scolaire est le plus faible ont la possibilité d'être « dirigeantes », d'« apprendre », de « parler »[30], de « recevoir une formation », expressions au fondement de l'estime de soi, de la sensation d'être intégrées, de participer. Cet extrait d'entretien offre en outre un exemple des repères que CONDEPA est susceptible de fournir et qui tiennent ici à la reconnaissance du « bien » et du « mal » (qui sont traîtres / qui ne le sont pas).

Le fait que CONDEPA contribue à la socialisation[31] de certaines des militantes interrogées scelle avec le parti un lien indéfectible. Ces femmes se souviennent de leur première mobilisation autour de Carlos Palenque lors de la fermeture de *radio Metropolitana* et de leur place exacte sur la liste des premiers militants[32]. Elles défendent

---

[28] Entretien avec Margarita, employée municipale à El Alto, 1997.

[29] Entretien avec Isolda, employée municipale à El Alto, 1997.

[30] Comme nous le disait une électrice *de pollera* : "nous travaillons dans un bureau, nous, femmes *de pollera*, et nous parlons aussi, nous avons appris ", El Alto, 1997.

[31] Notons que cette socialisation est généralisable à la totalité de l'électorat lorsqu'elle passe par la *Tribuna Libre del Pueblo*.

[32] Entretien avec Isolda, employée municipale à El Alto, 1997.

aussi avec fierté le fait de n'avoir jamais appartenu à aucun autre mouvement[33]. Même si cette fierté fournit à certaines – nous le verrons dans les pages suivantes – un argument qui leur permet de justifier leur priorité sur les nouvelles recrues de la mairie, leur lien d'ordre affectif à CONDEPA ne fait aucun doute à l'écoute de ce témoignage :

« Moi personnellement, je suis membre de CONDEPA, je l'aime mon parti, je pense que s'il m'arrivait de quitter mon parti, je ne pourrais jamais oublier CONDEPA. Il continuera d'être gravé dans mon cœur. Je pense que cela serait difficile qu'on me lave le cerveau *parce que je suis née dans un parti, c'est comme un enfant qui naît et apprend à manger et à téter, à marcher à quatre pattes, à marcher, à faire un pas, deux pas, à parler et qu'on ne peut pas faire revenir en arrière. On ne pourra jamais plus être des enfants.* Je crois donc que c'est la même chose pour un parti politique »[34].

Cette expérimentation d'une seconde naissance relève à la fois du processus de « socialisation secondaire » définie par Peter Berger et Thomas Luckmann comme « l'intériorisation de "sous-mondes" institutionnels ou basés sur des institutions »[35] et d'une forme de socialisation primaire qui sous-tend une « identification fortement affective au personnel de socialisation, caractéristique de l'enfance »[36]. C'est aussi la notion de « re-socialisation » ou d'« alternation »[37], utilisée par les auteurs, qui nous semble rendre compte le plus fidèlement de ce processus, sans que nous allions jusqu'à défendre l'idée d'une désintégration du monde antérieur à ce qui tiendrait lieu de conversion à une doctrine politique. Il n'en demeure pas moins que ce processus ne naît pas *ex nihilo* (socialisation secondaire) mais présente également certains aspects de la socialisation primaire[38] (notamment l'impact d'« autres significatifs » qui vont redonner sens à l'expérience des femmes *de pollera*).

Bien que cette éducation pas à pas soit vécue par les militantes avec plus ou moins d'intensité affective, elle passe dans tous les cas par un modèle que les *cholas* vont tâcher d'imiter : Remedios Loza.

---

[33] Entretien avec Jimena, employée municipale à El Alto, 1997. Une autre militante nous avait déclaré : " Si mon parti meurt, je mourrai avec mon parti ".

[34] Entretien avec Ana, employée municipale à El Alto, 1997.

[35] Peter Berger, Thomas Luckmann, *op. cit.* , p.189.

[36] *Ibid.*, p.214.

[37] *Ibidem.*

[38] De fait, les processus de socialisation secondaire n'impliquent pas un haut degré d'identification, *ibid.*, p.197.

1.3. *L'intérêt mimétique des militantes de pollera*

La réussite de Remedios Loza fait rêver les militantes et les encourage car :

« Remedios, pour ce qui est des femmes du peuple, a dépassé [*ha superado*] [sa condition]. Grâce à elle, nous aussi, aujourd'hui, les femmes, certaines femmes, pas dans leur totalité, nous travaillons dans les institutions, comment dire, à la mairie, avant cela n'arrivait pas. C'est grâce à elle. Et toutes les femmes, nous devons nous préparer de la sorte, parce que nous ne pouvons pas rester en arrière, parce *qu'il devrait y avoir en ce moment de nombreuses Remedios qui se préparent de la sorte* »[39].

Apprendre à faire de la politique revient à imiter la *Comadre*, à vivre son « élévation » (son « changement de vie », d'après Remedios Loza elle-même) alors même que les *cholas* occupent les niveaux les plus bas dans l'échelle des emplois municipaux. Le modèle de réussite-Remedios balise en quelque sorte l'ascension sociale de ces femmes (tout comme Carlos Palenque « encadre » l'ascension de la députée) en leur fournissant un code de comportement. Remedios Loza incarne la supérieure hiérarchique de ses « filles » qui agissent à la mairie à l'image de leur « mère » (qui reproduit elle-même à l'Assemblée le travail social de Carlos Palenque) :

« À la mairie, je défends la femme, je défends les enfants, je défends les gens qui sont battus, et les gens viennent me chercher, et vous savez comment les gens interprètent cela ?... comme si j'étais une de plus comme la *Comadre* Remedios Loza, c'est ainsi qu'ils me considèrent, ils viennent me chercher quel que soit le problème. Feli [collègue de l'interviewée] peut en témoigner, ils viennent me chercher. J'attire des gens, ils viennent, bien qu'ils aient divers problèmes, tu sais que lorsque quelqu'un a des problèmes, le seul fait d'en parler, et c'est réglé, alors je leur permets de me raconter, je leur dis : tu dois faire cela, comme cela et cette autre chose pas comme cela, le fait d'orienter les gens suffit, ils viennent m'appeler comme si j'étais la *mère* »[40].

Tout en orientant l'action des employées municipales, Remedios Loza prend plus largement part (en touchant de ce fait l'ensemble de l'électorat) à la redéfinition du rôle de la femme *de pollera* urbaine à quelques mois de la fondation de CONDEPA. Le message féministe de la députée exerce un impact immédiat sur les femmes de sa condition comme en témoignent certains commentaires recueillis en 1997 tels que : « s'il n'y avait pas eu ce parti, nous serions restées *en arrière*, dans nos maisons »[41], se faisant l'écho de ce que Remedios Loza avait déclaré en 1989 :

« Traditionnellement, on a seulement valorisé la femme dans son rôle domestique : en tant que mère et femme d'intérieur. Aujourd'hui, elle est en train de s'intégrer à l'activité

---

[39] Entretien avec Trinidad, employée municipale à El Alto, 1996.

[40] Entretien avec Isabel, employée municipale à El Alto, 1995.

[41] Entretien informel avec une électrice, El Alto, novembre 1996.

productive et professionnelle dans des conditions désavantageuses : elle occupe des postes de moindre niveau de salaire[42] et de responsabilité »[43].

Même si Remedios Loza démontre aux femmes *de pollera* que leur ascension sociale est possible en leur en indiquant la voie, ceci n'implique pas la fin des inégalités. En d'autres termes, les barrières sociales ont perdu de leur visibilité mais elles n'ont pas pour autant cessé d'exister, ce qu'exprime la députée lorsqu'elle invite les *cholas* à « se libérer » de leur rôle domestique, sans omettre de préciser que leur intégration socioprofessionnelle se réalisera dans un contexte urbain difficile.

Pour Joaquín Saravia et Godofredo Sandoval, l'augmentation des populations pacéniennes et alténiennes a donné lieu à « l'émergence de nombreux besoins insatisfaits provenant des domaines économique, social et culturel »[44]. Les migrations ont non seulement eu une incidence sur le rôle rempli par la femme[45] mais aussi de façon plus générale sur la composition du groupe domestique. À El Alto, un nombre important de *cholas* a été amené à cumuler des emplois précaires afin de compenser le revenu irrégulier de leur conjoint. Elles se sont trouvées insérées dans un système à la compétitivité accrue par l'affluence d'une main-d'œuvre non qualifiée en quête d'intégration. El Alto est en effet perçu comme une « porte d'entrée sur le marché du travail »[46] du fait de sa localisation au carrefour du monde rural et urbain. Or cette « intégration » n'a pu contribuer qu'au développement incontrôlé de l'économie informelle[47] (artisanat domestique, vente ambulante et autres services en milieu urbain et rural) touchant indistinctement les femmes nées à El Alto et en zone rurale du département de La Paz.

Remedios Loza vante donc les capacités des femmes *de pollera* en leur attribuant les mêmes chances qu'aux « autres ». Cependant, elle réaffirme parallèlement l'inégalité face à la réussite sociale, dont la perception ne peut être qu'*amplifiée* pour deux raisons principales. D'une part, elle s'inscrit dans un contexte de grande précarité[48]. D'autre part, elle est influencée par Remedios Loza, donnée primordiale qui explique l'impact d'un

---

[42] Ce qui correspond pour la Bolivie, dans les termes de l'INE, à une " sous-valorisation du travail féminin, ce qui pourrait être un indicateur de sous-emploi ", cf. Ministerio de planeamiento y coordinación, INE, *Encuesta Integrada de Hogares*, La Paz, novembre 1992, p.71.

[43] Déclaration de Remedios Loza extraite de l'hebdomadaire *El Patriota*, 17-23 1989, n°17

[44] J. Saravia, G. Sandoval, *op. cit.*, p.19.

[45] C'est ce nouveau rôle de la femme que les auteurs supposent en partie explicatif du condépisme, *Ibid.*, p.30.

[46] Ministerio de planeamiento y coordinación, INE, *op. cit.* , p.46.

[47] En 1989, 73,5% du total de la population active (PEA) de la ville de El Alto relevait du secteur informel de l'économie, cf. *El Alto desde El Alto II*, *op. cit.*, p.57.

[48] Nous revenons dans le chapitre IX sur les implications de cet univers urbain concurrentiel.

discours ambivalent qui ne peut que stimuler la combativité des femmes *de pollera*, consolider l'identification à la députée, et renforcer corrélativement le lien à Carlos Palenque, protecteur indispensable dans un système dont on sait par Remedios Loza qu'il tend à exclure les femmes *de pollera*, ce que la concurrence professionnelle à El Alto se charge de démontrer au quotidien.

Dans les pages suivantes, nous tâcherons d'examiner quelle incidence le lien d'identification à Remedios Loza peut avoir sur le comportement des militantes dans leur vie conjugale et familiale. Si ce lien sous-tend une forte charge affective (bien que celle-ci puisse être d'intensité variable), il implique également des intérêts individuels (notamment celui de devenir la prochaine Remedios Loza). C'est ce qui contribue à expliquer les rapports concurrentiels entre les anciennes et les nouvelles recrues de la mairie et dans une certaine mesure les propos féministes de certaines *cholas*.

2. Compétition et recompositions identitaires

Dans son allusion à la permanence des inégalités, le discours de Remedios Loza prend également part à la construction de l'identité d'un groupe contre des tiers. Par définition, l'identité ne s'instaure initialement comme système relativement cohésif que posée sur des actes de séparation, d'affirmation, c'est-à-dire par la différenciation d'autrui.

2.1. Les rivalités entre les nouvelles et les anciennes recrues

Un conflit central oppose les femmes *de pollera* qui ont appartenu à CONDEPA depuis sa fondation et qui travaillent à la mairie d'El Alto et les nouvelles recrues, anciennes militantes d'autres forces politiques accusées de ne pas être condépistes « de cœur » [*de corazón*]. Les reproches qui leur sont adressés montrent que tout est prétexte au règlement de comptes. Une femme *de pollera* qui n'avait milité qu'au sein de CONDEPA nous racontait comment, lors d'« affrontements »[49] entre militantes condépistes et non-condépistes, elle avait vu l'une de ses collègues – ex militante du MBL – piétiner le drapeau condépiste[50], cet acte confortant les préjugés des anciennes condépistes à l'égard des nouvelles militantes irrémédiablement marquées par une autre idéologie :

---

[49] Ces " affrontements " font référence au fait de croiser des militantes d'autres partis et d'échanger au moins des insultes. Ils peuvent avoir lieu en période pré-électorale ou encore lors de conflits entre partis adverses pour le contrôle de la mairie d'El Alto, comme ce fut le cas en 1991. Nous y revenons dans le chapitre VII.

[50] Entretien avec Ana, employée municipale à El Alto, 1997.

« C'est difficile qu'entre dans son cœur la couleur du parti, de CONDEPA, c'est difficile de le laver, c'est difficile parce que *leur* idéologie n'est pas la même. Nous avons une autre idéologie, je pense que cela risque d'être difficile qu'on me lave le cerveau »[51].

Le fait d'avoir appartenu à d'autres mouvements avant d'adhérer à CONDEPA accroît les chances de trahison (et expliquent celle-ci) parce que chaque force politique est, pour ces anciennes recrues, censée imprimer à la fois dans le cerveau et dans le cœur une idéologie quasi-indélébile. C'est pourquoi le soutien à CONDEPA des nouvelles venues ne saurait être motivé que par une ambition personnelle, source de discorde au sein du groupe qui se prétend uni autour d'un projet : la conscience de la patrie.

« Il y a actuellement, ce n'est pas pour dire du mal, mais il y a certaines personnes qui sont venues d'autres partis politiques. Elles travaillent depuis très peu de temps ici à la mairie mais elles veulent nous faire nous disputer entre "compatriotes"[52] anciennes. On est bien *conscientes*, nous, les "compatriotes" anciennes qui sommes nées à El Alto, qui avons lutté, on n'a pas peur du gaz lacrymogène, on n'a peur de rien (...) mais ces personnes sont venues, elles ont pratiquement conquis nos anciennes *comadres* et nous ont presque fait nous disputer entre nous »[53].

On voit que la représentation d'un groupe soudé laisse poindre une certaine hiérarchisation dans le degré de « conscience » patriotique de la part des *comadres* anciennes que précise la même militante alors que nous l'interrogions sur le type de poste qu'occupent en général les nouvelles recrues. En étant prétendument plus « rusées » que les anciennes, les nouvelles recrues sont susceptibles de les convaincre d'abandonner le parti avec l'argument que les perspectives d'ascension sociale sont plus importantes ailleurs (notamment dans certaines ONG qui emploient des femmes *de pollera*) :

« Elles sont "promotrices"[54] comme nous. Mais les conquêtes se font de cette manière. Elles les conquièrent avec les salaires, en leur disant : "on va travailler dans les ONG". Elles sont malines tandis que nous non, même en étant d'anciennes militantes de CONDEPA, étant donné que nous sommes dans ce parti depuis sa formation, nous n'avons pas à être au courant. Certaines *comadres anciennes* ne savent pas ce qu'est l'idéologie politique. C'est pourquoi elles les conquièrent facilement »[55].

On peut se demander pourquoi l'argument fonctionne, puisque les anciennes militantes sont supposées faire corps contre les nouvelles venues ? D'une part, parce que l'idéologie de certaines – selon l'interviewée – demeure encore vacillante (certaines « ne savent pas ce qu'est l'idéologie politique »). D'autre part, parce que le fait d'être entrées

---

[51] Entretien avec Ana, employée municipale à El Alto, 1997.

[52] Le terme est employé comme synonyme de *comadre*.

[53] Entretien avec Nilda, employée municipale à El Alto, 1997.

[54] Les " promotrices " qui dépendent de l'une des branches de la mairie *Acción Comunal* étaient toutes des femmes *de pollera* en 1996-1997.

[55] Entretien avec Nilda, employée municipale à El Alto, 1997.

en politique avec CONDEPA rend les *comadres* suffisamment tributaires du parti pour qu'elles confient à celui-ci leurs espoirs d'ascension sociale sans avoir la « malice » de comparer les différentes opportunités qui leur seraient offertes à El Alto. Est-ce à dire que le parti ne satisferait pas totalement les ambitions de certaines femmes *de pollera* ?

Le discours de Nilda s'inscrit dans un contexte de comparaisons interpersonnelles et relève de la « comparaison envieuse »[56]. C'est en effet la comparaison entre la stagnation relative de cette employée et l'élévation sociale fulgurante des nouvelles recrues (*par rapport* aux *comadres* anciennes qui durent patiemment gravir les échelons avant de devenir « promotrices ») qui explique l'insatisfaction de Nilda. Cette dernière ne s'étend pas sur le fait que les militantes récentes occupent la même place que les anciennes au sein de la hiérarchie des postes municipaux (fait que Nilda trouve néanmoins injuste). En revanche, elle souligne avec véhémence la menace qu'elles font peser sur le parti en encourageant la défection :

« Lorsqu'elles viennent d'autres partis politiques s'incruster dans nos rangs, elles viennent nous détruire, elles veulent nous détruire, c'est ce qui me fait mal, et comme elles sont malines, elles ont obtenu facilement un salaire, elles sont "promotrices" tandis que de notre côté, il y a des *comadres* anciennes qui n'ont même pas obtenu un emploi et qui sont anciennes et ne peuvent pas entrer, non, elles ne le peuvent pas. Et je me demande comment elles [les nouvelles recrues] sont entrées si d'autres *comadres* souffrent depuis si longtemps, qu'elles ont des enfants »[57].

Si cette menace fonctionne bien comme un argument dont l'objectif est de discréditer les nouvelles venues, elle n'en exprime pas moins un sentiment d'injustice et d'incompréhension vis-à-vis d'un parti dont on attend qu'il reconnaisse la femme *de pollera* pour son « mérite » – à entendre ici son « ancienneté » – présenté comme un gage de fidélité, ce qu'exprime la formule « être une condépiste de cœur ». Ce sont au contraire des intérêts partisans – que ces *cholas* jugent surtout illégitimes lorsqu'elles n'en ont pas bénéficié – qui entrent en ligne de compte dans le recrutement, parmi lesquels figure l'expérience au sein d'autres partis politiques ou encore la facilité de parole[58]. L'embauche est aussi souvent le fruit de la recommandation par un fonctionnaire influent (ce qui fut le cas de l'ex militante du MBL prise à partie[59]), voire du *Compadre* en personne, comme nous avons pu l'observer.

---

[56] Cf. notamment Raymond Boudon et François Bourricaud, *op. cit.*, p.41.

[57] Entretien avec Nilda, employée municipale à El Alto, 1997.

[58] Deux employées que nous avions interrogées sur les critères de leur recrutement avaient mis celui-ci sur le compte de leur longue expérience de dirigeantes syndicales.

[59] " (...) Certaines *comadres* nous accusent d'être arrivées là grâce à untel mais ce n'est pas vrai. J'ai une autre idéologie, mais si je me suis rapprochée de CONDEPA c'est pour cette même idéologie : le fait de beaucoup voir la grande souffrance du peuple (...) ", Entretien avec Natalia, employée municipale à El Alto, 1997.

Il n'y a donc pas d'avantage à être « ancienne », d'où le fait que certaines femmes puissent estimer leur avancement insuffisant. Afin de se prémunir contre la menace que constituent les nouvelles recrues, les *cholas* les plus anciennes s'emploient à garder « jalousement » leur poste (selon leur expression) par le biais du complot. Il convient de souligner que ces rivalités ne sont que rarement mentionnées au cours de nos entretiens, ce que contribue à expliquer le fait qu'elles relèvent de conflits d'intérêts incompatibles avec le précepte de l'unité condépiste. Toutes les relations compétitives ne sont en effet pas forcément avouables (ou elles le sont dans des situations bien précises). D'où le fait que nous n'ayons pu recueillir ces confidences que sur le contrecoup d'une querelle entre les employées à laquelle elles tinrent lieu d'exutoire.

L'observation du microcosme que constitue la commune alténienne montre enfin que le même type de rapports concurrentiels oppose les employées *de pollera* et celles *de vestido*. Au sein de l'une des branches de la mairie – *Acción Comunal* –, la femme *de vestido* qui supervisait les travaux d'une quinzaine de *cholas* dans les différents quartiers de la ville nous avait aussi confié être victime d'un complot permanent de la part de ses subalternes qui réussirent à la faire renvoyer (sous prétexte, une fois de plus, qu'elle avait appartenu à d'autres partis). La dirigeante *de vestido* descendit à La Paz se plaindre au *Compadre* grâce auquel elle avait obtenu son poste. Il le lui fit rendre après s'être enquis des problèmes concernant ce service. Dans cet exemple de rivalité entre employées *de pollera* et *de vestido*, la langue aymara que la responsable de ce service comprenait peu était utilisée par les *cholas* comme une provocation aux accents de faire-valoir visant à délimiter leur groupe et à exclure de celui-ci leur supérieure hiérarchique.

La compétition entre des individus dotés de ressources différentes caractérise donc les relations entre les fonctionnaires municipales. En effet, le nombre de postes que peut offrir le parti n'est pas illimité et ce qui déterminera le recrutement des *cholas*, outre le « piston » dont elles peuvent bénéficier, est leur efficacité, voire leurs réseaux à El Alto (dans le cas où celles-ci ont déjà eu une expérience de dirigeante civique ou syndicale). On voit tout le décalage entre les appels à l'unité de la famille de la part de Carlos Palenque et les luttes intestines par le biais desquelles chacun tâche de défendre sa « part de pouvoir » à quelque niveau que ce soit. Si la stigmatisation des « traîtres » est un des mécanismes auquel a recours l'élite du parti, cette dichotomisation (Nous, les purs *vs.* Eux les traîtres) caractérise aussi le groupe des employées municipales.

Le discours des militantes est également construit autour d'une opposition entre deux groupes et non plus seulement des individus : les femmes et les hommes. On y retrouve l'influence de certains propos de Remedios Loza qui s'insurge, comme nous l'avons vu, contre le machisme.

2.2. La compétition avec les hommes

2.2.1. Le reflet d'un discours d'opposition au machisme

Il semble que ce soit avant tout par rapport aux hommes que s'affirment les femmes *de pollera* en tant que groupe, les reproches qui leur sont adressés nous ayant été spontanément livrés par les militantes :

« Je crois, je suis certaine que les dirigeants de CONDEPA vont nous donner cette place, cet espace aux femmes des provinces, aux femmes *de pollera*, pour que la répartition des postes soit équitable parce que nous les femmes, nous sommes d'après le recensement, d'après la statistique, comme on l'appelle, majoritaires. Nous ne sommes même pas les égales des hommes. C'est pourquoi nous avons toujours proposé et nous continuerons de le faire, que les postes, les parts de pouvoir, comme on dit, soient équitables. Nous sommes d'accord avec le *Compadre*, *il va accepter sans aucun problème.* Malheureusement, nous, les femmes des provinces [du département de La Paz] dépendons toujours de la décision de nos maris, et nos maris ne nous permettent pas d'avancer [*no nos da paso*] »[60].

Cette militante *de pollera* à laquelle nous avions demandé son opinion sur la *Comadre* Remedios, nous avait rappelé son ascension sociale fulgurante due au *Compadre*, ce qu'elle ambitionnait de connaître à son tour :

« Le *Compadre* nous a "permis d'avancer"[61] en donnant une députation à une femme *de pollera* comme Remedios C'est pour nous et... pourvu que ce ne soit pas seulement la *Comadre* Mónica... Remedios qui occupe l'Assemblée. Nous aussi, qui provenons des provinces du département de La Paz [Remedios Loza est quant à elle née à La Paz], nous voulons être représentées... » [62].

Elle réussit à se convaincre du caractère infondé de ses doutes en avançant l'argument de la supériorité numérique des femmes sur les hommes. Cet argument justifie les réclamations faites aux dirigeants de CONDEPA, qui ne remettent d'ailleurs pas en cause le leader. Comment celui-ci ne serait-il pas du côté de la justice puisqu'il a permis à une *chola* d'accéder à l'Assemblée, puis à son épouse d'être élue maire de La Paz ? Carlos Palenque est ainsi présenté comme le défenseur des femmes en s'insurgeant contre les maris qui ne « permettent pas d'avancer ». C'est ce que les militantes reprochent essentiellement à leur époux.

Toutefois, le fait que les hommes soient perçus par les *cholas* comme machistes – puisque les postes de ces dernières seraient obtenus à l'encontre d'une certaine

---

[60] Entretien avec Esperanza, La Paz, 1995.

[61] C'est la même expression qui est utilisée en espagnol : " dar paso ".

[62] Entretien avec Esperanza, La Paz, 1995.

catégorie d'hommes qu'elles tiennent pour responsables de leur marginalisation –, n'implique pas qu'ils soient objectivement les seuls à menacer l'ascension sociale des femmes *de pollera*. En témoigne le fait que cette ancienne institutrice rurale, nommée presque immédiatement « secrétaire des femmes institutrices rurales au plan départemental » parce que le parti ne disposait, selon elle, que « de très peu de monde »[63], se positionne également en regard des femmes nées en zone rurale du département de La Paz qu'elle est amenée à « conscientiser », autrement dit par rapport auxquelles elle connaît déjà une « élévation ». Elle se compare aussi aux femmes de vestido qui demeurent, derrière l'allusion à la Comadre Mónica, d'autres rivales potentielles.

La stigmatisation des hommes canalise les aspirations des femmes *de pollera* en constituant un argument politique dans le sens où elle renvoie à un combat que les militantes mènent au nom de leur groupe. Nous avons en effet observé que les avanies d'un époux autoritaire ou la violence conjugale ne sont pas le lot des *cholas* qui s'en prennent le plus spontanément aux hommes : soit leur époux leur a « permis d'avancer », soit, plus couramment, il n'a pas accepté leur émancipation, ce qui a pu précipiter la séparation du couple.

Ce décalage entre doctrine politique et expérience de vie des militantes est tout à fait significatif dans le cas d'Esperanza qui reproche aux hommes, d'un côté, de ne pas soutenir le " dépassement " des femmes, mais qui déclare de l'autre dès le début de notre entretien avoir été encouragée par son mari à faire de la politique :

« Par la suite, nous avons eu la télévision et nous avons vu comment le *Compadre* Palenque ressentait vraiment les malheurs des pauvres, nous avons aussi vu l'aide qu'il apportait. C'est de cette manière que mon mari m'a encouragée : "Pourquoi ne travaillerions-nous pas pour CONDEPA" ? C'est comme cela que je me suis décidée ; je n'y connaissais rien à la politique »[64].

On peut supposer que sans son mari, cette femme *de pollera* n'aurait jamais « osé » (ce mot est récurrent dans le discours des militantes) entrer en politique. Il arrive en effet que les époux trouvent cette décision opportune, voire qu'ils n'hésitent pas à profiter de la brèche ouverte par CONDEPA. Un député condépiste nous confiera à ce propos avoir été entraîné par son épouse *de pollera* à soutenir le parti[65].

---

[63] Entretien avec Esperanza, La Paz 1995. En réalité, le parti ne manquait pas tant de monde que de militantes suffisamment conséquentes et compétentes pour diffuser en milieu rural le message du *Compadre*. Entretien avec C. Palenque, 1996-1997.

[64] Entretien avec Esperanza, La Paz, 1995.

[65] Notons que s'il arrive fréquemment aux *cholas* condépistes d'affirmer avec force la spécificité de leur opinion politique (lorsque celle-ci diffère de celle de leur époux), le cas des époux déclarant avoir été gagnés à l'opinion politique de leur femme relève d'un comportement minoritaire.

Si la perception négative du genre masculin ne découle donc pas systématiquement d'une expérience personnelle, elle s'élabore au moins en réponse à une conscience générique de n'avoir pas les mêmes chances de réussite que les hommes. CONDEPA canalise les revendications d'une égalité entre les hommes et les femmes, comme en témoigne la réponse de cette militante que nous avions interrogée sur l'opinion politique de son époux défunt[66] :

Q. : *Votre époux était-il condépiste ?*

R. : « Mon époux était neutre, il n'a jamais su... Bien sûr, il était sympathisant de CONDEPA, mais il n'est jamais entré à fond en politique. Moi je l'ai fait. Pourquoi ? Parce qu'une fois j'ai fait partie d'une organisation et j'ai vu le machisme. Il y avait un secrétaire général qui traitait les femmes uniquement à coups de pied. C'est la rage m'a fait devenir dirigeante »[67].

Mais la lutte contre la violence conjugale participe également du nouveau rôle qui échoit à la *chola* vouée à combattre les injustices à l'image de Remedios Loza :

« (...) Nous voulons qu'il [C. Palenque] fasse une loi contre les hommes qui violent leurs propres enfants, qui violent leurs employées, qui n'ont aucun respect. Et c'est ce que défend la *Comadre* Remedios. Les hommes ici boivent, se saoulent et rentrent chez eux frapper leur femme. Auparavant, personne ne nous défendait, personne ne disait cette femme aussi a des droits, *il n'y avait pas de droits*, personne ne nous défendait, mais maintenant il y a cette *libération des femmes*, maintenant aussi avec ce qui s'est passé pour la *Comadre* Remedios [son ascension sociale], *maintenant les femmes sont comme des hommes*, elles n'ont plus peur de rien, pas même d'entrer dans un bureau (...) »[68].

Les propos de Felipa, séparée de son époux, ne sont pas sans rappeler la défense que Carlos Palenque prend des employées domestiques maltraitées par leur patron. Comme nous l'avons vu, le *Compadre* se convertit de la sorte en protecteur des couches les plus défavorisées et les plus traditionnellement opprimées par leur supérieur hiérarchique, les employées domestiques, auprès desquelles il recueille aussi un vote majoritaire[69]. Tout comme cette employée municipale, il dénonce une violence familiale, leitmotiv des plaintes quotidiennes reçues à la *Tribuna Libre del Pueblo*.

En encourageant le renversement du rapport traditionnel de subordination homme/femme (cf. le discours de Remedios Loza), en inversant dans une certaine mesure ce rapport dès la première investiture de Remedios Loza, CONDEPA convertit les *cholas* en égales (d'après Felipa), voire en « supérieures » (d'après Esperanza) des

---

66 Entretien avec Moli, El Alto, 1997.

67 Entretien avec Lidia, El Alto, 1996.

68 Entretien avec Felipa, employée à la mairie de El Alto.

69 D'après notre enquête, parmi les employées domestiques, 70,6% déclarent leur intention de voter pour CONDEPA un chiffre équivalant à peu près aux intentions de vote des travailleuses à leur compte pour lesquelles nous obtenons 74,6%.

hommes. Pour Felipa, être l'égale de ceux-ci signifie moins, contrairement à ce que cela pourrait impliquer pour une électrice « de base », en être protégée, qu'avoir au même titre qu'eux accès à des « droits » – du respect et une plus grande égalité des chances – qui dépendent implicitement du contrôle social exercé par RTP à l'encontre des attitudes discriminatoires. Mais c'est surtout et une fois de plus un modèle de réussite qu'offre CONDEPA à ces femmes en leur donnant la sensation de disputer aux hommes le champ politique qui leur était réservé, comme le démontrent les propos de cette militante :

Q. : *Si j'ai bien compris, vous luttez pour que la situation des femmes change ?*

R. : « Oui, qu'elle change, parce qu'aussi, au sujet des hommes [allusion spontanée], je ne suis pas d'accord, il y a beaucoup de machisme qui fait qu'on ne laisse pas les femmes exercer des fonctions. Moi, j'aimerais que la femme en exerce. Aujourd'hui je suis membre, il y a une association de femmes à laquelle je participe, je suis "secrétaire des conflits"[70] dans l'association de femmes ».

Q. : *Et cela consiste en quoi ?*

R. « C'est aussi politique. Former les femmes, nous venons de commencer nos travaux, nous allons commencer car cela n'existe que depuis un an environ, pas davantage. Nous allons faire des projets, nous allons défendre aussi les femmes qui souffrent ou encore les enfants violés »[71].

Qu'elles travaillent ou non à la mairie, le schéma de réussite des militantes *de pollera* renferme les stéréotypes mis en évidence grâce aux entretiens précédents : l'acquisition d'un statut passe par le fait de jouer un rôle politique, dont la définition tient principalement dans la formation d'autres femmes et dans la lutte contre les injustices, notamment dues aux hommes.

Aux antipodes des hommes machistes figure le *Compadre*, mari idéal qui promeut les femmes (sa propre épouse Mónica Medina, mais surtout la *chola* Remedios) en faisant des émules au sein du parti, à commencer par le couple municipal. L'épouse de l'ancien maire d'El Alto, Alberto Jiménez, était en effet responsable de l'un des organes de la mairie consacré à l'aide sociale [*Bienestar social*][72], c'est-à-dire à la résolution d'une trentaine de litiges quotidiens grâce à une équipe d'avocats, psychologues et assistantes sociales[73]. Elle nous avait confié que son rôle était de « faire respecter tant les droits de

---

[70] Si l'on se base sur les statuts de la FEJUVE, le rôle du « secrétaire des conflits » est de résoudre tout litige survenant entre l'association et d'autres entités ou autorités, cf. Statuts adoptés ou ratifiés lors du IX Congrès des organisations de voisinage, El Alto La Paz, 5, 6, 7, 13 et 14 janvier 1996.

[71] Entretien avec Lupe, El Alto, 1995

[72] Ces relais viennent s'ajouter à celui que constitue au sein de l'Assemblée la *Comadre* Remedios.

[73] L'équipe était essentiellement constituée par des femmes *de vestido* telles que l'épouse d'Alberto Jiménez.

l'enfant que de la femme et de la famille »[74] en reconnaissant mener une action parallèle au travail de Carlos Palenque à la *Tribuna Libre* – prolongeant ainsi le travail de son conjoint à l'image de la *Comadre* Mónica.

C'est cette même perception de Carlos Palenque comme *l'homme tel qu'il doit être* (image qui suppose un complément féminin idéal) qui contribue à expliquer la réprobation morale dont est victime Mónica Medina au moment de leur séparation, à laquelle Carlos Palenque avait « permis d'avancer »[75].

Q. : Que ressentez-vous lorsque vous voyez Carlos Palenque ?

R. : « Je me sens plus que tout très triste à cause de ce qui s'est passé avec Mónica. Parfois, nous sommes comme cela, nous les femmes, de mauvaises payeuses. Le *Compadre* Carlos lui a donné tout son appui, il lui a "permis d'avancer" et de quelle façon le remercie-t-elle ? Par une gifle en pleine figure. Les femmes, nous ne devons pas faire cela, au contraire, nous devons être, nous devons nous sentir d'autant plus heureuses que nos époux nous donnent une place que peu d'hommes donnent à la femme »[76].

On voit donc que ce processus de « libération féminine », selon le mot d'une militante, correspond en réalité à la reconnaissance de certains droits que Carlos Palenque est en mesure de faire respecter grâce à ses médias et à l'action concrète de relais (Remedios Loza au sein de l'Assemblée mais également Silvia Jiménez au sein de la mairie d'El Alto). Dans ce système, Carlos Palenque personnifie l'homme idéal, aussi éloigné qu'il se peut de la réalité quotidienne que vivent la majorité des femmes alténiennes. C'est aussi contre les hommes qui diffèrent du *Compadre* que les femmes *de pollera* s'insurgent. Nous avons vu que la réussite sociale de Remedios Loza faisait des émules au sein de son groupe. Plus largement, son discours entraîne une modification substantielle du statut domestique de la femme.

2.2.2. L'individualisme des femmes *de pollera*

Un certain nombre de *cholas* employées municipales ou simples militantes affichent une certaine fierté à entretenir leur époux, en insistant néanmoins sur leur lourd sacrifice pour leur famille. Leur discours oscille entre le mépris d'un mari démissionnaire – ce qui alimente la vision infériorisante du genre masculin –, au revenu souvent aléatoire du fait de sa sous-qualification, de l'instabilité de l'emploi ou d'un revenu simplement

---

[74] Entretien avec Silvia de Jiménez, épouse de l'ancien maire de El Alto, 1997.

[75] La *Comadre* Mónica aurait dû au contraire " rétribuer " le *Compadre*, comme le confirment Saravia et Sandoval dans leur ouvrage : " (...) l'image de la *Comadre* Mónica a de l'impact car c'est elle qui est chargée de veiller à la sécurité du leader et de lui transmettre du courage et de l'énergie, comme le lui recommandent ses propres *comadres* ", *op. cit.*, p.174.

[76] Entretien avec Marta, employée municipale, El Alto 1997.

insuffisant pour couvrir les besoins du foyer, et le plaisir d'occuper la place de chef de famille en ayant la responsabilité, gratifiante en soi, du ménage. Précisons que la participation féminine par le biais d'un salaire régulier (dans le cas où la femme apporte un complément au revenu de son époux) n'implique pas forcément une amélioration de la condition féminine, mais seulement une consolidation de sa position au sein du couple aux dépens de celle de son époux[77]. Ce nouveau statut est valorisé par les enfants dont il arrive à la mère de redistribuer les rôles lorsque le devoir politique (manifestations ou grèves de la faim) l'éloigne d'eux. Elle attend notamment des garçons qu'ils contribuent tout autant que les filles à l'entretien du foyer ou à la garde des enfants en bas âge. L'engagement politique maternel est perçu comme un sacrifice au profit de la famille, comme cela transparaît dans les propos de cette militante *de pollera* :

Q. : Que pensent vos enfants de votre engagement politique ?

« Au départ, ma fille aînée – elle a maintenant 22 ans – a critiqué, elle a dit "maman, pourquoi ceci, pourquoi cela", mais elle sait, étant donné que son père ne travaille pas, qu'il ne me donne pas de salaire fixe... du coup ils ont analysé la situation de cette manière : ils ont dit "oui, maman, tu as raison". Parfois, ils m'aident aussi, même mon fils aîné, l'autre est en plus à l'Université, cette année c'est le tour des deux suivants, et ils m'aident, ils me disent "maman...", *ils reconnaissent*. Moi je leur dis : "les enfants, ce n'est pas de ma faute, c'est pour vous élever que je dois faire de la politique, et c'est cela la politique" [à entendre : la politique prend du temps]. "Oui maman", disent-ils, "oui, tu as raison, c'est pour prendre soin de mes frères et sœurs". Mais parfois mon mari se rebelle tout d'un coup contre moi aussi, parfois les époux sont ainsi ».

Q. : Mais vous m'avez dit que vous entreteniez votre époux ?

R. : « Je l'ai entretenu, et je continue de le faire, et lui, il critique. C'est cela la vie d'une femme condépiste de cœur »[78].

CONDEPA contribue ainsi non seulement à redéfinir le rôle de la femme mais aussi celui de la mère de famille. Si le condépisme est vécu en famille et qu'il est souvent transmis par la mère aux enfants (qui connaissent le *Compadre* Palenque et ceux qui l'accompagnent par le biais de la télévision), il n'entraîne cependant pas, à l'instar d'autres types de mouvements protestataires boliviens, une association des enfants au combat politique, lorsque la « défense de la mairie »[79] contre des forces politiques

---

[77] Cf. la notion de " famille matrifocale ", cf. Carmen Bernand et Serge Grusinski, " Les enfants de l'Apocalypse : la famille en Méso-Amérique et dans les Andes ", in André Burguière et al., *Histoire de la famille*, Paris, Armand Colin, 1986, pp. 205-277.

[78] Entretien avec Ruth, El Alto, 1997.

[79] Ce type d'actions défensives a lieu notamment dans les cas où par un jeu d'alliances entre conseillers municipaux, le contrôle de la mairie par CONDEPA est mis en péril, comme ce fut le cas en 1991. Nous renvoyons au chapitre VII.

adverses donne lieu à des actions de résistance, dont la plus mentionnée dans nos entretiens demeure la grève de la faim de 1992 :

« J'ai participé à la grève de la faim de 1992, 14 jours sans sortir. J'avais mon bébé de 6 mois et pour faire la grève et défendre le vote populaire j'ai abandonné mes six enfants à la maison, sans papa, sans maman, *mon foyer, pas seulement mes enfants*, pour soutenir notre ancien "compatriote" Flavio Clavijo, alors que Flavio n'a même pas reconnu cela (...) nous avons fait la grève de la faim tout ce temps-là, sans rien manger, nous avons enduré une série de choses que nos enfants n'oublieront jamais parce qu'ils ont vraiment vu combien nous avons souffert »[80].

La même militante nous déclarait plus loin avoir eu « de sérieux problème » avec son époux à cause de son « abandon » du foyer à l'occasion de cette grève l'ayant contrainte à sevrer son bébé[81]. La relation à la politique est ainsi présentée comme suffisamment absorbante et exclusive pour justifier le sacrifice conjugal et familial qui peut amener les femmes à laisser leurs enfants au soin de leur époux pour défendre la mairie, un choix en grande partie motivé par la précarité des conditions de vie à El Alto :

« Moi, par exemple, je ne vis presque plus avec mon mari, je me consacre à la politique, c'est vrai que la politique est comme on dit... je n'aurais jamais cru que ceux qui veulent faire de la politique doivent aller jusqu'à oublier leur famille, leurs enfants, mais pas totalement... non... pas totalement, je crois. Parfois, avec les préoccupations qu'on a, par exemple avec la grève de la faim de 1992, avec ces grèves et tout, c'est vrai que nous devons nous séparer de nos enfants pour défendre [le parti]. Ce que je dis, c'est que nous défendons deux choses : tout d'abord notre parti politique et aussi les voix majoritaires qu'a reçues la ville d'El Alto. En second lieu, nous défendons aussi notre travail, nous défendons ces deux choses. Donc, on doit se séparer de son enfant, même si cela nous coûte, on doit laisser nos enfants et rejoindre les rangs pour dormir, faire la grève de la faim ou tout autre chose ; et donc c'est ce qui ne plaît pas à mon mari, parfois cela ne lui plaît pas, il me dit "pourquoi abandonnes-tu les enfants et t'en vas-tu"? »[82]...

En résumé, la femme condépiste ayant pris en main la direction du groupe domestique n'entend plus être assujettie à son époux (réduite au strict rôle de « femme au foyer »). Elle tient au contraire, pour parler comme Remedios Loza, à « s'intégrer à l'activité productive et professionnelle », ce qui semble affecter son comportement dans la vie conjugale et familiale. Cette intégration professionnelle peut conduire à une inversion des rôles (les enfants restent à la maison avec leur père tandis que leur mère travaille). Cependant, il arrive souvent que l'époux ne voie pas d'un bon œil l'*individualisme* de sa femme, c'est-à-dire non seulement son autonomisation (puisque celle-ci n'hésite pas à privilégier sa carrière politique), mais également le fait qu'elle assume « "en toute liberté"

---

[80] Entretien avec Ana, employée municipale, El Alto 1997.

[81] Entretien avec Ana, employée municipale, El Alto 1997.

[82] Entretien avec Teodora, employée municipale, El Alto 1996.

ses croyances, ses opinions »[83], notamment politiques. Suivant cette même logique, de nombreuses électrices de base prendront l'initiative d'aller dénoncer au *Compadre* ou à ses différents relais la violence familiale dont elles sont victimes en adoptant à l'égard de leur conjoint une attitude rebelle qui pourrait refléter leur propre autonomisation. C'est ainsi qu'« une "idéologie individualiste" peut se développer dans un contexte politique où une classe a l'impression d'être injustement et illégitimement bloquée par le système politique, même dans le cas d'une société "traditionnelle" »[84]. Il convient de signaler que cette idéologie diffusée par le parti a des effets pervers. Car ce discours centré sur la femme mais aussi sur le couple (Carlos Palenque et son épouse Mónica Medina) et la famille[85] tend à encourager la libération féminine en mettant du même coup en péril la cellule familiale dont l'unité constitue pourtant une constante du discours du *Compadre*.

L'importance des enjeux justifie l'exclusivité de l'engagement politique puisqu'il s'agit, d'une part, de conserver un emploi stable dans un contexte où le groupe domestique va, au moins en partie, dépendre de l'activité professionnelle de la femme. D'autre part, l'entrée en politique de la femme entraîne à l'évidence des effets psychologiques non négligeables, puisqu'elle empiète sur un univers professionnel masculin en ayant accès à un emploi fixe et, de surcroît, prestigieux.

Aussi, peut-on émettre l'hypothèse que l'identification traduit une appartenance à la communauté des femmes libérées par le *Compadre* à l'instar de Remedios Loza. Le vote pour CONDEPA devient aussi un marqueur de l'identité de la mère de famille combative, prête à tous les sacrifices [*sacrificada*] parce qu'elle croit qu'entre « libération féminine » et réussite sociale, le pas peut être franchi.

Dans ce chapitre, nous avons essentiellement tâché d'appréhender les mécanismes identificatoires propres à un groupe à partir d'entretiens réalisés auprès des militantes *de pollera*. Ces mécanismes nous semblent généralisables à l'ensemble de l'électorat qui porte *la pollera*, même si l'imitation de Remedios Loza est à l'évidence plus caractéristique des fonctionnaires municipales qui ont l'espoir d'être à leur tour promues par le *Compadre*, que des électrices de base qui ne nourrissent pas toutes l'ambition d'entrer en politique. Ces femmes ne s'en sentiront pas moins valorisées et « relevées » par le discours de la députée dans un contexte concurrentiel. C'est ce qui contribue à expliquer leur soutien massif au parti.

Avant d'en venir à ce soutien, il convient dans un premier temps de préciser les différences sociales qui séparent les *cholas* des deux autres populations : les femmes *de*

---

[83] Raymond Boudon et François Bourricaud, *op. cit.*, p.301.

[84] *Ibid.*, p.305.

vestido et les hommes afin de voir, dans un second temps, dans quelle mesure ces différences peuvent éclairer la distribution des suffrages en fonction du « genre »[86].

2.3. Les différences entre les « genres »

Le contraste entre d'une part les femmes *de pollera*, d'autre part les femmes *de vestido* et les hommes est particulièrement significatif si l'on compare l'accès inégal de ces trois populations au système éducatif ou encore leur lieu de naissance qui varie en fonction du « genre ». La majorité des *cholas* n'a pas fait d'études. Les chances qu'elles ont d'accéder à un niveau d'instruction supérieur sont dès lors pratiquement inexistantes[87] (3,9% contre 34% environ pour les deux autres populations, tableau 1).

Tableau V - 1

Niveau d'études en fonction du « genre » (%)

	Primaire	Secondaire	Technique et universitaire	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	67,2	28,9	3,9	100 (180)
Femmes *de vestido*	15,4	49,7	34,9	100 (175)
Hommes	21,2	44,8	34	100 (297)
Total (effectifs)	32,4 (211)	41,7 (272)	25,9 (169)	100 (652)

Tandis qu'en général les femmes *de vestido* et les hommes sont originaires d'El Alto, environ 44% des femmes *de pollera* ont émigré des provinces du département de La Paz contre 16% des femmes *de vestido* et 28% des hommes. Ce sont également parmi les femmes *de vestido* et les hommes que l'on trouve le plus grand nombre d'individus nés hors du département de La Paz.

Tableau V - 2

Lieu de naissance en fonction du « genre » (%)

	El Alto	Zone rurale du département de La Paz	Hors du département de La Paz	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	48,3	44,3	7,4	100 (203)
Femmes *de vestido*	63,6	16	20,4	100 (187)
Hommes	56,9	27,7	15,4	100 (325)
Total (effectifs)	56,2 (402)	29,4 (210)	14,4 (103)	100 (715)

[85] Cf. par exemple : "La femme est le centre de la politique et avec elle toute la famille" in *El Patriota*, semaine du 7 au 13 juin 1993, n°69.

[86] Cette variable comprendra pour les besoins de notre démonstration trois modalités : les femmes *de pollera*, les femmes *de vestido* et les hommes.

[87] Bien que soient apparus, au cours de ces dernières années, à l'université de La Paz (UMSA), quelques cas de *cholas* étudiantes, celles-ci font encore figure d'exceptions.

La situation professionnelle que nous avons appréhendée en nous reportant à la nomenclature de l'Institut National de la Statistique bolivien[88] nous a conduite à distinguer dans notre questionnaire, puis dans notre codage, la CSP du poste occupé.

Les résultats que nous obtenons montrent que les *cholas* demeurent cantonnées dans les emplois les moins prestigieux si l'on considère le critère du niveau d'études à partir duquel l'INE a hiérarchisé les emplois[89]. Elles sont sur-représentées au sein de la catégorie « vendeuses ambulantes » qui regroupe principalement les travailleurs de la rue [*callejeros*] : les commerçants ambulants, les cireurs, le personnel domestique, les blanchisseuses, les repasseuses, les messagers, les portiers, ou encore les ouvriers agricoles. Une très faible proportion de femmes *de vestido* exerce en revanche ces emplois précaires (6% contre 28,6% des femmes *de pollera,* cf. le tableau 3), ce qui constitue une différence statutaire importante entre les deux populations féminines. En effet, dans l'échelle des emplois, la position socioprofessionnelle la plus basse qu'occupent les femmes *de vestido* est celle de « commerçantes-propriétaires ». Cette dernière CSP recouvre également les activités touchant à la vente mais plus généralement au commerce en gros [*comercio mayorista*] et au détail [*comercio minorista*], qui impliquent la propriété d'un kiosque, d'un petit magasin ou bien d'un étal au marché [*el puestito*]. Par la mention « propriétaires », qui ne figure pas dans la nomenclature de l'INE[90], nous avons voulu marquer la différence statutaire existant entre cette CSP et les « vendeuses ambulantes »[91].

---

[88] *Clasificación Internacional Uniforme de Ocupaciones « CIUO »*-88.

[89] Cette classification fait figurer en bas de la hiérarchie des CSP, les « vendeurs ambulants et autres » [*trabajadores no calificados*], activités pour lesquelles n'est requis aucun niveau d'études. Leur succèdent les « commerçants-propriétaires » [*trabajadores de los servicios y vendedores de comercios y mercados*], les « agriculteurs » [*agricultores y trabajadores calificados agropecuarios, pesqueros y forestales*], les « artisans » [*Oficiales, operarios y artesanos de artes mecánicas y de otros oficios*], les « Opérateurs d'installation » [*Operadores de instalaciones y montadores de máquinas*], cinq activités pour lesquelles est requis un niveau d'études primaire « *básico* » minimum (de 7 à 11 ans). Enfin, les « techniciens et professionnels » [*Técnicos y profesionales de nivel medio*] sont censés avoir un niveau d'études primaire « *intermedio* » minimum (de 12 à 14 ans).

[90] Il s'agit de la catégorie :*Trabajadores de los servicios y vendedores de comercios y mercados.*

[91] Nous avons également rebaptisé cette CSP en retenant du détail des activités qu'elle recouvre celles qui sont les plus représentées à El Alto, à savoir les « vendeuses ambulantes » (catégorie *trabajadores no calificados* de l'INE).

Tableau V - 3

CSP en fonction du « genre » (%)

	Techniciens	Commerçants -propriétaires	Artisans	Opérateurs	Vendeurs ambulants	Inactifs	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	3	55,4	8,9	0,6	28,6	0,5	3	100 (168)
Femmes *de vestido*	9,4	42,3	7,4	1,3	6	24,2	9,4	100 (149)
Hommes	13,2	14,2	34,4	8,3	4,6	17,1	7,8	100 (302)
Total (effectifs)	9,5 (59)	32,1 (199)	21 (130)	4,5 (28)	11,5 (71)	14,5 (89)	6,9 (43)	100 (619)

La distribution de la population alténienne au sein des divers postes montre à son tour que la population des femmes *de pollera* travaille en général à son compte (68,3% contre 46% de femmes *de vestido* et 27,6% d'hommes). D'après le manuel de l'*Encuesta Integrada de Hogares*, cette catégorie rassemble « les propriétaires des moyens de production dont le travail est générateur de biens ou de services »[92]. Elle recouvre la majorité des CSP « commerçantes-propriétaires », une partie des « vendeuses ambulantes » et figure aussi en bas de l'échelle des postes en étant généralement assimilée au secteur informel de l'économie. D'après les résultats de l'INE, les femmes à leur compte ont en majorité un niveau d'instruction primaire (55,8%)[93].

Le tableau 4 met également en évidence la sous-représentation des *cholas* au sein de la catégorie « employés », postes pour lesquels sont requises certaines compétences. L'accès de ces femmes à ce type d'emplois est environ trois fois plus limité que pour les femmes *de vestido* et les hommes. C'est enfin parmi les *cholas* qu'est essentiellement recruté le personnel domestique.

Tableau V - 4

Poste en fonction du « genre » (%)

	Ouvriers	Employés	À leur compte	Employés domestiques	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	1,8	12,6	68,3	10,1	7,2	100 (167)
Femmes *de vestido*	4,4	37,2	46	3,5	8,9	100 (113)
Hommes	21,7	40,6	27,6	0,4	9,7	100 (254)
Total (effectifs)	11,8 (63)	31,1 (166)	44,2 (236)	4,1 (22)	8,8 (47)	100 (534)

[92] Ministerio de planeamiento y coordinación, INE, *Encuesta Integrada de Hogares*, La Paz, novembre 1992, *op. cit.*, p.12.

[93] *Ibid.*, p.263.

Le clivage entre d'une part les femmes *de pollera*, d'autre part les femmes *de vestido* et les hommes est moins net en ce qui concerne le revenu mensuel individuel (tableau 5). Les hommes ont en effet les plus fortes chances d'obtenir les meilleurs salaires et ils tendent d'autant moins à percevoir un revenu inférieur au salaire minimum (-240bs). Pour cette modalité, c'est plutôt entre ces derniers et l'ensemble des femmes que l'écart se creuse.

Tableau V - 5

Niveau de revenu en fonction du « genre » (%)

	-240bs	241-259bs	+460bs	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	39,8	31,2	29	100 (176)
Femmes *de vestido*	33,3	25	41,7	100 (120)
Hommes	16,2	26,1	57,7	100 (272)
Total (effectifs)	27,1 (154)	27,5 (156)	45,4 (258)	100 (568)

Bien que le revenu différencie moins les *cholas* des deux autres « genres », la perception de la pauvreté rétablit la distance initiale entre ces trois populations. Ce sont en effet les femmes *de pollera* qui semblent les plus insatisfaites de leur sort. Elles expriment environ deux fois plus leur mécontentement que les hommes et environ quatre fois plus que les autres femmes[94]. Les femmes *de pollera* sont enfin les moins enclines à s'estimer satisfaites (tableau 6).

Tableau V - 6

Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » (%)

	Très pauvres	Pauvres	Aisés	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	22,6	61,3	16,1	100 (199)
Femmes *de vestido*	6,5	59,2	34,3	100 (184)
Hommes	12,5	59,9	27,6	100 (319)
Total (effectifs)	13,8 (97)	60,1 (422)	26,1 (183)	100 (702)

Enfin, les *cholas* se trouvent sous-représentées au sein de la population la plus jeune del Alto (tranche d'âge 18-25 ans). Il semble en effet que les mères *de pollera* évitent en général de transmettre leur vêtement à leur fille du fait de l'entrave à leur ascension sociale que celui-ci constitue. C'est cette hypothèse que nous tâcherons de fonder plus avant (chapitre IX).

Tableau V - 7

Âge en fonction du « genre » (%)

	18-25 ans	26-41 ans	+ de 41 ans	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	16,7	59,3	24	100 (204)
Femmes *de vestido*	42,6	44,7	12,7	100 (188)
Hommes	25,2	42,5	32,3	100 (325)
Total (effectifs)	27,3 (196)	47,8 (343)	24,9 (178)	100 (717)

Voyons pour terminer dans quelle mesure la répartition des suffrages peut être considérée comme le reflet de ces différences sociales.

2.4. *Le vote des femmes* de pollera, *reflet des différences entre les « genres »*

Nous avons montré que le vote pour CONDEPA tendait à être plus féminin que masculin (chapitre III) avec un écart d'environ 12% en faveur des femmes. Or la distinction entre les femmes *de pollera* et les femmes *de vestido* nous permet de prendre la mesure de ce vote et d'en préciser la nature (tableau 8) :

Tableau V - 8

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	72,1	27,9	100 (201)
Femmes *de vestido*	36,7	63,3	100 (186)
Hommes	42,7	57,3	100 (330)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)

Les femmes *de vestido* s'avèrent deux fois moins portées à soutenir CONDEPA que les femmes *de pollera* (36,7% contre 72,1%), l'écart entre ces dernières et les hommes étant à peu près de même ordre (42,7% contre 72,1%).

La relation entre le « genre » et le vote qui met en évidence le soutien majoritaire que CONDEPA recueille de la part des femmes *de pollera* est enfin confirmée au sein de notre échantillon pacénien (tableau 9).

---

[94] Il est aussi probable que leur plus grand optimisme reflète une prise en compte globale des revenus du ménage.

Tableau V - 9

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population de La Paz en fonction du « genre »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	82,4	17,6	100 (119)
Femmes *de vestido*	30,5	69,5	100 (282)
Hommes	38,5	61,7	100 (402)
Total (effectifs)	42,1 (338)	57,9 (465)	100 (803)

En conclusion, nous sommes face à un univers social extrêmement hiérarchisé : grâce au *Compadre*, Remedios Loza s'est libérée du stigmate inhérent à sa condition de *chola* en devenant l'intermédiaire entre le monde d'en haut et celui d'en bas (réappropriation identitaire). Elle a été formée par Carlos Palenque (reconstruction identitaire) et met en pratique ce qu'elle a appris au sein de l'Assemblée où elle connaît une certaine autonomie, tout en accompagnant le *Compadre* à la *Tribuna*. Les employées municipales et autres dirigeantes jouent quant à elles le rôle de la *Comadre* pour les électrices de « base », ce qui tend par un effet de miroir à renforcer leur identification à Remedios Loza.

Il apparaît ainsi que les *cholas* ont d'autant plus de chances de calquer leur comportement sur le modèle de Remedios Loza qu'elles exercent une activité politique. En d'autres termes, le degré d'identification à la députée est fonction de la *proximité* hiérarchique de celle-ci. Car s'identifier revient à disposer d'un certain nombre d'attributs et d'atouts dont les militantes de base sont encore dépourvues, l'identification entretenant la croyance en la promotion de nouvelles femmes *de pollera*.

Pour ce qui est de la majorité des électrices *de pollera*, s'identifier à la députée permet de *croire* en une société intégratrice (où les preuves d'intégration sont réelles), dans laquelle les chances de réussite sont les mêmes pour tous (cf. discours de Remedios Loza), ce qui est interprété, par les premières intéressées, comme un accroissement des opportunités favorable à leur groupe. En paraphrasant Peter Berger et Thomas Luckmann, on peut dire que l'ascension sociale de Remedios Loza devient une possibilité objective pour tous les membres de l'en-groupe, une expérience pertinente même pour ceux qui ne l'ont pas traversée[95]. En effet, non seulement Remedios Loza est reconnue comme un personnage médiatique exerçant la fonction de députée (en clair, elle s'est rapprochée des valeurs de la société dominante), mais son action est aussi perçue comme « pouvant être exécutée par *n'importe quel* acteur à qui la structure de

[95] P. Berger et T. Luckmann, *op. cit.*, p.97.

pertinence en question peut être imputée de façon plausible »[96]. La *Comadre* Remedios endosse aussi un « rôle », au sens où l'entendent ces deux sociologues[97].

On comprend dès lors que l'identification puisse maintenir vivace une idéologie pourtant contredite dans les faits si l'on considère que les neuf années de gestion municipale de CONDEPA (1989-1997) n'ont guère amélioré le sort des habitants d'El Alto. En revanche, les femmes savent qu'elles peuvent à tout moment avoir recours au *Compadre* ou à ses relais, et que la réussite est à venir. Nous avions demandé en 1997 à quelques électrices de base de nous préciser la nature du changement amené par CONDEPA au cas où celui-ci leur semblait fondé. Les réponses obtenues oscillent entre espoir et conviction, quelle que soit la formulation de notre question :

Q. : Pensez-vous que depuis qu'existe CONDEPA, la situation a changé pour le peuple ?

Chola 1 : « Elle est en train de changer grâce au *Compadre*... elle est en train de changer... dans quel sens pourrait-on dire [hésitation]... elle est en train de changer [hésitation]... comme cela... que nous allions, nous, femmes *de pollera*... plus ou moins on est en train de monter en haut »[98].

Q. : Qu'est-ce qui a changé exactement depuis que CONDEPA existe ?

Chola 2 : « Remedios. Je l'admire parce que j'ai vu lorsque CONDEPA est né il y a des années la façon dont elle s'est "dépassée". C'est une fierté pour les femmes »[99].

Q. : Est-ce que votre vie quotidienne a changé depuis que CONDEPA existe ?

Chola 3 : « Je vois seulement qu'il y a plus de progrès, chaque fois plus de monde se rend compte que CONDEPA est un espoir »[100].

Q. : Qu'est-ce qui a changé dans votre vie quotidienne depuis que vous appartenez à CONDEPA ?

Chola 4 : « Des changements ? [surprise] Le fait que CONDEPA ait progressé, qu'il n'ait cessé de grandir. Au fil des ans, CONDEPA va être le premier parti à remporter les élections »[101].

Il est évident que le rapport à CONDEPA comporte aussi une *dimension stratégique* : il s'agit bien de monter dans l'échelle sociale et de profiter de l'*ouverture* d'un

---

[96] Ce sont P. Berger et T. Luckmann qui soulignent, *ibid.*, p.102.

[97] " Nous pouvons réellement commencer à parler de rôles quand ce genre de typifications apparaît dans le contexte d'un stock de connaissances objectivé et commun à une collectivité d'acteurs ", cf. P. Berger et T. Luckmann, *ibid.*, p.104.

[98] Entretien avec une électrice de base, El Alto, 1997.

[99] Entretien avec une électrice de base, El Alto, 1997.

[100] Entretien avec une électrice de base, El Alto, 1997.

[101] Entretien avec une électrice de base, El Alto, 1997.

nouvel espace politique destiné aux *cholas*[102], qui apparaît « comme un système organisé au profit de sous-groupes qui sans elle seraient exclus ou handicapés dans la course au succès »[103]. Toutefois, il nous semble que le caractère instrumental de ce rapport ne doit être considéré que comme un paramètre plutôt que comme un déterminant de l'engagement. C'est au départ parce que Remedios Loza *rend visible et de ce fait crédible* la disparition des inégalités sociales que les *cholas* adhèrent au parti.

La mobilisation électorale présente en outre une dimension *à la fois collective et individuelle* non exclusives l'une de l'autre, où s'entremêlent *intérêt de groupe* et *sentiment d'identité*. Les femmes *de pollera* ont intérêt à ce que la catégorie à laquelle elles appartiennent voie sa situation s'améliorer, car ainsi elles ont des chances d'améliorer leur position au sein de cette catégorie. Raymond Boudon et François Bourricaud soutiennent en outre que « dans les sociétés où les barrières entre classes sociales sont pour des raisons historiques plus visibles et réputées plus difficiles à franchir, il y a toutes chances pour que les individus soient davantage attirés par les idéologies prônant la promotion collective des groupes défavorisés »[104]. Ce qui expliquerait que les femmes *de pollera* situées en bas de l'échelle sociale tendent à percevoir l'offre de CONDEPA comme destinée avant tout « à la femme *de pollera* » qu'elles représentent, chaque *chola* « incarnant le groupe »[105] au même titre que la *Comadre* Remedios dont l'ascension est, comme nous le confiait Esperanza, « pour nous ». Entrent parallèlement en jeu des stratégies ne visant qu'a l'amélioration de la position de l'individu, non pas seulement au sein de l'en-groupe mais bien de la société nationale, ce qui confirme le caractère forcément instrumental de l'objectivation de son appartenance au groupe des *cholas* (puisque chaque individu agit avant tout pour être « comme les autres »).

Cet entrelacement de stratégies individuelles et collectives n'implique pas que le potentiel de mobilisation soit fonction du degré de cohésion du groupe, à moins de voir celui-ci à la lumière des *événements ponctuels* venant resserrer les liens entre ses membres, sans faire de la solidarité de groupe une donnée immuable dont dépendrait

---

[102] Comme nous le disait une électrice : " D'un point de vue historique, la *Comadre* Remedios est la première femme qui représente [sous-entendu les femmes *de pollera*], elle porte la *pollera* et elle représente un secteur social. Est ainsi ouvert un espace politique pour les Aymaras, les Quechuas ", El Alto, 1997.

[103] Robert K. Merton, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997, p.129.

[104] Raymond Boudon, François Bourricaud, *op. cit.*, p.2.

[105] Il est à ce propos significatif de voir combien cet apprentissage est souvent mis en relation avec l'identité de femme. Cf. notamment la déclaration d'une militante : " J'ai appris énormément de choses en tant que femme ".

cette cohésion[106]. Le potentiel de mobilisation des *cholas* procède en effet de modèles au principe de l'unité du groupe, ce qui pourrait éclairer la raison pour laquelle ces femmes ont des revendications ayant pour enjeu leur identité culturelle. Remedios Loza ne resserre pas les liens entre les membres d'un groupe mais personnifie une catégorie sociale. C'est-à-dire que chaque électrice *de pollera se reconnaît dans la Comadre* (relation verticale) parce qu'à l'Assemblée la députée « joue le rôle de la femme »[107]. Elle représente chaque *chola* en niant la discrimination, elle rehausse une identité sociale négative qui devient – et c'est peut-être ce qui explique la distance contenue dans le propos de cette électrice *de pollera* – une voie d'ascension sociale.

En plus de renverser la condition de *chola*, Remedios Loza encourage l'autonomisation de ses « filles ». Pourtant, le refus de toute subordination mis en évidence dans le cas des militantes soulève un nouveau paradoxe en allant de pair avec l'adhésion à un moule particulièrement rigide. Le système est hiérarchisé, mais rend semble-t-il aussi autonome... En reprenant la définition que Raymond Boudon donne de l'autonomie selon Emile Durkheim, il offre à l'individu « la capacité de se reconnaître lui-même dans ses œuvres et dans ses projets, de coopérer au pilotage de son propre développement, de découvrir en celui-ci une exigence de sa propre réalisation »[108]. Cette autonomisation exclut l'idée d'un conditionnement des *cholas* et prend tout son sens à travers les « effets pervers » produits par le discours de Remedios Loza, dont l'un des objets centraux est la femme, mais aussi la famille. Certes, ce discours a des effets amplifiants sur la libération féminine mais il ne corrige pas certains effets de la structure sociale (cf. la notion de famille matrifocale) en mettant en péril le noyau familial.

La *Comadre* Remedios suscite donc avant tout une *prise de conscience* de ce à quoi les individus peuvent prétendre, de ce qui leur est dû[109]. Mais elle encourage conséquemment – sans les fabriquer – la satisfaction de nouveaux besoins. L'inégalité des chances de réussite étant une réalité, l'insatisfaction de ceux-ci ne peut que renforcer l'exclusivité du lien à CONDEPA.

---

[106] Cf. N. Mayer et P. Perrineau : " C'est là ou les liens sont les plus serrés que le sentiment de solidarité du groupe et donc son potentiel de mobilisation sont les plus élevés ", *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p.124. On a vu que les mécanismes de cohésion du groupe n'interviennent que lorsque l'existence de CONDEPA semble menacée On sait aussi que plus le centre est menacé, plus la cohésion est forte.

[107] Selon une militante : " [Remedios] a endossé le rôle de la femme au sein de l'Assemblée ", El Alto, 1995.

[108] Raymond Boudon et François Bourricaud, *op. cit.*, p.122.

[109] Cf. Raymond Boudon et François Bourricaud, " Mais les besoins ne sont pas intégralement 'fabriqués' par les démagogues et par les publicitaires. Ils sont construits au terme d'une prise de conscience – qui ne va pas sans erreurs ni illusions – par laquelle nous faisons la découverte progressive de ce que nous désirons, de ce à quoi nous pouvons prétendre, et de ce qui nous est dû ", *ibid.*, p.43.

Dans le chapitre suivant, il s'agira de montrer l'impact sur le vote d'une idéologie d'inspiration populiste suscitant cette fois l'émergence d'une identité collective : le « peuple ». Nous en examinerons aussi les représentations.

Chapitre VI

L'identification à une néo-communauté populaire

« C'est comme si le peuple s'était uni, et c'est cela qu'on a appelé CONDEPA »[1].

À défaut d'en énoncer une définition, on peut donner du populisme une caractéristique générale sur laquelle chacun s'accordera : l'exaltation d'un principe populaire[2]. Ceci posé, le fait d'inscrire CONDEPA dans la problématique de l'identification pourrait, une fois de plus, suggérer la validation de certains postulats propres aux travaux classiques sur le sujet, qui tendent à tirer un trait d'union entre système de pensée traditionnel et masses apathiques, aisément séduites par le discours démagogique du tribun populiste. C'est l'un des présupposés de l'étude pionnière de Gino Germani sur le péronisme. G. Germani[3], influencé par la théorie de la société de masse qui défend l'idée d'une atomisation du corps social et d'un isolement des individus dans un monde devenu vulnérable aux mouvements totalitaires[4], décrit en effet une clientèle populaire passive, « manipulée » par un leader charismatique. Il met aussi en parallèle le populisme argentin avec d'autres mouvements autoritaires européens, tels que le fascisme, en montrant que ce phénomène politique résulte de l'incapacité des sociétés latino-américaines à construire une démocratie représentative sur le modèle européen ou nord-américain à cause de la persistance de certaines structures archaïques (allant d'une économie de subsistance aux liens de clientèle). Pour G. Germani et pour la théorie structurelle-

---

1 Entretien avec une militante, El Alto, 1995.

2 Guy Hermet, « L'autoritarisme », in Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de Science Politique*, Paris, PUF, 1985, pp.288-292.

3 Gino Germani, *Política y Sociedad en una época de transición: de la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, ED. Paidos, Buenos Aires, 1962 ; Gino Germani, *Authoritarianism, Fascism and National Populism,* New Jersey,Transaction Books, 1978. Comme G. Germani, Torcuato di Tella inscrit le populisme dans un processus de modernisation, de passage d'une société « féodale » à une société « organisée » en soulignant également l'irrationnalité d'une clientèle gouvernée par ses émotions, cf. Torcuato Di Tella, *Argentina, Sociedad de Masas*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 1965. Nous renvoyons également, pour une présentation des différentes approches théoriques du populisme latino-américain à l'article de Carlos de la Torre, « Populist redemption and the unfinished democratization of Latin America », *Revue Constellations*, vol.5, n°1, march 1998, pp.85-95 ainsi qu'à l'ouvrage de Carlos Moscoso Perea, *El populismo en América Latina*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1990.

4 Hannah Arendt, *The origins of Totalitarianism*, Londres, Allen and Unwin, 1958.

fonctionnaliste[5] dont il est le principal représentant, l'émergence des mouvements dits nationaux-populaires s'inscrit dans un processus de modernisation (mesurée à l'aune de la modernisation européenne), dans la transition d'une économie à prédominance agricole à une économie industrielle, marquant le passage d'une société traditionnelle à une société moderne sous l'effet du développement économique. Le sociologue argentin en conclut aussi que ces mouvements sont voués à disparaître avec l'avènement des sociétés industrielles[6].

Or les années quatre-vingt voient réapparaître des mouvements dits « néo-populistes » qui semblent, si l'on reprend les hypothèses de G. Germani, remettre en cause le processus de modernisation de l'État latino-américain. Faut-il y voir une sorte de rémanence de structures archaïques qui agiraient comme un frein à la modernisation ? C'est en tout cas ce que suggère, dans une lecture relativement récente du populisme, l'historien espagnol José Alvarez Junco, en présentant ce type de mobilisation comme une contre-réaction aux politiques de modernisation qui impliqueraient la désagrégation des solidarités traditionnelles :

> « (...) en s'adressant aux partisans de ces mouvements comme au "peuple" et en les appelant "colonne vertébrale de la patrie", le dirigeant populiste leur offre un sens de communauté et un ensemble de croyances qui les protègent face au désarroi que produit la modernité, face à la liquidation de la vision religieuse du monde et des liens et formes de vie traditionnels »[7].

Nous avons vu, au contraire, que les électeurs de CONDEPA tendaient à s'identifier à une néo-communauté plus urbaine que rurale, forgée par RTP. Dans ce chapitre, après avoir mis en évidence le lien entre cette même notion de néo-communauté et CONDEPA, nous tâcherons dans un premier temps de réfléchir sur la construction de ce principe organisationnel au fondement d'un projet politique. Nous nous demanderons si une certaine vision du monde gouvernée par ce principe peut avoir une incidence sur l'engagement électoral en modifiant les relations précédemment observées entre le vote pour CONDEPA et certaines variables lourdes. Dans un second temps, nous verrons dans quelle mesure et de quelle manière ce principe populaire continue d'expliquer les intentions de vote pour Remedios Loza lors de l'élection nationale de 1997.

---

[5] D'après la typologie de Carlos Moscoso, *op. cit.*.

[6] Notons que le fait de défendre l'idée de mouvements qui ne seraient que transitoires n'est pas uniquement propre à G. Germani, cf. les représentants de l'école « développementaliste » selon la typologie de C. Moscoso, *ibid.*, F. H. Cardoso et E. Faletto, *Dependencia y Desarrollo en América latina. Ensayo de interpretación sociológica,* México, Ed. Siglo XXI, 1969.

[7] José Alvarez Junco,"El populismo como problema ", in J. Alvarez Junco y R. Gonzalez Leandri compiladores, *El populismo en España y América*, Madrid, Editorial Catriel, 1994, p.27.

1. L'idéologie du peuple au pouvoir

1.1. L'identification à une néo-communauté populaire

Même si le caractère sentimental du vote pour CONDEPA se trouve amplifié lors des dernières élections présidentielles, l'étude des différentes logiques électorales inscrites dans cette conjoncture particulière offre la possibilité d'appréhender le lien avec le parti. En effet, en portant à son paroxysme l'émotion des électeurs, le décès du *Compadre* fait affleurer un certain rapport au leader qui possède rétrospectivement une valeur explicative du lien à CONDEPA. Aussi, le condépisme apparaît avant tout comme l'affirmation d'une néo-communauté populaire qu'avait déjà contribué à forger RTP.

À la question, « pensez-vous que Remedios Loza recevra l'appui de l'électorat ? » que nous avions posée aux Alténiens quelques jours avant l'élection présidentielle de 1997, 73,2% répondent positivement contre 18,8%. C'est aussi par l'argument d'un vote conçu comme l'expression d'une néo-communauté populaire (« Parce que CONDEPA est le peuple » = 39%) que les individus sondés expliquent majoritairement (et toutes opinions politiques confondues) les raisons pour lesquelles Remedios Loza recevra le soutien de l'électorat (graphique 1).

Il convient cependant de souligner que la tendance à voter pour Remedios Loza est la plus forte pour la modalité « CONDEPA=peuple » dans laquelle nous avons regroupé toutes les réponses où se manifestait cette équation, soit par son énonciation directe : « CONDEPA est le parti du peuple », « Tous les autres partis sont traditionnels »[8], « CONDEPA possède l'appui des gens humbles et sans protection », « *Nous* ferons toujours partie de CONDEPA » ou « Grâce à *notre* soutien, CONDEPA grandira »[9] ; soit par l'allusion à la candidate[10].

---

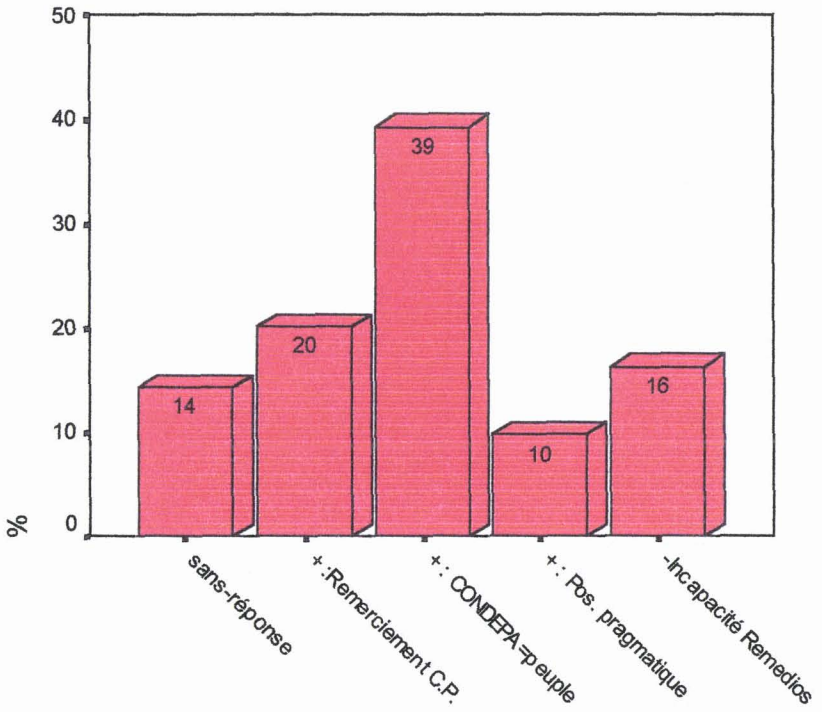
[8] On retrouve ici la rhétorique condépiste opposant les partis traditionnels et anti-populaires au « parti du peuple ».

[9] Ces deux dernières réponses montrent, quant à elles, l'idée d'un collectif identifié au parti.

[10] Nous réservons plus loin un traitement qualitatif aux modalités : « Incapacité de Remedios Loza » et « Remerciement à Carlos Palenque ». Cette dernière comprend toutes les réponses dans lesquelles s'exprime l'idée d'un vote « posthume », à la mémoire du leader. C'est l'hypothèse d'un vote pour Remedios Loza, susceptible de n'avoir été motivé que par le lien affectif avec Carlos Palenque, qui explique que nous ayons regroupé les réponses allant dans ce sens. Enfin, nous avons réuni sous la rubrique « Position pragmatique » toutes les constatations dénuées d'affectivité qui reconnaissaient simplement à CONDEPA une audience importante à El Alto auprès des couches les plus défavorisées (à l'inverse d'autres régions boliviennes).

Graphique VI - 1

Pourquoi (oui ou non) pensez-vous que Remedios Loza recevra l'appui de l'électorat ?



Pour les Alténiens, c'est avant tout parce que CONDEPA est le parti du peuple et des pauvres que Remedios Loza recevra l'appui de l'électorat. Certains électeurs parent la candidate des mêmes attributs que le *Compadre* : elle « s'identifie aux pauvres », ce qui justifie que l'on vote pour elle ou encore « elle représente l'union nationale des pauvres ». Elle est dans le même ordre d'idées la « candidate du peuple » ou encore la « *Comadre* du peuple ». On voit que le nouveau rôle de la *chola* importe infiniment moins que sa qualité de « symbole » liée au fait qu'elle a aidé le peuple aux côtés de Carlos Palenque et qu'elle incarne dès lors, pour certains, le même principe unificateur tout en menant un combat on ne peut plus légitime eu égard à son origine populaire. « Elle appartient à CONDEPA et le représente », nous confie un électeur ou encore « elle connaît les besoins » de son peuple, ce qui justifie qu'elle s'insurge contre les abus (« C'est une personne de plus, issue du peuple, lassée des abus »[11]).

Par le même processus observé dans l'étude du lien entre RTP et le *Compadre*, une relation d'équivalence s'établit entre la *chola*, CONDEPA et le peuple. Pour les personnes interrogées, celle-ci « doit être présidente du peuple » parce que « CONDEPA est le peuple » et que « CONDEPA est également à elle » ou encore qu' « elle est

---

11 D'après un autre électeur.

condépiste ». La néo-communauté que Remedios Loza représente – et incarne à l'instar du *Compadre* – est donc celle des plus démunis, des plus vulnérables que CONDEPA protège, contrairement à « tous les autres partis traditionnels ». Notons avec intérêt que plusieurs personnes interrogées circonscrivent cette néo-communauté, qu'ils soient ou non condépistes, à la ville d'El Alto (« El Alto tout entier a voté pour elle »).

Une autre question que nous avions posée à l'électorat alténien nous permet d'appréhender les différentes représentations de ce collectif : Pourquoi (oui ou non) pensez-vous que CONDEPA continuera après le décès de Carlos Palenque[12] ?

1.2. Un pouvoir populaire fondé sur la parole

Une fraction de l'électorat auquel nous avions demandé d'envisager la disparition de CONDEPA avait fait dépendre l'avenir du parti de l'action du « peuple », en semblant interpréter la question posée dans le sens d'une mort du « peuple » lui-même. C'est pourquoi il nous a semblé pertinent de distinguer, dans notre classification, les réponses faisant du peuple l'acteur imaginaire d'un changement dont il s'agirait d'étudier les représentations (modalité : « C'est le peuple qui décide ») de celles qui présentaient le parti comme un legs du *Compadre*, devant être préservé (modalité : « C'est l'héritage de Carlos Palenque »). Ces deux catégories n'en demeurent pas moins liées[13]. Aussi en ferons-nous un traitement qualitatif complémentaire. Nous avons enfin rangé sous la rubrique « Position pragmatique » les réponses qui ne relèvent pas du domaine affectif et que nous laisserons de côté bien qu'elles soient majoritaires (graphique 2). À ce type d'arguments correspondent en effet des intentions de vote pour CONDEPA réduites de moitié par rapport aux deux cas précédents (tableau 1). Il s'agit soit de constatations liées au fait que CONDEPA est un parti avec une influence suffisamment importante à El Alto pour ne pas disparaître ou qui mettent en avant les leaderships de Remedios Loza et Verónica Palenque supposées œuvrer au bon fonctionnement du parti.

---

[12] Nous avions obtenu à la question : « Pensez vous que CONDEPA continuera après le décès de Carlos Palenque ? », 73,8% de réponses positives, 18,8% de réponses négatives et 7,4% de sans-réponse.

[13] Ce que confirme le fait que les personnes interrogées ont dans les deux cas les mêmes chances de voter pour CONDEPA.

Graphique VI - 2

Pourquoi considérez-vous (ou non) que CONDEPA continuera après le décès de Carlos Palenque ?

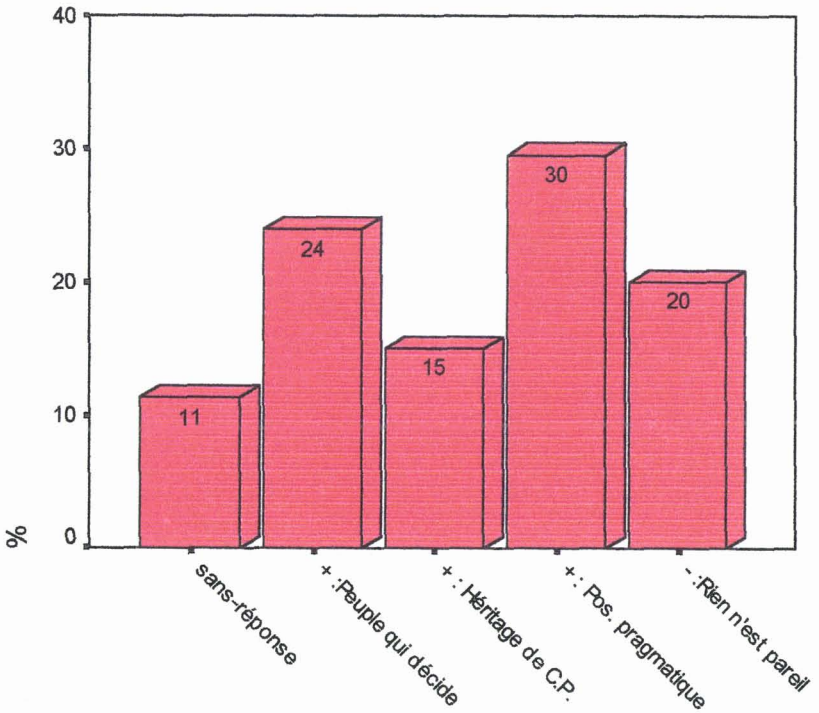


Tableau VI - 1

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction des raisons pour lesquelles CONDEPA continuera (ou non) après le décès de Carlos Palenque

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
« C'est le peuple qui décide »	82	18	100 (172)
« Héritage de Carlos Palenque »	78,7	21,3	100 (108)
Position pragmatique	39,6	60,4	100 (212)
Rien n'est pareil	12,5	87,5	100 (144)
Sans-réponse	32,1	67,9	100 (81)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)

D'après les réponses obtenues, il échoit au peuple une sorte de pouvoir décisionnel sur l'avenir de CONDEPA parce que, profondément enraciné dans le peuple, d'après un électeur, il en est le principe constitutif. C'est pourquoi le parti ne mourra pas « parce que

CONDEPA est le peuple et le peuple ne meurt pas »[14] ou encore « parce que c'est le parti des pauvres », collectif souvent employé comme synonyme du peuple, ce que résume cette formule emblématique d'une autre personne : « Le peuple soutient une cause : celle des pauvres ». Enfin, il en est de même pour El Alto présentée comme la « ville des pauvres », ce qui justifie son appui inconditionnel au parti, suggérant à un autre électeur que dans cette ville, CONDEPA « continuera indéfiniment » [*En El Alto toda la vida*].

Mais c'est le discours de Carlos Palenque qui fournit l'une des clés explicatives des équations peuple=pouvoir ou peuple=CONDEPA. Lors de la fermeture de RTP, il déclare :

« *Techniquement, on ne pourra jamais faire taire le peuple, on ne pourra jamais le faire taire, le peuple ne mourra jamais*[15]. De ce fait, nous qui appartenons à ce peuple, nous lui offrons [l'instrument de] la *Tribuna Libre* pour qu'il l'utilise dans tous ses forums, dans les zones populaires, dans les entreprises, les ateliers, c'est là que doit avoir lieu la *Tribuna Libre* et c'est ce que nous ferons certainement dans les prochaines heures »[16] [Lors de la fermeture de RTP, il est en effet question d'organiser une *Tribuna* ambulante].

Cette équation, écrit François Furet dans l'un de ses ouvrages sur la Révolution française, ne peut en effet exister que par l'opinion, lorsque « La parole se substitue au pouvoir comme seule garantie que le pouvoir n'appartient qu'au peuple »[17]. Si le peuple ne saurait mourir, c'est en effet essentiellement parce que le *Compadre* lui donne le droit de s'exprimer à RTP, ce qui est à la fois une forme de reconnaissance et de valorisation. L'action du « peuple condépiste » (selon le mot d'un électeur) repose donc sur l'adhésion à une idéologie – ou système de représentations – du peuple au pouvoir.

Dans les différents propos recueillis, le pouvoir populaire est avant tout un pouvoir décisionnel : la volonté de perpétuer le combat de Carlos Palenque, d'autant plus affirmée

---

[14] Voir également les réponses suivantes : « les condépistes ne vont pas le laisser mourir « / « Parce que la majorité d'entre nous est condépiste » /« CONDEPA représente une grande majorité populaire »/ « Parce que le peuple compte un grand nombre de condépistes » qui sont « tout le peuple » [*Porque CONDEPA es todo el pueblo*].

[15] Voir également : « Ils pourront fermer *radio Metropolitana* et la quatrième chaîne et faire taire ces deux médias, mais nos gorges, la protestation du peuple, ils ne pourront pas les faire taire », discours de Carlos Palenque, 7/11/1988.

[16] Voir également la déclaration du député David Añez Pedraza qui se présente à la *Tribuna* le 6/11/1988 en énonçant cette relation d'équivalence (qui n'est donc pas seulement fabriquée par Carlos Palenque) : « On veut faire taire ceux qui n'ont jamais eu la parole, mais s'il est possible de faire taire *radio Metropolitana*, s'il est possible de faire taire la quatrième chaîne, réussira-t-on à faire taire le peuple dans la rue ? Réussira-t-on à faire taire le peuple sur les places ? Réussira-t-on à faire taire ce peuple qui, à tout moment, se solidarise avec le destin de sa patrie ? On ne pourra jamais faire taire ce peuple. *Radio Metropolitana* et la quatrième chaîne sont ce peuple, camarades ».

[17] François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p.83.

en période de crise. Certains électeurs vont jusqu'à soutenir que la survie du parti « ne dépend que du peuple » qui tient à « avancer ». Le décès du *Compadre* donne aussi lieu à un comportement électoral symptomatique des crises politiques qui jalonnent l'histoire de CONDEPA : il tend à accroître l'identification des couches populaires à une communauté suscitée (selon un électeur : « Nous, les petites gens, nous nous identifions au parti ») en favorisant la mobilisation collective (non seulement la mobilisation électorale mais aussi la lutte solidaire de chacun pour la survie du parti). Une personne déclare qu' « avec l'aide de tous, CONDEPA continuera » et une autre que le parti survivra « parce que nous allons tous travailler pour qu'il en soit ainsi ». On voit à travers ces propos que les électeurs se considèrent investis du rôle de militants potentiels.

Ce pouvoir de décision se mue parfois en pouvoir de commandement (« c'est le peuple qui commande »), laissant *a priori* peu de place à Remedios Loza pour la raison précédemment évoquée : « c'est nous [le peuple] qui faisons CONDEPA ». Il semble que les pauvres attendent d'elle qu'elle soit à la hauteur de son nouveau statut, tout en la réinvestissant de son rôle de symbole populaire. Car le principe cohésif et la référence continuent d'être Carlos Palenque, dont les « bases »[18] s'approprient la détermination, comme par un effet de mimétisme. « Nous pouvons avancer avec le regard volontaire du *Compadre* », nous confie un électeur. De même que Remedios Loza doit assumer son nouveau rôle au sommet du parti (en canalisant les espoirs populaires), il semble en effet revenir à un peuple, paré des attributs de Carlos Palenque, de s'auto-diriger, voire de commander.

Comme lors de la fermeture de RTP, le pouvoir se présente comme la propriété du peuple qui doit l'investir, le soumettre à ses lois, ce qui amènera un juste rétablissement de l'ordre naturel des choses perverti par « les autres ». Ce rétablissement possède une garantie irréfragable, comme nous le déclare un électeur : « le peuple est majoritaire et c'est cela la garantie ». C'est aussi en faisant prévaloir la loi de la majorité que le peuple semble en situation d'exercer son pouvoir, d'agir de manière autonome. La conscience d'incarner « la majorité » pourrait être liée au décès du leader et s'expliquer par l'intérêt des pauvres à ce que dure CONDEPA. Mais là encore, l'élection de 1997 semble faire réémerger certaines logiques de mobilisation que l'on avait vues à l'œuvre à l'occasion des fermetures de RTP. Carlos Palenque avait alors rendu palpable – car crédible – l'avènement d'un pouvoir populaire ayant pour fondement l'égalité. Il déclare en effet le 22 juin 1988 : « Nous sommes tous égaux, nous travaillerons tous dans l'égalité, nous

---

[18] Une personne interviewée présente CONDEPA comme « le parti qui a les bases du *Compadre* ».

émergerons tous, nous nous projetterons tous dans l'avenir, tous nous vaincrons ! »[19]. En plus du message d'égalité qui, dans le contexte des mesures prises par le gouvernement de Paz Estenssoro, exerce forcément un impact sur les foules (chapitre I), le *Compadre* justifie sa lutte par un argument au fondement de l'idée de démocratie directe :

« Et nous ne permettrons pas qu'on nous gouverne, nous gouvernerons, nous ne permettrons plus qu'ils nous manœuvrent, nous les manœuvrerons, *les majorités doivent s'imposer aux minorités, compadres*, et non les minorités aux majorités, *compadres*. C'est ce que nous allons obtenir ensemble... vous et nous ! »[20].

L'objectif semble donc être de lutter pour une cause juste, tout en reconnaissant un « pouvoir populaire » fondé sur la parole, qui se distingue du pouvoir politique traditionnel. Paradoxalement, cette idéologie égalitaire est à la fois fortement intégratrice et construite sur un principe d'exclusion permettant au « peuple » d'émerger *contre*[21] un ordre injuste (un électeur nous dit « Nous continuerons *contre* qui que ce soit »). Pour que le peuple puisse devenir un sujet agissant autonome, il faut en effet qu'il soit constitué en contre-pouvoir :

« Vous [Carlos Palenque interpelle les gouvernants] avez le pouvoir entre vos mains, vous avez le pouvoir politique mais le peuple est de notre côté, le peuple est avec le pouvoir populaire et le système RTP. Le temps va passer et les choses vont changer parce que telle est la volonté du peuple, le peuple en a décidé ainsi. Le peuple se mobilise à nouveau, il est en pleine action, avec une liberté absolue »[22].

Et les couches populaires de se faire l'écho des propos du leader :

« *Compadre*, je tiens à insister *Compadre*, vous l'avez dit vous-même, c'est la majorité [*las mayorías*] qui commande. Nous avons tellement lutté pour la démocratie, *Compadre*, et elle nous a coûté, la démocratie, nous avons lutté pour l'obtenir *dans les médias*. Maintenant, nous avons la démocratie, malheureusement ils sont en train de la détourner mais c'est avec la démocratie que nous allons atteindre nos objectifs, *Compadre* »[23].

La parole apparaît bien comme un élément fondateur de cette « idéologie de la démocratie pure, du peuple devenu pouvoir ou du pouvoir devenu peuple »[24]. Les

---

19 Discours de Carlos Palenque, La Paz, 22/6/1988.

20 Discours de Carlos Palenque, La Paz, 1988.

21 L'émergence d'un sujet politique contre le bloc au pouvoir constitue l'une des caractéristiques des mouvements populistes que met en évidence Ernesto Laclau, cf. Carlos de la Torre, « Populist redemption and the unfinished democratization of Latin America », *Revue Constellations*, vol.5, n°1, march 1998, pp.85-95.

22 Discours de Carlos Palenque, La Paz, 7/11/1988.

23 Discours de Carlos Palenque, La Paz, 7/11/1988.

24 F. Furet, *op. cit.*, p.92.

déclarations que nous obtenons en 1997 ne sont pas sans rappeler les propos tenus par les militants en 1988.

Le discours de Carlos Palenque nous semble influer sur la construction de ce sujet populaire parce que ce système de représentations, s'il dit bien que le pouvoir peut être pris, dit également qu'il ne saurait l'être que par un représentant du peuple suffisamment crédible, et de ce fait légitime, pour permettre la victoire (étant donné que le pouvoir n'est pas vacant). On comprend par conséquent que la démocratie ne puisse être conçue que sous une forme directe, « le peuple ne pouvant par définition aliéner ses droits à des intérêts particuliers »[25]. C'est aussi Carlos Palenque qui va incarner symboliquement la volonté du peuple.

1.3. Le Compadre identifié au peuple

Un certain nombre d'Alténiens (15%) estiment aussi que CONDEPA ne disparaîtra pas parce qu'il est l'héritage de Carlos Palenque. Que recouvre ce type d'affirmations et comment s'articulent-elle aux précédentes (modalité : « c'est le peuple qui décide ») ?

Si CONDEPA est le peuple, que le peuple ne saurait mourir, et que par conséquent CONDEPA ne saurait mourir, on n'omettra pas d'inclure dans le syllogisme Carlos Palenque lui-même. En effet, pour son électorat, le *Compadre* incarne le peuple et semble vivre à travers ce principe. Là encore, le parallèle est fécond entre les propos recueillis en 1997 et les déclarations populaires de 1988. A l'occasion de la seconde fermeture de RTP, un homme intervient à la *Tribuna* en ces termes : « Nous allons vous défendre même si cela nous coûte la vie, *Compadre*, parce que nous sommes le peuple et vous êtes le peuple »[26]. La démocratie directe remplace ici la représentation électorale « par un système d'équivalences abstraites à travers lequel la volonté du peuple ne cesse de coïncider avec le pouvoir, et par quoi l'action est très exactement identique à son principe de légitimité »[27] : le peuple, mais aussi son représentant.

C'est avec gratitude que les plus démunis revendiquent un héritage qui ne semble pas seulement réservé à Remedios Loza. Celui-ci va justifier l'action pour la survie du parti en montrant que le lien avec le *Compadre* n'est pas rompu et avec lui l'aide aux plus démunis. De quel ordre est cet héritage ? C'est tout d'abord le parti, un parti « solide », « bien structuré », « grand », « propre », « aguerri » (d'après un électeur :

---

25 F. Furet, *ibid.*

26 Intervention à la *Tribuna Libre del Pueblo*, 7/11/1988.

27 Un paradoxe propre à la démocratie directe que l'on trouve exposé dans l'ouvrage de François Furet, *op. cit.*, p.85.

« CONDEPA ne meurt pas facilement »), ou encore « organique », adjectif à travers lequel une autre personne exprime qu'il ne saurait s'agir d'une organisation en voie d'affaiblissement, mais au contraire vigoureuse et organisée : « c'est bien un parti *organique* qu'a laissé le *Compadre*, et non un parti mort ». Par conséquent, le peuple qui incarne CONDEPA ne peut qu'être investi d'une image positive, revers du pouvoir traditionnel. Une fois de plus, ce rapport dialectique entre deux collectifs abstraits, l'un sacralisé incarnant la pureté (« Nous »), l'autre symbolisant une impureté annonciatrice de déchéance (« Eux »), est établi dès la fermeture de RTP :

« ...et nous sommes apparus, les honnêtes gens, dont le cœur est pur, l'esprit noble, ceux qui aimons notre peuple. C'est cela que nous sommes, *Conciencia de Patria*, et je ne dis pas cela seulement parce que les élections viennent d'avoir lieu, *compadres*. Nous l'avons toujours dit, nous l'avons dit toute notre vie durant, nous nous identifions à notre peuple »[28].

On peut dire avec François Furet que cette « idéologie de la démocratie pure a précisément pour fonction de masquer la réalité et donc de lui survivre »[29]. En effet, pour certains électeurs, « les idées du *Compadre* vivent », ce qui explique que CONDEPA continuera « parce que les idées ne meurent pas ». L'idéologie se perpétue aussi à travers l'enseignement du leader durant « plus de vingt ans ». Selon une personne sondée, « Il y a une école, des disciples ». Ces idées sont aussi perçues comme le ferment du combat pour qu'advienne le renversement de l'ordre social et elles n'ont plus qu'à être suivies car « le *Compadre* a tout préparé et il ne nous reste plus qu'à suivre [la voie tracée] ».

Bon nombre de réponses reprennent la métaphore d'une graine que le leader aurait semée, présentée par un électeur comme une graine de tendresse, tandis que d'autres feront allusion à des « racines » plantées, une image qui souligne une fois de plus l'ancrage du mouvement dans le peuple tout en plaçant résolument Carlos Palenque à l'origine de celui-ci. C'est aux pauvres qu'il revient aussi de « prendre soin de la semence plantée par le *Compadre* pour qu'elle puisse survivre »[30] car l'on attend de cette graine qu'elle sache germer, d'autant plus en période électorale. Le peuple espère en effet « récolter » (d'après un électeur : « Palenque a semé des graines pour ensuite récolter »). Cette métaphore n'émerge pas non plus du contexte de crise de 1997

---

28 Discours de Carlos Palenque, 1988.

29 F. Furet, *op. cit.*, p.144.

30 Voir aussi les déclarations suivantes : « Parce que le *Compadre* a planté des racines « / « Parce qu'il a laissé une bonne graine autour de lui » / « Il a semé pendant plus de 20 ans » / « Nous avons le *Compadre* qui a semé et nous pouvons récolter ».

puisqu'on la trouve filée dans le discours du *Compadre* au moment de la fermeture des médias[31] :

« (...) la naissance de ce qui est nôtre, de ce qui est populaire est imminente [après un cycle d'agonie] parce que la graine est en train de germer, parce que la *Pachamama* est sage et saura la faire pousser pour la convertir en l'arbre le plus grand et le plus puissant, l'arbre de l'espoir du peuple bolivien. Il en est ainsi, et la mobilisation du peuple continue. Saluons la fermeture de RTP qui a donné lieu à un fait inédit dans l'histoire : face à l'injustice du silence imposé au Système RTP, le peuple a planté la graine qui est en voie de germer pour convertir l'injustice commise il y a quelques mois en quelque chose de très beau » [32].

Cette déclaration est emblématique d'un discours surinvesti de significations symboliques dont le fil conducteur semble bien être la naissance d'un sujet populaire par antithèse. Ce sujet apparaît comme un principe négatif au sens où les penseurs socialistes parlent de « classe universelle négative »[33], victime non pas d'une injustice en particulier mais de l'Injustice tout court connotée ici dans l'allusion à « un cycle d'agonie » (le peuple est contraint à un silence forcé, à une mort symbolique) sur le point d'être renversé par l'avènement d'un pouvoir populaire, de la vie. Cet universel négatif implique, au-delà de la lutte spécifique contre la fermeture injuste des médias, une lutte contre le monde des « autres », dont ne peut émerger qu'un monde régénéré, notamment grâce à la souffrance du peuple qui est aussi un gage de pureté[34]. Dans cet extrait de discours, l'idéalisation de la sagesse populaire passe par l'idéalisation de la culture andine[35] (cf. la sagesse de la terre qui est aussi la mère nourricière ou *Pachamama*). Carlos Palenque

---

[31] Cette métaphore n'est pas en soi originale. Il semble qu'elle ait d'ailleurs servi de slogan à Gonzalo Sánchez de Lozada en 1994 en ces termes : « Cette année fut l'année des semailles. L'année prochaine sera l'année de la récolte », cf. « Según Ricardo Paz: Gonzalo Sánchez de Lozada es un "vendedor de ilusiones" , *Hoy*, 5/1/1995.

[32] Discours de Carlos Palenque, La Paz, 1/9/1988. Cette même métaphore est également reprise dans un discours prononcé à El Alto en période pré-électorale, le 29/9/1995 : « (...) A l'époque des semailles, lorsque tombent les premières gouttes de pluie, cela signifie que la récolte va être bonne. Depuis 1988, la récolte de CONDEPA pour récupérer la patrie fut bonne (...) ».

[33] L'idée d'un peuple rédempteur incarné dans le prolétariat a été développé par les penseurs socialistes, cf. Karl Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel,* Paris, Hallia, 1998 (édition originale en 1844). Dans son ouvrage de 1844, Marx présente pour la première fois le prolétariat comme une antithèse féconde de la société bourgeoise en s'inspirant de la philosophie hégélienne. Pour Marx, l'avancée historique est supposée se réaliser à travers des sauts ou des crises entre des principes antagoniques. Il identifie aussi le pôle négatif de cette société dans la classe ouvrière traditionnelle en croyant au pouvoir régénérateur du négatif. Ceci renvoie, selon J. Alvarez Junco, à de vieilles croyances à la résurrection à travers la mort. Cf. José Alvarez Junco, "Magia y ética en la retórica política ", in *Populismo, Caudillaje y discurso demagógico*, Centro de investigaciones sociológicas, Madrid, Ed. Siglo XXI, 1987.

[34] D'après la construction de l'entité populaire héritée de la tradition chrétienne faisant du peuple le véritable porteur du message évangélique, cf. notamment Jules Michelet, *Le Peuple*, Paris, Société des Textes Français Modernes, 1846. Celui-ci y est présenté comme le nouveau Christ parce qu'il porte en lui deux « trésors »: le premier étant « la vertu du sacrifice » et le second certaines formes de vie instinctives qui sont plus précieuses que toutes les connaissances sophistiquées des hommes cultivés.

[35] Nous avons vu que ce type de références ponctuait les discours du *Compadre*, cf. chapitre II.

établit en quelque sorte un parallèle entre ce que l'on pourrait appeler l'histoire du peuple qui relève d'une succession de crises entre des principes antagoniques (discours abstrait) et sa mobilisation concrète à la suite de la fermeture des médias. C'est aussi le peuple qui devient l'acteur du changement dans ce passage d'un état à l'autre, ainsi que l'acteur du processus de sa propre renaissance.

Pour les électeurs condépistes, ce lien de coalescence peuple/*Compadre* ne semble pas se rompre à la mort du leader. Même parmi les électeurs les moins fervents, certaines réponses confinent au mythe en laissant entendre que Carlos Palenque est mort dans la préoccupation des siens : « Il était condépiste et il est mort en appartenant à CONDEPA ». Ce type de remarque présente un leader fidèle à son engagement politique et à son peuple qu'il ne saurait laisser à l'abandon. La preuve en est, selon un électeur, que Carlos Palenque a pris le soin d' « organiser les militants ».

De façon générale, le vote pour CONDEPA en 1997 peut donc être interprété comme un vote de rétribution symbolique (car « CONDEPA à El Alto n'oublie pas le *Compadre* ») à l'homme qui a su donner une cohérence et une légitimité à ses troupes, ce que suggèrent même certains Alténiens non-condépistes qui expliquent la survie du mouvement par le fait que « ses troupes ne pensent pas trahir leur chef ». La série de réponses suivantes nous semble aller dans ce sens : « Ce sont les rêves du *Compadre* et ils doivent continuer », « Parce que les gens doivent faire ce qu'il a voulu », « Tous réaliseront les désirs de Carlos Palenque », « Il a toujours voulu que CONDEPA continue et il en est ainsi », « Parce que l'on doit faire ce qu'il a voulu ».

Cependant, cette dette populaire ne saurait être réduite à un simple échange mutuel de faveurs, par ailleurs guère explicatif du fait que les acteurs se sentent encore redevables après le décès du *Compadre*, à moins de supposer un engagement purement moral à l'égard de Carlos Palenque (ce qui ne nous semble qu'à moitié convaincant[36]). Nous émettrons plutôt l'hypothèse que cette dette a pour fonction de garantir la permanence du mouvement, le peuple se rattachant aux supposées dernières volontés du leader (parmi lesquelles, comme nous le verrons dans les pages suivantes, est censée figurer la présence de Remedios Loza à la tête du parti). Celles-ci ne peuvent être que favorables au peuple, ce que les réponses les plus ferventes (et minoritaires) montrent encore plus nettement.

Certains électeurs suggèrent que le décès du *Compadre* a entraîné une consolidation du parti : « À la mort du *Compadre*, le parti devient fort », « CONDEPA continuera avec davantage de vigueur », ou encore « les condépistes vont augmenter peu à peu ». Ces réponses ne sont pas sans rappeler la croyance chère à la tradition

chrétienne d'une mort, passage vers la résurrection, pertinente eu égard à la religiosité des Alténiens[37]. Elles peuvent également être interprétées à la lumière des effets cohésifs provoqués par les différentes crises que connaît le parti[38]. Enfin, il est probable que ces réponses traduisent surtout le besoin de « maintenir une réalité en crise », pour parler comme Peter Berger et Thomas Luckmann[39]. La soudaineté du décès de Carlos Palenque plonge en effet les foules condépistes dans un profond désarroi, voire dans une « terreur du chaos »[40], ce que pressentent d'ailleurs les pragmatiques dirigeants de CONDEPA qui, craignant les effets d'un vide du pouvoir, ne tardent pas à nommer Remedios Loza à la tête du mouvement. Est ainsi immédiatement réaffirmée, non sans solennité « la perdurance de la réalité d'un symbole protecteur »[41]. Une foule d'Alténiens défile devant le cercueil du *Compadre* veillé à la mairie de El Alto en se lamentant : « *Compadre*, pourquoi nous as-tu abandonnés ? ». Un cortège composé de milliers d'individus en pleurs accompagnera aussi le leader jusqu'au cimetière de La Paz. Mais à quelques jours des élections, c'est au contraire un discours de la continuité et non de la rupture que nous recueillons. Un électeur déclare : « malgré la douleur de la perte, nous continuerons à voter pour CONDEPA ». Une autre personne affirme : « notre défense doit continuer », de même que l'aide fournie par le leader qui tient parfois lieu d'intercesseur convaincant entre Dieu et les pauvres.

Pour certains condépistes, la disparition brutale de Carlos Palenque à quelques mois des élections ne peut être qu'un sacrifice volontaire visant à racheter ce que le *Compadre* avait de plus précieux : son peuple. Comme l'exprime une personne interrogée : « CONDEPA continuera parce que Dieu va vouloir que le peuple se lève ». Il est en effet inconcevable que Carlos Palenque puisse permettre la disparition du mouvement, d'où la conviction que celui-ci continuera, au même titre que la relation avec le caudillo, de part et d'autre : « le peuple se doit de défendre ce qu'a laissé Carlos Palenque avec encore plus de force pour que le *Compadre* soit heureux ». Et inversement : « En mourant, Carlos Palenque va nous aider d'en haut », « il va veiller sur

---

36 Nous y reviendrons dans le chapitre VIII.

37 À El Alto, d'après les résultats du dernier recensement accessible (1992), 70,5% des personnes se déclarent catholiques, 13,5% appartiennent à des groupes évangéliques (*Evangélicos*). Seuls 5,4% se déclarent athées, 1,8% professent une religion classée " autre " et 8,8% sont sans-réponse.

38 Cf. chapitre II.

39 Peter Berger et Thomas Luckmann, *op. cit.*, p.213.

40 C'est ce que Berger et Luckmann soulignent en citant comme exemple l'assassinat du président Kennedy, *ibid*, p.143. Mais voir également Sigmund Freud : « l'individu affronte désormais seul le danger et l'estime de ce fait plus grand », " Psychologie des foules et analyse du moi ", in *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1981, p.157.

41 P. Berger et T. Luckmann, *op.cit.*.

nous d'en haut », il va « guider les siens ». Certains électeurs prétendent que son âme est « bénie » et que « comme les âmes aident d'en haut », sa bénédiction est toute acquise aux plus démunis. Or il faut pour cela « se souvenir de l'âme parce qu'autrement elle chute ».

En somme, si le vote pour CONDEPA en 1997 est plus que de coutume un vote affectif, il ne saurait être réduit à une réaction de masse conditionnée par le deuil. La volonté de croire en la continuité du mouvement, de garder espoir, pour reprendre l'un des slogans attachés à la personne de Carlos Palenque (« *Compadre* Palenque, tu es l'espoir ») correspond avant tout à une quête de sens exprimée avec plus ou moins de ferveur : soit par la conviction que le lien entre le leader décédé et les foules n'est pas rompu (pour les électeurs les plus fervents[42]), soit par la conviction plus pragmatique d'être devenu à la suite du décès du *Compadre* le véritable et unique moteur autonome du changement. Il est en effet difficile de séparer nettement l'affirmation d'un pouvoir d'action populaire des arguments faisant référence à Carlos Palenque parce que certaines formulations qui suggèrent l'existence d'un lien de coalescence entre le leader et ses bases sous-entendent aussi que chaque individu est en mesure d'incarner la volonté du peuple : « Nous pouvons tous être des Palenque », nous dit un condépiste ou encore « Carlos Palenque vit en chaque condépiste »[43]. Nous retrouvons ici l'idée que le peuple en tant que principe constitutif de CONDEPA ne saurait mourir, de même que Palenque à travers lui.

Il convient enfin de souligner que même lorsque les Alténiens estiment que « rien n'est pareil »[44] depuis le décès du *Compadre* et tendent aussi moins à affirmer leur soutien à CONDEPA (tableau 1), ils n'en reconnaissent pas moins un lien d'identité irremplaçable entre le leader et ses bases : « Palenque était CONDEPA et son parti est mort avec lui », « Sans Carlos Palenque, il n'y a plus rien » ou encore « Peu à peu, les gens vont perdre confiance » [Est sous-entendue ici la reconnaissance implicite que Carlos Palenque était CONDEPA]. D'autres électeurs nous donneront comme argument qu'un « leader est unique » ou avec une formulation différente qu' « il n'y a qu'un seul leader ».

Nous avons donc montré comment le concept abstrait de peuple devenait le lien d'une communauté populaire construite sur un principe d'égalité, sur des droits inscrits

---

[42] Nous verrons aussi comment cette quête de sens peut donner lieu à une émotion religieuse.

[43] Voir aussi les arguments suivants : « Parce qu'il vit dans nos cœurs »/« Parce qu'il vit dans le cœur du peuple ».

[44] Les réponses que nous avons classées dans cette catégorie remettent en général en cause le leadership de Remedios Loza « incapable de diriger le parti » ou encore « entourée d'ambitieux » en insistant sur les rivalités qui opposent ses dirigeants.

dans une idéologie de la démocratie pure faite d'une série d'équations imaginaires. Dans quelle mesure cette vision du monde est-elle susceptible d'influencer le vote pour ce parti ?

1.4. L'influence sur le vote d'une volonté de démocratie pure

1.4.1. L'identité ethnique au service de la revendication de droits : le cas des hommes

Sous l'effet de la modalité « C'est le peuple qui décide », la relation entre le genre et le vote pour CONDEPA que nous avions observée se trouve en général amplifiée. Mais c'est pour les hommes que cette amplification semble la plus significative puisque, sous l'effet d'une certaine vision du monde, ceux-ci ont les mêmes chances de voter pour CONDEPA que les femmes *de pollera* (tableau 2). Tâchons d'éclairer cette augmentation du vote masculin à partir d'entretiens réalisés à El Alto auprès de militants condépistes.

Tableau VI - 2

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre » et de l'argument du « pouvoir de décision populaire »

«C'est le peuple qui décide»	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	87,3	12,7	100 (71)
Femmes *de vestido*	66,7	33,3	100 (36)
Hommes	84,6	15,4	100 (65)
Total (effectifs)	82 (141)	18 (31)	100 (172)

Nous avons vu que les militantes *de pollera* prétendaient incarner l'expression à la fois la plus authentique du « peuple » et la plus exposée à la discrimination. Ces arguments sont à l'origine de la revendication de droits, au même titre d'ailleurs que le fait de fonder leur reconnaissance sur le nombre à l'heure de réclamer au *Compadre* une répartition des postes plus équitable pour les femmes[45].

C'est leur origine aymara que les hommes tendent quant à eux à mobiliser en la présentant comme une sorte de substrat du peuple. La notion d' « ethnicité » qui ne renvoie pas « à une essence qu'on possède mais à un ensemble de ressources disponibles pour l'action sociale »[46] peut aussi rendre compte de ce mécanisme, d'autant

---

[45] Cf. entretien avec Esperanza, chapitre V.

[46] Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p.182.

qu'il caractérise souvent, d'après nos entretiens et nos données d'observation, les militants les mieux intégrés à l'univers urbain :

Q. : Dans votre vie quotidienne, les choses ont-elles changé grâce à CONDEPA ?

R : « Elles n'ont pas changé parce qu'aucune structure, aucune législation sociale et encore moins les institutions de pouvoir, étatiques ou non, donnent cette possibilité. Parce que pour que cela change, que faut-il faire ? L'Aymara doit accéder au pouvoir, au pouvoir des institutions mêmes, de l'État, et il n'y est pas arrivé, même s'il y a, soit dit en passant, une personne disant représenter l'Aymara à la Vice-présidence[47], ça n'a pas changé parce que nous conservons les modèles dépassés de partis non endogènes, de partis non aymaras, *de partis non culturels*, de partis qui ne revalorisent pas... De ce fait, la perspective aymara, la perspective quechua n'a pas changé. *En réalité, le changement doit partir des bases* »[48].

La revalorisation par le parti de l'élément « national » ou « culturel »[49] (notamment par la perspective d'une mise en pratique du « modèle endogène ») est en effet entendue comme une promesse d'avancement, un progrès populaire que certains militants interrogés sur la nature du changement amené par Carlos Palenque conçoivent comme un renversement de l'ordre social sous l'impulsion du peuple. Or pour l'électorat masculin en particulier, cette nouvelle hiérarchie sociale semble avoir pour soubassement l'identité ethnique mise sur le même plan que « ce qui est valorisé » et dont le sens même paraît découler de cette valorisation. On voit à nouveau à l'œuvre une série d'équations évocatrices d'un monde à venir : « partis endogènes » = « partis aymaras » = « partis qui revalorisent » = « partis culturels ».

Ce changement est préfiguré dans l'idéologie condépiste par la notion de *Jach'a uru*. L'expression qui signifie « Le grand Jour » en aymara n'a aucune résonance symbolique dans le monde andin, et pour cause. Elle est empruntée à une chanson folklorique popularisée dans les années 70 par le compositeur Mario Gutiérrez et elle n'est aussi connue des bases condépistes, que celles-ci déclarent ou non parler l'aymara, qu'en référence à l'idéologie du parti[50]. C'est par cet hymne « de l'espoir et de la conviction que l'on peut s'efforcer de conquérir un monde meilleur »[51] que les dirigeants

---

47 En allusion au vice-président de la République aymara, Victor Hugo Cárdenas.

48 Entretien avec un militant condépiste né à El Alto, octobre 1995.

49 Cet élément national a pour autres équivalents dans les discours les termes suivants : " national " = " populaire " = " Boliviens " = " endogènes " = " culturel " = " aymara " = " les originaires " = " peuple " = CONDEPA.

50 Une employée municipale nous donne du terme, par exemple, la définition suivante : « Cela veut dire que le *Compadre* est en train de lever tout ce qui est en train de mourir » (...) « Il est en train de lever tout le passé, à savoir tout ce qu'ils voulaient enterrer », entretien avec Jimena, El Alto, 1997.

51 *El Patriota*, 7-13 juin 1993, n°69.

condépistes clôturent certains rassemblements. Avant chaque élection, la victoire du parti est également annoncée par le *Compadre* avec les mêmes termes[52].

La notion de *Jach'a uru* est interprétée par les militants comme une modification de la structure sociale sur la base d'une pratique de la démocratie directe. Les propos suivants donnent une idée des étapes de cet exercice du pouvoir par le peuple, principe récurrent dans nos entretiens :

« Lorsque nous [les condépistes] voudrons voter une loi, nous consulterons les bases, grâce à une réunion de tous les *originaires*[53], par exemple, pas comme maintenant où on nous impose les choses. Imaginons que nous voulions modifier une loi agraire. Le *Compadre* doit consulter tout ce groupe humain sur ce qui ne convient pas et modifier cette loi. Pour nous, cela signifie le grand jour. Ce jour-là nous allons commander, nous allons avoir le pouvoir de décider, le *Compadre* va réformer [le pouvoir], il va nous écouter (...). Le *Jach'a uru* signifie un changement social, le grand jour où il va réellement y avoir une transformation, un changement total ou du moins où cela va commencer, un changement de structure dont on voit déjà les premiers pas. Il s'agit de modifier la structure sociale »[54].

Si ce militant a la sensation de « voir les premiers pas » de ce changement, c'est que CONDEPA offre un espace politique à des individus traditionnellement écartés du pouvoir, ce qui suggère à un employé municipal l'argument suivant : « Je suis condépiste en raison de la *démocratie* qu'il y a au sein du parti ». Par « démocratie », il faut entendre la reconnaissance des qualités propres aux couches populaires, le rétablissement d'une certaine justice sociale où une forme de « mérite » individuel l'emporte, aux yeux des acteurs, sur une stratification sociale qui limite les chances d'accès des couches populaires, ne serait-ce qu'à un emploi stable[55]. D'après un autre militant : « CONDEPA est un parti très *démocratique* où l'on te donne la possibilité si tu es préparé, si tu es capable (...) »[56]. On voit que les hommes ont, plus que les femmes *de pollera*, tendance à se réclamer d'une catégorie abstraite qui les oppose non pas à d'autres sous-groupes avec lesquels ils seraient en compétition, mais à un groupe de référence défini comme l'antithèse du peuple. Un autre extrait d'entretien montre que ce sont les « mauvais gouvernants » qui incarnent cette antithèse :

---

52 Voir notamment « Ces actes injustes doivent être effacés par la victoire condépiste lors des prochaines élections municipales et par le *Jach'a uru* du mois de juillet 1997 », Carlos Palenque, discours prononcé à El Alto, 29/9/95.

53 En allusion aux différentes ethnies.

54 Entretien avec un militant condépiste, ancien dirigeant indianiste rallié à CONDEPA afin de « mettre en pratique » (selon son expression) son idéologie, El Alto, octobre 1995.

55 Nous renvoyons à notre analyse des logiques électorales des *cholas*, chapitre V.

56 Entretien avec un militant condépiste, El Alto, 1995.

BU LILLE

« (...) Le gouvernement contrôle les entreprises publiques, elles ont été mal dirigées, alors il met la faute sur le peuple, mais *le peuple n'a jamais gouverné*, ce sont les gouvernants, c'est-à-dire que c'est la mauvaise administration des partis politiques qui ont été au gouvernement. Ils essaient maintenant de chercher d'autres alternatives, d'où la loi de capitalisation »[57].

On peut émettre l'hypothèse que c'est l'identité ethnique qui fournit ici un argument convaincant à la revendication de droits. Les militants condépistes mobilisent en effet leur identité aymara ou encore leur qualité d' « originaires » pour justifier le rétablissement d'un ordre originel annoncé par le « modèle endogène ». Il est par ailleurs tout à fait significatif que l'élection de Remedios Loza au poste de députée soit interprétée par les hommes comme celle d'un groupe « ethnique » tout entier[58] (qui renvoie en réalité à une identité sociale plus qu'ethnique), en favorisant l' « éveil de la citoyenneté ». Celui-ci doit être compris comme une « auto-représentation » de l'Aymara [*representarse a sí mismo*] :

« [grâce à l'élection de la *Comadre* Remedios Loza] on note aussi un peu plus d'éveil de la citoyenneté. Historiquement, c'est la première femme qui représente, elle porte la *pollera* et représente un secteur social. Ils [les dirigeants de CONDEPA] sont ainsi en train de créer un espace politique pour les Aymaras, les Quechuas » [59].

C'est aussi la notion « d'origine » qui est à la base de la construction démocratique :

Militant A :

« (...) Un individu naît, grandit et se développe, mais ne peut grandir sur la base d'un autre type de structure, je crois aussi que la force principale doit résider dans l'origine même, c'est-à-dire notre culture, notre identité et *en définitive nos aspirations en tant qu'Aymaras, Quechuas* (...) ».

Militant B :

« Je crois que c'est la signification essentielle du "modèle endogène", justement, le "modèle endogène" signifie dévoiler toutes les forces internes, toutes les capacités internes de notre origine, dans une perspective de développement à partir de cette origine (...) ».

---

[57] Selon le témoignage d'un employé municipal que nous avions interrogé sur la Loi de capitalisation promulguée par le gouvernement du MNR/MRTKL (*Movimiento Revolucionario Tupac Katari de Liberación*).

[58] Les *cholas* verront dans cet élection l'accès privilégié de leur groupe à un certain pouvoir. Cf. les déclarations d'une militante : « C'est pour nous », chapitre V.

[59] Entretien avec un militant, El Alto, novembre 1995.

Le premier militant assimile ce qui relève de l'identitaire (l' « origine » même, la « culture », l' « identité ») aux « aspirations » liées à cette identité traditionnellement marginalisée. Le second militant précise quant à lui la signification de ce développement qui « part » du peuple aymara et lui est aussi destiné (il dira plus loin qu'il s'agit de « partir de ce qu'est notre peuple »). Le « modèle endogène » semble donc avoir pour fonction de puiser à la source du peuple afin de libérer les capacités souterraines de « l'origine » trop longtemps méprisées. Il est avant tout perçu comme un projet de valorisation de cette origine, d'où le fait que l'identité ethnique soit instrumentalisée afin de fonder la croyance en un renversement de l'ordre social. La politique économique du « modèle endogène » exprime le mariage réussi entre identité et progrès social, dans lequel la première semble fonctionner comme vecteur du second.

Pour les hommes en particulier, le vote pour CONDEPA apparaît comme un vote contre le gouvernement néo-libéral en place auquel est reproché non seulement son soutien aux grandes entreprises[60] mais aussi l'hypothèque du patrimoine national aux entreprises étrangères (c'est d'ailleurs ainsi qu'est perçue la Loi de capitalisation). Au contraire, « ce que le *Compadre* veut créer, ce sont les entreprises boliviennes, il veut que la Bolivie se développe, il veut que la Bolivie aille de l'avant ». Ce témoignage reflète une fois de plus la dichotomie qui parcourt à différents niveaux le discours condépiste. Les entreprises étrangères font référence à l'anti-peuple (MNR=étrangers[61]) opposées aux entreprises boliviennes qui incarnent au contraire le peuple (les condépistes étant selon Carlos Palenque lui-même les « meilleurs Boliviens »[62]). Le développement de la Bolivie se confond ainsi avec le progrès du peuple. Mais ce patriotisme ne saurait être pris au pied de la lettre. En effet, d'autres militants interrogés sur l'importance qu'ils accordaient au discours condépiste de revalorisation culturelle préfèreront à l'expression de « récupération culturelle » jugée superflue une pragmatique « incorporation des cultures », c'est-à-dire leur intégration économique :

---

60 À ce propos, l'affirmation de Renata Hofmann d'un « vote contre l'actuel modèle économique et social » représenté par le MNR, qui vise à expliquer l'adhésion à CONDEPA, mérite d'être nuancée. Il s'agit davantage à notre sens d'un vote *pour* une politique économique alternative (pas moins néolibérale dans son principe que celle du MNR) *contre* les « grandes entreprise ». On espère ainsi du « modèle endogène » qu'il favorise les « petits ». Cf. Renata Hofmann, *Apuntes sobre la democracia desde una óptica cotidiana*, La Paz, ILDIS, 1989, p.67.

61 « Nous ne sommes pas des "gringos", mes amis, nous sommes nés ici, nous comprenons l'aymara et nous connaissons le quechua. Ces "gringos" qui malheureusement nous gouvernent ne nous comprennent pas, c'est pourquoi ils nous répriment », C. Palenque, discours du 4 septembre 1994, in *Discursos 94'*, ed. P.P., La Paz, 1995. Notons que le terme de « gringos » (étrangers) fait allusion au président Gonzalo Sánchez de Lozada, cf. chapitre II.

62 Propos recueillis, entretien avec Carlos Palenque, La Paz, octobre 1995.

Militant C :

« Je pense qu'il ne faut pas récupérer mais incorporer. Il y a ces cultures, il faut les incorporer, et surtout le discours devrait porter sur la production ».

Militant D :

« Le discours sur la culture aide d'une certaine manière, il aide, parce qu'il dit que nous devons valoriser notre culture, mais celle-ci doit être valorisée sur le marché, dans l'industrie ».

En résumé, pour les hommes, l'identité devient une ressource qui justifie l'accès du peuple au pouvoir. Il est à cet égard tout à fait intéressant de noter que, contrairement aux femmes *de pollera*, ce n'est pas une identité *chola*, pourtant valorisée par les idéologues du mouvement[63], que revendiquent les hommes. Pourrait expliquer ce choix le fait que, dans l'optique d'une identité perçue comme une ressource, l'indétermination du concept[64] (puisque dans le cas des hommes, le métissage n'est pas marqué par un signe distinctif) le rend inapte à désigner un groupe social précisément défini, à la différence des *cholas*. Les hommes éviteraient aussi de s'attribuer une identité négative. L'adhésion à une idéologie du pouvoir exercé par le peuple ou de la démocratie pure reflète enfin la manière problématique dont est vécu le rapport entre gouvernants et gouvernés[65]. Elle traduit aussi une remise en cause du système de représentation politique.

Comme nous le verrons dans les pages suivantes, cette hypothèse, particulièrement féconde pour la population masculine, est généralisable au reste de l'électorat bien qu'elle ne soit pas exprimée de façon univoque. Cette idéologie du peuple au pouvoir prend aussi appui sur un discours aux accents millénaristes.

1.4.2. L'attente de l'égalisation des conditions

D'après le sociologue des religions Henri Desroche, le propre du millénarisme, outre le fait de s'adresser à une collectivité à laquelle il promet le salut, est d'annoncer l'avènement d'un règne politique succédant à un règne cosmique (retour à l'Age d'or, à

---

63 « Comme le peuple bolivien est composé en majorité de *cholos*, ceux-ci constituent un important facteur d'hégémonie politique, et peut-être que le jour où les *cholos* "dépassés" [*superados*] gouverneront, la physionomie de l'État changera », *El Patriota*, n°4.

64 En effet, de la même manière que pour l'indien, « il n'y a aucun critère objectif qui permette de définir précisément la condition de *cholo*, de séparer le *cholo* du non-*cholo* », cf. J.-P. Lavaud, *op. cit.* , p.26. Le métissage culturel ou *cholaje* fonctionne en effet avant tout comme une identité sociale connotée négativement et dépendant du regard d'autrui bien que certaines personnes, dont l'ancien président de la République, Sánchez de Lozada, aient pu se reconnaître *cholo*, d'après Julio Mantilla, cf. coll., *Diversidad étnica y cultural*, ILDIS, La Paz, 1992, p.112.

65 Silvia Kobi, Yannis Papadopoulos, « L'ambiguïté du populisme : négation ou prolongement de la démocratie ? » in René Gallissot (ed.), *Populismes du Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, 1997, p.23.

une économie d'abondance), au cours duquel le rétablissement de la justice et de l'innocence originaire correspond à un renversement de la hiérarchie sociale dominante[66]. Le symbolisme condépiste est syncrétique : il entremêle références bibliques et éléments de culture andine comme dans l'exemple suivant où le *Compadre* annonce au XXIème siècle une rénovation qui prétend restaurer un état social antérieur :

« C'est pourquoi, l'an deux mille constitue une étape fondamentale. Nous sommes en 1994, il reste 6 ans avant que meure le XXème siècle et que le XXIème siècle nous voie totalement métamorphosés. Face au néolibéralisme, nous possédons le Modèle productif. Celui-ci permettra que le pain ne manque à personne, que le travail ne manque à personne, car c'est un devoir sacré que nous ont légué nos ancêtres comme leur meilleur héritage, du travail pour tout un chacun, que personne n'en vienne à mendier du travail. Et nous obtiendrons du travail sans mentir, mais en mettant à contribution nos bras et nos épaules pour la grandeur du pays et en vouant un culte à l'enseignement de nos ancêtres »[67].

Dans un autre exemple, le *Compadre* entend convertir le haut-plateau en centre névralgique de la prospérité à la façon du Christ. Mais c'est le site de Tiahuanacu qui est pris comme point de départ du miracle bolivien :

« Le haut-plateau est un endroit extraordinaire en Amérique latine. C'est d'ici, de Tiahuanacu – rappelons que nos ancêtres et leurs nobles esprits nous ont recommandé la loyauté –, d'où fleurira le modèle productif, à partir du haut-plateau, mes amis, d'où le travail sera le plus difficile, pour ensuite descendre vers les vallées et les plaines »[68].

Ces références symboliques – on a vu que le discours condépiste en était surinvesti – n'ont à l'évidence pas d'effet par elles-mêmes. Elles transmettent l'idée d'une attente nécessaire et d'une victoire qu'il faudra mériter (notamment en étant conséquent avec le parti). Carlos Palenque précise d'ailleurs souvent que le parcours sera semé d'embûches mais il donne en même temps des signes encourageants à ses électeurs tels que la présence de Remedios Loza Loza à la tête du parti ou encore l'aide apportée à RTP. Tous ces indices de changement confèrent une crédibilité à l' « Attente amplifiée »[69] d'un rééquilibrage de la hiérarchie sociale au profit des pauvres.

Si les références symboliques n'ont guère d'impact en elles-mêmes (comme nous l'avons dit, le *Jach'a uru* par exemple n'a aucun écho symbolique au sein du monde rural andin et encore moins dans le contexte de El Alto), ce n'est pas le cas du message qu'elles véhiculent. Le 4 mai 1989, lors d'un rassemblement, la *Comadre* Mónica fait à son auditoire le récit d'un rêve :

---

66 H. Desroche, *Dieux d'Hommes*, Paris-La Haye, Mouton, 1969, p.33.

67 C. Palenque, discours du 22 septembre 1994. Cf. *Discursos 94'*, La Paz: ed. P.P., 1995, pp.22-23.

68 C. Palenque, discours du 22 septembre 1994, *op.cit.*, p.23.

« L'autre nuit, après avoir pensé à vous, j'ai rêvé que j'avais une Patrie merveilleuse, grande et libérée, forte et souveraine. J'ai rêvé que les personnes qui opprimaient notre peuple avaient été châtiées par Dieu notre Seigneur (...) »[70].

Ce type de discours prophétique rend non seulement possible l'avènement d'un monde meilleur mais il souligne également la tension qui existe entre la situation des plus défavorisés et celle qu'il leur revient d'espérer : une égalité des conditions aux accents de renversement de l'ordre établi. La prophétie a un effet « créateur »[71] en donnant le droit à ceux qui se trouvaient en bas de l'échelle sociale de se comparer aux strates supérieures qui deviennent un groupe de référence légitime. Le discours prophétique rend donc crédible l'Attente et peut aussi contribuer à expliquer la constance du soutien à CONDEPA parce qu'il met en relation deux mondes et parce qu'il confère à cette révolution certains signes de plausibilité. En d'autres termes, le discours prophétique en lui-même n'est efficace que parce qu'il est tenu par des personnages ayant acquis la légitimité d'incarner la volonté du peuple. Ce discours tend aussi à renforcer le lien d'identification à CONDEPA. Enfin, nos entretiens avec les militants montrent que la perspective d'un renversement de l'ordre social tend à être interprétée avant tout comme une promesse d'une égalisation des conditions, d'un droit à participer, à « gouverner ». Une fois de plus, les propos de Remedios Loza à laquelle nous avions demandé ce que signifiait le *Jach'a uru* sont éclairants :

« Carlos Palenque a ouvert au peuple les portes de la participation, de la décision. Il lui a permis d'occuper des rangs importants. S'il devient président de la République, il va vraiment y avoir une participation totale, un changement véritable. C'est pour cela que les gens croient en Carlos Palenque et c'est pour cela qu'ils parlent de *Jach'a uru*, le grand jour va arriver, le grand jour du changement, le grand jour d'une participation et le grand jour d'une voie meilleure pour la Bolivie »[72].

Voyons dans quelle mesure cette vision du monde est susceptible de modifier les relations précédemment établies (chapitre III) entre d'autres variables lourdes et le vote pour CONDEPA.

---

69 H. Desroche, *op. cit.*, p.56.

70 Discours de Mónica Medina, 4/5/1989. Il s'agit du même rêve dont nous avions commenté le passage faisant des *cholas* les actrices centrales de ce « renversement », cf. le chapitre V.

71 B. Klandermans in Patrice Mann, *L'action collective, mobilisation et organisation des minorités actives*, Armand Colin, Paris, 1991, p.124, dont nous nous sommes inspirée pour cette analyse.

72 Entretien avec Remedios Loza, La Paz, 1995.

1.4.3. Le poids de l'idéologie face aux variables lourdes

Nous avions observé que c'était parmi les individus ayant le niveau d'études le plus bas que CONDEPA trouvait le plus grand nombre d'électeurs potentiels. Or l'argument « c'est le peuple qui décide » amplifie de façon générale la tendance à soutenir le parti. Cet effet est particulièrement notable pour les individus ayant un niveau d'études supérieur dont les chances de voter pour CONDEPA sont environ trois fois plus importantes qu'elles ne l'étaient. L'écart entre les niveaux primaire et secondaire est annulé tandis que s'atténue la différence entre le niveau d'études supérieur et les deux autres niveaux (tableau 3).

Tableau VI - 3

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du niveau d'études et de l'argument du « pouvoir de décision populaire »

" C'est le peuple qui décide "	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Primaire	86,3	13,7	100 (73)
Secondaire	82	18	100 (61)
Technique et universitaire	72	28	100 (25)
Total (effectifs)	82,4 (131)	17,6 (28)	100 (159)

L'idéologie du peuple au pouvoir tend également à amplifier le vote pour CONDEPA quel que soit le lieu de naissance. Alors que nous avions vu que les individus d'origine rurale étaient les plus enclins à soutenir le parti, cela cesse d'être le cas sous l'effet d'une certaine vision du monde favorable au peuple.

Tableau VI - 4

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du lieu de naissance et de l'argument du « pouvoir de décision populaire »

« C'est le peuple qui décide »	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
El Alto	79,8	20,2	100 (94)
Provinces du département de La Paz	85,5	14,5	100 (69)
Hors du département de La Paz	75	25	100 (8)
Total (effectifs)	81,9 (140)	18,1 (31)	100 (171)

Enfin, alors que le vote pour CONDEPA avait tendance à augmenter en proportion inverse du revenu, la tendance à voter pour CONDEPA s'accentue de façon significative

pour les individus dont le revenu est le plus élevé. La modalité « c'est le peuple qui décide » conserve en outre ses effets amplificateurs de la relation initiale qui réduit les écarts entre les différents niveaux de revenu.

Tableau VI - 5

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du revenu mensuel individuel et de l'argument du « pouvoir de décision populaire »

« C'est le peuple qui décide »	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
-240 bs	83,3	16,7	100 (48)
241-259 bs	75,5	24,5	100 (49)
+ 460 bs	89,1	10,9	100 (55)
Total (effectifs)	82,9 (126)	17,1 (26)	100 (152)

De façon générale, l'idéologie du peuple au pouvoir tend à annuler les effets des variables lourdes retenues dans notre analyse du vote. Dans tous les cas, la tendance au vote pour CONDEPA se trouve amplifiée et dans un seul cas (pour le niveau de revenu supérieur) la relation est inversée. Serait-ce que les Alténiens ayant atteint une certaine réussite matérielle tendent aussi le plus à réclamer le droit d'influer sur les décisions nationales ou plus simplement le droit d'être représentés ? Un revenu élevé est-il forcément un gage d'intégration ? Ces résultats pourraient-ils être les indicateurs de la plus grande insatisfaction ressentie par une classe urbaine montante dont certains de nos résultats concernant l'électorat « captif » de CONDEPA avait suggéré l'existence ? Ces questions dépassent ici le cadre de notre propos et seront abordées ultérieurement. Voyons plutôt dans quelle mesure le leadership de Remedios Loza prolonge cette vision du monde.

2. La croyance en la continuité

2.1. Remedios Loza, l'héritière politique

Si les Alténiens estiment, toutes opinions politiques confondues, que Remedios Loza recevra l'appui de l'électorat, c'est qu'ils la considèrent aussi comme l'héritière du *Compadre* dont elle est supposée perpétuer les idées[73] comme « elle le lui a promis ».

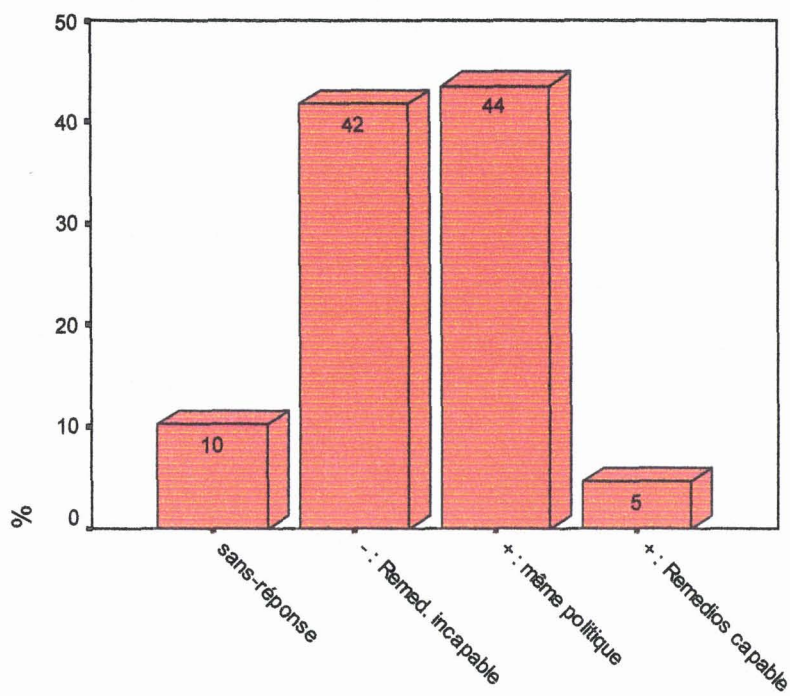
[73] A la question suivante : Pensez-vous que Remedios Loza suivra l'orientation politique de Carlos Palenque ?, nous n'obtenons que 54,3% de réponses positives (rappelons que 73,2% des Alténiens

Remedios Loza prononce sur la tombe du leader un serment dont la crédibilité semble découler, aux yeux de l'électorat, du fait qu'elle a appris au côté du *Compadre* « tout ce qu'elle doit faire pour le peuple », selon la formule d'un électeur. Cet apprentissage garantit qu'elle saura s'acquitter de sa mission parce qu'elle « a longtemps été formée par Palenque » ou encore, d'après une autre personne, parce que « Le *Compadre* a été son maître et je crois qu'elle a appris la leçon ». Malgré son verticalisme, le lien entre le leader et la *chola* lui a été bénéfique car elle a pu transformer positivement son statut grâce à l'enseignement du *Compadre*. Certaines personnes souligne que c'est le leader qui a façonné Remedios Loza [es su *criatura*][74] : elle « aide, tout comme le *Compadre* »,est « tout aussi charitable que lui» et « ne peut que penser comme lui ».

Mais curieusement, si 44% des Alténiens sondés font de la nouvelle dirigeante de CONDEPA l'héritière de Carlos Palenque, seuls 5% lui reconnaissent la compétence suffisante pour mener le parti. Précisons que les réponses nous ayant permis de construire la catégorie « Remedios Loza capable » comprennent aussi certains arguments d'ordre néo-communautaire, faisant de Remedios Loza la représentante du peuple « dont elle connaît les problèmes ».

Graphique VI - 3

Pourquoi pensez-vous (ou non) que Remedios Loza suivra l'orientation politique du *Compadre* ?



interrogés pensaient au contraire que Remedios Loza recevrait l'appui de l'électorat) contre 38,4% de réponses négatives.

[74] Le mot est d'un électeur.

Lorsque les Alténiens estiment que Remedios Loza a les capacités suffisantes pour diriger le parti, ils ont aussi les plus grandes chances de voter pour CONDEPA.

Tableau VI - 6

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction des réponses à la question : « Pourquoi pensez-vous (ou non) que Remedios Loza suivra l'orientation politique du *Compadre* ? »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
+ Remedios Loza est capable	87,9	12,1	100 (33)
+ Elle est l'héritière du *Compadre*	74,7	25,3	100 (312)
- Remedios Loza est incapable	24,7	75,3	100 (299)
Sans-réponse	24,7	75,3	100 (73)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)

Il convient de noter à titre indicatif (étant donné la faiblesse de nos effectifs) que les *cholas* ont toutes les chances de voter pour CONDEPA lorsqu'elles reconnaissent à Remedios Loza l'acquisition d'un statut social positif lui permettant à son tour de diriger le parti (tableau 8). Elles font aussi allusion à leur *Comadre* comme à " une femme *de pollera*, leader qui nous défend en tant que « femme », « courageuse », « volontaire », qui saura faire honneur à sa condition (« En tant que femme *de pollera*, elle se fera respecter ») ou à tort comme « la première femme candidate à la présidence »[75], ce qui montre que les *cholas* se sentent pour la première fois représentées. L'identification à Remedios Loza est explicite (« C'est une femme *de pollera* et nous nous identifions ») de même que le rapport mère/fille que nous avions mis en évidence concernant les militantes. « Elle est comme une mère », nous confie une électrice.

Certaines déclarations démontrent l'influence de la valorisation de la femme *de pollera* par CONDEPA. Une *chola* justifie son soutien à Remedios Loza parce que « les femmes, c'est mieux » ; une seconde argue qu'elles « ont la capacité de réussir », et une troisième que les femmes « sont majoritaires[76] et qu'elles demeureront fidèles au parti ».

---

[75] Lidia Gueiler est en réalité la première femme qui accède à la présidence de la République. Elle entre en fonction le 16 novembre 1979 mais elle doit quitter le pouvoir à la suite du coup d'État de García Mesa le 17 juillet 1980.

[76] On retrouve ici l'argument d'une supériorité numérique avancé par les militantes mais également utilisé pour justifier le droit des couches populaires de « gouverner ». Cf. l'intervention d'un homme à La *Tribuna* « nous sommes la majorité, *Compadre* », 7 novembre 1988.

Tableau VI - 7

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et de l'argument « capacité de Remedios Loza »[77]

"Capacité de Remedios Loza"	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	100	-	100 (15)
Femmes *de vestido*	66,7	33,3	100 (3)
Hommes	80	20	100 (15)
Total (effectifs)	87,9 (29)	12,1 (4)	100 (33)

Mais la confiance en la *Comadre* dépend essentiellement de sa collaboration ininterrompue avec le *Compadre* qu'elle a toujours accompagné, auprès duquel elle « a vécu les problèmes du peuple » (en l'occurrence à La *Tribuna Libre*) en tant que fidèle « disciple » ; enfin, qu'elle n'a jamais abandonné, contrairement à son épouse Mónica Medina. Remedios Loza est en outre le seul symbole dont dispose désormais le mouvement.

Croire en elle implique certaines attentes : qu'elle sache se montrer à la hauteur de son nouveau statut, une mission que certaines personnes attribuent aux dernières volontés du leader (« C'est le *Compadre* qui a dû la recommander »). On suppose en effet que ce dernier a cédé sa place, de façon tout à fait cohérente, à une femme du peuple. Selon le mot d'un autre électeur : « le chef en avait certainement donné l'ordre ». On espère aussi qu'elle fera preuve de loyauté en suivant la voie tracée par Carlos Palenque. C'est en effet ce qu'elle doit au chef en échange de son ascension sociale : de pauvre à « millionnaire », d'après une personne interrogée (« elle aussi fut pauvre. Maintenant elle est millionnaire »). Si la candidature de la *Comadre* nourrit de nombreux espoirs, elle est majoritairement pensée en référence à Carlos Palenque.

Les Alténiens qui considèrent Remedios Loza incapable de reprendre le flambeau sont, quant à eux, majoritaires et ils ne votent en général pas pour CONDEPA. Ces électeurs insistent sur le fossé séparant le chef de sa disciple qui « n'est pas aussi charismatique », ou qui « ne remplacera jamais Palenque (ni elle, ni personne) ». Car le *Compadre* « était unique », « on ne doit le comparer à personne d'autre ». Le sentiment qu'il ne saurait y avoir de commune mesure entre les deux personnages politiques se trouve par ailleurs renforcé après les résultats électoraux[78] et la perspective d'une

---

[77] Notons que seul 85,8% des *cholas* déclarent voter pour CONDEPA en donnant l'argument que Remedios Loza suivra les traces du *Compadre* contre seulement 44,4% parmi celles qui la jugent incompétente.

[78] D'après nos données d'observation et certains propos recueillis dans les quartiers.

alliance, finalement conclue, entre CONDEPA et l'ADN (l'un des partis jugés « traditionnels »). CONDEPA perd alors son âme aux yeux d'une partie de l'électorat. Il cesse d'être contestataire, et l'on prédit qu'il ne défendra plus aussi bien les exclus. Mais là encore, cette prévision s'appuie sur les signes de décadence du mouvement : les querelles entre divers clans au sein du parti suggèrent à un électeur que « le *Compadre* [contrairement à Remedios Loza] se faisait respecter. Maintenant tous se croient maîtres à bord ». Plusieurs personnes estiment par exemple que « Palenque ne plaçait pas sa famille comme le fait Remedios Loza avec son frère [Claudio Loza est effectivement élu député uninominal lors de l'élection de 1997 mais il travaillait déjà à la mairie de El Alto du vivant de Palenque] ».

Ces réponses ont toutes un point commun : elles reflètent une sensation de désordre qui semble attirer l'attention sur certaines pratiques telles que le népotisme pourtant toléré, voire apprécié du vivant de Carlos Palenque. Cette sensation provient probablement du fait que, à l'inverse de Remedios Loza, le *Compadre* distribuait certains rôles[79] dans un système hiérarchisé, qu'il contrôlait. Aussi, il ne faisait aucun doute que RTP n'avait qu'un seul « propriétaire »[80], malgré l'enchevêtrement des sphères publique et privée. Au contraire, il règne avec Remedios Loza une indéfinition des rôles au sein du parti, chaque clan tâchant de délégitimer l'autre et la « cohérence », selon le mot d'un électeur, semble avoir disparu. Notons que même les non-condépistes reconnaissent à Carlos Palenque l'étoffe d'un chef veillant au maintien de l'ordre, une qualité qu'ils dénient à Remedios Loza.

Certaines réponses qui estiment Remedios Loza incompétente se situent aux antipodes des propos tenus par les *cholas* féministes. Ces arguments considèrent la *pollera* comme un frein et Remedios Loza elle-même comme un « poids » pour le parti. La *pollera* n'inspire pas confiance parce qu'elle est le marqueur d'un statut de dominée (une domination due, comme nous l'avons vu, à la fois au genre féminin et à l'origine indienne des *cholas*). Cette représentation présente l'intérêt d'être partagée à la fois par les « dominées » qui font dépendre l'ascension sociale de la femme *de pollera* d'un protecteur, et par les acteurs de la discrimination.

Les électeurs présentent en effet souvent Remedios Loza comme quelqu'un de manipulable, susceptible d'être victime du complot des dominants qui « vont se liguer » (pour barrer la route à la *Comadre*), ou bien encore « de jeux sales, de fraude électorale » contrairement à Carlos Palenque qui « était le seul à ne pas se laisser mener par

---

79 Cf. notamment les propos de Adolfo Paco relatifs aux symboles de RTP.

80 Par opposition aux déclarations d'un électeur que nous avons rendues par la formule « tous se croient maîtres à bord ». La traduction littérale est en réalité « Tous se croient propriétaires ».

l'oligarchie », qui « mettait de l'ordre ». Ce sentiment semble s'accentuer après les élections où l'on craint même que « CONDEPA ne disparaisse à cause du pacte avec tous les partis », ce que menacent d'entraîner les querelles intestines qui font suite au décès du *Compadre.* Celles-ci montrent également à l'électorat combien Remedios Loza est dépourvue de l'autorité qui caractérisait Carlos Palenque. Un électeur nous confie : « Je trouve qu'elle n'a pas l'envergure d'un chef » tandis que deux autres personnes interrogées la jugent « faible », « sans caractère ». Il semble en effet que lui fassent défaut la capacité de susciter la cohésion et de rassembler autour d'une identité collective, ce que les électeurs de base constatent même en ce qui concerne les militants puisque « il n'y a [là non plus] pas de cohérence »[81].

Remedios Loza cumule en effet deux handicaps guère propices à se forger une image de chef : le fait d'être une femme[82] qui, de surcroît, porte la *pollera*, ce qui fait douter ses propres *comadres* de son succès politique sans protecteur car « la plupart du temps, on ne nous laisse pas nous dépasser, nous les femmes »[83]. Des électeurs, cette fois non condépistes, mettent l'accent sur l'une des caractéristiques des couches populaires : leur manque de capacités lié au fait de ne pas avoir fait d'études [*No es profesional*]. Pour certains individus dont les propos sont parfois discriminatoires[84], Remedios Loza endosse un rôle en dissonance avec sa condition sociale.

Aussi, parmi les moins convaincus, certains espèrent que le *Compadre* saura aider Remedios Loza, tandis que d'autres soutiennent que « Dieu et le *Compadre* sauront la guider ». Des Alténiens, qui ne votent en général pas pour CONDEPA, estiment plus pragmatiquement que la *Comadre* « marche [désormais] seule ». Il semble que le fait de considérer Remedios Loza comme un chef guère crédible n'entraîne le vote pour CONDEPA que lorsque le doute à l'égard de ses capacités est dissipé par l'enthousiasme de certains électeurs déterminés à la protéger, comme en témoigne la formule suivante : « Ils vont essayer de la duper, mais nous sommes là pour la défendre parce que nous sommes pauvres ». Défendre la *Comadre* revient en effet à défendre le projet condépiste en agissant derrière un principe cohésif, dont hérite Remedios Loza, mais qu'il revient en partie au peuple de faire durer.

Un certain nombre d'Alténiens expriment aussi l'idée d'un vote de rétribution, destiné à Carlos Palenque. Cette réponse est soit le fait de non-condépistes expliquant le vote pour la *Comadre* par le fait que « les gens pleurent encore le *Compadre* » et qu'il

---

81 D'après un électeur.

82 Une électrice déclare : « Pourvu qu'elle puisse faire quelque chose bien qu'elle soit une femme ».

83 Argument d'une des femmes de *pollera* interrogée.

84 Un homme déclare par exemple : « Que peut bien savoir cette *chola* portant le chapeau ? »

s'agit de la dernière preuve de soutien de la part d'une population très attachée au leader « avant que le parti ne disparaisse car c'était Palenque l'image ». Soit on retrouve transposé au plan politique l'argument figurant parmi les raisons de la fidélité à RTP : les acteurs donnent à leur vote le sens d'une rétribution « solidaire »[85] au chef de CONDEPA pour ses bonnes actions (« le *Compadre* était d'une grande bonté et nous saurons y répondre »). Le vote pour Remedios Loza reflète aussi le soutien à Carlos Palenque dont elle est *a priori* la continuation, ce que résume la formule suivante : « C'est une femme de peuple, mais avant, il y a le *Compadre* » ou encore « c'est la femme condépiste qu'a laissée le *Compadre* »". En effet, pour certains Alténiens, ce dernier « la guide ». Remedios Loza incarne donc bien toujours l'espoir du changement mais non en raison de son statut convaincant d'intermédiaire entre le monde d'en haut et celui d'en bas, mais en référence à Carlos Palenque dont on attend qu'elle perpétue le projet. L'émotion religieuse que suscite le décès du *Compadre* peut être avant tout interprétée comme un mécanisme de négation de la rupture.

2.2. L'émotion religieuse au service d'une quête de continuité

Le décès du *Compadre* plonge les foules dans un état d'« effervescence »[86] propice, selon Emile Durkheim, à l'éveil du sentiment religieux. L'émotion, portée à son paroxysme, suscite la croyance en la résurrection du *Compadre*. Au lendemain de l'enterrement, un mécanicien des quartiers populaires relate l'apparition sur une pierre mystérieuse, située dans un coin de son atelier, de l'image du leader défunt parmi d'autres figures de saints[87]. Ce « miracle » est accueilli comme une réponse à l'émotion religieuse suscitée la veille : l' « apparition » de Carlos Palenque que l'on peut voir moyennant quelques *pesos* atteste en quelque sorte sa « sainteté ». Comme l'affirment alors ses fidèles :

« Le *Compadre* ne s'en est pas allé, il est avec nous, il est présent. S'il est apparu sur une pierre, c'est une façon de nous dire qu'il n'a pas l'intention de nous laisser seuls »[88].

Il faut dire qu'à la suite du décès du leader, les murs de La Paz et d'El Alto s'étaient couverts d'une phrase prophétique : « Palenque, Saint des Pauvres ». Et la prophétie engendra le miracle. Un an après la disparition du leader, les plus démunis

---

85 Un autre électeur interrogé nous dira qu'il s'agit d'un « vote solidaire pour la mort du Compadre » .

86 S. Moscovici, *op. cit.*, p.65.

87 Cf. photos n°6 et n°7 en annexe III.

continuaient de se recueillir sur sa tombe qui était devenue, selon un observateur, le lieu de « la vraie Tribune »[89]. Ils se rendaient au cimetière pour confier leurs peines au *Compadre*, lui demander conseil ou de l'aide.

Mais l'expression d'un sentiment religieux par l'électorat condépiste n'attend pas le décès du leader pour éclore. Au cours de certains entretiens avec des militantes réalisées en 1995, certaines femmes *de pollera* auxquelles nous avions demandé ce qu'elles ressentaient en voyant le *Compadre* nous avaient répondu :

Chola A :

« Je ressens désespérément l'envie de l'embrasser, de le voir, je pense que le *Compadre* Carlos lorsqu'il nous parle, les larmes coulent d'elles-mêmes de mes yeux, je pense que le *Compadre* Carlos est le seul père des pauvres »[90].

Chola B :

« Lorsque je le vois en personne, cela m'émeut, je me mets à pleurer, je sens qu'est arrivé notre Dieu, notre roi, qu'il est le seul, l'unique, c'est surtout pour cette raison que je suis émue lorsque je le vois, je me mets à pleurer, c'est comme si mon cœur devenait tout petit, je le vois, et je lui dis : c'est Dieu qui a dû arriver ou c'est mon père qui a ressuscité »[91].

Chola C :

« Lorsque je vois le *Compadre*, je ne sais pas quoi faire, non, la seule chose que je dis est *Compadre*, comme s'il était un dieu, de la même manière, lorsque nous le voyons, nous ne savons pas quoi faire, si courir vers lui et le couvrir de baisers... nous nous contentons de ne rien faire, nous travaillons activement pour le parti en diffusant le message du *Compadre*, parce que les gens des provinces [du département de La Paz] ne regardent pas la quatrième chaîne, ils ne savent pas. Nous leur expliquons qui est le *Compadre*, quel est son objectif. Mais la majorité écoute la radio »[92].

Un premier indice permet de comprendre l'expression de ce sentiment, à première vue religieux : il caractérise uniquement les militantes *de pollera* qui se font, une fois de plus, l'écho des déclarations de Remedios Loza. Dès la fondation de CONDEPA, celle-ci

---

88 "La piedra-Palenque" en "La vida después de Palenque" (*Hobby*, edición especial), *Hoy*, La Paz, domingo 8 de marzo de 1998, p.6.

89 Par comparaison avec les trois *Tribunas Libres* qui avaient lieu à La Paz : la première conduite depuis RTP par la principale héritière du *Compadre*, Mónica Medina, la seconde animée par Verónica Palenque et la troisième par Remedios Loza, qui, à la suite d'un conflit avec Verónica Palenque pour l'obtention du leadership du parti, acheta sa propre radio d'où elle conduit encore actuellement l'une des *Tribuna Libre*. En 1998, le taux d'audience des trois émissions semblait inférieur à celui que Carlos Palenque obtenait encore dans le cimetière de La Paz. Cf. Arturo Choque, "La verdadera *Tribuna* está en el Cementerio" (*Hobby*, edición especial), *Hoy*, La Paz, domingo 8 de marzo de 1998, p4.

90 Entretien avec Margarita, El Alto, 1995.

91 Entretien avec Ana, El Alto, 1995.

92 Entretien avec Felicidad, El Alto, 1995.

avait en effet déclaré que « Palenque a été favorisé par Dieu pour aider les pauvres »[93]. Ces propos présentent également un effet de prophétie créatrice : ils authentifient la mission du *Compadre* tout en prédisant son succès. L'" émotion religieuse " de ces employées municipales témoigne donc avant tout du lien d'identification à leur *Comadre*. Son exagération pourrait en outre être attribuée au fait que nous donnions à ces militantes l'occasion de s'exprimer sur leur chef, ce qui ne leur arrivait que très rarement. On soulignera enfin la verticalité du rapport entre les *cholas* (les filles) et le leader (le père) dont il a déjà été question pour l'électorat dans son ensemble. Ce verticalisme se trouve exacerbé à la suite du décès du chef au même titre que les émotions.

Nous avons voulu voir si une majorité d'électeurs condépistes considéraient Palenque comme un « saint », ce que recouvrait éventuellement cette affirmation et ses effets sur le vote pour CONDEPA. Aussi, nous avons classé les réponses positives obtenues à la question « Pourquoi considérez-vous (ou non) Carlos Palenque comme un saint ? » en deux catégories : la première regroupe les arguments faisant allusion à la sainteté métaphorique du leader, à son « immense bonté » comme par exemple : « il a beaucoup aidé les pauvres, les malades, il donnait aussi des conseils », « Personne ne donne ce qu'il possède sans être un saint », « Parce qu'il était si bon et si humble », « Pour son service inlassable au peuple bien avant son entrée en politique ». Ces réponses insistent sur la valorisation des plus pauvres par Carlos Palenque chargée en termes d'affectivité : « Il a tendu la main aux gens » ou encore « c'est un esprit qui est toujours entré en contact avec tout le monde ». La seconde catégorie prend au contraire le mot « saint » dans son acception strictement religieuse, ce que nous avons résumé par l'expression de « saint des pauvres »: « Il a suivi fidèlement l'enseignement du Seigneur », « Il va continuer de nous regarder d'en haut. Les âmes nous aident d'en haut, c'est pourquoi nous avons déjà sa bénédiction », « Il a gagné le ciel avec l'aide qu'il a apportée aux pauvres », « Il est spirituellement entre les mains du Seigneur », « Mon époux a rêvé qu'il allait revenir... », « Nous lui demanderons toujours de l'aide, j'ai foi en lui », « Parce qu'il a aidé les pauvres et je crois qu'il peut continuer à les aider d'en haut », « Si on lui demande quelque chose, cela se réalise », « Parce qu'il aide les pauvres lorsque nous lui adressons une prière, cela est bien ». Cette catégorie comprend à la fois les allusions aux « miracles » du *Compadre* qui offrait des cercueils aux plus démunis

---

93 *El Patriota*, 25 novembre-1 décembre 1988, n°1. Notons que le recours au discours religieux de la part de Carlos Palenque permet également d'authentifier sa mission, ce dès la première suspension de RTP. Dans l'exemple suivant, le leader inscrit ses pas dans ceux du Christ en s'adressant en ces termes à la foule : « Vous être une force merveilleuse. Mais il y a aussi une force divine qui est le Seigneur qui nous guide, qui guide nos pas, qui guide nos actes. Des actions qui sont pures, cristallines comme l'eau qui descend des pentes de nos hautes montagnes », Carlos Palenque, *Tribuna Libre del Pueblo*, 22/6/1988.

pour qu'ils enterrent dignement leurs morts[94], faisait soigner ses malades grâce à la magie d'un appel téléphonique ou redonnait la vue grâce à la campagne de RTP pour la distribution de lunettes. Sous l'effet de l'émotion portée à son paroxysme, toutes ces actions en viennent à relever du miracle : « Il a enterré des gens qu'il ne connaissait pas », déclare un électeur. Une seconde personne souligne qu' « il a rendu la vue à beaucoup d'entre nous ». Est également mentionnée l'apparition de son effigie sur une pierre. Cette dernière catégorie réunit enfin les réponses comparant le *Compadre* à un « père des pauvres » comme dans cet exemple : « C'était son idéologie, il était plus qu'un prêtre, il donnait des repères » ou encore « il a été comme un père avec ses enfants ».

Les chances de voter pour CONDEPA augmentent en fonction de l'intensité du lien affectif avec le leader (tableau 8), c'est-à-dire plus les électeurs se sentent redevables à son endroit et plus ils sont convaincus qu'il continuera de les aider malgré son décès[95].

Tableau VI - 8

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction des réponses à la question « Pourquoi considérez-vous (ou non) Carlos Palenque comme un saint ? »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Ce n'est pas un saint	34,7	65,3	100 (354)
« Grande bonté »	69,3	30,7	100 (137)
« Saint des pauvres »	86,5	13,5	100 (74)
Sans-réponse	47,4	52,6	100 (152)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)

L'argument « Saint des Pauvres » tend aussi à amplifier la relation initiale entre le genre et le vote pour CONDEPA. Les femmes *de pollera* ont d'une part environ deux fois plus de chances que les hommes et les femmes *de vestido* à considérer Carlos Palenque comme un « saint » (quelle que soit l'acception du terme, cf. tableau 9). Elles ont d'autre part pratiquement toutes les chances de soutenir Remedios Loza lorsque leur lien avec le

---

[94] Ceci était effectivement l'un des services offert par RTP, cf. R. Archondo, *op. cit.*, p. A la lecture d'un article paru sur la ville de El Alto, on comprend à quel point ce type de service peut être nécessaire aux plus démunis. En effet, mourir a un coût que les pauvres ne peuvent pas se permettre d'honorer : « De nombreuses familles refusant d'enterrer leurs morts de façon précaire s'endettent pendant des années afin de s'acquitter de la dernière dette familiale qui est aussi la plus triste », " El Alto costo de morir ", *Última Hora*, 4/11/1990.

[95] Notons que parmi les individus qui répondent positivement à la question : « Pensez-vous que Carlos Palenque est un saint ? », 75% disent voter pour CONDEPA contre 40% d'intentions de vote pour ceux qui répondent négativement à la question et 25% d'intentions de vote de la part des sans-réponse.

Compadre atteint une intensité maximale (tableau 10). Ces résultats confirment ce que nous avions observé à partir de certains entretiens avec des employées municipales *cholas*.

Tableau VI - 9

« Pourquoi considérez-vous (ou non) Carlos Palenque comme un saint ? » en fonction du « genre »

	" Grande bonté "	"Saint des pauvres"	" Ce n'est pas un saint "	Sans-réponse	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	26	15,2	35,3	23,5	100 (204)
Femmes *de vestido*	13,8	9	61,2	16	100 (188)
Hommes	17,8	8	51,4	22,8	100 (325)
Total (effectifs)	19,1 (137)	10,3 (74)	49,4 (354)	21,2 (152)	100 (717)

Tableau VI - 10

Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre » et de l'argument « Saint des Pauvres »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	96,8	3,2	100 (31)
Femmes *de vestido*	70,6	29,4	100 (17)
Hommes	84,6	15,4	100 (26)
Total (effectifs)	86,5 (64)	13,5 (10)	100 (74)

Dans ce chapitre, nous avons tâché de réfléchir sur la façon dont certains acteurs s'organisent autour d'un collectif abstrait : le « peuple ». Cette identité exprime en fait une discontinuité de l'espace social, c'est-à-dire une vision du monde en termes d'exclus et de non-exclus, principes au fondement de l'ordre de la société. Le « peuple » caractérise en effet ceux qui n'ont pas la parole, ceux qui ne se sentent pas représentés. C'est cet ordre que remettent en cause les électeurs de CONDEPA. Plus qu'un renversement de la hiérarchie sociale dominante (cf. le discours millénariste de CONDEPA), c'est une égalisation des conditions que recouvre l'identification à ce principe, cette revendication ayant suffisamment de poids pour annuler en général les effets des variables lourdes sur le vote pour ce parti. En prédisant un changement de l'ordre social, le discours prophétique de CONDEPA ne fait que consolider des liens d'identification préexistants.

Mais tous les électeurs de CONDEPA ne partagent pas la même vision du monde, ne serait-ce que parce qu'au sein même de la catégorie des « exclus », ils n'occupent pas une place égale dans l'échelle de stratification. Les *cholas* tendront aussi à percevoir CONDEPA comme le parti qui, étant donné l'ascension sociale de Remedios Loza, offre principalement à leur groupe le droit de changer de statut. Leur identification au parti sera

aussi d'autant plus intense que c'est la première fois dans l'histoire de la Bolivie qu'une telle opportunité est donnée aux femmes de leur condition.

C'est au contraire pour les hommes que l'identification à un principe populaire est la plus pertinente. L'identité ethnique et non plus le *cholaje* qui ne caractérise clairement que le groupe des *cholas* fait aussi figure de ressource ennoblie justifiant la revendication de droits pour le peuple. Différents arguments (le fait d'être majoritaires ou encore *originarios*) tendent par ailleurs à appuyer l'idée d'une cause *juste*.

Si Remedios Loza incarne bien, dans un premier temps du moins, la continuité du mouvement, c'est avant tout par référence au *Compadre*. L'émotion paroxystique que suscite son décès montre une fois de plus que l'identification au parti est d'intensité variable, qu'elle a pour logique centrale la négation de la rupture qui seule peut permettre la modification de l'ordre social.

Dans cette partie, nous avons tâché d'appréhender les mécanismes de l'identification populaire à CONDEPA qui ont pour point d'ancrage la consolidation d'un lien avec deux médias et leur personnel (chapitre IV). RTP représente à la fois les couches populaires, qui constituent la majeure partie de son public, et leur offre un droit à la parole. Ce lien initial, en devenant politique, aboutit à la chaîne d'équivalences suivante : peuple (ou néo-communauté forgée par les médias) = RTP = CONDEPA = Palenque. Ces mécanismes complexes d'identification orchestrés par le *Compadre* impliquent en effet l'émergence d'une identité collective : le « peuple » (chapitre VI) qui sous-tend une certaine vision du monde. Plus qu'à un rêve de démocratie directe, elle correspond à une quête de représentation, de participation, voire de justice sociale (ce que nous avons exprimé par l' « égalisation des conditions »). Elle semble aussi annuler les effets sur le vote de certaines variables sociales. Nous avons vu également que RTP, puis CONDEPA éveillent aussi des intérêts de groupes tels que celui des femmes *de pollera* (chapitre V) qui n'amoindrissent pas pour autant le lien d'identification au parti. Tout au contraire, celui-ci se trouve renforcé du fait de la politisation souvent inexistante des *cholas* et parce que celles-ci obtiennent pour la première fois une représentante à l'Assemblée.

L'efficacité de ce lien, sa durée, dépend aussi d'une combinaison qui contribue à rendre crédible le discours populiste tenu par Carlos Palenque : les médias (et surtout la façon dont Carlos Palenque et son équipe en font usage), et le prophétisme politique émaillé de références religieuses[96]. Comme nous l'avons montré, une certaine émotion religieuse (cf. chapitre VI) provoque l'intensification du lien d'identification partisane au

---

96 Le rapport entre les sphères du politique, du médiatique et du religieux, a notamment été mis en évidence par Michel de Certeau, *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p.272.

même titre que certains effets médiatiques (cf. chapitre IV). Certains groupes évangéliques ont par ailleurs montré que la combinaison entre les éléments médiatique et religieux pouvait s'avérer efficace[97].

Ces trois chapitres ont enfin présenté Carlos Palenque comme le principe cohésif d'une néo-communauté suscitée par les médias (chapitre IV) en soulignant le verticalisme du parti (chapitre V) ou encore en montrant que Remedios Loza n'hérite pas seulement du leadership de CONDEPA mais d'une certaine crédibilité qu'elle semble devoir au *Compadre*. Nous reviendrons sur ce lien entre les deux personnages politiques dans le chapitre suivant.

---

97 Rafael Antonio Loayza Bueno, *La industria de la salvación, evangelismo y medios de comunicación en Bolivia*, La Paz, Neftalí Lorenzo E. Caraspas Editores, 1999.

TROISIEME PARTIE

La consolidation d'une clientèle politique

« Palenque communique avec ses militants à travers les médias, il n'a pas besoin pour cela de structure partisane » (Rafael Archondo, « Palenque el aniquilador », *Presencia*, 15/9/1996).

Après avoir mis en évidence, dans une première partie, la *dimension politique* de la cohésion des bases condépistes puis dans une seconde partie, sa *dimension psychosociale*, la question de l'organisation de CONDEPA demeure posée. En d'autres mots, différents rapports identificatoires ou encore une dynamique d'opposition aux effets plus ou moins cohésifs suffisent-ils à expliquer le vote pour ce parti ? Au cours de notre présentation générale des résultats électoraux obtenus par CONDEPA aux différentes élections (chapitre III), nous avons suggéré l'existence de réseaux qui serait la conséquence de la constitution laborieuse d'un appareil au plan national. Nous verrons dans le chapitre VII dans quelle mesure ceux-ci influent sur le vote mais en replaçant cette première approche du clientélisme dans le cadre d'une réflexion plus large sur le fonctionnement interne du parti, menée entres autres à partir de données d'observation participante. On pourra nous objecter que les liens de pouvoir au sein de cette organisation n'ont pas une incidence directe sur le vote. Ils permettent cependant d'appréhender certaines pratiques (telles que la « trahison » ou l'expulsion) qui elles en ont (chapitre II). Il nous a semblé en effet difficile de séparer l'étude des réseaux informels du parti de celle de certains de ses réseaux formels observables à El Alto, ne serait-ce que pour rendre compte d'une culture politique qui peut contribuer à expliquer certains rapports de pouvoir. Dans le chapitre VIII, nous nous interrogerons sur l'incidence sur le vote de l'instrumentalisation par CONDEPA de l'institution du compérage, puis nous verrons pour terminer (chapitre IX) dans quelle mesure la stratification sociale propre à El Alto est susceptible d'éclairer le soutien au parti.

Chapitre VII

Le fonctionnement interne de *Conciencia de Patria* : du centre à la périphérie

Le succès de CONDEPA dépend essentiellement d'un exercice autoritaire du pouvoir qui va déterminer les rapports entre les acteurs politiques. Nous avons vu que les dissidences n'affaiblissaient pas en général la structure interne du parti et qu'elles pouvaient au contraire accroître la cohésion des troupes autour du chef en l'amenant à réaffirmer son autorité. La dissidence ou pour reprendre le vocabulaire du parti, la « trahison », remet en cause les règles qui prévalent au sein de CONDEPA en les dévoilant du même coup. Elle implique que certains acteurs politiques estiment, à un moment donné, disposer de ressources suffisantes pour remettre en cause la structure verticale du parti même si, dans la majorité des cas, cette contestation de l'autorité du chef succède aux décisions émanant de la *Jefatura* qui sont défavorables aux acteurs en question. Dans le cas de CONDEPA, ces ressources correspondent en général au contrôle direct ou indirect sur une clientèle. Avant de comprendre comment se mettent en place ces réseaux clientélaires (ce que nous étudierons en partant du cas concret de la mairie d'El Alto), il nous a semblé fondamental de nous interroger plus largement sur les rapports de pouvoir au sein du parti, qui expliquent non seulement les conditions d'émergence de certaines dissidences, mais aussi leurs mécanismes.

1. L'entourage politique rapproché

Sous ce terme, nous désignons les quelques personnages (famille ou collaborateurs de longue date) auxquels le *Compadre* témoigne de la confiance. Certains d'entre eux exercent en retour une influence sur le leader que l'on peut définir comme « une forme très spécifique de pouvoir, dont la ressource principale est la persuasion »[1], ce qui est le cas de l'entourage familial (Mónica Medina et ses parents). D'autres (notamment Remedios Loza[2]) se caractérisent davantage par leur loyauté à toute

---

[1] Raymond Boudon et François Bourricaud, *op.cit*, Paris, PUF, 1994, p.318.

[2] Notons que ce type de lien ne se reproduit que dans le cas d'Adolfo Paco, ami de jeunesse et personnage auquel le Système RTP doit une partie de son succès (de même que CONDEPA doit partiellement son succès à Remedios Loza). Adolfo Paco est, comme Remedios Loza, issu des quartiers populaires et il s'élève comme elle dans le sillage du *Compadre* en l'accompagnant dès le début de sa carrière médiatique jusqu'à

épreuve à l'égard de leur chef. C'est par ailleurs le couple Palenque-Remedios qui constitue la dyade active touchant l'imaginaire des électeurs.

1.1. Palenque-Remedios : dyade active au sein de CONDEPA

Interrogé en 1992 sur le rôle fondamental de sa famille au sein de CONDEPA, Carlos Palenque répond sans ambages : « C'est totalement vrai. CONDEPA est une grande famille et le noyau familial de CONDEPA est celui du *Compadre* Palenque » (...) « Autour de moi, il y a mon épouse, ma compagne, la *Comadre* Mónica ». Et il insiste : « Il est donc faux que j'aie un entourage [la seconde partie de la question concernait la présence à des postes clés d'un second clan familial : le clan Soliz-Paz]. Mon seul entourage est Mónica, c'est elle mon entourage »[3].

Nous avons dit que le couple jouait à lui tout seul un rôle exemplaire au sein du parti, légitimé par une supposée prégnance dans la cosmovision andine d'une complémentarité – et d'une égalité – entre les principes mâle et femelle[4]. Cependant, la relation n'est, à la base, pas si égalitaire qu'elle le paraît puisqu'elle est avant tout une relation de type pédagogique, au sujet de laquelle Carlos Palenque déclare alors qu'on lui demande s'il n'est pas jaloux des succès internationaux de sa compagne :

« Non, il ne peut pas y avoir de jalousie. Mónica, c'est moi qui l'ai faite [*es mi hechura*]. L'université la meilleure qu'elle ait pu faire [Mónica Medina n'est pas bachelière] et sa meilleure école ont été la *Tribuna Libre del Pueblo*. C'est là qu'elle a appris à aimer, à comprendre et surtout à prendre des forces pour faire ce qu'elle est en train de faire »[5].

Mónica Medina, oeuvre politique de Carlos Palenque (c'est par le terme de *criatura* qu'il arrivait au *Compadre* de désigner son épouse en public[6]), est néanmoins construite à partir « des dispositions cachées que ce dernier a su découvrir et mettre en valeur »[7], ce qui fait de Carlos Palenque un Pygmalion. Les téléspectateurs voient dans un premier temps Mónica Medina reproduire à la *Tribuna* tous les gestes du maître – dont

---

devenir son homme de confiance au sein du Système (rappelons qu'Adolfo Paco est aussi l'un des personnages de la *Tribuna*).

3 "Palenque promete democracia gradual en CONDEPA, hasta 1993 ", *Presencia*, 21/5/1992.

4 " Alcalde Mantilla defiende "clan Palenque" en CONDEPA ", *El Mundo*, 22/5/1992.

5 " No soy celoso... Mónica es mi hechura ", *Hoy*, 4/12/1994. Notons que si l'on rencontre la *Tribuna Libre del Pueblo* est présentée dans les discours de Remedios Loza comme l'université où elle a appris à connaître son peuple (cf. chapitre V), c'est le *Compadre* qui commence à se présenter comme celui qui a appris de son peuple. Voir notamment le discours de Carlos Palenque du 13/11/1994, in *Discursos 94'*, *op.cit.*, p.42 : " Vous nous avez enseigné à travers la grande université de la *Tribuna Libre* quels étaient nos besoins, quels étaient les besoins du peuple bolivien ".

6 " Un matrimonio de 12 años llega a su fin ? ", *Última Hora*, 12/9/1996.

7 François de Singly, *Le soi, le couple et la famille*, Paris, éditions Nathan1996, p.25.

elle finira par contester l'autorité. L'adepte d'importance dont Carlos Palenque-Pygmalion tire une partie de sa force est surtout significative, aux yeux des couches populaires, dans son rôle d'accompagnatrice du leader. Tout comme les Pacéniens voient sur leur écran Mónica Medina faire des progrès, ils suivent sa sophistication progressive, jusqu'à incarner la fille dont rêvent les femmes *de pollera* et la femme sur laquelle se projettent certaines femmes *de vestido* : un symbole de « dépassement », de réussite, ayant su « saisir sa chance » dans une société où, en général et qui plus est au sein des couches populaires, l'homme ne permet pas à la femme d' « avancer ». C'est pourquoi la déchéance de Mónica Medina est perçue comme une sanction bien méritée.

D'après une militante *de vestido* à laquelle nous avions demandé si elle approuverait la réconciliation du couple :

« Les gens ne voteraient plus pour elle. Parce que nous avons une image et cette image est le leader, le *Compadre* Carlos Palenque. C'est grâce à lui qu'elle a été ce qu'elle est. Parce que maintenant elle n'est plus rien, *elle est comme n'importe qui d'entre nous qui peut vouloir être quelque chose mais sans avoir d'appui* (...) en partant, elle a commis une erreur grave... grave, et maintenant, même ses partisans vont la laisser tomber (...). Mónica a perdu beaucoup, on n'entend plus rien sur elle, on n'en dit plus rien, le seul qui est monté, qui a grandi encore davantage grâce à cela est le *Compadre* Carlos. Il a grandi parce que tout le monde se dit : " Comment a-t-elle pu faire cela, comment... ". Je les entends les commentaires... »[8].

Comme nous l'avons vu (chapitre II), le *Compadre* encadre la carrière politique de son épouse en contribuant à l'attestation de son charisme[9]. Mais la réciproque est aussi vraie, d'après cette déclaration :

« Je reconnais en Carlos Palenque mon maître. C'est lui qui m'a appris à comprendre et à servir mon peuple. C'est grâce à cet inimitable instrument qu'est la *Tribuna Libre del Pueblo* que j'ai pu identifier ma véritable vocation »[10].

On ne pourra qu'être frappé par la similitude des propos tenus par les deux *Comadres*[11]. Le parallèle ne s'arrête pas là : tout comme Mónica Medina, Remedios Loza contribue à la légitimation charismatique[12] du *Compadre*.

---

[8] Entretien avec une militante, El Alto, janvier 1997.

[9] En nous inscrivant dans la perspective de Raymond Boudon et de François Bourricaud, nous nous intéressons aux processus de légitimation de la domination charismatique – en reprenant la typologie wébérienne – qu'exerce principalement Carlos Palenque mais aussi certains dirigeants de CONDEPA tels que Mónica Medina ou Julio Mantilla, plutôt qu'aux fondements de la légitimité de cette domination, cf. Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1994, pp.459-466.

[10] " Mónica junto a la Gran Vía y La Paz hacia el tercer milenio ", *Presencia*, 1/12/1993.

[11] Pour les déclarations de Remedios Loza, nous renvoyons au chapitre V.

La députée déclare notamment en 1989 :

« Aujourd'hui CONDEPA, aujourd'hui notre leader Carlos Palenque nous ouvre les portes afin que les femmes du peuple, les femmes *cholas* comme nous, ayons la chance de démontrer que nous aussi, nous sommes capables. Que nous aussi, nous pouvons œuvrer pour le développement de notre pays et en faire un grand pays, *compadres* et *comadres*, car nous aussi, nous connaissons nos problèmes. Nous avons attendu plus de cent ans pour qu'on règle nos problèmes, pour avoir accès au système éducatif, à un service de santé. Mais en 1989, nous sommes encore à la traîne (...) »[13].

Sa présence aux côtés de Carlos Palenque ainsi que la fonction de députée qu'elle occupe grâce à lui authentifie le discours anti-discriminatoire de ce dernier qu'elle acclame lors des rassemblements politiques (tout comme Mónica Medina), qu'elle accompagne lorsqu'il parcourt les provinces du département de La Paz où elle prononce certains discours en aymara. Dans les périodes de crise, il semble également qu'elle figure comme l'une des pièces maîtresses du parti légitimant certains candidats par sa présence[14] en tenant à El Alto un discours qui s'adresse essentiellement aux femmes *de pollera*[15]. Dans les moments de crise – notamment lors de la rupture politico-conjugale des époux –, elle demeure aussi loyale au *Compadre*[16].

Comme dans le cas de Mónica Medina, les propos de Remedios Loza font de Carlos Palenque un Pygmalion :

« (...) J'ai réussi à beaucoup mûrir, je me suis formée moi-même grâce à la communication qui m'a beaucoup appris. Elle a été mon université grâce au *Compadre* Carlos, un maître pour moi »[17].

Ce lien semble à l'origine de la *loyauté* à toute épreuve que Remedios Loza témoigne à l'homme qui a su lui faire « confiance » en l'investissant de la qualité de « symbole » :

---

12 Carlos Palenque apparaît dans les discours de Remedios Loza tour à tour comme le père du peuple, le Christ ou encore le " J'acha Mallku " [grand condor en aymara], comme dans cet exemple : " Nous sommes en train de commencer à avancer [les femmes de pollera] sous l'autorité de notre *Jacha Mallku*, Carlos Palenque ", *in El Patriota*, semaine du 22 au 28 mars 1993, n°58.

13 Intervention de Remedios Loza Alvarado sur les ondes de *radio Continental*, 8/5/1989.

14 C'est notamment le cas de Jaime Reyes, catapulté candidat à la mairie d'El Alto dans le contexte de crise provoquée par la dissidence de Mario Aparicio (nous y revenons plus loin). Jaime Reyes a d'autant plus besoin de légitimer sa candidature qu'il est inconnu des Alténiens, cf. " Jaime Reyes con un voto de optimismo ", *La Razón*, 2/12/1991. On notera avec intérêt qu'au tout début de la crise, c'est d'abord à Remedios Loza que le parti pensais donner l'investiture, cf. " Renuncia del alcalde Mario Aparicio provoca cisma político en El Alto ", *El Diario*, 28/9/1991.

15 " Jaime Reyes con un voto de optimismo ", *La Razón*, 2/12/1991.

16 " Palenque dice que CONDEPA es generacional y ataca al gobierno ", *Presencia*, 27/9/1996.

17 Entretien avec Remedios Loza, " Para mí, por encima de todo estaría el esposo y mi familia ", *Última Hora*, 15/12/1996.

Question : « Pourquoi vous considérez-vous comme un symbole au sein de *Conciencia de Patria* ? » :

R.L. : « En raison de la confiance. Le symbole n'est pas seulement un drapeau qui est hissé mais la personne et la confiance déposée par le chef de mon parti et les militants. Je crois honnêtement que j'ai suffisamment fait mes preuves pour que l'on m'attribue ce titre si important pour moi »[18].

Carlos Palenque donne plus concrètement à sa talentueuse collaboratrice – le Pygmalion ne créant pas, une fois de plus, à partir de rien – la possibilité de « se dépasser » en l'encourageant à vaincre sa timidité, à se lancer dans une carrière médiatique, puis politique. Peut-être révèle-t-il, là aussi, une identité latente avec des effets que l'on peut supposer décuplés étant donné la barrière que signifie sa condition sociale. Nous avons vu que les militantes le considéraient comme l'homme idéal qui a « permis d'avancer »[19] à une *chola* (et par extension à tout un groupe traditionnellement marginalisé).

C'est aussi Remedios Loza, et non Mónica Medina, qui semble constituer avec Carlos Palenque le « couple actif »[20] de la triade. Nous avons vu que le leader est en général assimilé à une figure paternelle, tandis que Remedios Loza tend souvent à être perçue comme une mère. Certains de nos entretiens avec des militantes alténiennes montrent qu'elle suscite la même émotion que Carlos Palenque[21] en se trouvant associée à ce dernier comme référent affectif. En témoigne cette réponse d'une *chola* interrogée sur ce qu'elle ressentait en voyant le *Compadre* : « Lorsque je vois le *Compadre et la Comadre Remedios*, je me sens comme si un père et une mère venaient à moi ... »[22].

En somme, si la légitimation du charisme de Remedios Loza et Mónica Medina dépend du *Compadre*, l'inverse est aussi vrai. Mais tandis que le charisme du leader semble survivre à la rupture avec l'un des deux « symboles » féminins de CONDEPA, l'inverse cesse d'être vrai. Comme nous l'avons vu, il semble qu'à la suite du décès de Carlos Palenque, la légitimité de Remedios Loza soit principalement attribuée à sa qualité

---

18 *Ibid.*

19 Contrairement à leurs époux, de façon générale (cf. chapitre V).

20 En reprenant l'expression de T. Caplow cité par Patrice Mann, " Crise et attestation charismatique ", in François Chazel, *op. cit.*, p.195.

21 Selon le mot d'une militante : " Lorsque la *Comadre* Remedios s'exprime, cela me donne vraiment envie de pleurer ", El Alto, 1997.

22 Entretien avec Irene, El Alto, 1995.

d'héritière du leader[23] qui se révèle finalement incapable de " faire accepter ses décisions comme bien fondées "[24].

Si Remedios Loza forme donc avec Carlos Palenque une dyade active exerçant un impact sur les foules (et principalement les femmes *de pollera* qui ont les plus fortes chances de voter pour le parti), le rôle de Mónica Medina est davantage inscrit dans un schéma symbolique d'harmonie familiale que contribuent à construire les beaux-parents du *Compadre*.

1.2. Un facteur de stabilité du couple-symbole

Tout comme RTP, CONDEPA peut être considéré comme une entreprise familiale au sein de laquelle les ressources sont plus accaparées par la famille Medina que par les parents du *Compadre*[25]. C'est aussi l'entourage familial de Mónica Medina qui exerce dès le départ une influence déterminante sur Carlos Palenque (et au sein de celui-ci son père, Jorge Medina, qui figure sur les premières listes de députés du parti)[26], ce que Reynaldo Venegas constate dès 1989: « (...) Il y avait un premier entourage de type familial de la femme de Carlos Palenque qui jouait un rôle, une influence très importante »[27].

Cette influence relève notamment d'une pression exercée sur le couple Palenque, les Medina travaillant à la réconciliation des époux en cas de dispute, comme le suggèrent leurs déclarations à la presse lors de la crise la plus grave qu'ils connaissent. C'est en ces termes que la mère de M. Medina, Beatriz Téllez, tâche de sauvegarder l'image du couple idyllique tout en se posant en arbitre de ses querelles[28] :

« Ce mariage fut exemplaire tant du côté de Carlos que du côté de Mónica Medina. Aussi, nous n'avons pas eu besoin d'intervenir en tant que parents »[29].

---

[23] En effet, seule une minorité d'électeurs reconnaissent à Remedios Loza une légitimité qui ne découle pas de sa qualité d'héritière politique du leader, cf. la modalité " Remedios est capable ", chapitre VI.

[24] Raymond Boudon et François Bourricaud, *op.cit.* , p.461. Il semble qu'il ne suffise pas d'être une femme *de pollera* exerçant une fonction de représentation – et pouvant de ce fait servir d'exemple – pour s'ériger en modèle, comme le démontre la présence au sommet de l'Etat de l'épouse du vice-président de la République aymara, Victor Hugo Cárdenas à partir de 1993 (et jusqu'en 1997). Lorsque le nom de Lidia Cárdenas était connu des couches populaires alténiennes, celle-ci n'était jamais présentée comme un symbole de réussite.

[25] La famille de Carlos Palenque se trouve, quant à elle, davantage concentrée au sein des médias, et ce n'est que lors de l'élection de 1997 que figurent sur les listes électorales Hugo Palenque, demi-frère du leader et trésorier de RTP ainsi que Verónica Palenque, l'une des animatrices de la chaîne (ils sont tous deux élus députés uninominaux).

[26] D'autres témoignages mentionnent également la mère de Mónica Medina dont le rôle est moins repérable que celui de son époux.

[27] Entretien avec Reynaldo Venegas, La Paz, 1995.

[28] Celle-ci est loin d'être un cas isolé en Bolivie (et ailleurs). Ce sont les répercussions que peuvent avoir ces pratiques sur le fonctionnement interne d'un parti politique qui nous intéressent ici.

[29] " Un matrimonio de 12 años llega a su fin ? ", *Última Hora*, 12/9/1996.

Si le rôle central que le *Compadre* attribue au couple au sein de CONDEPA[30] a pu être influencé par l'admiration que les membres du GRO vouent à Juan Domingo Perón, les déclarations à la presse de Jorge Medina montrent qu'il manie également le vocabulaire du « projet national de CONDEPA qui est le salut du pays »[31] en fondant celui-ci sur le couple. C'est aussi l'argument politique central de Jorge Medina lors de la crise de 1996 : le couple est amené à jouer un grand rôle dans l'histoire, ce qui rend toute séparation impensable. Sa rupture signerait l'arrêt de mort du projet, ce qui constituait l'une des craintes du *Compadre*, d'après certains témoignages que nous avions pu recueillir de la part de dirigeants.

Si dans un premier temps, les parents de Mónica Medina n'ont de cesse d'affirmer qu'ils soutiennent leur gendre – chef du clan – en rappelant en même temps leur fille à l'ordre, c'est vraisemblablement qu'ils se pensent susceptibles d'exercer sur lui une influence, ne croyant guère – tout comme Mónica Medina – en une rupture définitive, l'interdépendance du couple et ses intérêts politiques étant trop importants. Les propos de Jorge Medina laissent transparaître ses ambitions de père : il tient à ce que sa fille joue un rôle politique historique, tout en sachant parfaitement qu'elle est promise à hériter du leadership de CONDEPA, étant donné la différence d'âge avec son époux et le fait que le *Compadre* a déclaré à plusieurs reprises que l'élection de 1997 était la dernière à laquelle il participerait[32]. Aussi, Jorge Medina ne peut que condamner l'emportement de sa fille et son erreur de jugement :

« Mónica, au cours de nombreuses interventions, a indiqué qu'il doit y avoir un mouvement, mais [il ne faut] pas bousculer un processus. Carlos Palenque lui-même, de même que nous [Jorge Medina et son épouse] disions qu'il était logique que la succession revienne à Mónica. Elle ne peut se présenter aux élections ni comme sénateur, ni comme vice-présidente, ni comme présidente parce qu'elle n'a que 32 ans et Ricardo a plus de 35 ans. Je crois que lui est habilité »[33].

---

[30] C'est ce rôle central attribué au couple qui nous semble expliquer la stratégie adoptée par Carlos Palenque à l'égard de son épouse. En 1995, l'un des dirigeants de CONDEPA nous avait expliqué que le *Compadre* ne tenait pas à ce que Mónica Medina soit réélue maire de La Paz (on se souvient aussi que l'agressivité du leader avait conduit à l'éviction de son épouse des négociations, cf. le chapitre II). Il est aussi probable que le *Compadre*, convaincu du fait que CONDEPA devait ses succès électoraux à son couple et non pas seulement à sa personne ait craint les conséquences d'une opposition frontale avec son épouse (du fait du charisme personnel de Mónica Medina et éventuellement de ses réseaux parmi les militants). La stigmatisation ayant présenté le risque de discréditer le leader vis-à-vis de son propre camp, il se peut que Carlos Palenque ait mis en œuvre d'autres stratégies qui lui permirent, si notre hypothèse est juste, de développer l'image de père de famille victime d'une épouse déloyale (cf. chapitre II). C'est à notre sens ce qui explique que le leader ait choisi de sacrifier en 1995 la mairie de La Paz.

[31] Jorge Medina in " Medina revela que Paz quería ser vicepresidente en 1997 ", *Presencia*, 12/9/1996.

[32] Andrés Soliz Rada, " Síntesis de un debate ", *Hoy*, 21/9/1996. Voir également : " Carlos Palenque : CONDEPA pactará con cualquier partido en las próximas elecciones de 1997 ", *Primera Plana*, 10/8/1996.

[33] " Jorge Medina dice que Mónica está equivocada ", *El Deber*, 11/9/1996.

Le porte-parole de Ricardo Paz, le député Carlos Cordero confirmera – en les déplorant – l'existence de pressions sur le couple, tant partisanes que familiales, qu'il juge suffisamment puissantes pour que le projet " générationnel " reste lettre morte :

« Le plus triste pour le pays serait que le projet "générationnel" auquel Mónica Medina de Palenque a donné l'impulsion reste lettre morte à cause de l'aspect sentimental et familial (...) étant donné que toutes les pressions possibles familiales et partisanes ont pour objectif de réunir les *Compadres* »[34].

On voit par-là que des enjeux familiaux et claniques l'emportent sur ce qui pourrait être un véritable débat autour de la démocratie interne au sein du parti[35]. Bien que les beaux-parents du *Compadre* aient moins de visibilité politique que les deux « symboles » féminins du parti, ils semblent jouer un rôle important dans la consolidation d'un projet politique fondé sur le couple.

Cette étude de l'entourage rapproché du *Compadre* pose une question : le népotisme ou le fait de confier des postes clés à des individus dont le leader réussit à obtenir un soutien inconditionnel pourrait-il être le fruit d'un calcul visant à se prémunir contre d'éventuelles « trahisons » (c'est notamment avec cet argument que le parti compromet en 1993 son arme la plus chère, Mónica Medina[36], à la suite du transfuge de Julio Mantilla).

2. L'entourage politique élargi

Ce terme recouvre deux clans majeurs : le plus ancien, le GRO, et un second clan qui semble croître en visibilité et en influence à partir de l'élection de Mónica Medina à la mairie de La Paz : le clan Paz (Ricardo) – Medina (Mónica)[37]. Le népotisme dont Mónica Medina est accusée au cours de son mandat municipal (1993-1995) vise également ses

---

[34] Carlos Cordero, " Los sentimientos podrían opacar el nuevo proyecto generacional ", *La Razón*, 12/9/1996.

[35] Nous avions vu dans le chapitre II que la position des deux représentants principaux du conflit, Andrés Soliz Rada et Ricardo Paz se résumaient simplement à la défense de deux leaderships distincts, Carlos Palenque contre son épouse.

[36] On a vu aussi la façon dont Remedios Loza pouvait contribuer à légitimer certains dirigeants et le leader en période de crise.

[37] Contrairement à ce qu'a souvent écrit la presse au sujet du premier clan Soliz-Paz en apparentant tous les Paz du parti, les seuls liens de parenté des membres de l'élite condépiste concernent les demi-frères Andrés Soliz Rada et Eduardo Paz Rada, entretien informel avec Eduardo Paz Rada, La Paz, 1995.

plus proches collaborateurs au sein de la mairie qui ont aussi un lien de parenté avec le député et conseiller du maire, Ricardo Paz Ballivián[38].

2.1. La stratégie du respect des règles

L'avenir politique des dirigeants ou encore leur désignation au sein du Conseil National Patriotique repose en dernière instance sur le bon vouloir du chef. Une formule employée par Carlos Palenque à l'occasion de l'une des divisions de CONDEPA précise les règles du jeu prévalant au sein de l'organisation : en cas de désaccord avec le *Compadre* dont on ne discute pas les décisions, « les portes du parti sont ouvertes au dialogue »[39]. Seule la *discipline* ou l'une de ses expressions, la servilité, s'offre à l'élite. Cette dernière passe notamment par le fait de conforter le leader dans sa conviction d'avoir à remplir une mission. Elle n'implique pas forcément qu'on approuve ces règles mais qu'on choisisse de les accepter, soit qu'on estime que « le bon pèse plus que le mauvais car CONDEPA est un instrument de mobilisation défensif face aux avancées de l'oligarchie »[40], soit que, de façon moins avouée, on sache ses chances d'obtenir un pouvoir équivalent limitées, voire quelconque, dans un autre parti (la majorité des membres du Conseil National Patriotique sont aussi soit députés, soit sénateurs). La marge de manœuvre restreinte des dirigeants contribue à expliquer les rivalités internes interpersonnelles ou interclaniques visant à conquérir, à conserver ou à étendre son pouvoir au sein de CONDEPA. Les accusations de « complot »[41] dévoilent ce type de rivalités. Pour peu qu'il soit avéré, la raison en est simple : les moyens dont disposent les membres de l'élite pour demeurer en place sont réduits.

Cependant, si la discipline relève bien d'un calcul, elle n'est pas dénuée de tout contenu affectif. Certes, l'élite admire le leader plus qu'elle ne l'aime (pour son indéniable talent politique ou « intuition » selon le mot d'Andrés Soliz Rada) et lorsqu'elle l'aime, c'est à la manière d'un père autoritaire qu'elle cherche à contenter. Le pouvoir de Carlos Palenque apparaît à tous comme « légitime », une légitimité qui découle des succès électoraux de CONDEPA que les dirigeants du parti lui attribuent (il est le caudillo des foules). Carlos Palenque détient en outre le pouvoir en tant que propriétaire de l'outil de propagande de CONDEPA : RTP.

---

[38] Parmi les plus importants d'entre eux figure la députée condépiste Rosario Paz Ballivián, sœur de Ricardo Paz ou encore la conseillère municipale, Gloria Aguilar, épouse de celui-ci " Revelan nepotismo condepista en Alcaldía de La Paz ", *El Mundo*, 21/5/1994.

[39] " Jaime Reyes con un voto de optimismo ", *La Razón*, 2/12/1991.

[40] Entretien avec Andrés Soliz Rada, la Paz, 1995.

[41] Voir pour le détail de celles-ci le chapitre II.

Imaginons que certains acteurs disposent de ressources leur permettant de faire pression sur le chef : c'est dans ce cas qu'une dissidence a de fortes chances de survenir. Son détonateur est en général le même depuis la première division : le fait de subir d'une façon ou d'une autre l'arbitraire de certaines décisions émanant de l'élite du parti et d'avoir les moyens de protester. La dissidence, même si elle n'emprunte pas les même chemins que la discipline, a pourtant la même finalité : conserver sa place et, dans un cas seulement (la crise de 1996), étendre son pouvoir. Seules les ressources mobilisées sont variables, ce qui veut dire que, par hypothèse, tout « discipliné » peut basculer vers la dissidence dès lors qu'il dispose d'un certain pouvoir. Dans la majorité des cas, celui-ci va se résumer au contrôle présumé d'une clientèle. On comprendra aussi que le fait de distribuer du pouvoir relève d'un pari de la part du *Compadre* et qu'il cherche à s'attacher des loyautés qui dépendent principalement, comme nous l'avons vu, soit d'une relation affective d'origine familiale, soit d'une relation de compagnonnage construite au fil des ans.

Les dissidences servent notre propos, car en remettant en cause le verticalisme du système, elles suscitent en général une cohésion proportionnelle à la menace pesant sur le centre. Deux types de scénario de remise en cause du fonctionnement interne du parti retiendront notre attention : le premier s'appuie sur le contrôle d'une clientèle locale (tendant à provenir des maires à la tête du développement territorial d'un appareil), le second – unique dans l'histoire du parti –, dépend d'un homme et de son groupe qui n'ont aucun contrôle direct sur une clientèle mais qui possèdent de l'influence sur l'un des personnages charismatiques du mouvement, Mónica Medina.

Nous résumons dans les pages suivantes trois autres dissidences, ce qui nous permettra d'en dégager les invariants et, dès lors, de mettre au jour leurs mécanismes.

2.2. La dissidence comme mécanisme de pression

2.2.1. Profil du dissident

La première rupture significative est due à l'un des maires condépistes d'El Alto, Mario Aparicio, qui entraîne dans son sillage un groupe de conseillers municipaux (onze en tout) et de militants condépistes qui désapprouvent le verticalisme avec lequel le parti confectionne ses listes électorales. Mario Aparicio s'en trouve exclu alors qu'il briguait un second mandat municipal. Toutes les photos de Carlos Palenque sont retirées de la mairie d'El Alto[42]. À quelques mois des élections municipales de 1991, Mario Aparicio, qui

---

[42] " Retiran las fotos de Palenque en Alcaldía de El Alto ", Última Hora, 24/10/1991.

est accrédité du soutien des organisations de voisinage, des *gremiales* et de la COR[43], fonde son propre parti politique, le *Movimiento Cívico Patriótico* (MCP)[44]. Notons que c'est au départ un mouvement caudilliste qu'entend créer le maire : le *Movimiento Aparicista Democático* (le sigle de Mario Aparicio Duarte)[45]. Carlos Palenque annonce aussi une purge des « traîtres » (c'est ainsi que sont qualifiés les partisans de Mario Aparicio), expulsés de CONDEPA pour leur attitude de « rébellion partisane »[46]. À l'argument du verticalisme, CONDEPA opposera celui de la gestion corrompue du maire d'El Alto, expliquant qu'une telle mesure d'exclusion soit prise contre lui. C'est finalement Jaime Reyes qui remporte la mairie en 1991, un candidat dit « importé » (imposé de La Paz et qui ne réside pas à El Alto)[47].

La seconde scission survient en 1992, lorsque deux députés et un sénateur condépistes, Gonzalo Bilbao la Vieja (également conseiller municipal et chef départemental de La Paz[48]), Juan Torrez et José Taboada dénoncent l'existence d'un « cercle impénétrable autour de Carlos Palenque empêchant les relations entre celui-ci et les bases condépistes »[49]. Notons que ce n'est en aucun cas le leadership de Carlos Palenque qui est remis en cause, mais l'influence sur le leader d'un clan intégré par la majorité des anciens membres du GRO dont le trotskisme menacerait le projet populaire de dissolution[50]. Le Tribunal d'Honneur du parti décide l'expulsion des trois dirigeants. Cette dissidence, tout comme la première, témoigne de certaines luttes intestines pour le pouvoir que réveille chaque enjeu électoral. La presse n'est pas unanime à ce sujet, parlant tantôt d'une rivalité entre Ricardo Paz et G. Bilbao la Vieja qui briguent tous deux la mairie de La Paz[51], tantôt d'une opposition entre ce dernier et Soliz Rada[52]. Au final, G.Bilbao la Vieja finit par quitter CONDEPA à quelques mois du lancement de la

---

[43] " Renuncia del alcalde Mario Aparicio provoca cisma político en El Alto ", *El Diario*, 28/9/1991.

[44] Le Mouvement Civique Patriotique. Cf. " Aumenta antipalenquismo y se funda nuevo partido en El Alto ", *Última Hora*, 19/10/1991 ou encore " Escisión en CONDEPA por verticalismo de Palenque ", *Hoy*, 19/10/1991.

[45] Le Mouvement Aparicíste Démocratique. " Renuncia del alcalde Mario Aparicio provoca cisma político en El Alto ", *El Diario*, 28/9/1991.

[46] " Carlos Palenque anuncia purga de " traidores " en El Alto ", *Última Hora*, 14/1/1992.

[47] C'est pourtant l'une des revendications principales des Alténiens. En témoigne un document produit par les organisations civiques et syndicales de la ville, désireuses d'être représentées par des Alténiens : " A los candidatos importados les decimos que El Alto es de los Alteños ", *Presencia*, 22/3/1993. L'un des arguments défavorables à Jaime Reyes lors du conflit conduisant à sa destitution est par ailleurs son origine tarijénienne, cf. " Durante todo este tiempo, sólo me dediqué a defenderme, nunca ataqué ", *La Razón*, 20/7/1992.

[48] " CONDEPA definirá hoy si sigue en la carrera electoral ", *La Razón*, 25/9/1991.

[49] " Diputados forman Comité de Defensa de CONDEPA ", *Última Hora*, 23/5/1992.

[50] " Manifiesto de Conciencia de Patria ", *Presencia*, 13/9/1992.

[51] " Mónica Palenque en La Paz y Remedios Loza en El Alto ", *Última Hora*, 27/9/1991.

campagne électorale de 1993, en privant le parti de deux députés et d'un sénateur et en déclarant être soutenu par une grande masse de mécontents face à l'absence de démocratie interne, au point de prétendre fonder un parti populiste mais démocratique baptisé *Con democracia*[53], en rappel de la démocratie jugée inexistante au sein de CONDEPA.

La troisième division est due au maire de La Paz, Julio Mantilla, qui quitte CONDEPA avec un certain nombre de militants et de parlementaires (notamment son épouse et députée[54]) parce qu'il est, semble-t-il, convaincu que son parti ne lui donnera pas une seconde fois l'investiture[55]. Fort de sa popularité[56], il opte pour le transfuge politique en se présentant sous les couleurs du MNR, ce que Carlos Palenque jugera comme la plus haute « trahison » subie par CONDEPA[57]. Julio Mantilla fonde également son parti politique en 1995, le *Movimiento Popular Patriótico* (MPP)[58] et il anime un temps une *Tribuna Libre del Pueblo* qui ne recueille guère de succès[59]. Afin d'expliquer cette rupture soudaine, la presse fait état d'une possible rivalité entre Carlos Palenque et Julio Mantilla, celui-ci maniant avec succès les mêmes codes culturels[60] que le *Compadre* mais prononçant en plus une partie de ses discours en aymara[61] (tout comme Remedios Loza), ce qui aurait conduit Carlos Palenque à écarter du pouvoir le charismatique maire. Trois courants sont identifiés par certains dirigeants condépistes : les palenquistes, les mantillistes et les Paz (groupe dans lequel est inclus le GRO)[62].

Julio Mantilla déclare au quotidien *Última Hora* que " certains groupes ont compris qu'en manipulant l'opinion du leader, ils accèderaient au pouvoir "[63] et il accuse Ricardo

---

52 " CONDEPA elude el terreno de las urnas ", *Hoy*, 24/9/1991.

53 En démocratie. Cf. " Disidentes de CONDEPA buscan la legalización ", *Última Hora*, 8/12/1992.

54 " Mantilla advierte : Agresividad de Palenque impide entendimiento ", *Última Hora*, 11/7/1993.

55 Propos recueillis auprès de dirigeants condépistes.

56 Cf. " La distancia entre Mantilla y CONDEPA es cada día mayor ", *Última Hora*, 28/8/1993. Julio Mantilla bénéficie également du soutien d'une partie des dirigeants et des militants de CONDEPA, cf. " Bases de CONDEPA apoyan la candidatura de Mantilla ", *Última Hora*, 7/9/1993.

57 Les accusations de " trahison " sont également proférées par Remedios Loza, cf. " Se consumó división de Conciencia de Patria ", *Presencia*, 9/7/1993.

58 Mouvement Populaire Patriotique.

59 " Mantilla dice que tendrá su propia *Tribuna Libre del pueblo* ", *Última Hora*, 17/9/1993.

60 " Mantillistas, palenquistas y la KGB ", *La Razón*, 22/5/1992.

61 " En La Paz se dará un "Fujimorazo" ", *La Razón*, 24/11/1991.

62 " Crece rebelión contra Palenque ", *Última Hora*, 8/9/1993 et " Crisis en CONDEPA tras renuncia de Julio Mantilla a la reelección ", *Última Hora*, 28/7/1993.

63 " El llunk'erío ha dañado la proyección del líder ", *Última Hora*, 12/7/1993. Après l'expulsion de Ricardo Paz, Julio Mantilla, désireux d'être réhabilité au sein de CONDEPA, déclare sur les ondes de *radio Altiplano* :

Paz de diriger CONDEPA à la place de Carlos Palenque[64]. D'après un dirigeant qui quitte le parti avec Julio Mantilla, l'influence de R. Paz aurait été progressive, s'affirmant surtout à partir de 1993. Mais « avant cette date, ce que disaient et faisaient Carlos Palenque ou Mónica Medina faisait loi »[65]. D'après la même personne, cette influence s'exerce plus sur Mónica Medina que sur le *Compadre*. Jorge Escobari Cusicanqui – qui avait été le premier candidat de CONDEPA à la vice-présidence de la République aux côtés de Carlos Palenque – déplore quant à lui les réunions inexistantes du Conseil National Patriotique et reproche à Carlos Palenque " de ne plus écouter les suggestions "[66]. Il quitte aussi le parti avec Julio Mantilla.

2.2.2. L'expulsion préventive

Ces dissidences ont en commun d'interpeller le fonctionnement interne du parti en remettant en cause plus que le caudillo[67] ou son entourage politique rapproché, des personnes ou des clans appartenant à son entourage politique élargi. Toutes les dissidences (exception faite de celle de 1996) surviennent au moment de la constitution des listes électorales sur lesquelles ne figurent plus les protestataires. Les revendications de démocratie interne mettent donc en évidence les rivalités existant au sein du parti qui conduisent en l'espace de neuf ans à cinq divisions majeures, avec dans tous les cas l'apparition de nouveaux partis politiques, parmi lesquels seul le MPP participera à des élections. Le fait de prétendre fonder un mouvement politique parallèle à CONDEPA fonctionne d'une part comme une pression inefficace sur le *Compadre*. L'initiative suggère d'autre part que les dissidents ne doutent pas d'entraîner une partie des militants, voire de provoquer une polarisation de l'électorat (ce qui semblait plausible au moins dans un cas : celui de Mónica Medina, avant que Carlos Palenque ne fasse tourner à son avantage la séparation politico-conjugale).

" Trois ans après ma séparation de CONDEPA, le noyau historique [allusion au GRO] et Carlos Palenque me donnent raison. Le noyau de courtisans dirigé par Ricardo Paz qui faisait tant de mal au parti est tombé ", " Mantilla piensa en volver a CONDEPA ", *Última Hora*, 11/9/1996.

64 " Julio Mantilla asegura : Carlos Palenque no dirige CONDEPA, Ricardo Paz lo hace ", *La Razón*, 1/10/1993.

65 " Ricardo Paz : " Soy muy amigo del licenciado Carlos Palenque ", *Última Hora*, 5/9/1996.

66 D'après Jorge Escobari Cusicanqui, " Debe irse el entorno de Palenque para evitar colapso de CONDEPA ", *Última Hora*, 10/9/1993 : " Le chef a très peu de conseillers. Le reste des dirigeants n'est pas écouté ".

67 Voir notamment les déclarations d'Edith Mantilla : " Ce n'est pas le leader de CONDEPA que nous remettons en question mais une élite qui fait du tort au parti (...) ", " Se consumó división en Conciencia de Patria ", *Presencia*, 9/7/1993. Julio Mantilla déclare pour sa part : " qu'il n'insultera jamais le chef de CONDEPA ", in " Palenque es una criatura de las masas y existe gente que quiere malcriarlo ", *El Diario*, 10/9/1993.

Cette dernière crise offre la particularité d'être déclenchée par l'expulsion de Ricardo Paz. Rafael Archondo[68] écrit à son sujet :

« Il ne s'agissait pas d'un véritable intérêt pour la démocratisation. Il y avait une alliance entre Mónica et un secteur qui était en train d'organiser ce processus [de démocratisation] et qui était en train de gagner du terrain au sein du parti. C'est pourquoi l'expulsion a été une *forme préventive* pour éviter un processus d'accaparement, et non de démocratisation »[69].

Que pouvons-nous entendre par ce caractère « préventif » de l'expulsion ? Même si cela revient à énoncer une tautologie, l'autoritarisme de Carlos Palenque s'exerce en prévision d'éventuelles dissidences. Certes, la solution serait une démocratie interne qui permettrait au moins une rénovation des cadres intermédiaires (puisqu'au sein de CONDEPA, il n'est pas question de toucher aux trois « symboles »). Or il semble que le leader craigne que des élections internes ne puissent que favoriser l'apparition de luttes interpersonnelles pour le contrôle des postes. C'est ce que laisse entendre l'une de ses déclarations au quotidien *La Razón*, dans laquelle il s'attribue en dernière instance le pouvoir de choisir les candidats aux postes de conseillers municipaux. Il présente cette décision comme une mesure dont la finalité est d'imposer la discipline à la suite « d'intenses rivalités parmi ses militants pour obtenir un poste au sein des municipalités du pays »[70].

Il semble que la notion d'autoritarisme ne présente un intérêt sociologique que replacée dans une culture politique donnée. Ce sont en effet les rivalités internes [*pugnas internas*] qui, en Bolivie, conduisent souvent à la dissolution des partis naissants ou à leurs multiples subdivisions ; le « bon » leader est aussi l'individu *habile* auquel on va reconnaître la qualité de maintenir l'ordre au sein de son mouvement. Certaines militantes *de pollera* que nous avions interrogées estimaient aussi que les traîtres méritaient un « châtiment » et que face à ce type de manquement, il fallait que le *Compadre* agisse avec fermeté[71]. Le « bon » leader est aussi celui qui va être capable de neutraliser d'éventuels concurrents[72] dans un contexte de précarité de l'emploi, où il est courant que l'adhésion à un parti politique soit perçue comme une chance d'obtenir un « salaire ».

---

[68] La bonne connaissance du fonctionnement interne de CONDEPA de Rafael Archondo résulte du fait qu'il fut lui-même militant du parti avant de le quitter à cause du manque de démocratie interne.

[69] R. Archondo, "Palenque el aniquilador", *Presencia*, 15/9/1996.

[70] " Palenque impone disciplina y candidatos en CONDEPA ", *La Razón*, 27/9/1991.

[71] Entretien avec Marta, El Alto, 1995.

[72] L'étude du cas de l'un des maires d'El Alto, Jaime Reyes, offre dans les pages suivantes une illustration de cette culture politique.

D'où l'importance de distribuer des postes clés à des personnes de confiance (famille ou collaborateurs « ayant fait leurs preuves », pour reprendre le mot de Remedios Loza).

Rafael Archondo écrit dans le même article[73] que Carlos Palenque a toujours eu tendance à « asphyxier n'importe quel autre leadership susceptible d'entrer en compétition avec le sien », en jugeant cette tactique non comme quelque chose de « pervers » mais comme une « forme de survie » pour un leader n'ayant ni formation idéologique, ni trajectoire académique et ayant de ce fait besoin d'être entouré de cadres que R.Archondo juge plus « compétents » que lui (et il cite le cas de Julio Mantilla). L'auteur fonde son hypothèse en montrant que les chefs départementaux sont soumis à une « rotation continue ne permettant pas de concurrence sur le terrain pacénien »[74] : les dirigeants départementaux se succèdent à La Paz sans jamais être soumis à aucune élection démocratique. D'après Rafael Archondo, « Le chef départemental, le groupe parlementaire et les candidats aux Conseils Municipaux furent toujours désignés par le chef (...) qui détruit depuis RTP tout autre leadership émergeant »[75].

Certes, Carlos Palenque a besoin de cadres *a priori* compétents (ayant par exemple comme Julio Mantilla une formation académique). Mais cela ne signifie pas pour autant que ceux-ci soient en mesure de faire peser une véritable menace sur son leadership. En effet, aucun leader émergent ne dispose de l'outil RTP et chaque dirigeant ne fait, aux yeux des militants, que s'élever dans le sillage du *Compadre*. C'est en d'autres termes Carlos Palenque qui est clairement identifié comme celui qui détient le pouvoir. On voit par exemple que la *Tribuna Libre* qu'anime un temps Julio Mantilla – pourtant charismatique et en termes de formation académique, plus « compétent » que Carlos Palenque – ne réussit pas à entrer en compétition avec la *Tribuna Libre* d'origine. De plus, le fait que Carlos Palenque ne cède à aucune pression des dissidents (qui contrôlent pourtant une clientèle locale[76]) tend à démontrer qu'il ne prend guère au sérieux les menaces de division du mouvement (et que son calcul s'avère exact). Seule la rupture avec Mónica Medina fait craindre au leader la mort du projet politique.

Il nous semble donc que Carlos Palenque entend simplement limiter les probabilités de défection d'un certain nombre de militants. Il peut aussi encourager

---

[73] R. Archondo, " Palenque el aniquilador ", *Presencia*, 15/9/1996.

[74] Rafael Archondo fait ici allusion au département de La Paz comme le montre la suite de l'article.

[75] R. Archondo, " CONDEPA de la catacumba al cisma ", *Cuarto Intermedio*, n°30, février 1994, Cochabamba, Bolivie, Compañía de Jesús, p.12.

[76] On pense surtout au cas de Mario Aparicio dont la dissidence a eu un coût pour CONDEPA.

l'émergence de leaders charismatiques[77] mais dans le cadre d'une stratégie visant à implanter le parti dans certaines régions en fidélisant une clientèle. Cette méthode remporte un certain succès dans le département de Potosí, grâce au travail à la fois médiatique et politique du député Johnny Plata. Ce dernier animait avec une voix grave ressemblant à celle de Carlos Palenque – au point que certaines auditrices les confondaient – une *Tribuna Libre* locale calquée sur la *Tribuna* d'origine[78]. D'après ce que nous avions pu observer en 1996, Johnny Plata travaillait également avec son épouse, militante active de CONDEPA. À l'évidence, la promotion de leaders locaux, comme le suggère pertinemment Rafael Archondo, ne saurait valoir pour le territoire pacénien qui possède déjà son caudillo (ce sont en effet principalement les habitants du département de La Paz qui se rendent à la *Tribuna*). Car ils entreraient en compétition directe avec le leader, à moins d'apparaître comme un complément de celui-ci (comme Mónica Medina). C'est aussi au sein du département de La Paz que le *Compadre* tolérera le moins les dirigeants qui échappent à son autorité non pas tant, à notre sens, pour la menace qu'ils font peser sur son propre leadership que pour les risques de désordre au sein du parti que peut entraîner leur dissidence. Étant donné que la majorité des ressources sélectives se trouvent concentrées au sein du département de La Paz, les chances de rivalités entre les cadres y sont aussi les plus fortes, ce qui conduira Carlos Palenque à renforcer son autorité.

Les cas les plus fréquents de dissidence proviennent en effet d'acteurs politiques à la tête des municipalités (c'est la cas de Mario Aparicio, Julio Mantilla ou Mónica Medina[79]), ou responsables départementaux (par exemple Gonzalo Bilbao) impliquant un certain contact avec les militants. C'est grâce à cette clientèle locale et parce qu'il contrôle une mairie (ainsi que ses ressources, donnée non négligeable) que le chef local peut faire pression sur le parti.

3. Les réseaux formels : le pouvoir du maire de El Alto

Nous avons vu que la construction du lien avec la clientèle condépiste et sa consolidation dépendait en grande partie de RTP. Peut-on dire pour autant que les médias « font l'élection », ce qui implique de poser comme donnée consensuelle que

---

[77] Notons que ce projet a pu être suggéré par Andrés Soliz Rada dont on a vu le projet de transformer CONDEPA en une " confédération de caudillos " (chapitre II).

[78] « La 'reincarnación de Palenque' candidatea para uni por CONDEPA », *La Razón*, 21/5/1997.

[79] Le cas de Mónica Medina, bien qu'elle ait également exercé les fonctions de maire, est quelque peu différent du fait de son statut de " symbole ".

leurs effets dépendent de médiateurs, comme ont pu le démontrer les équipes de l'université de Columbia, animées en particulier par Paul Lazarsfeld ? Il ressort de ces travaux que l'influence des mass-médias, pour être effective, doit être relayée par certains réseaux d'influence personnelle[80] existant au sein des groupes primaires (famille, petits groupes d'amis ou de collègues). Cette influence passe en effet par des « leaders d'opinion » qui émergent au sein de ces groupes et jouent à la fois le rôle d'agents de transmission et d'interprètes du message produit par les médias. D'où la thèse d'un flux à deux paliers de la communication (*two-step flow of communication*), impliquant une première influence des médias sur les leaders d'opinion, puis de ceux-ci sur les groupes qu'ils influencent[81]. Bien que ces études se réfèrent aux sociétés industrialisées, d'autres travaux ont révélé que les mêmes mécanismes étaient sous-jacents à l'impact des médias au sein des sociétés traditionnelles, en démontrant que leur efficacité dépendait par exemple d'une bonne connaissance des réseaux traditionnels de communication[82]. Ces découvertes tendent donc à placer l'influence des mass médias sous la dépendance de phénomènes d'un autre ordre, et en particulier de relations d'interactions au sein des petits groupes.

La construction et la consolidation du lien affectif entre RTP et les couches populaires pourraient-elles dépendre de l'action de « leaders d'opinion » ? Cette question revient à poser l'hypothèse de la constitution par la mairie d'El Alto de réseaux permettant à CONDEPA d'exercer son influence par l'intermédiaire de personnages locaux. Elle suppose en outre l'existence de personnalités émergentes au sein des groupes sociaux, susceptibles d'orienter les conduites politiques du fait de leur influence au sein de leur groupe[83]. Dans les pages suivantes, nous nous intéresserons à la construction des réseaux qui émanent de la municipalité, en montrant que leur efficacité dépend de la plus ou moins grande habileté des maires à entretenir leur clientèle.

3.1. L'interdépendance mairie/organisations de base

À El Alto, les représentants locaux des organisations de voisinage ont le pouvoir d'influencer le choix électoral. La fédération des organisations de voisinage (FEJUVE)[84]

---

[80] Nous renvoyons à l'ouvrage de Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, *Personal Influence*, Glencoe Ill, Free Press, 1955.

[81] Paul Lazarsfeld et al., *The People's Choice*, New-York, Columbia University Press, 1944.

[82] Lucian Wilmot Pye, *Communications and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

[83] Il sera question de cet aspect du lien de clientèle dans le chapitre suivant.

[84] D'après Julio Mamani C., " La FEJUVE, la COR et la Fédération de Travailleurs *Gremialistas*, Artisans et commerçants au détail canalisent à El Alto les revendications les plus importantes. Le fait qu'elles permettent

qui regroupe toutes les organisations de voisinage de la ville[85] exerce un poids déterminant sur la stabilité[86] politique de la commune alténienne. Selon l'un des anciens présidents de la FEJUVE, lorsque la mairie et la fédération n'ont pas la même couleur politique, celle-ci fait tout pour entraver le fonctionnement de celle-là, au point de déstabiliser le gouvernement municipal. Conquérir l'électorat alténien implique aussi une lutte entre partis politiques pour le contrôle de ces organisations :

« Les congrès des organisations populaires de cette ville telles que la FEJUVE, la Fédération des Travailleurs *gremialistas* et la COR sont devenus le théâtre d'intérêts partisans avant les élections municipales ou nationales »[87].

L'influence de la FEJUVE, comme nous l'avons vu, remonte à son combat pour l'autonomie d'El Alto, et même si elle n'est plus en mesure de mobiliser les foules de manière indépendante à cause de " sa politisation " – dont nous avait également fait part l'un de ses anciens présidents[88] –, elle n'en demeure pas moins un interlocuteur privilégié quelle que soit la couleur politique du maire au pouvoir, car c'est de son contrôle que dépend la possibilité de gouverner la commune. D'après un proche collaborateur d'Alberto Jiménez, maire d'El Alto de 1995 à 1999[89], son influence serait supérieure à celle de la COR, à la fédération de *gremialistas*[90] ou encore au syndicat des camionneurs [*transportistas*] parce que ces institutions apparaissent plus tardivement, sans avoir une histoire aussi indissociablement liée aux revendications d'El Alto. Il n'en demeure pas moins que ces organisations ont également le pouvoir de déstabiliser, voire de renverser

---

aux dirigeants d'être connus a conduit les partis politiques à proposer à ceux-ci de figurer sur leurs listes électorales ", cf. Julio Mamani C., " Organizaciones de El Alto avalan a candidatos ", *Presencia*, 6/3/1991.

85 Elles sont environ 316 en 1997, d'après un dirigeant de la FEJUVE.

86 En l'espace de huit ans (entre 1985 et 1992), 14 maires se sont succédés à la tête de la municipalité alténienne (en comptant les suppléants et les titulaires). La majorité d'entre eux a dû démissionner à la suite d'accusations de corruption, " El Alto : de Jaime Reyes a Flavio Clavijo ", *Presencia*, 25/12/1992.

87 Julio Mamani Conde, " El Alto en 1991: Una esperanza para dejar la administración de la pobreza ", *Presencia*, 1/6/1991. Ce même journaliste écrit dans un autre article : " La FEJUVE, la COR et la Fédération de Travailleurs *Gremialistas*, Artisans et commerçants au détail canalisent à El Alto les revendications les plus importantes. Le fait qu'elles permettent aux dirigeants d'être connus a conduit les partis politiques à proposer à ceux-ci de figurer sur leurs listes électorales ", cf. Julio Mamani C., " Organizaciones de El Alto avalan a candidatos ", *Presencia*, 6/3/1991. Il décrit dans le même article l'état des rapports de force en 1991 : " CONDEPA en utilisant les fonds de la mairie a réussi à former un front afin de contrôler la FEJUVE. De son côté, l'UCS grâce aux ressources de l'industriel [Max Fernández] a réussi à former un autre front auquel se sont ajoutés l'AP et le MNR ". Le vote des dirigeants est d'après le journaliste systématiquement manipulé, ceci caractérisant une culture politique construite sur la prébende, cf. " Permanentes cambios de correlación de fuerzas políticas ", *Presencia*, 6/3/1991.

88 Entretien avec H. Calderón, El Alto, décembre 1996.

89 Entretien avec Luciano, El Alto, 1996.

90 Les *gremiales* prennent de l'ampleur suite à la relocalisation mais, d'après certains responsables politiques de la mairie, leurs intérêts sont plus ponctuels que ceux la COR et de la FEJUVE qui pèsent davantage sur l'orientation de la politique alténienne.

[*tumbar*[91]] le gouvernement municipal. En 1989 par exemple, Wálter Vargas est le premier maire de CONDEPA à El Alto. Mais il est destitué quelques mois plus tard par le Conseil Municipal, notamment en raison de son « mépris des organisations telles que la FEJUVE, la COR-El Alto et la fédération de *gremialistas* »[92]. Le cas de figure se reproduit en 1993 avec un autre maire condépiste, Jaime Reyes, plongeant cette fois la municipalité alténienne dans le chaos. L'épisode présente pour nous l'avantage – comme toute crise – de dévoiler les règles du jeu politique alténien.

3.2. L'absence de contrôle sur les organisations de base : le « mauvais » patron

J. Reyes succède à Mario Aparicio au poste de maire. Mais de la même façon que Wálter Várgas, il n'ira pas jusqu'au bout de son mandat. La presse fait état d'un « complot » ourdi contre lui par certains membres du Conseil Municipal. L'ancien secrétaire exécutif de la COR et ex conseiller municipal, responsable de ces déclarations, accuse Mario Aparicio[93] de même que d'autres membres de CONDEPA ayant accompagné J. Reyes sur les listes électorales.

Une menace de destitution pèse sur Jaime Reyes parce qu'il se serait opposé – de même que Carlos Palenque, d'après le maire – à l'augmentation du traitement des conseillers municipaux[94] et aurait refusé de leur accorder des postes au sein de l'Administration publique. Jaime Reyes confirme la thèse du complot à son encontre quelques semaines plus tard[95]. C'est l'organisation d'un Congrès de la FEJUVE au mois d'avril 1992 qui précipite la chute du maire.

Durant ce congrès, la FEJUVE d'El Alto doit élire une nouvelle direction, ce qui conduit, comme nous l'avons vu, à la lutte entre plusieurs forces politiques pour le

---

91 Entretien avec Luciano, El Alto, décembre 1996.

92 " Concejo Municipal de El Alto suspendió al alcalde ", *Presencia*, 20/2/1990. Les conseillers municipaux reprochent également au maire son incapacité à " obtenir le financement nécessaire au progrès de la ville " et l'accusent de corruption, " Concejales de CONDEPA piden suspensión de alcalde de El Alto ", *Presencia*, 18/2/90. Le Conseil Municipal désigne alors le président du Conseil municipal, Mario Aparicio, comme successeur de Jaime Reyes. Durant son mandat, M. Aparicio sera accusé d'intromission au sein des organisations vives d'El Alto au point qu'il est amené à affirmer publiquement son respect de l'indépendance des organisations civiques et populaires, cf. " Respetamos la independencia de las organizaciones cívicas y populares ", *Hoy*, 4/1/1991. Contrairement à Wálter Várgas, Mario Aparicio commence aussi à faire pression sur la mairie de La Paz pour que celle-ci paye sa dette à El Alto, " Suspenden todos los festejos en El Alto ", *El Diario*, 4/3/1990.

93 " Según denuncia, en reuniones secretas concejales planean derrocar al alcalde Reyes ", *La Rázon*, 7/4/1992.

94 D'après ce même ex conseiller municipal, la rémunération des conseillers municipaux alténiens serait la plus élevée de Bolivie, cf. " Concejo Municipal alteño percibe las dietas más altas del país ", *La Razón*, 20/3/1992.

95 Por Cándido Tancara, " Alcalde Jaime Reyes confirma que hubo complot para destituirlo ", *Presencia*, 13/4/1992.

contrôle de la fédération. Il semble que CONDEPA ne réussisse pas à l'emporter sur l'UCS et l'AP[96]. Jaime Reyes refuse alors de reconnaître cette nouvelle direction, avec l'argument que le peuple alténien rejette des élections manipulées par certains partis politiques. Le maire tâche aussi de faire pression sur la CONALJUVE pour qu'elle organise un nouveau Congrès[97]. Ceci aboutit à la création de deux FEJUVE, dont l'une demeure sous contrôle condépiste avec à sa tête les membres de la direction qui n'avaient pas été réélus.

Les organisations alténiennes de même que le Conseil Municipal – condépistes inclus – demandent à Carlos Palenque de destituer son maire. L'un des porte-parole de celles-ci se déclare même sûr que le *Compadre* « réfléchira et acceptera les déterminations du peuple alténien afin d'éviter la détérioration de l'image de son parti »[98]. La presse parle d'une « traditionnelle lutte partisane pour le contrôle de la commune alténienne »[99]. On reproche au maire d'avoir laissé les quartiers d'El Alto à l'abandon[100]. Jaime Reyes bénéficie dans un premier temps du soutien du *Compadre,* mais la presse fait déjà état de réunions entre les dirigeants de certains partis politiques (notamment l'AP) et CONDEPA[101]. Carlos Palenque met sur pied une intense campagne radiophonique et télévisée pour prêter main-forte à J. Reyes[102]. Mais l'opposition au maire est massive : elle est dirigée par la COR, le syndicat de *matarifes*[103] et le secteur de la FEJUVE principalement contrôlé par les conseillers municipaux de l'AP[104].

La campagne du *Compadre* semble dans un premier temps rivaliser avec le contrôle de clientèles locales de la part des dirigeants des différentes institutions populaires puisque environ 10000 personnes – majoritairement des femmes – manifestent leur soutien à l'actuel maire contre les conseillers de l'UCS et de l'AP[105]. Le secrétaire exécutif de la COR déclare cependant à la presse que toutes ces femmes furent contraintes de participer à cette manifestation et qu'un grand nombre d'entre elles

---

96 " 20 juntas vecinales no creen en ninguna FEJUVE ", *La Razón*, 30/5/1992.

97 " Alcalde Reyes desconoció nueva directiva de FEJUVE ", *La Razón*, 4/5/1992.

98 " Se cumple plazo otorgado por Asamblea de la Alteñidad para renuncia del alcalde ", *Hoy*, 7/7/1992.

99 " La crisis permanente de Alcaldía de El Alto ", *Última Hora*, 7/7/1992.

100 " Trabajadores dan ultimátum al alcalde Jaime Reyes ", *El Diario*, 4/7/1992.

101 " La crisis permanente de Alcaldía de El Alto ", *Última Hora*, 7/7/1992.

102 *Idem.*

103 Ce syndicat affilié à la fédération des *gremialistas* regroupe environ 4500 travailleurs du secteur de l'équarrissage. Il est alors, selon le quotidien *Presencia*, contrôlé par l'UCS, " Se agudiza pugna política por control de la Alcaldía alteña ", *Presencia*, 8/7/1992.

104 " Se agudiza pugna política por control de la Alcaldía alteña ", *Presencia*, 8/7/1992.

105 " Manifestantes pidieron la renuncia de los concejales ", *El Diario*, 9/7/1992.

furent envoyées de La Paz pour grossir le nombre des manifestants[106]. Mais le fait que des représentants de la COR reprochent en même temps la partialité de RTP qui prend la défense de Jaime Reyes[107], laisse supposer que la méthode est efficace. Le journal *Presencia* met aussi en évidence le conflit entre deux médias : RTP et *radio Integración*, proche de l'UCS[108].

CONDEPA finit par négocier avec les autres forces politiques et sacrifie Jaime Reyes, à condition de ne pas perdre la mairie. El Alto fonctionne un temps avec deux maires, l'un désigné par le Conseil Municipal, membre de l'UCS et Jaime Reyes qui refuse de démissionner[109]. Même si ce type de conflit est permis par le système électoral bolivien lorsque le maire ne bénéficie plus du soutien du Conseil Municipal[110] et qu'il se produit aussi dans d'autres municipalités du pays (La Paz ou encore Cochabamba)[111], la spécificité du cas alténien est de mener à des affrontements violents[112].

Le nouveau maire de l'UCS est investi de ses fonctions. Les militants des deux camps (CONDEPA contre l'UCS) se livrent aussi dans les quartiers à une guerre de rue, avec comme enjeu principal le contrôle des emplois dépendant de la municipalité. La rencontre entre les deux manifestations à proximité de la mairie donne lieu à des jets de pierres et à des vociférations : « défense du système démocratique » du côté des condépistes et « lutte contre la corruption de la gestion précédente » de la part des UCSistes. Le bilan est de six blessés. C'est CONDEPA qui semble sortir vainqueur de cet affrontement entre militants[113] et ce grâce, une fois de plus, à l'utilisation de RTP. Il semble en effet que les condépistes de La Paz et d'El Alto dépassent en nombre les UCSistes. Le conflit s'étend aux différents quartiers où les militants se livrent à de la propagande politique, en échangeant des insultes et en dénigrant chacun des deux leaders. Plus sérieusement, les militants de CONDEPA observent une grève de la faim dans la mairie afin de protester contre l'éviction de Jaime Reyes. Une fois de plus, ce sont les femmes – et plus exactement les femmes *de pollera* – qui semblent les plus enclines à

---

106 " Manifestantes pidieron la renuncia de los concejales ", *El Diario*, 9/7/1992.

107 " COR denuncia manejo parcializado del sistema de Radio Televisión Popular ", *Hoy*, 14/7/1992.

108 " Saldos del conflicto por el control de la alcaldía ", *Presencia*, 5/8/1992.

109 " Dos alcaldes en El Alto ", *Presencia*, 23/7/1992.

110 Ce qui est intéressant ici, c'est que même les conseillers municipaux de CONDEPA se liguent contre Jaime Reyes alors que Carlos Palenque déclare dans un premier temps publiquement soutenir le maire condépiste.

111 Le même type de rapports est observé notamment à Cochabamba, cf. " Cuadrilátero de las pugnas políticas ", *El Mundo*, 24/7/1992.

112 " Problemas en gobiernos municipales ", *Los Tiempos*, 25/7/1992.

113 " Compadres y cerveceros hicieron llover piedras en El Alto ", *La Razón*, 28/7/1992.

radicaliser leur mouvement. Les 80 femmes en grève de la faim depuis une semaine se déclarent prêtes à entamer également une grève de la soif et à avoir recours à la crucifixion. Face aux rumeurs de militantes en réalité à la solde du maire, l'une d'entre elles déclare à un journaliste, avec les larmes aux yeux : « La population est contre nous, elle croit que nous mangeons des poulets ou que nous sommes payées par le maire Reyes. Ce sont des mensonges. Notre grève de la faim est sincère »[114].

Jaime Reyes finit par accepter d'abandonner son poste et c'est Flavio Clavijo qui prend les rênes de la municipalité. La presse fait état d'un accord conclu entre les différentes forces politiques en présence, qui aurait permis à CONDEPA de conserver le contrôle de la municipalité. Mais les principaux négociateurs mentionnent un intérêt strictement institutionnel[115].

3.3. Le contrôle sur les organisations de base : le « bon » patron

En 1996, tous les responsables politiques que nous avons pu interroger au sein de la mairie d'El Alto, s'accordent sur le fait qu'il est impératif de négocier avec chacune de ces institutions, et, selon un conseiller municipal, de « s'occuper » de ces dirigeants[116], de leur offrir des parts de pouvoir.

D'après le même collaborateur d'Alberto Jiménez, Luciano, le retour à la démocratie a eu un effet démobilisateur en atténuant les rapports de force, et il n'a pu qu'encourager la sinécure[117], « l'intérêt », « le calcul », des pratiques clientélaires que cet ancien syndicaliste place à la base du système démocratique. La FEJUVE a dès lors perdu son pouvoir de mobilisation[118]. Ses causes sont désormais celles de la mairie (davantage d'autonomie et de crédits pour El Alto) et, inversement, la mairie a besoin des réseaux de la FEJUVE pour consolider sa clientèle (l'enjeu étant de contrôler le plus grand nombre de quartiers).

---

[114] Tout cet épisode est décrit par un journaliste du quotidien *La Razón*, " Un alcalde para todas 80 mujeres dispuestas a privarse del agua para respaldar a Jaime Reyes ", *La Razón*, 29/7/1992.

[115] " Posesionado nuevo Alcalde de El Alto ", *Última Hora*, 4/8/1992.

[116] Entretien avec David Foronda, conseiller municipal à la mairie de El Alto,16/12/1996.

[117] Luis Vásquez, héritant d'une mairie contrôlée par l'ADN, parlait déjà d'en " moraliser " le fonctionnement cf. " Alcalde de El Alto Luis Vásquez : Vamos a moralizar y desburocratizar la alcaldía ", *Hoy*, 7/2/1988.

[118] " La FEJUVE a perdu sa capacité de mobilisation, elle a cessé d'être contestataire, le système lui-même, la démocratie elle-même donne l'impression de nous avoir enlevé nos bannières de lutte, de combat. Ce n'est plus comme sous la dictature où il fallait mobiliser les gens quels qu'en soient les risques. Maintenant, en démocratie, c'est un peu plus intéressé, calculé si l'on peut dire, et donc la FEJUVE a perdu sa capacité de mobilisation. Il y a environ trois ou quatre ans, nous avons pu mobiliser avec Flavio deux ou trois fois les gens pour une manifestation gigantesque d'ici à la place Murillo, en exigeant de l'argent pour la mairie ". Entretien avec Luciano, El Alto, décembre 1996. Comme en témoigne l'allusion finale au prédécesseur de A. Jiménez,

Comme la mairie en tant qu'institution ne saurait s'immiscer directement dans les affaires de la FEJUVE, le parti a mis en place un « bras politique » : le *Consejo vecinal patriótico*[119] chargé de négocier avec les différents chefs de la FEJUVE, l'essentiel étant pour CONDEPA d'avoir au sein de la fédération une présence majoritaire[120] et de contrôler son président. Si cette condition est remplie, la FEJUVE peut légitimement être tenue pour le « bras civique » du parti (d'après l'expression consacrée). Selon l'un des bras droit d'Alberto Jiménez, ce contrôle s'exerce de la manière suivante :

« Soyons honnêtes ; le soutien qu'on leur apporte [aux différents responsables de la Fédération] est économique. Avec Flavio[121], on les payait, actuellement aussi, un peu moins, mais si le terme convient *un peu plus légalement*. Ce que nous avons fait avec X qui est des nôtres [à entendre : qui est condépiste], qui est à la tête de la FEJUVE [en 1997], on en a fait un de nos conseillers municipaux. Au départ il gagnait 700 bs, plus ou moins, maintenant il en gagne 2000. Donc il nous est redevable. Avec le reste de nos militants qui font partie de la FEJUVE, on paye ceux qui nous le demandent, d'autres sollicitent des travaux d'infrastructure et on les leur accorde, d'autres encore ne veulent ni l'un ni l'autre mais seulement un kiosque ou un étal au marché, on les aide, il y a plusieurs sortes d'aide, plusieurs manières " de conquérir les gens ". Si nous ne faisons pas cela, les gens s'en vont, ils peuvent changer de parti selon leur convenance. Il faut étudier de quelle manière les contrôler. C'est un peu ce dont je me charge ici avec le maire »[122].

Comme nous le confiait ce responsable politique, contenter tout le monde n'est pas chose aisée, car il n'existe aucune garantie que ces règles du jeu fondées sur le compromis soient unanimement respectées : certains militants appartenant à l'une des ramifications locales de la FEJUVE obtiennent leur poste à la mairie, puis quittent la fédération sans rétribuer CONDEPA en termes de « propagande ». C'est également ce qui fait que ce dirigeant est partisan d'une rétribution du militantisme en fonction des résultats obtenus aux différentes élections[123] et d'un meilleur « contrôle » du parti sur ses pions, puisque rien n'oblige les différents dirigeants locaux à la solde de la municipalité de s'acquitter de leurs engagements. En revanche, lorsque la FEJUVE se dote d'un Président condépiste, c'est à lui qu'il incombe de gérer par l'intermédiaire de ses représentants locaux le mécontentement des électeurs de base (dirigés vers ces derniers) lorsque la mairie ne développe pas l'infrastructure promise dans certaines urbanisations. Il

---

la perte de la capacité de mobilisation sous ce dernier semble également due à son moindre respect de la nouvelle donne démocratique faite " d'intérêts " et de " calcul ".

[119] Le Conseil patriotique des quartiers.

[120] D'après D. Foronda, plus de 50% des membres de la Fédération étaient condépistes en 1997.

[121] Flavio Clavijo dirige la mairie d'El Alto de 1993 à 1995.

[122] Entretien avec un responsable politique de la mairie, le 6/1/97.

[123] À condition que ces résultats dépendent effectivement du travail des responsables locaux mis en cause.

s'agit d'une relation d'interdépendance, mais au sein de laquelle l'une des parties – le gouvernement municipal – occupe la position la plus désavantageuse, car la perte de crédibilité des représentants de la FEJUVE affiliés à CONDEPA peut ternir l'image du parti à El Alto.

L'efficacité de ce contrôle (et par extension la stabilité du pouvoir municipal) va donc dépendre en grande partie de l'habileté du maire[124], un talent que Luciano reconnaît surtout à Flavio Clavijo, dont il fut aussi le collaborateur. Selon notre informateur, A. Jiménez est beaucoup trop soucieux de « changer l'image » laissée par F. Clavijo dont la qualité principale est d'avoir encouragé le clientélisme en « entrant en contact avec toutes les organisations de la ville d'El Alto, sans exception, même avec les gens qui n'étaient pas des nôtres », alors que les mandats de Jiménez se caractérisent, d'après Luciano, par un plus grand recours à la « légalité ». Il faut entendre par ce terme que les sinécures semblent désormais plus ciblées et limitées de préférence à l'attribution de postes contrôlés par la mairie. Au contraire, durant les deux mandats de Flavio Clavijo, « les principaux dirigeants de toutes les organisations recevaient un salaire »[125].

Dès qu'il remplace Jaime Reyes, l'objectif de F.Clavijo est d'œuvrer à la réunification de toutes les organisations alténiennes qui sont alors divisées[126] en deux camps irréconciliables qui répondent aux instructions de trois partis : l'UCS, l'AP et CONDEPA[127]. En mars 1993, F.Clavijo semble avoir obtenu l'unité de toutes ces forces sociales, principalement la FEJUVE et les *gremialistas* et c'est durant ses mandats qu'est promulguée la loi de co-participation, ce qui prouve que la pression sur le gouvernement a su être suffisamment concertée (entre les différentes institutions populaires) pour être efficace[128]. Lors de l'élection municipale de 1993, CONDEPA remporte à El Alto sa victoire la plus importante (57,7% des suffrages), à savoir neuf conseillers municipaux au lieu des cinq précédemment obtenus en 1991. La majorité des conseillers élus provient du monde syndical ou ont été dirigeants de la FEJUVE[129].

---

124 Au sujet des accusations de népotisme et de corruption portées à l'encontre de Mario Aparicio, nous renvoyons aux articles suivants : " Corrupción en la Alcaldía de El Alto ", *Presencia*, 7/10/1991 ; " Revelan existencia de 130 funcionarios " fantasmas " ", *La Razón*, 17/3/1992.

125 " En vérité, Flavio a quelque peu manipulé les gens avec les prébendes puisque toutes les organisations, ainsi que les principaux dirigeants avaient alors leur salaire. Maintenant le maire leur dit : "Je vais vous rétribuer, mais travaillez, faites ceci, faites cela, de cette façon, je vous rétribuerai de façon *légale*". Au contraire, Flavio leur donnait en échange de rien ", second entretien avec Luciano, El Alto, janvier 1997.

126 " Alcalde Clavijo propone reunificar todas las organizaciones altéñas ", *El Diario*, 5/8/1992.

127 " Clavijo promete luchar por reunificación de las entidades vecinales y sindicales ", *Hoy*, 9/8/1992.

128 " El Alcalde Flavio Clavijo : La unidad de las fuerzas sociales es lo principal ", *La Razón*, 7/3/1993. Nous renvoyons pour cette loi au chapitre III.

129 " CONDEPA domina El Alto de la mano de sindicalistas ", *La Razón*, 3/1/1994.

Au cours d'une interview, Flavio Clavijo décrit en ces termes les qualités d'un « bon » maire : « Travailler habilement, ménager la chèvre et le chou [*dar la mano a moros y cristianos*] et faire partie du peuple ». Le journaliste l'interroge : « Et vous faites preuve de ces qualités ? ». F.Clavijo répond : « Je crois que oui, parce que je suis d'une origine modeste et je me suis dépassé jusqu'à en arriver où je suis »[130].

F.Clavijo incarne à lui seul le message de CONDEPA d'élévation sociale à la force du poignet. Originaire de la province *Camacho* du département de La Paz, il débute sa carrière comme balayeur de l'entreprise *Said*. Puis il devient délégué syndical d'une section de l'entreprise réputée « la plus difficile », mais F.Clavijo déclare à ce sujet : « J'ai tenu le coup ». Il prend ensuite la tête du syndicat jusqu'à intégrer la *Central Obrera Departamental* (COD)[131]. Membre du PCB durant vingt ans, il le quitte pour CONDEPA à la suite d'une rupture au sein du PCB entre deux courants, l'un – dont il se réclame – plus radical que l'autre[132].

3.4. L'influence relative des leaders d'opinion

Si les réseaux de CONDEPA apparaissent effectivement comme le ciment de la stabilité de la commune alténienne, suffisent-ils à expliquer la relative constance du vote pour ce parti à El Alto?

Le fait que les représentants locaux de la FEJUVE appartiennent à CONDEPA les convertit en « leaders d'opinion » potentiels pouvant exercer une influence sur le choix électoral des habitants des différents quartiers dont ils canalisent les doléances en direction de la mairie. Se reproduisent à un niveau microsociologique les mêmes rapports clientélaires définissant le fonctionnement général d'El Alto : les Alténiens élisent au sein de leur quartier un représentant et sont rétribués principalement en termes d'infrastructure (nouveau terrain de football, nouveau marché pour peu que le quartier dispose déjà de l'infrastructure minimale : adduction d'eau, tout-à-l'égout). C'est à la fois du dynamisme et de l'habileté de ces représentants locaux dont dépend l'amélioration des conditions de vie de leur zone, les travaux effectués démontrant que CONDEPA travaille pour El Alto, ce qui ne peut que favoriser le vote pour le parti. Un conseiller municipal ira même jusqu'à dire que les travaux d'infrastructure réalisés par la mairie dans les différents quartiers

---

[130] Entretien avec Flavio Clavijo, *Hoy*, 27/5/1993. Notons qu'Alberto Jiménez apparaît également comme un personnage politique ayant progressivement gravi les échelons au sein de CONDEPA : " J'ai commencé dans cette mairie à un niveau très très bas. J'ai été directeur des voies de communication urbaine, ce qui correspond au sein de la mairie au niveau le plus bas de l'échelle administrative ". Entretien avec Alberto Jiménez, El Alto, 16/12/96.

[131] Centrale Ouvrière Départementale.

[132] Entretien avec Flavio Clavijo, El Alto, 1995.

suffisent à motiver le vote pour le parti, indépendamment de la couleur politique des dirigeants de la FEJUVE.

En réalité, cela ne fonctionne qu'en règle générale, variant au contraire souvent en fonction des caractéristiques de chaque quartier. On peut en dire autant de l'influence qu'un représentant local de la FEJUVE affilié à CONDEPA est susceptible d'exercer sur le choix électoral des habitants de sa zone, dont il est un interlocuteur privilégié. Le bras droit d'Alberto Jiménez souligne cette réception non uniforme du message partisan à El Alto :

« Dans la zone nord[133], c'est un contrôle, je ne dirais pas de l'association de quartiers en tant que telle, mais ce sont les gens qui par affection, à cause du charisme du *Compadre*, obéissent aveuglément. On observe un phénomène. Au nord, on fait peu de travaux et c'est là que les gens soutiennent le plus le parti. Dans la zone centrale[134], l'appui n'est pas aussi fort, on fait des travaux et dans certains cas comme dans celui de *Ciudad Satélite*, les gens ne suivent pas [*no contestan*] »[135].

Malgré les travaux de la mairie, certaines urbanisations (*ciudad Satélite*[136] ou encore *villa Adela*) demeurent réfractaires au discours du *Compadre*, ce qu'Alberto Jiménez confirme en déclarant que « la réalisation de travaux n'est pas un critère susceptible d'expliquer le vote »[137] (et il cite le cas du quartier de *Puerto Mejillones*).

Dans d'autres urbanisations (comme *villa Mercurio*[138]), le contrôle des représentants locaux de la FEJUVE ne garantit nullement le soutien au parti, ce que le bras droit du maire explique par les effets de « l'idiosyncrasie »[139]. Ce déterminant social sous-entend le clivage entre deux mondes : celui des gens dont la majorité « vient d'en bas » [de La Paz] et entend se distinguer de la représentation qu'ils se font des électeurs de CONDEPA assimilés à des « gens *de pollera* qui ne pensent pas »[140].

Au nord, la logique semble être toute autre. Même si la plupart des organisations de voisinage sont contrôlées par CONDEPA, le pragmatique collaborateur du maire nous

---

[133] Ce qui correspond aux circonscriptions 13 et 16.

[134] Nous renvoyons pour le découpage d'El Alto en zones au chapitre III.

[135] Second entretien avec Luciano, El Alto, janvier 1997.

[136] Voir la carte III-9, chapitre III. Au sujet de cette zone, un conseiller municipal nous avait déclaré : " Nous avons beaucoup de gens de *Ciudad Satélite* qui travaillent à la mairie mais nous ne voyons pas de retour, de travail politique ", mairie d'El Alto, le 6/1/97.

[137] Entretien avec Alberto Jiménez, El Alto, 16/12/1996.

[138] Rappelons que cette urbanisation située à l'extrême nord d'El Alto présente un comportement électoral atypique comparé aux urbanisations l'entourant.

[139] Ces effets sociaux sont abordés dans le chapitre III.

[140] C'est ainsi qu'une personne que nous avions interrogée au cours de notre enquête avait défini les électeurs condépistes, El Alto, mai-juin 1997.

affirme que ce contrôle n'a aucune influence sur un électorat de toute façon pétri par le message que le *Compadre* « bombarde tous les jours à la *Tribuna* ».

Notre hypothèse est que le contrôle par CONDEPA des présidents des organisations de voisinage a essentiellement un effet de renforcement sur le vote, en contribuant à la consolidation du lien avec le *Compadre*, ce qui contribue à expliquer la fidélité de l'électorat au parti. Il apparaît en effet que, ni le développement de l'infrastructure d'El Alto, ni le travail de propagande des représentants locaux de la FEJUVE ne suffisent à expliquer le caractère captif de la clientèle condépiste[141], même si ces deux impératifs de la politique municipale peuvent ponctuellement accroître le soutien à CONDEPA. En effet, la progression de CONDEPA dans des quartiers réputés imprenables semble dépendre de l'efficacité de Flavio Clavijo qui a su tirer parti de ses réseaux au sein du monde syndical et ouvrier, en offrant des pots-de-vin aux dirigeants de toutes les institutions alténiennes[142] et en s'entourant de collaborateurs à la fois influents (« leaders d'opinion ») et efficaces (c'est-à-dire rétribuant comme il se doit le parti)[143]. Certaines pratiques clientélaires sont donc susceptibles d'atténuer les effets de l' « idiosyncrasie », même dans des quartiers tels que *Ciudad Satélite*[144]. D'après un ancien conseiller municipal, F.Clavijo aurait de surcroît multiplié, dans cette zone, les

---

[141] Les déterminants sociaux, comme nous l'avons vu, ont souvent moins d'impact que certaines allégeances.

[142] D'après Luciano qui doit son premier poste à la mairie à Flavio Clavijo dont il partage le passé de syndicaliste : " Flavio est une personne qui connaît mieux qui quiconque les problèmes des ouvriers, et il a su agir habilement en tant que maire [*manejar muy bien su periodo en la alcaldía*]. La première chose qu'il ait faite fut d'entrer en contact avec les dirigeants à tous les niveaux, en donnant priorité aux présidents des organisations de voisinage, puis avec les *gremiales*. Ensuite, il est entré en contact avec les camionneurs que Flavio a même soutenus au point de donner à l'un d'entre eux qui s'appelait Freddy Bautista un poste de conseiller municipal ". David Foronda, alors conseiller municipal à El Alto, va dans le sens de ces informations lors d'un entretien en y ajoutant que les camionneurs fournissaient par conséquent tous les véhicules nécessaires à la campagne " afin de déplacer les gens d'un endroit à l'autre " (notamment pour les manifestations). Entretien avec D. Foronda, El Alto, 16/12/96.

[143] D'après Luciano, les résultats électoraux les plus élevés qu'obtient CONDEPA aux élections municipales de 1993 dans l'une des urbanisations traditionnellement peu encline à soutenir le parti – *Pedro Domingo Murillo* – sont dus au travail d'une dirigeante *gremialista* (ancienne femme de mineur dirigeante du comité des femmes au foyer de Colquiri), élue à deux reprises conseillère municipale et qui contrôlait à cette époque les *gremiales* : " en plus de contrôler les *gremiales*, elle dirigeait [*manejaba*] le Conseil National patriotique, elle donnait même de son argent, parmi les conseillers municipaux que j'ai connus, elle a dû être l'une des seules prête à se mettre elle-même au travail afin de conquérir une association [*junta*] ou une organisation de *gremiales*, elle était de cette zone et elle y a fait un excellent travail". C'est ici à la fois l'implication de cette femme dans son quartier et sa grande expérience qui expliquent son efficacité auprès des bases.

[144] Lors de l'élection municipale de 1993, CONDEPA remporte en effet dans cet ensemble de quartiers (290, 300, 301, 310, 311) environ 30% des suffrages d'après nos estimations (nous avons effectué ce calcul à partir des suffrages valides, comme il est coutume dans les travaux boliviens et non à partir des suffrages exprimés). Les résultats antérieurs avaient été inférieurs à 20%, d'après les résultats électoraux obtenus auprès de la *Corte Electoral Departamental de La Paz*.

travaux d'infrastructure[145] au détriment d'urbanisations acquises à CONDEPA, et de ce fait totalement laissées à l'abandon.

À l'inverse (pour illustrer cette fois les facteurs concourant à la remise en question de l'adhésion au parti), tous les responsables municipaux interrogés au sujet de la baisse du vote pour CONDEPA en 1995 mettent celle-ci sur le compte des accusations de corruption pesant sur le maire. D'après un ancien conseiller municipal, chargé de campagne en 1995, la diffusion dans chaque zone[146]d'un rapport accusant le maire de corruption de la part des partis adverses aurait contribué à expliquer la baisse enregistrée par le parti à l'élection municipale de 1995[147].

Enfin, la couleur politique de certains quartiers ne s'explique parfois que par l'influence personnelle du lotisseur de la zone auquel les habitants se sentent redevables du privilège de trouver un logement. Le quartier de *Cosmos 79* (371) aurait ainsi été le fief de l'ADN avant les scrutins national et municipal de 1993, où CONDEPA réussit à y étendre son influence[148].

L'allégeance de certains quartiers à un parti peut également résulter d'une appartenance politique antérieure à la migration. C'est ainsi par exemple que le MIR, ayant développé une forte propagande dans les secteurs miniers, se retrouve très présent dans le quartier de *Quiswaras* qui compte une majorité d'anciens mineurs « relocalisés »[149]. Selon certains fonctionnaires municipaux, c'est ce qui explique le score de ce parti lors des premières élections alténiennes. De même, dans les urbanisations de mineurs *Santiago II* et *12 de octubre*, le soutien au MIR semble se transmettre de génération en génération. Selon J.-F. Médard, si le lien de clientèle est bien une « relation inégale d'échange et de réciprocité », « il comprend [aussi] une dimension affective »[150], les clients politiques pouvant se sentir attachés à un parti ayant été à un moment donné

---

145 Entretien avec Hernán Lopez, ancien conseiller municipal, El Alto, février 1997. Rappelons que cette zone est la mieux dotée en matière de services de base (assainissement, transports, électricité, eau potable, tout-à-l'égout).

146 Entretien avec Hernán Lopez, ancien conseiller municipal, El Alto, février 1997.

147 Cf. le tableau III-1, chapitre III.

148 " C'est Untel qui fut le lotisseur de cette zone qu'il a de ce fait commencé à contrôler par l'intermédiaire des dirigeants. Il a investi de l'argent, il a mobilisé les gens et le fruit de ce travail a été le vote obtenu par l'ADN, étant donné que le lotisseur avait obtenu de ce parti un poste de conseiller municipal (...) ", entretien avec Luciano, El Alto, décembre 1996.

149 Selon la présidente de la *Junta*, Fermina Chambi, le MIR avait réussi à remporter les élections dans la zone de *Quiswaras* grâce aux travaux d'infrastructure offerts par les candidats locaux en personne : " Une année, ces dirigeants ministes, alors qu'il ne restait qu'un jour avant les élections, ont fait creuser des tranchées d'écoulement. L'un d'entre eux a dit : " Je vais installer demain sans faute l'eau courante et les gens y ont cru et ont dit " ah, eh bien nous voterons tous pour le MIR, nous allons avoir de l'eau ". Ils ont voté et c'est la première fois que le MIR a gagné ici ". Entretien avec Fermina Chambi, El Alto, décembre 1996.

pourvoyeur d'avantages nouveaux ou de droits nouveaux pour un groupe social donné. L'exemple le plus emblématique de ce type d'allégeance en Bolivie est le lien unissant encore les paysans du haut-plateau au MNR, du fait des réformes amenées par la Révolution de 1952. Il se pourrait que ce même type de lien soit en partie explicatif du soutien inconditionnel des *cholas* – en général guère politisées – à CONDEPA.

En conclusion, il semble se dégager de ces témoignages deux grands types de logiques électorales d'ordre clientélaire : l'une résultant des pratiques du gouvernement municipal susceptibles de faire fluctuer le pourcentage de votants ou impliquant d'autres formes d'allégeances, l'autre beaucoup plus insaisissable, que certains responsables municipaux font découler de dispositions particulières à l'origine du lien inconditionnel entre le *Compadre* et un certain nombre d'électeurs. Il semble que le clientélisme tel que le pratique la mairie d'El Alto n'intervienne pas alors dans l'explication du vote pour CONDEPA (il n'en sera pas forcément de même d'une autre forme de lien clientélaire tel que le compérage). Alberto Jiménez soutenait en 1996 qu' « à El Alto, les candidats ne gagnent pas par eux-mêmes mais grâce à l'image du caudillo, du leader »[151]. Et il précisait sur notre demande : « que les élections soient municipales ou nationales ». Pour lui, il est même possible que l'influence de Flavio Clavijo ne soit en réalité due qu'à l'impact de Carlos Palenque, puisque comment expliquer autrement que « Flavio Clavijo remporte à nouveau les élections malgré ses problèmes liés à un mauvais usage des fonds de la commune » ?[152] En effet, si le vote pour CONDEPA aux élections municipales de 1995 enregistre une baisse relative par rapport aux précédentes, El Alto n'en demeure pas moins le bastion du parti.

---

[150] J.-F. Médard, "Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique", *Revue française de sciences politiques*, 26-1, 1976, p.103-131.

[151] Entretien avec Alberto Jiménez, El Alto, 16/12/96.

[152] Jiménez mentionne néanmoins parmi les facteurs ayant pu peser dans cette victoire le travail des hommes de terrain attachés à CONDEPA, Entretien avec Alberto Jiménez, El Alto, 16/12/96.

Chapitre VIII

Le *compadrazgo* : un lien de clientèle

Malgré l'importance de la bibliographie théorique sur le clientélisme, le don et le contre-don andin, il n'existe pratiquement aucune étude qui met en évidence la parenté entre le clientélisme et le compérage[1], c'est-à-dire qui présente cette institution comme une relation de pouvoir inégalitaire – entre un patron et des clients. En Bolivie, le thème ne semble faire recette qu'en tant que rituel catholique principalement appréhendé en milieu rural[2]. À l'origine, l'institution du compérage permet en effet de lier « trois individus ou groupes d'individus. Ce sont : premièrement un initié, normalement un enfant ; deuxièmement les parents de l'initié ; le ou les parents cérémoniels de l'initié »[3]. Comme l'écrit Jean-Pierre Lavaud, le terme de compérage indique que l'accent est plutôt mis sur le lien entre les parents du filleul et les parrains, qu'il est en ce sens plus rituel (S.W. Mintz et E.R. Wolf) que spirituel, et qu'il a pour fonction principale la constitution d'un réseau d'alliances sûres. Les couches populaires et urbaines tendraient à rechercher l'aide que peut apporter le parrain parce qu'elle permet le progrès du bénéficiaire dans l'échelle sociale en impliquant une relation foncièrement inégalitaire, et désirée comme telle, entre celui qui tient lieu de patron et son client. C'est bien la position sociale du futur compère qui détermine son choix. Inversement, avoir un nombre illimité de filleuls et par conséquent de compères fait partie de l'étiquette sociale d'un individu, qui en acceptant d'être nommé parrain accroît son prestige, son autorité, mais également sa clientèle si l'on considère que le lien crée une série d'obligations chez l'une comme l'autre partie. L'institution est donc susceptible de jouer un rôle politique en permettant le renforcement et l'expansion des liens de clientèle.

L'étude du condépisme pose la question du lien entre compérage et politique puisqu'on peut supposer que l'instrumentalisation de l'institution permet « la constitution,

---

[1] La seule étude établissant ce lien est celle de Jean-Pierre Lavaud qui écrit : « Si nous définissons la relation patron-client comme une relation telle que le patron est censé protéger et aider son client en échange de services divers et d'une fidélité le plus souvent inconditionnelle, la parenté entre les deux relations est évidente », in, Jean Pierre Lavaud, « Compérage, stratification sociale et rapports de pouvoir : une enquête à la Paz », Cahiers des Amériques Latines, Service des Publications IHEAL, 13-14, 1976, p.108.

[2] Cf. la communication de Javier Albó : *Esposos, suegros y padrinos entre los aymaras*, citée par Jean-Pierre Lavaud, *op.cit.*

[3] S.W. Mintz et E.R. Wolf cités par Jean-Pierre Lavaud, *ibid.*

le maintien et le renforcement de noyaux de pouvoir »[4], lorsque le lien entre le *Compadre* Palenque et des filleuls est formalisé. C'est notamment le cas lorsque le leader est appelé à parrainer l'entrée dans la vie active de futurs bacheliers (ce que l'on nomme le parrainage de *promoción*). Les filleuls du *Compadre* Palenque, tout comme ses compères (parents de ceux-ci), sont susceptibles de bénéficier de son appui : c'est le parrain qui est censé élever les filleuls (ce que Lavaud présente comme la partie visible de l'iceberg). Certains fonctionnaires municipaux nous avaient rapporté que Flavio Clavijo et son épouse avaient pour clientèle un nombre démesuré de compères à El Alto. Bien que nous n'ayons pas pu la vérifier, l'information nous semble plausible dès lors qu'elle concerne *a priori* l'ensemble de la classe politique ou autres personnalités publiques[5]. Elle ne relève pas d'une spécificité du condépisme.

L'instrumentalisation de l'institution par le *Compadre* présente en revanche la nouveauté de mettre en scène au quotidien, de rendre visible, une relation d'ordre avant tout symbolique (nous entendons par là non formalisée) que Carlos Palenque met en relation avec sa conception du rôle de RTP. Pour le leader, le compérage se présente comme une relation « d'égal à égal »[6], qui cherche à établir un lien de proximité entre *compadres*, membres d'une même famille. D'où « la nécessité d'implanter un 'parrainage' à travers l'écran de télévision et la radio, ce qui a été à l'origine du 'compérage' entre l'émetteur et le récepteur ». C'est aussi ce « compérage » qui confère une partie de son sens à l'expression de « communication alternative » telle que la conçoit le *Compadre*, puisqu'il part du principe que les portes de RTP « sont ouvertes à tous »[7]. Le caractère informel du lien pourrait laisser supposer que l'obligation morale inhérente à l'institution[8] n'est plus aussi évidente. Dans ce cas, de quelle façon le lien de compérage instrumentalisé par le *Compadre* contribue-t-il à la consolidation d'une clientèle ? Cette « idéologie de l'amitié »[9] ne recouvre-t-elle pas au contraire une « idéologie de la séniorité »[10] ? Cette question implique que nous nous intéressions à la forme particulière

---

[4] Jean-Pierre Lavaud, *ibid.*, p.122.

[5] Notamment Verónica Palenque qui fut fortement sollicitée dès qu'elle acquit une visibilité politique, de même Adolfo Paco.

[6] « Populismo: entre palabras y realidades », *Última Hora*, 29/09/1990.

[7] Pour toutes les dernières citations, cf. l'entretien avec le candidat de Conciencia de Patria, « CONDEPA durará 40 años », *El Diario*, 27/02/1989.

[8] Jean-Pierre Lavaud, *art. cit.*, p.105.

[9] Pour prendre l'expression de Larissa Lomnitz qui a mis en évidence un lien de compérage égalitaire au sein des classes moyennes chiliennes. Cf. Larissa Lomnitz, *Redes sociales, cultura y poder: ensayos de antropología latinoamericana*, México, FLACSO, 1994.

[10] Richard Banégas, « "Bouffer l'argent." Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *op.cit.*

d'expression de l'échange qui peut trahir la façon dont sont pensés les rapports de pouvoir. Nous verrons également de quelle manière l'institution telle qu'en fait usage le *Compadre* réussit à être efficace en s'appuyant sur des solidarités existantes. Le parrain aurait-il par exemple de l'influence sur l'opinion politique de son compère ?

1. Compérage et rapports de pouvoir

1.1. Un rapport inégalitaire

Dans l'hypothèse de mettre en évidence une inégalité objective entre parrain et compère, nous avions posé aux Alténiens une série de questions concernant leur « compère préféré »[11] dont nous attendions à la fois qu'elles permettent une référence à une relation non seulement concrète mais idéale. La comparaison entre la CSP du parrain sollicité (la personne interrogée à laquelle nous avions préalablement demandé si elle avait fait baptiser son ou ses enfant(s)) et celle du compère montre au contraire qu'il n'existe pas de véritable distance sociale entre les deux comme l'atteste le tableau suivant (tableau 1). En effet, lorsque les individus interrogés occupent les emplois qui requièrent le niveau d'études le plus élevé, leur compère préféré tend également à se situer à un même niveau socioprofessionnel.

Tableau VIII - 1

Profession du compère en fonction de la profession du parrain (%)[12]

	La profession du compère figure parmi les plus qualifiées	La profession du compère figure parmi les moins qualifiées	Total (effectifs)
La profession du parrain figure parmi les moins qualifiées	37,3	62,7	100 (126)
La profession du parrain figure parmi les plus qualifiées	58,1	41,9	100 (203)
Total (effectifs)	50,2 (165)	49,8 (164)	100 (329)

[11] Au cours de notre enquête, nous expliquions à chaque personne interrogée que la question portait sur l'un des parrains qu'ils avaient pu solliciter (et non par lequel ils avaient eux-mêmes été sollicités) pour l'un de leurs enfants au moins.

[12] Ceci revient à croiser les niveaux d'études respectifs du parrain et du compère étant donné que nous avons regroupé sous l'une et l'autre rubrique (professions les plus qualifiées / professions les moins qualifiées) les CSP qui requièrent le niveau d'études le plus faible (suivant la classification de celles-ci retenue par l'INE). Nous n'avions pas posé au compère la question du niveau d'études de son parrain pour laquelle nous aurions obtenu des réponses probablement moins fiables. En effet, alors qu'aucun compère n'ignorait la profession de son parrain, il est probable que nous n'aurions pas obtenu des résultats aussi complets en posant une question portant sur le niveau d'études. Pour ce qui est du détail des CSP comprises dans chaque rubrique ainsi que de leur classification adoptée par l'INE, nous renvoyons au chapitre IX.

Néanmoins, le fait que ce type de comparaison ne rende pas visible de rapport inégalitaire ne nie pas pour autant celui-ci. L'absence de distance sociale mise en évidence par ces résultats confirme en fait une évidence : la majorité des individus sollicite des parrains au sein de leur réseau. Certaines réponses obtenues, qui viennent compléter nos données d'observation, montrent au contraire que cette homogénéité apparente masque souvent un certain écart entre la position sociale du compère et celle du parrain qui travaille souvent dans la même branche que celui-ci, mais en ayant mieux réussi que lui. Il arrive aussi fréquemment que le parrain soit plus âgé que le compère. En choisissant un parrain, on choisit donc celui à qui l'on voudrait que son enfant ressemble[13], comme cela est le cas dans la tradition aymara, ce qui correspond en général à la représentation que le compère a de la réussite sociale au sein de son propre groupe d'appartenance (un supérieur par rapport à son propre statut). Enfin, le choix du parrain est motivé par l'aide qu'il peut être en mesure d'apporter à son filleul (et éventuellement aux parents de ceux-ci), ce qui rejoint en partie du moins la tradition catholique où le parrain incarne le substitut éventuel du père en cas de décès.

La perception subjective des Alténiens à l'égard de leur compère préféré n'accrédite pas davantage, à première vue, la thèse du rapport inégalitaire. La majorité des personnes interrogées (45%) déclarent en effet que leur compère préféré était un ami[14], plutôt que leur chef par exemple (4%). Mais il serait pour autant hâtif d'assimiler le compérage à une relation d'entraide horizontale à moins de dire que cette représentation de l'institution varie, à El Alto comme ailleurs, en fonction de la position sociale, et en l'occurrence du niveau d'études. Ce sont en effet les individus ayant le capital scolaire le plus élevé qui ont les plus fortes chances de considérer le compérage comme une institution égalitaire. Comme le soulignait déjà Jean-Pierre Lavaud dans sa conclusion d'une enquête réalisée à La Paz, « les couches aisées et instruites mettent plus en valeur l'amitié qui lie les co-parents »[15], ce qui fait dépendre les opinions relatives au compérage du milieu social d'appartenance.

C'est en effet la position occupée dans l'échelle sociale qui va influencer le choix du parrain de même que le rapport à celui-ci. Plus les individus sont situés en bas de l'échelle sociale (en retenant comme indicateurs le niveau d'études et la CSP), plus ils ont tendance à répondre positivement à la question concernant le choix d'un parrain pour au moins un de leurs enfants (tableaux 2 et 3).

---

[13] Jean-Pierre Lavaud, *op. cit.*, p.111.

[14] La formulation de notre question était la suivante : « Votre compère préféré était : 1. Un ami 2. Un parent 3. Un voisin 4. Une connaissance 5. Votre chef ».

[15] Jean-Pierre Lavaud, *op. cit.*, p.121.

Tableau VIII - 2

« Un de vos enfants au moins est-il baptisé ? » en fonction du niveau d'études (%)

	OUI	NON	Total (effectifs)
Primaire	78,2	21,8	100 (211)
Secondaire	57,4	42,6	100 (272)
Technique et universitaire	47,3	52,7	100 (169)
Total (effectifs)	61,5 (401)	38,5 (251)	100 (652)

Tableau VIII - 3

« Un de vos enfants au moins est-il baptisé ? » en fonction de la CSP (%)

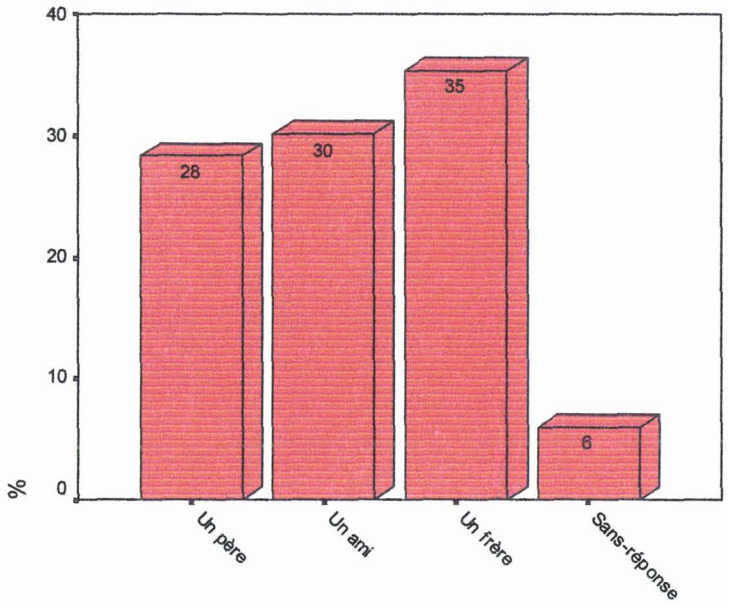
	OUI	NON	Total (effectifs)
La personne interrogée occupe les emplois les plus qualifiés	48,4	51,6	100 (219)
La personne interrogée occupe les emplois les moins qualifiés	70	30	100 (400)
Total (effectifs)	62,4 (386)	37,6 (233)	100 (619)

Les individus sans instruction ou situés en bas de l'échelle des emplois ont aussi *a priori* les plus fortes chances d'avoir baptisé au moins un de leurs enfants. Le croisement laisse néanmoins supposer que le fait de baptiser ses enfants accroît les perspectives d'appui matériel et moral au filleul mais aussi à sa famille. À l'évidence, ces besoins sont d'autant plus pressants au sein des couches les plus défavorisées.

La représentation que les individus ont de leur compère préféré laisse plus transparaître le caractère vertical de la relation entre le parrain et le compère (graphique 2), que ne le faisait l'information concrète sollicitée sur ce même compère idéal, choisi dans la majeure partie des cas parmi les relations amicales. Mais pour que la verticalité du rapport apparaisse clairement, il faut faire intervenir l'origine sociale des interviewés.

Graphique VIII - 1

Vous diriez que votre compère préféré est comme...



Moins on est instruit et plus on tend à considérer son compère préféré comme un père. Les rapports sont au contraire inversés pour les deux autres modalités : plus on a fait d'études et plus on tend, à proportion presque équivalente, à considérer son compère soit comme un ami, soit comme un frère, c'est-à-dire comme un égal (tableau 4).

Tableau VIII - 4

Vous diriez que votre compère préféré est comme... en fonction du niveau d'études (%)

	Un père	Un ami	Un frère	Sans-réponse	Total (effectifs)
Primaire	42,2	22,5	27,2	8,1	100 (173)
Secondaire	20,8	35	40,4	3,8	100 (183)
Technique et universitaire	21,7	34,8	38	5,5	100 (92)
Total (effectifs)	29,2 (131)	30,1 (135)	34,8 (156)	5,9 (26)	100 (448)

On observe le même rapport si l'on prend en compte le revenu individuel. Plus celui-ci est élevé, moins on a tendance à assimiler son compère à un père. Les individus les plus aisés ont en outre deux fois moins de chances de percevoir le lien à leur compère comme foncièrement inégalitaire.

Tableau VIII - 5

Vous diriez que votre compère préféré est comme... en fonction du revenu mensuel individuel (%)

	Un père	Un ami	Un frère	Sans-réponse	Total (effectifs)
Moins de 240bs	39,2	23,3	30,8	6,7	100 (120)
De 241 à 459bs	36	27,2	33,3	3,5	100 (114)
Plus de 460bs	15,8	36,1	42,6	5,5	100 (202)
Total (effectifs)	27,5 (120)	30,3 (132)	36,9 (161)	5,3 (23)	100 (436)

Notons enfin que ce sont les femmes *de pollera* qui ont les plus fortes chances de voir en leur compère une image paternelle, tendance qui s'accentue sous l'effet d'autres variables telles que le niveau d'études ou le niveau de revenu. Plus l'individu cumule les handicaps, plus il semble rechercher un échange susceptible de lui procurer certains avantages.

Tableau VIII - 6

Vous diriez que votre compère préféré est comme... en fonction du « genre » (%)

	Un père	Un ami	Un frère	Sans-réponse	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	41,4	23,6	29,3	5,7	100 (157)
Femmes *de vestido*	28,1	29,8	33,9	8,2	100 (121)
Hommes	19,2	35,2	40,6	5	100 (219)
Total (effectifs)	28,4 (141)	30,2 (150)	35,4 (176)	6 (30)	100 (497)

Nous avons défini la relation entre parrain et compère comme une relation inégalitaire bien que le compère choisisse en général son parrain au sein de son réseau « amical » Ce verticalisme est d'autant plus marqué que le compère occupe une position défavorable au sein de la hiérarchie sociale. Essayons de préciser ce que les individus attendent d'un « bon » parrain.

1.2. Les qualités d'un « bon » parrain

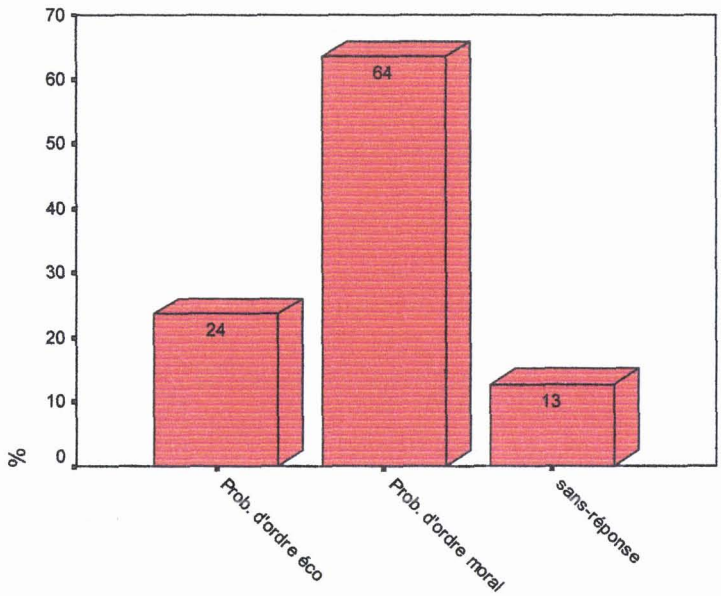
La majorité des Alténiens déclare pouvoir compter sur une aide de leur compère préféré en cas de problèmes d'ordre moral[16]. Seuls 24% semblent sûrs d'obtenir de celui-ci une aide matérielle.

---

[16] Nous avions posé la question suivante : « En quoi êtes-vous sûr de pouvoir compter sur l'appui de votre compère préféré ? ». Possibilités de réponse : « En cas de problèmes de santé », « En cas de problèmes économiques », « Si vous avez besoin d'une aide morale », « Si vous avez besoin d'être écoutés », « Si vous cherchez du travail » ou « Si vous cherchez un logement ». Nous avons rangé ces réponses sous deux

Graphique VIII - 2

En quoi êtes-vous sûr d'obtenir l'appui de votre compère préféré ?



Le lien entre compère et parrain semble donc principalement moral, bien que ces résultats varient, une fois de plus, en fonction de l'origine sociale du compère. Les motifs expliquant le choix du parrain contribuent à fonder cette hypothèse. Pour cette question, nous avons une fois encore demandé aux personnes interrogées de se prononcer sur les qualités de celui de leurs compères dont ils se sentaient le plus proche (lorsque les personnes interrogées avaient plus d'un compère) en distinguant dans notre classification des réponses obtenues, trois rubriques : la valorisation du statut du parrain ; celle de ses qualités ; enfin, un troisième groupe de réponses mettant l'accent sur le lien de *confiance* comme impératif pour que s'établisse la relation de *compadrazgo*. Ces personnes, en référence au parrainage catholique, soulignent le fait que le parrain est un membre de la famille (plus exactement qu'il doit pouvoir l'être). Certains le présentent comme un frère (dans le cas où le rapport est perçu de façon horizontale), d'autres comme un père. Ces réponses appartiennent en général aux individus qui gagnent le plus et pour lesquels la position économique du parrain s'avère secondaire. D'autres font dépendre leur choix du statut du parrain c'est-à-dire, d'après les personnes interrogées, le fait qu'il soit « estimé de tous », « connu », « charismatique » ou encore doté d'un grand esprit d'entreprise [*emprendedor*] lui ayant permis de s'élever dans l'échelle sociale. C'est la reconnaissance d'un certain prestige que laissent entrevoir ces réponses. Il semble en outre que celui-ci

---

rubriques : « Problèmes d'ordre moral » (besoin d'être écouté, de recevoir une aide morale) ; « Problèmes d'ordre économique » (besoin d'une aide économique, recherche d'un logement, recherche d'un travail, problèmes de santé).

soit d'autant plus prisé qu'il est le fruit du dépassement, des efforts couronnés de succès. C'est en effet le destin du parrain que les parents espèrent voir rejaillir sur leur enfant. Nous avons vu que les compères tendaient à solliciter des parrains au sein de leur réseau de connaissances, d'« amis » (« connaissances » et « amis » sont souvent employés comme synonymes en Bolivie). C'est ce type de parcours exemplaire que valoriseront les individus que leur revenu situe en bas de l'échelle sociale.

Tableau VIII - 7

Qualités du compère préféré ayant motivé son choix en fonction du revenu mensuel individuel (%)

	Qualités morales du compère	Confiance, fait partie de la famille	Position économique et sociale, statut	Sans-réponse	Total (effectifs)
Moins 240 bs	40	23,3	22,5	14,2	100 (120)
De 241-259bs	38,6	27,2	26,3	7,9	100 (114)
Plus de 460bs	40,1	39,1	13,4	7,4	100 (202)
Total (effectifs)	39,7 (173)	31,7 (138)	19,3 (84)	9,3 (41)	100 (436)

Notons enfin que quel que soit le niveau de revenu, les Alténiens tendent à accorder une place importante aux qualités morales du parrain suivant le rôle de modèle à suivre que lui assigne la religion catholique[17]. Ses qualités morales récurrentes sont la bonté, la maturité, le fait d'être responsable, honnête, sincère, travailleur ou encore *decente*. On entend par cette dernière expression le fait d'avoir une certaine « éducation », c'est-à-dire un comportement qui ne trahisse pas une basse extraction que l'on relie en ville à la notion de *cholaje*, à la personne « sans éducation ». L'aide morale que l'on attend du parrain va des conseils, à une orientation (en particulier un encouragement aux études perçues comme la clé du dépassement), voire à un encadrement.

Il apparaît donc que l'institution du compérage implique un rapport instrumental mais également moral qui figure même parmi les critères de choix des couches les plus défavorisées. Est-il dès lors possible que le parrain puisse influencer l'opinion politique de son compère ? En d'autres termes, pourrait-il à sa manière jouer un rôle de leader d'opinion, de personne de confiance au sein de groupes primaires ? Si cette hypothèse est fondée, cela signifierait que le *Compadre* Palenque s'appuie mieux que n'importe quel autre homme politique sur des réseaux de solidarité préexistants. En effet, même si le compérage tel qu'il est instrumentalisé au sein de CONDEPA n'est en général pas

[17] Selon Javier Albó, on suppose une sorte de transmission héréditaire des qualités et des défauts du parrain aux filleuls,in Jean-Pierre Lavaud, *op. cit.*, 1976, p.111.

formalisé, Carlos Palenque n'en évoque pas moins l'image du parrain idéal. Il rappelle d'ailleurs souvent à son public qu'il a commencé à travailler à onze ans comme étiqueteur dans une fabrique de boissons gazeuses, montant dans l'échelle sociale à la force du poignet. Si la distance sociale entre le *Compadre* Palenque – qui n'en demeure pas moins issu des couches moyennes de La Paz – et les plus défavorisés est flagrante, la *Comadre* Remedios Loza n'est-elle pas l'expression d'une ascension sociale vraiment possible pour tous (en témoignent également d'autres personnages condépistes : Mónica Medina, Adolfo Paco, Flavio Clavijo ou encore Alberto Jiménez).

Dans les pages suivantes, nous étudierons le rituel au terme duquel Carlos Palenque devient le parrain de différentes promotions, cérémonies auxquelles nous avions pu assister dans différents bourgs [*pueblos*] des provinces du département de La Paz. Nous reviendrons ensuite sur le lien de l'institution avec le monde politique.

2. Compérage et politique

2.1. Le « compérage de promotion » ou le lien formalisé

Cette forme de compérage n'est que l'une des formes que prend l'institution[18]. D'après notre enquête, les parrains de promotion (dont le rôle est d'accompagner leur filleul le jour de la remise du diplôme de bachelier) tendent à être plus sollicités en zone urbaine qu'en zone rurale, probablement parce que les études secondaires demeurent plus accessibles en ville qu'à la campagne. Au sein du classement des compères préférés, les compères de promotion figurent au même niveau que les compères de noces (3,5% contre 2,4%) mais loin derrière la forme la plus courante de compérage : le parrainage de baptême (43,4%).

À l'occasion du parrainage de la promotion du collège Elizardo Pérez (*pueblo* de Warisata), Carlos Palenque s'adresse solennellement à son auditoire en ces termes : « Tous, aujourd'hui, sont mes *compères véritables* parce que leurs enfants sont mes filleuls »[19]. Le lien qui s'établit entre le *Compadre* et ses filleuls est présenté comme un

---

[18] Citons parmi celles-ci : le parrainage de baptême, le parrainage de première communion, le parrainage de confirmation, le parrainage de noces, le parrainage de promotion, mais aussi le parrainage de première coupe de cheveux (pour un bébé) appelé *rutucha*. Des formes inventives de parrainage sont en effet susceptibles d'apparaître dès qu'il s'agit pour certains individus d'obtenir les moyens financiers de mener à bien une cérémonie qui est à la base toujours religieuse même si elle peut prendre la tournure d'une fête destinée à la collectivité. Nous avions ainsi assisté dans un village à une fête religieuse autour d'un saint patron [*preste*], à l'occasion de laquelle avaient été sollicités au moins deux parrains : l'un de « feux d'artifices », l'autre « de bières ». Deux notables du village avaient ainsi financé une partie de la fête sans que soit exprimé autrement que par le compérage cet apport pécunier dont ils semblaient retirer du prestige, voire une clientèle.

[19] Discours prononcé par Carlos Palenque à Warisata, le 12/12/1996 (inédit).

engagement de longue durée offrant à ceux-ci la possibilité d'avoir recours à Carlos Palenque en cas de besoin comme en témoigne cet extrait de discours :

« [S'adressant à son auditoire] Recevez toute notre affection, tout notre soutien, notre appui, non seulement maintenant mais chaque fois que vous aurez besoin du parrain et de ceux qui entourent le parrain de la promotion. Je serai toujours prêt à vous aider et à vous soutenir tout au long de nos vies (...) je veux que vous sachiez que je suis prêt à vous aider à n'importe quel moment (...) »[20].

Il s'agit bien d'une relation d'entraide mutuelle qui, dans les propres termes du *Compadre* convertit le compère en un membre de chacune des familles présentes. Ce qui le définit avant tout pour le leader, c'est le lien de confiance mutuelle et durable au fondement de l'échange entre parrain, filleuls et compères.

« Considérez le *Compadre* Carlos Palenque comme s'il était véritablement un frère ou un père en lequel on peut avoir confiance. Quelle que soit votre angoisse, votre souci ou vos besoins, je suis là, prêt à vous aider pour tout. Que cet acte ne soit pas seulement un engagement qui restera lettre morte mais un acte de foi, une sorte de pacte de sang pour le futur. Comptez toujours sur nous [le *Compadre* et son entourage], nous serons à vos côtés pour que comme de vrais compères dans cette institution merveilleuse qu'est le compérage, la parenté spirituelle, nous nous sentions comme des parents véritables et que nous nous entraidions »[21].

Toute une partie du discours de parrainage de promotion consiste à remercier les parents d'avoir fait le sacrifice d'envoyer leurs enfants à l'école[22], enseignement auquel eux-mêmes, dans la majorité des cas d'origine modeste, n'ont pas eu accès :

« Nous devons aussi remercier nos parents, les parents ici présents (...) mais ce sont mes filleuls qui doivent leur dire : merci cher papa, merci chère maman de m'avoir conduit depuis tout petit à l'école, de m'avoir permis de devenir un homme de bien et d'obtenir le baccalauréat, après douze années de longues études. Mes filleuls, répétons ensemble, merci chers parents, répétez s'il vous plaît. Voici les parents d'élèves auxquels nous disons également merci et que nous applaudissons pour les remercier »[23].

Est également souligné l'effort des bacheliers dont Carlos Palenque retrace le parcours scolaire. Le *Compadre* exploite ici la signification religieuse de l'institution du compérage en faisant allusion à la transmission héréditaire de ses propres qualités à ses

---

20 Discours prononcé par Carlos Palenque à Warisata le 12/12/1996 (inédit).

21 Discours prononcé par Carlos Palenque à Viacha, le 13/12/1996 (inédit).

22 Voir également le discours prononcé au lycée Ayacucho le 20/12/96 par le *Compadre* : « Merci aux parents pour avoir réussi à conduire vos enfants, mes filleuls, jusqu'au baccalauréat, merci pour votre sacrifice, pour ces moments difficiles. Vous ne cesserez jamais, pères de famille, d'être des parents même lorsque vos enfants auront une profession, vous continuerez à être des parents, à signifier l'orientation et l'autorité pour vos enfants. J'aimerais me trouver à n'importe quel moment difficile ou heureux à vos côtés et préoccupé, de même que vous, par l'avenir de vos enfants, de mes filleuls ».

23 Discours prononcé à Warisata le 12/12/1996 (inédit).

filleuls auxquels il donne l'espoir d'une réussite sociale. Réciproquement, les bacheliers sont présentés comme l'espoir de la Bolivie future qu'ils ont le devoir moral de construire méthodiquement :

« (...) Nous plaçons en eux tous nos espoirs, qu'ils participent au plus tôt au processus productif de la Bolivie [en allusion au modèle productif de CONDEPA] ; qu'ils y participent en tant que diplômés, en tant que techniciens, en tant qu'agriculteurs ou dans la branche qu'eux-mêmes auront choisie (...) Je me réjouis de vous voir si enthousiastes, si disposés à lutter (...) »[24].

L'exemple de réussite sociale qu'incarne Carlos Palenque semble en général exercer un impact sur l'imaginaire des filleuls. Lors d'une autre cérémonie de promotion pour laquelle Carlos Palenque avait été sollicité, la parole est donnée au meilleur élève : « Mes camarades, nous allons étudier afin d'apporter quelque chose à notre pays comme notre parrain Carlos Palenque ». Le directeur intervient à son tour sans cacher son obédience condépiste : « Vive le *Compadre* Carlos Palenque ! », « Vive CONDEPA, mes camarades ! »[25].

L'engagement à œuvrer pour la Bolivie demande aux élèves un investissement moral, du travail, du courage, les mêmes valeurs qui leur permirent d'obtenir leur baccalauréat, à une différence près : cette fois, le *Compadre* s'engage à les aider dans leurs efforts. Cette promesse s'adresse non seulement à la famille des bacheliers, mais par analogie à la famille bolivienne dans son ensemble, c'est-à-dire à CONDEPA. De même que les enfants « rétribuent » leurs parents qui ont fait des sacrifices en obtenant leur examen. Ils doivent par extension à leur père spirituel et à la grande famille bolivienne (la famille condépiste) le respect de leur engagement[26].

« (...) Je tiens à ce que vous sachiez que vous avez en moi un deuxième père, qu'en même temps vous disposez d'un instrument politique juste qui est en train de rompre les chaînes de l'oppression et qui est en train d'obtenir la participation des meilleurs boliviens [aux affaires de la nation]. C'est pourquoi le drapeau de CONDEPA qui flotte au vent est de la même couleur que la *Pachamama*. Cela veut justement dire que CONDEPA, comme parti politique, est comme la *Pachamama*, noble et généreux. Il tend les bras à tous les Boliviens pour qu'ensemble nous luttions et surmontions les pires adversités. CONDEPA est votre foyer politique, mes chers filleuls, à vous ainsi qu'à tous ceux auxquels nous témoignons aujourd'hui notre affection, et auxquels nous promettons de témoigner tout notre soutien pour le futur »[27].

---

[24] Carlos Palenque, discours prononcé à Warisata le 12/12/1996 (inédit).

[25] Discours prononcé à Achacachi, 12/1996.

[26] « Nous nous engageons à travailler pour la Bolivie, pour notre famille, nous nous engageons à travailler pour des lendemains meilleurs », C. Palenque, discours prononcé à Warisata le 12/12/1996.

[27] Carlos Palenque, discours prononcé à Warisata, le 12/12/96.

C'est bien à un travail de prosélytisme que le *Compadre* se livre lors de chaque cérémonie. Lorsque Carlos Palenque est sollicité par des lycées situés dans les provinces du département de La Paz, Remedios Loza fait systématiquement un discours en aymara (elle présente notamment à une occasion Carlos Palenque comme le *J'acha Mallku*, la plus haute autorité de la communauté andine) ce qui permet à certains membres de l'auditoire de comprendre le message du *Compadre* tout en faisant de CONDEPA un parti qui reconnaît la culture aymara Le discours de Carlos Palenque est à son habitude égalitaire. Il encourage au « dépassement » [*superación*] qui s'adresse pour l'heure aux filleuls mais constitue avant tout le cœur du projet politique de CONDEPA :

« (...) Ce que nous voulons, c'est vivre mieux. Nous ne demandons pas grand chose, nous, les Boliviens, vivre mieux et avoir les mêmes chances que le reste de ce petit groupe qui nous gouverne pour le moment. En qualité de parrain de la promotion du collège de *Patacamaya*, *compadres*, je désire que mes filleuls aient une profession [*profesionales*], je veux qu'ils réussissent, je veux qu'ils progressent, je veux qu'ils soient des citoyens de bien, je veux pour eux tout ce qu'il y a de mieux, tout comme je désire tout ce qu'il y a de mieux pour les grandes majorités nationales (...) »[28].

Ce discours de l'égalité des chances oblige en retour les filleuls à veiller en tant que citoyens aux intérêts nationaux, ce qui passe par le fait de « remplacer les vieux politiciens qui durant tout ce temps nous ont trompés et nous ont menti »[29], à quelque temps de l'échéance présidentielle. Carlos Palenque enjoint ses filleuls à suivre son exemple à la *Tribuna* « en séchant les larmes des gens qui [y] pleurent ».

Il ne s'agit donc pas tant pour le *Compadre* d'étendre les réseaux de CONDEPA par ces actes de prosélytisme (étant donné que la majeure partie du personnel enseignant est déjà condépiste, de même que les zones visitées) que de consolider ses réseaux en formalisant une relation d'entraide. Mais est-ce que la relation de compérage garantit que le parrain a suffisamment d'influence sur le compère pour orienter son choix électoral ? La réponse à cette question dépend de l'examen des effets de l'institution sur le choix électoral.

---

[28] Discours de Patacamaya, 13/12/1996.

[29] Discours de Patacamaya, 13/12/1996. Dans le même discours, Carlos Palenque attaque le gouvernement : « CONDEPA s'engage dans tout le pays à renverser le processus antinational et antipopulaire du gouvernement. Nous voulons un gouvernement du peuple pour le peuple et avec le peuple. Nous appartenons à notre peuple. *Compadres* de Patacamaya, cela est sûr, CONDEPA incarne l'espoir, CONDEPA incarne l'illusion de notre peuple à mieux vivre, mieux nous éduquer. C'est pourquoi, parce que le gouvernement se rend compte que les condépistes, nous sommes les meilleurs amis des masses, les meilleurs frères des *aymaras*, des *quechuas*, des *Tupiguaraníes* et de tous les Boliviens, il prétend nous détruire, l'oligarchie prétend nous diviser, elle prétend écarteler CONDEPA tout comme le corps de Tupac Katari, *compadres* ».

2.2. *Réseaux du compérage et vote pour CONDEPA*

C'est lorsque les personnes interrogées déclarent avoir recours en première instance à leur(s) compère(s) plutôt qu'à leurs parents, voisins, amis, connaissances ou encore à la prière (modalité : « Dieu »), qu'elles ont les plus fortes chances de voter pour CONDEPA (tableau 8).

Tableau VIII - 8

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des réponses à la question « En cas de besoin, à qui vous adresseriez-vous ? »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Parents	50,3	49,7	100 (390)
Voisins	63,2	36,8	100 (19)
Compères	82,8	17,2	100 (29)
Amis	43,2	56,8	100 (125)
Connaissances	60	40	100 (10)
Dieu[30]	49,1	50,9	100 (53)
Sans-réponse	39,6	60,4	100 (91)
Total (effectifs)	49,4 (354)	50,6 (363)	100 (717)

Ces résultats pourraient simplement indiquer que l'institution est perçue à El Alto (comme ailleurs) comme le réseau d'entraide par excellence, mais ce n'est pas ce que montre la distribution de la population alténienne au sein des différentes modalités de réponses que comportait notre enquête. Ce sont leurs parents que les Alténiens disent solliciter en première instance (54,4%). Seuls 4% d'entre eux semblent avoir recours aux compères. La formulation de notre question a probablement été la cause de la sous-estimation de ce chiffre. Il semble en effet logique que les parents proches soient les plus susceptibles – du fait de leur proximité – de rendre n'importe quel type de service à leur entourage. Le compère tendra, quant à lui, à être sollicité pour des demandes plus spécifiques. Le fait d'identifier le réseau d'entraide qu'offre le compérage comme un moyen efficace d'obtention de certains avantages pèse donc bien sur le choix électoral en faveur de CONDEPA.

[30] Nous n'avions pas prévu cette modalité en confectionnant notre questionnaire et nous l'y avons incluse dès les premières réponses mentionnant une aide religieuse afin de vérifier si ce type de réponses était susceptible d'influencer le vote pour CONDEPA. Elle ne l'est que dans une moindre mesure, ce qui confirme certaines de nos conclusions du chapitre VI. Il en est de même lorsqu'on observe les effets sur le vote des femmes *de pollera* de cette modalité : seules 65,2% des *cholas* qui donnent cette réponse déclarent leur intention de voter pour Remedios Loza contre 84,6% lorsque les individus que l'on pense solliciter en première instance sont des compères.

Le vote pour CONDEPA varie en outre en fonction d'une certaine représentation du compère. C'est lorsque la relation est perçue de façon verticale que la tendance à soutenir ce parti est la plus forte.

Tableau VIII - 9

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des réponses à la perception du compère préféré

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Un père	64,5	35,5	100 (141)
Un ami	47,3	52,7	100 (150)
Un frère	50	50	100 (176)
Sans-réponse	53,3	46,7	100 (30)
Total (effectifs)	53,5 (266)	46,5 (231)	100 (497)

Une étude portant sur la forme que prend le clientélisme au Bénin met en lumière que la relation clientélaire « s'énonce souvent dans le registre de la parenté et de la séniorité : le patron politique est placé dans la même obligation de soins et de réciprocité envers ses clients que le père à l'égard de ses enfants »[31]. Il semble que comme pour le Bénin, les imaginaires politiques restent en Bolivie fortement marqués par les figures de la protection que représentent le père, le père moral (compère), le patron local ou le chef d'Etat. Le verticalisme que sous-tend le lien de compérage dépend avant tout de la place occupée par les acteurs dans l'échelle sociale. C'est notamment parmi les Alténiens les plus pauvres, que le fait de considérer son compère comme un père accentue la tendance à voter pour CONDEPA.

Tableau VIII - 10

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du revenu mensuel individuel et de la perception du compère préféré comme un père

Le compère préféré est perçu comme un père

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
-240bs	80,9	19,1	100 (47)
241-459bs	58,5	41,5	100 (41)
+ 460bs	53,1	46,9	100 (32)
Total (effectifs)	65,8 (79)	34,2 (41)	100 (120)

31 Richard Banégas, « "Bouffer l'argent." Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *op. cit.*, p.95.

Le fait de se représenter le compérage comme une institution foncièrement verticale entraîne un plus fort taux de vote pour CONDEPA de la part des *cholas.* Inversement, lorsque la relation tend à être perçue sous l'une de ses deux formes horizontales (le compère est soit un frère, soit un ami) les intentions de vote pour CONDEPA perdent une vingtaine de points. L'écart entre les deux types de réponses est beaucoup moins marqué pour les hommes. La perception de l'institution n'a en revanche guère d'effet sur le vote de la population des femmes *de vestido*.

Tableau VIII - 11

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction de la perception du compère préféré et du « genre »

Modalité du « genre » : Femmes *de pollera*

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Un père	86,2	13,8	100 (65)
Un ami	64,9	35,1	100 (37)
Un frère	69,6	30,4	100 (46)
Sans-réponse	77,8	22,2	100 (9)
Total (effectifs)	75,8 (119)	24,2 (38)	100 (157)

Modalité du « genre » : Hommes

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Un père	52,4	47,6	100 (42)
Un ami	45,5	54,5	100 (77)
Un frère	42,7	57,3	100 (89)
Sans-réponse	45,5	54,5	100 (11)
Total / effectifs	45,7 (100)	54,3 (119)	100 (219)

Modalité du « genre » : Femmes *de vestido*

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Un père	38,2	61,8	100 (34)
Un ami	33,3	66,7	100 (36)
Un frère	43,9	56,1	100 (41)
Sans-réponse	40	60	100 (10)
Total (effectifs)	38,8 (47)	61,2 (74)	100 (121)

Lorsqu'elle est mise en relation avec le vote pour CONDEPA, la perception du compère trahit une certaine représentation du pouvoir qui varie selon l'origine sociale et semble particulièrement significative pour les femmes *de pollera*, ce qui confirme pour

l'ensemble de cet électorat ce qu'avaient révélé certains de nos entretiens avec des militantes ou encore le fait que certaines femmes *de pollera* interrogées au cours de notre enquête estimaient qu'il allait être impossible à Remedios Loza de s'imposer sans son protecteur. Dans les administrations publiques, on s'adresse encore actuellement aux *cholas* en les appelant *hija* (ma fille) de même que le patron s'adresse à son employée domestique. Même si le discours égalitaire du *Compadre* a de l'effet en tant que tel (les *cholas* tiennent à « avancer »), il s'appuie également sur ce traditionnel schéma de domination en le renforçant. Allons plus loin. Il est probable que le schéma identificatoire mis en place par Carlos Palenque ne soit efficace que parce qu'il donne l'espoir à un groupe de s'élever dans l'échelle sociale, mais en encadrant cette ascension à la manière d'un « bon » patron.

Le fait que la relation soit moins nette pour les hommes et les femmes *de vestido* ne signifie pas que cette représentation du chef n'appartienne qu'à la population *chola*. Il semble que le vote pour CONDEPA de ces deux populations soit davantage dû aux implications beaucoup plus concrètes de l'institution : la perception du compère comme la personne par excellence à laquelle on peut avoir recours en cas de besoin tend à motiver leur vote pour CONDEPA.

Enfin, il semble que le parrain soit susceptible de jouer à sa manière le rôle de « leader d'opinion » en influençant l'opinion politique de son compère. Parmi les Alténiens nous ayant déclaré que leur compère préféré était condépiste, 77,3% nous font part de leurs intentions de voter pour Remedios Loza à l'élection nationale de 1997.

Tableau VIII - 12

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du parti politique auquel appartient le compère préféré

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
CONDEPA	77,3	22,7	100 (75)
Autres partis	37,3	62,7	100 (126)
Sans-réponse	54,4	45,6	100 (296)
Total (effectifs)	53,5 (266)	46,5 (231)	100 (497)

En conclusion, même si l'institution du compérage telle qu'elle est instrumentalisée par CONDEPA tend à revêtir un caractère plus symbolique que concret (comme dans le cas du parrainage de promotion), le *Compadre* Palenque ne s'en appuie pas moins sur des réseaux de solidarité préexistants, comme l'a montré la relation entre le fait de recourir à ceux-ci et le vote pour CONDEPA. De la part du *Compadre*, le parrainage n'a pas besoin d'être effectif puisque le leader présente les caractéristiques du Compère

idéal : il dispense à la *Tribuna* une aide essentiellement morale (mais pouvant aussi être matérielle). Remedios Loza est quant à elle la preuve vivante qu'il n'est pas vain de croire en la possibilité d'être aidée pour s'élever dans l'échelle sociale. Si l'institution semble efficace dans la consolidation d'une clientèle politique, elle interroge plus largement les rapports de pouvoir et la façon dont ils sont pensés, c'est-à-dire sous la forme du patronage politique. Au-delà de l'aide qu'il apporte, on a vu que le *Compadre* Palenque, depuis RTP, reliait la néo-communauté locale à l'Etat. Le lien entre le leader et les bases condépistes est en ce sens comparable à celui décrit par J.K. Campbell entre certains notables du monde méditerranéen et des groupes de bergers[32]. Nous avons vu que ce rôle de liaison entre le monde d'en haut et celui d'en bas était synonyme d'intégration à la communauté nationale. Nous avons vu dans ce chapitre que cette intégration s'opérait sur un mode vertical. L'institution du compérage telle qu'elle est instrumentalisée par le *Compadre* pourrait-elle avoir des effets compensatoires sur une réalité sociale concurrentielle ? Le discours égalitaire du *Compadre* et la chaleur humaine qu'il dispense à la *Tribuna Libre* pourrait-il enfin devoir une partie de son efficacité à un système social profondément inégalitaire ?

---

[32] J.K. Campbell, *Honour, Family and Patronage. A study of Institutions and Moral Values in a Greek Mountain Community*, cité par Jean-Louis Briquet, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *op. cit.*, pp.7-37.

Chapitre IX

Un vote de « frustration relative »

Nous avons vu que l'identification des femmes *de pollera* à CONDEPA leur permettait de rehausser leur condition en rendant crédible la possibilité d'un dépassement des barrières sociales inhérentes à leur vêtement. Il s'agira dans ce chapitre d'éclairer ces logiques identificatoires en montrant que la spécificité du vote de ces femmes est la conséquence de leur perception amplifiée de l'inégalité des chances de réussite à El Alto. L'hypothèse de ce chapitre est que cette perception fait naître chez ces femmes un sentiment de « frustration relative »[1] que suscite la comparaison entre leur statut et celui des femmes *de vestido* et des hommes. C'est en effet avant tout par rapport à ces deux *groupes de référence* que les *cholas* se positionnent. L'influence de ces groupes de référence prime en effet sur celle que pourrait exercer leur groupe d'appartenance en raison du contexte de compétition, propice à la comparaison envieuse[2], dans lequel elles se trouvent insérées. Transposée dans l'univers alténien, la notion de « frustration relative » suppose de fait l'insertion de ces femmes dans un système *hiérarchique et compétitif*. Ce n'est donc pas la réactivation par CONDEPA d'une identité indienne envisagée comme immuable qui explique, selon nous, le vote pour CONDEPA[3], mais la conscience de l'inégalité des chances de réussite à El Alto, intensifiée en milieu urbain pour les acteurs situés en bas de l'échelle. Aussi s'agira-t-il de déterminer quels sont « les facteurs sociologiques qui conduisent les gens situés en bas de l'échelle à considérer cette position comme le résultat d'un système injuste »[4] plutôt qu'à lui reconnaître une certaine légitimité.

---

[1] Cf. notamment Robert K. Merton, *op.cit.*, 1997, p.201.

[2] Notons que ceci n'entre absolument pas en contradiction avec le fait que « les électeurs votent en conformité avec la norme de leurs groupes sociaux d'appartenance », cf. Paul Lazarsfeld cité par Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *op. cit.*, p.56.

[3] Ceci n'implique pas que nous déniions toute valeur à l'explication du vote condépiste par une certaine « logique communautaire », que nous avons par ailleurs montrée.

[4] Question qui revêt pour R.K. Merton une dimension politique évidente, R.K. Merton, *ibid.*, p.209.

1. Mobilité géographique et espoirs d'ascension

Le Littré souligne que c'est toujours une attente qui est frustrée. Dans le cadre de cette étude, c'est à l'espoir d'une ascension sociale que le contexte urbain semble inapte à répondre. Comme nous l'avons vu, la ville d'El Alto se construit au fil de plusieurs vagues migratoires (chapitre III). Pour les habitants des provinces du département de La Paz, la migration nourrit tous les espoirs d'ascension sociale. En effet, « tout paysan a plus ou moins intériorisé l'idéologie dominante selon laquelle la campagne enferme dans le mépris et le retard, tandis que la ville est l'idéal, le lieu où peuvent augmenter les possibilités économiques, sociales et de prestige »[5].

En plus de leurs raisons objectives, ces migrations présentent des justifications d'ordre subjectif que recensent Albó, Greaves et Sandoval dans leur étude sur les migrants[6]. Le facteur économique y occupe une place prépondérante. Il est en effet courant que la migration entende pallier l'insuffisante productivité des terres. Mais elle peut également survenir à la suite de conflits ou de drames familiaux. L'accès au système éducatif fait également partie des raisons qui justifient l'abandon des campagnes. L'idée de promotion sociale est attachée à l'école dont on attend un progrès à la fois économique et social[7]. Pour les migrants, acquérir une qualification professionnelle [*ser profesional*] revient en effet à avoir un statut, à « devenir quelqu'un » [*ser algo en la vida*[8]]. L'Indien est aussi perçu comme un être inférieur, que seule la scolarisation est en mesure de « civiliser » [*civilizarse*].

Certaines attentes accompagnent donc les migrations. Étant donné que la vision d'une identité rurale à dépasser est généralisable à tous les segments de la société bolivienne, ne serait-ce que parce qu'elle est émise par des « autruis signifiants »[9] – représentants de l'idéologie dominante –, on comprendra que les individus nés à El Alto considèrent d'autant plus légitime de réussir en espérant ainsi se distinguer des Alténiens d'origine rurale. Encore faudrait-il que le fait d'être né dans cette ville garantisse

---

[5] Albó et al., *op. cit.*, p.73.

[6] Pour plus de détails, nous renvoyons aux pages 58-82 de *CHUKIYAWU..., ibid.*

[7] Une enquête réalisée en 1996 montrait en Bolivie l'importance qu'hommes et femmes assignaient à l'éducation comme facteur permettant de dépasser les inégalités et la discrimination, *cf.* PRONAGOB, PNUD, ILDIS, *La Seguridad Humana en Bolivia, percepciones políticas, sociales y económicas de los Bolivianos de hoy*, La Paz, 1996, p.92.

[8] Albó et al., *op. cit.*, p.71.

[9] Cf. Merton reprenant Mead, Hyman, etc., *op. cit.*, p.216. Ne pourrait-on pas, du reste, étendre l'hypothèse que reprend Merton à la société bolivienne dans son ensemble au sein de laquelle les dominés sont à la fois subordonnés et non encore intégrés : « (...) dans un groupe, des membres subordonnés, ou non encore

effectivement une amélioration des conditions de vie pour tous les groupes. C'est ce que montrent globalement les résultats de notre enquête. Mais ce progrès demeure très inégal si l'on compare l'accès des femmes *de pollera*, des femmes *de vestido* et des hommes tant au système éducatif qu'à certains emplois. Aussi nous demanderons-nous dans quelle mesure l'inégalité des chances devant l'enseignement et la profession est en mesure d'éclairer le vote pour CONDEPA.

2. Le vote des *cholas* les plus scolarisées

Lorsque les femmes *de pollera* sont nées à El Alto, elles conservent cinq fois plus que les femmes *de vestido* et les hommes un niveau d'études primaire et n'accèdent pratiquement jamais à l'université. On observe au contraire une relative égalisation des chances de scolarisation des femmes *de vestido* par rapport aux hommes. C'est l'écart déjà mis en évidence entre d'une part les *cholas*, d'autre part les femmes *de vestido* et les hommes que fait apparaître le tableau 1.

Tableau IX - 1

Niveau d'études en fonction du « genre » et du lieu de naissance

Population 2 : Lieu de naissance : provinces du département de La Paz

	Primaire	Secondaire	Technique et universitaire	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	78,5	20,2	1,3	100 (79)
Femmes *de vestido*	33,3	53,3	13,4	100 (30)
Hommes	41,2	42,4	16,4	100 (85)
Total (effectifs)	55,2 (107)	35,1 (68)	9,7 (19)	100 (194)

Population 1 : Le lieu de naissance est El Alto

	Primaire	Secondaire	Technique et universitaire	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	58,6	34,5	6,9	100 (87)
Femmes *de vestido*	12	53,7	34,3	100 (108)
Hommes	13,9	47,9	38,2	100 (165)
Total (effectifs)	24,2 (87)	46,4 (167)	29,4 (106)	100 (360)

Même si globalement, le niveau d'études des trois populations augmente lorsque le lieu de naissance est El Alto, la ville accentue davantage les inégalités entre ces trois

intégrés, et qui désirent une affiliation à part entière, ont toujours tendance à partager les sentiments et à se conformer aux valeurs du noyau le plus prestigieux et respecté du groupe ».

groupes, ce que l'on observe surtout pour les niveaux d'études primaire et supérieur. Si la distance entre les *cholas* et les deux autres populations s'amoindrit pour le degré d'instruction intermédiaire lorsque le lieu de naissance est El Alto, le niveau d'études secondaire n'en constitue pas moins un seuil difficilement franchissable comme en témoignent les chances infimes qu'ont les *cholas* d'accéder à l'université (6,9% contre 34% et 38% pour les femmes *de vestido* et les hommes respectivement).

Lors d'un entretien, Remedios Loza avait mis l'accent sur l'entrave à la poursuite de ses études qu'avaient constitué ses *polleras* :

« Je suis allée à l'école primaire. Malheureusement, mes *polleras* ont été une grande barrière m'empêchant d'accéder au collège et de terminer mes études »[10].

Cette barrière sociale tient, comme nous l'avons vu dans le cadre d'entretiens avec des militantes, à la discrimination que les *cholas* subissent du fait de leur vêtement, que certaines femmes *de vestido* interviewées à El Alto nous avaient dit avoir honte de porter. Leur mère ne leur avait en effet pas transmis ce vêtement par crainte de réduire leurs chances d'être scolarisées et de s'élever socialement :

Femme 1 :

« C'est que depuis que nous sommes petites, on nous a mis le *vestido*, elles [nos mères] ne voulaient pas que nous souffrions de discrimination [*discriminadas*] comme elles. C'est donc par habitude, parce que depuis que nous sommes petites nous avons été comme cela ».

Femme 2 :

« Je me souviens qu'à la maison je mettais, pour imiter ma mère, je mettais le châle [*la manta*], ça oui, mais pour sortir, je ne crois pas, je crois me souvenir qu'elle-même [ma mère] me grondait ».

Le fait que le niveau d'études secondaire constitue pour les *cholas* un seuil difficilement franchissable influence leur vote pour CONDEPA. De fait, cette dot scolaire intermédiaire multiplie par deux leurs chances de soutenir ce parti comparé aux hommes et aux femmes *de vestido* (tableau 2).

---

[10] Entretien avec Remedios Loza Alvarado, La Paz, octobre 1995.

Tableau IX - 2

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et du niveau d'études

Population 1 : Niveau d'études primaire

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	71,9	28,1	100 (121)
Femmes *de vestido*	74,1	25,9	100 (27)
Hommes	60,3	39,7	100 (63)
Total (effectifs)	68,7 (145)	31,3 (66)	100 (211)

Population 2 : Niveau d'études secondaire[11]

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	78,8	21,2	100 (52)
Femmes *de vestido*	41,4	58,6	100 (87)
Hommes	45,1	54,9	100 (133)
Total (effectifs)	50,4 (137)	49,6 (135)	100 (272)

Tandis que l'appui à CONDEPA des hommes et femmes *de vestido* décline à mesure qu'augmente leur capital scolaire, la propension à soutenir CONDEPA de la part des *cholas* demeure quasiment invariable, et ce quel que soit leur niveau d'études. Il s'avère même qu'à l'inverse des deux autres groupes, ce sont les femmes *de pollera* les plus scolarisées pour lesquelles la tendance à voter pour CONDEPA s'accentue. On pourrait dès lors avancer l'hypothèse que l'insatisfaction relative des *cholas* est proportionnelle à l'inégalité des chances devant l'enseignement, plus défavorable à leur groupe. Cette insatisfaction pourrait résulter d'une perception amplifiée de l'existence d'un seuil demeurant indépassable malgré une meilleure intégration à l'univers urbain. Voyons si le croisement avec cette fois le lieu de naissance corrobore ces premiers résultats.

3. Le vote des *cholas* d'origine urbaine

Parmi les femmes *de pollera* nées à El Alto, 74,5% nous ont déclaré leur soutien à CONDEPA à quelques semaines de l'élection présidentielle de juin 1997 contre environ 30% des hommes et des femmes *de vestido* de même provenance. Si les écarts entre les différentes modalités du « genre » sont plus importants lorsque le lieu de naissance est El

[11] Nous ne reproduisons pas les résultats du niveau d'études supérieur à cause du manque d'effectifs pour les femmes *de pollera* (7 personnes). À titre indicatif pour les deux autres modalités du genre, le vote pour CONDEPA poursuit son mouvement descendant : nous obtenons 19,7% d'intentions de vote pour les femmes *de vestido* et 27,7% pour les hommes.

Alto, l'adhésion à CONDEPA des *cholas* n'en demeure pas moins constante *quelle que soit leur origine*, contrairement à celle des femmes *de vestido* et des hommes. Par conséquent, les condépistes les plus fidèles ne sauraient être classés parmi les plus défavorisés eu égard à leur lieu de naissance, ce qui invalide l'hypothèse assumée par la majorité des études sur le condépisme selon laquelle la femme *de pollera* migrante incarnerait l'électrice condépiste par excellence.

Tableau IX - 3

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et du lieu de naissance

Population 1 : Lieu de naissance : provinces du département de La Paz[12]

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	72,2	27,8	100 (90)
Femmes *de vestido*	60	40	100 (30)
Hommes	63,3	36,7	100 (90)
Total (effectifs)	66,7 (140)	33,3 (70)	100 (210)

Population 2 : Lieu de naissance : El Alto

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	74,5	25,5	100 (98)
Femmes *de vestido*	31,9	68,1	100 (119)
Hommes	34,1	65,9	100 (185)
Total (effectifs)	43,3 (174)	56,7 (228)	100 (402)

Ces résultats semblent confirmer l'hypothèse d'une intensification de la frustration relative dès lors que les électrices *de pollera* atteignent un niveau d'études secondaire (tableau 2) et qu'elles sont nées à El Alto (tableau 3). C'est le contexte urbain concurrentiel auquel elles sont amenées à s'intégrer qui entraîne une amplification de la perception de l'inégalité des chances de réussite pour ce groupe par rapport aux femmes *de vestido* et aux hommes. En reprenant R. K. Merton qui se réfère lui-même aux données exposées dans l'*American Soldier* de S. Stouffer[13], c'est la structure sociale qui oriente l'attention des membres d'un groupe sur certains groupes de référence. Cette structure sociale au sein de laquelle la femme *de pollera* est amenée à jouer un rôle nouveau (chapitre V) confère une visibilité plus grande aux difficultés qu'ont les *cholas* à

[12] Nous ne reproduisons pas cette fois les résultats que nous obtenons pour la modalité « Hors du département de La Paz » à cause de la petitesse des effectifs pour les femmes *de pollera* (15 personnes). Notons à titre indicatif que pour les deux autres modalités du genre, la tendance à soutenir CONDEPA est à peu près la même que dans le cas où les personnes interrogées sont nées à El Alto. Nous obtenons 31,6% pour les femmes *de vestido* contre 36% pour les hommes.

s'élever dans l'échelle sociale par le biais d'une plus longue scolarisation à laquelle elles aspirent ou à laquelle elles ont cessé d'aspirer du fait de leur âge avancé pour reporter leurs espoirs sur leurs filles (les deux cas de figure ayant été rencontrés à El Alto). Une meilleure dot scolaire devrait aussi permettre l'accès à des emplois la validant. C'est du moins ce que suggère la valeur que les couches populaires attachent au fait d'être *profesional*, c'est-à-dire au fait d'avoir obtenu un emploi en fonction d'un diplôme. Or observe-t-on une égalité des chances devant la profession ?

D'après notre enquête, en règle générale, plus les habitants d'El Alto ont étudié, moins ils ont tendance à occuper les emplois situés en bas de l'échelle[14]. Les femmes *de vestido* sont notamment moins susceptibles d'être « commerçantes-propriétaires » avec un niveau d'études secondaire et plus de la moitié des hommes qui ont le capital scolaire le plus faible appartiennent à la CSP « artisans », alors que seuls 33,6% d'entre eux continuent d'exercer cet emploi avec une dot supérieure.

En revanche, le fait que les femmes *de pollera* aient été scolarisées au-delà de l'école primaire n'entraîne aucune réduction significative de leur présence au sein des CSP les moins élevées. Leur plus longue scolarisation ne semble pas non plus accroître leurs possibilités d'accès à des activités requérant de plus grandes compétences, contrairement aux deux autres modalités du « genre ». En effet, alors que les hommes et les femmes *de vestido* dont le capital scolaire est supérieur au niveau primaire connaissent une ascension professionnelle, les *cholas* demeurent enfermées dans l'une des CSP les moins prestigieuses – « commerçantes-propriétaires » –, si l'on se place du point de vue des opportunités qui s'offrent au reste de l'électorat, à capital scolaire égal. Les *cholas* exercent effectivement les emplois les plus précaires, ce dont ne rend compte, par ailleurs, qu'imparfaitement la nomenclature internationale adoptée par l'Institut National de la Statistique bolivien[15]. Avec un faible capital scolaire, elles ont les mêmes chances que les femmes *de vestido* d'être à leur compte – catégorie qui recouvre une grande partie des travailleurs informels (72,3% contre 75%). Mais contrairement à ces dernières, les *cholas* stagnent au sein de ce poste malgré une scolarisation plus longue (tableau 4). Alors qu'un capital scolaire faible ou inexistant leur barre l'accès aux postes d'employées, et ce au même titre que les femmes *de vestido*, avec un niveau d'instruction secondaire, ces dernières ont deux fois plus de chances que les *cholas* d'occuper ces postes. Pour les hommes, ces chances se trouvent multipliées par trois.

---

[13] Robert K. Merton, *op.cit.*

[14] Pour la hiérarchisation des emplois à El Alto selon la nomenclature de l'INE, nous renvoyons au chapitre V.

Tableau IX - 4

Poste occupé en fonction du « genre » et du niveau d'études

Population 1 : Niveau d'études primaire

	Ouvriers	Employés	A leur compte	Employés domestiques	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	2	7,9	72,3	10,9	6,9	100 (101)
Femmes *de vestido*	10	5	75	10		100 (20)
Hommes	26,9	21,2	40,4	1,9	9,6	100 (52)
Total (effectifs)	10,4 (18)	11,6 (20)	63 (109)	8,1 (14)	6,9 (12)	100 (173)

Population 2 : Niveau d'études secondaire

	Ouvriers	Employés	A leur compte	Employés domestiques	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	2,4	14,6	65,9	12,2	4,9	100 (41)
Femmes *de vestido*	5,3	29,8	52,6	1,8	10,5	100 (57)
Hommes	28,8	42,3	20,7		8,2	100 (111)
Total (effectifs)	17,2 (36)	33,5 (70)	38,3 (80)	2,9 (6)	8,1 (17)	100 (209)

L'idée d'une inertie professionnelle touchant les femmes *de pollera* est à nouveau validée par l'absence de mobilité professionnelle ascendante qui caractérise ce groupe quel que soit le lieu de naissance. De façon générale, l'instabilité professionnelle caractérise les habitants d'El Alto dont la majorité occupe le même emploi depuis moins de 5 ans, d'après les résultats de notre enquête. Cette main-d'œuvre a pratiquement les mêmes chances d'être née à El Alto (42,7%) que dans les provinces du département de La Paz (50%) ou hors de ce département (53,4%), ce qui démontre que cette instabilité ne saurait être exclusivement liée aux migrations récentes. Elle témoigne de conditions de vie extrêmement précaires plutôt que d'un accroissement des possibilités de mobilité professionnelle ascendante et elle est d'autant plus forte que les professions concernées demandent les compétences les plus faibles[16].

D'après notre enquête, les Alténiens nés en zone rurale du département de La Paz ont plus tendance que les autres à occuper les emplois qui requièrent le niveau d'instruction le plus bas : les hommes ont plus de chances d'être artisans, les femmes *de*

---

[15] Cette nomenclature ne rend en effet absolument pas compte du nombre de travailleurs informels que compte la ville d'El Alto. C'est au sein de la CSP « vendeurs ambulants » que ces travailleurs ont les chances les plus fortes d'être regroupés.

[16] Ce que l'on a pu observer pour la CSP « commerçants-propriétaires » ou pour la catégorie « artisans ». Cependant, étant donné la petitesse des effectifs nous ayant déclaré occuper un emploi antérieur à leur activité au moment de l'enquête, nous ne mentionnons ces résultats qu'à titre indicatif sans reproduire le détail du croisement CSP occupée/CSP antérieurement occupée.

vestido « commerçantes-propriétaires », les femmes *de pollera* « vendeuses ambulantes ». Au contraire, le fait d'être né à El Alto permet une élévation dans la hiérarchie des emplois puisque, dans ce cas, les hommes sont plus représentés au sein de la CSP « techniciens et professionnels » tandis que la présence des femmes *de vestido* diminue au sein de la catégorie « commerçantes-propriétaires ». En revanche, si le nombre de femmes *de pollera* « vendeuses ambulantes »[17] décroît aussi lorsque le lieu de provenance est El Alto, ces femmes n'en demeurent pas moins cantonnées dans une activité qui ne requiert guère plus de compétences : les « commerçantes-propriétaires ». Leur situation s'améliore donc, suivant la tendance observable pour les deux autres populations, mais jusqu'à un certain seuil déjà mis en évidence pour le niveau d'études. C'est ce que confirme la distribution de notre échantillon en fonction du poste occupé (tableau 5).

Tableau IX - 5

Poste occupé en fonction du « genre » et du lieu de naissance

Population 1 : Lieu de naissance : provinces du département de La Paz

	Ouvriers	Employés	A leur compte	Employés domestiques	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	1,3	11,5	70,5	11,5	5,2	100 (78)
Femmes *de vestido*	8,3	25	58,3	4,2	4,2	100 (24)
Hommes	26,3	22,4	39,5		11,8	100 (76)
Total (effectifs)	12,9 (23)	18 (32)	55,6 (99)	5,6 (10)	7,9 (14)	100 (178)

Population 2 : Le lieu de naissance est El Alto

	Ouvriers	Employés	A leur compte	Employés domestiques	Autres	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	1,3	14,3	71,4	5,2	7,8	100 (77)
Femmes *de vestido*	3,1	36,9	44,6	4,6	10,8	100 (65)
Hommes	18,4	48,9	24,1	0,8	7,8	100 (141)
Total (effectifs)	10,2 (29)	36,7 (104)	41,7 (118)	2,8 (8)	8,6 (24)	100 (283)

Au lieu de réduire la distance entre les femmes *de pollera* et les deux autres groupes, le fait d'être nées à El Alto l'accentue. En effet, les femmes *de pollera* tendent trois fois plus que les hommes à demeurer à leur compte en travaillant notamment comme vendeuses en kiosque, à l'étal ou ambulantes. Elles n'étaient

[17] Rappelons que cette catégorie figure en bas de l'échelle des CSP.

qu'approximativement deux fois plus enclines qu'eux à occuper ces emplois en étant originaires des provinces du département de La Paz.

L'écart se creuse également avec les femmes *de vestido* lorsque le lieu de naissance est El Alto, bien que dans une moindre mesure : les femmes *de pollera* ont environ trois fois moins de chances que les hommes d'obtenir un poste d'employée (14,3% contre 48,9%) alors que le fait d'être né en zone rurale du département de La Paz semble réduire les différences entre les groupes. L'écart entre les *cholas* et les deux autres populations se resserre en effet : la proportion d'hommes et de femmes *de vestido* employés est à peu près la même (25% pour les femmes *de vestido* contre 22,4% pour les hommes) contre 11,5% des femmes *de pollera*.

En résumé, à El Alto, les femmes *de pollera* ont les chances les plus faibles de voir leur capital scolaire reconnu sur le marché du travail. Allons même jusqu'à dire que celui-ci n'a aucun effet sur la mobilité sociale de ces femmes par rapport aux hommes et aux femmes *de vestido*. Le fait d'être né à El Alto met au contraire en évidence des seuils que rendent manifestes à la fois le niveau d'études et la position socioprofessionnelle. Si l'on considère que les attentes des femmes *de vestido* et des hommes nés en ville ont plus de chances d'être comblées en fonction de leurs compétences, on comprendra que l'inertie socioprofessionnelle des *cholas* tende à exacerber leur frustration en les amenant à envier les positions supérieures. D'après Erving Goffman, cette attitude caractérise la plupart des sociétés stratifiées et « ne traduit pas simplement le désir d'avoir une situation prestigieuse, mais aussi le désir de se rapprocher du foyer sacré des valeurs sociales établies »[18]. Il est dès lors significatif d'observer qu'avant CONDEPA, certaines employées municipales n'avaient pas la sensation de « travailler » (notion impliquant à leurs yeux non seulement le fait d'avoir un statut d'employée mais encore d'*être dans un bureau*[19]) :

Q. : Vous travailliez avant d'être employée municipale ?

Nilda : « Je ne travaillais pas, je vendais dans les foires ; puis nous avons [elle et son époux] adhéré à CONDEPA et un jour, le chef m'a donné la possibilité de *travailler dans un bureau* (...) »[20].

Feli : « Non. Depuis que j'ai douze ans ; mon père était maçon et *je n'avais pas de travail stable*. J'ai donc vendu depuis que j'ai douze ans au marché Uruguay jusqu'à maintenant.

---

[18] Erving Goffman, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Ed. de Minuit, T.I, 1973, pp.25 et 41.

[19] Nous renvoyons aux propos des militantes citées dans le chapitre V. Selon Eulogia " Avant, nous ne travaillions pas comme ça, nous entrions dans un *bureau* pour solliciter quoi que ce soit en enlevant notre chapeau de peur ". Selon Felipa : " (...) maintenant les femmes sont comme des hommes, elles n'ont plus peur de rien, pas même d'entrer dans un *bureau* ".

[20] Entretien avec Nilda, employée municipale, El Alto 1997.

Cela fait à peine un an que j'ai arrêté de vendre *parce que j'ai commencé à travailler...* C'est de cela que j'ai vécu, en vendant du café, et je le dis avec fierté, sans honte, je dis avec fierté que j'ai vendu du café et que c'est avec le café que j'ai pu élever mes enfants et que j'ai aidé mon époux »[21].

D'après le discours de ces femmes, vendre en appartenant au secteur informel de l'économie (avec tout ce que cela comporte de précarité et d'absence de reconnaissance statutaire) ne semble pas permettre d'« assumer » la condition de *chola* qui implique, d'après ces extraits d'entretiens, de n'avoir eu droit qu'à des emplois précaires[22]. L'exercice d'une charge publique implique en revanche un certain *prestige* validé par le « hors-groupe » dont les *cholas* cherchent à se rapprocher. L'hypothèse d'un seuil difficilement franchissable est-elle corroborée par le revenu mensuel individuel ? Comment celui-ci fait-il à son tour varier les intentions de vote pour CONDEPA ?

4. Le vote des *cholas* les plus aisées

Même si pour chaque population considérée, le fait d'être né à El Alto signifie une augmentation des gains mensuels, l'écart entre les femmes *de pollera* et les deux autres groupes tend à se résorber. Il sépare plus exactement les deux catégories de femmes de celle des hommes. En effet, la distribution du revenu est à peu près la même pour les femmes *de pollera* et les femmes *de vestido*, et ce quelle que soit leur origine. La population masculine a quant à elle de fortes chances de gagner plus que la population féminine (tableau 6).

Tableau IX - 6

Revenu en fonction du « genre » et du lieu de naissance

Population 1 : Lieu de naissance : provinces du département de La Paz

	-240bs	241-459bs	+460bs	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	49,4	29,6	21	100 (81)
Femmes *de vestido*	44	36	20	100 (25)
Hommes	26,5	30,1	43,4	100 (83)
Total (effectifs)	38,6 (73)	30,7 (58)	30,7 (58)	100 (189)

[21] Entretien avec Feli, employée municipale, El Alto 1997.

[22] Dans d'autres exemples cités dans le chapitre V, cela correspond aussi au fait de ne plus avoir honte de *la pollera* ou de parler l'aymara.

Population 2 : Le lieu de naissance est El Alto

	-240bs	241-459bs	+460bs	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	33,7	30,1	36,2	100 (83)
Femmes *de vestido*	33,8	25,4	40,8	100 (71)
Hommes	14	25,3	60,7	100 (150)
Total (effectifs)	100 (73)	100 (81)	100 (150)	100 (304)

En outre, il s'avère que le fait d'avoir un capital scolaire faible ou inexistant n'empêche pas pour autant les femmes *de pollera* de pouvoir accéder aux revenus les plus élevés. Un peu plus de la moitié des *cholas* gagnant plus de 460bs ont un niveau d'instruction primaire, contre un nombre dérisoire de femmes *de vestido* et 17,1% d'hommes (tableau 7).

Tableau IX - 7

Niveau d'études en fonction du « genre » et de la modalité du revenu +460bs

Niveau de revenu le plus élevé : +460bs

	Primaire	Secondaire	Technique et universitaire	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	56,5	34,8	8,7	100 (46)
Femmes *de vestido*	2,3	53,5	44,2	100 (43)
Hommes	17,1	48,6	34,3	100 (140)
Total (effectifs)	22,3 (51)	46,7 (107)	31 (71)	100 (229)

La notion de seuil ne s'applique donc pas au revenu. On peut dès lors supposer que cette plus grande égalité des chances, favorable aux *cholas*, en étant source d'une plus grande satisfaction devrait entraîner une diminution du soutien à CONDEPA de la part des femmes *de pollera* qui gagnent le plus. Or il n'en est rien. Les différences entre les trois groupes demeurent les plus nettes pour le niveau de revenu le plus élevé (460bs et plus). En effet, ¾ environ des femmes *de pollera* déclarent leur intention de soutenir CONDEPA pour cette modalité contre la moitié environ des hommes et ¼ des femmes *de vestido*. Bien que les femmes *de pollera* soient tout aussi compétitives que les femmes *de vestido* devant le revenu, leur vote reste constant quel que soit leur gain, contrairement à celui des deux autres sous-populations. La frustration relative de ces électrices semble persister, tandis que la pauvreté objective apparaît tout à fait explicative du vote des femmes *de vestido* pour CONDEPA. C'est ce groupe de femmes qui se rapproche aussi le plus du profil de l'électeur condépiste précédemment mis en évidence (chapitre III).

Tableau IX - 8

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et du revenu mensuel individuel

Population 1 : Niveau de revenu le plus bas (-240bs)

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	68,6	31,4	100 (70)
Femmes *de vestido*	52,5	47,5	100 (40)
Hommes	47,7	52,3	100 (44)
Total (effectifs)	58,4 (90)	41,6 (64)	100 (154)

Population 2 : Niveau de revenu intermédiaire (241-459bs)

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	76,4	23,6	100 (55)
Femmes *de vestido*	43,3	56,7	100 (30)
Hommes	47,9	52,1	100 (71)
Total (effectifs)	57,1 (89)	42,9 (67)	100 (156)

Population 3 : Niveau de revenu supérieur (+460bs)

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	70,6	29,4	100 (51)
Femmes *de vestido*	28	72	100 (50)
Hommes	45,2	54,8	100 (157)
Total (effectifs)	46,9 (121)	53,1 (137)	100 (258)

Les intentions de vote des femmes *de pollera* et des hommes ne varient pas en fonction du revenu contrairement à celles des femmes *de vestido* qui vont décroissant à mesure que leurs gains augmentent. Le choix électoral de la population masculine s'avère également influencé par un sentiment d'insatisfaction – dont l'analyse dépasse ici le cadre de notre démonstration – que le fait de gagner plus du salaire moyen (460bs) ne semble pas être en mesure d'atténuer.

La relative stabilité du vote des *cholas*, même lorsqu'elles ont accès aux meilleurs salaires, pourrait une fois encore trouver une explication dans la permanence d'un système injuste malgré l'absence de barrières à leur ascension économique. Afin de valider pleinement notre hypothèse d'un vote de frustration relative propre à ce groupe, examinons la perception qu'ont les acteurs de leur position au sein de la hiérarchie sociale.

5. Le vote des *cholas* les plus insatisfaites

Nous avons considéré que les individus nés à El Alto faisaient preuve d'*optimisme* lorsqu'ils exprimaient une certaine aisance matérielle (modalité « aisé » de la variable « perception de la situation économique »).

Nous avons vu que les *cholas* se déclaraient plus insatisfaites que les hommes et les femmes *de vestido* (chapitre V). Note-t-on ou non une atténuation de ce sentiment lorsque ces électrices sont nées à El Alto ?

Alors que les différences entre nos trois populations sont pratiquement imperceptibles lorsque les individus proviennent des zones rurales du département de La Paz, et ce quel que soit le degré de perception subjective de la pauvreté, les écarts se creusent lorsque le lieu de naissance est El Alto. 26,8% des femmes *de pollera* s'estiment très pauvres contre une part infime de femmes *de vestido* (4,3%) et 17,6% d'hommes (tableau 9). Si en revanche le sentiment de pauvreté est de même intensité pour les trois populations (toujours dans le cas où le lieu de naissance est El Alto), les *cholas* ont environ deux fois moins de chances (13,4%) que les hommes (27,5%) ou les femmes *de vestido* (33,3%) de se percevoir aisées. Il est probable que le sentiment d'aisance matérielle de ces dernières soit influencé non seulement par le revenu individuel mais aussi par celui du ménage, ce qui peut expliquer qu'hommes et femmes *de vestido* tendent dans les mêmes proportions à s'estimer satisfaits (bien que les revenus des premiers soient en général supérieurs à ceux des secondes).

Contrairement à la situation économique des trois groupes qui s'améliore lorsque le lieu de naissance est El Alto (tableau 6), l'insatisfaction des *cholas* tend à augmenter pour cette modalité, à l'inverse des femmes *de vestido* et des hommes.

Tableau IX - 9

Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » et du lieu de naissance

Population 1 : Lieu de naissance : provinces du département de La Paz

	Très pauvres	Pauvres	Aisés	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	16,1	65,5	18,4	100 (87)
Femmes *de vestido*	10,7	71,4	17,9	100 (28)
Hommes	4,6	77	18,4	100 (87)
Total (effectifs)	10,4 (21)	71,3 (144)	18,3 (37)	100 (202)

Population 2 : Le lieu de naissance est El Alto

	Très pauvres	Pauvres	Aisés	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	26,8	59,8	13,4	100 (97)
Femmes *de vestido*	4,3	62,4	33,3	100 (117)
Hommes	17,6	54,9	27,5	100 (182)
Total (effectifs)	15,9 (63)	58,3 (231)	25,8 (102)	100 (396)

Notons en outre que parmi les personnes qui gagnent plus de 460bs, ce sont les *cholas* qui ont les chances les plus faibles de s'estimer aisées (tableau 10).

Tableau IX - 10

Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » et de la modalité du revenu +460bs

Niveau de revenu le plus élevé : +460bs

	Très pauvres	Pauvres	Aisés	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	15,7	54,9	29,4	100 (51)
Femmes *de vestido*	4,1	53,1	42,8	100 (49)
Hommes	12,3	52,9	34,8	100 (155)
Total (effectifs)	11,4 (29)	53,3 (136)	35,3 (90)	100 (255)

C'est pour les femmes *de pollera* que les évaluations – appréhendées à travers la variable « perception de la situation économique » – présentent le décalage le plus fort avec les faits objectifs, à savoir la plus forte égalité devant le revenu, favorable à leur groupe. Il semble en effet que la réussite économique des *cholas* ne suffise pas à rehausser leur condition, ce qui pourrait contribuer à expliquer leur frustration relative. Certes, la distribution des gains montre un électorat *de pollera* inséré dans un système où il lui est possible de faire tourner à son avantage certains handicaps découlant de sa position sociale en bas de la hiérarchie parce que, comme l'écrit F. Bourricaud, « l'astuce, réponse du faible »[23] est le moteur permettant au *cholo* de « se pousser », de « monter » (les *cholas* d'El Alto ajouteront même « monter en haut » [*subir arriba*]). Cette ascension économique opère grâce à des règles qui apparaissent plus aléatoires pour les femmes *de pollera* que pour les hommes et les femmes *de vestido*, par suite de l'inégale valorisation de leur capital scolaire sur le marché du travail[24]. Mais le fait de pouvoir tirer

[23] F. Bourricaud, *Poder y Sociedad en el Peru*, Peru, IEP-IFEA, 1989, p.93.

[24] Une enquête confirme à ce propos la possibilité de réussite économique des individus malgré une dot scolaire médiocre, cf. *La Seguridad Humana en Bolivia*, *op. cit.*, p.91.

parti de cet aléatoire va-t-il de pair avec une plus grande reconnaissance de la part des « hors-groupes » ?

Nous soutenons que la réussite économique des *cholas* – lorsqu'elle a lieu – ne modifie pas fondamentalement leur statut aux yeux des groupes qui leur sont hiérarchiquement supérieurs et par rapport auxquels elles sont amenées à évaluer leurs propres performances, comme nous l'avons dit[25]. En d'autres termes, les *cholas* peuvent atteindre une position privilégiée au sein de leur *in-group* (Hyman, 1942), voire gagner plus que les femmes *de vestido*, sans pour autant que cela entraîne une plus grande reconnaissance statutaire de la part de ces dernières ou des hommes. La réussite économique n'est en ce sens pas synonyme du *progrès social* que les migrants attendent d'El Alto, qui impliquerait par exemple une élévation dans l'échelle des emplois grâce à l'acquisition d'un capital scolaire.

Ceci explique, d'après notre hypothèse, que les individus les plus protestataires ne soient pas les plus mal lotis[26]. Cette lecture de la réalité sociale s'inscrit dans une tradition sociologique d'inspiration tocquevillienne[27]. Appliqué à notre cas, ce paradoxe peut être résumé de la façon suivante : la *frustration relative* des femmes *de pollera* tend à augmenter dès lors qu'elles occupent une position sociale « privilégiée » au sein de leur propre *in-group* – c'est-à-dire lorsqu'elles sont nées à El Alto, qu'elles ont un niveau d'études secondaire et un revenu supérieur au salaire moyen –, parce que ce statut particulier va de pair avec une perception intensifiée de l'inégalité des chances de réussite (en regard des hommes et des femmes *de vestido*), étant donné la barrière sociale qu'implique le port de la *pollera*. La visibilité des inégalités découle ainsi d'une plus grande confrontation à celles-ci, elle-même conditionnée par la concurrence. Si la condition sociale est plus fréquemment remise en question dans le cas où ces femmes occupent une place privilégiée au sein de leur propre groupe, cela n'est pas dû à leur plus grande capacité[28] ou légitimité à avoir une opinion politique, mais au fait qu'une meilleure

---

[25] On peut ici rappeler un extrait d'entretien cité dans le chapitre V de cette thèse dans lequel une militante nous confiait que même lorsqu'elle faisait ostentation de certains signes de richesse (lorsqu'elle était « bien habillée »), le femme *de pollera* n'était jamais vue « au-dessus », ce qui prouve une fois de plus que l'un des points de comparaison de ces femmes qui ont la sensation de changer de statut grâce à CONDEPA (en travaillant notamment dans un bureau) est bien les positions supérieures.

[26] Ce que signalait J.-P. Lavaud dans une étude sur le quartier pacénien de Achachicala, in J.-P. Lavaud, *Organisation sociale et attitudes politiques dans un quartier marginal de La Paz. Une enquête par questionnaires dans le " barrio " d'Achachicala*, Thèse pour le doctorat de 3ème cycle, Université René Descartes, Paris V, U.E.R. de Sociologie, 1972.

[27] Cf. A. de Tocqueville, *de la Démocratie en Amérique*, Tomes I et II, Paris, Garnier-Flammarion, 1981.

[28] Au sens où l'entend P. Bourdieu pour lequel le " droit statutaire " sur la politique est supposé croître à mesure qu'augmente le niveau d'études (*op. cit*, p.478). Bourdieu donne à ce concept deux sens : d'une part, une *capacité proprement politique* à répondre à la question politique posée ; d'autre part, une *capacité socialement reconnue* à donner un avis politique (*ibid.*, p.466).

connaissance des règles du jeu urbain rend manifestes les limites de leur ascension. Plus la frustration des *cholas* est forte, plus il est probable qu'elles protestent contre un ordre social qui leur est défavorable en votant pour CONDEPA. Inversement, le croisement prenant en compte la perception de la condition économique montre que c'est justement pour la modalité la plus optimiste de l'échelle de pauvreté (« aisées ») que le vote des femmes *de pollera* a les plus fortes chances d'enregistrer une baisse significative (tableau 11).

Tableau IX - 11

Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et de la perception subjective de la pauvreté

Population 1 : Modalité « Très pauvres »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	77,8	22,2	100 (45)
Femmes *de vestido*	41,7	58,3	100 (12)
Hommes	47,5	52,5	100 (40)
Total (effectifs)	60,8 (59)	39,2 (38)	100 (97)

Population 2 : Modalité « Pauvres »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	76,2	23,8	100 (122)
Femmes *de vestido*	40,4	59,6	100 (109)
Hommes	51,3	48,7	100 (191)
Total (effectifs)	55,7 (235)	44,3 (187)	100 (422)

Population 3 : Modalité « Aisés »

	CONDEPA	Autres partis	Total (effectifs)
Femmes *de pollera*	53,1	46,9	100 (32)
Femmes *de vestido*	27	73	100 (63)
Hommes	21,6	78,4	100 (88)
Total (effectifs)	29 (53)	71 (130)	100 (183)

Certes, les écarts qui séparent les trois groupes d'électeurs pour la modalité « aisés » demeurent conséquents et apportent une confirmation supplémentaire au fait que ce sont bien les femmes *de pollera* qui sont les plus enclines à soutenir CONDEPA. Il n'en demeure pas moins vrai que les intentions de vote obtenues pour cette modalité diminuent, de même que pour les deux autres modalités du « genre ». Un plus grand optimisme entraîne donc pour tous les groupes une baisse des intentions de vote pour ce parti.

En conclusion, si nous avons expliqué le vote pour CONDEPA des *cholas* par certains mécanismes identificatoires (voir notamment le chapitre V), il faut comprendre ceux-ci à la lumière de la *frustration relative* de ces électrices. Ce sentiment caractérise les individus situés en haut de l'échelle propre à leur groupe (ce que nous avons mis en évidence grâce à trois variables : le lieu de naissance, le niveau d'études et le revenu mensuel individuel) parce que cette position favorise la prise de conscience des inégalités sociales qui séparent les groupes. La visibilité de celles-ci émane d'une plus grande confrontation à elles, suscitée par l'insertion dans un univers compétitif. Si la condition sociale est plus souvent remise en question lorsque ces femmes occupent les positions les plus avantageuses, c'est parce qu'une meilleure intégration à l'univers urbain rend manifestes certains seuils ou une certaine inertie. Cette conscience accrue des inégalités est aussi construite en regard de groupes concurrents auxquels les *cholas* sont amenées à disputer une part du marché. On peut dire, en inversant la formule de R. Boudon, que « plus la visibilité des barrières sociales est forte, moins la croyance en la possibilité de les franchir est susceptible d'être observée »[29]. C'est, selon nous, ce qui tend à consolider l'identification à CONDEPA.

Plus la frustration relative des *cholas* est forte, plus celles-ci ont tendance à exprimer leur refus de l'ordre social existant en votant pour CONDEPA. La frustration ne découle pas exclusivement de l'inégalité objective des chances de réussite mais du rapport plus ou moins *enchanté*[30] à une *identité sociale* : la condition de *chola*. Parce que « les hommes réagissent en effet non seulement aux caractères objectifs d'une situation, mais aussi, et parfois surtout, à la signification qu'ils donnent à cette situation »[31]. Voyons quelle représentation s'en font les femmes *de pollera* à travers le témoignage d'une électrice à laquelle nous avions demandé son opinion sur Remedios Loza :

« Ce que j'apprécie par-dessus tout en elle [Remedios Loza] est sa façon de se dépasser, nous savons qu'elle est une personne aymara, *elle a été chola* [*ha sido chola*], et ce que j'admire c'est sa façon d'évoluer [*superarse*], au fond l'habit lui importe peu, peu lui importe le fait qu'elle soit *de pollera*, ce que j'admire le plus en elle est son évolution »[32].

---

[29] En inversant la formule de R. Boudon : « Plus la visibilité des barrières sociales est faible, plus la croyance en la possibilité de les franchir est susceptible d'être observée », *cf.* l'analyse de Sombart formulée par R. Boudon, in *La Logique du social*, Paris, Hachette, 1979, p.61.

[30] On peut dire avec Bourdieu que « la perception de la position occupée dans le monde social et le rapport enchanté ou désenchanté à cette position [qui] est sans doute une des médiations principales à travers lesquelles s'établit la relation entre la position et les prises de position politiques » P. Bourdieu, *op. cit.*, p.529.

[31] R.K. Merton, *op. cit.*, p.137.

[32] Entretien avec une militante.

Bien que l'entrée en politique de Remedios Loza n'ait pas donné lieu à son abandon de *la pollera*, la députée a « osé » – selon le mot des interviewées – ne pas *rester à sa place*. Elle est aussi parvenue à renverser la barrière de sa condition de *chola* en « cessant d'être *chola* », pourrait-on dire en paraphrasant cet extrait d'entretien.

Conclusion

En procédant par induction, nous sommes partie d'une grille générale d'analyse de la mobilisation électorale organisée autour de trois grands axes dont l'ambition était de résoudre un certain nombre de paradoxes de départ.

Dans un premier temps, nous avons présenté les conditions structurelles de l'émergence de CONDEPA et son contexte politique d'apparition, en mettant l'accent sur la construction d'un leadership dans une dynamique d'opposition avec un environnement. Cette dimension joue un rôle clé dans la consolidation du mouvement, en ayant des effets cohésifs. Elle participe des mécanismes de renforcement de l'identification – elle ne fonctionne que parce que les électeurs s'identifient au *Compadre* – au même titre que certains effets strictement médiatiques. Elle s'en différencie néanmoins si l'on considère que l'habileté manœuvrière du *Compadre*, bien qu'elle suscite le même type de mécanismes, relève d'une dimension tactique et personnelle. Le fait de mettre en évidence cette dimension ou encore d'observer que, si l'électorat condépiste est sensible à la conjoncture, il ne l'est qu'à partir d'un certain point, c'est-à-dire en complément des effets d'un trio politique, nous a conduit à analyser la nature du lien reliant les foules à Carlos Palenque et à son entourage. Dans notre premier axe, nous avions seulement mis en lumière ce lien à travers le récit des fermetures de RTP débouchant sur la fondation de CONDEPA.

C'est aussi la dimension *psychosociale* de la mobilisation que nous avons retenue dans un second temps en nous intéressant à la façon dont CONDEPA agit sur son électorat. Cette action est à la fois normative et porteuse de changement en contribuant au modelage de nouvelles identités. Les mécanismes identificatoires en jeu sont complexes. Ils répondent à un discours, produit par des idéologues, mais dont l'efficacité dépend de la synthèse qu'en fait Carlos Palenque. Nous avons d'abord tâché de mettre en évidence le rôle de RTP dans la consolidation de ce lien, puis nous avons étudié l'impact du « symbole » de dépassement Remedios Loza sur des électrices peu politisées en montrant que les logiques les plus intensément affectives peuvent côtoyer des intérêts de groupes qui voient s'affirmer un individualisme naissant et un principe d'autonomie. Mais les électeurs condépistes adhèrent plus globalement à une idéologie dont nous avons étudié les représentations. En exaltant un principe populaire, CONDEPA suscite l'émergence d'un collectif abstrait : le peuple. Plus qu'un renversement de l'ordre social au bénéfice des pauvres, les condépistes revendiquent le droit d'avoir des droits, une égalité des chances de réussite, davantage de participation, en somme, une justice

sociale. L'adhésion à cette idéologie (et l'identification à un parti politique qui *symbolise* le dépassement[1]) annule certains effets des variables lourdes retenues dans notre analyse. Cela ne signifie pas que les variables sociales, et notamment la distinction entre les femmes *de pollera*, les femmes *de vestido* et les hommes perdent leur caractère explicatif du vote (puisque nous avons au contraire établi qu'elles étaient au fondement des mécanismes d'identification) mais que leur influence sur le choix électoral se combine avec celle d'un corpus idéologique qui ne fait pas exactement appel aux mêmes logiques électorales selon que les acteurs sont des *cholas*, des hommes ou des femmes *de vestido*. Comme les hommes ne disposent pas d'un modèle identificatoire tel que Remedios Loza et qu'ils sont en général plus politisés que les femmes *de pollera*, ils tendent à adhérer davantage à l'idée d'une démocratie directe qui répond à leurs attentes d'une société plus égalitaire. C'est d'une part le parcours de Carlos Palenque qui crédibilise cette société à venir mais également la politique d'opposition sans relâche qu'il mène.

Le fait de montrer l'incidence sur le vote pour CONDEPA du lien avec Carlos Palenque et certains « symboles » laissait en suspens la question du fonctionnement interne du parti. Aussi, nous avons d'une part examiné la façon dont l'entourage rapproché du leader influençait le choix électoral en nous demandant s'il existait un dispositif élargi, à son tour susceptible d'avoir des effets sur la mobilisation électorale. Il s'est donc agi dans un troisième temps d'évaluer l'influence de l'organisation du parti sur le soutien à CONDEPA. Nous avons repris l'hypothèse avancée dans la première partie de notre thèse – celle d'un vote pouvant être sensible à la conjoncture –, en tâchant de la fonder. À un niveau microsociologique (le quartier), le fait de disposer d'une clientèle locale est en effet susceptible d'atténuer les effets de certaines variables lourdes. Transposé à l'échelle d'El Alto, il s'avère que certains patrons locaux (les maires) sont en mesure d'obtenir une amélioration du score de CONDEPA aux élections municipales, en suivant pour cela les règles du jeu de la commune alténienne, c'est-à-dire en répartissant parts de pouvoir et pots-de-vin aux principaux dirigeants des organisations civiques et syndicales de la ville. Si ces règles ne sont pas suivies, c'est la place du maire à la tête de la commune qui se trouve compromise. Un certain environnement politique influence donc certaines pratiques, du clientélisme des maires d'El Alto à l'autoritarisme de Carlos Palenque, désireux de conserver le contrôle de son organisation. Le caudillisme présente en ce sens des effets pervers car la neutralisation de tout autre leader émergent ne facilite pas l'implantation régionale de CONDEPA, déjà laborieuse. L'impact sur le vote

[1] À travers une somme de cas de dépassement : Carlos Palenque, Mónica Medina, Remedios Loza, Alberto Jiménez, Flavio Clavijo pour ne citer que ceux dont nous avons suivi le parcours dans cette thèse.

des réseaux préexistants du compérage a en outre confirmé l'adhésion à un schéma inégalitaire, fruit de l'organisation d'un dispositif, mais relevant également des effets d'un corpus idéologique (une idéologie de la séniorité). C'est enfin une structure sociale inégalitaire qui éclaire les logiques identificatoires des femmes *de pollera*, ce qui démontre que la mobilisation électorale pour ce parti dépend d'une combinaison de facteurs. Le vote de frustration relative que CONDEPA recueille des *cholas* met en évidence la rencontre entre un discours et des symboles crédibles qui répond aux nouvelles attentes suscitées par un contexte urbain singulier.

ANNEXES

Annexe I : Quartiers de la ville d'El Alto
Annexe II : Questionnaire
Annexe III : Photos

ANNEXE I
QUARTIERS DE LA VILLE D'EL ALTO

30 G. BUSCH. VILLA INGAVI
31 G. BUSCH.MERCURIO.V.REMEDIOS. V.INGAVI INGENIO.TAHUANTINSUYU
40 ALTO LIMA 3 A. SECCION
41 ALTO LIMA 3 A. SECCION
50 ALTO LIMA 2 A. SECCION
51 ALTO LIMA 2 A. SECCION
60 ALTO LIMA 1 A. SECCION
61 ALTO LIMA 1 A. SECCION. URB. SAID. ALTO VILLA VICTORIA
70 ALTO LIMA 1 A. SECCION
71 ALTO LIMA 1 A.SECCION
80 VILLA BALLIVIAN OESTE
81 VILLA BALLIVIAN OESTE
90 VILLA BALLIVIAN OESTE
91 VILLA BALLIVIAN OESTE
140 VILLA LOS ANDES
150 VILLA 16 DE JULIO
151 VILLA 16 DE JULIO
152 VILLA 16 DE JULIO
160 VILLA 16 DE JULIO
161 V. 16 DE JULIO. BARRIO PETROLERO
270 VILLA SANTIAGO 1
271 VILLA SANTIAGO 1
180 CENTRO 12 DE OCTUBRE
181 CENTRO 12 DE OCTUBRE
170 VILLA DOLORES
171 VILLA DOLORES
172 VILLA DOLORES
190 V. LORETO. AEROPUERTO. V. BOLIVAR A. VILLA MISERIA
280 VILLA TEJADA
281 VILLA TEJADA
320 VILLA EXALTACION
321 SANTA ROSA
322 VILLA EXALTCION. SANTA ROSA
330 ROSAS PAMPA. VILLA PUCARANI
290 CIUDAD SATELITE NORTE
300 CUIDAD SATELITE ESTE
301 ALPACOMA. SATELITE SUR
310 CUIDAD SATELITE OESTE
311 CIUDAD SATELITE SUR
251 VILLA BOLIVAR, SAN PEDRO
252 VILLA BOLIVAR C
260 VILLA BOLIVAR C Y D
261 VILLA BOLIVAR, AVAROA
340 V.SANTIAGO II, V.BOLIVAR E
341 VILLA SANTIAGO II
350 BOLIVAR MUNICIPAL,URB. VILLAZON
351 N.HORIZONTES #3,V. EL CARMEN, URB.PORVENIR, URB.ASUNCION SAN PEDRO
390 URB. MAGISTERIO, CUPILUPACA, DELICIAS ORO NEGRO, URB.MERCED, 6 JUNIO, STA ISABEL
391 SENKATA,KENKO,ROSAS PAMPA,URB COMBIFAG,SENKATA 79,URB.26 DE JULIO SENKATA SIND. DF COLEC.
331 NUEVOS HORIZONTES 1, 21 SEPTIEMBRE
360 VILLA PACAJES, V.SAN LUIS TASA
361 VILLA JULIANA, VILLA PRIMAVERA
362 COSMOS 77, COSMOS 78
370 PARAISO, SAN NICOLAS
371 COSMOS 79 "A" y "B", SAN LUIS
372 COSMOS 79 "C", QUISHUARAS, URB. MCAL, SANTA CRUZ, URB. S. FELIPE DE SEQUE, URB. J.A. DE PADILLA
380 1° DE MAYO
381 SAN LUIS PAMPA
382 ROMERO PAMPA, SAN LUIS CHARAPAQUI
250 VILLA ANTOFAGASTA, ILLIMANI, DOLORES F.
200 6 AGOSTO,P.D. MURILLO,NUEVA MARCA
130 VILLA TUNARI
131 VILLA TUNARI
132 VILLA TUNARI
101 VILLA ESPERANZA
20 V.HUAYNA POTOSI
21 V.HUAYNA POTOSI, ANEXO H. POTOSI
100 V. T. KATARI, V. ESPERANZA
240 V.ADELA,YUNGUYO,2 DE FEBRERO
241 LUIS ESPINAL, VILLA ALEMANIA
242 VILLA ADELA,AMIG. CHACO
10 V.INGENIO 1ra SECCION, V.STRONGESTH
11 V.INGENIO 2da SECCION, V.SAN JUAN
110 V.MEJILLONES, V.INGENIO, V. TAHUANTISUYU
111 BAJO MCAL.SUCRE COOPERATIVA, VILLA
120 V.YUNGUYO, BAJO MCAL.SUCRE.VILLA ORIENTAL, N.BRA
221 VIVIENDAS RIO SECO
220 VIVIENDAS RIO SECO
222 VIVIENDAS RIO SECO
210 F.TAMAYO, 23 MARZO, ESTRELLA BELEN
230 S.JOSE YUNGUYO, 25 JULIO, 16 FEBRERO

Source : Corte Nacional Electoral, La Paz, Bolivia, 1996

ANNEXE II

QUESTIONNAIRE

1. Sexo M F

2. Mujer *de pollera* S N

3. Edad

4. ¿Dónde nació usted?

5. Estado civil

Casado
Soltero
Viudo
Divorciado
Conviviente
Separado

6. ¿Cuántos hijos tiene usted?

7. ¿Hace cuánto tiempo que vive en la ciudad?

8. ¿En qué zona, villa o urbanización vive?

9. ¿Cuál fue el motivo por el que vino a la Paz? (sólo a los migrantes)

10. ¿Cuál es su grado de educación?

Primario
Secundario
Técnico
Universitario
Otro

11. ¿Dónde trabaja usted actualmente?

12. ¿Cuál es su ocupación actual? (rama de actividad)

13. ¿Cuál es el cargo que ocupa?

14. ¿Cuál fue su actividad anterior?

15. ¿Hace cuánto tiempo que ejerce su actual profesión o actividad?

16. ¿Cuál es el monto de sus ingresos mensuales?

17. ¿Cómo se considera económicamente?

Muy pobre
Pobre
Acomodado
Muy acomodado

18. ¿Quién gana más en su hogar, usted o su esposo (a)?

19. ¿Cuántas personas dependen económicamente de usted?

20. Propiedad de la vivienda :

Anticrético
Alquiler
Propia
Mixta
Cedida

21. ¿Cuál es la radio que más escucha?

22. ¿Cuál es el canal de televisión que más ve?

23. ¿Desde el fallecimiento de Carlos Palenque, Ud. Sigue siendo fiel al sistema RTP? (sólo a los que sintonizan RTP)

Sí No

24. ¿Por qué? (sí o no)

25. Ud. Escucha o ve la Tribuna Libre con la misma atención que cuando C. Palenque la dirigía (sólo a los que sintonizan RTP)

Sí No

26. Por qué? (sí o no)

27. Si tuviera que escoger, Ud preferiría asistir:

al Hipershow de C. Palenque
a los Sábados Populares de A. Paco

28. ¿Por qué? (sí o no)

29. ¿Usted considera que el alejamiento de A. Paco perjudicará al sistema RTP?

Sí No

30. ¿Por qué? (sí o no)

31. ¿Quién diría Ud que es el responsable de este alejamiento?

Verónica
A. Paco

32. ¿Si la existencia de RTP se viera amenazada, Ud sería capaz de ir a defender estos medios de comunicación? (sólo a los que sintonizan RTP)

Sí No

33. ¿Ud considera que debería retomar la dirección de RTP la Sra. Mónica Medina?

Sí No

34. ¿Por qué? (sí o no)

35. ¿Ud considera que debería retomar la dirección de CONDEPA la Sra. Mónica Medina?

Sí No

36. ¿Por qué? (sí o no)

37. ¿Qué religión profesa usted?

38. ¿Desde cuándo pertenece usted a esta iglesia?

39. ¿Cuál fue su religión anterior?

40. ¿Cuál es su opinión sobre las iglesias evangélicas? (sólo a los cristianos)

Le causan indiferencia
Despiertan su interés
Le causan molestia
Quisiera pertenecer a una de ellas

41. ¿Qué opina de la religión católica? (sólo a cristianos)

42. Si tuviera que pedir algún tipo de favor, ¿a quién recurriría?
(si la respuesta es a Dios, pregunten a quién recurrirían en segunda instancia)

Parientes
Vecinos
Compadres
Amigos
Conocidos
Otro

43. ¿Nombró padrinos para sus hijos? Sí No

44. ¿Cuáles son sus compadres más queridos (entre los que nombró)? (1 ó 2)

Bautismo
Confirmación
1ra Comunión
Matrimonio
Promoción
Otro

45. ¿Usted tenía compadres antes de llegar a la ciudad? (sólo a migrantes)

Bautismo
Confirmación
1ra Comunión
Matrimonio
Promoción
Otro

46. ¿Usted nombró padrinos al llegar a la ciudad? (sólo a migrantes)

Bautismo
Confirmación
1ra Comunión
Matrimonio
Promoción
Otro

47. ¿Con cuántos de sus compadres se ve usted con frecuencia (compadres escogidos)? (número)

48. ¿Cuál es la edad de su compadre más querido?

49. ¿Dónde nació su compadre más querido?

50. ¿Dónde reside actualmente?

51. ¿Cuál es su ocupación actual? (rama de actividad)

52. ¿Cuál es el cargo que ocupa?

53. ¿Su compadre más querido era? :

un amigo
un pariente
un vecino
un conocido
su jefe

54. ¿Su compadre más querido pertenece a algún partido político?

55. ¿Sus otros compadres a qué partidos políticos pertenecen?

56. ¿Tiene su compadre algún cargo dentro de este partido?

57. ¿En qué está seguro de contar con el apoyo de su compadre?

Si tiene problemas de salud
Cuando tenga problemas económicos
Cuando necesite una auyda moral
Cuando necesite que lo escuche
Cuando busque trabajo
Cuando busque vivienda

58. ¿Usted qué le ofrece a su compadre?

59. ¿Diría que su compadre más querido es como :

un padre
un amigo
un hermano

60. A la hora de nombrar sus compadres, ¿qué tomó en cuenta?

61. ¿Por quién votó en las elecciones generales de 1989?

62. ¿Por quién votó en la elecciones generales de 1993?

63. ¿Por quién votó en las elecciones municipales de 1995?

64. ¿Si las elecciones fueran mañana, por quién votaría?

65. ¿Será cierto que Carlos Palenque se convirtió al cristianismo poco antes de fallecer? (sólo a los cristianos que dicen que votarán por primera vez CONDEPA en 1997)

Sí No

66. ¿Si la respuesta es positiva en 65, su intención de votar por Condepa en las próximas elecciones se debe a la conversión al cristianismo de Carlos Palenque?

Sí No

67. Si no en 66, otros factores :

68. ¿Usted considera que la actual Jefe y Candidata a la Presidencia Remedios Loza mantendrá la misma línea política deCarlos Palenque?

Sí No

69. ¿Por qué? (sí o no)

70. ¿Usted considera que Remedios Loza recibirá el apoyo del electorado?

Sí No

71. ¿Por qué? (sí o no)

72. ¿Considera usted que Verónica Palenque debería ser la que dirige CONDEPA en lugar de Remedios Loza?

Sí No

73. ¿Por qué? (sí o no)

74. ¿Piensa usted que CONDEPA continuará luego de la muerte de Carlos Palenque?

Sí No

75. ¿Por qué? (sí o no)

76. ¿Usted considera a Carlos Palenque como santo?

Sí No

77. ¿Por qué? (sí o no)

78. ¿Votaría usted por el candidato de CONDEPA en su Circunscripción?

Sí No

79. ¿Ud. sabe quién es el candidato uninominal por CONDEPA en su circunscripción? (si la respuesta es positiva, preguntar nombre)

ANNEXE III

Photos

PHOTO N° 1

« Palenque est vivant !
Remedios présidente »

1997 Palenque

VIVE!
Remedios Presidenta

PHOTO N° 2 :
Le trio politique

PHOTO N°3 :
« Cher Compadre Carlos, tu vivras toujours dans nos cœurs »

PHOTO N°4 :
Cimetière de La Paz : sépulture de Carlos Palenque
(photo prise par Françoise Martinez)

PHOTO N°5 :
Militante de pollera condépiste

PHOTO N°6 :
Carlos Palenque, Saint des Pauvres

PHOTO N°7 : pierre portant l'effigie du Compadre

GLOSSAIRE DES SIGLES

ADN	(Acción Democrática Nacionalista) : Action Démocratique Nationaliste
AP	(Acuerdo Patriótico) : Accord Patriotique
BI	(Bolivia Insurgente) : Bolivie insurgée
B.I.D.	Banque interaméricaine de développement
CCI	(Comunidad, Cambio e Integración) : Communauté, Changement et Intégration
CEPB	(Confederación de Empresarios Privados de Bolivia) : Confédération des chefs d'entreprise privée
CNB	(Cervecería Nacional Boliviana) : Brasserie nationale bolivienne
CNP	(Concejo Nacional Patriótico) : Conseil National Patriotique
COB	(Central Obrera Boliviana) : Centrale ouvrière bolivienne
CONDEPA	(Conciencia de Patria) : Conscience de la patrie
COR	(Central Obrera Regional) : Centrale Ouvrière Régionale
CORDEPAZ	(Corporación de Desarrollo Regional de La Paz) : Corporation pour le développement régional de La Paz.
CSUTCB	(Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia) : Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans
FEJUVE	(Federación de Juntas Vecinales) : Fédération des organisations de voisinage
F.M.I.	Fonds monétaire international
FSB	(Falange Socialista Boliviana) : Phalange socialiste bolivienne
GRO	(Grupo Revolucionario Octubre) : Groupe Révolutionnaire Octobre
INE	Institut National de la Statistique
MBL	(Movimiento Bolivia Libre) : Mouvement Bolivie Libre
MIR	(Movimiento de la Izquierda Revolucionaria) : Mouvement de la gauche révolutionnaire
MNR	(Movimiento Nacionalista Revolucionario) : Mouvement Nationaliste Révolutionnaire
MP	(Movimiento Patriótico) : Mouvement Patriotique

MPP	(Movimiento Popular Patriótico) : Mouvement populaire patriotique
MUN	(Movimiento de Unidad Nacional) : Mouvement d'unité nationale
NPE	(Nueva Política Económica) : Nouvelle politique économique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PCB	(Partido Comunista Boliviano) : Parti communiste bolivien
RADEPA	(Razón de Patria) : Raison de la patrie
RTP	(Radio Televisión Popular) : Radio Télévision Populaire
UCS	(Unidad Cívica Solidaridad) : Unité civique et solidarité
UDP	(Unión Democrática Popular) : Union démocratique et populaire
UMSA	(Universidad Mayor de San Andrés) : Université majeure San Andrés (La Paz)

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Résultats électoraux, sondages et données socio-économiques

Fundación Hanns-Seidel/Fundemos, *Opiniones y Análisis*, Datos Estadísticos Elecciones generales 1987-1997, La Paz, Tome I, février 1998, 312 p.

Fundación Hanns-Seidel/Fundemos, *Opiniones y Análisis*, Datos Estadísticos Elecciones municipales 1987-1995, La Paz, Tome II, mars 1998, 267 p.

Ministerio de desarrollo humano, *Mapa de pobreza, una guía para la acción social*, La Paz, UDAPSO/INE/UPP/UDAPE, décembre 1993, 154 p.

República de Bolivia, Corte Nacional Electoral, *Delimitación de circunscripciones uninominales*, elecciones generales 1997, La Paz, 1996, 140 p.

República de Bolivia, Ministerio de Planeamiento y Coordinación, Instituto Nacional de Estadística, *Encuesta Integrada de Hogares*, La Paz, novembre 1992, 305 p.

Salvador Romero Ballivián, *Geografía electoral de Bolivia*, La Paz, Caraspas/Fundemos, 1998 (seconde édition), 231 p.

Universidad Católica Boliviana,« Encuesta de Percepción Política XV », La Paz-El Alto-Cochabamba-Santa Cruz, Instituto de Encuestas, noviembre/96, Fundación Hanns-Seidel, 72 p.

Universidad Católica Boliviana/Instituto de Encuestas, « Encuesta de Percepción Política XII Ciudad de La Paz », Noviembre 1995, Fundación Hanns-Seidel, 35 p.

PRONAGOB, PNUD, ILDIS, *La Seguridad Humana en Bolivia, percepciones políticas, sociales y económicas de los Bolivianos de hoy*, La Paz, 1996, 201 p.

Ouvrages

Ouvrages généraux

ARENDT, Hannah, *The origins of Totalitarianism*, Londres, Allen and Unwin, 1958, 520 p.

BERGER, Peter, LUCKMANN, Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989, 285 p.

BOUDON, Raymond, BOURRICAUD, François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, 714 p.

BOUDON, Raymond, *La Logique du social*, Paris, Hachette, 1979, 333 p.

BOUDON, Raymond, *L'inégalité des chances*, Paris, Armand Colin, 1979, 398 p.

BOURDIEU, Pierre, *La distinction*, Paris, Les Éditions de minuit, 1979, 670 p.

CAMPBELL, Angus, CONVERSE, E. Philip, MILLER E. Waren, STOKES E. Donald, *The American Voter*, Survey Research Center, University of Michigan, 1960, 559 p.

CANOVAN, Margaret, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981, 351 p.

CERTEAU (de), Michel, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 350 p.

CHAMPAGNE, Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Les éditions de minuit, 1990, 311 p.

DESROCHE, Henri *et al.*, *Dieux d'Hommes*, Paris, Mouton, 1969, 281 p.

DOGAN, Mattei, NARBONNE, Jacques, *Les Françaises face à la politique. Comportement politique et condition sociale*, Paris, Armand Colin, 1955, 191 p.

DUMONT, Louis, *Homo hierarchicus, le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966, 449 p.

DUVERGER, Maurice, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, UNESCO, 1955, 240 p.

FURET, François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, 316 p.

GOFFMAN, Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Les éditions de Minuit, T.I, La présentation de soi., 1973, 251 p.

KATZ, Elihu, LAZARSFELD, Paul, *Personal Influence*, Glencoe Ill, Free press, 1955, 400 p.

KLAPPER, Joseph T., *The effects of Mass communication*, Illinois, The Free Press of Glencoe, 1960, 302 p.

LACLAU, Ernesto, *Politics and Ideology in marxist theory: Capitalism, Fascism, Populism, Atlantic Highlands,* Londres, NJ, Humanities Press, 1977, 203 p.

LAZARSFELD, Paul et al., *The People's Choice*, New-York, Columbia University Press, 1944, 178 p.

MACLUHAN, Marshall, *Pour comprendre les médias, Les prolongements technologiques de l'homme*, Paris, Seuil, 1968, 390 p.

MANN, Patrice, *L'action collective, mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin, 1991, 155 p.

MARX, Karl, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Hallia, 1998 (édition originale en 1844), 48 p.

MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, 160 p.

MERTON, Robert. K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997, 384 p.

MICHELET, Jules, *Le Peuple*, Paris, Société des textes français modernes, 1846, 331 p.

MILLS, Wright, *L'élite au pouvoir*, Paris, Maspero, 1969, 380 p.

MOSCOVICI, Serge, *La machine à faire des dieux*, Paris, Fayard, 1988, 485 p.

POUTIGNAT, Philippe, STREIFF-FENART, *théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, 270 p.

PYE, Lucian Wilmot, *Communications and Political Development*, Princeton University Press, 1963, 381 p.

SCHRAMM, Wilbur Lang, *Mass Media and national development. The role of information in the developing countries*, Stanford University Press, 1964, 333 p.

SINGLY, François de, *Le soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan, 1996, 255 p.

TCHAKOTINE, Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1939, 270 p.

TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la Démocratie en Amérique*, Tome I, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, 569 p.

TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la Démocratie en Amérique*, Tome II, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, 414 p.

Ouvrages sur l'Amérique latine et la Bolivie

ABELARDO RAMOS, Jorge, *Historia de la Nación Latinoamericana, Tomo I : A paso de vencedores,* A. Peña Lillo Editor SRL, Argentina 1973 (seconde édition), 303 p.

ABELARDO RAMOS, Jorge, *Historia de la Nación Latinoamericana, Tomo II : La Patria dividida*, A. Peña Lillo Editor SRL, Argentina 1973 (seconde édition), 195 p.

ALBÓ, Javier, GREAVES, Tomás, SANDOVAL, Godofredo, *CHUKIYAWU, La cara aymara de La Paz, I. El paso a la ciudad*, La Paz, CIPCA, 1981, 150 p.

ALBÓ, Javier, PREISWERK, Matías, *Los Señores del Gran Poder*, La Paz, Centro de Teología Popular, Taller de observaciones culturales, 1986, 212 p.

ALMARAZ PAZ, Sergio, *Requiem para una República*, La Paz-Cochabamba, Los Amigos del Libro, 1988, 148 p.

ANTEZANA VILLEGAS, Mauricio, *El Alto desde El Alto II*, La Paz, UNITAS, 1993, 356 p.

ARCHONDO, Rafael, *Compadres al micrófono*, La Paz, HISBOL, 1991, 249 p.

BLANCO CAZAS, Carlos I., SANDOVAL, Godofredo, *La alcaldía de La Paz: 1985-1993, entre populistas, modernistas y culturalistas*, La Paz, ILDIS, 1993, 187 p.

BOURRICAUD, François, *Poder y Sociedad en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos-Instituto Francés de Estudios Andinos, 1989, 386 p.

CARDOSO, F. H., FALETTO, E., *Dependencia y Desarrollo en América latina. Ensayo de interpretación sociológica,* México, edición Siglo XXI, 1969, 173 p.

COLL., *Por una Bolivia Diferente: Aportes para un proyecto Histórico Popular*, La Paz, CIPCA, 1991, 268 p.

COLL., *Lo Pluri-Multi*, La Paz, ILDIS, 1993, 172 p.

COLL., *Diversidad étnica y cultural*, La Paz, ILDIS, 1992, 115 p.

COLL., *Territorio y Dignidad, Pueblos indígenas y medio ambiente en Bolivia*, La Paz, ILDIS, 1992, 115 p.

COLL., *Vida y obra de Víctor Rául Haya de la Torre*, Instituto Víctor Raúl Haya de la Torre, Lima, juillet 1997, 267 p.

COLL., *¿Ejemonías ? Democracia representativa y liderazgos locales*, La Paz, éditions PIEB/SINERGÍA, août 1997, 371 p.

COLL., *Orígen, Fundación y Futuro del M.N.R.*, La Paz, Ed. « Abril »,1992.

CONDEPA, *El libro del modelo Endógeno*, La Paz, avril 1993, 633 p.

CONDEPA, *Discursos 94'*, La Paz, éditions P.P., 1995, 64 p.

DEGREGORI, Carlos Iván et GROMPONE, Romeo, *Elecciones 1990, Demonios y redentores en el Nuevo Perú,* Lima, IEP ediciones, mars 1991, 142 p.

DEMÉLAS, Marie-Danièle, *L'Invention Politique*, Paris, Éditions Recherche sur les Civilisations, 1992, 620 p.

DI TELLA, Torcuato, *Argentina, Sociedad de Masas,* Buenos Aires, edición Eudeba, 1965.

FAVRE, Henri, *L'indigénisme*, Paris, PUF, 1996, 127 p.

GERMANI, Gino, *Política y Sociedad en una época de transición: de la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Buenos Aires, edición Paidos, 1962, 266 p.

GERMANI, Gino, *Authoritarianism, Fascism and National Populism,* New Jersey, Transaction Books, 1978, 292 p.

HOFMANN, Renata, *Apuntes sobre la democracia desde una óptica cotidiana*, La Paz, ILDIS, 1989, 121 p.

HURTADO, Javier, *El Katarismo,* La Paz, Hisbol, 1986.

KLEIN, Herbert S., *Historia de Bolivia*, La Paz, ed. Juventud, 1994, 328 p.

LAVAUD, Jean-Pierre, *Organisation sociale et attitudes politiques dans un quartier marginal de La Paz. Une enquête par questionnaires dans le « barrio » d'Achachicala*, Thèse pour le doctorat de 3ème cycle, Université René Descartes, Paris V, U.E.R. de Sociologie, 1972, 152 p.

LOAYZA BUENO, Rafael Antonio, *La industria de la salvación, evangelismo y medios de comunicación en Bolivia*, La Paz, Neftalí Lorenzo E. Caraspas Editores, 167 p.

MAYORGA, René, *Max Fernández: La política del silencio, Emergencia y consolidación de Unidad Cívica Solidaridad*, La Paz, ILDIS, 1991, 142 p.

MESA, José de, GISBERT, Teresa, MESA, Carlos, *Historia de Bolivia*, La Paz, ed. Gisbert, 1997, 779 p.

MOSCOSO PEREA, Carlos, *El populismo en America Latina*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1990, 297 p.

PACHECO, Diego, *El indianismo y los Indios contemporáneos en Bolivia*, La Paz, HISBOL/MUSEF, 1992, 395 p.

PAREDES-CANDIA, Antonio, *La Chola boliviana*, La Paz, ISLA, 1992, 644 p.

PAZ ESTENSSORO, Víctor, *Discursos y Mensajes*, Argentine, ed. Meridiano, 1953.

PEÑALOZA, Juan Ramón, *Trotsky ante la revolución nacional latinoamericana, una biografía política*, Buenos Aires, Editorial indoamérica, 1953, 167 p.

PEREDO BELTRAN, Elizabeth, *Recoveras de los Andes, la identidad de la Chola del mercado, una aproximación psicosocial*, éditions Tahipamu/ILDIS, La Paz,1992, 281 p.

PERÓN, Eva, *La razón de mi vida*, Buenos Aires, ediciones Peuser, décembre 1951, 317 p.

Programa del Sector Urbano Popular de UNITAS (SURPO), *El Alto desde El Alto*, UNITAS, La Paz, 1988, 253 p.

SANDOVAL, Godofredo, SOSTRES Fernanda, *La ciudad prometida*, La Paz, ILDIS, 1989, 230 p.

SAN MARTIN, Hugo, *El palenquismo*, La Paz, Los Amigos del Libro, 1991, 188 p.

SARAVIA, Joaquín, SANDOVAL, Godofredo, *Jach'a Uru: la esperanza de un pueblo ?*, La Paz, ILDIS-CEP, 1991, 239 p.

TAMAYO, Franz, *Creación de una pedagogía nacional (1910)*, La Paz, ed. Puerta del Sol, 1990, 143 p.

ZEGADA C., Maria Teresa, *Democratización interna de los partidos políticos en Bolivia*, La Paz, Debate Político 3, diciembre 1996, Friedrich Ebert Stiftung/ILDIS, 40 p.

Articles de revues et d'ouvrages

ALVAREZ JUNCO, José, « Magia y ética en la retórica política », in *Populismo, Caudillaje y discurso demagógico*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, Ed. Siglo XXI, 1987, pp.219-270.

ALVAREZ JUNCO, José, « El populismo como problema », in J. Alvarez Junco y R. Gonzalez Leandri compiladores, *El populismo en España y América*, Madrid, Editorial Catriel, 1994, pp.11-38.

ARCHONDO, Rafael, « CONDEPA, de la catacumba al cisma », *Cuarto intermedio* n°30, février 1994, Compañía de Jesús, pp.1-21.

ASTURIZAGA, Ramiro, BILBAO LA VIEJA, Antonio, PÉREZ, Ernesto, « ¿ Qué es CONDEPA ? » in CIDES-PNUD, *Gobernabilidad y partidos políticos*, La Paz, CIDES-PNUD, 1997, pp.65-91.

BANÉGAS, Richard, « "Bouffer l'argent." Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998, pp.75-109.

BERNAND, Carmen, GRUZINSKI, Serge, « Les enfants de l'Apocalypse : la famille en Méso-Amérique et dans les Andes », in *Histoire de la famille* (sous la direction d'André Burguière, Christiane Klapisch-Zuber, Martine Segalen, Françoise Zonabend), *3. Le choc des modernités*, Paris, Armand Colin, 1986, pp.203-277.

BLONDIAUX Loïc, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel, les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue Française de Science Politique*, octobre 1996, vol. 46, n°5, pp.753-791.

BRIQUET, Jean-Louis, « Des amitiés paradoxales, Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix*, n°45, 1999, pp.7-19.

CHAZEL, François, « La place du politique dans les mobilisations contestataires : une découverte progressive », in *Action collective et mouvements sociaux* (sous la direction de François Chazel), Paris, PUF, 1993, pp.145-161.

DE LA TORRE, Carlos, « Populist redemption and the unfinished democratization of Latin America », *Revue Constellations*, vol.5, n°1, march 1998, New York, pp.85-95.

FASSIN, Didier, « Exclusion, underclass, marginalidad », *Revue Française de Sociologie*, XXXVII, 1996, pp.37-75.

FAVRE, Henri, « Pour un modèle alternatif de la société andine », *INSERM*, vol.63., août 1976, pp.73-86.

FREUD, Sigmund, « Psychologie des foules et analyse du moi », in *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1981, pp.119-217.

GARRIGOU Alain, « Le scandale politique comme mobilisation », in *Action collective et mouvements sociaux* (sous la direction de François Chazel), Paris, PUF, 1993, pp.183-191.

GAXIE, Daniel, « Economie et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, n°1, février 1977, vol. 27, pp.123-154.

HERMET, Guy, « L'autoritarisme », in Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de Science Politique*, Paris, PUF, 1985, pp.288-292.

JOHNSON Carmen, « Creación y estatutos de RADEPA », in « Villarroel y la emergencia nacionalista », fascículo 3, Coordinadora de Historia, *La Razón*, La Paz, 5 novembre 1999, pp.4-6.

KOBI, Silvia, PAPADOPOULOS, Yannis, « L'ambiguïté du populisme : négation ou prolongement de la démocratie ? », in René Gallissot (ed.), *Populismes du Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, 1997, pp.13-44.

LAVAUD, Jean-Pierre, « Compérage, stratification sociale et rapports de pouvoir : une enquête à La Paz », *Cahiers des Amériques Latines*, Paris, IHEAL, 13-14, 1976, pp.103-125.

LAVAUD, Jean-Pierre, *Identité et politique : le courant Tupac Katari en Bolivie*, Centre National de la Recherche Scientifique (CREDAL), Document de travail n°24, 1982, 63 p.

LAVAUD, Jean-Pierre, *Qu'est-ce qu'un indien des Andes?*, Université des Sciences et technologies de Lille, document de travail, pp.22-33.

MANN, Patrice, « Crise et attestation charismatique », in *Action collective, mobilisation et organisation des minorités actives* (sous la direction de François Chazel), Paris, Armand Colin, 1991, pp.193-204.

MANSILLA, H.C.F., « La influencia de la empresa privada sobre las políticas públicas en Bolivia », *Opiniones y Análisis*, Comportamientos políticos en Bolivia, La Paz, FUNDEMOS, mai 1995, pp.155-176.

MAYORGA, René Antonio, « Tendencias y problemas de la consolidación de la democracia en Bolivia », *Síntesis* (14), mai-août 1991, pp.155-170.

MÉDARD, Jean-François, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de Sciences Politiques*, Paris, 26-1, 1976, pp.103-131.

MESA, Carlos, « Sobre el gonismo », *Los nuevos actores políticos en Bolivia*, La Paz, ILDIS, 1992, pp.78-80.

MOSSUZ-LAVAU Janine, « L'indicateur sexe : histoire et actualité », communication présentée au colloque « Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui » organisé par l'Association Française de Science Politique et l'Observatoire Interrégional du Politique, du 17 au 19 janvier 1996.

ROMERO BALLIVIÁN, Salvador, « CONDEPA y UCS: evolución de una generación partidaria en Bolivia », in *Reformas, conflictos y consensos*, La Paz, FUNDEMOS, 1999, pp.87-129.

TAGUIEFF, Pierre-André, « Political Science Confronts Populism: From a Conceptual Mirage to a Real Problem », *Telos*, n°103, 1995, pp.9-43.

« Luces y Sombras en la vida del "compadre" Carlos Palenque, como folklorista, comunicador social y político », *revista Alarma*, Año XV, n°127, 1997.

THOMAS, Hélène, « L'hypercivisme apolitique des exclus », in *Les modèles explicatifs du vote* (sous la direction de Nonna Mayer), Paris, L'Harmattan, 1997, pp.269-288.

Articles de presse

Journaux consultés :

El Deber, Santa Cruz
El Diario, La Paz
El Mundo, Santa Cruz
La Razón, La Paz
El Nuevo Día, Santa Cruz
Los Tiempos, Cochabamba
Opinión, Cochabamba
Presencia, La Paz
Última Hora, La Paz
Hoy, La Paz
El Patriota, La Paz

1988

« Alcalde de El Alto Luis Vásquez: Vamos a moralizar y desburocratizar la alcaldía », *Hoy*, 7/2/1988.

« Alcalde Vásquez Villamor: El Alto no necesita etiquetas de ciudad sino una justa distribución de tributos », *Última Hora*, 8/3/1988.

« Fueron expropiados terrenos de urbanización Cosmos 79 », *Presencia*, 31/3/1988.

« Exigen severas sanciones contra RTP en Cochabamba », *Hoy*, 6/6/1988.

« Se cometieron flagrantes delitos en programa de RTP », *Hoy*, 15/6/1988.

Jesús Yavarí, « Cierre de medios de comunicación debe hacerse de acuerdo a las leyes », *Presencia*, 19/6/1988.

« Se realizó concentración de apoyo al sistema RTP », *Presencia*, 23/6/1988.

« Comité de Defensa de RTP pide a la Iglesia medie ante el gobierno », *Hoy*, 28/6/1988.

« Atentado y confabulación criminal contra el compadre Carlos Palenque y su esposa embarazada », *Hoy*, 24/7/1988.

« Fundarán Hoy en Tiwanaco el partido de los "compadres" », *El Mundo*, 21/9/1988.

« Partido del "compadre" Palenque presentó a su comité ejecutivo », *El Mundo*, 8/10/1988.

Pavel Alarcón Aguirre, « CONDEPA-Palenque, con las mismas incógnitas de 1988 », *El Diario*, 8/10/1988.

« Declaración de principios », *Hoy*, 9/10/1988.

« "16 de julio" donde se concentra la mayor cantidad de comerciantes », *El Diario*, 9/10/1988.

« Dirigente de CONDEPA llegó a Cochabamba », *Los Tiempos*, 4/11/1988.

« CONDEPA inició ayer su campaña electoral », *Presencia*, 9/11/1988.

« Diálogo del ministro J. C. Durán con Carlos Palenque », *Hoy*, 10/11/1988.

« Las perspectivas del compadre », *Los Tiempos*, 10/11/1988.

« Gonzalo Ruiz: CONDEPA busca convertirse en un movimiento patriótico », *Opinión*, 13/11/1988.

Urbano Campos, « La Comadre Remedios », *Los Tiempos*, 19/11/1988.

Urbano Campos, entretien avec Carlos Palenque, « Habla el "compadre" Palenque », *Los Tiempos*, 24/11/1988.

« Una candidatura de compadres », *Los Tiempos*, 24/11/1988.

« Alcalde ratifica que municipio de La Paz debe a El Alto Bs 6.793.125,31 », *Presencia*, 30/11/1988.

El Patriota, du 25 novembre au 1 décembre 1988, La Paz, n°1.

El Patriota, du 2 au 8 décembre 1988, La Paz, n°2.

El Patriota, du 16 au 22 décembre 1988, La Paz, n°4.

1989

El Patriota, semaine du 6 au 12 janvier 1989, La Paz, n°7.

El Patriota, semaine du 27 janvier au 2 février 1989, La Paz, n°10.

El Patriota, semaine du 10 au 16 février 1989, La Paz, n°12.

« Carlos Palenque: A causa de comadre Remedios renunció subjefe de CONDEPA », *Hoy*, 22/2/1989.

« CONDEPA durará 40 años », entretien avec Carlos Palenque Avilés, *El Diario*, 27/2/1989.

El Patriota, semaine du 10 au 16 mars 1989, La Paz, n°16.

El Patriota, semaine du 17 au 23 mars 1989, La Paz, n°17.

El Patriota, semaine du 24 au 30 mars 1989, La Paz, n°18.

« CONDEPA propone un "modelo de desarrollo endógeno" », *El Diario*, 19/3/1989.

Wilson García Mérida, « Carlos Palenque Avilés, El carisma, la magia, la política y la comunicación », *Los Tiempos*, 26/3/1989.

« Populismo de Palenque tiende a modelo endógeno de desarrollo », *Presencia*, 9/4/1989.

« Julio Mantilla: Condepa: Uca jacha uru jutasq'uiwa », *Presencia*, 16/4/1989.

César Armando Rojas Ríos, « La caverna mesiánica Palenque RTP », *Hoy*, 16/4/1989.

El Patriota, semaine du 21 au 27 avril 1989, La Paz, n°22.

« Palenque anticipa éxito de Condepazo en La Paz », *Opinión*, 25/4/1989.

« Candidata a diputada por CONDEPA, cholita Remedios Loza, disertará hoy », *Los Tiempos*, 27/4/1989.

« Palenque anuncia campaña nacional de moralización », *Opinión*, 5/5/1989.

« Palenque ratifica capacidad de convocatoria en La Paz », *Los Tiempos*, 5/5/1989.

« Con dura crítica a candidatos Palenque finalizó su campaña », *Hoy*, 5/5/1989.

« CONDEPA, algo más que folklore », *El Mundo*, 9/5/1989.

« Remedios Loza: Los políticos creen que el pueblo es mercancía fácil », *Presencia*, 10/5/1989.

Carolina Virreira C., « El fenómeno CONDEPA », *Presencia*, 12/5/1989.

« CONDEPA espera acrecentar sus fuerzas en las municipales », *Los Tiempos*, 17/5/1989.

Sonia Montaño Virreira, « El Compadre: Democracia o totalitarismo », *Presencia*, 17/5/1989.

« Remedios Loza se propone luchar contra el machismo », *Hoy*, 2/6/1989.

El Patriota, semaine du 7 au 13 juillet 1989, La Paz, n°31.

« CONDEPA quiere CORDEPAZ y otras entidades paceñas », *Hoy*, 12/7/1989.

« Palenque: ADN-MIR-Condepa eje para solución política », *Presencia*, 20/7/1989.

El Patriota, semaine du 4 au 10 août 1989, La Paz, n°35.

Tita Sáez, entretien avec Remedios Loza Alvarado, « Pediré la pena de muerte para los violadores », *Los Tiempos*, 20/8/1989.

Mario Rueda Peña, « Regionalización del neopopulismo », *El Diario*, 5/12/1989.

1990

« Concejales de CONDEPA piden suspensión de alcalde de El Alto », *Presencia*, 18/2/1990.

« Concejo Municipal de El Alto suspendió a alcalde », *Presencia*, 20/2/1990.

« Suspenden todos los festejos en El Alto », *El Diario*, 4/3/1990.

Julio Mamani C., « Dos décadas de movilizaciones », *Presencia*, 6/3/1990.

« Populismo: entre palabras y realidades », *Última Hora*, 29/9/1990

Julio C. Peñaloza Bretel, « El marketing cholo (II), De la peña a la tele...de la tele al poder ? », *Última Hora*, 28/10/1990.

« El Alto costo de morir », *Última Hora*, 4/11/1990

« Futuro de Cordepaz será discutido por dirigentes políticos », *Última Hora*, 29/12/1990.

« En reunión con ADN-MIR se decidirá si CONDEPA continúa en CORDEPAZ », *Presencia*, 29/12/1990.

1991

« Respetamos la independencia de las organizaciones cívicas y populares », *Hoy*, 4/1/1991.

Antonio Edgar Moreno Vadivia, « El Alto, la ciudad del futuro incierto », *Presencia*, 5/3/1991.

Julio Mamani C., « El Alto: Síntesis de la realidad de una década agitada », *Presencia*, 6/3/1991.

Julio Mamani C., « Organizaciones de El Alto avalan a candidatos », *Presencia*, 6/3/1991.

« Permanentes cambios de correlación de fuerzas políticas », *Presencia*, 6/3/1991.

José Luis Roca, « La estrategia de CONDEPA », *Los Tiempos*, 17/3/1991.

Julio C. Peñaloza Bretel, entretien avec Carlos Palenque Avilés, « El modelo de desarrollo endógeno está expresado en la estructura programática de RTP », *Última Hora*, 4-11/5/1991, pp.18-19.

« Carlos Palenque no postulará como candidato a la Alcaldía de la Paz », *El Mundo*, 23/5/1991.

Julio Mamani Conde, « El Alto en 1991: Una esperanza para dejar la administración de la pobreza », *Presencia*, 1/6/1991.

Gabriela Ovando de Barrero, entretien avec Remedios Loza Alvarado, « Las mujeres debemos prepararnos y vivir el cambio », *Los Tiempos*, 22/6/1991.

Pavel Alarcón Aguirre, « CONDEPA-Palenque, con las mismas incógnitas de 1988 », *La Razón*, 22/9/1991.

« CONDEPA elude el terreno de las urnas », *Hoy*, 24/9/1991.

« CONDEPA definirá hoy si sigue en la carrera electoral », *La Razón*, 25/9/1991.

« Mónica Palenque en La Paz y Remedios Loza en El Alto », *Última Hora*, 27/9/1991.

« Palenque impone disciplina y candidatos en CONDEPA », *La Razón*, 27/9/1991.

« Renuncia del alcalde Mario Aparicio provoca cisma político en El Alto », *El Diario*, 28/9/1991.

« Corrupción en la Alcaldía de El Alto », *Presencia*, 7/10/1991.

« Aumenta antipalenquismo y se funda nuevo partido en El Alto », *Última Hora*, 19/10/1991.

« Escisión en CONDEPA por verticalismo de Palenque », *Hoy*, 19/10/1991.

« Retiran las fotos de Palenque en Alcaldía de El Alto », *Última Hora*, 24/10/1991.

« Alcalde y concejales denuncian que el sistema RTP vulnera la Ley de Imprenta », *Hoy*, 5/11/1991.

El Patriota, semaine du 15 au 24 novembre 1991, La Paz, n°47.

« En La Paz se dará un *Fujimorazo* », *La Razón*, 24/11/1991.

« Julio Mantilla en cierre de la campaña condepista: "MacLean es un gringo luntata" », *La Razón*, 27/11/1991.

« Esposas de Palenque y Mantilla acompañaron a ambos políticos », *El Diario*, 2/12/1991.

« Jaime Reyes con un voto de optimismo », *La Razón*, 2/12/1991.

« Queremos una directiva del Concejo multipartidista », *La Razón*, 5/12/1991.

Entretien avec Julio Mantilla Cuéllar, « En 1993 se impondrá la nación a la antinación », *Hoy*, 8/12/1991.

Jaime Iturri Salmón, entretien avec Julio Mantilla, « Lo aymara y mestizo en la alcaldía de La Paz », *Última Hora*, 10/12/1991.

Carlos Mesa, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, la Paz, 1991, BBA/PAT, pp.31-36.

1992

« Carlos Palenque anuncia purga de "traidores" en El Alto », *Última Hora*, 14/1/1992.

« CONDEPA anuncia también proceso de cambios orgánicos », *Presencia*, 29/2/1992.

« Policía posterga y abusa de la mujer que pide ayuda », *La Razón*, 12/3/1992.

« Revelan existencia de 130 funcionarios "fantasmas" », *La Razón*, 17/3/1992.

« Concejo Municipal alteño percibe las dietas más altas del país », *La Razón*, 20/3/1992.

« Según denuncia, en reuniones secretas concejales planean derrocar al alcalde Reyes », *La Rázon*, 7/4/1992.

« Alteños bajarán hoy al cementerio para "enterrar" al neoliberalismo », *Presencia*, 8/4/1992.

Cándido Tancara, « Alcalde Jaime Reyes confirma que hubo complot para destituirlo », *Presencia*, 13/4/1992.

« El Alto, un municipio que ignora hasta dónde gobierna y decide », *Presencia*, 3/5/1992.

« Alcalde Reyes desconoció nueva directiva de FEJUVE », *La Razón*, 4/5/1992.

« Palenque explica crisis interna de su organización partidaria », *Los Tiempos*, 21/5/1992.

« Palenque promete democracia gradual en CONDEPA, hasta 1993 », *Presencia*, 21/5/1992.

« Alcalde Mantilla defiende "clan Palenque" en CONDEPA », *El Mundo*, 22/5/1992.

« Mantillistas, palenquistas y la KGB », *La Razón*, 22/5/1992.

« Diputados forman Comité de Defensa de CONDEPA », *Última Hora*, 23/5/1992.

« COR-El Alto: 7 años de lucha con los trabajadores alteños », *Presencia*, 24/5/1992.

« 20 juntas vecinales no creen en ninguna FEJUVE », *La Razón*, 30/5/1992.

« Trabajadores dan ultimátum al alcalde Jaime Reyes », *El Diario*, 4/7/1992.

« Se cumple plazo otorgado por Asamblea de la Alteñidad para renuncia del alcalde », *Hoy*, 7/7/1992.

« La crisis permanente de Alcaldía de El Alto », *Última Hora*, 7/7/1992.

« Se agudiza pugna política por control de la Alcaldía alteña », *Presencia*, 8/7/1992.

« Manifestantes pidieron la renuncia de los concejales », *El Diario*, 9/7/1992.

« COR denuncia manejo parcializado del sistema de Radio Televisión Popular », *Hoy*, 14/7/1992.

« Durante todo este tiempo, sólo me dediqué a defenderme, nunca ataqué », *La Razón*, 20/7/1992.

« Dos alcaldes en El Alto », *Presencia*, 23/7/1992.

« Cuadrilátero de las pugnas políticas », *El Mundo*, 24/7/1992.

« Problemas en gobiernos municipales », *Los Tiempos*, 25/7/1992.

« Compadres y cerveceros hicieron llover piedras en El Alto », *La Razón*, 28/7/1992.

« Un alcalde para todas 80 mujeres dispuestas a privarse del agua para respaldar a Jaime Reyes », *La Razón*, 29/7/1992.

« Posesionado nuevo Alcalde de El Alto », *Última Hora*, 4/8/1992.

« Dieron de alta a Palenque », *Última Hora*, 4/8/1992.

« Saldos del conflicto por el control de la alcaldía », *Presencia*, 5/8/1992.

« Alcalde Clavijo propone reunificar todas las organizaciones altéñas », *El Diario*, 5/8/1992.

« Clavijo promete luchar por reunificación de las entidades vecinales y sindicales », *Hoy*, 9/8/1992.

« Hinchadas de Clavijo y Reyes provocaron destrozos en la Alcaldía el lunes 3 », *La Razón*, 14/8/1992.

« Manifiesto de Conciencia de Patria », *Presencia*, 13/9/1992.

« Empezó la institucionalización democrática en *Conciencia de Patria* », Hoy, 31/10/1992

C. Tancara, « Ingresos de El Alto crecieron 571% », *Presencia*, 20/11/1992.

« Disidentes de CONDEPA buscan la legalización », *Última Hora*, 8/12/1992.

« El Alto: de Jaime Reyes a Flavio Clavijo », *Presencia*, 25/12/1992.

1993

El Patriota, du 1 au 7 mars 1993, La Paz, n°55.

El Patriota, du 22 au 28 mars 1993, La Paz, n°58.

El Patriota, du 7 au 13 juin 1993, La Paz, n°69.

José Huidobro Bellido, « ¿ Qué es CONDEPA ? », entretien avec Julio Mantilla, *Opinión*, 4/3/1993.

Rafael Archondo, « El Alto desplazó a Cochabamba: es la 3ra ciudad más poblada del país », *Presencia*, 6/3/1993.

« La senda imponente de una ciudad obstinada », *La Razón*, 7/3/1993.

« El Alcalde Flavio Clavijo: La unidad de las fuerzas sociales es lo principal », *La Razón*, 7/3/1993.

« A los candidatos importados les decimos que El Alto es de los Alteños », *Presencia*, 22/3/1993.

« Palenque acusó a Banzer y Goni de plagiar su programa endógeno », *Opinión*, 14/4/1993.

Ricardo Sanjinés Avila, entretien avec Carlos Palenque Avilés, « El *Jach'a Uru* no llegará aún para CONDEPA el próximo 6 de Agosto », *Última Hora*, 9/5/1993.

Carlos Mesa, entretien avec Carlos Palenque, *De Cerca*, la Paz, 13 mai 1993, BBA/PAT, pp.33-56.

« CONDEPA busca desplazar a UCS del tercer puesto », *Última Hora*, 26/5/1993.

El Patriota, du 26 avril au 2 mai 1993, La Paz, n°63.

El Patriota, du 3 au 9 mai 1993, La Paz, n°64.

Entretien avec Flavio Clavijo, *Hoy*, 27/5/1993.

« Palenque, cuando un micrófono vale más que un libro », *Opinión*, 30/5/1993.

« Quién es quién: Mónica Medina de Palenque », *Última Hora*, 1/6/1993.

Julio Pemintel A., « Carlos Palenque cerró campaña atacando a todos sus rivales », *Presencia*, 4/6/1993.

« Palenque: de las cuerdas del charango a la *Tribuna Libre* », *La Razón*, 6/6/1993.

« Acuerdo MNR-UCS daña gravemente la imagen internacional del país », *La Razón*, 2/7/1993.

« CONDEPA hará oposición implacable », *Presencia*, 2/7/1993.

Ted Córdova-Claure, « Temor mundial al integrismo: CONDEPA es la versión boliviana », *Última Hora*, 4/7/1993.

« Se consumó división de *Conciencia de Patria* », *Presencia*, 9/7/1993.

« Mantilla advierte: Agresividad de Palenque impide entendimiento », *Última Hora*, 11/7/1993.

« El *Ilunk'erío* ha dañado la proyección del líder », *Última Hora*, 12/7/1993.

« Crisis en CONDEPA tras renuncia de Julio Mantilla a la reelección », *Última Hora*, 28/7/1993.

« La distancia entre Mantilla y CONDEPA es cada día mayor », *Última Hora*, 28/8/1993.

« Bases de CONDEPA apoyan la candidatura de Mantilla », *Última Hora*, 7/9/1993.

« Crece rebelión contra Palenque », *Última Hora*, 8/9/1993.

Jorge Escobari Cusicanqui, « Debe irse el entorno de Palenque para evitar colapso de CONDEPA », *Última Hora*, 10/9/1993.

« Palenque es una criatura de las masas y existe gente que quiere malcriarlo », *El Diario*, 10/9/1993.

Rafael Archondo, « El reto de Mantilla: ¿un condepismo sin Palenque ? », *Última Hora*, 11/9/1993.

« Mantilla dice que tendrá su propia *Tribuna Libre del Pueblo* », *Última Hora*, 17/9/1993.

« Julio Mantilla asegura: Carlos Palenque no dirige CONDEPA, Ricardo Paz lo hace », *La Razón*, 1/10/1993.

El Patriota, du 29 novembre au 5 décembre 1993, La Paz, n°74.

« Ivo Kuljis apoya a Goni. Estabilidad requisito para capitalización », *El Mundo*, 13/11/1993.

« Un tercio de los cargos serán controlados por mujeres », *Última Hora*, 18/11/1993.

« Mónica junto a la Gran Vía y La Paz hacia el tercer milenio », *Presencia*, 1/12/1993.

« Mónica Palenque dejó su elección en manos de Dios », *La Razón*, 6/12/1993.

1994

« CONDEPA domina El Alto de la mano de sindicalistas », *La Razón*, 3/1/1994.

« Las "puertas de la concertación y del enfrentamiento" », *La Razón*, 8/1/1994.

« CONDEPA: Gobierno no podrá crear empleos por su política recesiva », *Presencia*, 17/1/1995.

Hugo Moldíz Mercado, « Palenque, por acción u omisión, el polo de atracción opositor », *Última Hora*, 24/1/1994.

José Huidobro Bellido, « Una visión sociológica: Ideología y cultura en Conciencia de Patria » (Parte 1), *El Nuevo Día*, 3/3/1994.

« Piden a Asociación de Periodistas intervenga en caso Palenque-Fides », *Última Hora*, 19/3/1994.

« Una denuncia de alto vuelo », *Hoy*, 19/3/1994.

« Mensaje al pueblo de Bolivia del Lic. Carlos Palenque Avilés, Jefe Nacional de Conciencia de Patria », *Hoy*, 22/4/1995.

« Sánchez de Lozada y Palenque quieren la pacificación del país », *Presencia*, 24/4/1995.

« Dejé CONDEPA porque es un partido familiar y sin democracia », *El Mundo*, 13/5/1994.

« Palenque acepta debate, pero con Goni, no con otro », *La Razón*, 17/5/1994.

« Revelan nepotismo condepista en Alcaldía de La Paz », *El Mundo*, 21/5/1994.

« CONDEPA pierde terreno según encuesta de la UCB », *Opinión*, 19/10/1994.

« CONDEPA volverá a recibir a tránsfugas de su partido », *Presencia*, 11/11/1994.

« No soy celoso... Mónica es mi hechura », *Hoy*, 4/12/1994.

« Mónica nunca olvidará el 94' », *Hoy*, 28/12/1994.

« CONDEPA logra recuperar a sus hijos con amnistía », *La Razón*, 30/12/1994.

1995

« Según Ricardo Paz: Gonzalo Sánchez de Lozada es un vendedor de ilusiones », *Hoy*, 5/1/1995.

« CONDEPA: Gobierno no podrá crear empleos por su política recesiva », *Presencia*, 17/1/1995.

« Curriculum de Andrés Soliz Rada », *Última Hora*, 12/3/1995.

« El gobierno está molesto con Palenque », *La Razón*, 9/4/1995.

Carlos Sánchez Berzaín, *Hoy*, 21/4/1995.

« Mensaje al pueblo de Bolivia del Lic. Carlos Palenque Avilés, Jefe Nacional de Conciencia de Patria », *Hoy*, 22/4/1995.

« Sánchez de Lozada y Palenque quieren la pacificación del país », *Presencia*, 24/4/1995.

Déclaration de Carlos Palenque, *Hoy*, 2/5/1995.

« CONDEPA enjuiciará al Ministro de Gobierno », *El Diario*, 3/5/1995.

El Patriota, semaine du 6 au 12 mai 1995, La Paz, n°77.

« Palenque convoca a todos al movimiento de unidad nacional », *La Razón*, 8/7/1995.

« CONDEPA logra importantes alianzas en todo el país », *Última Hora*, 12/8/1995.

« CONDEPA fue el único ganador », *El Mundo*, 13/8/1995.

« A los traidores, a punta de latigazos », *La Razón*, 21/8/1996.

« La Alcaldesa, entre las mujeres más influyentes del mundo », *Última Hora*, 24/8/1995.

« Palenque no modificará la política económica del país si llega al gobierno el 97' », *El Diario*, 7/9/1995.

« Los muchos discursos de Carlos Palenque », *Hoy*, 9/9/1995.

« CONDEPA: más peligrosa, por contradictoria », *La Razón*, 10/9/1995.

« Carlos Mesa: Palenque y la nueva oposición », *Los Tiempos*, 10/9/1995.

« Carta abierta a Carlos Palenque Avilés », *La Razón*, 10/10/1995.

« CONDEPA: ¿ Quién es el candidato ? », *La Razón*, 11/10/1995.

« La continuidad fue una premisa de la ex-alcaldesa de La Paz », *El Deber*, 12/10/1995.

« CONDEPA: el estilo se confirma », *La Razón*, 20/10/1995.

« CONDEPA proclamó a Mónica », *La Razón*, 21/10/1995.

« El concejo hierve en acusaciones contra Mónica », *Última Hora*, 9/11/1995.

Carlos Váldez Mattos, « Problemas de la democracia: El discurso de Carlos Palenque y la política como espacio de guerra », *Presencia*, 14/11/1995.

« Mónica Medina confiesa su soledad », *La Razón*, 22/11/1996.

Julio Peñaloza Bretel, « El (auto) aislamiento de CONDEPA », *Última Hora*, 6/12/1995.

SALCEDO VARGAS Eduardo, « Para mi, por encima de todo estaría el esposo y mi familia », *Última Hora*, 15/12/1996.

« Según analista, CONDEPA comienza a extinguirse », *Presencia*, 28/12/1996.

Samuel Mendoza, « La amenaza de "El Compadre" », *Los Tiempos*, 30/12/1995.

1996

« Mónica suspendió su huelga proclamándose ganadora », *Presencia*, 5/1/1996.

« Compadres piden que CONDEPA sea democratizada », *Última Hora*, 18/1/1996.

Ricardo Paz, « CONDEPA se embarca hacia su institucionalización democrática », *Última Hora*, 25/2/1996.

Wálter Chávez, entretien avec Ricardo Paz Ballivián, « CONDEPA quiere superar la barrera populista », *Hoy*, 22/4/1996.

« Carlos Palenque: CONDEPA pactará con cualquier partido en las próximas elecciones de 1997 », *Primera Plana*, 10/8/1996.

« Palenque: el FMI comparte preocupaciones de CONDEPA », *Opinión*, 11/8/1996.

« Palenque se queja por "desmarque" político de su esposa Mónica », *Última Hora*, 11/8/1996.

« ADN sería la manzana de la discordia entre los Palenque », *Hoy*, 12/8/1996.

« Mónica dice que morirá en CONDEPA », *Hoy*, 13/8/1996.

« Creen que la oligarquía busca dividir a CONDEPA », *La Rázon*, 13/8/1996.

« Seducción a Mónica », *La Razón*, 13/8/1996.

« Mónica confirma diferencias políticas con el Compadre », *Última Hora*, 13/8/1996.

« CONDEPA confirma democratización sin tocar la cúpula », *Hoy*, 20/8/1996.

« A los traidores, a punta de latigazos », *La Razón*, 21/8/1996.

« Primer congreso nacional de CONDEPA será el día 19 », *El Deber*, 30/8/1996.

« Condepistas se dividen entre Palenque y Mónica Medina », *Última Hora*, 31/8/1996.

« Mónica admite pugna interna », *Última Hora*, 4/9/1996.

« Ricardo Paz: Soy muy amigo del licenciado Carlos Palenque », *Última Hora*, 5/9/1996.

« Daniel Quevedo: Los Palenque, factor de unidad », *Última Hora*, 6/9/1996.

« Crisis coloca a CONDEPA al borde de una nueva escisión », *Última Hora*, 10/9/1996.

« Ricardo Paz expulsado de ese partido », *El Deber*, 10/9/1996.

« La emergencia de una fuerza joven a punto de dividir a CONDEPA en dos », *La Razón*, 10/9/1996.

« Daniel Santalla: Crisis coloca a CONDEPA al borde de una nueva escisión », *Última Hora*, 10/9/1996.

« Mónica exige que la expulsen como a Paz, pero ella es un símbolo que no se toca », *La Razón*, 11/9/1996.

« Ricardo Paz: Estoy pagando el precio de buscar democracia », *Hoy*, 11/9/1996.

« Jorge Medina dice que Mónica está equivocada », *El Deber*, 11/9/1996.

« Mantilla piensa en volver a CONDEPA », *Última Hora*, 11/9/1996.

« Su padre le pide que reflexione », *Última Hora*, 11/9/1996.

« Mónica se rebela y pide su expulsión de CONDEPA », *Primera Plana*, 11/9/1996.

« Palenque tiene el apoyo de sus suegros que quieren una reconciliación », *Última Hora*, 12/9/1996.

« Jorge Medina revela que Paz quería ser vicepresidente en 1997 », *Presencia*, 12/9/1996.

Juan Javier Zeballos, « Incierto futuro de CONDEPA », *El Mundo* 12/9/1996.

« ¿Un matrimonio de 12 años llega a su fin ? », *Última Hora*, 12/9/1996.

« Lleva las de ganar quien mantenga el control de RTP », *La Razón*, 12/9/1996.

« Se derrumba la pareja que dio a luz a CONDEPA », *Hoy*, 12/9/1996.

Carlos Cordero, « Los sentimientos podrían opacar el nuevo proyecto generacional », *La Razón*, 12/9/1996.

« Jorge Medina entrega la prueba de la traición de Ricardo Paz », *Presencia*, 13/9/1996.

« Crisis de partido populista, CONDEPA desencadena posible ruptura conyugal », *Los Tiempos*, 13/9/1996.

Jaime E. Buitrago, « Sólo 200 mil personas podrían quitarle a Palenque el liderazgo », *Presencia*, 13/9/1996.

Edgar Ramos, « La Tribuna del Pueblo en el hogar de los Palenque », *Última Hora*, 15/9/1996.

« Carlos Palenque: No me hablen de ella », *Hoy*, 15/9/1996.

« Carlos Mesa: Carlos y Mónica: Algo más que un melodrama político », *La Razón*, 15/9/1996.

« La mala hora de CONDEPA », *Última Hora*, 15/9/1996.

Clovis Días, « El modelo económico contra Carlos Palenque », *Primera Plana*, 15/9/1996.

René Antonio Mayorga, « La hora de los politólogos: Si Mónica se va, Remedios Loza puede ocupar el vacío que deje », *Presencia*, 15/9/1996.

Rafael Archondo, « Palenque el aniquilador », *Presencia*, 15/9/1996.

Juan de Recacoechea, « Con ritmo propio: Los de arriba también lloran », *Última Hora*, 15/9/1996.

« Para dividir CONDEPA, hay que dividir al compadre en dos », *Opinión*, 16/9/1996.

Luis Gonzalez Quintanilla, « Ojalá no sea un culebrón », *Los Tiempos*, 16/9/1996.

« Palenque: CONDEPA no se divide, es más democrática que cualquiera », *Presencia*, 16/9/1996.

« El debate ahondó la crisis en CONDEPA », *Hoy*, 17/9/1996.

« Una cosa está clara: Mónica pierde peso en CONDEPA », *Última Hora*, 17/9/1996.

Susana Escobar, « No me hablen de él », *Hoy*, 19/9/1996.

« Nuestro Carlos y Nuestra Lady Di », *Última Hora*, 19/9/1996.

« 11 días de una novela política », *La Razón*, 20/9/1996.

Amalia Decker, « La arañita, de tanto tejer, casi, casi llega al poder », *La Razón*, 20/9/1996.

Carlos F. Toranzos, « Qué se puede ya esperar », *Los Tiempos*, 20/9/1996.

« Mónica le dijo adiós a CONDEPA y cree que puede dividirse », *Presencia*, 20/9/1996.

« Andrés Solíz Rada, síntesis de un debate », *Hoy*, 21/9/1996.

« Palenque: Quiénes no están con la Patria se han ido de CONDEPA », *Presencia*, 22/9/1996.

« No se eliminará la Secretaría Ejecutiva, pero será una más », *La Razón*, 25/9/1996.

« CONDEPA quiere un estatuto adecuado para un movimiento », *La Razón*, 26/9/1996.

« Comienza congreso de CONDEPA, sin Mónica y con Palenque fortalecido », *Última Hora*, 26/9/1996.

« CONDEPA quiere un estatuto adecuado para un movimiento », *La Razón*, 26/9/1996.

« Palenque: Este liderazgo no se discute compatriotas », *Hoy*, 27/9/1996.

« El 'Compadre' ratificó su liderazgo en el primer congreso de CONDEPA », *Los Tiempos*, 27/9/1996.

« Palenque: Este liderazgo no se discute, compatriotas », *Hoy*, 27/9/1996.

« Palenque dice que CONDEPA es generacional y ataca al gobierno », *Presencia*, 27/9/1996.

« "Democracia!", exigen a Palenque; él, furioso: "No quiero anarquía!" », *Presencia*, 29/9/1996.

Javier Medrano, « Mónica Medina confiesa su soledad », *La Razón*, 22/11/1996.

Eduardo Salcedo Vargas, « Remedios Loza: Para mi, por encima de todo estaría el esposo y mi familia », *Última Hora*, 15/12/1996.

« Según analista, CONDEPA comienza a extinguirse », *Presencia*, 28/12/1996.

1997

« Portando ganchos y vidrios, barras oficialistas agredieron a concejales », *Última Hora*, 5/2/1997.

Rafael Archondo, « La herencia del Compadre », *La Rázon*, 10/3/1997.

Marianela Mercado, « Consolidar CONDEPA sin la simbología de la chola ni el voto póstumo del Compadre », *El Diario*, 23/3/1997.

« ¿Hasta cuándo vivir de un muerto ? », *Última Hora*, 25/3/1997.

« El consejero de Palenque cuenta su historia », *La Razón* (recta final), 11/4/1997.

« La "reencarnación de Palenque" candidatea para uni por CONDEPA », *La Razón*, 21/5/1997.

« Pepelucho Paredes tiene la receta para ganar a CONDEPA en su cancha », *La Razón*, 4/6/1997.

1998

« La piedra-Palenque » en « La vida después de Palenque » (*Hobby*, edición especial), *Hoy*, La Paz, dimanche 8 mars de 1998.

Arturo Choque, « La verdadera Tribuna está en el Cementerio » (*Hobby*, edición especial), *Hoy*, La Paz, dimanche 8 mars 1998.

2000

« La Bolivie, terrain d'expérimentation d'une approche globale du développement », *Le Monde,* 19/9/2000.

FONDS PERSONNEL DE RAFAEL ARCHONDO

Transcription du cas de Celia Pinto, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1986.

Intervention de Luis Vázquez, *Tribuna Libre del Pueblo*, 1987.

Entretien avec un manifestant, enquête réalisée à La Paz par Joaquín Saravia, 22/6/1988.

Discours de Carlos Palenque, La Paz, 22/6/1988.

Intervention de Carlos Palenque à RTP, août 1988.

Entretien avec Carlos Palenque, La Paz, septembre 1988.

Discours de Carlos Palenque, La Paz, 1/9/1988.

Transcription de l'émission la *Tribuna Libre del Pueblo*, 7/3/1988

Discours de Carlos Palenque, 4/5/1989.

Discours de Mónica Medina, 4/5/1989.

Déclaration de Carlos Palenque, *radio Continental*, 8/5/1989.

Intervention de Remedios Loza Alvarado, *radio Continental*, 8/5/1989.

Carlos Palenque, discours du 13/8/1988.

Transcription de l'émission la *Tribuna Libre del Pueblo*, 16/8/1988.

Tribuna Libre del Pueblo, réouverture d'août 1988.

Carlos Palenque, discours du 1/9/1988.

Transcription de l'émission la *Tribuna Libre del Pueblo*, 6/11/1988.

Transcription de l'émission la *Tribuna Libre del Pueblo*, 7/11/1988.

TABLE DES CARTES

CARTE III - 1 : Départements boliviens 84

CARTE III - 2 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1989 85

CARTE III - 3 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1989 86

CARTE III - 4 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1991 87

CARTE III - 5 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1993 89

CARTE III - 6 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1993 90

CARTE III - 7 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection municipale de 1995 91

CARTE III - 8 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque département par CONDEPA à l'élection nationale de 1997 92

CARTE III - 9 : Quartiers et circonscriptions uninominales de la ville d'El Alto 101

CARTE III - 10 : Indices de pauvreté des différents quartiers d'El Alto (INE-1992) 103

CARTE III - 11 : Pourcentages de suffrages exprimés recueillis dans chaque quartier par CONDEPA dans la ville d'El Alto à l'élection nationale de 1993 103

CARTE III - 12 : Taux d'analphabétisme calculé pour El Alto par quartier à partir des données de l'INE (1992) 104

CARTE III – 13 : Pourcentage de suffrages exprimés recueillis dans chaque circonscription d'El Alto par CONDEPA à l'élection nationale de 1997 113

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique III - 1 Lieu de naissance des électeurs de CONDEPA les plus fidèles (effectifs : 145 personnes) 111

Graphique III - 2 Revenu mensuel individuel des électeurs de CONDEPA les plus fidèles (effectifs : 145 personnes) 111

Graphique III - 3 Circonscription d'appartenance des électeurs de CONDEPA les plus fidèles (effectifs : 145 personnes) 112

Graphique IV - 1 Pourquoi (oui ou non) demeurez-vous fidèles à RTP depuis le décès de Carlos Palenque ? (question posée aux seuls auditeurs et téléspectateurs de RTP dans la ville d' El Alto) 144

Graphique VI - 1 Pourquoi (oui ou non) pensez-vous que Remedios Loza recevra l'appui de l'électorat ? 184

Graphique VI - 2 Pourquoi considérez-vous (ou non) que CONDEPA continuera après le décès de Carlos Palenque ? 186

Graphique VI - 3 Pourquoi pensez-vous (ou non) que Remedios Loza suivra l'orientation politique du Compadre ? 206

Graphique VIII - 1 Vous diriez que votre compère préféré est comme... 254

Graphique VIII - 2 En quoi êtes-vous sûr d'obtenir l'appui de votre compère préféré ? 256

TABLE DES TABLEAUX

Tableau II – 1 Discours prononcé à El Alto parCarlos Palenque le 29 septembre 1995 58

Tableau III – 1 Pourcentages de suffrages exprimés recueillis entre 1989 et 1997 par CONDEPA en Bolivie, à La Paz et à El Alto 94

Tableau III – 2 Intentions de vote pour CONDEPA lors de l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction de variables socio-économiques 109

Tableau IV – 1 Intentions de vote de la population d'El Alto lors de l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du lieu de naissance et de la chaîne de télévision préférée 140

Tableau IV – 2 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du lieu de naissance et des préférences radiophoniques pp.140-141

Tableau IV – 3 Intentions de vote de la population d'El Alto lors de l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des motifs de la fidélité à RTP 146

Tableau V – 1 Niveau d'études en fonction du « genre » (%) 171

Tableau V – 2 Lieu de naissance en fonction du « genre » (%) 171

Tableau V – 3 CSP en fonction du « genre » (%) 173

Tableau V – 4 Poste en fonction du « genre » (%) 173

Tableau V – 5 Niveau de revenu en fonction du « genre » (%) 174

Tableau V – 6 Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » (%) 174

Tableau V – 7 Âge en fonction du « genre » (%) 175

Tableau V – 8 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre » 175

Tableau V – 9 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population de La Paz en fonction du « genre » 176

Tableau VI – 1 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction des raisons pour lesquelles CONDEPA continuera (ou non) après le décès de Carlos Palenque 186

Tableau VI – 2 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre » et de l'argument du « pouvoir de décision populaire » ... 196

Tableau VI – 3 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du niveau d'études et de l'argument du « pouvoir de décision populaire » 204

Tableau VI – 4 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du lieu de naissance et de l'argument du « pouvoir de décision populaire » 204

Tableau VI – 5 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du revenu mensuel indviduel et de l'argument du « pouvoir de décision populaire » 205

Tableau VI – 6 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des réponses à la question : « Pourquoi pensez-vous (ou non) que Remedios Loza suivra l'orientation politique du *Compadre* ? » 207

Tableau VI – 7 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et de l'argument « capacité de Remedios Loza » 208

Tableau VI – 8 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction des réponses à la question « Pourquoi considérez-vous (ou non) Carlos Palenque comme un saint ? » 214

Tableau VI – 9 « Pourquoi considérez-vous (ou non) Carlos Palenque comme un saint ? » en fonction du « genre » 215

Tableau VI – 10 Intentions de vote à l'élection présidentielle de 1997 (%) de la population d'El Alto en fonction du « genre » et de l'argument « Saint des pauvres » 215

Tableau VIII – 1 Profession du compère en fonction de la profession du parrain (%) 251

Tableau VIII – 2 « Un de vos enfants au moins est-il baptisé ? » en fonction du niveau d'études (%) 253

Tableau VIII – 3 « Un de vos enfants au moins est-il baptisé ? » en fonction de la CSP (%) 253

Tableau VIII – 4 Vous diriez que votre compère préféré est comme...en fonction du niveau d'études (%) 254

Tableau VIII – 5 Vous diriez que votre compère préféré est comme... en fonction du revenu mensuel individuel (%) 255

Tableau VIII – 6 Vous diriez que votre compère préféré est comme... en fonction du « genre » (%) 255

Tableau VIII – 7 Qualités du compère préféré ayant motivé son choix en fonction du revenu mensuel individuel (%) 257

Tableau VIII – 8 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des réponses à la question : « En cas de besoin, à qui vous adresseriez-vous ? » 262

Tableau VIII – 9 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction des réponses à la perception du compère préféré 263

Tableau VIII – 10 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du revenu mensuel individuel et de la perception du compère préféré comme un père 263

Tableau VIII – 11 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction de la perception du compère préféré et du « genre » 264

Tableau VIII – 12 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du parti politique auquel appartient le compère préféré 265

Tableau IX – 1 Niveau d'études en fonction du « genre » et du lieu de naissance (%) 269

Tableau IX – 2 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et du niveau d'études 271

Tableau IX – 3 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et lieu de naissance 272

Tableau IX – 4 Poste occupé en fonction du « genre » et du niveau d'études 274

Tableau IX – 5 Poste occupé en fonction du « genre » et du lieu de naissance 275

Tableau IX – 6 Revenu mensuel individuel en fonction du « genre » et du lieu de naissance 277-278

Tableau IX – 7 Niveau d'études en fonction du « genre » et de la modalité du revenu « +460bs » 278

Tableau IX – 8 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et du revenu mensuel individuel 279

Tableau IX – 9 Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » et du lieu de naissance 280-281

Tableau IX – 10 Perception subjective de la pauvreté en fonction du « genre » et de la modalité du revenu +460bs 281

Tableau IX – 11 Intentions de vote de la population d'El Alto à l'élection présidentielle de 1997 (%) en fonction du « genre » et de la perception subjective de la pauvreté 283

TABLE DES MATIERES

Carte de la Bolivie 3
Introduction 5
Sommaire 15

Première partie : La construction du lien partisan 16

Chapitre premier : *Conciencia de Patria* - Du mouvement social au mouvement politique 18

1. Contexte économique et opportunités politiques 18
1.1. La transformation du contexte socio-économique : la crise de l'Etat social 18
1.2. Le vide sur le marché protestataire 19
1.3. La reconnaissance de la diversité culturelle 21
2. De *Radio Televisión Popular* à *Conciencia de Patria* 22
2.1. Du folkloriste au personnage médiatique 22
2.2. Vers l'affirmation d'un rôle de victime... 26
2.3. La polarisation à l'œuvre 28
2.4. La mise en place d'une structure partisane 34
2.5. Les premières rivalités 39

Chapitre II : Une idéologie égalitaire ambivalente 42

1. L'idéologie populiste de l'unité nationale 42
1.1. Faire la patrie : l'héritage du MNR 42
1.1.1. L'apport de Reynaldo Venegas 42
1.1.2. Une idéologie dans le prolongement du MNR de 1952 : analogies et différences 44
1.2. Le marxisme national du GRO 47
1.2.1. Le parti pris caudilliste 47
1.2.2. Les inspirateurs du « modèle endogène » 49
1.3. Les entorses à l'idéologie 52
1.3.1. Les prises de position contradictoires à l'égard du néolibéralisme 52
1.3.2. L'incorporation des dissidents exogènes 54
2. Un discours construit sur un principe d'exclusion 55
2.1. Un discours polarisé 55
2.2. L'appel aux particularismes sociaux 57
2.3. La politique d'opposition 62
2.4. L'exclusion des « traîtres » endogènes 68
2.4.1. L'impact d'une crise politico-conjugale 69
2.4.2. La polarisation des Pacéniens 79

Chapitre III : L'ancrage territorial 84

1. L'évolution du vote (1989-1997) 84
2. Un vote polarisé 96
2.1. El Alto, ville protestataire 96

2.2. Géographie électorale de CONDEPA 101
2.2.1. Les indices de pauvreté et d'analphabétisme comme variables explicatives du vote 101
2.2.2. Profil sociologique des électeurs condépistes 108
2.2.3. La conjoncture singulière de l'élection de 1997 112

Deuxième partie : Les mécanismes de l'identification partisane 115

Chapitre IV : *Radio Televisión Popular* : L'identification à une néo-communauté forgée par les médias 117

1. La médiatisation du lien social 118
1.1.L'égalité par les médias 118
1.1.1. Le public émetteur... 119
1.1.2. mais aussi récepteur 125
2. L'identification à une néo-communauté : la famille populaire 130
2.1. La relation métonymique entre le peuple et RTP 131
2.1.1. L'analogie entre la famille du *Compadre* et la famille populaire 131
2.1.2. « Le drame de la politique populaire » ou la *telenovela* condépiste 133
2.1.3. L'identification à des symboles 137
2.2. RTP ou la réinvention de la communauté 138
2.3. Le *Compadre*, principe cohésif de la néo-communauté 144

Chapitre V : Le vote pour Conciencia de Patria : une affaire de femmes 147

1. Le développement de l'estime de soi 148
1.1. La « réappropriation identitaire » de Remedios Loza 148
1.2. La « re-socialisation » des militantes *de pollera* 153
1.3. L'intérêt mimétique des militantes *de pollera* 157
2. Compétition et recompositions identitaires 159
2.1. Les rivalités entre les nouvelles et les anciennes recrues 159
2.2. La compétition avec les hommes 163
2.2.1. Le reflet d'un discours d'opposition au machisme 163
2.2.2. L'individualisme des femmes *de pollera* 167
2.3. Les différences entre les « genres » 171
2.4. Le vote des femmes *de pollera*, reflet des différences entre les « genres » 175

Chapitre VI : L'identification à une néo-communauté populaire 181

1. L'idéologie du peuple au pouvoir 183
1.1. L'identification à une néo-communauté populaire 183
1.2. Un pouvoir populaire fondé sur la parole 185
1.3. Le *Compadre* identifié au peuple 190
1.4. L'influence sur le vote d'une volonté de démocratie pure 196
1.4.1. L'identité ethnique au service de la revendication de droits : le cas des hommes 196
1.4.2. L'attente de l'égalisation des conditions 201
1.4.3. Le poids de l'idéologie face aux variables lourdes 204
2. La croyance en la continuité 205
2.1. Remedios Loza, l'héritière politique 205
2.2. L'émotion religieuse au service d'une quête de continuité 211

Troisième partie : La consolidation d'une clientèle politique 218

Chapitre VII : Le fonctionnement interne de *Conciencia de Patria* : du centre à la périphérie 220

1. L'entourage politique rapproché 220
1.1. Palenque-Remedios : dyade active au sein de CONDEPA 221
1.2. Un facteur de stabilité du couple-symbole 225
2. L'entourage politique élargi 227
2.1. La stratégie du respect des règles 228
2.2. La dissidence comme mécanisme de pression 229
2.2.1. Profil du dissident 229
2.2.2. L'expulsion préventive 232
3. Les réseaux formels : le pouvoir du maire de El Alto 235
3.1. L'interdépendance mairie/organisations de base 236
3.2. L'absence de contrôle sur les organisations de base :le « mauvais » patron 238
3.3. Le contrôle sur les organisations de base : le « bon » patron 241
3.4. L'influence relative des leaders d'opinion 244

Chapitre VIII : Le *compadrazgo* : un lien de clientèle 249

1. Compérage et rapports de pouvoir 251
1.1. Un rapport inégalitaire 251
1.2. Les qualités d'un « bon » parrain 255
2. Compérage et politique 258
2.1. Le « compérage de promotion » ou le lien formalisé 258
2.2. Réseaux du compérage et vote pour CONDEPA 262

Chapitre IX : Un vote de « frustation relative » 267

1. Mobilité géographique et espoirs d'ascension 268
2. Le vote des *cholas* les plus scolarisées 269
3. Le vote des *cholas* d'origine urbaine 271
4. Le vote des *cholas* les plus aisées 277
5. Le vote des *cholas* les plus insatisfaites 280

Conclusion 286

Annexes 289
Glossaire des sigles 303
Bibliographie générale 305
Table des cartes 328
Table des graphiques 329
Table des tableaux 330
Table des matières 333

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN. BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE LILLE